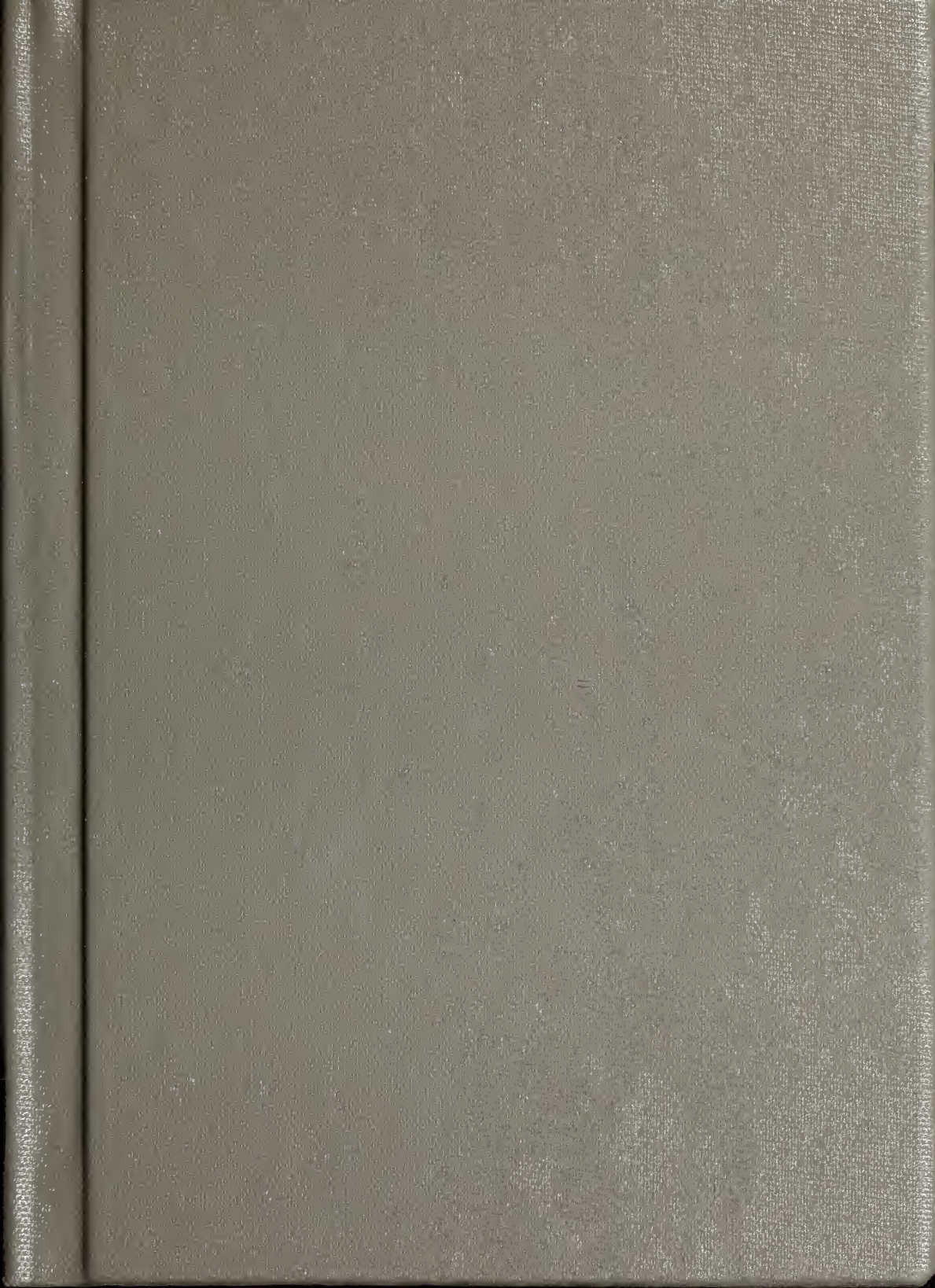






Digitized by the Internet Archive
in 2014

<https://archive.org/details/bulletin68soci>

The HF Group

Indiana Plant

054752 2 28 00



6/20/2006

SOCIÉTÉ DE L'HISTOIRE
du
Protestantisme Français

Reconnue d'utilité publique par Décret du 13 juillet 1870



Bulletin

PARAISANT TOUS LES TROIS MOIS

GENEALOGY
944
B873ZZ,
1919

Études, Documents, Chronique littéraire

LXVIII^e ANNÉE

SEIZIÈME DE LA 5^e SÉRIE

Année 1919

Sauvier - Paris



PARIS

Au Siège de la Société, 54, rue des Saints-Pères

LIBRAIRIE FISCHBACHER (Société anonyme)

33, rue de Seine, 33

1919

SOMMAIRE

N. WEISS. — M. Wilson, Calvin et M. Boutroux.	5
ÉTUDES HISTORIQUES.	
ÉDOUARD RABAUD. — L'ancienne Église de Saint-Affrique du Rouergue (Aveyron), 1 ^{er} article (1561-1629).	7
ALFRED LEROUX. — Histoire externe de la communauté des religieux de Bordeaux, de 1758 à 1789	35
DOCUMENTS.	
N. WEISS. — Le premier traité protestant en langue française : La Summe de l'Escripture sainte, 1523	63
— Deux nouveaux convertis de Marans (Charente-Inférieure), le sieur Vigoureux et sa femme (1685-1695). .	80
SÉANCES DU COMITÉ. — 17 décembre 1918. — 25 mars 1919. . .	82
CHRONIQUE LITTÉRAIRE ET COMPTES RENDUS CRITIQUES.	
TH. SCHOELL. — Jean-J. Wyss. Vittoria Colonna, Leben, Wirken, Werke.	84
— Otto Anderssen. Huguenotterne under det nantiske Edikt. .	87
CORRESPONDANCE.	
N. W. — Le quatrième centenaire de la naissance de Coligny	88
E. PONSOYE. — A propos de Coligny, les repréailles	92
NÉCROLOGIE.	
N. W. — M. Émile Picot. — M. Alfred Daullé	95
ILLUSTRATIONS.	
Fac-similé du titre de la Summe de l'Escripture sainte de 1523	66
Les statues du maire de Saint-Quentin et de Coligny, au bas du monument de Theunissen, d'après une photographie	90

RÉDACTION ET ABONNEMENTS.

Tout ce qui concerne la rédaction du *Bulletin* doit être adressé à M. N. WEISS, secrétaire de la Société, 54, rue des Saints-Pères, Paris (VII^e), qui rendra compte de tout ouvrage intéressant notre histoire, dont deux exemplaires seront déposés à cette adresse. Un seul exemplaire donne droit à une annonce sur cette couverture.

Le *Bulletin* paraît tous les deux mois, en cahiers in-8° de 96 pages avec illustrations. On ne s'abonne pas pour moins d'une année. Tous les abonnements datent du 1^{er} janvier et doivent être soldés à cette époque.

Prix de l'abonnement : 10 fr. pour la France, l'Alsace et la Lorraine. — 12 fr. 50 pour l'étranger ; — 6 fr. pour les pasteurs, instituteurs, etc., de France et des colonies françaises ; 10 fr. pour les pasteurs de l'étranger. — Prix d'un numéro isolé de l'année courante et de la précédente, 2 fr. et pour les autres années, selon leur rareté.

La voie la plus économique et la plus simple pour le paiement des abonnements est l'envoi d'un mandat-carte au nom de M. Fischbacher, libraire, rue de Seine, 33, à Paris, ou de M. N. WEISS, secrétaire-trésorier, 54, rue des Saints-Pères, Paris (VII^e), auquel doivent aussi être adressés les dons et collectes.

Nous ne saurions trop engager nos lecteurs à s'abonner.

SOCIÉTÉ DE L'HISTOIRE
DU
PROTESTANTISME FRANÇAIS

Bulletin — LXVIII^e année. — 1919

M. Wilson, Calvin et M. Boutroux

Peu à peu, lentement, mais sûrement, ainsi que souvent nous avons eu l'occasion de le constater, la vérité fait son chemin et finit par s'imposer, en dépit des partis pris et des préjugés. La grande catastrophe dont nous ne pouvons encore mesurer toutes les conséquences a obligé bien des esprits à remonter à l'origine des principes et des faits qui se sont opposés dans ces luttes épiques. Que de fois ne s'est-on pas efforcé de démontrer, contre toute évidence, que, dans cette guerre, le catholicisme défendait la liberté! Il y a quatre ans, un des esprits les plus libres et les mieux informés de notre pays n'a-t-il pas cru devoir écrire : *Notre conception de la liberté individuelle nous vient de la Révolution française, la leur est l'héritage de la Réforme* (Bull. 1914-1915, p. 389)? Nous nous sommes permis, à cette époque, de contester l'exactitude d'une affirmation aussi catégorique. Depuis lors M. Boutroux a révisé son opinion et donné une leçon indirecte à certains publicistes qui persistent dans la leur avec d'autant plus d'obstination qu'on a plus clairement démontré leur erreur. Dans un article remarquable sur le *Président Wilson historien du peuple américain* (Revue des Deux Mondes, 1^{er} novembre 1918), M. Boutroux écrit en effet (p. 11) :

Non seulement l'émigration des puritains (en Amérique) signifiait qu'ils entendaient se rendre indépendants du gouvernement anglais dans la matière qui, pour eux, primait toutes les autres (celle de pratiquer leur religion selon leur conscience), mais leur doctrine religieuse elle-même les disposait à nier la légitimité, en ce monde, de tout pouvoir prétendant à une souveraineté absolue. Calvin, leur maître, enseignait que « si les souverains viennent à commander

quelque chose contre Dieu, il ne doit être de nulle estime, et ne faut avoir en soi aucun égard à toute la dignité des supérieurs »... Ces hommes étaient des puritains. Mais Calvin, dont ils gardaient les enseignements, n'avait pas seulement été un théologien. Versé, tout d'abord, dans la connaissance de la philosophie stoïcienne, il en avait retenu plusieurs principes essentiels et son interprétation de l'Évangile est tout imprégnée des doctrines du Portique. C'est ainsi, par exemple, qu'au début de son *Institution chrétienne* il écrit : « Nous mettons hors de doute qu'il y a, dans l'esprit humain, une inclination naturelle, quelque sentiment de divinité. » Les expressions mêmes dont se sert ici Calvin sont celles des stoïciens grecs et romains. Et l'on sait que c'est précisément dans cette théorie stoïcienne du sentiment religieux inné en l'homme que le grand promoteur du principe des droits naturels, Grotius, puisa son inspiration. L'esprit d'émancipation de Calvin et la philosophie française du xvin^e siècle ont ainsi, dans l'humanisme, dans le legs de l'antiquité classique, des racines communes. »

On voit, une fois de plus, par ce seul exemple, combien il est nécessaire de soumettre au contrôle des faits, c'est-à-dire de l'histoire, des opinions qui ne reposent que sur des apparences ou des affirmations dénuées de preuves. Raison de plus, n'est-il pas vrai, maintenant que nous comprenons mieux que par le passé pourquoi nos pères n'ont jamais consenti à capituler, pour que nous apprenions à mieux connaître leur histoire et à ne pas nous contenter de quelques notions trop sommaires et superficielles.

N. W.

P. S. — Nos lecteurs ont compris qu'en restreignant notre périodicité, nous obéissions à une nécessité inéluctable, puisque nous n'avons pas augmenté le prix de l'abonnement, très modique déjà avant la guerre. Nous espérons que tous ceux qui le pourront nous resteront fidèles, qu'ils voudront bien nous éviter les frais onéreux des intermédiaires ou du recouvrement par la poste et nous recruter de nouveaux adhérents.

Études Historiques

L'ANCIENNE ÉGLISE DE SAINT-AFFRIQUE DU ROUERQUE (AVEYRON)

Après un mois d'invites jésuitiques, de pièges tendus et évités, de conversations habiles ou hautaines, de menaces vaines, le colloque de Poissy dut se séparer, le 9 octobre 1561, sans avoir abouti au résultat poursuivi par les hauts dignitaires du clergé catholique. De cette tentative avortée grâce à la fermeté religieuse et à la supériorité scientifique et morale de Théodore de Bèze et de ses collègues, la Réforme, semble-t-il, reçut une impulsion nouvelle, un plus puissant élan. Le courage, l'enthousiasme, l'ardeur apostolique des protestants grandirent, se réalisant visiblement par la création d'Églises nombreuses, — parmi lesquelles celles du Rouergue.

Dans cette province, en effet, la Réforme calviniste fut organisée peu après le colloque de Poissy. Millau fut la première Église *dressée* de la région, elle en resta longtemps la principale, comme la métropole. « C'est à la Noël 1561, dit un mémoire du temps¹, que la première cène feût célébrée en la fourme évangélique au temple des Jacobins, et là estant toute le noblesse de la religion et autres personnes des environs, et mesme de Villefranche du Rouergue, Sainte-Frique, Compierre et autres lieux circonvoisins. » C'est un pasteur suisse, M. de Vaux, prêté à l'Église de Millau sur la demande de son consistoire

1. *Mémoires d'un Calviniste de Millau*. Édité par la Société des Lettres, Sciences et Arts de l'Aveyron, in-8. Rodez, 1911, p. 30.

par le consistoire de Genève, qui présida ce culte inaugural. Par cette solennité nouvelle, particulièrement émouvante et sensationnelle, la Réforme affirmait avec éclat son existence, sa ferme volonté de vivre, en même temps que sa puissance de rayonnement et d'irrésistible attraction.

De cette courageuse et pieuse initiative des protestants de Millau jaillit tout le mouvement réformé du Rouergue. Entraînés par l'exemple de foi intrépide donné par la communauté de la grande ville¹, les convertis des centres moins importants se cherchent, se reconnaissent, se groupent et s'organisent, s'étant découverts plus nombreux qu'ils ne l'avaient cru.

A Saint-Affrique, en particulier, constatant qu'ils formaient sinon encore la majorité, du moins une minorité très respectable, les protestants prirent confiance et audace. Dans le courant de janvier 1562, peu de jours après la fête religieuse célébrée à Millau, ils « dressèrent » leur Église². Une chronique du temps a conservé le nom du hardi et fidèle réformé dont l'impulsion énergique fit accomplir cet acte décisif. Ces héroïques dévoués, risquant leur liberté et leur vie, trop souvent se dérobaient dans l'anonymat absolu à la reconnaissance des Églises pour que l'on ne soit pas heureux de relever et de sauver de l'oubli les quelques noms qui surnagent. Le créateur de l'Église réformée de Saint-Affrique fut M. de Castelnau du Lévezou, qui prit l'initiative et la direction du mouvement organisateur³, appuyé et continué par le premier pasteur de la nouvelle Église, Bernard Constant, en septembre 1562.

Sur la vie intérieure de la jeune communauté à sa naissance nous n'avons aucun renseignement; aucune trace n'en reste. Mais, sans risque de se tromper, on pourrait affirmer que, dans les premiers temps, elle con-

1. « Milhaud, chef-lieu de l'électorat de Vabres, a 104 feux et 15 belluques ». *Mémoires de Faurin* (de Castres), p. 212.

2. Théodore de Bèze : *Hist. des Églises réformées de France*, t. I, p. 364.

3. *Ibid.*, t. I, p. 544.

sacra son activité à l'organisation. Le fait de l'appel d'un pasteur, à peine l'Église « dressée », à lui seul suffirait à le prouver, quand même nous ne connaîtrions pas l'autorité absolue de la Discipline de Calvin sur les Églises, discipline acceptée par le synode de Paris du 25 mars 1559, et à laquelle tous les réformés de langue française se sont soumis sans réserve.

Appliquant donc strictement les règles posées par Calvin, suivant l'exemple de Millau, les initiateurs du mouvement réformé à Saint-Affrique constituèrent assurément sans retard un consistoire. Quels étaient ces premiers administrateurs, ces vrais fondateurs de la vitalité résistante, de l'énergie expansive de la jeune communauté? Chaque fois que nous revenons vers les origines, nous éprouvons les mêmes violents regrets à constater qu'aucun nom n'a surnagé de ces hommes dévoués, acceptant comme un devoir, plus que comme un honneur, la charge d'ancien qui les plaçait au premier rang, face aux dénonciateurs et aux persécuteurs, aux dangers, aux sacrifices, trop souvent à la mort. De même que dans la majorité des paroisses, à Saint-Affrique, à mesure que les persécutions grandissent, s'aggravant jusqu'à l'écrasante, l'inexpiable iniquité de 1685, on s'ingénia pour soustraire aux perquisitions des inquisiteurs registres, cahiers de comptes, listes de souscriptions, listes de pauvres assistés, feuilles volantes, papiers divers; répartis entre plusieurs personnes, ils étaient confiés aux anciens, aux notables de l'Église. Et les générations se sont succédé; les dernières venues, indifférentes au passé et trop souvent même au présent, n'ont attaché ni importance, ni valeur à ces registres, à ces cahiers, à ces livres, abandonnés au fond d'un grenier à la poussière, aux vers et aux rats. Ainsi, pour la majeure partie, ont péri ces précieuses archives de la foi, du courage, de la noblesse du Protestantisme français, vénérables témoins d'un brillant passé de gloire, dont il serait si utile d'illuminer notre terne présent.

Quels qu'en fussent les membres, ce premier consis-

toire, après avoir, dès la fondation de l'Église, nommé un pasteur et poursuivi, de concert avec lui, l'organisation de la communauté¹, dut, sous la pression des circonstances, concentrer son temps et son activité surtout, moins à l'organisation qu'à la défense même de l'Église naissante. D'abord vivre, pour organiser et administrer. Partout, en effet, les ardents ennemis de la Réforme, effrayés autant qu'irrités de ses éclatants et rapides progrès, s'acharnaient à sa perte.

En Rouergue, de tous ces fanatiques passionnés contre les « nouveaux » hérétiques, le plus passionné, comme assurément le plus redoutable, fut le cardinal d'Armagnac, qui paraît avoir joui d'un grand crédit dans les conseils du gouvernement. C'est sous son inspiration que la Cour donna l'ordre aux principaux seigneurs catholiques du pays, de Valzergues, de Vezins, Belcastel, de réunir leurs hommes d'armes, afin de soumettre « les villes rebelles ». A la tête d'une petite armée ils entrèrent donc en campagne sans retard, et tout d'abord, par un coup de surprise probablement, réussirent à s'emparer de quelques centres protestants du Quercy et du Rouergue; Saint-Affrique fut du nombre. La ville fut prise dans le courant du mois d'avril 1562 « par le moyen du ban et de l'arrière-ban du Rouergue qui y fut envoyé ». Millau, Saint-Félix, Cornus, le pont de Camarès ne purent être forcés².

Voulant brillamment effacer, compenser cet échec aussi imprévu qu'humiliant, aussitôt la Cour chargea officiellement le sieur de Valzergues « de protéger ces villes et d'en chasser les séditeux ». Celui-ci, à peine l'ordre reçu, convoqua le ban et l'arrière-ban des catholiques du pays, Villeneuve, Peyrusse, Espalion, même Saint-Affrique, voulant les unir et grouper ainsi toutes les forces adverses contre les protestants. Mais, prévenus de ce projet et surtout de ces préparatifs difficiles à dissimuler, les

1. Voir plus loin.

2. Th. de Bèze. *Hist. ecclés. des Eglises réformées*, t. III, p. 223-224. — *Mémoires d'un Calviniste de Millau*, p. 45, note 2.

protestants de leur côté, préparèrent une solide défense. Millau même, se trouvant assez prêt et assez bien armé, estimant sans doute qu'attaquer le premier était souvent le meilleur moyen de se mettre à l'abri, fit une tentative sur Saint-Affrique, afin de reprendre la ville et de délivrer ses coreligionnaires; mais ses troupes furent repoussées et se replièrent après d'inutiles efforts¹.

Quoique nos documents, très incomplets, n'en fassent pas mention, on est en droit de conclure du fait suivant que Saint-Affrique ne tarda pas à échapper à la maîtrise des catholiques. En effet, en 1568, le Sénéchal du Rouergue, le baron de Caylus, succédant « à M. Minuti qui avoit une jambe de bois et qui estoit de la religion », entreprit par ordre du roi de « soumettre » la plupart « des villes révoltées » du Rouergue; il commença par Saint-Affrique². Aurait-il été nécessaire de « soumettre » cette ville, si les catholiques en eussent été encore les maîtres?

De plus, la suite des événements vient à l'appui de cette conclusion. Représentant de l'autorité royale à laquelle les protestants ne prétendaient pas se soustraire, mais restaient au contraire loyalement soumis, le sénéchal parle en maître, en supérieur qui ne peut mettre en doute l'obéissance de ses inférieurs. Il prévient donc le gouverneur de Saint-Affrique qu'il fera incessamment son entrée dans la ville, et ordonne en conséquence qu'avant son arrivée soient renvoyés « les estrangers » (les soldats alliés), car, ajoute-t-il, « je suis adverti que vous i en avés abondamment et en armes ».

Le gouverneur de la ville, baron de Montégut, protestant, — autre preuve que les catholiques avaient perdu la ville, — feignit d'exécuter l'ordre du sénéchal tout en gardant habilement en mains ses soldats. Il en fit ostensiblement sortir une quinzaine, qui gagnèrent en cachette « une métairie » voisine, où déjà une autre troupe « se trouvait dissimulée ». A Saint-Affrique même, beaucoup furent cachés dans des maisons amies, si bien que les

1. *Mémoires d'un Calviniste*, p. 63, note 2.

2. *Loc. cit.*, p. 164-165.

perquisitions ordonnées par le sénéchal avant son arrivée ne donnèrent aucun résultat fâcheux. Par là rassuré, le baron de Caylus, ayant évidemment l'intention de mettre une garnison dans Saint-Affrique, afin de la tenir sous son autorité, fit entrer des « gens d'armes » par petits paquets. Mais Millau, qui avait déjà envoyé « cinquante arquebusiers », devinant le but du sénéchal, en envoya « vingt-cinq » de plus, avec MM. de Broquiès, de Panet, de Catelpas et autres gentilshommes qui étaient « per la partie de la religion ».

Toujours sans défiance, ses ordres ayant été en apparence obéis, le sénéchal se croyait donc maître de la situation. Illusion de courte durée, du reste, et brutalement dissipée par un petit événement fortuit. Provoqué par un de ses soldats, une dispute s'éleva entre celui-ci et un soldat protestant. Tous les soldats réformés, cachés dans les divers endroits voisins, entendant comme un bruit de lutte, crurent à un conflit général, accoururent au secours de leurs camarades, qu'ils supposaient seuls à supporter le premier choc; « quatre-vingts chevaucheurs » et plusieurs fantassins les accompagnaient. La mêlée faillit dégénérer en vraie bataille. Caylus, honteux et furieux de s'être laissé duper, prit peur, craignait que ses hommes n'eussent le dessous, fit sonner le rassemblement, et quitta précipitamment Saint-Affrique prétextant une partie de chasse; avec ses troupes et sa suite il alla jusqu'à Saint-Rome-du-Tarn. Là, en sécurité, tranquille, il rassemble tous ses hommes d'armes, des munitions, des provisions, comme s'il préparait une prochaine attaque. Aussi les protestants, prévenus, firent-ils de leur côté « meilleur garde¹ ».

Un échec, cependant, ne décourageait jamais les catholiques, qui pour si peu n'abandonnaient ni leurs projets, ni leurs plans. Saint-Affrique en fit et en fera souvent l'expérience. Contre elle les ennemis des réformés se livrent à des tentatives renouvelées, parfois momentanées.

1. *Mémoires d'un Calviniste*, p. 146.

ment victorieuses, presque toujours infructueuses. Nous devons noter, en effet, qu'ils paraissent s'acharner avec une rage toute particulière sur Saint-Affrique, plus que sur les autres places protestantes du Rouergue. Est-ce parce que cette *vilotte*, — suivant le mot d'un poète patoisant du cru, — ramassée dans une étroite enceinte, blottie au débouché de sa fertile et petite vallée, de tous côtés dominée par d'assez hautes montagnes, peut être encerclée et assiégée mieux que d'autres, — Millau par exemple — plus considérables? Est-ce parce que, comme encore aujourd'hui, Saint-Affrique était un centre très actif de ravitaillement et d'influence, dont la vie rayonnait sur de nombreuses agglomérations, gros bourgs importants, et que la prise de cette petite métropole régionale devait forcément entraîner tôt ou tard la soumission des « lieux circonvoisins »? Ne serait-ce pas aussi, ne serait-ce pas plutôt la proximité de l'évêché de Vabres¹, foyer toujours ardent de complots, de fanatisme agressif, d'incessantes entreprises contre les Calvinistes, d'autant plus que Vabres « et le pays vabrais » s'étaient ralliés à la Réforme, entraînés par l'exemple de Saint-Affrique? Quoi qu'il en soit de ces diverses hypothèses, chacune ayant son action et sa valeur, les chefs catholiques, sous la poussée du clergé et sans se lasser, s'obstinèrent dans des tentatives successives et vaines pour s'emparer de la ville rebelle.

Nous ne relevons que la dernière, la plus importante, la mieux combinée aussi de cette période troublée. Le 14 mars 1570, à la tête d'une troupe de 700 hommes, de Vézins tenta une nouvelle attaque contre Saint-Affrique. Avant de donner l'assaut, même pour le rendre peut-être inutile, en tout cas pour le faire dans les meilleures conditions, il s'était assuré la complicité des catholiques de la ville². Trois d'entre eux, gagnés ou achetés par lui,

1. Vabres est un petit village à 4 kilomètres environ de Saint-Affrique, où se trouve encore le palais épiscopal à côté d'un séminaire renommé. — Dans ses *Mémoires*, le Castrais Faurin, p. 212, dit : « Vabres-en-Rouergue fut pris par les Ligueurs en 1590; quoique ville épiscopale, Vabres n'a que 4 feux et 95 belluques. »

2. Ils étaient environ un cinquième de la population, surtout dans le faubourg de Trépons.

devaient, d'après le plan dressé d'avance, prévenir de l'ouverture des portes par un signal convenu les assaillants qui espéraient ainsi surprendre les protestants et avoir facilement raison de leur résistance. Puis, il avait été décidé et arrêté entre eux que, la ville prise, toutes les maisons seraient pillées, sauf celles des conjurés, que tous les hommes et les enfants au-dessus de six ans seraient passés au fil de l'épée et « les femmes livrées à la discrétion des soldats¹ ». Or, déjà le 2 février les consuls, avertis du complot, avaient préparé la défense soigneusement et secrètement, fait des tranchées, dressé des barricades, barré le pont « avec un calédis de bois », fermé les portes de la ville et placé à côté des soldats, prêts à s'élancer au combat. N'ayant pas pris garde à ces préparatifs ou ne les tenant pas pour sérieux, les traîtres, quand même, dès l'ouverture des portes se hâtent de sortir de la ville, font le signal convenu et rentrent immédiatement. Aussitôt les ennemis de se précipiter, comptant à la suite de cette surprise entrer en ville sans coup férir. C'est pour eux que fut la surprise, tellement grande qu'elle les jeta dans le plus complet désarroi : une violente mousquetade, à laquelle ils étaient loin de s'attendre, les arrête dès l'entrée, les fait reculer; vivement poursuivis par les défenseurs, ils se débandent, abandonnant morts, blessés, prisonniers. De Vézins qui attendait au delà du pont avec la cavalerie, voyant la débandade de ses fantassins, se hâta lui aussi de se retirer, et comme eux de fuir².

1. *Mémoires d'un Calviniste*, p. 210.

2. « Le mardi quatorziesme du présent moys de Mars, sur la diane... les seigneurs de Balsac, Cornusson, Le Breton, de l'Estauls, de Vézins auroyt guigné les tours du pont avec une compagne, estant environ de huict à neuf cents hommes, une partie desquels estoit ja entrés à la conduite de M^r de Rentyssac et le dit de Balsac; mayz par la Providence de nostre Dieu qui n'oblie jamays son esglise, auroyt donné forces moyen aux dits habitants de la dite ville d'eschapper à la rage de leurs ennemys que de honte et de vergonhe les auroyt fait rebocher chemin, non sans perte aux dits ennemys que oultre que douze feurent tués sur la place, les dits seigneurs de Cornusson, Balsac, Le Breton et aultres jusqu'au nombre de dix ont été faicts prisonniers, oultre et part ceulx que eschappèrent blessés en grand nombre. » — Arch. municipales de Saint-Affrique. B. B. 14, fol. 55, 58, 59. — *Mémoires d'un Calviniste*, p. 210 et suiv.

Après cet échec sanglant très sensible, le clergé et les chefs catholiques ne renouvelèrent pas de si tôt leurs tentatives contre une ville si bien et si énergiquement défendue. Saint-Affrique put alors, deux années durant, jouir d'une sécurité et d'un repos relatifs. Favorisée par cette accalmie, ayant pu achever son organisation, avec un pasteur à demeure¹, la jeune Église prospéra, rapidement s'accrut le nombre de ses membres, au point que l'administration municipale et la direction des affaires passèrent entre les mains des réformés, jusqu'en 1572.

C'est l'année même de la date lugubre du 24 août 1572 qu'aucun protestant ne devrait ignorer, ni oublier ! C'est alors que s'accomplit le crime comploté par la reine mère, les Guises et le pape, la grande tuerie des protestants du royaume de France, à Paris d'abord, dans la province ensuite, la Saint-Barthélemy ! D'après l'évêque Péréfixe cette effroyable boucherie fit, tant à Paris qu'en province, plus de 100 000 victimes².

Dans les régions où les protestants étaient nombreux, et dans celles-là seules, on n'osa pas les attaquer, telles les communautés du Haut-Rouergue. A Saint-Affrique les catholiques prudemment s'abstinrent et ne tentèrent aucune agression contre leurs concitoyens réformés ; ils ne pouvaient pas se faire la moindre illusion sur le résultat ; parce qu'ils étaient le nombre et la force, on respecta donc les protestants. Ce n'est pas que leurs adversaires, qui ne désarment jamais, eussent renoncé à leurs visées ; l'exécution de leur plan était ajournée ; ils l'avaient modifié, l'adaptant à une situation nouvelle ; ils ne l'avaient pas abandonné. Ils préparaient une offensive pacifique. Sous le voile hypocrite d'un grand besoin d'union, et du souci supérieur des intérêts de la ville, ils combinaient les moyens de supplanter et d'écraser les protestants. Par la force, ils n'y pouvaient pas parvenir, l'expérience souvent renouvelée les en avait enfin convaincus. Restait à leur dis-

1. Antoine Pélissier, puis Robert Géraud.

2. Les appréciations des contemporains varient sur le chiffre des victimes. Les plus modérés l'estiment : Sully à 70 000, de Thou à 30 000.

position la ruse, les pratiques jésuitiques dans lesquelles excellaient quelques-uns de leurs dirigeants. Ils eurent donc recours à la ruse. Avec ces Calvinistes ingénus, loyaux, honnêtes, naïvement crédules, ne soupçonnant pas le mal, ennemis du mensonge, dont la « parole de huguenot vaut une signature », la fourberie, la trahison doivent infailliblement réussir ! Elles réussirent, en effet, pleinement.

Certes, ces manières doucereuses si nouvelles, ces paroles cauteleuses, ces insidieuses propositions, ce changement d'allures, en un mot, tout à fait surprenant, auraient dû induire les protestants en défiance. Loin de là, sans se douter un seul instant que la prétendue conversion du clergé et de ses fidèles était un pur camouflage, un voile trompeur pour cacher leur nouvelle offensive, ils donnèrent en plein dans le piège tendu, et par cette imprudence enfantine assurèrent le facile et momentané triomphe de leur perpétuel ennemi.

Quelques-uns des rares notables catholiques proposèrent aux principaux protestants d'accepter une réunion dans laquelle les délégués des deux partis chercheraient amicalement les bases d'une union entre eux, union depuis si longtemps désirée par tous, et si nécessaire. La réunion acceptée, la date fixée, les délégués nommés se rencontrent et les pourparlers commencent. Aux délégués protestants, les catholiques rappellent combien la bonne tenue des affaires de la ville avait souffert et souffrait de la division chronique de ses citoyens et de toutes leurs luttes intestines, que dans l'intérêt général et pour la prospérité commune, indispensable était la cessation de toute rivalité, que depuis bien des jours ce vif désir d'union leur tenait à cœur, les animait et enfin leur avait inspiré le ferme propos de travailler au rétablissement de la paix locale.

Pouvait-on ne pas partager ces sentiments et ce louable désir, déclarent leurs interlocuteurs ? Mais le moyen ? Tout un plan, arrêté dans ses moindres détails, soigneusement préparé à l'avance, est alors exposé et

proposé par les délégués catholiques : un accord, basé sur des concessions mutuelles serait signé par les deux partis, constituant un vrai traité d'alliance; dès lors tous les Saint-Affricains vivraient dans la concorde et une bienfaisante paix sous l'administration d'un Conseil général composé de protestants et de catholiques proportionnellement au nombre des membres de ces deux groupes en ville. Se réjouissant de la paix en perspective, heureux du changement manifesté dans l'esprit et les dispositions de leurs adversaires ordinaires, ayant en outre la majorité dans le prochain Conseil, les protestants acceptent avec empressement; les conditions sont établies d'un commun accord et la date fixée pour la nomination du Conseil général mixte, administrateur autorisé de la ville.

Le jour de la nomination arrivé, — c'était en septembre 1572, — un grand nombre de protestants, dès la première heure, se rendent dans la salle du vote, sans défiance et sans armes. Mais à peine ont-ils franchi le seuil que des catholiques, apostés derrière la porte, se précipitent sur eux. Surpris, impuissants à se défendre, les protestants sont saisis, liés, entraînés, jetés hors de la ville. Quant à ceux qui, avertis à temps ou moins pressés, n'étaient pas sortis de chez eux, ils furent enfermés et gardés comme en prison. Le tour était joué, parfaitement réussi. Grâce à ce coup de trahison imprévu, les catholiques s'emparèrent de l'administration, ils devinrent maîtres absolus de la ville¹.

Mais tout pouvoir usurpé au mépris de la justice et du droit est toujours précaire; de leur défaite momentanée le droit et la justice à plus ou moins rapide échéance prennent leur revanche victorieuse. Le 21 octobre 1574, par un coup de surprise eux aussi, mais de surprise de combat, les protestants reprirent possession de la ville. De grand matin, dès l'aube du jour, ils entrèrent dans Saint-Affrique par escalade; les soldats préposés à sa

1. *Mémoires d'un Calviniste*, p. 242-243.

Janvier-Mars 1919.

défense, ainsi que plusieurs habitants se sauvèrent par la porte du pont et, dans cette nouvelle position, ils entreprirent de lutter; mais ils furent promptement forcés de se rendre et faits prisonniers par les assaillants, qui étaient environ trois cents. Avec eux revinrent aussi quelques-uns de ceux qui avaient été chassés deux ans auparavant. Ceux-ci naturellement cherchèrent à rentrer dans leurs biens, et s'efforcèrent de retrouver ce qui leur avait été volé, ou tout au moins une compensation. Ils mirent au pillage « les maisons des papistes » et reprirent les épaves qu'ils y purent découvrir, « de sorte qu'ils firent comme le guascon : qu'ils disent, que ne veulent pas rendre mal par mal, mais qu'ils veulent faire comme l'on leur faict ». Le capitaine Las Ribes, qui commandait la troupe victorieuse, fut nommé gouverneur de Saint-Affrique, il fortifia la ville, qui put ainsi mieux se défendre et, sous son autorité, demeura en possession des protestants ¹.

Voici, du reste un fait à l'appui de cette victoire, qui, s'il en était besoin, la confirmerait. Le 18 avril 1575 se tint à Millau une assemblée politique de tous les calvinistes du Rouergue, convoquée par la noblesse protestante; elle voulait, en vue de la menace d'une prochaine guerre, se rendre compte des ressources du parti. Chaque ville protestante envoya des délégués pour la représenter. Or, quels furent les délégués de Saint-Affrique? Ce sont les consuls eux-mêmes que la ville charge de présenter à l'assemblée de Millau son rapport sur l'état de ses moyens et de ses forces. Et à leur retour, à qui rendent-ils compte de l'assemblée de Millau? Au consistoire ². Pourrait-on croire et admettre que les catholiques, après avoir dépouillé traitreusement les protestants de tout pouvoir, auraient consenti à leur laisser la moindre fraction d'autorité, s'ils étaient restés les maîtres? Non, certainement; c'est que par un retour de fortune assez fréquent,

1. Dom Vaissette, *Hist. générale de Languedoc*, t. XI, p. 592. — *Mémoires d'un Calviniste*, p. 318-319. Ribes, François d'Hèbles, sieur de Bertholène, dit capitaine Las Ribes, lieutenant de Taurines, lui-même lieutenant du baron d'Arpajon, gouverneur de Millau.

2. Archives municipales de Saint-Affrique. B. B. 14, 2 juin 1575.

en ces périodes troublées, les protestants avaient pris leur revanche.

Du reste, les guerres religieuses qui désolaient la France nous en fournissent de nombreux exemples. Nous en relevons un, entre beaucoup d'autres, qui est à peu près contemporain de l'assemblée de Millau. Par le traité de paix du 6 mai 1576, la Cour avait fait la paix avec les calvinistes à des conditions très avantageuses pour eux. C'est que Henri III et Catherine de Médicis, sa mère, voulaient rompre l'alliance conclue entre les *mécontents* politiques et les protestants. Ce but atteint, le roi et la reine mère, tenant le traité de paix comme un vulgaire *chiffon de papier*, ajournèrent les concessions consenties par eux et laissèrent les persécutions reprendre, indirectes, sournoises, non moins dures.

S'étonnera-t-on que, dans une telle situation, les protestants aient jugé nécessaire de se mettre en garde, de prendre des mesures de défense, de fourbir leurs armes, de recommencer à guerroyer? Mais pour entreprendre avec quelque chance de succès cette nouvelle campagne, ils se trouvaient dans de mauvaises conditions. Entre eux, l'union des premiers temps qui avait fait leur force n'existait plus. D'un côté, le parti des nobles, beaucoup plus soucieux de ses relations avec la Cour, et de ses intérêts dans l'État, que des intérêts religieux de l'Eglise; de l'autre, le peuple protestant, les membres actifs des Églises, appelés les *consistoriaux*, cherchaient avant tout, à sauvegarder l'exercice de la religion. Aussi les consistoires, celui de La Rochelle en tête, approuvés et appuyés par une lettre de Théodore de Bèze¹, adressèrent aux seigneurs d'énergiques remontrances.

Ceux-ci n'en firent naturellement aucun cas; ils

1. « Je ne puis voir comment, en bonne conscience, nous pouvons consentir à limiter l'Esprit de Dieu à certains lieux, surtout à le forclorre des villes, qui ne meurent et ne changent point, comme les cœurs et les maisons des princes. Il ne peut entrer dans mon entendement que Dieu puisse ni veuille bénir de tels sourds, de sorte que je conseillerais plutôt de mettre la tête sur le bloc et souffrir toutes choses sans résistance, s'il fallait en venir là, que d'approuver de telles conditions. » Théodore de Bèze. — Cité par M. de Félice : *Histoire des Protestants de France*, p. 233.

entrèrent en conversation avec la reine mère, acceptèrent ses propositions, qui leur étaient favorables, avec les apparentes concessions aux Églises. Le traité de paix fut signé à Bergerac, en septembre 1577. Et les nobles triomphaient. Triomphe vraiment sans base sérieuse. De ce traité qui, leur disait-on, accordait la liberté religieuse, les consistoires et les Églises furent très mécontents, ne se faisant aucune illusion sur la valeur de cette liberté, alors que l'exercice du culte public était limité aux seuls lieux où il était célébré au moment de la signature du traité.

Les registres municipaux de Saint-Affrique en fournissent une preuve très nette. D'un commun accord le Prince de Condé, le duc de Montpensier, le roi de Navarre envoyèrent le sieur Bonbernat pour publier en Rouergue la suspension d'armes. C'est à Saint-Affrique, en dernier lieu, qu'il procéda à la publication de la paix, étant passé auparavant à Figeac, Asprières « et aultres lieux¹ », à Vabres, tout près de Saint-Affrique, où l'annonce de la paix fut assez mal accueillie, ainsi que l'apprend le sieur de Caylus écrivant à J. de Saint-Sulpice : « Du costé de Vabres où est passé Bonbernat, de la part du roi de Navarre, ayant voulu exécuter le commandement qu'il avait audit Vabres, et mis par deux fois les criées faites pour la suspension d'armes aux portes, ils les ont rompues en sa présence, et de nostre part elle se tient beaucoup mieux que du costé de la religion ». A Saint-Affrique même il fut nécessaire de publier la paix une seconde fois, ce qui fut fait le 12 août 1578 : « Le sieur Yollet s'est présenté aux consuls et leur a démontré qu'il avait commission de faire intimation de la paix de la part du roi de France, du roi de Navarre et du comte de Turenne. La publication de la paix a été faite à Saint-Affrique le jour même² ». Pour l'exécution dans le Rouergue du traité de paix, qui causa une si grande

1. Lettre du seigneur de Caylus à J. de Saint-Sulpice. — Archives municipales de Saint-Affrique : Cahiers 378-379, 30 septembre-1^{er} octobre 1577.

2. Archives municipales de Saint-Affrique. B. B. 14, fol. 223, 12 août 1578.

déception aux protestants, Catherine de Médicis désigna le sénéchal de la province, de Caylus, et le roi de Navarre choisit le sieur de Broquiès¹. Peu de jours après, le 12 octobre, « le sieur de Broquiès a envoyé une lettre avec autres lettres de la Roynne-mère et du Roi de Navarre ordonnant de republier l'Édit. La publication a été faite le même jour, heure de midi, à la plasse de la présente ville ».

Quelle insistance, — et combien elle est significative, — n'a-t-il donc pas fallu pour faire accepter par les protestants, ou plutôt pour leur imposer un traité de paix conclu par la noblesse et qui ne tenait nul compte de leurs réels besoins, de leurs désirs constants, de leur idéal sans cesse poursuivi, — si préjudiciable, en un mot à tous les vrais intérêts de leur Église! Bien plus, — connaissant par une longue et dure expérience la fourberie de la reine mère, — ils ne pouvaient pas se faire illusion sur la parole, pas même sur la signature de celle-ci. Et la noblesse protestante, pouvait-elle davantage s'illusionner sur les engagements pris par cette femme sans droiture, sans conscience?

Si tant est qu'il y put avoir chez eux la plus naïve crédulité, les événements n'auraient pas tardé à les dé tromper. Moins d'un an après la signature du traité, les dénis de justice, les chicanes, les mauvais procédés, les attaques sous les plus futiles et presque toujours sous les plus faux prétextes, les mesures restrictives, les vraies persécutions avaient recommencé, se multipliant, s'aggravant de jour en jour.

Toujours tourmentés malgré la signature royale, toujours menacés dans leur vie religieuse, les protestants furent entraînés à se mettre sur la défensive armée; ils levèrent des soldats et, en un mutuel appui, se donnèrent aide et assistance. Ainsi, au mois d'octobre 1580, Millau, Saint-Affrique, Saint-Rome-de-Tarn, envoient « trois cents hommes de cheval » au secours de l'Isle-en-Jourdain menacée². — Sans mot d'ordre précis, d'un mouve-

1. Archives municipales de Saint-Affrique. B. B. 14, fol. 227.

2. *Mémoires d'un Calviniste de Millau*, p. 407, note 1.

ment spontané, dans chaque province protestante s'impose la nécessité d'accroître la force de résistance des Églises en resserrant leur groupement; on se réunit d'abord pour travailler en commun et arriver ensuite à plus solidement s'unir. Le consistoire de Millau, obéissant à cette même inspiration de prudence, convoqua dans cette ville, le 7 mars 1580, toutes les Églises « de la Haute Marche du Rouergue, avec M. de Panat, général des Réformés de cette province ». Après de longues et sérieuses discussions sur les avantages et les désavantages, ou l'inutilité d'une organisation plus complète, au moment où une partie de l'assemblée allait conclure affirmativement pour l'union générale et renforcée des protestants du Rouergue, les délégués de Saint-Affrique, entraînant, comme d'habitude « ceux des pays Vabrois et de Camarès », déclarèrent qu'ils ne croyaient pas devoir contracter l'alliance proposée avec les autres Églises du Rouergue, parce qu'ils pensaient qu'il était plus utile de s'unir « au Languedoc dont le comte de Turenne était le général¹ ». La proposition de Millau ne paraît pas avoir abouti par suite du refus de Saint-Affrique, dont la cause nous échappe.

Durant ces sombres années de guerres religieuses ou de paix armée qui dépassent le cadre restreint de la « petite histoire », ballottée entre les succès et les revers, parfois secourue par les Églises voisines, comme en 1586 par les soldats du Languedoc, sous les ordres du capitaine France², — l'Église de Saint-Affrique vécut une vie très tourmentée. Cette existence précaire et malheureuse dura jusqu'au jour où, par son hypocrite abjuration, Henri IV acheta le droit reconnu à la couronne de France et à la succession incontestée d'Henri III, 25 juillet 1593. — Cinq ans après son avènement, les ayant longtemps bernés par de bonnes paroles, — plus par crainte de leur mécontentement manifeste que par reconnaissance des grands services dévoués de ses anciens coreligionnaires,

1. *Mémoires d'un Calviniste*. p. 447.

2. C. Rabaud. *Histoire du Prot. dans l'Albigeois et le Lauragais*, t. I, p. 168.

il leur octroya enfin, par l'édit de Nantes, avril 1598, le libre exercice de leur religion ; ils sont dès lors reconnus membres légaux du royaume, avec accession légale à toutes les charges publiques et à tous les privilèges de leurs concitoyens. Si en suite de certaines restrictions dictées par des nécessités et des habiletés politiques, ce n'était pas encore la liberté parfaite, c'était dans tous les cas le droit assuré de vivre.

On comprend les cris de joie, de délivrance, de reconnaissance qui de tous les cœurs protestants ce jour-là montèrent vers Dieu !

*
* *

Durant les années qui suivirent l'édit de Nantes, années heureuses, bienfaisantes, trop courtes, l'Eglise de Saint-Affrique, comme toutes les autres, affermit, développa son activité et sa vie religieuses dans l'union et dans une croissante prospérité. Brusquement, en 1610, le poignard de Ravallac, un fanatique, aveugle instrument des Jésuites, a-t-on dit, termina cette période de tolérance et de paix. A Henri IV succéda son fils Louis XIII, enfant de huit ans, ayant pour régente sa mère, Marie de Médicis, ignorante, superstitieuse, vindicative, fourbe.

Malgré les déclarations rassurantes du gouvernement, les protestants n'y firent pas confiance ; redoutant les pires éventualités, ils prirent rapidement des mesures de prudence préventives. Du reste, la brutale persécution des Eglises du Béarn, de 1617 à 1620, justifia toutes leurs inquiétudes, toutes leurs craintes. Ils crurent fortifier l'union de leurs huit cent six Eglises, dans l'assemblée de La Rochelle, en les groupant en une fédération, organisée politiquement et militairement ; ils créèrent ainsi, à vrai dire, une véritable république protestante, un État dans l'État. Ce fut leur erreur et leur perte. La Cour en prit ombrage, commença bientôt à les tourmenter, à les menacer dans leur liberté, dans leurs intérêts essentiels, dans leur existence, à ruiner leur puissance dangereuse

pour le pouvoir. Et par là les Réformés se trouvèrent fatalement acculés à la défensive armée.

En effet le gouvernement ne tarda pas à vouloir affaiblir, détruire cette organisation qu'il avait provoquée et regardait comme une menace pour l'unité du Royaume qu'un grand ministre poursuivait. Il prit l'initiative des hostilités et commença la campagne contre ceux qu'il traitait de sujets rebelles.

C'est alors, en mai 1626, au plus fort de la guerre religieuse qui allait finir par le triomphe du cardinal de Richelieu et l'écrasement des protestants, après la prise de La Rochelle et la reddition de Montauban, en 1629, — que le Prince de Condé avec le duc d'Épernon, au nom du roi de France, attaquèrent Saint-Affrique. Par trahison, Lacaune et Réalmont venaient de leur être livrés. De là ils visent Viane, puis Saint-Affrique, points de jonction des Cévennes et des monts du Rouergue, Viane sur un versant, Saint-Affrique sur l'autre. Condé attaque Viane. D'Assas se jette avec quelques soldats dans la place, il « fit voir à M. le Prince que les pistoles ne portent point de coup sur une âme qui craint Dieu et n'est éclairée que par l'honneur¹ », il le force à la retraite. Furieux et honteux d'avoir échoué contre un village, Condé jure de prendre sa revanche sur Saint-Affrique, « clef du pays de Vabres », contre laquelle il dirige son armée réorganisée.

En ce moment, Rohan, généralissime des Réformés, homme de guerre aussi remarquable que négociateur habile², était retenu dans le Vivarais où il luttait victorieusement contre les troupes royales. Il envoie son meilleur lieutenant, le baron d'Aubrais, qui se hâte, au

1. *Bulletin*, t. XXV, p. 49.

2. Rohan est ainsi dépeint dans les *Mémoires de Madiane* de Castres, qui vivait dans son intimité : « Sa table était frugale ; il ne s'adonnait ni aux jeux ni aux désordres, ni aux autres vices que l'on voit fourmiller chez les grands. Il était affable, familier, accessible. Il montait à cheval, lisait Plutarque et César ; il était assidu aux exercices de piété, exempt de juréments et de blasphèmes, discret et civil en ses manières, d'une taille moyenne, fort droit, bien proportionné, plus brun que blanc. Ses yeux étaient vifs et perçants, son nez aquilin, sa tête chauve, ses membres agiles et adroits, jusqu'à la danse, quoique négligée par ceux de la religion. » — Cité par C. Rabaud : *Histoire du Protestantisme, dans le Languedoc et le Lauragais*, t. I, p. 224.

secours de Saint-Affrique, où ses soldats arrivent — mai 1628 — quelques jours avant le début du siège. De celui-ci nous avons un récit du temps même, très détaillé, très vivant, fait par un témoin, incontestablement oculaire, des événements et des péripéties du siège¹.

Laissons-le nous les raconter; son récit sera certes plus intéressant. Ce mémorialiste anonyme n'est pas, du reste, un illettré, si, toutefois, il n'a pas été corrigé ou amélioré par son copiste. Il connaît et, dès les premières lignes, il applique les règles de la littérature. Comme, par exemple, le tableau brossé avec soin et vérité du riant et paisible vallon, à l'une des extrémités duquel se groupent les maisons de la petite ville, fera par un violent contraste ressortir le trouble, le tumulte, la désolation qu'y ont apportés le siège et les horreurs des combats !

« Saint-Affrique, écrit-il, la meilleure, la plus belle, la plus grande du pays Vabrois, est assise dans l'un des plus délicieux vallons qui soient dans le Rouergue, lequel se serrant jusqu'à n'avoir qu'un petit quart ou un demi-quart de lieue de large va s'allongeant par divers départements jusqu'à deux lieues du pays. Les montagnes qui enserrent ce terrain sont toutes embellies de forêts, champs et vignes très abondantes. La petite rivière de Sorgues, arrosant le pays et flottant contre les murailles de la ville, par son mouvement plein de rapidité rend toute la contrée merveilleusement plaisante à voir, comme par l'émail des prairies qu'elle arrose et des arbres fruitiers et autres qu'elle humecte fournissent aux plus chauds jours d'été une ombre agréable plus d'une lieue et demie de chemin. »

Autour de la petite ville les défenses naturelles ne font pas défaut : protégée d'un côté par la rivière, elle l'est de l'autre par « une vieille muraille assez haute avec quelques tours et portaux ». Seuls ses trois faubourgs, dont l'un s'étend sur la rive gauche, peuvent offrir prise à

1. *Relation du siège de Saint-Affrique, fait en 1628 par le prince de Condé et le duc d'Epemon.* — Mémoires copiés et, pense-t-on, retouchés par M. Grand-Pilandre, dont le nom leur a été donné : *Manuscrit Grand-Pilandre*. Bibliothèque de Nîmes : n° 13846.

l'ennemi. « Ses commodités sont que vingt mille hommes ne peuvent pas bien l'assiéger, que les quartiers de l'ennemi ne peuvent pas bien se secourir l'un l'autre, que les advenues sont malaisées pour le canon, que l'infanterie peut gourmander la cavalerie, que, sans les vivres du dehors une armée ne saurait camper durant trois jours, car toutes les villes circonvoisines sont dans l'union : Millau à quatre lieues, Cornus à quatre, Saint-Félix à deux, le Pont-de-Camarès à trois, Viane à six et l'entrée des Cévennes à huit, partant qu'elle est bien aisée à secourir. »

Avec de telles facilités pour la défense, avec une population résolue à tous les sacrifices pour assurer la liberté de conscience, avec un gouverneur de la place, le sieur La Vacaresse, qui dans ses récents succès à Saint-Félix contre ces mêmes ennemis trouva « de puissants aiguillons à faire de bien en mieux », la ville pourra victorieusement braver les efforts de l'armée royale.

Mais avant tout, la cheville ouvrière, l'âme de la résistance, ce fut le ministre Bastide, digne imitateur du pasteur Chamier, tué sur les remparts, pendant le siège de Montauban. Énergique, intrépide, il se prodigue, « tenant d'une main la truelle pour bastir la maison du Seigneur, prenant l'épée de l'autre pour conserver son ouvrage ».

Par sa vivifiante impulsion et son entraînant activité, sous sa direction s'élèvent, comme par enchantement, les bastions de l'Aigle, du Lion, du Dragon, du Lavoir, de l'Évangile qu'arrosera bientôt le sang de leurs défenseurs ; puis la demi-lune du roi Louis, non loin de celle de M. de Rohan ; le nom du roi est gravé sur les murs improvisés du faubourg du Pont, prouvant « qu'au milieu des plus sensibles douleurs, nous baisons la main qui nous frappe et prions sans cesse pour celui qui en sa dignité royale, porte avec éminence par dessus tous les rois du monde la vive image de Dieu ». La défense ainsi complétée, l'ennemi peut venir, on est prêt à le bien recevoir.

Au matin du 29 mai, ses avant-gardes paraissent; après elles, le Prince de Condé et le duc d'Épernon arrivent à la tête d'une armée de six mille fantassins environ et huit cents cavaliers; tout de suite ils occupent les hauteurs et préparent l'investissement de la place. Des intentions manifestes de l'ennemi Saint-Affrique ne se trouble ni ne s'effraye, et reste fermement résolu à lui prouver que « cette ville n'est pas le déjeuné de trois régiments¹ ».

De Viane, où il s'était arrêté, d'Aubrais envoie au secours de Saint-Affrique les cornettes de cavalerie de Saint-Estèphe, son frère, avec celle du baron d'Alais, et 250 hommes du régiment de Brimart, en tout 1 300 combattants environ, et quelques étrangers. Avec l'aide de ces auxiliaires, et sans permettre à l'ennemi de parachever son organisation et l'installation de ses troupes, les assiégés prirent les premiers l'offensive par une vigoureuse sortie, couronnée de succès : « Ici, écrit le narrateur, les impies verront la vérité des promesses de Dieu contenues au Lévitique, chapitre VINGT-SIX, vers. 8, en ces termes : Cinq d'entre eux en poursuivront cent et cent en poursuivront dix mille et vos ennemis tomberont par l'épée devant vous. Vingt hommes détachés par La Vacarresse en mettent en fuite deux cents et jettent le trouble dans le gros de l'armée. Nos gens reviennent pleins de gloire, portant au bout de leurs piques les habits sanglants des ennemis morts, et tous s'étant rendus dans la place d'armes qui est au fond du bastion du Dragon, Bastide, pasteur, après avoir fait chanter le Psaume 3, rend solennellement grâce à Dieu de ce bénéfice. »

Condé veut prendre sa revanche; peu de jours après, il attaqua violemment les bastions du Dragon et de l'Évangile. Au-dessous de la plate-forme de ce dernier se trouve « un très large et creux précipice au fond duquel coule un petit ruisseau qui fait aller plusieurs moulins ». Ce fut le théâtre d'une furieuse mêlée. « L'ennemi, au nombre de trois ou quatre cents hommes, aborde ce

1. Propos tenu, dit-on, par le prince de Condé.

précipice et gagne le haut des vignes qui commande tout le terrain de l'Évangile. Brimart, duquel une partie du régiment gardait ce poste, envoie son lieutenant Taillade avec trente soldats de sa compagnie pour débusquer l'assaillant... Celui-ci (Taillade), qui parmi ses gens a reçu quelques enfants de la ville, n'est pas plutôt dehors qu'il se jette comme un lion sur l'ennemi. Tout le monde suit, on tire, on frappe, on blesse, on tue; on ne voit que sang ennemi dans toutes ces vignes. Dans un tour de main en voici étendus et dépouillés à la barbe des leurs, le corps desquels on n'a pu ensevelir durant le siège. L'ennemi s'effraye de ce carnage, se met en désordre et recule derrière une muraille du pigeonier. La Taillade le suit sans relâche, le pousse plus de trois cents pas au delà le long de l'eau, où il fait une tuerie plus grande que dans les vignes... et après avoir étendu environ quarante ennemis se trouve n'avoir perdu qu'un soldat de tué et un de blessé. »

Pour accroître la puissance des nouvelles attaques qu'il prépare, Condé avise un nouveau moyen sur l'efficacité duquel il paraît avoir beaucoup compté. Au-dessus du bastion de l'Évangile et le dominant, sur le haut de la pente du coteau, il fait hâtivement bâtir un fort que, sans tarder, les assiégés baptisent le *fort du Mensonge*. De là il espère pouvoir, avec ses canons, ruiner le mur d'enceinte, bombarder utilement la ville et la forcer à se rendre.

Le fort terminé, les canons, mis en place, ayant déjà commencé à tirer, Condé, spéculant sur l'effroi supposé des assiégés, leur envoie un ultimatum : « Le troisième de juin à dix heures du matin un tambour vint sommer les habitants de la part de M. le Prince. On fait des réponses si hardies que les assiégeants connurent bien que le morceau était si chaud qu'il faudrait souffler au bout des doigts et que quinze volées de canon ne mettraient pas M. le Prince dedans n'en déplaise au juge de Saint-Affrique¹. Mais Dieu souffle sur les desseins de ceux

1. Allusion à un nommé de Galtier, juge de Saint-Affrique qui avait promis au prince de Condé, l'appui des catholiques de la ville et une facile vic-

qui ne demandent que l'effusion du sang de son peuple. »

Cette attaque, avec quatre gros canons et deux des plus belles « coulevrines », échoue comme les précédentes. Suivant son habitude le pasteur Bastide s'est multiplié; il a fait des prodiges d'activité et de valeur; par ses paroles, par sa vaillante foi, par son exemple, il soutient, il exalte le courage des combattants et des habitants; ne faisant nulle attention au danger, ne prenant pas garde aux boulets qui pleuvaient autour de lui, « il ne reçoit autre mal que de se sentir couvert de terre ». Ce n'était peut-être encore qu'un violent *sondage*.

Deux jours après, le 5 juin, fut lancé le grand assaut que Condé estimait devoir être décisif et qui fut, en tout cas, d'une extrême violence. « Jour digne de mémoire; s'il en fut jamais. Voici l'armée ennemie laquelle faisant trois gros se tient en posture de nous faire beau jeu. Un chacun d'eux s'apprête pour aller souper dans la ville Louis¹. Mais pourtant il y en a plusieurs qui ne dépendront plus guère à leurs hostes. On tient la prise inévitable. Le bandoul² se fait dans le camp, qu'à peine de la corde personne ne parle de sauver la vie ni à un ami, ni à un parent qui soit dedans. Les filles par une chasteté romaine sont données à la discrétion de la brutalité des soldats. Tout y doit passer, oui, jusques aux chats... La conclusion est qu'il faut que la terre soit abondamment arrosée de sang innocent. L'homme propose, mais Dieu dispose.

« Dans la ville tout est en bon ordre, la poudre, les balles, la mèche, les feux d'artifice : les médicamens, le vin, les confitures sont portés aux quartiers suffisamment, et des personnes établies qui doivent porter le tout sans mesure³. Les femmes, auxquelles revient une bonne part du succès, font merveille à charrier des pierres, chaux, cendres, fascines. »

toire. A cette époque, à peine le quart de la population était catholique; elle faisait naturellement des vœux pour le succès des assiégeants.

1. Nom donné à Saint-Affrique par les troupes royales.

2. Le *bandoul* est l'ordre du jour du chef à ses troupes.

3. C'était la tâche réservée aux consuls et aux principaux bourgeois, les notables.

Un dernier trait caractérise cette activité générale et complète ce tableau si vivant dans son raccourci : « Un chacun des assiégés ayant dîné à son poste, on fait une prière par tous les quartiers avec une ardeur incroyable, après laquelle il tarde à nostre soldat de se jeter pêle-mêle parmi les ennemis. »

Le canon, tirant sur les remparts du côté du fort de la Vérité, donne le signal ; aussitôt l'attaque avec vigueur se déclenche sur les faubourgs. « L'ennemi se jette tête baissée dans le fossé, dresse ses échelles, et avec une impétuosité incroyable monte sur la brèche... Il est déjà mêlé avec les nostres sur le parapet et crie : Dedans ! Mais à bon chat, bon rat... Les hurlemens des assaillans, les mousquetades, les canonades, les coups de part et d'autres remplissent l'air de sons effroyables, le ciel d'obscurité et d'horreur et couvrent la terre de corps morts et de sang. Jamais attaque ne fut plus hardiment ni plus furieusement avancée, jamais attaque ne fut plus courageusement, ni plus vigoureusement repoussée. »

L'ennemi se replie en désordre, tandis que sur la brèche du *Dragon* et du *Lion*, poussé par les assiégés qui ont héroïquement combattu, retentit le cri de victoire. Toutefois ce n'est pas la fin, mais seulement le premier acte d'une action qui va reprendre.

Mais avant de passer à la relation d'un nouvel assaut, notre mémorialiste veut, rendant l'honneur à qui l'honneur est dû, relever, parmi bien d'autres, quelques-uns des traits de courage et d'héroïsme qui ont illustré la défense. Ainsi, Saint-Estève, gêné par sa cuirasse, l'ôte en pleine mêlée et combat en pourpoint de satin blanc, s'offrant aux siens comme « un fanion de rassemblement », devenant un point de mire, une cible aux coups des assaillans. Ailleurs deux héros, Coussine et Nieuport, « capitaines au régiment des Cendres après avoir rendu des actions de César », tombent sous les boulets et meurent au champ d'honneur. Un autre, Toussenil, au moment où il levait la main pour lancer une grenade, « sent qu'un coup de canon l'a privé de son bras droit,

lequel ayant pris avec la main gauche, il se retire au petit pas, et tient ce discours à quelques-uns qui se tenaient à l'écart : « Eh ! quoi ! mes amis, où est l'honneur ? « Allez et achevez de vaincre ». Un coup de canon emporte la cuisse à un soldat et jette l'os qui entre bien avant dans l'épaule d'une femme de basse condition. Elle prie le capitaine Carlencas, qui était auprès d'elle, de lui arracher ce tronçon. Carlencas, par importunité, satisfait à la prière de cette femme, laquelle toute sanglante, sans se soucier de se faire panser, s'opiniâtre au combat et en cette posture, abat par deux fois de ses mains un de ses ennemis sur la brèche ». Cette héroïne se nommait Claire Caldier.

Cependant, malgré les trois sanglants échecs subis depuis les premiers jours du siège, malgré de graves pertes, le Prince de Condé ne veut pas s'avouer vaincu, ne perd pas l'espoir de réduire la ville et persiste dans ses attaques. « Non, non, un cœur généreux et animé de la présence des Grands du Royaume ne se lasse pas si tôt. L'ennemi, rafraîchi encore par de nouvelles troupes et voulant effacer la honte des dernières défaites, veut jouer son reste. Il oublie tout le travail passé, se montre plus hardi et plus vigoureux que jamais, vient par la planche qui est dans le fossé, fait marchepied et échelle de ses morts et enchérissant en fureur, force et courage, remonte sur la brèche et donne aux soutenant plus de peine qu'au-paravant. Le meurtre, le carnage, les blessures multiplient en telle sorte qu'il semble que l'enfer déchaîné, ayant la mort pour compagne, ait établi son trône sur les parapets, dans les fossés et sur les champs voisins. La tempête des canons et le bruit des mousquetades font qu'on ne peut que confusément entendre le gémissement des mourants. L'assiégé qui, animé des deux premiers avantages, avait le cœur tellement enflé de courage qu'il était capable de mettre le pied sur la gorge à tout ce qui se fût présenté, chasse, poursuit et tue si vigoureusement ces opiniâtres en ces deux brèches, qu'après les avoir poussés en bas le chemin des rondes et chassés de tout l'environ

des fossés à force de coups, ils n'eurent plus envie d'expérimenter si les ailes des Parpaillots sont fortes et leurs armes, arrosées de la bénédiction de Dieu, redoutables aux ennemis de la Croix de son Fils. »

Condé ne se décourage pas, ne perdant pas l'espoir d'une éclatante revanche. Il s'obstine à la poursuite d'une victoire qui sans cesse lui échappe; sans tenir compte de la lassitude et de la démoralisation de ses troupes, il ordonne un troisième assaut. Mais celui-ci est plus mollement mené que les deux premiers : fatigue physique, fatigue morale ont émoussé le mordant des assaillants, affaibli leur résistance aux contre-attaques, amené des pertes plus lourdes. Rudement repoussés par les défenseurs, ils se débandent assez vite. « La fatigue, les morts, les blessés, les approches de la nuit, mais principalement le défaut de puissance font faire la retraite à l'ennemi qui laisse à l'assiégé une moisson de mousquets, de piques, de cuirasses, de pots, d'habillements et d'échelles, ce qui fut transporté dans la ville. Les uns crient : Sauve, mille pistoles, les autres crient : Sauve, dix mille écus, d'autres : Sauve, un capitaine; mais cependant on les met tout nus et nos gens qui ont des mains n'ont pas d'oreilles pour de telles personnes. Il n'y a rançon qui puisse sauver la vie à ceux qui par serment doivent être sans compassion à nostre endroit et qui, blasphémant le jour auparavant dans les tranchées, lorsque nous invoquions le nom de Dieu aux brèches, croient que nostre Éternel n'était pas capable de nous sauver de leurs mains. »

Dans ce triple assaut du 5 juin, l'ennemi perdit quatre cents morts et de nombreux blessés « dont plus de trois cents grièvement ». Parmi les morts on signale en particulier « La Magdelaine, qui en cette occasion conduisit le régiment de Normandie, et La Passe qui menoit le régiment de Picardie, c'étoient deux braves et vaillants capitaines qui firent en cette occasion tout ce qu'on peut désirer de gens de leur sorte. Aussi M. le Prince se reposait grandement sur eux ».

Cette nouvelle et sanglante déconvenue put enfin convaincre Condé de l'inutilité de ses efforts. « M. le Prince sent enfin le repentir qui le violente d'avoir hasardé ce qu'il avait de plus cher devant Saint-Affrique et provoqué la main de Dieu à lui faire sentir les avant-coureurs de sa colère par des voies qui obligeront les enfants de nos enfants à célébrer les témoignages de la bonté et puissance de l'Éternel des armées, de la délivrance de ceux qui l'invoquent. On assure que M. d'Épernon, dont l'âme toute grande, toute généreuse, toute remplie de probité, avec un jugement très solide, voit dans les affaires les plus obscures au delà même de celles de sa condition, conseilla à M. le Prince de songer à la retraite. »

Suivant son avis, Condé, en effet, le lendemain de l'assaut, le 6 juin, leva le siège et se retira avec son armée décimée. Amère fut la déception des évêques de Rodez et de Vabres, qui allèrent cacher leur colère et leur honte dans le château de Saint-Izaire¹.

Par contre, chez les protestants, vainqueurs et délivrés, grande joie : « En chaque quartier retentit le chant des psaumes, prières et actions de grâces. » Un riche tribut d'éloges est payé à tous les héros qui ont contribué à la belle défense et à la victoire, avec une mention particulière pour le courage des jeunes filles : « Mais quoi ! La gloire ne doit pas être dérobée au mâle et noble courage des filles qui au milieu des mousquetades et canonnades font honte à plusieurs bien peignés qui avec leurs chapeaux à la muline avoient tellement donné place en leur âme à la peur qu'ils ne demandoient que des occasions pour faire l'école même pendant l'assaut. Ces filles donc ont tellement signalé leur courage qu'elles ont fait voir combien sont grands les efforts de la vertu dans le cœur de ce sexe et de cet âge. Ces trois ont particulièrement ravi d'admiration les soldats et les chefs, la demoiselle Fabry, fille au sieur Fabry, bourgeois, celle de Jacques de Navarre, et de Jacques de Valéri. Elles

1. Village à 20 kilomètres de Saint-Affrique.

ont toujours été infatigables au travail des fortifications et des amazones au combat. »

Malgré les misères, malgré les maux et les douleurs du siège et de la guerre, comme malgré les persécutions, malgré tout, persiste dans le cœur des anciens protestants le loyalisme envers le roi, forme, à cette époque, du patriotisme ; ils continuent, au milieu des plus dures épreuves, à rendre responsables de leurs peines « les ennemis de Dieu et de l'État profanant l'honneur et l'innocence des paroles royales, cependant qu'ils empêchent par tous artifices qu'aucun vent ne puisse apporter aux oreilles de Sa Majesté le récit du véritable sujet de nos misères ».

Cette victoire, pure affaire locale illustrant assurément la cité de Saint-Affrique, ne pouvait, certes, de toute évidence exercer aucune influence sur la tenue générale des affaires protestantes, qui se trouvaient dans un état désespéré. Après la prise de La Rochelle en 1628, et la reddition de Montauban en 1629, — les deux citadelles de la Réforme en France, — le protestantisme, en tant que parti politique du moins, cessait d'exister. Rohan avait multiplié en vain ses appels, ses efforts, ses tentatives de luttes, chez ses coreligionnaires : il n'avait rencontré qu'indifférence, mauvaise volonté et même trahison.

Découragé, navré, renonçant forcément à tout espoir de relèvement¹, Rohan négocie la paix avec la Cour. Le roi, trop heureux de mettre ainsi fin à une guerre intestine dont on pouvait redouter des répercussions lointaines, consent à traiter, et, en juillet 1629, il accorde et signe l'édit de Grâce, moins rude qu'on ne pouvait le craindre,

1. « Aux deux premières guerres, écrit Rohan, les divisions ont paru en quelques endroits ; à la dernière, elles ont éclaté partout, n'y ayant aucun lieu où la corruption ne se soit glissée et où l'avarice n'ait paru par-dessus la piété, jusqu'à ce point que, sans attendre les recherches de nos ennemis, on allait se prostituer pour vendre sa religion et trahir son poste. Nos pères eussent écrasé leurs enfants dès le berceau, s'ils les eussent vus être les instruments de la ruine de leurs Églises, qu'ils avaient plantées à la lumière des bûchers et accrues malgré les supplices. » — Cité par de Félice : *Hist. du Prot.*, p. 316.

les temples, les cimetières, le libre exercice du culte partout où il se célébrait auparavant étaient accordés ou rendus aux Protestants.

ÉDOUARD RABAUD.

(A suivre.)

HISTOIRE EXTERNE DE LA COMMUNAUTÉ DES RELIGIONNAIRES DE BORDEAUX DE 1758 A 1789¹

Aujourd'hui que tant de gens vivent et meurent, de propos délibéré, hors de toute Église, c'est faire violence aux faits que de considérer ces dissidents comme catholiques ou protestants parce que nés de parents tels.

Il n'en était pas encore tout à fait ainsi à la fin du XVIII^e siècle, du moins dans le milieu que nous envisageons. Tantôt par amour ou respect d'un passé glorieux, tantôt par haine d'un cléricalisme persécuteur, quiconque était né dans le giron réformé lui restait attaché par des liens plus ou moins lâches, à moins qu'il n'eût été ramené de gré ou de force dans le giron catholique. C'est donc en toute vérité historique que, voulant étudier maintenant l'existence du protestantisme bordelais sous ses aspects non religieux, nous intitulons notre chapitre : histoire externe des religionnaires de Bordeaux.

De 1753 à 1757, au temps où l'Église ne vit que grâce au secret de ses assemblées, il n'y a pas pour elle d'histoire externe. Sans relations avec le dehors si ce n'est par des voies occultes, sans attaches avec la population

1. La présente étude formera le chapitre VIII d'une *Histoire des Religionnaires de Bordeaux de 1685 à 1802* qui sera mise prochainement en souscription. Nous nous dispenserons donc ici de renvoyer aux sources et nous abrégons même quelques parties.

ambiante dont elle se défie, sans rapports avec les pouvoirs publics qui lui sont hostiles, cette Église serait inexistante pour la postérité si quelques documents échappés aux injures du temps ne nous révélaient et son organisation et son activité.

Nous savons seulement qu'en octobre 1755, les consistoires de Bordeaux et de la Rochelle s'entremirent secrètement pour obtenir un accord entre les consistoires du Nord et ceux du Midi afin que, conformément à l'avis du prince de Conti, on prît des mesures en vue de la prochaine convocation d'un synode général, « dont le but serait d'établir une bonne correspondance, un parfait concert entre toutes les Églises protestantes du royaume ».

Avec l'année 1757 et les persécutions qui en marquent la fin, l'histoire externe reprend tous ses droits pendant deux ans. Nous l'avons suffisamment prouvé au chapitre III pour n'avoir point à y revenir.

Que la commotion fût considérée comme passée dès le commencement de 1760, sans que pourtant l'avenir fût garanti contre tout retour offensif de l'ennemi, c'est ce que démontre une lettre du pasteur Gibert, de Bordeaux, à un pasteur du Poitou, Pougnaud dit Dézérit, en date du 27 avril 1760 :

Les affaires de notre *commerce* vont toujours leur train. On peut même dire que, malgré la dureté du temps, elles vont de mieux en mieux. Toutefois je crains beaucoup que cette tranquillité ne soit pas durable. Ce qui me le fait dire, c'est notre conduite; et lorsque je réfléchis là-dessus, il me semble voir, prêts à fondre sur nous, tous les maux que nos pères ont éprouvés. D'un autre côté, à raisonner selon les apparences et selon les principes du gouvernement, nous avons tout lieu de nous flatter [de l'espoir] d'une tolérance. Nous vivons dans un siècle éclairé, où on est bien éloigné du bigotisme. La plupart des grands ont laissé tous les dogmes de côté pour mieux faire la guerre aux bonnes mœurs. Il semble donc qu'il n'est nécessaire que de se prémunir contre le mauvais exemple et la raillerie. Vous êtes, mon cher ami, dans un quartier où on ne connaît pas ces attaques. Du moins n'y est-on pas exposé comme ici. C'est un avantage, mais il n'est pas toujours possible de s'en mettre à

l'abri. Ce n'est pas non plus ce qu'il faut toujours chercher. Il faut quelquefois se présenter à l'ennemi pour soutenir la vérité qu'il attaque.

Cependant la sécurité ne revint pas aussi vite que les intéressés pouvaient le souhaiter. Écrivant à son collègue Paul Rabaut, le nouveau pasteur de Bordeaux, Henri Cavalier dit expressément en septembre 1764 :

Nous ne sommes pas non plus inquiétés dans cette ville, grâce à Dieu, mais nous sommes toujours obligés d'y observer beaucoup de ménagements. On n'a encore osé y convoquer que de petites assemblées de 30, 40, 50 et quelques-unes tout au plus de 80 personnes.

Il faut arriver au règne de Louis XVI pour constater qu'à l'égard des religionnaires, une tolérance de fait est véritablement entrée dans les mœurs.

Par la force des choses, l'Église de Bordeaux relativement nombreuse et riche était rapidement redevenue une Église « en vue », presque autant que celles de Montauban, Montpellier, Nîmes, Marseille, avec lesquelles elle correspondit plus d'une fois directement. Toutefois son influence immédiate s'étendait beaucoup moins loin et ne s'exerçait guère au delà des limites de l'Agenais, du Périgord, de l'Angoumois et de la Saintonge. Ses relations avec la Rochelle ne sont pas moins certaines. En 1763 et de nouveau en 1789, elle fut appelée à mettre la paix dans l'Église de Tonneins travaillée par des querelles intestines, et elle y réussit grâce à la prudence et à la sagesse d'Étienne Gibert d'abord, puis d'Olivier-Desmont. C'est exceptionnellement toutefois qu'en 1774, elle s'intéresse au sort des Églises du Béarn persécutées, et qu'en mars et novembre 1788, le consistoire soutient par forme de conseils et de subsides les premiers pas que reprend l'Église de Toulouse, moins favorisée à tous égards.

On peut croire que celle de Bordeaux possédait des hommes de sens et de tête, quand on voit qu'en mai 1761, au lendemain de la persécution, le consistoire constitue

un comité de six membres pour veiller au bien des protestants de la province; — en mars 1764, un autre comité de six membres « pour ménager les affaires politiques du corps de protestants »; — en juillet 1768, derechef en août 1774, encore un comité, de quatre membres seulement, pour trancher promptement toutes les questions, non susceptibles de retard, qui intéressaient toutes les Églises de la « province ». Déjà en août 1764, un synode provincial avait chargé notre consistoire de la correspondance, établie par le dernier synode national (celui du Bas-Languedoc, de 1763) entre toutes les provinces ecclésiastiques de France, et nous savons quel appui ce consistoire donna toujours, soit moralement, soit matériellement, à Court de Gébelin, agent général des Églises protestantes du royaume à Paris. Ou nous nous trompons fort, ou bien ces innovations répétées témoignent de la grande place qu'avait reprise l'Église de Bordeaux dans le protestantisme restauré, rappelant celle qu'elle avait possédée au temps de la Fronde ou pendant le second tiers du xvi^e siècle.

*
* *

Outre les noms bien connus de Jacques Saurin, d'Ostervald, d'Antoine Court, de Court de Gébelin, de Paul Rabaut, du chapelain Armand, qui ont passé ou passeront sous nos yeux sans appartenir à l'Église, — outre ceux de Jarousseau et Pierre Duga, les actifs pasteurs de la Saintonge, — ou encore de Rabaut-Pomier, Rabaut Saint-Étienne et Jean Bon Saint-André, dont les talents brillaient d'un si vif éclat à la veille de la Révolution, d'autres moins notables méritent pourtant d'être rappelés ici parce que, à l'inverse des précédents, ils faisaient partie, soit en fait, soit nominalement, de la petite communauté réformée.

A la vérité, Jean Sarrau de Boynet (fils du dernier pasteur de l'Église réformée de Bordeaux avant la Révocation), l'un des fondateurs de notre Académie des

sciences, où il tint une fort belle place par ses écrits, ne nous appartient plus puisqu'il fut élevé et enterré catholiquement. Mais nous pouvons revendiquer MM. de Bacalan (originaire de l'Agenais), de Vernejoul (venu du Bas-Limousin), Latour de Lagravère et Pierre-Henri-Sylvestre de Ferron, avocat en la Cour. Nous ne pouvons oublier MM. Tauzia de Litterie (originaire du Périgord), Jausselin de Tasta, Labat de Vivens et Labat de Sérène, tous descendants de vieilles familles nobles, immigrées dans notre ville depuis plus ou moins longtemps, quand elles ne se perpétuaient pas plus ou moins tranquillement au loin dans les emplois de l'armée et de la marine.

A ces noms, il faut ajouter, par même raison, ceux de Messire Jean comte de Ségur, chevalier, seigneur du Grand-Pucier, de la Louvrière et autres lieux, ancien capitaine de cavalerie; puis ceux de dame Jeanne de Lartigue, veuve de l'illustre Montesquieu, et de sa contemporaine dame Marie Chapuzet, veuve de Jean-Nicolas de Lisleferme (1787) dont nous parlerons tout à l'heure. On peut y joindre Jean Valeton de Boissière, écuyer (1785), et Joseph Valeton de Boissière, son fils (1783), Pierre-Hector Petit de Laburthe, écuyer (1780) et Pierre de Salleneuve, avocat, marié à demoiselle Veronique de Lisleferme. On ne saurait oublier M. de Journiac (1783), Messire Pierre-Jacques de Baqueman, écuyer (1788), Jean de Grenier de Carlat (1793) et le chevalier de Solvignac (1785), qui moururent presque tous fort âgés et voulurent être inhumés avec leurs coreligionnaires dans le modeste cimetière de la rue Laville, aux dates que nous indiquons.

Pierre-Romain-Nicolas Jarlac de Lisleferme, seigneur du Bosc, faisait, lui aussi, partie de cette fraction de la noblesse protestante qui avait résisté à toutes les menaces comme à toutes les séductions. Poète et jurisconsulte, l'un des fondateurs de la Société « Le Musée » de Bordeaux, il fut plus tard « fort mêlé aux querelles qu'excita à Bordeaux la Constitution civile du clergé, dont il était chaud partisan », jusque là de publier un écrit sur la

Nécessité du serment ordonné par l'article XXI du titre X des décrets. A la distance où nous sommes des événements de ce temps, cette adhésion, donnée à une organisation où le pouvoir civil empiétait si outrageusement sur le pouvoir ecclésiastique, apparaît plutôt comme une erreur de jugement.

Venus de Tonneins, les Desclaux étaient de bonne famille bourgeoise et devaient leur demi-noblesse à la charge de conseiller-secrétaire du roi, acquise par l'un de leurs ancêtres, Pierre Desclaux, † en 1742. Il semble que l'une des principales ambitions de ses deux fils ait été de multiplier leurs alliances avec les familles les plus considérées; Pierre-Paul Desclaux de Latanné, qui se maria deux fois (1766 et 1773), fit épouser l'une de ses filles à J.-J. de Bethmann, consul du Saint-Empire à Bordeaux (1784); — Pierre Desclaux de Lacoste, qui était devenu le gendre de Laffon de Ladébat (1766), maria deux de ses filles à deux riches négociants de la colonie allemande : Poehls et Bentzien (1786 et 1788). Il est infiniment plus intéressant pour nous de savoir que ce Pierre Desclaux de Lacoste fut l'un des principaux armateurs bordelais de ce temps et qu'il mit sa flottille deux fois au service de l'État durant la guerre de Sept ans, pour soutenir l'effort français au Canada.

Le plus distingué de ces survivants de la grande tribulation protestante, ce fut André-Daniel Laffon de Ladébat, écuyer, fils d'un grand armateur que nous mentionnerons plus loin. Né à Bordeaux le 30 novembre 1746, André-Daniel acheva ses études à l'université de Franeker en Hollande, passa ensuite quelque temps en Angleterre, puis revint dans sa ville natale pour se mêler à la vie de son Église et collaborer aux entreprises de son père. Doué de goûts artistiques et d'une instruction bien au-dessus de la moyenne, il fut l'un des fondateurs de l'Académie de peinture de Bordeaux, devint membre de notre Académie des sciences et plus tard directeur de la Société royale d'agriculture de Paris. Vivant par goût un peu à l'écart, il finit par se retirer sur une terre qu'il possédait

aux environs de Bordeaux pour s'adonner pratiquement autant que théoriquement à l'étude d'une science qui se constituait alors par les physiocrates et les économistes. Dès 1773, il publiait un *Mémoire sur la liberté du commerce de l'Inde*; en 1778 un *Discours sur l'amour de l'utilité publique* (à Berne); en 1783 deux *Discours* prononcés à l'ouverture de l'assemblée publique de l'Académie de peinture; en 1788 un autre *Discours sur la nécessité et les moyens de détruire l'esclavage dans les colonies*. — Son *Rapport sur les recettes et les dépenses de 1792* ne rentre plus dans le cadre chronologique de notre étude, et est loin de clore la série des écrits de ce laborieux économiste. Il avait été chargé en 1784 de mettre en sûreté la correspondance de Court de Gébelin, mais il semble que ce soin lui ait été finalement épargné.

Marié en 1775 à M^{lle} de Bacalan, descendante d'une famille de robe bien connue à Bordeaux au xvii^e siècle, André-Daniel Laffon de Ladébat se mêla activement au mouvement politique qui remplit les deux dernières années de l'ancien régime. La noblesse locale et le parlement ayant proposé, à l'encontre des Assemblées provinciales que voulait le ministère, de rétablir les États provinciaux de Guienne dans un dessein qui n'avait de libéral que la façade », il fit rejeter leur proposition et demanda que le nombre des députés du tiers-état aux États généraux fût proportionné au nombre de ceux qu'ils devaient représenter (29 nov. 1788). « Il préconisait [en outre] un système d'une hardiesse extrême pour le temps : que, lors de l'assemblée de chaque corps d'arts et métiers, de chaque communauté rurale, tout membre de cette corporation ou de cette communauté déposât dans une urne la liste de 24 personnes qu'il souhaitait voir élues; que dans l'assemblée générale, on fit le total des voix obtenues et qu'on déclarât élus ceux qui en auraient réuni le plus ». M. Marion qui raconte cet épisode ajoute que Laffon de Ladébat était alors le chef incontesté de la fraction libérale de la noblesse de Guienne.

De l'assemblée des États généraux il espérait, comme tant d'autres de ses contemporains, l'entière régénération de la France. Il dut cependant commencer par une protestation, en s'élevant contre l'abus des mandats impératifs. Nommé membre du Directoire exécutif du département de la Gironde en 1790, il sera choisi, l'année suivante, pour l'un des députés à l'Assemblée législative. Placé à la tête du Comité des finances, il ne craindra pas de se rendre aux Tuileries, le 20 juin 1791, pour protéger la famille royale contre les colères de la foule. En juillet-août suivants, il exercera les fonctions de président de la Législative, puis, à la dissolution de cette assemblée, rentrera à Bordeaux dans la vie privée. Bientôt arrêté comme suspect, reconnu innocent, chargé de la direction de la Caisse d'escompte qu'il liquida, arrêté de nouveau et emprisonné aux Carmes. plus tard, président du Conseil des Anciens, il échappera à l'échafaud, mais non à la déportation en Guyane après le coup d'État du 18 fructidor an V. La suite de sa carrière, qui se prolongera jusqu'en octobre 1829, ne nous intéresse pas ici.

*
* *

Dans les rangs de la bourgeoisie bordelaise, on rencontre beaucoup de noms protestants, dont plusieurs sont restés liés à l'histoire de l'Église réformée de Bordeaux jusqu'au xix^e siècle inclusivement : les Rabaud, les Alaret, les Balguerie (venus d'Agen), les Gressier, les Baux, les Ferrière (sortis de Saint-Antoine du Breuil), les Jacques Boudet, les Duthil, les Sageran; puis les Dussumier, les Boyer, les Géraud, les Burète, les Coudere et les Boucherie (venus tous six de Bergerac), les Gentillot, les Baysselance, les Guestier (originaires de la Bretagne armoricaine).

A cette liste déjà longue, il faut ajouter les Poyen (revenus de l'exil par la Guadeloupe), les Bonnaffé (originaires de Lacauene en Albigeois), les Nairac et les Baour (venus de Castres), les Corbière, les Sigal, les Fabre, les

Desmond, les Laffargue, les Jauge, les Castaing, les Sers, les Bujac (natifs de Castelmoron), les Truchasson, les Tarteyron (originaires de Ganges), les Barthès, les Clamageran, les Broca (de Poujols près Gensac), etc.

Quelques détails biographiques ne paraîtront sans doute pas superflus.

Paul Larroque († 1791), mathématicien et astronome, membre de notre Académie des sciences depuis 1761, détermina à cette date et de nouveau en 1769 le passage de Vénus sur le disque du soleil.

Jean Tarteyron, né à Ganges vers 1733, négociant et officier municipal sous la Révolution, avait épousé en 1765 D^{lle} Marthe-Madeleine Boucherie. Bien avant 1789, la famille était propriétaire du beau château de Thouars à Talence.

Jean-Pierre Balguerie, né en 1731, mort en 1806, est simplement le père d'Isaac et de Pierre Balguerie, dont la grande notoriété commerciale ne saurait nous arrêter ici, parce qu'elle appartient au xix^e siècle.

Timothée Baysselance est le grand-père de l'ingénieur maritime qui devint maire de Bordeaux en 1888.

Gabriel Guestier, arrivé de Bretagne en 1725, ancien officier de marine, fut le père de François Guestier, avocat et homme de loi (1705-1789), et le grand-père de Daniel I^{er} Guestier (1755-1847). Celui-ci, capitaine de marine, puis armateur pour les Indes orientales et les États-Unis dès avant la Révolution, fut le véritable fondateur de la dynastie des Guestier, qui a fleuri au xix^e siècle.

Pierre Baour fonda sa maison de commerce à Bordeaux vers 1715 et fut le grand-père de Pierre II, qui tint une si grande place dans notre ville sous la Restauration et la monarchie de Juillet.

Charles Géraud était armateur et, ce qui nous intéresse davantage, père du littérateur Edmond Géraud qui naquit à Bordeaux en 1775.

Originaire de Bergerac, comme tant d'autres protestants bordelais de ce temps, Jean-Pierre Dussumier

mourut à Bordeaux en novembre 1783. Il possédait les deux plus grands navires que connût alors la flotte marchande de notre port : *le Vaillant* et *le Cyclope*, et il souscrivit 10 000 écus pour aider à la reconstitution de la flotte royale sous Louis XVI. L'un de ses fils, Antoine, sera député de la Gironde, de 1815 à 1830; l'autre, Étienne, président de la Chambre de commerce et colonel de la Garde nationale.

Pierre-Paul Nairac devint directeur de la Chambre de commerce de Guienne et député aux États généraux de 1789. C'était l'un des hommes les plus influents de ce temps. Élisée Nairac participa de cette grande considération. Son parent Jean-Baptiste (né en 1756, marié en 1775), eut, comme raffineur, une moindre notoriété. Un de leurs contemporains, Pierre Sers, ancien pasteur venu de Nîmes, négociant et armateur, fut l'un des XC électeurs de Bordeaux chargés en 1789 de choisir les députés du Tiers à la Constituante. Lui-même fut élu en 1790 président du Directoire départemental de la Gironde et continua de jouer à ce titre, pendant quelques années, un rôle très en vue.

La famille Ferrière, originaire des environs de Sainte-Foy-la-Grande, est connue comme protestante dès le milieu du xvi^e siècle. Un Jean I^{er} Ferrière, né en 1704, vint s'établir à Bordeaux en 1726, acheta une charge de courtier royal en 1733 et épousa en 1738 M^{lle} Marie Colck (d'une famille hollandaise de Bordeaux), qui mourut en 1741, après avoir donné le jour à Jean II. Celui-ci fut élevé dans la religion de sa mère, qui était catholique; il entra dans les affaires et devint maire de Bordeaux après Thermidor. Jean II est la souche de la branche catholique, la seule aujourd'hui existante, qui se perpétua par son fils Stanislas, son petit-fils André et son arrière-petit-fils Henri encore vivant, ainsi que deux autres frères, sur cinq qu'ils étaient. — Jean I^{er} se remaria en 1744 à D^{lle} Marguerite Fourtellot (de Saujon), dont les deux fils, Gabriel et André, suivirent la religion de leur mère qui était protestante. Il mourut en 1779 et fut inhumé dans

sa maison du quai des Chartrons, n° 63 (auj. 70). — Un cousin de Jean I^{er}, protestant comme lui, Gabriel I^{er} Ferrière, né en 1721, mort au château de Saint-Aubin en 1792, vint se fixer vers 1755 à Bordeaux, où il acheta, lui aussi, une charge de courtier royal; il devint officier des chasses du roi, propriétaire à Margaux du cru Ferrière qu'il céda en 1777 à son cousin Gabriel II. — Un frère de Gabriel I^{er}, Pierre Ferrière, né en 1722, fut bourgeois de Bordeaux, courtier royal en 1762, second syndic de la corporation en 1777, premier syndic en 1778 et, comme son frère, officier des chasses du roi. Il mourut le 27 janvier 1793 et fut inhumé au cimetière protestant de la rue Laville. Cette branche protestante des Ferrière s'est perpétuée jusqu'au xix^e siècle; elle est aujourd'hui éteinte, de même que celle des deux demi-frères de Jean II, le maire de Bordeaux.

De ces gros négociants protestants des Chartrons, François Bonnaffé est le plus connu; d'une famille de dix-sept enfants, il fut lui-même l'heureux père d'une postérité de onze garçons ou filles. Ses deux fils Étienne et Jean, appelés à lui succéder, furent élevés en Suisse, « pour cause de religion » comme on disait alors, rentrèrent à Bordeaux en 1779 et firent leur « tour d'Europe » sous la conduite d'un précepteur, visitant successivement la France, l'Angleterre, les Pays-Bas, l'Allemagne du nord et du sud et l'Italie. — Négociant et armateur, doué du génie commercial, François Bonnaffé avait organisé un vaste système d'informations avec les principaux marchés de l'Europe et de l'Amérique. Entretenant une flottille de plus de trente navires, il acquit par son activité une fortune qu'on estimait en 1791 à quinze millions. Propriétaire de deux grands domaines hors Bordeaux et de vingt-deux maisons en ville, il fit construire l'énorme et superbe immeuble qui forme îlot entre le cours du Chapeau-Rouge, les rues de Sainte-Catherine, de la Maison-Daurade et des Piliers de Tutelle. Il était, à la veille de la Révolution, la première puissance financière de notre ville, ce qui n'est pas peu dire. « Comme protestant,

raconte son fils, mon père fut [en politique] partisan des idées nouvelles. Il ne songea pas à convertir une partie de son portefeuille en papier sur l'étranger et répugnait à acheter des biens d'Église ou des biens d'émigrés. Il crut au remboursement en espèces des assignats. » Sa conduite fut toujours celle d'un parfait honnête homme et d'un vrai patriote. Il eut néanmoins quelque peine à échapper à la guillotine et mourut ruiné, en 1809, à l'âge de quatre-vingt-six ans.

La presque totalité de ces noms appartenait au monde de l'armement et du commerce, où les avait relégués la politique royale. Quelques-uns, qui eussent dû être anoblis en considération des services qu'ils avaient rendus à la chose publique et qui même furent proposés à cet honneur, en furent délibérément écartés parce que trop connus comme protestants. Il y eut pourtant quatre exceptions faites à des dates tardives, en faveur de Jacques-Alex. Laffon de Ladébat père, en 1773, de Paul et Elisée Nairac (1775 et 1786) et d'Étienne Jauge (1782). Contre-coup des édits royaux, cette rapide montée sociale des religionnaires, à Bordeaux et dans toutes les grandes villes, cet accroissement de leur influence n'avaient point été prévus par les auteurs de la Révocation, tant il est vrai, suivant la remarque de Bossuet, qu'il n'est point de puissance humaine qui ne serve malgré elle à d'autres desseins que les siens.

Soit prévention, soit jalousie, l'entrée de ces négociants protestants dans la Chambre de commerce de Guienne fut retardée jusqu'à l'aurore de 1789. Au milieu de mai 1787, quelques mois seulement avant l'édit de Tolérance, il s'était agi de remplacer trois « directeurs » sortants par trois nouveaux. Le Bureau rappela que les Protestants étaient éligibles, conformément à ce qui se pratiquait déjà dans quelques autres Chambres de commerce du royaume, et d'ailleurs sans violation du statut fondamental de la Chambre de Guienne. Il rappela également « les avantages dont la [dite] Chambre est privée jusqu'à présent par l'éloignement où elle a tenu d'elle les

Protestants, et ceux qu'elle procurerait tant à elle-même qu'au commerce en général par leur rapprochement ». Malgré cette intervention, qui ressemblait assez à une pression, le scrutin de second tour donna sur 69 votants, 20 voix à M. Lorigue, 16 à M. Mercié, 12 à M. Testart de Grosval. Qui connaît aujourd'hui ces noms ? Quant à Nairac, dont la réputation a survécu jusqu'à nous, il n'obtint que 11 voix et par conséquent ne put être admis comme directeur.

Une dernière remarque s'impose au regard de ces riches familles protestantes de la fin de l'ancien régime : c'est que leur fortune foncière ou mobilière, acquise par le grand commerce, ne dépendait en rien de l'État comme celle des princes, des magistrats et même des évêques de ce temps. Il y avait dans ce fait un gage d'indépendance sociale et politique qui peut expliquer en partie la hardiesse avec laquelle ils se jetèrent dans les luttes publiques.

M^{me} Laroche, qui est un esprit curieux et pénétrant à ce point que, dès son arrivée à Bordeaux, elle se fait raconter l'histoire de la ville depuis ses origines, et visite le Palais-Gallien avec autant d'intérêt que le nouveau palais archiépiscopal, la verrerie des Chartrons et la raffinerie toute voisine, M^{me} Laroche¹, disons-nous, va nous aider à jeter dans la haute société protestante des Chartrons un regard dont M. Grollet-Dumazeau s'est abstenu². Celui-ci nomme bien, dans le très curieux livre que nous lui devons, Nairac et Bonnaffé parmi les « grands seigneurs de l'armement », à côté de Gradis l'israélite et de Lafore qui était d'origine catholique ; mais c'est tout. Les frères Duthil n'apparaissent qu'une fois, dans un cercle d'académiciens. MM. de Lisleferme, Laffon de Ladébat, les familles Desclaux de Lacoste, Tauzia, Bethmann, Both, Stroehlin (celles-ci devenues très bordelaises, malgré leurs origines étrangères) ne sont pas présentées une seule fois, même incidemment. Qu'en faut-il conclure ?

1. *Journal Einer Reise durch Frankreich* (1787).

2. *La Société bordelaise sous Louis XV* (1897).

Que les nobles et bourgeois protestants des Chartrons étaient encore tenus à l'écart de la haute société bordelaise? C'est fort douteux, la richesse et la naissance donnant en tout pays droit d'entrée dans le monde, particulièrement en un temps où l'esprit public avait brisé avec l'intolérance de la génération antérieure. — Que la riche société protestante se sevrât délibérément de toute distraction extérieure, de tout plaisir mondain, volontairement confite en dévotion? Ce serait inexact, et M^{me} Larroche nous révèle le contraire, en racontant l'accueil qu'elle reçut dans les maisons où elle se présenta, les réunions intimes qu'on y tenait, les « thés » qu'on y servait, les conversations qu'on y préférerait. Nous constatons partout une mondanité mesurée et respectable où les plaisirs de l'esprit, le goût des idées et des connaissances, la pratique de la musique se déploient dans les limites qu'autorise une morale sérieuse et quelque peu rigide. En M. de Lisleferme, notre voyageuse trouve un homme qui l'interroge sur Lavater et Mendelssohn; en M^{me} Fougerais une jeune fille instruite entre toutes, qui étudie les langues, la musique, la physique, les mathématiques, sans rien perdre de sa grâce et de sa beauté. — M. Stroehlin et le pasteur Olivier-Desmont l'entretiennent de questions de philosophie et d'éducation et, en compagnie de M^{me} Tauzia, lui font visiter la salle des séances de l'Académie des sciences. Le pasteur prend même plaisir à lui montrer son cabinet d'histoire naturelle et à la conduire au tombeau de Michel Montaigne, après qu'elle a eu fait le pèlerinage de la Brède, sans préjudice d'une visite à la cathédrale et à l'église Saint-Seurin, toujours en la compagnie de M^{me} Tauzia, sous la conduite de l'architecte Lacroix.

Je suis persuadé qu'on pouvait rencontrer alors dans le quartier de la Rousselle quelques vieilles familles de négociants catholiques tout aussi respectables. Je doute qu'on en trouvât d'aussi capables de se discipliner moralement, en restant ouvertes aux idées nouvelles. Au demeurant, il faudrait ne rien savoir de l'âme protestante

(là où elle existe), ne rien connaître de ses tendances essentielles pour ne point deviner quelle répulsion ces religieux de la fin du XVIII^e siècle, aussi tièdes, aussi humanisés qu'on les veuille supposer, devaient éprouver pour la tourbe de banquistes, de joueurs et de prostituées qui entouraient le maréchal de Richelieu¹, ou pour les salons bourgeois qui se façonnaient sur le même modèle, bien qu'ils fussent souvent traversés par les robes de bure du Père Chabrol et de dom Galéas, ou les fanfreluches de M^{me} d'Egmont. Sauf erreur de notre part, nous ne voyons pas, mêlé aux dévergondages de ce temps, un seul des grands noms que nous avons rappelés.

L'intellectualité de ces nobles et bourgeois des Chartrons était peut-être plus élevée que nous ne sommes tenté de le croire. Pour être mieux soustraits à l'emprise du clergé et à ses conséquences, plusieurs avaient été élevés en Suisse comme les Bonnaffé, ou en Hollande comme Daniel Laffon de Ladébat, Pierre Desclaux, J.-B. Nairac. En 1773, Olivier-Desmont recueillit parmi eux 95 souscripteurs à l'ouvrage de Court de Gébelin, *le Monde primitif*, qui traite de matières difficiles et souvent abstruses. Quand l'auteur mourut en 1784, neuf volumes in-4° avaient déjà paru, mais il s'en fallait encore de sept volumes que l'ouvrage fût terminé. L'abbé de Beaulieu, successeur de Court de Gébelin à la présidence du « Musée de Paris », s'avisa de demander aux Églises réformées de France de prendre leur part dans les frais d'achèvement de ce monument, en souvenir des grands services que leur avait rendus le défunt. La nôtre fut sollicitée comme les autres. Olivier-Desmont et Laffon de Ladébat, amis personnels de Court de Gébelin, ne durent pas ménager à cette occasion leurs démarches et leurs invites. Nous ignorons malheureusement quel en fut le succès.

Si donc, en tant que communauté ecclésiastique, ces protestants de la fin de l'ancien régime ont porté le poids

1. Gouverneur militaire de la province de Guienne, depuis 1758.

de toutes les oppressions politiques et de toutes les souffrances morales, il faut reconnaître que, en tant que groupe social, ils ont assez bien réussi, par des voies avouables, à reprendre leur place au grand soleil de la France. Énumérés, comme ils le sont ici, dans un confus pêle-mêle, qui ne tient compte ni de l'âge de chacun, ni de ses mérites propres, les noms de ces bourgeois pourront peut-être, un jour, être classés et hiérarchisés quand une instruction plus serrée, reposant sur une documentation qui manque encore, permettra d'affirmer que, si quelques-uns se distinguaient par les dons de l'esprit et de l'intelligence, les autres l'emportaient par les qualités du cœur, les délicatesses de la conscience morale, les clartés de la piété, à l'exclusion de ceux qui ne tenaient leur influence que de leur rang ou de leur fortune. Par le fait que quelques-uns étaient choisis pour hospitaliser les assemblées de culte ou pour siéger dans le consistoire et dans les comités extraordinaires, transparaît, pour ainsi dire, la considération dont ils jouissaient auprès de leurs coreligionnaires et l'attachement qu'ils avaient pour le protestantisme persécuté et honni. C'est en nous aidant de ce critère, à défaut d'un autre plus explicite, que nous sommes amené à voir dans Laffon de Ladébat, Garrisson, Barthès, Rabaud, Mingard, Gentillot, Baux, Boucherie, Boyer, Truchasson, Bonnaffé aîné, aux entours de 1765-1782, les colonnes de la communauté dont nous écrivons l'histoire.

Gardons-nous toutefois de croire que la force de l'Église fut dans ces « grandeurs d'établissement ». Rien ne serait moins conforme à ce qu'enseigne l'histoire ni plus éloigné de l'esprit de la Réforme, quand elle est conséquente avec elle-même. La force de l'Église était d'ordre spirituel et reposait avant tout sur une minorité de croyants (dont nous avons parlé dans un précédent chapitre) qui s'obstinaient à concevoir le christianisme sous l'angle du paulinisme : péché, repentance, régénération, rédemption. Ils se recrutaient à tous les étages de la société et étaient souvent d'autant plus confiants aux

promesses de l'Évangile qu'ils étaient plus déshérités des biens du monde et des privilèges de la naissance. C'est sur cette minorité que s'appuyaient les pasteurs, dans les temps de lutte, quand ils se rendaient bien compte que, pour vivre et durer, leur Église devait être autre chose qu'une association de gens austères et bienfaisants.

C'est beaucoup de pouvoir dire que le soupçon n'a jamais effleuré la probité d'un P.-P. Nairac ou d'un François Bonnaffé. Mais au point de vue psychologique où nous sommes placé dans cette histoire d'un groupement ecclésiastique, c'est peu de chose. La curiosité qui nous hante serait de savoir quelle place ces multimillionnaires avaient conservée, si jamais ils lui en avaient donné une, à la ferveur spirituelle. Or les documents connus ne le disent jamais. Ce que nous sommes en droit de conjecturer comme le plus vraisemblable, c'est que la surcharge d'intérêts matériels, qui faisait leur joie et leur honneur, ne devait guère s'équilibrer par une charge correspondante de préoccupations religieuses.

Est-ce à dire que le menu peuple valût davantage? Les documents que nous connaissons ne permettent point de voir clairement dans quelle mesure il avait repris sa discipline morale et sa mentalité religieuse, si fortement compromises par soixante-quinze années de compression. Il y a lieu de craindre que, de ce côté, les progrès aient été lents et pénibles quand on entend en 1773 encore, le pasteur Olivier-Desmont faire cet aveu : que pour mieux échapper, eux et leur postérité éventuelle, à l'empire du clergé et à l'opprobre d'une législation d'exception, nombre de protestants restaient célibataires.

*
* *

Les constatations que nous avons faites quant au nombre des religionnaires¹, à leur aisance et à la place qu'ils avaient reprise dans la société, sont d'un grand

1. Environ 4000, comme nous l'établissons au chapitre IV.

intérêt pour l'histoire. Pour les contemporains, elles étaient d'un plus grand prix encore. Voulant dispenser le gouvernement d'accorder aux non-catholiques la justice à laquelle ils avaient droit, des gens bien intentionnés répandaient cette opinion que la « secte » ne comprenait plus qu'un petit nombre de membres, composé de la « lie du peuple », trop pauvres pour faire vivre leur pasteur. Aussi absurde, aussi mensongère qu'elle fût, cette opinion ne l'était pas plus que beaucoup d'autres qui sortaient des sacristies et représentaient les religionnaires sous les traits les plus propres à effrayer les âmes simples. Paul Rabaut, qui recueillit ces bruits, en sentit le danger et c'est lui qui, au mois d'octobre 1774, suggéra à ses collègues, et entre autres à celui de Bordeaux, l'idée de réagir en dressant dans chaque province le tableau des impositions que payaient les principales familles protestantes, pour l'envoyer au ministre compétent.

Nous ne pouvons affirmer qu'il ait été donné suite à cette idée ; mais nous pouvons croire qu'en 1774 les villes n'eussent point manqué pour apporter, comme Bordeaux, la preuve tangible du degré d'aisance et d'influence qu'avaient su retrouver les religionnaires en dépit des coups dont ils avaient été assaillis. Qu'on se souvienne de ce singulier projet de Banque protestante, au capital de douze millions (somme énorme pour le temps, environ vingt-quatre millions au taux de l'argent en 1914), qui fut conçu en 1758 par un militaire étranger, né protestant, grand-juge des Gardes suisses à Paris. Il s'appelait Herrenschand et se proposait, disait-il, de faciliter les opérations de l'État alors fort obéré, en même temps que de répondre aux besoins de la guerre. On le soupçonna de vouloir acheter sous cette forme quelque ordonnance en faveur de ses coreligionnaires, et le clergé se mit presque aussitôt à la traverse. Mais il y a mieux : nombre de consistoires refusèrent d'entrer dans cette combinaison, entre autres celui de Bordeaux, inspiré nous ne savons par qui, et leur exemple trouva des imitateurs.

Le projet de Banque protestante était depuis long-

temps enterré, quand l'esprit de circonspection qui animait le consistoire de Bordeaux eut de nouveau l'occasion de s'exercer d'une manière assez différente. Un sieur Louis Dutens (né à Tours en 1730) avait fait agréer par l'Église de la Rochelle le projet qu'il avait formé d'obtenir du roi un édit favorable aux protestants, dans des limites d'ailleurs étroites (1775). Il demandait seulement que les consistoires de Bordeaux, Nîmes et autres de même importance le reconnussent comme agent général des protestants de France auprès du gouvernement, avec plein pouvoir de retrancher et de modifier ce qu'il jugerait à propos dans les mémoires qui lui seraient adressés. Mais Dutens, élevé à Londres, où il était devenu secrétaire d'un ministre politique du roi d'Angleterre, d'ailleurs pensionnaire de cette cour et possédant bénéfices en ce pays, était considéré comme étranger, partant suspect, et fut, à cause de ce, récusé par Bordeaux comme par Nîmes. Paul Rabaut le laisse clairement entendre à Olivier-Desmont : « Les amis de Bordeaux m'ont envoyé copie de la lettre qu'ils écrivirent aux Messieurs de la Rochelle. Je vous la communiquerai à notre première [entrevue]. Elle est très bien faite et entièrement dans nos idées. »

La prudence dont le consistoire fit preuve en ces diverses circonstances et en plusieurs autres n'apparaît nulle part plus justifiée que dans la conduite qu'il tint vis-à-vis du fameux Jacques-François Armand. Ce chapelain de l'ambassade de Hollande à Paris s'employait activement, dès 1780, à libérer ses coreligionnaires français de quelques-unes des entraves dont ils portaient encore la sujétion. Après avoir parcouru les provinces du Nord, il se décida, vers la fin de ladite année, à visiter celles du Midi, en commençant par l'Église de Bordeaux. Malheureusement, il s'y prit de telle façon qu'il éveilla bientôt les défiances et souleva l'opposition de ceux mêmes qu'il prétendait affranchir. Sous prétexte de satisfaire à la fois les protestants et les catholiques et d'enlever au gouvernement français les tracas de leur conflit, Armand proposait : 1° de restituer à tous les protestants l'état civil ; 2° de

réduire ceux du Nord au culte domestique; 3° de diminuer de moitié le nombre des pasteurs du Midi; 4° de faire par lui-même ou par ses auxiliaires, la tournée des Églises pour baptiser les enfants, bénir les mariages, distribuer la Sainte-Cène; 5° de recourir contre les récalcitrants aux lettres de cachet,

L'énoncé seul de cette entreprise en montre l'impossibilité. Bien loin de soutenir le chapelain Armand, le consistoire de Bordeaux prit assez vite position contre lui. Olivier-Desmont, qui devinait en cet intrus « un fou et un ambitieux », fut l'un des plus résolus à le combattre. Il profita des vacances qu'il passa dans les Cévennes (comme chaque année) en septembre 1781 pour réunir quelques-uns de ses collègues à Ganges et former avec eux, afin de battre en brèche et de briser les projets d'Armand, un Comité provincial qui « sera comme l'ombre de nos synodes nationaux et de nos assemblées politiques et en tiendra lieu. Nous aurions là (ajoutait-il dans la lettre où il fait part de ses démarches) un Conseil national qui pourra agir d'après l'avis des synodes et des comités provinciaux ».

Le chapelain Armand n'était pas homme à laisser sans riposte une pareille déclaration de guerre. Il le prouva, entre autres manières, par une lettre pleine de menaces et de paroles malsonnantes, qu'il adressa aux protestants de Bordeaux, sur le soupçon qu'ils ne voulaient pas accéder à ses projets avant d'avoir pris les informations nécessaires. La lutte prenait de part et d'autre une tournure déplorable, qui ne pouvait guère correspondre à l'intérêt général. L'issue n'en fut point changée, sans que nous sachions bien de quel poids pesa à Paris l'intervention avisée des Bordelais.

Ce que nous avons appelé la prudence du consistoire s'explique pourtant ici, non seulement par les événements généraux que nous connaissons, mais aussi par une légitime appréhension de déplaire au pouvoir royal et de provoquer à nouveau l'application de la législation subsistante. — Dans d'autres circonstances, elle procé-

daît de la crainte que l'on éprouvait de réveiller, dans les couches inférieures de la population, les préventions et les haines que le clergé leur avait insufflées contre les gens de la R. P. R. Avant tout préoccupée de son « repos », comme elle l'avoue en novembre 1781, l'Église de Bordeaux était devenue quelque peu égoïste et oublieuse d'une solidarité qui lui paraissait compromettante.

*
* *

Que les religionnaires de Bordeaux fussent, depuis les vexations de 1758-1759, en possession d'une tolérance effective, admise et respectée par tous les gens éclairés, c'est ce qui paraît résulter clairement de menus faits assez significatifs. Écrivant vers 1771 à son collègue Olivier-Desmont dont l'arrivée est attendue, le pasteur Henri Cavalier déclare que, pour son compte, il n'a jamais été inquiété depuis son installation à Bordeaux (en 1763), pas plus que ses coreligionnaires. « On peut, ajoute-t-il, sortir librement de chez soi, à toute heure. » Déclaration instructive qui révèle une jurisprudence nouvelle, nonobstant la législation draconienne qui subsiste toujours. Deux ans plus tard, Olivier-Desmont fait une déclaration analogue à Messieurs du comité de Lausanne et en étend le bénéfice à toute la Guienne. « Cette province, écrit-il, jouit d'une liberté inconnue aux protestants de France depuis la révocation de l'édit de Nantes. »

En juin 1781, le curé de Saint-Michel entre en relations écrites avec le consistoire pour lui recommander une pauvre femme, domiciliée dans sa paroisse et sans doute protestante, dont la maison vient d'être incendiée. Au mois de mars 1786, les Luthériens allemands des Chartrons voulant célébrer solennellement la fête de Pâques, ne trouvent point imprudent d'emprunter le temple des Réformés français, leurs frères en la foi. En novembre suivant, le consul de « Sa Majesté la Czarienne » reçoit l'ordre de prêter, et prête effectivement entre les mains du pasteur protestant de Bordeaux, le serment de

fidélité qu'il doit à sa souveraine, cas d'autant plus curieux que ce consul David Wittfoot est anglican et la czarine « orthodoxe ».

Quinze ans plus tôt, ces menus faits n'eussent pas été possibles. Il fallut le triomphe du philosophisme sur le cléricanisme pour qu'ils aient osé se produire.

Une preuve non moins péremptoire de la quiétude qu'éprouvent vers ce temps les riches négociants protestants des Chartrons, c'est le goût que prennent quelques-uns d'entre eux : de Lisleferme, Bonnaffé, Nairac, Desclaux, etc., d'édifier de somptueuses demeures qui ne le cèdent en rien à celles de leurs confrères catholiques. Ils n'auraient vraisemblablement pas engouffré leurs capitaux dans ces dispendieuses entreprises s'ils ne s'étaient pas crus tout à fait assurés d'en jouir.

En fait, l'avènement au trône de Louis XVI dit le Bienfaisant et l'arrivée aux affaires d'hommes comme Turgot, Malesherbes, Necker, inaugurèrent dans l'existence de notre Eglise une phase de tranquillité définitive et lui assurèrent une tolérance qui se prolongera jusqu'à la Révolution. La preuve de ce changement ressort pour nous des innovations que nous avons signalées précédemment :

1775, mars, requête des protestants de Guienne au Roi pour obtenir la liberté de leur culte ; 1776, ouverture de la maison d'oraison des Chartrons ; 1778, demande d'un troisième pasteur, pour desservir l'Eglise ; 1779, établissement du cimetière de la rue Laville ; 1780, ouverture de la maison d'oraison de la rue du Muguet, « en ville » ; 1781, organisation de la maison de charité, fondée vers 1768 ; 1782, projet d'organiser une école d'abécédaire ; 1784, établissement d'un budget annuel ; 1786, tentative du consistoire de se soustraire à l'obéissance de la « province » de Saintonge.

Les assemblées qui jadis se faisaient à nuit tombée, se tenaient maintenant de jour et admettaient non plus vingt personnes comme au début, mais cinquante et même quatre-vingts.

Cette sécurité de fait avait un grave inconvénient, qu'Olivier-Desmont signale dès 1773 dans une lettre que nous avons déjà citée : « En général, nous sommes trop peu actifs pour l'avancement de nos affaires religieuses. Nos protestants sont tranquilles parce que le gouvernement les souffre et ils ne pensent pas que leur liberté est précaire et que leur état, n'étant point fixé par les lois, n'est qu'un fantôme... »

Dans ce grand progrès de l'esprit public apparaît encore une fois l'influence de Turgot, qui osa proposer à Louis XVI, lors de son sacre, de retrancher du serment royal la promesse d'exterminer les hérétiques, et lui présenta à ce sujet un courageux mémoire qui fut publié en 1778 sous ce titre : *La tolérance aux pieds du trône*. Les articles en paraissent aujourd'hui bien anodins. « Nous ne proposons pas, dit-il, de tolérer les dogmes de la religion réformée, mais de cesser d'opprimer ceux qui la professent. Nous ne demandons pas que les Protestants aient un culte et des ministres, nous demandons qu'ils puissent avoir des enfants. »

Turgot avait ses raisons pour réduire à si peu ses remontrances. Si l'on ne voit point, en ces dernières années de l'ancien Régime, que l'hostilité systématique du clergé de France contre l'hérésie se soit manifestée autrement que par de menues vexations locales, cette hostilité persistait pourtant en principe et en doctrine. Elle reparut même d'une manière officielle, après trente ans de silence, d'abord dans l'opposition obstinée que firent beaucoup de prélats aux projets de tolérance que Turgot et Malesherbes présentèrent en 1775; puis dans l'Assemblée quinquennale de 1780, d'où partit un virulent *Mémoire au Roi* « sur les entreprises des protestants qui partout relèvent leur culte », particulièrement là où ils sont le plus nombreux, comme en Dauphiné, Languedoc, Guienne. Le roi répondit suivant la convenance du temps, en termes si vagues et si généraux qu'il est malaisé d'y voir un engagement ferme de servir une demande de répression. Cependant les prélats, faisant bonne mine à

cette réponse, s'en dirent satisfaits. « Rien n'est plus propre à rassurer le Clergé, dirent-ils, contre l'atteinte de l'exercice public de la religion protestante, que la réponse de Sa Majesté à cet égard; mais comme cette réponse n'est point connue [du public], nous désirerions que le Roi voulût bien également faire savoir ses intentions aux gouverneurs et commandants des provinces, aux procureurs généraux des cours souveraines et aux commissaires départis dans les différentes Généralités, afin de faire disparaître entièrement les vaines espérances de nos frères séparés et de calmer une fermentation qui multiplie et envenime leurs entreprises. »

C'est la dernière intervention collective du clergé de France que nous aurions à mentionner en cette matière si nous ne devons rappeler que quelques-unes de ses « assemblées provinciales » demandèrent encore en 1783 des mesures de répression contre les protestants. Mais des temps nouveaux étaient proches, dont les prélats eux-mêmes avaient le pressentiment. — « L'entreprise était manquée », écrit un historien. Quelle entreprise? Celle-là même qui avait si bien réussi contre Port-Royal, de sceller brutalement à tout jamais la pierre du tombeau sur le cadavre d'un rival redouté.

Sans insister sur les torts du clergé, il sera bien permis, pour demeurer dans la vérité historique, de faire remarquer ici que les écrivains les plus gravés de ce temps-là et les plus capables d'être bien informés, Rulhières, le baron de Breteuil, Malesherbes, Gilbert des Voisins, Rippert de Monclar, etc., tous catholiques d'origine, ont dénoncé maintes fois ou tout au moins signalé l'incessante intervention de beaucoup d'évêques pour le maintien, par les moyens de rigueur, de l'unité ecclésiastique obtenue, en apparence, par la révocation de l'édit de Nantes. Ajoutons toutefois qu'on ne voit point que les archevêques de Bordeaux aient fait chorus avec ces prélats intransigeants.

A cet égard, un certain Pierre Alard, pasteur de l'Église de Bergerac, a fait preuve d'une clairvoyance qui

mérite d'être signalée. Dans une lettre, adressée à Olivier-Desmont, « très digne pasteur » de l'Église de Bordeaux, en 1773, il insère des réflexions dont la suite des événements a démontré la justesse : « L'esprit de tolérance, écrit-il, a gagné tout le monde et je ne crois pas que nous devions craindre de voir encore régner les horreurs du fanatisme. Il est vrai que cet esprit de tolérance ne part point d'un bon principe ; l'indifférentisme et l'irréligion en sont le fondement et nous devons nous défier de toutes les vertus qui tirent leur origine d'une source aussi corrompue. Cette vaine philosophie, dont on a fait tant de bruit, peut conduire à des excès peut-être encore plus funestes à l'humanité que le fanatisme et la persécution. »

Le désir intense qu'avaient les religionnaires de Bordeaux d'échapper à un régime d'exception pour être replacés sous la loi commune, se traduisit clairement, en 1778 et 1784, de deux façons assez dissemblables. La première fois, ce fut en accordant leur confiance à un certain Le Comte de Marcillac, ancien capitaine de cavalerie et gentilhomme de feu S. A. S. le prince de Conti. Fort seulement de quelques relations personnelles qu'il entretenait dans les hautes sphères du gouvernement, ce noble protestant désirait, soit par ambition, soit par outrecuidance, supplanter Court de Gébelin, comme agent général des Églises réformées à Paris pour soutenir leurs revendications auprès du pouvoir royal, présenter en cour leurs requêtes et leurs mémoires. L'Église de Bordeaux et quelques autres accédèrent à ses désirs et lui donnèrent, en septembre 1778, une sorte de mandat. Plus avisée ou plus circonspecte, celle de Nîmes lui refusa toute confiance, et ce refus entraînant celui de plusieurs autres Églises, M. de Marcillac se trouva réduit à l'impuissance. On ne comprend guère comment ni pourquoi Olivier-Desmont, personnellement lié avec Court de Gébelin, avait pu prêter son appui direct aux desseins aventureux d'un homme qu'il ne connaissait que de loin.

La seconde manifestation que nous avons annoncée consista dans la demande formelle que les protestants de

Bordeaux exprimèrent en 1784 de voir abroger les lois d'exception sous lesquelles gémissait encore l'Église réformée de France. Si cette demande ne fut pas tout à fait inutile pour rappeler le droit méconnu, elle resta cependant vaine en fait puisque l'édit de Tolérance, rendu sous le nom d'édit des non-catholiques (l'archevêque Loménie de Brienne étant ministre), en novembre 1787, ne fut enregistré par le parlement de Bordeaux que le 6 février 1789, après quinze mois d'une peu glorieuse résistance. — C'était en quelque sorte un second édit de Nantes, arraché au pouvoir royal autant par les intéressés que par l'opinion publique, décidément ennemie de tout régime de coercition en cette matière. « Nous proscrirons avec la plus sévère attention (dit le préambule de l'édit) toutes les voies de violence qui sont aussi contraires aux principes de la raison et de l'humanité qu'au véritable esprit du christianisme. » Toutefois l'heure non plus de la tolérance, mais de la liberté légale et du droit égal pour tous les Français avait déjà sonné. En d'autres termes, grâce à l'esprit philosophique, la loi civile allait corriger la loi religieuse (on dirait mieux la loi ecclésiastique), suivant une remarque générale que fait Montesquieu en s'inspirant des exemples qu'il trouve dans l'histoire de divers peuples.

Rabaut-Saint-Étienne avait été l'un des grands artisans de cet édit, du moins l'un de ceux qui travaillèrent le plus inlassablement à l'obtenir. En 1786, il avait passé quelque temps à Bordeaux, pour prendre à ce sujet l'avis de son « ami » le pasteur Olivier-Desmont et celui des principaux membres de l'Église constitués en comité spécial. L'édit une fois promulgué, Rabaut-Saint-Étienne rendit compte de ses démarches et négociations dans une longue lettre-rapport, adressée au « Comité à Bordeaux », sous la date du 12 février 1788. Il annonce en même temps son intention de revenir prendre, s'il le fallait, l'avis de ses amis sur ce qu'il reste à faire pour étendre quelque peu les droits si parcimonieusement mesurés par l'édit royal. Présentement, dit-il, il ne peut s'agir que de

confier plutôt à un synode national les intérêts généraux des Églises. « On a cependant senti (ajoute la délibération) que, dans le cas présent et extraordinaire de la tenue prochaine des États généraux du royaume, il pourrait être utile aux Églises d'avoir sur les lieux un homme sûr et propre à être l'apologiste ou le solliciteur de la cause commune, selon l'occurrence. C'est pourquoi la Compagnie [de Bordeaux] consentira avec plaisir à participer aux frais nécessaires pour la présence de M. de Saint-Etienne dans le lieu où se tiendra l'assemblée de la Nation pendant le temps de sa durée, ne doutant pas que ledit sieur, sans outrepasser ses pouvoirs, ne s'efforce de procurer le bien des Églises selon que l'occasion pourra le permettre. »

La mission que les consistoires voulaient confier à Rabaut-Saint-Etienne était donc une extension de celle qu'il avait déjà reçue en décembre 1785, et qu'avant lui Court de Gébelin avait exercée pendant plusieurs années jusqu'à sa mort.

Que la sécurité résultant d'une tolérance de fait ait eu pour conséquence un progrès moral, on peut le présumer en remarquant qu'à partir de ce temps-là justement, le consistoire introduit diverses mesures disciplinaires qu'il avait ajournées par esprit d'opportunité. C'est ainsi qu'en 1779, il s'élève contre les mariages consanguins et rétablit à cet égard la règle ancienne; en 1782, il déconseille les mariages mixtes qui rendent si malaisée la paix des ménages et amènent parfois des défections; en 1784, il déclare obligatoire la publication préalable des bans de mariage. Dans l'ensemble de ces rénovations, l'historien est fondé à voir la preuve de la volonté qu'avait l'Église de se perfectionner et de s'imposer au respect de tous.

Ce résultat sera-t-il obtenu? Nous le saurons plus tard. Bornons-nous à noter ce que démontre l'observation historique, c'est que les temps de sécurité extérieure et de prospérité matérielle sont peu favorables à la ferveur religieuse et à l'éclosion des dons spirituels. Quand elle n'est point disciplinée par la gêne et les tourments,

l'humanité retombe fatalement du côté où elle penche.

Si la Révolution de 89 fut favorable, d'une autre manière, à nos religionnaires bordelais, la République de 93 ne les épargna guère. Tombée aux mains de chefs indignes, les Lacombe, les Bertrand et consorts, elle traitera en suspects quelques-uns de ceux qui avaient travaillé à son avènement : Pierre Desclaux, Desclaux de Lacoste, Nairac, Laffon de Ladébat furent cités en jugement sans motifs plausibles et souvent frappés de lourdes amendes. Aucun d'eux cependant ne fut condamné à mort. Mais leur Eglise désagrégée, leurs pasteurs contraints de s'exiler, leur temple fermé pendant trente-huit mois disent assez qu'ils n'avaient pas la faveur des terroristes.

ALFRED LEROUX.

Bordeaux, juin 1918.

Documents

LE PREMIER TRAITÉ PROTESTANT EN LANGUE FRANÇAISE LA SUMME DE L'ESCRITURE SAINCTE, 1523

Avant de poursuivre le récit de ce qui s'est passé en France au début de la Réformation, à partir d'octobre 1523 où Louis de Berquin vit se terminer son premier procès par une sorte de non-lieu conditionnel (*Bull.*, 1918), il nous faut parler d'un petit livre paru en français à Bâle vers la fin de cette année 1523. Ainsi que le montre le fac-similé du titre de l'unique exemplaire connu, il est intitulé : *La Summe de l'escripture sainte et l'ordinaire des chrestiens*. Ce qui suit ces lignes dans le titre constitue un résumé succinct, mais très complet de ce petit volume qui se présente à nous comme un abrégé de ce que la Bible et surtout le nouveau Testament nous enseignent sur la foi, le baptême et la manière dont, dans les divers états ou professions où il se trouve, le chrétien doit vivre « selon l'Évangile ». En un mot, en dehors des publications de Luther et de Zwingli avant cette date, c'est le premier résumé connu de la foi évangélique de ceux qui étaient devenus « luthériens » sans dépendre uniquement de Luther et ne songeaient pas encore à transformer l'ordre de choses établi dans l'Église.

Avant ce programme, tendant à réformer d'abord la piété et la vie, il n'existe, *dans notre langue*, que les *Épîtres exhortatoires* que Lefèvre d'Étaples a placées devant chacune des deux parties principales de sa traduction en langue française du nouveau Testament selon la

Vulgate. Ces deux épîtres ont été rédigées en juin et octobre 1523 puisque les Évangiles qui suivirent la première sortirent de presse le 8 juin et les épîtres auxquelles la deuxième sert d'introduction parurent le 17 octobre. Ces deux exhortations si essentiellement évangéliques du protégé de Marguerite d'Angoulême et de Guillaume Briçonnet sont, dans un sens, de véritables manifestes de la Réforme française à ses débuts, mais elles n'ont pas l'ampleur de la *Summe* comme on peut en juger par ce *Prologue* que nous reproduisons d'après l'exemplaire du *British Museum*¹ et qui nous apprend que ce texte français est une traduction.

1. Il y porte actuellement la cote C. 37. A. 20 (précédemment 697 b. 27) et se compose de 138 feuillets numérotés petit in-8 en 17 cahiers (A-R) et de 31 chapitres. Les chap. I-III traitent du baptême; — IV à XIII de la foi et des œuvres; — XIV, en quoi consiste le christianisme; — XV, de la mort; — XVI-XIX, de la vie monacale; — XX et XXI, des religieuses; — XXII-XXIII, des relations entre mari, femme et enfants; — XXIV-XXV, du commun peuple et des riches; — XXVI-XXVIII, du gouvernement et des autorités; — XXIX, des gens de guerre; — XXX, des serviteurs; — XXXI, des veuves. — Le volume n'a été censuré par la Faculté de théologie de Paris qu'en 1551 (voy. D'Argentré, t. II, p. 177). A cette époque il existait déjà une deuxième édition sur le titre de laquelle on avait simplement supprimé « et l'ordinaire des chrétiens ». Cette deuxième édition qui porte la date, avec, au-dessus les mots *nouvellement revue et corrigée*, de 1544, en caractères gothiques, sort des presses de Jean Michel à Genève. Petit in-8 de 284 p. chiffrées plus 2 ff. non chiffr. Au titre les mots *La Somme* sont entourés d'un cartouche rectangulaire surmonté de ces mots : *Jeh. 5. Cherchez (du christ) les escritures*. Au verso du titre on lit : « Au lecteur grâce et paix. Trescher amy : Saint-Paul veult que un chascun (selon son talent) apporte ce qu'il a, au profit et édification de l'église. A ceste raison par un charitable désir esmeu, au grand bien et consolation, de tous fideles : avons reveu et corrigé purement selon la vérité de L'escripture, ce présent livre, lequel n'est moins utile que nécessaire à tous amateurs de Christ : car il comprend en bref ce qu'il fault que tous chrestiens entendent, ainsi que congnostiras, si tu le liz avec jugement. Et afin que plus aisément tu treuves les principaux poinctz, desquelz il traite, nous avons fait en la fin un répertoire très véritable d'iceux : prend nostre labeur en bonne part. Rom. 14. Tout ce qui n'est pas de Foy est péché. Ebr. 11. Sans Foy n'est possible de plaire à Dieu. — Un exemplaire se trouvait dans la Bibliothèque de feu le professeur Charles Schmidt à Strasbourg. On en signale dans les bibliothèques de Gotha et de Lübeck, et, en France, dans celle de la Rochelle, n° 5351. Ce dernier m'a été communiqué par M. G. Musset que je remercie de son obligeance. L'exemplaire de feu M. le professeur Charles Schmidt se trouve aujourd'hui à la bibliothèque universitaire de Strasbourg dont le conservateur a refusé de me le communiquer sous prétexte « qu'il fait partie de la Réserve ». — En 1879, deux années après la découverte, à la Bibliothèque de Zurich, par le professeur Boehmer, d'un exemplaire du texte italien de la *Somme* (réédité par le professeur E. Comba), un homme excellent, le baron de Turekheim, a eu l'idée de retraduire ce texte en français et de le faire imprimer à Genève, chez Fick,

PROLOGUE¹

Veü que toutes personnes ne scaivent lire, ou entendre tous livres, et affin que chascun puist scavoir quel est le fondement de toustes escriptures, et quelle chose elles nous enseignent, j'ay comprins en bref en ce présent livre le fondement et la Summe de la sainte escripture. De laquelle le chef et le principal est la Foy : de laquelle procèdent Espérance et Charité. Affin que chascun puist scavoir quelle chose il doibt croire, quelle chose espérer, et pourquoy il doibt aymer Dieu : et comment Dieu est nostre père, et nous ses enfans : et comment nous sommes héritiers du royaume de Dieu : comme nous enseigne saint Paul en toutes ses Epistres, en divers chapitres : lesquelz sont souventes fois alléguez et récitez en ce présent livre. Item, comment, sans nos mérites nous sommes justifiez : affin que ne mettions nostre fiance en nos bonnes œuvres, comme faisoient les Juifz². Néanmoins, quant en ce livre j'escripz que Dieu nous justifie sans noz bonnes œuvres et mérites, ce n'est point mon intention de desconseiller à quelqu'ung de faire bonnes œuvres : mais mon intention est d'enseigner toutes personnes comment on doibt faire les œuvres : et qu'on ne se doibt point fier sur ses bonnes œuvres, ne en icelles quérir son salut, mais seulement en la foy en Jésuchrist, et en la grâce de Dieu.

Ceste foy avoit Abraham, comme escript saint Paul aux Romains. Car Abraham vivoit contre espérance, cest à dire, ce que selon nature et vertu humaine estoit impossible, croioit-il toutesfois qu'il adviendroit, pourtant que Dieu luy avoit promis. Ainsi doibt un chascun chrestien vivre contre espérance, en espérance. Cest à dire, il fault qu'il répute toutes ses bonnes œuvres pour péché. et penser que se Dieu le vouloit juger selon ses œuvres, il ne pourroit avoir salut. Car se j'ay faict quelque bien, il appartient à Dieu, et non point à moy : car je l'ay faict par la grâce de Dieu : et par ce ne dessers aulcun loyer. Et se j'ay faict quelque chose de moymesmes sans la grâce de Dieu, c'est ypocrisie et grand péché : et par ce dessers-je la mort éternelle. Pourquoy donc me veulx-je fier en mes bonnes œuvres : car je

sous le titre de *Le Sommaire de la sainte Ecriture ou manuel du chrétien...* Paris, Sandoz et Fischbacher, viii-238 p. petit in-8. — Il est regrettable que ce livre, bien imprimé sur papier vergé et tiré à 300 exemplaires, ne reproduise pas le texte de 1523 ou de 1544, dont sans doute le traducteur ignorait l'existence.

1. La réimpression de 1544 a remplacé le mot Prologue par celui de Préface. Dans cette réimpression le texte a été revu et corrigé au point de vue purement littéraire. J'indiquerai les variantes plus importantes.

2. 1544 : Pharisiens.

n'ay aucunes bonnes œuvres. Tout mon bien appartient à Dieu. Ainsi se doit humilier ung chrestien : et réputer toutes ses bonnes œuvres pour péché : comme vrayment elles sont. Comme nous enseigne Esaie. disant : toutes nos justices sont comme ung drap pollu de flux de sang de la femme. Et alhors, quant la personne se deffie ainsi d'elle mesmes, et de ses bonnes œuvres, elle espérera derechef contre espérance : et se fiera en la miséricorde de Dieu : et croira encore certainement qu'elle sera saulvée,

La Summe de l'escripture
 sainte et loidaire des Chrestiens
 enseignant la Paraphe Chre-
 stienne par laquelle no-
 sommes tous iustificz
 et de la Vertu
 du Baptisme
 selon la
 doctrine
 de Les
 uangile
 et des Ap-
 tres. Avec Bre-
 information con-
 mment tous estatz doi-
 vent vivre selon
 l'euangile.

Imprime a Basle par Thomas
 Wolf. L'an mil cinq cens
 Vingt et trois.

à cause de la parolle de Dieu ¹. Car Dieu a promis son royaume à tous ceulx qui se confient en lui, et Dieu est fidèle et véritable en ses parolles. Pourtant, veu que Dieu le nous a promis, nous le croirons fermement, et aurons ferme fiance que nous serons saulvez. non par nos dessertes, mais par les promesses de Dieu. Et ainsi est il besoing que chascun vray chrestien désespère et espère (comme fait Abraham), désespère de soy-mesmes : et alhors derechef espère pour les parolles de Dieu. Et cestes sont les deux choses lesquelles sont la Loy, et L'évangile. La loy nous fait désespérer : pour ce que jamais n'accomplissons les com-

¹. 1544 a, par la miséricorde et grâce de Dieu.

mandemens de Dieu. L'évangile (c'est à dire, la grâce du nouveau testament) nous faict de rechef certainement espérer et fier. Et pour enseigner ces deux choses, sont escriptes toutes les escriptures. La personne demourera tousjours en humilité, et pensera tousjours que se Dieu la vouloit juger selon ses œuvres, elle ne parviendroit jamais à salut. Comme nous enseigne Jésuchrist en saint Luc, disant : Quant vous aurez faict toutes les choses lesquelles vous sont commandées, diètes : Nous sommes serviteurs inutiles, nous avons faict ce que debvions faire. Et ceste est la vraye humilité chrestienne, comme en ce présent livre sera plus amplement déclaré. Et se ainsi nous sçavons réputer toutes noz bonnes œuvres pour péché, et en icelles n'avoir aucune fiance : et alors encore croire que nous serons saulvez, par les promesses de Dieu, nous sommes enfantz de Abraham : duquel toutes les escriptures baillent témoignage, que par sa foy il a esté justifié, et a acquis salut. Et à ceste cause est-il dit le père des croiantz et fidèles. Et ceste est la foy de laquelle je escriptz en ce livre icy : affin que toutes personnes puissent venir à congnoissance et sçavoir quelle est la foy chrestienne, de laquelle parlent toutes les escriptures : et singulièrement L'évangile selon saint Jehan, et les Épistres saint Paul. Car en ce comprennent ces deux apostres toute autre escripture.

Et pour ce qu'il fault que la personne croye que sa Foy¹ le justifie, et non point ses œuvres, j'ay brièvement compris icy, et déclaré comment la Foy nous justifie, et comment nous sommes enfantz de Dieu, et comment nous servirons nostre père par charité : et comment nous ne doubterons riens de nostre salut, à cause des parolles de Dieu. Et quant une personne acquiert ceste espérance, elle apprend à porter icy patiemment toute tribulation et adversité. Car elle sçait que ceste vie n'est point sa vie ; et elle ha grand désir après l'autre vie : et ne tient point ceste vie pour la sienne. Et ce faict la foy, laquelle est toujours affectueusement attendant après Christ nostre espoux. Mais qui n'a point ceste foy est tout désolé, quant il ha malheur : et s'il ne² luy vient bien, il s'adonne à volupté et péché. Et pourtant³ qu'il n'a point d'espérance de la vie éternelle, il pense en soy mesmes : Je vueille user de ceste vie en temps qu'il m'est permyz. Et ce faict, pourtant qu'il ne sçait que c'est de nostre Foy, et quelle est nostre espérance et comment nous sommes enfantz de Dieu.

Affin donques que nul ne se adonne à péché par désespoir, j'ay en brief compris en ce présent livre, comment nous

1. 1544 : par grâce de Dieu.

2. Ce *ne* est évidemment de trop et ne se retrouve pas dans les éditions subséquentes.

3. C'est-à-dire par ce que.

sommes justifiez sans noz mérites. Car quant aulcun a bien faict de tout son povoir (comme j'ay dit) alors dira-il encore qu'il est ung serviteur inutile. Et l'humble cueur par lequel il recongnoist son imperfection, faict que ses pechez, son mau-soing¹, et la fragilité de sa chair luy sont de Dieu pardonnez. Et ce qu'il a peu, luy donne Dieu de soy mesmes, et Dieu est sa justice, c'est à dire, Dieu le faict juste. Car Jésuchrist a satisfait pour nous à son père céleste, pour venir à secours à nostre infirmité. Et ce descript au long saint Paul ès huyt premiers chapitres aux Romains et en la première épistre aux Corinthiens, et en saint Jehan au second chapitre de sa première épistre. Et de ceste matière traicte ce présent livre.

La dernière partie de ce livre enseigne comment tous estatz debvroient vivre selon L'évangile. Mon intention n'est toutesfois point, de vouloir réformer tous estatz, tant spirituelz comme séculiers : car de ce ne veulz je point présumer. Mais je remonstre seulement, par les escriptures, comment nous vivrons, se nous voulons vivre selon L'évangile : affin que chacun puisse sçavoir combien loing sa vie est séparée de la doctrine de Jésuchrist, et que adonc, avec la grâce de Dieu, il puist amender sa vie.

Et je n'enseigne point qu'on ne obéisse aux seigneurs, ou que les moines fuyent hors de leurs monastères², mais je leur enseigne par quel moien ilz sçauront comment ilz doivent vivre : et quant ilz ne vivent point ainsi, que alors ilz recongnoissent leurs deffaultes, et facent diligence de vivre ainsi. Car aultrement vaudroit mieulx, devant Dieu, ung humble publicain, que ung saint hypocrite. Car Dieu ne regarde point quelle chose tu faiz par dehors, mais comment tu es ordonné et disposé par dedans. Quant ung moine ou une nonne vit bien, la vie n'est point mauvaïse³.

Mon intention estoit de ne publier ce présent livre, mais veu que j'en suis ainsi requis, je l'ay translaté, et ay assemblé les principaulx chapitres de la sainte Escriptrue, au prouffit de toutes personnes chrestiennes.

Quel est l'auteur qui, comme on vient de le lire, à la fin du *Prologue*, ne voulait pas « publier ce présent livre », mais en a été « ainsi requis » ? Quelques indices, dans le

1. 1544 : négligence.

2. 1544 remplace cette phrase et les suivantes jusqu'à Car aultrement, par celles-ci qui indiquent bien le changement survenu depuis 1523 : « ou que police extérieure soit ostée : cela n'advienne. Semblablement je ne vueil point oster le ministère de l'église, mais j'enseigne par quel moien ilz sauront comment ils doivent vivre et quand ils congnoistront leur ministère et office qu'ilz se disent avoir en l'église n'estre accompli selon la reigle de l'Evangile, alors ils recongnoissent leurs deffaultes et facent diligence de vivre selon Dieu ».

3. Cette dernière phrase a été supprimée dans l'édition de 1544.

texte, nous dirigent vers les Pays-Bas. Lorsqu'il parle du baptême il s'exprime ainsi :

L'eau du baptême ne nous oste point le péché, autrement ce seroit une précieuse eau et nous faudroit journellement une fois laver en icelle. L'eau des fons n'a non plus de vertu en elle mesme que l'eau qui coule *en la rivière du Rhyn*¹. Car on peut aussi bien baptiser au Rhyn comme aux fons...

Quoi de plus naturel que d'admettre que le Rhin s'est trouvé sous la plume de l'auteur parce qu'il était près de sa demeure? Plus loin nous voyons qu'il y a un chapitre XX intitulé :

*De la vie des chanoinesses*². On voit aujourd'hui aussi plusieurs monastères des nonnes auxquelz on chante et lit beaucoup. Et ce me semble merveilles dont leur vient le chanter, car, ven qu'elles n'entendent point ce qu'elles chantent je ne sçay quel profit il en vient. Sainct Paul défend de chanter à l'église (c'est à dire l'assemblée de chrestiens) quelque chose que nul n'entend. Le chanter donques des nonnes³ ne poeut estre agréable à Dieu, veu qu'elles ne l'entendent point...

Le chapitre suivant (XXI) est intitulé :

Des cloistres des sœurs et de leur vie. Il y a aussi plusieurs cloistres de sœurs, la vie desquelles semble plus estre selon L'évangile. Car labourer de ses mains et ayder l'ung l'autre par charité est une vie chrestienne. Et saint Paul se glorifie en ses épistres qu'il a gagné ses despens par le labour de ses mains. Et il nous admoneste tous de faire ainsi. Comme aux Thessalonisiens : Nous n'avons (dit-il) jamais mangé nostre pain pour néant et sans l'avoir gagné. Et en ce vault mieux la vie des sœurs que celle des nonnes...

Un Français n'aurait pas eu l'idée de faire cette distinction entre ces deux sortes de religieuses, mais elle s'applique à merveille au pays des chanoinesses de Saint-Augustin et des sœurs de la vie commune où fleurissent encore aujourd'hui les béguinages. — Partant de ces indices un professeur allemand, le Dr Karl Benrath, a essayé

1. L'édition de 1544 ajoute : ou du Rosne.

2. 1544 a moinesses et nonnes.

3. 1544 ajoute : « ne pareillement des autres religieuses ».

de démontrer, en 1880¹, que l'auteur était un certain Henri Bommelius, originaire de Bommel sur la Meuse et qui aurait dû quitter Utrecht pour cause d'hérésie en 1525. A Wesel où il se rendit plus tard, il fut, le 5 février 1557, obligé de prouver qu'il acceptait la confession d'Augsbourg. Il donna comme preuve un petit livre, *Somme de la théologie germanique* qu'il déclarait avoir publié, il y a une trentaine d'années et que le Dr Benrath identifie avec la *Summe de l'escripture sainte*. Un savant hollandais, le Dr J.-J. van Toorenenbergen, qui a aussi consacré tout un volume à ce petit livre² a développé cette thèse et conclu qu'il a été rédigé par Bommelius lorsqu'il était recteur du couvent de Marie-Madeleine à Utrecht. Depuis lors il a été démontré que ce dernier fait est dénué de preuves.

Le lecteur aura peut-être déjà remarqué que *Somme de la théologie germanique* n'est pas la même chose que *Somme de l'escripture sainte*. Mais il y a d'autres raisons pour lesquelles je ne puis me rallier à cette solution.

La *Summe* renferme un très important chapitre XXVI intitulé : *De deux manières de gouvernementz séculier et spirituel*. Ce chapitre n'est autre chose qu'un résumé, presque littéral, de la plus grande partie du traité de Luther intitulé : *Von weltlicher Oberkeit, wie weit man ihr Gehorsam schuldig sei*, qui explique pourquoi et comment il faut obéir aux autorités. Ce traité parut à Wittemberg, puis ailleurs au commencement de l'année 1523,

1. *Die Summa der Heiligen Schrift, ein Zeugniß aus dem Zeitalter der Reformation für die Rechtfertigung aus dem Glauben*, Leipzig, L. Fernau, un vol. de XL et 176 p. pet. in-8 avec quatre fac-similés hors texte.

2. *Het oudste nederlandsche verboden Boek. 1523. Oeconomica christiana. Summa der godliker Schrifturen*, Leiden Brill, 1882, in-8. Outre ces deux volumes le sujet a donné lieu à de nombreux articles qu'on trouvera énumérés et résumés dans celui de la *Realencyklopaedie*, de Hauck, t. XIX, p. 162 (*Summa*, etc.). — Van Toorenenbergen suppose que la *Summe* est le livre que, d'après Sleidan (*Comm.* I, 389, éd. am Ende) l'envoyé des villes protestantes, Mich. van Kaden, remit de la part du Landgrave de Hesse à Charles Quint. C'est une erreur. Le livre en question est la *Somme chrestienne à tresvictorieux Empereur Charles de ce nom le cinquiesme, composée par Fran. Lamb. Davignon. A Marburg. 1529*. Ce traité, dont j'ai un exemplaire sous les yeux, était jusqu'ici inconnu.

mais *pas avant le mois de mars*¹. Il faudrait donc que Bommelius ait eu le temps, d'abord de prendre connaissance de cet opuscule (en supposant qu'il a su l'allemand et pu se le procurer dès qu'il parut), d'en insérer le contenu dans son traité et d'expédier ensuite celui-ci à Bâle (où rien ne prouve qu'il ait eu des relations). A Bâle on aurait dû, dans la dernière partie de l'année, trouver le temps de traduire et de faire imprimer le livre. Cela paraît bien difficile à une époque où il n'y avait pas d'express et beaucoup d'obstacles qui entravaient la circulation. Mais il y a autre chose encore.

L'explication des D^{rs} Benrath et van Toorenenbergen suppose l'existence d'une *Somme imprimée néerlandaise*, ou du moins *latine antérieure à la traduction française*. Bommelius aurait donc dû, après mars 1523, compléter son travail et *le faire imprimer* avant de l'envoyer à Bâle à temps pour qu'il pût y être traduit et réimprimé. Or, *personne n'a jamais vu un exemplaire de cette édition princeps*. On ne connaît, jusqu'à présent, comme se rapprochant le plus de la date de 1523, qu'une édition néerlandaise de 1526 qui se donne comme corrigée et a certainement été précédée par une édition antérieure. Mais celle-ci est-elle de 1523? Il est permis d'en douter. Elle existait *avant le 23 mars 1524*, puisqu'à cette date un ordre de l'Empereur² enjoint au stathouder et Conseil de Hollande de faire brûler l'évangile selon Saint Matthieu, la *Somme de théologie* et d'autres ouvrages hérétiques et d'en faire poursuivre l'imprimeur³. Ce qui prouve que cette *Somme* est bien celle dont nous parlons, c'est qu'à la date du 12 juillet 1524, dans un compte relatif à la confiscation, après bannissement, des biens du libraire Jan Zevertsz de Leide, on reproche à ce dernier⁴ d'avoir imprimé *Summa vanden godelycken scripturen ofte duytsche*

1. *Luthers Werke* éd. de Weimar XI, 230.

2. Dans l'article précité de l'encyclopédie de Hauck on a daté cet ordre de 1523, ce qui fausse toute l'argumentation de l'auteur.

3. P. Frédéricq, *Corpus documentorum haereticæ pravitatis neerlandicae*, IV, 265.

4. *Ibid.* IV, 290.

theologie, ce qui est à peu de chose près le titre de l'édition néerlandaise de la Somme de 1526. Cette première édition, connue seulement à la fin de mars 1524, peut très bien n'avoir paru qu'en cette année, ou si elle porte la date de 1523, *n'être elle-même qu'une traduction* du texte qui a été traduit dès cette année en français.

Ces diverses raisons que j'ai résumées aussi brièvement que possible m'ont amené à proposer une autre solution. J'ai raconté ici même¹ qu'au mois de janvier 1523 (c'est-à-dire avant que Bommelius ait pu avoir connaissance de l'écrit de Luther), à Bâle, Oecolampade, qui y était installé depuis le 17 novembre 1522, reçut la visite du recteur de l'École des frères de la vie commune de Saint-Jérôme à Utrecht, *Hinne* (Jean) *Rode*². Il avait été destitué l'année précédente « à cause de Luther » qu'il avait été voir en 1521 pour le prier de faire paraître sous ses auspices les œuvres de Jean Wessel. Ce Jean Rode paraît avoir été un homme tout à fait remarquable par sa connaissance approfondie de l'enseignement évangélique. Bucer qui eut sa visite à Strasbourg en automne de l'année 1524, trace de lui un portrait enthousiaste : « Je ne connais personne, sans en excepter Luther, que je lui préférerais pour l'intelligence et le jugement dans les choses de la foi et de la vie qui est la parure de la foi³. » Bucer reconnaît que, devant les arguments de Rode il dut abandonner sa propre conception encore semi-luthérienne de la Sainte Cène car Jean Rode n'était pas seulement allé à Wittemberg, puis à Bâle en vue de l'impression des œuvres de Wessel, mais pour soumettre aux réformateurs son interprétation symbolique des paroles prononcées par Jésus pendant le dernier repas qu'il partagea avec ses disciples. C'était celle à laquelle, sous l'influence de Wessel, était parvenue un ami de Rode, ancien élève de l'école de Saint-Jérôme,

1. *Bull.* 1917, p. 219. On est prie d'ajouter à ce que j'ai dit de Cornelis de Hoen, p. 229, qu'après avoir été relâché le 29 octobre 1523, moyennant une forte rançon et à la condition de ne pas quitter sa demeure, il mourut, fidèle à sa foi, avant avril 1525.

2. M. le professeur E. Staehelin m'écrivit que, le 22 janvier 1523, Rode déjeuner avec Oecolampade chez l'imprimeur Cratander.

3. Baum, *Butzer und Capito*, p. 304.

Cornelis Hendrix Hoen, avocat au tribunal de la Haye et à laquelle, malgré l'opposition de Luther, esclave du sens littéral, finirent par se rallier plus ou moins explicitement Oecolampade, Bucer et Zwingli¹.

Quoi de plus naturel que d'admettre que ce Jean Rode, qui avait fait de l'enseignement évangélique son étude de prédilection, l'avait, en quelque sorte, condensée dans une première ébauche, sans doute latine, de cette Somme? Ce qui me confirme dans cette hypothèse, c'est qu'il y a, entre le texte que nous offre la traduction française de 1523 et celui de la deuxième édition néerlandaise de 1526 que le D^r Beurath a traduit en allemand, de notables différences. Déjà, vers la fin du chapitre XXVI, il y a, çà et là, quelques additions à ce dernier texte. Mais il y a tout un chapitre, le XXIX^e, dont la traduction française diffère entièrement du traité de 1526. Le voici, d'après l'exemplaire du British Museum :

Des gensdarmes et de la guerre, se les chrestiens peuvent guerroyer sans péché, une information selon L'évangile.

CHAPITRE XXIX

Les gensdarmes n'ont rien en L'évangile pour vivre selon icelle. Car L'évangile ne congnoist nul gensdarme ne guerre, mais seulement paix. Jasoit que plusieurs docteurs dient et es-

1. Voici les titres des trois traités qui révèlent l'influence exercée par Hinne Rode : 1) *Das Testament Jesuchristi, das man byssher genennt hat dyc Mess, vertentscht durch Ioannem Oecolampadion ecclesiasten zu Adelnburg zu heyl allen Evangelischen Anno 1523*. Cet opuscule d'Oecolampade n'a pas en moins de six éditions en cette année 1523 (cf. *Oecolampad Bibliographie*, par Ernst Staehelin, n^o 85-90). — 2) De Bucer : *Grund und Ursach auss göttlicher schrift die newverungen an dem nachmal des Herren, so man die Mess nennet; Tauff, Fegertagen, bildern und gesang, in der gemein Christi wann die zusamen kompt, durch und auf das Wort gottes zu Strassburg für genommen* (1524). — 3) En septembre 1525 Zwingli fit paraître la lettre de Hoen que lui avait apportée Rode, sous ce titre : *Epistola christiana admodum ab annis quatuor ad quandam apud quem omne iudicium sacrae scripturae fuit, ex Batavis missa, sed spreta, longe aliter tractans eorum dominicam quam hactenus tractata est, ad calcem quibusdam adiectis Christiano homini pernecessariis, praesertim his periculosos temporibus*, 8^o de 7 ff. — Le 18 sept., après avoir lu cette lettre de C. de Hoen, P. Toussain écrivit à Farel à Strasbourg. « Je voudrais qu'elle fût traduite dans toutes les langues. Elle dit beaucoup de choses en peu de mots avec autant de science que de vérité. » Il engagea Farel à la traduire en français.

cripvent. Que la gendarmerie est raisonnable et bonne; à cause des parolles de saint Jehan baptiste, lequel (comme escript S. Luc en L'évangile) respondit aux gendarmes, luy demandantz quelle (chose) ilz feroient pour estre sauvez, qu'ilz ne feissent à nulluy détrimet, et fussent contentz de leurs gages. Par ces parolles veulent dire les docteurs et théologiens que les gendarmes poeuvent guerroyer et piller, sans péché et mal faire, mais ilz n'entendent point les parolles de saint Jehan.

Il faut entendre que la doctrine de saint Jehan ne induysoit nul au salut¹, mais apprestoit seulement les cueurs humains à Dieu, et à la doctrine de Jésuchrist, et corrigeoit les plus gros maulx par sa prédication. Il enseignoit seulement le commencement de justification. Comme s'il eust voulu dire: Si je vous défendoie du tout le guerroyer, vous ne le pourriez encore laisser; mais commencez premièrement à laisser le plus gros, comme de faire domage et oultrage à aultruy, de brusler, de piller, etc. Et soiez prestous contentz de vos gaiges.

Ainsi n'estoit saint Jehan baptiste aultre chose, fors comme ung homme qui esbauche et coupe d'une pièce de bois les plus gros nœudz. Il ne faict point ce affin que elle demeure ainsi; mais quant ses nœudz sont coupez, alors vient ung meilleur maistre qui le faict plus polly d'une large congnee ou d'ung rabot. Ainsi faisoit saint Jehan par sa prédication. Il ne faisoit nul par-faict par sa prédication, mais il esbauchoit et couppoit seulement les gros nœudz; c'est à dire les gros péchéz. Et pour ceste cause n'estoit il aultre chose que une voix la quelle crioit que on fist la voie au seigneur dieu; mais il n'est point la lumière, comme dit saint Jehan l'évangéliste. Et il ne pouoit aussi pardonner les péchéz, car il n'estoit point Christ. Mais il estoit seulement une voix, et ung précurseur et annonceur, qui apprestoit la voie à la venue de Jésuchrist. Et pour cette cause envoya saint Jehan ses disciples à Jésuchrist quant il devoit mourir, affin qu'ilz poeussent apprendre la perfection de luy. Car il les avoit seulement apprestez pour venir à Jesuehrist. Pour ceste cause et raison est tout manifeste que saint Jehan ne a point prisé la guerre par ces parolles, mais plus défendu, comme ausi enseigne toute L'évangile. Car comme c'est chose mal convenable que la main combatte contre le chef, ausi mal convenable est ce, et ausi grand péché que ung chrestien meine guerre l'ung contre l'autre; car nous sommes tous frères et communs membres. Et Jésuchrist a toute sa vie presché et annoncé paix et concorde à tous ceulx qu'il enseignoit. Et saint Jehan en sa première épist. Qui hayt son frère, il est homicide. Il ne nous fault nul hayr; il nous fault aymer nos ennemys; il nous fault

1. 1544: « n'amenoit nul à perfection ».

prier pour iceulx, et faire bien à ceulx qui nous persécutent. Comment serait-il possible selon L'évangile, que nous puissions mener guerre sans péché; en laquelle tant de gentz perdent leur vie, et par laquelle tant mainte personne vient à sauvage, volage et mauvaïse vie. Il y a des escriptures au droict canon, lesquelles permettent aucunes guerres. Mais la doctrine de Jésuchrist et des apostres desprize toute guerre. C'est chose horrible pour corps et âme de entreprendre et mouvoir une guerre¹. Néanmoins quant ung payz ou une ville est assiégée, et que la commune paix est troublée, et que grand force est faicte aux subjectz, le seigneur d'icelluy payz est tenu, par charité fraternelle, de ayder ses subjectz, et de les défendre, et de punir les mauvaï et de mettre sa vie pour ses subjectz².

Mais il se doit toutesfois garder de faire ce pour venger son injure, ou pour abaisser le payz; mais seulement pour défendre ses subjectz, et pour ordonner l'horrible besongne de la guerre à charité, et ce se poent ainsi faire chrestienement. Mais s'il est possible d'accorder pour or ou pour argent, on le doit faire. Car la vie du chrestien vaut mieulx que les richesses du monde.

Et ung seigneur pensera tousjours qu'il y a ung roy pardessus luy au ciel, devant lequel toutes personnes doivent rendre compte au jour du jugement, mesmement aussi des moindres oeuvres et pensées qu'ilz auront faict, soit roy ou empereur, pape ou cardinal, noble ou point noble, jeune ou ancien.

Nous lisons que le peuple d'Israel a souventes fois guerroyé, mais leurs guerres estoient toutes figures, comme dit saint Paul, par quoy nous est signifié que nous devons aussi batailler, non point l'ung sur l'autre, mais contre nous mesmes, c'est à dire contre noz pechez, contre orgueil, vie, avarice, luxure, hayne, et envie, et ainsi des aultres.

Ce chapitre XXIX a été entièrement modifié dans la deuxième édition, seule connue à ce jour, de la traduction néerlandaise, dans le sens de l'opuscule de Luther paru en cette même année 1526, et intitulé *Ob Kriegsleute auch in seligem Stande sein können* (Weimar XIX) et où il donne, des paroles de Jean Baptiste, une explication très différente de la *Summe* de 1523. D'où viennent ces différences? Le Dr Benrath les attribue au traducteur. Mais il est bien plus logique d'admettre que ce dernier a simple-

1. 1534 ajoute « car toute malice règne en temps de guerre ».

2. Ce paragraphe, à partir de « néanmoins » et les deux qui suivent, sont seuls, de tout le chapitre, conformes au texte de ce chapitre dans l'édition néerlandaise de 1526, cf. Benrath, *op. c.*, p. 169-170.

ment reproduit le texte qu'il avait sous les yeux, lequel a été modifié *par l'auteur* en 1526. On a vu que H. Rode a entrepris le voyage à Wittenberg puis à Bâle et à Zurich pour soumettre aux réformateurs sa nouvelle interprétation des paroles « Ceci est (c'est-à-dire, représente) mon corps ». Qu'est-ce à dire, si ce n'est que des hommes comme Cornelis de Hoen et Hinne Rode qui, par une étude personnelle étaient arrivés à des interprétations de l'Évangile moins servilement littérales que celles de Luther, redoutaient encore d'entrer en conflit avec lui, tant son autorité était incontestée. C'est sans doute à cause de cette éventualité qu'on est surpris de constater que la *Summe* de 1523 qui s'explique si longuement sur le baptême, ne renferme pas un mot sur la messe et la Sainte Cène dont pourtant Bucer lui-même disait qu'il n'avait jamais pu croire à la transsubstantiation. Ce n'est qu'en 1526, alors qu'à Bâle et à Zurich ainsi qu'à Strasbourg on était arrivé à une conception de ce sacrement plus conforme à l'Évangile, que l'auteur de la *Summe* ajouta en appendice, non son interprétation personnelle, mais celle d'Oecolampade d'après son opuscule de 1523 *Das Testament Jesu Christi*.

En résumé, je pense que le *manuscrit* latin de la *Summe*, qu'il soit de Hoen ou de Rode, a été apporté par ce dernier, en janvier 1523, à Bâle, que c'est là, ou à Zurich où il se rendit ensuite qu'il connut le traité de Luther *Von weltlicher Oberkeit* dont il fit son chapitre XXVI et que, de ses entretiens avec Oecolampade, sortit l'interprétation, par ce dernier, de la messe, dont six éditions au moins parurent en 1523 et dont une traduction néerlandaise fut ajoutée à l'édition de la *Summe* de 1526¹. Ce qui, en outre, est certain, c'est que le conflit qui n'allait pas tarder à éclater entre Luther et les théologiens suisses

1. Le texte français de 1523, reproduit dans l'édition de 1544, a été traduit en italien et y a été plusieurs fois réimprimé au xvr siècle; l'absence de l'appendice sur la messe, dans ce texte, explique son succès dans ce pays. Le texte néerlandais de 1526, reproduction modifiée de la traduction néerlandaise, d'après le même texte latin, de 1523 ou 1524, a été traduit en anglais; on en a retrouvé quatre ou cinq rééditions à partir de 1529. Voy. Benrath, *op. c.*

et strasbourgeois et qui allait diviser en deux camps opposés luthériens et réformés, remonte à de Hoen et à son ami, Hinne Rode, dont l'influence allait contribuer largement à détacher les Pays-Bas de l'emprise de Luther. Celle-ci y avait été jusque-là prépondérante ainsi qu'en témoigne l'héroïque et émouvant martyr, entre autres, des deux augustins Henri Vos et Jean van den Esschen à Bruxelles le 4^{er} juillet 1523, que Luther pouvait, à bon droit, considérer comme ses disciples¹.

Il reste une dernière question à résoudre ou plutôt à poser. Quel a été le traducteur de cet abrégé de la doctrine évangélique, moins radical que le traité de Luther *De la captivité de Babylone*, puisqu'il laissait subsister la messe, les ordres religieux et toute l'organisation hiérarchique de l'Église, dont il ne parle pas?

Notons d'abord que pour qu'on ait eu l'idée de traduire la *Somme* en français, il fallait qu'on la regardât comme répondant aux aspirations des Français de cette époque qui réclamaient une Réforme *dans les cadres de l'ordre de choses existant*. On songe tout naturellement à Lefèvre d'Étaples, mais il était à Meaux occupé des traductions de son nouveau Testament, du Psautier et de la rédaction de ses cinquante-deux Dimanches.

Dans la *Correspondance des réformateurs* publiée par Herminjard, nous voyons des hommes comme Anémoud de Coet, Lambert d'Avignon et d'autres se préoccuper de fournir à ce public français des traités susceptibles de l'instruire, de l'éclairer sur les questions alors agitées. Mais aucun de ces hommes ne semble avoir fait à Bâle, à cette époque, un séjour d'une durée suffisante pour mettre sur pied et surveiller l'impression d'un livre, petit in-8°, il est vrai, mais qui n'en compte pas moins 138 feuillets, c'est-à-dire 276 pages et dont le style est, pour cette époque, remarquablement limpide et châtié.

1. Sur l'activité et l'influence de Hinne Rode aux Pays-Bas, voy., dans la *Realencyklopaedie* de Piilt et Herzog, XVIII, 232-242, un article de L. Schulze qui a été remanié et précisé dans la 3^e édition, de Hauck. L'auteur s'est demandé, mais sans insister sur cette idée, si Hinne Rode ne serait pas l'auteur de la *Somme*.

Dans ces conditions je ne vois qu'un seul nom à proposer, celui de... *Guillaume Farel*.

Je ne me dissimule ni le nombre ni l'importance des objections. Le bouillant Farel se serait-il accommodé d'un programme aussi restreint? — Comment, dans ce qu'il raconte de lui-même, dans la correspondance de cette époque, un fait comme celui-là a-t-il pu passer inaperçu? — Je ne demande pas mieux que d'adopter une solution plus satisfaisante. En attendant, je démontrerai, dans un article qui suivra celui-ci, que Farel a pu être à Bâle à cette époque, où il a été en rapport avec Oecolampade. La phrase par laquelle se termine le *Prologue* ci-dessus : « Mon intention estoit de ne publier ce présent livre, mais, veu que j'en suis ainsi requis, je l'ai *translaté* », cette phrase peut, à la fois, se rapporter à l'auteur et au traducteur. L'auteur avait apporté un manuscrit qu'il n'a publié que parce qu'il en a été instamment requis¹. Mais le traducteur lui aussi, d'après la phrase française, semble dire qu'il n'a entrepris cette traduction que parce qu'on la lui a demandée. Et qui nous empêche d'admettre qu'Oecolampade ait demandé et la publication en néerlandais et la traduction en français, puisqu'il avait sous la main un Français désireux de s'employer à la propagation de l'Évangile? C'est certainement pour répondre à des désirs et des besoins semblables qu'on réédita, à Bâle aussi, en 1525, le nouveau Testament français paru à Paris en 1523 et 1524.

Quant aux deux objections ci-dessus exposées, on peut répondre à la deuxième que, si nous avons un nombre relativement considérable de lettres adressées à Farel, *nous n'avons pas une seule lettre de lui antérieure à 1524*, et ne savons, de son activité, avant cette date, que fort peu de chose.

La première objection est certainement la plus sérieuse. Mais ici aussi nous avons un document dont on n'a peut-être pas tiré encore tout ce qu'il contient. C'est

1. C'est ainsi que se termine le Prologue dans la traduction du néerlandais.

l'Épître à tous seigneurs et peuples et pasteurs dans laquelle, en 1530, donc à quelques années de distance, Farel a raconté, malheureusement sans précisions chronologiques, les expériences religieuses par lesquelles il a passé avant sa conversion définitive à la Réforme¹. Qu'on lise attentivement ce document capital et l'on verra que longtemps encore, après avoir constaté l'opposition entre l'enseignement évangélique et celui de l'Église, il ne parvint pas à renoncer aux pratiques et aux cérémonies de cette dernière... « Je me tenoye tout comme paravant... me soubmettoye au jugement du pape et des siens. » Il avait fini par rejeter le culte des saints, mais... « je ne pouvoye rejetter cette messe, mais j'estoye encor tant ensorcellé d'icelle que je pensoye, quelque chose que je y congneusse de mal et quelque gouffre de malédiction que y fusse, néantmoins il y avoit beaucoup de biens et bénédiction et ce d'autant que ceux qui n'en devoient retirer m'y fourroyent plus avant, et craignoient que je n'en parlasse, mais surtout la séduction m'a longuement aveuglé, à cause de l'adoration du pain et du vin et de ce que j'ai creu que le corps et le sang de Jésus Christ y estoit au lieu du pain et du vin, ou je ne scay par quel meslinge... J'ai esté *fort longtemps* en ceste séduction. » Or c'est précisément à Bâle qu'on hésita longtemps à renoncer à la messe. Encore dans une lettre du 4 septembre 1523 à Farel, Pierre Toussain traite, à ce propos, Oecolampade d'endormi et Pellican de chanteur de messes². Pourquoi n'admettrions-nous pas que, deux années auparavant, Farel était encore dans l'état qu'il appelle une « séduction » ? Encore une fois, je n'affirme pas qu'il soit le traducteur de la Somme, mais seulement qu'il pourrait l'être. Peut-être d'autres découvertes nous permettront-elles de sortir du domaine des hypothèses.

N. WEISS.

1. Voy. dans *Du vray usage de la croix*, publié en 1863, à partir de la page 162, les p. 169, 173, 174.

2. Herminjard I, 376.

DEUX NOUVEAUX CONVERTIS DE MARANS

(Charente-Inférieure)

LE SIEUR VIGOUREUX ET SA FEMME (1685-1695)

Le mémoire qu'on va lire et qui résume dix années de la vie de deux protestants notables de Marans, savoir : le sieur Vigoureux maître apothicaire, et sa femme, se trouve aux Archives Nationales (TT 430-VI) et a été envoyé au ministre Châteauneuf, par l'évêque de la Rochelle, Charles Madeleine Frezeau de la Frezelière, puisqu'une note au dos renvoie à une lettre de cet évêque, du 22 août 1695. Il demandait sans doute des instructions et il faut nous résigner à ne pas connaître ces dernières. La même chemise qui renferme ce mémoire contient une lettre du prédécesseur de Frezeau de la Frezelière, c'est-à-dire de Henri IV Marie de Laval de Bois-Dauphin, qui complète fort à propos le *Mémoire*. Celui-ci, en effet, nous représente la femme Vigoureux comme « fort opiniâtre pendant les six premiers mois de sa conversion, mais *s'étant rendue plus docile depuis*, elle se fit instruire ». La lettre de M. de Laval, du 13 octobre 1693, nous apprend ce qui a rendu la huguenote plus docile, à savoir : que « d'après les ordres de S. M., le sieur Vigoureux et sa femme, N. C. de Marans, ont été *mis en deux prisons différentes*, ce qui les a décidés à se convertir; monseigneur se réserve d'ailleurs de les mettre dans quelque communauté quand il le jugera à propos ». Les deux évêques croyaient ainsi avoir partie gagnée; le mémoire que le dernier transmet nous fait, une fois de plus, toucher du doigt le néant de la soumission d'une âme à des raisons autres que celles qui entraînent la conviction. Cette dernière ressuscite avec d'autant plus de force qu'elle a été plus violemment refoulée et anéantit en quelques instants

ce que la violence a mis des années à édifier et à consolider.

N. W.

Mémoire

La femme du sieur Vigoureux M^e apoticaire et l'un des plus considérables nouveaux convertis de la Paroisse de Marans, fit abjuration en l'année 1685 : elle parut fort opiniâtre pendant les six premiers mois de sa conversion, mais s'étant rendue plus docile depuis elle se fit instruire et fit, dans la suite, son devoir avec tant d'édification que toute la paroisse la regardait comme un exemple de piété.

Cette conduite a duré jusqu'à la fin du mois de juillet dernier (1695), qu'étant tombée malade elle fit appeler le curé auquel s'étant confessée avec toutes les marques d'une sincère douleur, de ses péchez, elle lui témoigna que l'unique peine qu'elle avoit dans sa maladie étoit que son mary qui est fort obstiné dans son erreur, ne souffriroit point qu'elle reçut les autres sacremens dont elle auroit besoin dans sa maladie, et en effet le mary marqua beaucoup de chagrin au curé quand, pour confesser sa femme, il le pria de sortir de la chambre.

Cette femme continua dans ces bons sentimens jusqu'au quatrième jour de sa maladie que le mal étant devenu plus grand on luy proposa de recevoir le viatique. Alors cette femme qui avoit été pervertie par son mary refusa le viatique sous prétexte que la sécheresse de sa langue ne luy permetteroit pas de consumer la sainte hostie. En vain luy représenta-t-on qu'il y avoit remède à cela, elle ne voulut jamais communier. Le lendemain, ayant été visitée par le curé et ses vicaires qui la sollicitèrent de nouveau de recevoir le viatique, elle affecta de ne rien répondre à tout ce qu'on luy dit, faisant semblant de ne pouvoir parler et faisant comprendre par signes qu'elle ne vouloit point communier. On luy proposa l'extrême-onction, elle ne la voulut point recevoir. Le soir, le curé étant retourné chez elle, il la trouva environnée de nouveaux convertis qu'il fit sortir, par ce qu'il supposa que cette femme à qui la parole étoit revenue, n'oseroit dire ses sentimens devant eux. Il n'y eut que le mary qui ne voulut point sortir, quelque instance que luy fit le curé, qui, n'ayant pas la liberté nécessaire pour faire ses fonctions, fut obligé d'appeler le juge du lieu pour faire sortir le mary de la chambre et pour parler par ce moyen avec plus de liberté à la malade.

Le mary étant pour lors sorti, elle déclara qu'elle n'étoit plus catholique et qu'elle vouloit mourir dans la Religion où elle étoit née. Le curé la fit visiter par le P. Gardien des Capucins de Marans, et par les vicaires qu'il a avec luy, elle leur parut tous-

jours depuis dans les mêmes sentimens, et le mary s'étant trouvé présent aux visites que ces ecclésiastiques luy ont rendues, exhorta plusieurs fois la femme, en leur présence, de se souvenir de ce qu'elle luy avoit promis.

Depuis ce temps-là le procureur d'office, ayant marqué au mary qu'il pourroit se faire des affaires en empeschant la femme de faire son devoir de catholique, sa femme, pour persuader que ce n'étoit point son mary qui l'en empeschoit, demanda ces sacremens, mais le curé ayant voulu prendre ses précautions pour ne les pas exposer parce qu'il était persuadé qu'il n'y avoit pas de sincérité dans la conduite de cette femme, elle tomba dans le délire, d'où étant revenue elle a prié le curé de ne plus aller dans sa maison pour luy parler des sacremens, luy déclarant qu'elle n'étoit plus catholique.

Cette affaire a causé un grand scandale dans la paroisse de Marans tant parmy les catholiques que parmy les nouveaux convertis. L'opposition que le mary a apporté à tout ce que le curé a voulu faire pour disposer cette femme à recevoir les sacremens est une preuve certaine que c'est luy qui l'a pervertie.

SÉANCES DU COMITÉ

17 décembre 1918.

Assistent à la séance, sous la présidence de M. Frank Puaux, MM. Cornélis de Witt, J. Pannier, R. Reuss, E. Rott, A. Valès et N. Weiss.

Après la lecture et l'adoption du procès-verbal de la dernière séance, le président, au nom du Comité, souhaite la bienvenue à notre nouveau collègue, M. Cornélis de Witt, qui porte un nom illustre dans l'histoire du Protestantisme à laquelle plusieurs de ses ascendans se sont toujours intéressés et qui prend une part si directe et si utile aux souffrances de nos coreligionnaires des régions envahies. Il est heureux aussi de retrouver au milieu de nous, après quatre années passées au milieu de nos glorieux soldats et, en particulier, de ceux qui nous tiennent de près, notre cher collègue, M. Jacques Pannier. M. Cornélis de Witt répond par quelques paroles de remerciement et M. Pannier raconte qu'à l'occasion d'une récente mission en Angleterre, il a rencontré le

meilleur accueil auprès des descendants de huguenots, parmi lesquels un arrière-petit-fils de Saurin.

On rappelle, à cette occasion, quelques-uns des noms protestants célèbres qu'évoquent les villes récemment évacuées par l'ennemi, comme Saint-Quentin où le monument élevé en l'honneur de Coligny et de la défense de 1557 a été détruit, et Noyon où la maison de Calvin a eu le même sort. Parmi les villes occupées par nos troupes, on trouve encore à Mayence des traces tout à l'éloge de l'ancien pasteur montalbanais le conventionnel Jean-Bon-Saint-André, entre autres, sa tombe, où se lit cette inscription : *Sous ce monument, simple comme lui, au milieu de ceux qu'il chérissait, dans l'asile consacré par ses soins et sous son administration, repose J.-B. baron de Saint-André, préfet du département du Mont Tonnerre, officier de la Légion d'honneur, mort le 10 décembre 1813.* A propos de Noyon, le président offre d'avoir une nouvelle entrevue avec le maire, M. le sénateur Noël. Il donne ensuite quelques détails sur la réception, à la Bibliothèque, le 14 novembre, de la délégation anglaise et ajoute que l'année 1919 rappellera les anniversaires centenaires de *Coligny*, né le 16 février 1519, de *Théodore de Bèze*, né à Vézelay, le 24 juin de la même année, et de *Jean Claude*, né en 1619, mais sans qu'on puisse préciser le jour.

Le secrétaire attire l'attention sur l'énorme augmentation des frais d'impression du *Bulletin* qui pour quatre numéros réduits, se sont élevés pour l'année 1918, à 6 190 fr. 20.

Bibliothèque. — Le secrétaire y dépose une plaquette qu'il a découverte et acquise : *Les Prussiens dénoncés à l'Europe par une société de témoins et de victimes de leur invasion dans la Province de Hollande*, Paris, chez Guelfier jeune, M DCC LXXXIX, in-8. Certains indices laissent supposer que l'auteur de cette brochure, inconnue à Barbier, est le pasteur Marron.

21 Janvier 1919

Assistent à la séance, sous la présidence de M. Frank Puaux, MM. R. Allier, Cornélis de Witt, J. Fabre, R. Reuss, E. Rott, J. Viénot et N. Weiss.

Après la lecture et l'adoption du procès verbal de la dernière séance, le président ouvre la discussion sur l'opportunité d'une séance solennelle à convoquer à l'Oratoire pour le 16 février à cinq heures, jour anniversaire du quatrième centenaire de la naissance de Coligny. Le président qui ne pourra être à Paris ce jour-là propose de demander au général d'Amboix de Larbont de bien vouloir présider cette séance, proposition adoptée à l'unanimité. Il en est de même de celle que fait M. Viénot d'inviter à

y prendre la parole, des représentants des Églises protestantes d'Alsace qui auraient ainsi l'occasion de retourner la visite qu'ils ont reçue naguère de représentants du protestantisme français. Il est répondu aux objections de ceux qui redoutent l'appel adressé au public par un trop grand nombre d'assemblées souvent convoquées pour le même jour, qu'il suffit, pour avoir du monde, d'organiser sérieusement la publicité. M. Viénot qui accepte d'expliquer, au nom du Comité, pourquoi celui-ci attire l'attention sur cet anniversaire, veut bien aussi se charger de la publicité avec le concours du Comité de propagande. Le président fait part de l'offre de M. le pasteur Messines de donner à notre Bibliothèque ceux de ses livres qui pourraient lui être utiles, offre reçue avec reconnaissance. Le secrétaire présente une pièce encore intacte de rampe d'escalier en vieux chêne trouvée par M. André Monod le 6 décembre 1918, au milieu des décombres de ce qui restait de la maison de Calvin à Noyon et annonce pour une prochaine séance une communication sur les trois premières lettres de la Table générale du *Bulletin* qui se trouvaient à Cambrai au moment où la guerre fut déclarée et ne purent, à cette époque, être renvoyées à Paris.

CHRONIQUE LITTÉRAIRE

ET COMPTES RENDUS CRITIQUES

Jean J. Wyss. — Vittoria Colonna. *Leben, Wirken, Werke*. Monographie avec 10 gravures. Chez Huber, à Frauenfeld, 1916. 275 p.

Cette poétesse italienne de la Renaissance, amie de Michel-Ange, a été revendiquée par le protestantisme. Est-ce avec raison ? M. Wyss essaie de répondre à cette question. Il analyse de très près les idées dogmatiques formulées dans les œuvres de son héroïne et les trouve plus protestantes que catholiques. Mais Vittoria a reculé devant le pas décisif. Elle a fait comme Érasme, mais non pour les mêmes motifs. Pour une Italienne de l'époque, rompre avec la papauté était une chose inadmissible. Elle voulait une Réforme, mais à l'intérieur de l'Église, et l'échec de son vœu le plus ardent lui brisa le cœur et hâta sa fin.

Après ce coup d'œil d'ensemble, voyons le détail.

L'ouvrage comprend trois parties et un appendice. Passons-les vite en revue. I. Biographie. Née probablement en avril 1492, Vittoria épousa le 27 décembre 1509 le marquis de Pescara, qui devint un des plus renommés condottieri de son temps, fut un des vainqueurs de Pavie et mourut peu après (3 décembre 1525). Les années de veuvage furent coupées par l'arrivée à Naples (décembre 1532) de l'humaniste espagnol Jean de Valdès, dont le mysticisme néoplatonicien la conquit vite et entièrement. De ce moment date une toute nouvelle Vittoria Colonna, dont le but suprême fut désormais de mettre l'art au service de la religion. Elle entra en rapports spirituels suivis avec Contarini, Sadolet, Giberti et les autres membres du *Concilium delectorum cardinalium de emendanda Ecclesia*, de l'*Oratoire de l'amour divin* et de la *Compagnie de la Grâce*. Elle alla même voir (avril 1537) Renée de France à Ferrare et, par son entremise, fit la connaissance de Marguerite de Navarre, avec laquelle elle échangea une série de lettres, dont deux seulement sont conservées de chacune des deux correspondantes (trois sont de 1540, une de 1545). Les autres furent probablement anéanties par l'Inquisition. Les rapports de Vittoria avec l'Arétin ne furent que passagers. Elle voulut conquérir à sa cause sainte le poète mondain, mais dut renoncer à son projet. Quant à Michel-Ange, la légende s'est emparée de son amitié pour lui et l'a transformée en amour platonique. La vérité est que le grand artiste avait le cœur rempli de désirs de gloire et que son amie tâcha de le persuader de la vanité de ces désirs. Elle le décida à interrompre les sonnets qu'il lui adressa de 1538 à 1542. Il ne les reprit qu'en 1546, peu avant la mort de Vittoria. Au fond, dit M. Wyss (p. 96), il ne la comprit pas. Sa vanité d'artiste resta opposée à l'humilité de la chrétienne, qui finit par reconnaître l'impossibilité de mettre ce génie au service de son idéal religieux et s'éloigna de lui après la création du Saint-Office à Rome, qui anéantit tous les plans de ceux qui rêvaient d'une Réforme au sein de l'Église. Pour quoi alors Vittoria ne devint-elle pas protestante? M. Wyss donne à cette question (p. 107) une réponse qui mérite d'être citée : « Persister dans ses idées (après le décret de Paul III du 21 juillet 1542), les défendre publiquement ou même passer dans le camp adverse, était pour elle un non-sens. Prétendre qu'elle n'eut pas la force de garder son opinion, c'est ne rien comprendre à la Réforme italienne. La pensée de se séparer de Rome ne pouvait que sembler absurde à tout Italien, à Vittoria aussi bien qu'à Savonarole. »

Mais le renoncement ne se fit pas sans lutte et provoqua même une grave maladie, dont l'origine psychique fut reconnue par les médecins. Deux catastrophes ont brisé sa vie : « Le

3 décembre 1525 anéantit son bonheur terrestre, le 21 juillet 1542 son bonheur spirituel. Les deux fois, son âme rendit le corps malade; la deuxième fois il en fut consumé. Les dernières années ne furent que tristesse. Isolée, elle ne comprit plus son entourage et ne sut plus s'adapter aux conditions de vie nouvelles. La mort la délivra le 25 février 1547; elle n'aurait plus échappé longtemps à l'Inquisition. La preuve que ses idées étaient protestantes réside dans ces deux faits qu'un certain nombre de ses sonnets religieux ont été falsifiés et qu'elle-même tenta de faire disparaître ses poésies après les décrets du Concile de Trente. »

Terminons par quelques observations de détail.

Une phrase de la page 2, où il est question des « soi-disant prétentions séculaires » des rois de France au royaume de Naples, nous avait fait supposer une tendance antifranaïaise, d'autant plus que le livre a tout l'appareil et l'allure de la science germanique; mais aucune autre allusion n'est venue confirmer ce sentiment; bien plus, il s'est évanoui devant la première phrase de la page 26, où l'invasion des Impériaux en Provence (1524) échoue contre « l'héroïsme, prêt à tous les sacrifices, du peuple français ».

Page 61, nous apprenons que Vittoria fut marraine de la fille de Renée de France, Eléonore d'Este, l'amie du Tasse.

Encore un mot sur la troisième partie, qui traite de la valeur esthétique des œuvres de Vittoria et de sa renommée posthume. Nous y voyons comment l'Église a essayé, au siècle dernier, de les utiliser dans un but d'édification. Berta Arndts a traduit les sonnets en 1838, mais, détail fort caractéristique, en supprimant ceux qui se rapportent à la lutte des Colonna contre la papauté.

A propos enfin des nombreuses notes qui émaillent la plupart des pages, ou plutôt à propos des renvois à ces notes, on cherche ces dernières d'abord au bas des pages, en vain, puis à la fin du volume, en vain aussi, et l'on finit par les trouver par hasard dans l'Appendice, sous la rubrique de bibliographie spéciale, entre la bibliographie générale et la liste des 387 poésies rangées par ordre alphabétique de leur premier mot. On y trouve, toujours par hasard, une notice inattendue (p. 260) sur l'influence de Vittoria en Espagne, comme complément des notices analogues sur l'Allemagne du Sud, la Suisse, l'Italie et l'Angleterre, qui ont trouvé place à la fin de la troisième partie.

Th. SCH.

P.-S. — Remercions l'auteur d'avoir parlé de la « bibliographie » de son sujet sans suivre la science allemande dans son emploi barbare du joli mot de « littérature ».

OTTO ANDERSEN. — *Huguenotterne under Det nantiske Edikt.*, Christiania, Aschehoug (Nygaard), 1918, viii-225 p. Avec trois portraits (Henri II, Rohan, Richelieu), plus un frontispice reproduisant le portrait de Rohan.

Ceci est une suite. L'auteur a déjà consacré à l'histoire du protestantisme français deux volumes, l'un sur les huguenots français de 1559 à 1572, l'autre sur Henri IV et les huguenots français de la Saint-Barthélemy à l'édit de Nantes. Le présent volume, que nous signalons à l'attention des érudits français, va jusqu'à la paix d'Alais (Édit de grâce) de juin 1629 qui mit fin au rôle du calvinisme comme parti politique. Toutefois un chapitre final (XII) donne un rapide aperçu de son histoire jusqu'à la Révocation. Entre l'avant-propos et la table des matières, une liste des ouvrages utilisés se pare du terme de « littérature ». Cet absurde usage germanique a donc aussi pénétré en Norvège. D'ailleurs les ouvrages de MM. de Félice et Lehr sur l'histoire des protestants français ne figurent pas sur cette liste et mériteraient pourtant de s'y trouver.

Les deux premiers chapitres sont consacrés à la politique religieuse d'Henri IV; le 3^e aux synodes et assemblées politiques des huguenots sous son règne; le 4^e à la régence de Marie de Médicis; le 5^e au duc de Rohan jusqu'à la paix de Loudun (mai 1616; l'auteur écrit constamment Loudun); le 6^e au protestantisme béarnais, le 7^e à ce qui y est appelé la 1^{re} guerre de religion (1621), le 8^e à la politique de Richelieu, le 9^e à la 2^e guerre de religion terminée par la paix de Paris (février 1626), le 10^e à la reprise des hostilités l'année suivante, le 11^e à la prise de la Rochelle (29 octobre 1628).

Ces onze chapitres sont répartis en trois groupes introduits chacun par un des portraits mentionnés ci-dessus, et en effet les trois premiers chapitres exposent le rôle d'Henri IV, les quatre suivants traitent de l'activité de Rohan jusqu'à l'avènement définitif de Richelieu (1624), les quatre derniers du duel de celui-ci avec celui-là. Quoiqu'un peu arbitraire et factice, ce groupement répond tout de même à peu près à la réalité des faits. Et quoi qu'il en soit, on ne peut qu'être touché de voir un étranger se plonger avec tant d'abandon et de compréhension dans les détails de notre histoire. Sachons-lui-en gré.

P. 242, le vers de la *Henriade* qui clôt le chapitre XI.

Et plus grand encore lorsqu'il le servit,

est fautif, il doit y manquer quelque chose.

P. 254, ligne 21, lire : Madame de Maintenon.

CORRESPONDANCE

Le quatrième centenaire de la naissance de Coligny.

Grâce à l'annonce que S. M. la reine des Pays-Bas et les Églises d'Alsace y seraient représentées, cette commémoration attira à l'Oratoire, le dimanche 16 février, à cinq heures, l'auditoire des grands jours.

Une estrade avait été dressée au fond du chœur¹ orné de drapeaux. Notre collègue, le général d'Amboix de Larbont, qui avait accepté de présider la réunion en l'absence de notre président, en fut empêché au dernier moment par un deuil de famille. Il fut remplacé par M. Paul Fuzier, conseiller d'État, le nouveau président du Comité protestant de propagande. A ses côtés prirent place M. le chevalier de Stuers, ministre des Pays-Bas, S. Exc. M. Loudon, ancien ministre, accompagné d'une délégation hollandaise, M. Berthault, pasteur à la Haye, envoyé spécial de S. M. la reine Wilhelmine, le professeur Fernand Ménégoz de la Faculté de théologie de Strasbourg et le pasteur Ortlich, délégués de la Commission consistoriale d'Alsace et de Lorraine, le pasteur Scheer, de Mulhouse, délégué des Églises réformées des mêmes provinces, E. Gruner, président de la Fédération des Églises protestantes de France, E. Chatoney, Cornélis de Witt, Armand Lods, E. Rott et A. Vales, représentant avec M. le professeur J. Viénot et le soussigné notre Société d'histoire, les pasteurs de l'Oratoire et un grand nombre de leurs collègues et de représentants du protestantisme parisien, M. Charles Borgeaud, de l'Université de Genève qui venait d'arriver à Paris, chargé d'une mission, etc.

Quelques minutes avant l'ouverture de la séance, la plupart de ces messieurs s'étaient transportés au chevet de l'Église, devant le monument de Coligny, au pied duquel M. le pasteur Berthault déposa, au nom de S. M. la reine des Pays-Bas, une couronne aux couleurs de la maison d'Orange, timbrée au chiffre

1. La seule critique que nous ayons entendue est relative à l'emplacement de cette estrade. Les personnes placées au fond de la nef n'entendirent rien ou presque rien, des discours. Le seul moyen d'éviter ce grave inconvénient est de placer l'estrade en pied ou en face de la chaire.

de la reine. Une seconde couronne au nom de notre Société d'Histoire et une croix fleurie envoyée par l'Église de l'Étoile, en mémoire de M. le pasteur E. Bersier à la persévérance duquel nous devons l'érection du monument de l'amiral, furent placées de chaque côté de la couronne par laquelle la reine Wilhelmine avait tenu à s'associer à cet anniversaire de la naissance de son aïeul.

Après une entrée d'orgue reproduisant la marche des troupes du roi au siège de Saint-Quentin, M. Paul Fuzier ouvre la séance en rappelant en quelques mots le service incomparable que Coligny rendit à la France en 1557, au siège de Saint-Quentin. Pendant dix-sept jours, avec quelques centaines d'hommes, il arrêta l'armée victorieuse de Philippe II, forte de 56 000 hommes et permit ainsi à la noblesse française de se rallier autour de Henri II et d'empêcher l'ennemi de marcher sur Paris.

Le chœur entonne le psaume XXV curieusement harmonisé par Philibert Jambe de Fer (1564), puis M. le pasteur Berthault donne lecture de ce message adressé par S. M. la reine des Pays-Bas,

AUX PROTESTANTS DE FRANCE

Comme descendante de l'Amiral de Coligny, je tiens à me joindre à vous en ce jour de commémoration pour rendre hommage à la mémoire du grand huguenot qui fut mon ancêtre et dont la foi est l'héritage des chrétiens du monde entier.

Quoique mort, il parle encore, il tint ferme comme voyant celui qui est invisible.

Ma prière à Dieu, c'est que la foi, qui fut le secret de sa vie, soit de plus en plus notre force et notre soutien.

WILHELMINE.

La reine a chargé, en outre, son envoyé de nous dire combien elle aimait la France. Elle l'a prouvé d'ailleurs, ainsi que tout son peuple, par l'empressement avec lequel elle a accueilli et hébergé nos soldats, nos enfants réfugiés, nos populations errantes, et par l'envoi de la délégation spécialement chargée de collaborer à la restauration de nos régions envahies.

La parole est donnée ensuite à notre collègue, M. le professeur John Viénot. Partant de l'assassinat qui, dans la nuit du 24 août 1572, à quelques pas de l'Oratoire, déclencha le massacre de la Saint-Barthélemy et dont Brantôme dit : « telz luy firent des injures, des vilainies, insolences et opprobres, lesquels auparavant ne l'osoient regarder et tremblaient devant luy¹ », il énumère les jugements portés sur Coligny par nos grands écrivains et historiens, de Bossuet à Michelet. Puis il nous montre en lui le

grand Français, grand par le caractère, la fermeté, le désintéressement, la piété, la hauteur de ses vues colonisatrices et politiques



La base du monument élevé à Saint-Quentin en mémoire de la défense de 1557.

inspirées par ces paroles : « Sire, la frontière de l'Est est ouverte » et symbolisées par les deux figures placées au pied de sa statue, la Patrie et la Religion.

Le chœur exécute, d'après l'harmonie et le rythme originaux, le psaume XLII et M. le professeur Fernand Ménégoz se lève pour remercier la France d'avoir fait tomber le mur de fer et de feu qui la séparait de l'Alsace. Il est heureux de célébrer cette délivrance sous les auspices de Coligny en qui il perçoit comme un écho de sa patrie, puisque Calvin, dont il est le fils spirituel est, dans une certaine mesure celui de Bucer, le réformateur strasbourgeois. Aux protestants français incombe maintenant le devoir et le privilège de servir de lien entre la France et les provinces qui lui furent arrachées en 1871.

L'assemblée, sous la direction du chœur, entonne le psaume LXVIII, dit des Batailles, puis écoute le pasteur Scheer de Mulhouse, déporté en Allemagne pendant la guerre, nous dire que Coligny est comme le symbole des deux principes qui ont inspiré la France et l'ont conduite à la victoire : l'idéalisme et l'héroïsme. Ils apparaissent d'une manière frappante dans toute l'histoire de l'Église des Huguenots avec laquelle celle d'Alsace se réjouit de se retrouver, après une séparation de près d'un demi-siècle.

M. Vinard, un des pasteurs de l'Église de l'Étoile qui a tenu à s'associer d'une manière toute particulière à cette commémoration, termine cette émouvante séance par la prière après laquelle l'assemblée, debout, écoute la *Marseillaise* exécutée par l'orgue.

P.-S. — Dans la *Revue des Deux Mondes* du 1^{er} février 1919, M. G. Lyon, recteur de l'Académie de Lille, rapporte une curieuse conversation de Guillaume II avec M. Gibert, adjoint au maire de Saint-Quentin. Elle eut lieu le 18 octobre 1914, à l'issue de l'inauguration solennelle d'un cimetière dont la porte d'entrée est gardée par deux statues de guerriers antiques que l'empereur avait fait exécuter aux frais de son Trésor, à la mémoire des soldats allemands et français morts pour leur patrie. Après avoir expliqué qu'il avait fait élever « ce monument en pierre dure pour qu'il puisse perpétuer le nom de ces braves » et qu'il avait « en tout d'abord l'intention de mettre des soldats, l'un Français, l'autre Allemand, à la place des guerriers antiques » mais y avait renoncé, « craignant que la population en fût choquée », il ajouta : « Comme descendant de Coligny, je suis heureux d'offrir ce monument à la ville de Saint-Quentin. C'est par une circonstance vraiment extraordinaire que je suis amené à le faire précisément dans la ville où mon aïeul a joué un rôle si illustre ».

Serait-ce pour mieux faire comprendre aux gens de Saint-Quentin l'honneur qu'il leur faisait en leur offrant ces deux guerriers antiques en *pierre dure*, que, dans la suite, le même

descendant de Coligny fit détruire l'admirable monument de Theunissen¹, pour envoyer à la fonte, entre autres les deux principales statues qui l'ornaient et représentaient le maire de Saint-Quentin en 1557 et l'illustre amiral qui fut alors l'âme de la résistance? Et que penserait aujourd'hui ce dernier de cette manière « vraiment extraordinaire » d'honorer sa mémoire?

N. W.

Une preuve de l'intérêt provoqué par cette commémoration, à laquelle prirent part la plupart de nos Églises, nous est fournie par cet article de M. le pasteur E. Ponsoye, de Montpellier, inséré dans le *Christianisme au xv^e siècle* [27 mars] et que nous reproduisons avec plaisir.

A propos de Coligny.

A l'occasion du récent anniversaire de l'amiral Coligny, M. le pasteur Fayot, de Nîmes, relève dans le *Foyer protestant* un fait qui tend à montrer Coligny sanguinaire. Ce fait est emprunté au Manuel d'histoire de M. Albert Malet, professeur agrégé au lycée Louis-le-Grand, manuel bien fait, en usage dans la plupart des lycées de France, mais très tendancieux contre le protestantisme. Et M. Fayot demande qu'un historien prie M. Malet de fournir ses justifications.

Voici l'extrait du Manuel : « En 1569, Coligny lui-même, qui n'était pas impitoyable, fit égorger, de sang-froid, au château de la Chapelle-Faucher, en Périgord, deux cent soixante paysans catholiques ». *Les Temps modernes*, classe de seconde, p. 412.

M. Albert Malet ne saurait fournir les explications désirées. Engagé volontaire à cinquante et un ans, il est tombé sur le champ de bataille. Mais, sans être historien, nous avons fait de son livre une étude attentive afin de prémunir nos lycéens contre sa tendance anti protestante. Exposons ce qui concerne le fait relevé par M. le pasteur Fayot.



Le fait en question est relaté par Brantôme dans les *Couronnels français*, édit. Lalanne, tome VI. Il est reproduit par M. Mariéjol dans l'*Histoire de France* de M. Ernest Lavisse, tome VI, livre II. La phrase de M. Malet est un emprunt évident à Lavisse. Mais M. Malet a altéré, à la charge de Coligny, le texte de Brantôme et de Lavisse, comme nous le verrons plus loin.

L'année 1569 nous reporte à la troisième guerre de religion. Voici quelques actes du parti des Guises en cette année 1569. A la bataille de Jarnac, Condé, blessé, est fait prisonnier : le capitaine des gardes du

1. On trouvera une bonne reproduction de l'ensemble dans le *Bulletin* de 1897, p. 499.

duc d'Anjou l'assassine lâchement; son cadavre est exposé à la dérision de l'armée catholique. Peu après, le brave d'Andelot, frère de Coligny, meurt victime d'un empoisonnement. En août, Coligny est l'objet d'une tentative semblable. A la demande de Catherine de Médicis et des Guises, le parlement de Paris le condamne à mort, il est brûlé en effigie.

On ne trouve pas trace dans la vie de Coligny du désir de venger ces attentats personnels. Il a écrit cette grande parole : « J'oublierai volontiers toutes choses qui ne touchent que mon particulier, soit d'injures et d'outrages, pourvu qu'en ce qui touche la gloire de Dieu et le repos du public, il puisse y avoir sûreté. » Indiquons-en la date : 1569.

Mais si Coligny a négligé les actes qui ne touchaient que lui, il a par contre fait une justice inflexible de ceux dont le « public » a pu souffrir. Son incessante préoccupation est la discipline et la moralisation de l'armée, en vue de protéger le citadin et le paysan contre les excès de la soldatesque. C'est ce qui ressort de ses fameuses *ordonnances sur la discipline militaire* qui, au dire de Brantôme, ont sauvé les biens et la vie d'un million de personnes, de sa correspondance de gouverneur de Picardie (1555-1557), et de bien des faits en diverses circonstances. En voici un entre plusieurs. Ses « argoulets » s'étant livrés au pillage de Beaugency, Coligny en fait pendre incontinent quatre ou cinq avec leur chef « tout bottés et éperonnés, ayant aux pieds les dépouilles conquises : robes de femmes, linceux, entremêlés de poules et jambons ». Exemple nécessaire, dans un temps où le passage des troupes causait la ruine des populations.

Sévère pour ses soldats, Coligny le fut aussi pour l'ennemi. Il le contraignit à respecter les lois de la guerre. Il semble difficile de contester que la rigueur fût nécessaire pour châtier les crimes et pour en empêcher le retour. C'est ce qui va nous aider à comprendre le fait cité par M. Albert Malet.

En octobre 1568, les Réformés prennent les armes. Les huguenots du Dauphiné et du Midi envoient à Condé et à Coligny 25 000 hommes sous les ordres de Jacques de Crussol. Deux régiments provençaux, commandés par Mouvans, chef vaillant, mais téméraire, rejoignent en Périgord cette petite armée. Mouvans fait camper sa troupe à Mensignac, loin du corps de bataille de Crussol. Le duc de Montpensier surprend les Provençaux; Mouvans est tué; mille huguenots restent sur le champ de bataille. Le reste s'enfuit dans les campagnes environnantes.

Crussol, pressé de rejoindre Condé, ne peut rallier les fuyards; ils sont massacrés « avec délices » par les paysans périgourdins. « Il en fut plus tué de la main des paysans que de la main des soldats », dit Brantôme. C'est donc plus de mille autres soldats huguenots qui périssent, tués par les paysans.

Condé et Coligny sont battus à Jarnac. Mais Coligny reforme son armée et traverse le Périgord. Pour rendre les paysans « sages pour telles tueries et cruautés » et pour que « l'exemple en demeurât à tous et la crainte de n'y tourner plus », il frappa le pays de représailles. Les troupes huguenotes s'emparèrent de la ville de Brantôme et du château-fort de la Chapelle-Faucher. Le fait cité par M. Malet se pro-

duit alors : deux cent soixante paysans catholiques (de Thou dit : deux cents soldats et paysans) sont tués dans le château.

Il faut remarquer que Brantôme ne dit pas que Coligny a ordonné personnellement ce massacre. Il dit : « Dans un château de la Chapelle-Faucher, *il en fut tué* de sang-froid... » Lavisse reproduit exactement ce texte. Mais M. Malet substitue au pronom impersonnel le nom de Coligny, et il écrit : « *Coligny fit égorger* de sang-froid... » Toutes réserves s'imposent quant au procédé de M. Malet.

Bien qu'il appartint au parti catholique, Brantôme estime que le châtiment était nécessaire. « ...Il fallait que l'admiral fût cruel, et même lui le confessait, comme je lui ai vu souvent confesser que rien ne lui fâchait que les cruautés; mais pour les polices et les conséquences, il y forçait son naturel et son humeur; comme, lorsqu'il fallait montrer une douceur et miséricorde, il était certes bon, doux et gracieux ».

*
** *

Bon, doux et miséricordieux, tel est réellement Coligny, malgré son énergie de chef et sa conscience intraitable. Le fait est trop certain pour exiger de longues preuves. A Saint-Quentin, quand les Espagnols livrent l'assaut, il est abandonné par ses soldats à la brèche la plus menacée; il demande pourtant au roi, dans sa *Relation du siège*, que les coupables ne soient pas punis « sans être ouïs et qu'ils allèguent leurs raisons ». Quand la troisième guerre, dont nous venons de parler, menace de s'engager, tous les chefs huguenots réclament les armes; mais lui prêche la patience : « ...Mieux vaut endurer les premières violences de nos ennemis que les commencer sur eux... On nous imputera tous les maux qui sont les suites funestes et inséparables de la guerre... Ne semble-t il pas plus à propos de souffrir comme innocents tout le mal qu'on voudra nous faire, que de nous rendre coupables en rendant le mal pour le mal... »

De là sa plainte répétée : « Mieux vaut mourir que de voir chaque jour tant de maux. » De là ce cri : « J'aimerais mieux être tiré à quatre chevaux que de retourner aux guerres civiles. » De là l'ardeur passionnée avec laquelle il préconise la politique antiespagnole, l'expédition des Pays-Bas : sûr moyen à ses yeux d'en finir avec la guerre civile, d'unir huguenots et catholiques dans la cause de la Patrie.

M. Albert Malet passe ces faits sous silence. Son livre ne contient pas un mot sur la foi, le patriotisme, la grandeur d'âme de Coligny. Pour essayer de ternir la mémoire de Coligny, il ne sait que citer un fait, un seul, un fait de représailles. Mais nous, nous avons le devoir de mettre en garde notre jeunesse protestante, et de rétablir dans sa vérité la physionomie du grand Huguenot.

NÉCROLOGIE

M. Émile Picot.

Ce n'est qu'après mon retour de vacances passées dans un coin de province où ne pénétraient que peu de journaux, que j'appris la mort de notre ancien collaborateur au *Bulletin*. De là le retard de ces quelques lignes que je me reprocherais de ne pas avoir consacrées à un des rares savants qui ne laisse après lui que des regrets. Il y a plus de trente ans que je le connaissais. Depuis cette époque déjà lointaine il ne s'est guère passé d'années où, comme tous ceux qui le fréquentèrent je n'aie eu recours à son obligeance aussi inépuisable que le trésor de connaissances qu'il avait accumulées dans tous les domaines de l'histoire et de la littérature. Polyglotte accompli, bibliographe sans rival, fondateur de la Société des anciens textes français, bibliothécaire de James de Rothschild, secrétaire du prince Carol de Roumanie, vice-consul à Temesvar, professeur de roumain à l'École des Langues orientales vivantes, il n'a cessé de travailler, d'étendre, de préciser ses recherches, et de publier un nombre considérable de textes et de mémoires, sans parler de sa collection de 250 000 fiches qu'il a léguées à la Bibliothèque nationale. C'est en 1887 qu'il publia dans notre *Bulletin* trois articles sur les *Moralités polémiques ou la controverse religieuse dans l'ancien théâtre français*¹ qui attirèrent l'attention de l'Académie des Inscriptions dont il fut nommé membre libre en 1897. Né à Paris en 1844, M. Émile Picot est mort le 24 septembre 1918 au Mesnil, à Saint-Martin-d'Écublé, dans l'Orne, domaine qu'il avait acheté en 1903 et qui avait appartenu au ^{xvii}e siècle à un huguenot, Josias Bérault, commentateur de la Coutume de Normandie auquel il a consacré une notice que nous avons citée ici même. Il ne survécut que quelques jours à la mort glorieuse d'un de ses cinq fils, dont l'aîné lui avait déjà été enlevé en 1906².

N. W.

1. Ces articles devaient être suivis de plusieurs autres qui ne furent pas rédigés parce qu'à cette époque M. Picot ne pouvait trouver d'exemplaire de la première édition du *Marchand converti*, 1558, qui n'est entrée dans notre Bibliothèque qu'avec celle de M. A. André.

2. Voy. la notice de M. Henri Goudier dans le *Bulletin du Bibliophile* du 15 nov.-15 déc. 1918.

M. Alfred Daullé.

M. le pasteur Samuel Daullé et sa sœur, femme de M. le pasteur Honorat Taquet, ont bien voulu nous faire part du décès de leur père, réfugié de Saint-Quentin au Raincy, où il est mort le 6 mars 1919, à l'âge de quatre-vingt-huit ans. M. Alfred Daullé, ancien agent voyer-chef du département de la Somme, était un des rares laïques qui s'intéressât au passé huguenot de sa région. Lorsqu'il eut pris sa retraite, il en recueillit patiemment toutes les traces qu'il put découvrir. Il en est résulté un volume de plus de 300 pages qu'il consentit à publier et dont une deuxième édition revue et augmentée parut en 1905 (cf. *Bull.* 1906, 472), sous ce titre : *La Réforme à Saint-Quentin et aux environs*¹. Ce recueil de faits dûment contrôlés et de documents jusque-là inédits est d'autant plus précieux qu'il ne reste sans doute rien, au milieu des ruines de Saint-Quentin, des archives qui en fournirent les éléments. Parmi elles se trouvaient des registres d'état civil de l'Église de *Lehaucourt* où les protestants de Saint-Quentin furent autorisés à célébrer leur culte. M. Daullé copia tout ce qui en restait, c'est-à-dire les actes de 1668 à 1685 et eut l'amabilité d'offrir cette belle copie à notre Bibliothèque où elle forme le n° 161 de notre section des Manuscrits. Comment ne serions-nous pas reconnaissants au modeste travailleur qui, au commencement du xx^e siècle — immortalisé par ses colossales dévastations — sauva ces témoignages de notre passé, destinés à disparaître à si bref délai ! Et quel exemple il laisse à ceux qui, près d'eux, pourraient sauver ainsi bien des documents du plus haut intérêt, voués eux aussi tôt ou tard à la destruction ! Que ses enfants veuillent bien trouver ici l'expression de notre sympathie et de notre gratitude.

N. WEISS.

1. En 1890 il avait publié la *Chronique du Consistoire de Saint-Quentin depuis le rétablissement des cultes*.

Le gérant : FISCHBACHER.



SOCIÉTÉ DE L'HISTOIRE
du
Protestantisme Français

Reconnue d'utilité publique par Décret du 13 juillet 1870

Bulletin

PARAISANT TOUS LES TROIS MOIS

Études, Documents, Chronique littéraire

LXVIII^e ANNÉE

SEIZIÈME DE LA 5^e SÉRIE

Avril-Juin 1919



PARIS

Au Siège de la Société, 54, rue des Saints-Pères

LIBRAIRIE FISCHBACHER (Société anonyme)

33, rue de Seine, 33

1919

Les tables du *Bulletin* de 1918 accompagnent la présente livraison, retardée à cause d'elles.

ÉTUDES HISTORIQUES.

- ÉDOUARD RABAUD. — *L'ancienne Église de Saint-Affrique du Rouergue (Aveyron), 2^e et dernier article (1629-1789)* 97

DOCUMENTS.

- N. WEISS. — *Un réfugié de Montpellier à la Jamaïque* 138
 — — *La chasse à l'égoïsme après la Révocation, à Lausanne en 1688* 140
 ALFRED LEROUX. — *Souvenirs des deux Ducos (1729-1834), premier article* 143
 SÉANCES DU COMITÉ. — *23 mars et 6 mai 1919* 163

CORRESPONDANCE.

- Genève, siège la Société des Nations, lettres des présidents de la Société d'histoire et de la Vénérable Compagnie de Genève . . . 166
 CH. BOST. — *Le premier synode du Désert assemblé en Poitou* . . . 167
 G. CADIER. — *Prédication de la Réforme à Monein (Béarn) en 1361. — Une question à propos d'une lettre de Jeanne d'Albret* 168
 J. PANNIER. — *La famille de La Nouë et Simon Goulart* 170

NÉCROLOGIE.

- N. W. — *M^{me} Alexandre de Chambrier. — M. G. Fischbacher. — M. A. Clerval. — M. le professeur G. Bonet-Maury* . . . 174

ILLUSTRATIONS.

- Vue du Vieux Pont de Saint-Affrique, d'après une photographie* . . . 113

RÉDACTION ET ABONNEMENTS

Tout ce qui concerne la rédaction du *Bulletin* doit être adressé à M. N. Weiss, secrétaire de la Société, 54, rue des Saints-Pères, Paris (VII^e), qui rendra compte de tout ouvrage intéressant notre histoire, dont deux exemplaires seront déposés à cette adresse. Un seul exemplaire donne droit à une annonce sur cette couverture.

Le *Bulletin* paraît tous les deux mois, en cahiers in-8^o de 96 pages avec illustrations. On ne s'abonne pas pour moins d'une année. Tous les abonnements valent du 1^{er} janvier et doivent être soldés à cette époque.

Prix de l'abonnement : 10 fr. pour la France, l'Alsace et la Lorraine ; — 12 fr. 50 pour l'étranger ; — 6 fr. pour les pasteurs, instituteurs, etc., de France et des colonies françaises ; 10 fr. pour les pasteurs de l'étranger. — Prix d'un numéro isolé de l'année courante et de la précédente, 2 fr. et pour les autres années, selon leur rareté.

La voie la plus économique et la plus simple pour le paiement des abonnements est l'envoi d'un mandat-carte au nom de M. Fischbacher, libraire, rue de Seine, 33, à Paris, ou de M. N. Weiss, secrétaire trésorier, 54, rue des Saints-Pères, Paris (VII^e), auquel doivent aussi être adressés les dons et collectes.

Nous ne saurions trop engager nos lecteurs à éviter tout intermédiaire, même celui des libraires.

Études historiques

L'ANCIENNE ÉGLISE DE SAINT-AFFRIQUE DU ROUERQUE (AVEYRON) ¹ 1629-1789

A croire que cette constante préoccupation de la politique de la Cour, cette résistance armée obligée, ces alternatives d'orages et d'accalmies tenaient toutes les volontés tendues vers la lutte pour l'existence, arrêtaient l'activité religieuse de la communauté protestante, ou du moins étaient très préjudiciables à sa vie spirituelle et morale, on se tromperait complètement. Elles ne lui nuisaient en aucune mesure. Si rares soient-ils, les renseignements épars que l'on peut découvrir.² prouvent que, malgré les guerres, et la gravité des événements auxquels elle fut nécessairement mêlée, l'Église de Saint-Affrique maintint intégralement son organisation, et veilla avec un soin constant au développement de la vie religieuse et morale de ses membres; que, en dépit de la gravité des circonstances adverses, et sous l'autorité respectée de la discipline calviniste, cette vie fut toujours régulière, prospère, féconde, puisque, en peu d'années, elle avait attiré et gagné les quatre cinquièmes de la population de la ville.

Avant tout, ses premiers administrateurs se préoccu-

1. Voy. plus haut, p. 6-35.

2. C'est à cause de la pénurie de renseignements suivis, qu'il m'a paru préférable, au lieu de les disséminer à leur place chronologique dans l'histoire extérieure de l'Eglise, où ils se fussent noyés, de grouper les quelques faits que j'ai pu glaner dans de vieux papiers, dans quelques archives d'Eglises, ou divers mémoires.

pèrent de doter la communauté naissante d'une salle pour les réunions religieuses et, le plus tôt possible, d'un temple. Le temple, avec le culte public, voilà le signe le plus manifeste, la preuve la plus positive de l'existence et du triomphe de la Réforme. Mais c'est spécialement la maison de la famille protestante, où l'on va se grouper, où l'union s'établit et s'entretient, où, par un contact fraternel régulier, mutuellement on se soutiendra, fortifiant les courages les uns par les autres aux jours mauvais, où la piété vivante de l'élite maintiendra visible et résistante la piété de la communauté. Aussi partout, dès que les Églises sont *dressées*, c'est l'unique désir, le primordial souci.

A cette règle, Saint-Affrique ne fit pas exception. Nous relevons, en effet, dans la jeune Église la possession d'un temple à peu près dès les premières années; en 1583, le Consistoire a acheté « certaines maisons et jardins près du temple¹ ». Évidemment le temple existait donc avant cet achat, destiné soit à dégager ses abords, soit à l'agrandir par l'adjonction de certaines dépendances. Quel était ce temple? Où était-il situé? Nul indice ne permet de le savoir, pas même de le supposer. Seules, peut-être, les archives de la ville, par un plan de l'ancien Saint-Affrique, pourraient nous l'apprendre².

Quel que fût son emplacement, il y avait un temple, — voilà le fait important, essentiel, — où l'activité religieuse et charitable de la communauté s'abritait et régulièrement recevait élan renouvelé et impulsion chrétienne.

Comme dans toutes les Églises de la Réforme calviniste, deux cultes étaient célébrés chaque dimanche, l'un le matin à neuf heures ou à dix heures, l'autre, après-

1. Archives nat., T. T. 343. d'après Bibl. Prot. Papiers Auzière : Haut-Lang. *Eglise* n° 571² fol. 429.

2. Dans les archives municipales se trouvent des plans de l'ancienne ville. Mais la guerre a arrêté, presque à ses débuts, le nouveau classement commencé par un archiviste départemental; sauf quelques registres reliés, les liasses, les feuilles isolées, les papiers divers, attendent, en un fouillis informe, un classement qui sera très laborieux; actuellement, il est à peu près impossible d'en rien tirer.

midi à quatre heures ou à cinq heures, parfois dans la soirée; le mercredi, un culte aussi, même deux dans certaines Eglises; ce culte de semaine était, de par la Discipline, consacré à l'explication d'un chapitre, — une *Section* — du grand catéchisme de Calvin, sur lequel, dans le culte de l'après-midi du dimanche, les membres de l'Eglise à tour de rôle étaient interrogés par le pasteur, ou à son défaut par un Ancien.

Régulièrement, chaque vendredi, séance du consistoire, d'ordinaire très chargée, car, outre les affaires courantes, le consistoire recevait le rapport des diacres sur les pauvres, les secours distribués, les secours à donner, le rapport des dizainiers sur la conduite des fidèles du quartier ou de la rue placés sous leur surveillance assez minutieuse; puis il faisait comparaître devant lui les coreligionnaires accusés d'infidélité, de légèreté, d'immoralité, et nos prédécesseurs ne traitaient pas à la légère une violation quelconque de la règle d'austérité et de pureté imposée par la loi du Christ à ses disciples; enfin il remplissait le rôle d'un juge de paix, conciliant les intérêts rivaux, apaisant les conflits, rétablissant la paix et l'union.

Il veillait surtout à la desserte de l'Eglise par un pasteur. Telle fut, à vrai dire, la préoccupation constante, très angoissante à certains moments, du consistoire; car le pasteur était un facteur essentiel de vitalité, d'activité, de vie spirituelle pour une Eglise et chacun de ses membres. Par les soins du consistoire de la région, les Eglises de la « Marche du Haut-Rouergue¹ », — presque jusqu'aux jours sombres de la Révocation, — furent desservies par une série assez régulière et à peu près ininterrompue de pasteurs, passant, sauf quelques exceptions, de l'une à l'autre, suivant des décisions synodales. La plupart de ces ministres, absorbés par leurs multiples fonctions pastorales, changeant assez souvent de paroisse, n'ayant, du reste, en général ni le temps, ni parfois la culture

1. Voir pièces justificatives. I. Eglises du Haut-Rouergue.

nécessaire, ni le goût du travail scientifique, n'ont laissé dans les annales protestantes que peu ou même point de traces. Aussi les renseignements biographiques sont-ils rares et, pour certains même, absents. Avec ou sans détails sur leur vie et leur activité, j'ai pu reconstituer la série à peu près complète et par ordre chronologique, des pasteurs qui ont été au service de l'Église de Saint-Affrique, quelques-uns plusieurs fois.

1. Bernard Constans, 1562 et 1577.
2. Gilbert de Vaux, 1562 et 1566.
3. Jean Mercier, 1568-1569.
4. Joubert, 1569-1570.
5. Antoine Pélissier, 1570 et 1572.
6. Robert Géraud, 1569 et 1572.
7. Vavincourt, 1577 et 1580.
8. Guy de Moncassin, 1575-1585-1592.
9. Philémon Cestat, 1592.
10. De Bosq Nazarien, 1596 et 1598.
11. Antonin Rémiral, 1596 et 1599.
12. Bontoux, 1604-1606-1617.
13. Bastide, 1626 à 1631.
14. Claude, 1646 et 1654.
15. Bonafous fils, 1660 à 1674.
16. Jean Vimielle, 1677-1679 à 1683.

— Pour Bernard Constans, sauf quelques dates données par les procès-verbaux de synodes de province, sa vie reste inconnue. Il a été le premier pasteur de Saint-Affrique, appelé et nommé par le consistoire quelques mois à peine après la constitution de l'Église, en septembre 1562; il y revint en 1577, et cette même année un synode l'envoya au Pont de Camarès (1577 et 1582), puis à Saint-Rome-de-Tarn (1592) : il mourut probablement à Monflanquin, où il était pasteur en 1620¹.

— Gilbert de Vaux, pasteur suisse, fut *prêté* par le consistoire de Genève au consistoire de Millau, qui lui avait demandé « un ministre ». L'Église de Millau organisée, pourvue de deux pasteurs, Gilbert de Vaux put aller à

1. Bibliothèque Prot. Franç. Papiers Auzière : Haut-Langu. *Pasteurs*, n° 572 et *Dictionnaire des pasteurs*.

Saint-Affrique en 1562, remplacer Constans, puis en 1566; il passa ensuite dans deux ou trois Églises de la région, en particulier à Saint-Lion en Guyenne-Gascogne et revint à Millau en 1592¹.

— Jean Mercier, pasteur à Béziers en 1565, est nommé en 1568 à Saint-Affrique, où il est mort, ainsi que l'apprend un mandat de 7 l. 10 s. délivré en 1569 par le consistoire à sa veuve, pour le reliquat de son traitement².

— Antoine Pélissier. Comme étudiant, il est inscrit sur les registres de l'Académie en 1559, sous le nom de Antonius Pelligarius Melgoriensis³. Il fut successivement pasteur à Lansargues, 1564, et à Montpellier, 1565-1569-1570; le parlement de Toulouse en 1567 le condamna à mort, ainsi que ses collègues de Montpellier, arrêt qui n'eut, du reste, aucune suite. Il passe ensuite à Sumène en 1568, à Mauvezin en 1570, à Saint-Affrique en 1570-1572⁴.

— Vavincourt, parfois aussi Babin-court, passe de l'Église du Caylar, en 1570, à Lodève en 1575, où il se trouvait, lorsqu'en 1577, l'Église de Saint-Affrique l'appela « pour faire le prêche »; cette même année un synode provincial le nomma pasteur de cette Église qui le garda jusqu'en 1580⁵.

— Guy de Montcassin, pasteur de Saint-Affrique en 1575, l'était de nouveau en 1585, année où son Église le délégua, comme son représentant au synode du Haut Languedoc, tenu en mars à Castres. Il est encore pasteur à Saint-Affrique et inscrit en cette qualité pour la somme de deux cents écus dans l'« État des dépenses... pour l'entretien des pasteurs en 1592⁶ ». En 1593, le synode provincial, tenu à Montauban au mois de mai, le prêta à l'Église de Castres jusqu'en février suivant.

1. *France protestante*, 2^e éd.

2. Archives du Conseil Presbyt. de Saint-Affrique.

3. *Livre du Recteur*, 2.

4. *Bulletin*, t. XLVIII, p. 85 et Papiers Auzière.

5. Bibl. Prot. Auzière : Pap.

6. Voir Pièces justificatives. II. — *France Prot.*, Pap. Auzière.

— Cestat Philémon le remplaça en 1592 ; le synode du Haut Languedoc, tenu à Réalmont en 1576, l'avait nommé pasteur de Saint-Affrique et de Saint-Rome-de-Tarn, d'où il passe au Pont-de-Camarès en 1577-1582, pour revenir à Saint-Affrique¹, en 1592.

— De Bosq ou Bosco² Nazarien, était pasteur de Saint-Affrique en 1596 et 1598, puis du Pont-de-Camarès en 1599 ; à cette date, il reconnaît devoir la somme de dix écus à Georges Bertrand par un acte notarié passé à Camarès « en présence de sa femme, Suzanne de Barbète, épouse de Bosco ». Celle-ci était très probablement sa seconde femme ; en effet, on trouve aux *Archives nationales* le testament de « Jeanne de Fargues, épouse de Bosco » à la date du 27 juillet 1587. Elle donna « aux pauvres de Jésus-Christ la somme de soixante sols, payables dans l'an après son décès au consistoire. A sa sœur dame Fargues, femme de Jean Privat de Saint-Rome-de-Tarn, dix écus sols, aux autres parents cinq sols à chacun, la moitié du reste à sa fille, Marie de Montcassin, l'autre moitié à ses fils Jacques et Gabriel³ ». Y a-t-il un rapport de parenté entre le Bosco de Saint-Affrique et Jean de Bosques mort en 1579 à Castres, après un assez long ministère très apprécié ? On pourrait le croire, Bosco étant la forme latine de Bosc ou Bosques.

— Remiral Antoine. En 1596, le Colloque de l'Albigeois avait *prêté* Remiral pour un intérim de quelques mois à l'Eglise de Saint-Affrique ; mais l'année suivante, celle-ci, menacée de se trouver sans pasteur, demanda au synode du Haut Languedoc, tenu à Castres le 12 mai 1597, que « le ministre Remiral leur fût donné comme pasteur propre et naturel ». Cette requête ayant été accordée, il continua sès fonctions pastorales comme titulaire. Un conflit surgit, en 1600, entre le pasteur et l'Eglise au sujet du traitement. Sur la demande du consistoire de Saint-Affrique le synode du Haut-Languedoc, tenu

1. Pap. Auzière.

2. Archives Nationales : T. T. 313.

3. Arch. Nat., T. T. 315.

cette année à Pamiers, renvoya l'affaire au prochain colloque du Rouergue « qui jugera en dernier ressort ». Sa décision n'a pu être retrouvée, les procès-verbaux des séances du colloque ayant disparu¹.

Déjà un désaccord, aussi pour une question d'argent, avait divisé Remiral et son Eglise de Lacaune, au moment où il la quittait pour Saint-Affrique. Il partit avant l'expiration de l'année de son service pastoral; malgré cela, il émettait la prétention de toucher la somme totale de deux cent trente-quatre livres données par le roi pour le traitement *annuel* du pasteur. Avec très juste raison, Lacaune estimait que son pasteur ne devait toucher et que son Eglise n'avait à lui donner que la partie du traitement proportionnelle au temps de service consacré à Lacaune. Malgré cette formelle opposition, Remiral était parti, paraît-il, prenant la somme entière, deux cent trente-quatre livres. Lacaune saisit de l'affaire le colloque de l'Albigeois qui condamna Remiral à rendre cent trente-quatre livres. De cette décision le condamné en appela au synode du Haut-Languedoc réuni à Castres, en 1597. Le synode décida que Remiral recevrait le traitement donné par le roi aux pasteurs « pour le temps qu'il a servy Saint-Affrique à laquelle il avait été prêté par le colloque de l'Albigeois pendant qu'il servait en même temps les Eglises de Buisseyzon et de Murasson, scavoir du mois de juin au mois de décembre 1596. Le reste de la somme, onze écus un tiers restera à Lacaune pour la défrayer des dépenses faites pour l'entretien du pasteur² ». On comprend que, devant une nouvelle affaire d'argent soulevée par le même pasteur, le synode de Pamiers ait acquiescé avec satisfaction à la demande du consistoire de Saint-Affrique et se

1. *France Prot.*, 1^{re} édit.

2. *Bulletin* de la Soc. de l'histoire du Protest. Franç., t. XLIX, p. 144 et *passim*. — Registre Auzière : . (Haut). L. (anguedoc) M. Z. Pasteurs. — Remiral fut, en effet, payé dans les conditions fixées par le synode et il donna quittance « à M. Palot, conseiller secrétaire du Roi, commis par Sa Majesté au maniement des deniers ordonnés par Sadite Majesté pour les Eglises réformées, de la somme de 44 écus 38 sols 6 deniers, à quoi se monte la portion qui échoit à ladite esglise de Saint-Affrique, suivant le département fait au colloque tenu à Montauban, le 8 mars, au présent »

soit volontiers déchargé sur le colloque de Rouergue d'un jugement délicat et surtout pénible.

Le 3 août 1590, Remiral s'était marié avec Marie de Montcassin, fille du pasteur de Montcassin, alors à Camarès, qui lui donna en dot « la somme de quatre cents écus de 60 sols », reconnue dans le contrat de mariage, plus « une paire de coffres de bahut ». — On trouve Remiral pasteur de Camarès en 1614.

— Bontoux. En qualité de pasteur de Saint-Affrique et délégué par son Église, Bontoux assiste au synode du Haut-Languedoc, réuni en 1604 à Figeac, — au même titre, en 1606, au synode tenu à Réalmont, puis à l'Assemblée générale du Haut-Languedoc convoquée à Pamiers le 26 juillet 1614. Sur la liste générale des pasteurs dressée en 1617, il est inscrit comme pasteur de Saint-Affrique¹. Par un accord conclu entre le consistoire de Saint-Affrique et celui de Saint-Félix, le 19 décembre 1606, Bontoux devait aller, et alla effectivement prêcher et administrer les sacrements dans cette petite Église qui s'était engagée à payer trente-six livres, soit dix-huit livres pour le consistoire et dix-huit pour le pasteur². Bontoux fut du nombre des rares pasteurs que la persécution s'aggravant et la peur firent fléchir; son ministère se termina dans la honte d'une hypocrite apostasie et un remords incessant. Le synode provincial, réuni à Castres en 1626, le déposa comme apostat, avec neuf autres pasteurs, dont Joli de Millau.

— Bastide Jean. Par son énergique et active piété, par son ardeur combative et le rôle de premier plan qu'il remplit lors du siège de Saint-Affrique, Bastide a acquis une large et très légitime place dans l'histoire locale, dans « la Petite histoire ». Lorsqu'il entra au service des Églises réformées, il était déjà homme d'expérience. Originaire de Toulouse, au sortir du Séminaire ayant reçu les Ordres, il fut nommé « recteur » (curé) dans l'Église de Montgail-

1. Bibl. du Prot. Franç. Registre Auzière : H.-L. Pasteurs. *France Prot.*, 2^e édition.

2. Registre de Saint-Affrique. — Arch. Nat., série T. T. 315.

lard, dans le diocèse de Toulouse, plus tard de Roquefixade, diocèse de Pamiers, où il devint « aumônier du Roi ». C'est en connaissance de cause, après une étude sérieuse et approfondie, — l'ouvrage de controverse publié par lui en fait foi, — qu'il abandonna le catholicisme et vint à la Réforme. Dès sa conversion, il va étudier la théologie réformée à l'Académie de Montauban en 1625; à sa sortie, l'année suivante, il reçoit la consécration et est nommé pasteur à Saint-Affrique, où il exerça le ministère évangélique jusqu'en 1631¹. On a vu déjà qu'il avait, durant le siège, quoique nouvel arrivant, pris rapidement une influence considérable et exercé une très grande action, étant comme le pivot de la défense, l'âme de la belle résistance de son Église. Celle-ci lui voua une grande reconnaissance, un sérieux attachement et un fidèle souvenir. — Le gouvernement non plus n'oublia pas la part si importante qui lui revient dans la victoire des défenseurs de la cité protestante sur l'armée royale et l'humiliante défaite infligée au Prince de Condé; il le lui fit bien sentir.

Au synode général, réuni à Charenton en 1631², M. Galland, commissaire du roi³, au nom de Sa Majesté, requit le synode « d'éloigner M. Bastide de son Église de Saint-Affrique, dans le Haut-Languedoc, à cause de la conduite qu'il avait tenue dans ladite Église, ayant tâché de troubler la paix et la tranquillité publique ». C'était un ordre positif, à peine voilé dans la forme. Le synode n'avait qu'à s'incliner, et ne pouvait pas faire autrement; mais la délibération prise d'après cette injonction témoigne nettement de l'entière estime du synode pour Bastide, dans la conduite duquel il n'avait trouvé, non seulement rien de blâmable, mais même rien que de

1. *France Prot.*, 2^e édition.

2. Aymon : *Synodes Nationaux*, t. II, p. 459. Synode National tenu à Charenton en 1631, art. 6 et 10, chap. iv et xxiii.

3. Aux termes de la déclaration du 17 avril 1623, datée de Fontainebleau, dont les protestants avaient vainement demandé l'annulation, un « officier du Roi » devait assister aux séances de tous les colloques, synodes, assemblées réformées pour rapporter à « Sa Majesté » ce qui s'y disait, ce qui s'y passait et faire connaître à l'Assemblée ses désirs, c'est-à-dire ses ordres.

parfaitement honorable. En effet, tout d'abord, et avant même de satisfaire à la réquisition du commissaire royal, « l'assemblée étant informée que ledit Bastide avait été mis en prison, résolut de supplier très humblement Sa Majesté de lui accorder ainsi qu'à ses autres sujets de la Religion réformée de jouir des bienfaits de ses édits et de l'envoyer devant ses propres juges ». Après cela, elle décide, comme le commissaire du roi l'avait demandé, « qu'il serait ôté de la province du Languedoc et que dès l'instant son ministère cesserait dans l'Église de Saint-Affrique et que ladite paroisse aurait soin de mettre un autre pasteur à sa place ».

À côté de cette décision inspirée, voici, dans la liberté donnée à Bastide pour le choix d'une autre Église à sa convenance, le témoignage d'estime et d'affectueux regret : « Cette assemblée donna permission à M. Bastide, ministre déchargé du service de l'Église de Saint-Affrique de la province du Haut-Languedoc, de s'adresser à quelque autre Église ou province de ce royaume, dans laquelle il pourrait exercer son ministère, s'il y trouvait son avantage ». Mais Bastide, déjà probablement atteint dans sa santé, ne voulant pas, en outre, servir d'autre Église que celle à laquelle il s'était donné corps et âme dès le début de son ministère, ne profita pas de la liberté octroyée par le synode. Il se retira à Montauban, où il mourut en 1635.

Il avait écrit et fait imprimer à Montauban un ouvrage de controverse, sous ce titre un peu long, suivant la mode de l'époque : *Adresse aux desvoyez pour sortir de l'Égypte romaine et parvenir à la Canaan de la Vérité*, par Jean Bastide, toulousain, cy-devant prédicateur en l'Église romaine et recteur des Églises de Montgaillard au diocèse de Tolose et de Roquefixade, au diocèse de Pamiers et aulmosnier du Roy dans le pays de Foix, (Montauban, 1627. Petit in-8° xiv et 137 pages ¹).

— Claude Jean, dont le talent oratoire illustra la

chaire protestante au xvii^e siècle, est trop connu pour qu'il ne soit pas superflu de s'étendre sur sa vie¹. Né en 1619, à la Sauvetat-du-Dropt, du colloque du Bas-Agenais, Claude est mort à La Haye en 1687. A la fin de ses études à l'Académie de Montauban, il fut consacré dès sa sortie, ainsi qu'il était d'usage, et tout de suite nommé à La Treine, fief de la maison de Duras. Le synode provincial réuni en 1646 à Saint-Affrique, l'y appela en qualité de pasteur. Dans cette Église de petite ville, importante en tant que centre d'un groupe assez nombreux de communautés réformées, ayant le goût et le temps de travailler la prédication, il développa et fortifia ses dons oratoires et l'éloquence ardente et sobre qui ont fait de lui un des plus renommés prédicateurs de son temps. Nîmes désira se l'attacher, et son consistoire le demanda au Synode du Haut-Languedoc assemblé au Pont-de-Camarès en 1646. Claude fut « libéré » de Saint-Affrique et nommé à Nîmes.

— M. A. Bonafous fils. Son père, Marc Antoine, était pasteur de Millau. C'est à Millau que naquit et grandit le pasteur de Saint-Affrique. Au sortir de l'Académie de Montauban, où il fit et termina ses études théologiques en 1659, il se présenta au synode du Haut-Languedoc, réuni à Réalmon t le 18 septembre cette même année, comme proposant, titre que l'on donnait jadis à la fin de leurs études à ceux que l'on appelle aujourd'hui candidats au ministère évangélique. Après vérification et examen des « attestations — certificats — à lui délivrés par ses professeurs, lit-on dans les « Actes du Synode », « un texte lui a été donné pour sa proposition française ». Éphésiens, ch. I, vers. 21. » Cette proposition rendue et acceptée, un texte fut encore donné au candidat pour la proposition latine. Après « celle-là ouïe », il put passer son dernier examen. Sur les conclusions favorables des examinateurs, Bonafous fut admis au saint ministère et accordé, par le même synode, à l'Église de Saint-

Affrique¹. Sur la liste des pasteurs en date de 1660², il figure comme pasteur de Saint-Affrique; en cette même qualité il a assisté et représenté son Église aux synodes de 1660, 1661, 1667, 1668, 1672, 1674; le synode provincial de 1667, réuni à Saint-Affrique le 15 septembre, le nomma son secrétaire. Le synode du Haut-Languedoc, tenu à Millau, le 18 octobre 1674, le « déchargea » du service de cette paroisse et le donna à Millau³.

— Jean Vimielle a été le dernier pasteur de Saint-Affrique, où l'atteignirent les ordonnances édictées contre les pasteurs peu de temps avant la révocation de l'édit de Nantes. Après la décision du synode de 1674 qui le privait de son pasteur Bonafous, le consistoire de Saint-Affrique demanda, dans la même séance, qu'on lui donnât comme remplaçant Vimielle, alors pasteur au Pont-de-Camarès. Accédant à ce désir, le Synode « libéra » Vimielle du service de Camarès et l'accorda à Saint-Affrique; il y resta depuis 1674 jusqu'en 1683, lorsque les édits, inspirés par l'inique persécution, forcèrent tous les pasteurs de France à quitter leur Église, leurs paroissiens, leur patrie. Vimielle partit avec sa femme, Marthe de Solier et son fils Pierre; comme beaucoup de ses collègues, il se réfugia en Hollande, à Amsterdam, où les listes des réfugiés le signalent en 1686. Au mois de novembre de cette même année, il passa à Halle; il mourut pasteur dans cette ville en 1705⁴.

Fixé par les Synodes, le traitement des pasteurs était de 500 livres par an⁵, dont 200 livres fournies sur la subvention annuelle de 45 000 écus d'or, accordée par Henri IV à ses anciens coreligionnaires⁶. Même avant la

1. Actes du Synode du Haut-Languedoc, tenu à Réalmont, 18 septembre 1659, p. 22 et suiv.

2. Bibl. du Prot. Franç. Registre Auzière, etc.

3. Voir Pièces justificatives.

4. *Bulletin* de la Soc. de l'Histoire du Prot. Franç., t. XXXV, p. 149. — Collection Court, Genève. — Son fils Pierre, rentré en France, chapelain de l'ambassade de Hollande en 1732, ne put pas obtenir l'autorisation de rentrer en possession des biens de ses parents.

5. Équivalent à 3 000 francs environ de nos jours.

6. Voir Pièces justificatives.

mort du roi protecteur, cette subvention fut assez irrégulièrement payée. Son successeur ne la continua pas longtemps. Mais les Églises réformées, même réduites à leurs seules ressources, parfois très restreintes, considèrent toujours le traitement pastoral comme une dépense essentiellement obligatoire. Elles y faisaient face d'ordinaire par une cotisation autorisée et forcée par l'autorité civile, le consistoire dressant lui-même la liste des imposés de la paroisse, avec la somme à payer par chacun d'eux, sous peine — en cas de refus de payement — d'être poursuivi devant la justice¹.

Sur l'une des dernières listes de Saint-Affrique, celle qui fut imposée pour l'année 1683, le total s'élève à la somme de 579 livres 6 sols — 3,474 fr. de notre monnaie actuelle environ — à payer en quatre termes égaux. C'est le « Rolle des gages du Ministre et autres choses permises par les édits imposé pour l'année mil six cent huitante trois² ». Dans ce titre il faut relever un terme aussi suggestif que significatif. Ce n'est pas un traitement, mais des *gages* que reçoit le pasteur ; de même que son maître est « venu non pour être servi, mais pour servir », de même le ministre de Jésus-Christ est le serviteur de son Église ; en ne recevant, ni une indemnité, ni un traitement, mais des *gages* ainsi qu'un serviteur, il affirme, il met en relief le principe absolu de son ministère, d'après lequel tout son temps, toutes ses forces, tous ses talents, sa vie entière appartiennent à son Église, qui est l'Église de son Maître. Humilité et fidélité vraiment touchantes et bien caractéristiques de cette carrière de dévouement, de sacrifice, justement appelée : *la vocation du martyr*.

Grâce à ces « Rolles » établis et imposés par une décision votée en séance par le consistoire, légalisés, revêtus d'une valeur légale par le juge royal³, donnés en premier lieu en adjudication, puis directement de gré à

1. Archives de la famille Dardier-Peyre. — En 1638, le collecteur, Guisonnier, note la dépense de « vingt sols pour l'assignation devant le juge, de Jean Boyer Dr, qui a refusé de payer ».

2. Voir Pièces justificatives.

3. Voir Pièces justificatives.

gré, le nom de quelques membres du Consistoire ayant signé au procès-verbal se trouve sur des feuilles isolées. Pour leurs successeurs n'est-ce pas un élémentaire et pieux devoir de conserver et les noms et le souvenir de ces dévoués protestants, à la piété ferme et oublieuse du danger? Ne sont-ils pas l'honneur de leur Église, dont ils ont été les cadres, facteurs de courage et de vie, maintenant sa vitalité à travers tous les périls, aux heures les plus sombres, les plus tragiques?

Nos pièces¹ ne remontent pas au delà de 1614. Pour cette année, il n'a surnagé que trois noms de membres du consistoire : Julien, E. Lafleur, Parlier Antoine. « Le contrat du rolle des gages du Ministre de Saint-Affrique, le 7 avril 1638 », fournit plus de signatures, plus de noms : Jean Bertrand, marchand, Jacques Lacan, Jean Brun, Hugues Treor (?), Guillaume Bourgougnon, Chap, Antoine Boyer, Jean Garrigues, Pierre Pèyre, hoste, Antoine Dardier, tous « antiens du consistoire de l'Église réformée de ceste ville ». Us donnent à Guillaume Liadou le soin de « lever » la moitié des sommes imposées par le consistoire pour les gages du pasteur, du lecteur et chantre, de « l'advertisseur² » ; 604 livres 6 sols pour le rôle entier, « dont Liadou lèvera seulement 300 livres, 13 sols dont la somme de 20 livres » pour la levée du rôle.

Le même rôle, sans modifications, est voté pour l'année 1659, et donné le 28 décembre 1658, avec une indemnité de 101 livres 6 sols, à Jean Guisonnier, marchand drapier. Dans la même délibération, le consistoire indique les paiements à faire : Guisonnier payera à M. Arbussi, pasteur et professeur à Montauban, pour le service de neuf mois qu'il doit faire à Saint-Affrique, suivant la décision du synode de Réalmont, la somme de 375 livres, la moitié le 15 janvier et l'autre au mois de mai. Guisonnier touchera 90 livres, comme lecteur et chantre, du mois de mars 1659 au mois de mars 1660,

1. Archives de la famille Dardier-Peyre.

2. Le concierge du temple.

dont 40 livres payées d'avance pour la levée du rôle. Signé : David, bourgeois, syndic du Consistoire.

En 1659, le 19 décembre, « Pierre Solier, marchand, syndic du consistoire pour l'année courante », donne à « Jean Caldier, fils de feu Barthélemy Caldier, la levée du rôle des gages du ministre », s'élevant à la somme de 580 livres 13 sols. Il payera 400 livres à « M. Bonafous, ministre actuel », pour un an de service commencé en septembre, en trois paiements égaux, au lecteur et chanteur Guissonnier 90 livres en deux paiements égaux. à « l'advertisseur », Samuel Gros, 20 livres¹.

Par adjudication la levée du rôle fut donnée le 8 décembre 1662 à David Cère, ancien, au prix de 39 livres 10 sols. Outre David Cère, ont signé le procès-verbal les membres du consistoire : David Ducros, bourgeois; Daniel Coustine; Guillaume Romillier, marchand; Jean Galtier, M^c chirurgien; Pierre Solier fils; Pierre Migayrou; Jean Peyre; Jean Palanqui; Antoine Salvan, M^c cordier; Jean Bernard, M^c apprêteur; Guillaume Boyer; Jacques Pierre; Samuel Cologne; David Pierre; Bernard Fabre².

Le membre du consistoire chargé d'administrer toutes les affaires pécuniaires et la fortune de la communauté, le syndic ou trésorier, rendait ses comptes en général, après ses deux ans de fonctions. Ils étaient examinés, scrutés, vérifiés avec la plus sérieuse attention, le soin le plus minutieux, chaque membre du consistoire s'estimant personnellement comptable et responsable vis-à-vis de l'Église. Tout intérêt individuel s'effaçait devant l'intérêt général. Malgré la sécheresse naturelle des chiffres et des énoncés de recettes et dépenses, telle est l'impression très nette qui se dégage des quelques règlements de comptes, feuilles volantes détachées évidemment d'un registre disparu, et, en particulier, du « Compte que

1. Archives de la famille Dardier-Peyre. Les fonds recueillis pour les « gages » du pasteur et des employés du temple, actuellement les frais de culte, et les fonds destinés à la bienfaisance. « l'argent des pauvres », constituaient déjà des caisses et une comptabilité spéciales.

2. Pièces justificatives. III. Les noms des membres du dernier consistoire avant la Révocation.

rend Etienne Boyer, ancien syndic du consistoire de Saint-Affrique » de Pentecôte 1669 à Pentecôte 1671 se soldant par 389 livres 12 sols 6 deniers en recette, contre 278 livres, 16 sols 6 deniers, d'où un reste en boni de 80 livres 12 sols 6 deniers.

*
* *

Sauf durant la courte accalmie dont nos Églises jouirent sous le règne d'Henri IV, il fallait vraiment une âme fortement trempée, une virile piété, des convictions fermes, un dévouement à toute épreuve pour accepter et pour remplir les fonctions de membres du consistoire avec le zèle soutenu et la scrupuleuse conscience qui distinguent en ces temps si durs, les anciens toujours responsables, aux yeux du pouvoir, pour la communauté entière.

La principale difficulté intérieure pendant cette période, où la persécution, encore masquée par des habiletés de forme, va s'aggravant jusqu'en 1685, fut de ne pas laisser l'Église sans pasteur. Or, trouver un pasteur n'était pas chose aisée ; le conserver l'était encore moins ; le consistoire de Saint-Affrique en fit une expérience renouvelée. En 1631, après la décision imposée au synode national de Charenton, Bastide quittait son Église. La difficulté de le remplacer apparut telle, que le synode dut la constater, puisque, en outre, « à cause de l'insuffisance du colloque du Rouergue, il ordonna au colloque de l'Albigeois d'avoir soin que l'Église de Saint-Affrique fût pourvue jusqu'à la teneur du synode provincial du Haut-Languedoc¹. »

Par quels intérimaires le colloque de l'Albigeois put-il exécuter la décision synodale et pourvoir à la vacance de la place ? Avant l'installation de Claude, 1646-1654, très certainement de simples suppléances plus ou moins brèves par les pasteurs du voisinage ou de la province :

¹ Aymon : *Synodes Nationaux*, t. II. Synode National de Charenton, ch. xxiii, art. 9, p. 566.

après Claude, nous relevons, en 1659, la décision du synode du Haut-Languedoc, réuni à Caussade, qui avait prêté pour neuf mois à l'Église de Saint-Affrique le ministre Arbussy, pasteur et professeur à Montauban,



Saint-Affrique. Le vieux pont.

moyennant une indemnité de 375 livres, payables la moitié en janvier 1659, le reste au 15 mai de la même année¹. Arbussy arrivé au terme de son intérim, quitte l'Église qu'il a divisée.

1. Voir p. 40.

Mais alors ce n'est plus un pasteur, du reste, que sollicite le consistoire de Saint-Affrique, ce sont des secours pécuniaires. La persécution s'aggrave, probablement la peur a gagné plusieurs membres de la communauté, ils craignent d'être mal notés et tourmentés, s'ils font acte de protestants. Il ne faut pas se compromettre ! Il ne faut pas se laisser inscrire sur les listes de souscription pour n'être pas accusé de participer, pour une part quelconque si minime soit-elle, à l'activité, à la vie de l'Eglise. On refuse donc son nom et son argent. Et les fonds sont en baisse, la caisse n'est plus alimentée, l'Eglise est menacée. La situation est très difficile, douloureuse. D'où pourra venir l'aide, le secours indispensable ? A qui s'adresser ? En France, toutes les Eglises réformées sont sous la même dure pression, aux prises avec les mêmes difficultés, avec bien peu de différences. Le synode provincial du Haut-Languedoc était réuni à Réalmont le 27 septembre 1659, avec pour modérateur Bonafous père, pasteur de Millau, et Arbussy comme modérateur adjoint. Le modérateur saisit le synode de cette affaire ; et le synode, décidé par l'exposé très clair, très émouvant fait par son président qui connaît bien l'Eglise de Saint-Affrique, voisine de la sienne, et dont le fils va devenir le pasteur, le synode, le 27 septembre par les soins de son modérateur, adresse à la vénérable Compagnie des pasteurs de Genève « la prière de départir leur assistance à l'Eglise de Saint-Affrique persécutée ». Signé : Bonafous ¹. S'autorisant de la décision et de la démarche bienveillante du synode, le consistoire de Saint-Affrique, le 1^{er} mai 1660, écrit lui-même à la vénérable Compagnie des pasteurs de Genève : « Suivant les délibérations prises dans les synodes de ceste province tenus l'année dernière à Caussade et ceste année-ci dans la ville de Réalmont, il vient leur demander des secours ² ». Signé : Bonafous fils, pasteur, et six anciens.

1. Bibliothèque de Genève. Lettres et pièces diverses. Carton 41.

2. Bibliothèque de Genève. *Ibid.*

Presque au même moment qu'il sollicitait des secours pour remédier à la pénurie de la caisse des frais de culte, des préoccupations d'un autre ordre, mais non moins pénibles s'imposaient à l'attention du consistoire. L'ambition effrénée, le caractère autoritaire et aussi l'habileté assez peu scrupuleuse du pasteur-professeur Arbussy, soulevèrent dans l'Eglise, vers la fin de sa suppléance de neuf mois, de graves conflits. De ces luttes intestines il ne reste qu'une seule mention, c'est la décision prise par le consistoire, établissant qu'elles atteignirent la dignité et l'autorité du synode provincial tenu à Montpellier le 1^{er} mai 1660, risquant de l'indisposer gravement contre Saint-Affrique. Pour solutionner la querelle entre Arbussy et l'Eglise, le synode avait envoyé une commission dont les membres furent, à leur arrivée, hués, insultés, menacés par une tourbe de gens sans aveu amenés et ameutés par Arbussy. Les délégués synodaux durent repartir sans avoir pu remplir leur mission. Aussitôt réunion immédiate du consistoire qui décide de faire apporter sans retard au synode, par un représentant autorisé, les explications de l'Eglise attristée avec une lettre de regrets. Cette démarche toute spontanée dissipa la mauvaise impression du synode et le disposa de nouveau favorablement vis-à-vis de l'Eglise de Saint-Affrique : « Le sieur Boyer, lit-on en effet dans le procès-verbal, avocat de Saint-Affrique s'estant présenté à la compagnie en qualité de desputé de son Esglise et ayant remis entre les mains du secrétaire une lettre escripte à la compagnie par l'esglise de Saint-Affrique, lui a témoigné le desplaisir extrême que tous ceux qui composent ladite esglise avaient receu du mauvais accueil qui avoit été fait à ses desputés par un grand nombre de mutins et de séditeux que le sieur Arbussy avoir fait venir de divers endroits à Saint-Affrique, et pour la supplier de ne pas imputer ceste irrévérence et ceste rébellion à ladite esglise qui sait très bien le respect avec lequel on doit recevoir tout ce qui vient de la part des assemblées ecclésiastiques, mais à ces téméraires qui commirent ceste action-là et dont la

plus grande partie estoient venus des lieux circonvoissin pour faire plaisir audit sieur Arbussy. La compagnie se sentant obligée à l'esglise de Saint-Affrique de la civilité dont elle avait usé envers elle par l'envoi de son desputé l'en a très affectueusement remercié en la personne du sieur Boyer, desputé, par les protestations qu'elle lui a faites de sa disposition toute entière à la servir dans les occasions avec toute l'affection dont elle est capable¹ ».

A côté de ces affaires d'intérieur et concurremment avec elles, une tâche, plus lourde encore, plus difficile, à bien des égards vraiment plus dangereuse, s'était imposée, tous les jours plus impérieuse, aux consistoires, depuis la mort d'Henri IV. Ils avaient à organiser, à poursuivre, à entretenir les énergies et la fermeté de leurs coreligionnaires pour opposer sans lassitude, sans arrêt, une résistance opiniâtre, mais passive et légale, aux mesures persécutrices que multipliait le gouvernement.

Après la chute de La Rochelle et de Montauban, les protestants, renonçant à jouer désormais un rôle politique, ne demandaient qu'à vivre en paisibles et fidèles sujets du roi; ils avaient même donné de leur loyalisme des preuves incontestables. N'avaient-ils pas dès lors le droit d'espérer que le roi et ses conseils leur en témoigneraient de la reconnaissance? Et même la Déclaration royale publiée en 1652, confirmant la plupart des articles de l'édit de Nantes, parut par le fait répondre à leurs espérances et entretint pendant quelque temps leur illusion. Mais le clergé catholique fit entendre d'énergiques protestations; la Cour s'inclina, le Conseil publia une nouvelle Déclaration qui, sous le fallacieux prétexte d'interpréter celle de 1652, en réalité annula toutes ses mesures tolérantes et libérales. A partir de ce moment commence, à vrai dire, la révocation de l'édit de Nantes, lente, détail après détail, progressive, habile, surnoise, continue, implacable. Tout sert d'occasion. Tous y concourent. Tous y conspirent.

1. Actes du Synode du Bas-Languedoc, tenu à Montpellier, le 26 mai 1660, p. 23.

La Cour, la reine mère, le roi, le grand roi Louis XIV, le clergé par tous ses membres, depuis ses plus grands dignitaires, jusqu'aux plus petits curés de campagne, par tous ses ordres religieux de toutes robes et de tout sexe, visant les uns et les autres à l'anéantissement de nos malheureuses Églises, s'entendent, s'entr'aident, s'encouragent, se soutiennent, s'excitent mutuellement à cette œuvre de mort. Sans cesse le clergé indique et réclame de nouvelles mesures restrictives. Il les obtient régulièrement d'un gouvernement dévot, sectaire, besogneux, auquel les assemblées annuelles du clergé n'accordent qu'à ces conditions les subsides pécuniaires que régulièrement ce gouvernement leur demandait.

Ce chantage, — il faut l'appeler par son vrai nom, — commença presque aussitôt après la mort de Mazarin, en 1660, qui, allié avec les puissances protestantes, était par cela même forcé de ménager les protestants, dont il appréciait par ailleurs la fidélité¹. Le clergé obtint un premier édit, très gênant pour les Églises et leurs pasteurs, défendant à ceux-ci de présider des cultes hors de leur paroisse, dans les *quartiers* (les annexes). Pour Saint-Affrique, cette interdiction portait une très grave atteinte à la prospérité et au maintien des forces vives de l'Église. Il faudrait donc laisser désormais sans secours, sans attaches religieuses, sans appui fraternel, sans entretien spirituel, aux prises avec les sollicitations, les habiletés ou les menaces des prêtres et des fanatiques, sous le poids de la persécution, les frères de Saint-Rome, de Saint-Félix, de Camarès et autre petits groupes que la rigueur des temps privait de pasteur et transformait par la force même des choses, en *quartiers* de Saint-Affrique ! Tous ces protestants n'arriveraient-ils pas à se détacher de l'Église, à céder à la peur, au désir de paix et de tranquillité, à abjurer, à s'émietter, à disparaître ? Par quelles mesures courageuses et habiles put-il parer à ce danger en tournant la défense ; nous n'en savons et n'en pouvons rien savoir. On engagea sans

1. On a souvent cité le témoignage de confiance rendu par Mazarin au « petit troupeau, qui broute de mauvaises herbes, mais ne s'écarte pas ».

doute les protestants des localités voisines à devenir membres de l'Église de la ville. Peut-être aussi appelaient-ils parfois l'un de ces pasteurs qui, n'étant attachés à aucun poste fixe, pouvaient donner le secours de leur ministère aux communautés dans le besoin¹. Dans tous les cas, l'activité protestante se maintint dans la région, grâce à la forte organisation calviniste, puissante armature qui défendait sa force de résistance et sauvegarda, jusqu'au jour du relèvement, malgré les circonstances les plus défavorables, sa merveilleuse vitalité, puisque le 23 octobre 1676, le synode provincial du Haut Rouergue fut réuni à Camarès.

Comme dans chaque région, comme dans chaque canton protestant, à Saint-Affrique les prêtres surveillaient l'activité et la vie de la communauté réformée de très près et avec la plus complète malveillance, — est-il besoin de le dire? — saisissant le plus futile prétexte, exagérant, jusqu'à le déformer, le fait le plus insignifiant pour porter plainte contre le consistoire ou lui intenter un procès. Il ne s'en faisait faute, assuré d'avoir gain de cause contre les hérétiques devant les tribunaux, en particulier le parlement de Toulouse, qui se fit toujours remarquer par l'iniquité de ses jugements rigoureux.

Il faut tout de suite ajouter que le gouvernement paraissait vouloir donner l'exemple et encourager toutes les entreprises du fanatisme par son mauvais vouloir manifeste contre les protestants. A Saint-Affrique ne venait-il pas de témoigner clairement sa résolution de les écraser, — par l'arrêt rendu en Conseil privé, le 10 mai 1660, à la requête des catholiques de la ville, visant les édits du mois de septembre 1633 et du 19 mai 1653? L'arrêt du Conseil privé, faisant droit à leur demande, ordonne que le conseil politique de la ville sera dorénavant composé de 30 membres, 18 catholiques

1. On les désignait sous le nom de *Vagabonds*. Encore un mot dont la signification a changé avec le temps, et dans le sens péjoratif

et 12 protestants, quoique la très grande majorité des habitants appartint au calvinisme¹.

Déjà, préludant à la méthode barbare qu'il pratiquera sans pudeur dans quelques années, lorsque la persécution battra son plein, le pouvoir royal donnait à Saint-Affrique un avant-goût des dragonnades, ou *Missions bottées*, en 1643-1647. Un ordre de logement pour un maréchal des logis fut donné à Jean Reynaud le 24 décembre 1643, par les consuls qui signèrent : Masgrenat C., Coste C., plus deux signatures illisibles; et à Guillaume Reynaud, le 17 décembre 1645, ordre de loger vingt dragons, « conformément à l'ordre du Roy. Signé : Flottard, consul : Masgranet, consul; Bertrand, consul². »

La persécution devenant tous les jours plus sensible, plus éclatante pour ainsi dire, était comme une invite officielle à tout oser, à tout entreprendre contre les religionnaires. C'est bien ainsi que le comprit le clergé. Aussitôt il se met à l'œuvre, et bien certain de ne pas le perdre, intente aux protestants de Saint-Affrique un procès devant le parlement de Toulouse pour avoir démoli leur église... en 1628. Le parlement renvoie l'affaire aux *Grands Jours*³ siégeant en ce moment à Nîmes, et constitués par des conseillers toulousains. La sentence ne pouvait faire à l'avance l'objet d'aucun doute; elle dépassa même probablement l'attente et l'ambition des prêtres de Saint-Affrique. En effet, par quatre arrêts, rendus le 23 décembre 1666, les protestants furent condamnés :

Par le premier, à reconstituer l'église catholique

1. Ce fait est confirmé par le rapport de l'intendant Foucault au roi, lui demandant de dissoudre tous les Conseils de la ville de Montauban et de les reconstituer avec les seuls catholiques, ajoutant, après d'autres considérations : « A l'exemple de plusieurs villes du Rouergue et de Guyenne et nouvellement de Saint-Affrique, où ce changement n'a produit que de bons effets, quoique les religionnaires fussent en grand nombre, puissans en crédit et en biens, et qu'à peine y eut-il des catholiques pour remplir ces charges ». *Bulletin*, t. X, p. 139, 1577-1578. C'est nous qui soulignons.

2. Archives de la famille Peyre-Dardier.

3. Les *Grands Jours* étaient un tribunal temporaire, constitué par des conseillers d'un parlement de la région, et siégeant tantôt dans le chef-lieu d'une province, tantôt dans un autre de la région. Bibliothèque Nat., Fonds Français, 45832.

« qu'ils ont démolie en 1628 pendant la guerre civile et qu'ils devront remettre en l'état où elle était en 1621 ».

— Donc 7 ans avant le siège.

Par le second, à rebâtir l'église de Silhac, ainsi que son clocher et le garnir de cloches, les catholiques devant participer à la reconstruction, — cette dernière condition imposée à la demande même du curé.

Par le troisième, à restituer les ornements sacerdotaux qu'ils sont accusés d'avoir pris à l'église de la Salle... en 1561 !

Par le quatrième, défense leur est faite de se servir de la cloche de l'horloge, ou de celle de leur église¹ pour leurs assemblées².

Quelle que fût sa prudence imposée par les difficultés du moment, le consistoire, cependant, ne pouvait pas et ne voulut pas se courber sans protester, sous une quadruple sentence si manifestement inique. Il fit appel à la Chambre de l'Édit de la province. En réponse aux plaintes que les Églises réformées parvinrent à faire arriver jusqu'à lui en 1658, Louis XIV avait créé en 1660, sous le nom de Chambre de l'Édit, ou Chambre mi-partie, un corps mixte de commissaires catholiques et protestants, chargé en chaque province de surveiller et d'assurer l'exécution des clauses de son édit de 1652. Le consistoire de Saint-Affrique fit appel à la Chambre de l'Édit, dont le siège était à Castres.

Mais les commissaires ne purent pas arriver à se mettre d'accord. Suivant servilement les inspirations du clergé, sectaires étroits, tenus par un fanatisme sans pudeur, les commissaires catholiques prétendirent qu'il s'agissait en cette affaire des intérêts de la communauté religieuse — censée catholique — et des droits de l'Église, mis par les édits hors de la juridiction des Chambres mi-partie, et ils se déclarèrent incompétents. Les commis-

1. D'après une tradition assez répandue autrefois dans l'Église protestante, la cloche actuelle du temple remonterait aux premières années de la Restauration.

2. *Bulletin* de la Soc. de l'Hist. du Prot. Franç., t. LX, p. 660.

saïres protestants, au contraire, furent d'avis que l'appel du consistoire rentrait complètement dans la compétence de la Chambre, parce qu'il ne s'agissait que du seul intérêt des protestants, que les prétentions du curé et des catholiques de Saint-Affrique ne constituent en aucune façon les droits de l'Église ; que par conséquent pour ces motifs l'arrêt des *Grands Jours* doit être cassé¹.

Tandis que l'affaire restait pendante, en attendant la solution — non douteuse — que lui devait donner le Conseil de la Couronne, devant lequel le conflit avait été porté, les catholiques de Saint-Affrique, que rien ne pouvait arrêter, ni satisfaire, hormis la ruine totale de l'Église réformée, intentaient devant les *Grands Jours*, siégeant à Clermont en Auvergne, un nouveau procès aux protestants. Ils leur demandaient des dommages-intérêts pour les prétendues démolitions qu'ils auraient faites durant les troubles de 1626 à 1628. Et les protestants naturellement furent condamnés, les catholiques obtenant en réparation de ce préjudice hypothétique la somme de dix mille livres.

Le 26 août 1681, le parlement de Toulouse fut saisi de l'appel du consistoire, qui persistait à croire, ou en tous cas à agir comme s'il croyait à l'impartialité du parlement. Une fois de plus et sans tarder les conseillers toulousains lui prouvèrent qu'il se trompait lourdement. La veille même du jour où l'affaire devait être plaidée, l'avocat du consistoire tomba malade. Immédiatement le consistoire demande au tribunal la remise du procès à huit jours, afin d'avoir le temps de trouver un autre avocat et de le mettre au courant de la question. Accueillir une demande si légitime, accorder ce sursis nécessaire était de la plus élémentaire équité ; mais quand les hérétiques étaient en cause, le parlement ignorait équité et justice. Il repoussa la requête des protestants, et, séance tenante, sans débat contradictoire,

1. *Mémoire présenté à Monseigneur, par M. Phelipeaux, sur un partage de Chambre de l'Édit de Castres*. Paris, 20 mai 1679. Voir Pièces justificatives, Bibliothèque Nationale : Fonds Français, 45 832.

rendit contre eux un jugement établissant la validité de l'arrêt des *Grands Jours*, ordonnant son exécution sans autre délai.

Cette décision à peine connue, le curé de Saint-Affrique, Cabrol, « fit enlever la cloche du temple, saisir les meubles, enfoncer les portes, abattre les murailles de plusieurs maisons, maltraiter même plusieurs personnes, sans que les requêtes, les sommations, les protestations réitérées des réformés pussent tirer des juges le moindre recours contre ces outrages¹ ».

Par tous ces « outrages », tous ces perpétuels dénis de justice, toutes ces persécutions de détail, par ces mesures répressives, par toutes ces atteintes à leur *possibilité* de vivre, le gouvernement de Louis XIV préluait, contre les protestants, à l'exécution du plan préparé avec l'aide du clergé : leur écrasement, l'anéantissement complet, définitif de la Réforme en France. Autour du cou des malheureux réformés, on serrait progressivement le collier destiné à les étouffer, on les anémiait, on les déprimait, pour épuiser leur force de résistance. Aussi, affaissés sous la crainte, exténués par la misère, étouffés sous la pression impitoyable d'en haut, et les violences tolérées, même encouragées d'en bas, les protestants se dissimulent, se cachent, se terrent, se font petits, s'efforcent de passer inaperçus. Pour entretenir et accroître cet affaissement moral, tout un régiment est envoyé à Saint-Affrique, le 8 mai 1679 et logé à discrétion dans les maisons des « réformés »². Désormais, paralysés par la terreur, à Saint-Affrique, — comme dans toute la France, — les protestants ne donnent plus signe de vie.

Louis XIV triomphe, il affirme, en s'appuyant sur les rapports mensongers de ses intendants et de ses ministres, qu'« il n'y a plus de protestants » dans son royaume. Comme conséquence de cette fiction sans doute volontaire, de ce mensonge officiel, il déclare désormais

1. Elie Benoît. *Histoire de l'Édit de Nantes*, t. IV, p. 308. Voir Pièces justificatives.

2. *Bulletin*, XXVIII, p. 404. Extrait de la *Gazette de Harlem*.

inutile l'édit signé en faveur de ses anciens coreligionnaires par Henri IV, son grand-père, un siècle auparavant à Nantes, il le révoque donc, — pour lui chiffon de papier sans valeur.

Par l'édit révocatoire, promulgué le 18 octobre 1685, le « Grand Roi », en même temps qu'il salit sa mémoire par une tache ineffaçable, inaugure la plus atroce, la plus inexpiable persécution contre des Français fidèles, des sujets loyaux, paisibles, innocents de tout crime. Le crime, c'est lui qui l'a commis contre son pays, contre la France qu'il appauvrit, en enrichissant et en fortifiant par le même coup les nations étrangères. Ordre, sous peine de mort, est donné à tous les pasteurs de sortir sans délai du royaume, — défense au contraire d'en sortir, sous peine de mort aussi, est faite à tous les protestants qui n'auront que le choix entre la messe, la prison ou la mort. Terrible situation. Pour échapper à cette cruelle alternative, combien de protestants ont essayé de fuir, de passer à l'étranger ! Et combien ont péri ; succombant aux fatigues, aux dangers, à la trahison de certains guides durant ce périlleux voyage, ou tués par les soldats de garde sur les frontières !

Beaucoup, cependant, réussirent à quitter la patrie dont le séjour leur était fait impossible. On estime généralement de six cent mille à un million, le nombre de ceux qui parvinrent à fuir. Très fraternellement accueillis par l'Angleterre, la Suisse, le Danemark, la Suède, surtout la Prusse, — déjà utilitaire, — à ces divers pays du « Refuge » ils témoignèrent leur reconnaissance, en les faisant bénéficier de leur intelligence, de leur travail, de leurs diverses industries déjà très développées, draperie, coutellerie, dentelles, vènerie, etc. Et voici que, par un retour cruel de la justice immanente, la France du vingtième siècle, irresponsable de ce crime royal, expie aujourd'hui, — comme déjà en 1870, — sous la ruée de l'Allemagne grandie, vivifiée, enrichie, instruite par la faute impardonnable de Louis XIV, — la folie orgueilleuse et dévote d'un roi voulant satisfaire son orgueil,

en rachetant l'immoralité de sa vie privée par les tortures infligées à tout un groupe de ses sujets.

Le 30 janvier 1685, le culte fut interdit à Saint-Affrique, le temple confisqué, donné aux catholiques et par eux converti en local scolaire.

Cependant malgré l'affirmation royale, malgré tous les efforts des juges, des intendants, des prêtres, de la masse fanatisée, tout de même, derrière l'apparence de la mort, dans le corps refroidi de notre Église la vie persiste, circule encore cachée, latente sans doute, mais réelle. Certes, terrible, écrasante est la persécution ; les Archives de l'Hérault, celles de la Haute-Garonne, pour les régions du Sud-Ouest, en gardent les preuves émouvantes. Pour les seules années, de 1686 à 1707, dorment dans leurs cartons, accumulées, des centaines et des centaines d'impitoyables condamnations au couvent, à la Tour de Constance, aux galères, à la mort, à être pendu, roué, décapité, brûlé vif, après avoir été soumis à la question, c'est-à-dire à la torture. Vraiment, si les Allemands n'étaient point venus après eux commettre des atrocités inqualifiables, nul mieux que les juges aux gages du roi persécuteur ne pouvait prouver que de tous les êtres vivants sur la terre, le plus cruel, c'est l'homme. Aussi, nous rappelant les souffrances inouïes subies par nos ancêtres religieux, gardons-nous bien de juger et de condamner sévèrement la chute de certains persécutés de jadis, fléchissant sous le poids écrasant de la douleur physique et morale. Dans une pareille situation aurions-nous résisté, plus fermement *maintenus* ?

Ne savons-nous pas d'ailleurs que tourmentés par le remords, repris par leur conscience réveillée, maudissant leur apostasie, beaucoup revinrent à leurs convictions chrétiennes protestantes, à la fidélité à leur Église ? Que l'on saisisse difficilement, que l'on distingue mal dès l'abord les premiers symptômes de ce retour de vie, les premiers signes précurseurs du réveil, c'est incontestable. Peut-on s'en étonner ? Plutôt il faudrait s'étonner qu'après ce long et dur martyre tout ressort n'eût pas

été radicalement brisé, que ces anciens protestants soient demeurés, de cœur, de conscience, d'intime conviction, protestants.

Il faudrait s'étonner qu'après avoir gagné la sympathie et le secours de tous leurs coreligionnaires du dehors par leur résistance passive et endurante, qui donna naissance au dicton : *Patience de huguenot*, ils aient fait l'admiration du monde par leur surprenante force de réaction, par leur énergique relèvement.

Tout d'abord, ils opposent une inertie décourageante à toute excitation supérieure; ils restent volontairement sourds à l'appel des bons ouvriers qui s'éloignent, désespérant de leur retour à la vie. Telle fut l'impression d'un jeune et courageux prédicant, qui, au plus fort de la persécution, se risque à faire une tournée de réveil dans le Quercy et le Rouergue; c'est Fulcran Rey, proposant, de Nîmes. Des Cévennes, il se rend d'abord à Montauban; mais « la ville, écrit-il, était adonnée du tout à l'idolâtrie »; alors, à l'exemple de l'apôtre Paul, il sort de la ville infidèle. De là, passant en Rouergue, il va, en premier lieu, à Millau où il constate la même « idolâtrie »; il abandonne donc aussi Millau, pour aller à Saint-Affrique, où il a quelques parents chez lesquels il espère trouver asile afin de pouvoir rayonner et évangéliser. Aucun ne voulut recevoir un hôte si dangereux; à Camarès, il n'eut pas plus de succès; là ni appui, ni auditeur : découragé, navré, il rentre dans le Bas-Languedoc ¹.

Serait-ce donc, comme Fulcran Rey l'a cru, la fin de la Réforme dans la région du Rouergue? Jeune et impulsif, Rey en son ardeur évangéliste s'en est tenu à une vue superficielle et s'est trompé. Au contraire, le réveil est proche; il sonne puissant sur les monts sacrés des Cévennes, qui, les premiers, secouent la lourde torpeur d'un léthargique sommeil; de là l'appel à l'activité, à la vie, comme une onde sonore, s'étend, s'am-

1. *Bulletin*, XX, p. 124. — Fulcran Rey fut pendu à Beaucaire le 7 juillet 1686.

plitie, gagne les provinces voisines. Progressivement la restauration va se faire. A vrai dire, longtemps encore, peut-être, nos anciens protestants auraient supporté leur misérable sort, et, malgré leurs indicibles souffrances seraient demeurés muets et inertes, sans les excès de la cruauté satanique de l'abbé Du Cayla, archiprêtre du Pont-de-Montvert. Les tortures raffinées qu'il faisait subir aux réformés du pays, emprisonnés dans les cachots de son château fort atteignirent un tel degré d'acuité, qu'elles lassèrent, et à la fin révoltèrent toute cette région si protestante tyrannisée par lui.

Le 24 juillet 1702, une quarantaine de montagnards, parents et amis des victimes de l'abbé, allèrent en troupe exiger de lui qu'il remit en liberté les religionnaires enfermés dans les cachots de sa prison. Pour toute réponse, l'abbé les fit fusiller par ses serviteurs derrière les meurtrières de son château fort, dont les portes avaient été fermées. L'irritation des solliciteurs fut par cet accueil portée à son comble. Bravant le danger, ils se précipitent sur la porte massive, ils l'enfoncent, envahissent la forteresse, de chambre en chambre poursuivent et cherchent Du Cayla qui se cache, ils le découvrent, le mettent à mort et chacun des assaillants, en passant à côté du cadavre lui donne un coup de poignard en répétant : en souvenir de tel parent, de tel ami torturé par l'abbé jusqu'à la mort. Puis une fois les victimes délivrées et mises en sûreté, ils vont se réfugier et se cacher dans les forêts et les cavernes de la montagne. Ainsi commença la guerre des Camisards, qui, avec des chefs improvisés, sans préparation militaire, sans ressources, même sans armes au début, tint en échec les meilleurs généraux et les meilleurs soldats de Louis XIV, de 1702 à 1704.

Elle ne rentre pas dans le cadre restreint de notre modeste travail, auquel elle ne touche que pour la répercussion de cette révolte inattendue sur le Rouergue protestant. Trop de points de contact, en effet, trop de communications existaient entre les Cévennes et la région de Millau et de Saint-Affrique pour que tôt ou tard elle

ne reçût pas le contre-coup des événements qui agiterent si profondément les Églises des montagnes voisines dont le plus illustre sommet se dresse à l'horizon de certaines parties du pays. Par des correspondances secrètes, par des agents mystérieux on est mis au courant des premiers combats, des premiers échecs, des premières victoires; de proche en proche les nouvelles de la révolte armée réveillent tous les désirs assoupis de liberté religieuse; à cette cause commune vont toutes les sympathies, sont gagnés tous les cœurs; tous se sentent solidaires, victorieux ou vaincus avec les Camisards. Puis, un jour on apprend, non sans frémir d'espoir et de désir de s'unir aux révoltés, que les Camisards ont franchi la montagne, sont entrés dans le Haut-Languedoc¹ et, par Lacauue et Viane, arrivent sur les confins du Rouergue, où ils ont un allié dans l'ex-abbé de La Bourlie². Après entente avec eux, celui-ci avait déjà rassemblé, formé, organisé une troupe de six cents hommes: sous le commandement du capitaine Boëton, de Saint-Affrique, elle doit s'unir à une partie des Camisards, arrivant par Lacauue, avec leur chef Catinat, l'un des meilleurs officiers du grand Cavalier. Entre eux tout a été convenu et arrêté, le plan a été dressé en commun, l'heure a été fixée: chacun de son côté, les alliés viendront au rendez-vous et ensemble surprendront les troupes royales.

L'ardeur impatiente de Catinat fit échouer le plan. Arrivé le premier et avant l'heure au rendez-vous, dans les bois de Lacauue, Catinat ne peut pas attendre dans l'inaction; sans réfléchir aux conséquences de sa hâte intempestive, il va jusqu'à Viane, s'empare de l'église et y met le feu. Par les lueurs de l'incendie, et par les catholiques effrayés venant demander leur secours, les troupes royales sont prévenues et se portent rapidement à l'attaque. Surpris alors qu'il croyait surprendre, facilement battu, Catinat part en toute hâte, ne prenant même pas le temps ni la précaution de prévenir ses

1. Ch^e Rabaud. *Histoire du Prot. dans le Haut-Languedoc*. t. II, p. 130.

2. L'Abbé de La Bourlie, marquis de Guiscard. — Voir Pièces justificatives.

alliés, de sorte que Boëton, avec ses soldats, arrivant au rendez-vous sans rien savoir, au lieu de trouver les Camisards, se heurte à l'armée victorieuse. Sa défense fut héroïque et fit l'admiration de l'ennemi, dont le commandant offrit à Boëton de se rendre à des conditions très honorables pour lui et ses hommes; ils purent tous se retirer en liberté, avec armes et bagages. Mais l'année suivante, Boëton fut pris, condamné à Montpellier, et mourut sur la roue¹.

Vive alerte à la Cour, et la crainte ne se dissipa point rapidement. N'avait-on pas à redouter que la révolte du Rouergue, prenant corps, ne doublât, n'allongeât la révolte au Vivarais, étendit le foyer de l'insurrection des Alpes à l'Océan et offrit aux ennemis du dehors un sérieux et redoutable appui? En toute hâte il faut aviser à éviter une telle éventualité, si dangereuse pour le royaume, en trouvant le moyen d'empêcher une nouvelle incursion possible des Camisards et d'empêcher le développement de la révolte du Rouergue. Le moyen qui s'offre le premier à la pensée des dirigeants, est celui qu'utilisent sans scrupule et sans mesure les détenteurs du pouvoir dans les nations sous le régime absolu : la force brutale, l'écrasement des opposants. Tout de suite donc on augmente, dans la région que l'on soupçonne en état latent de fermentation, le nombre des soldats qui sont mis sous les ordres d'un officier général, M. de Parat, brigadier des armées du roi qui a fait ses preuves d'impitoyable ennemi des « révoltés ».

Le 7 novembre 1703, Saint-Affrique le vit arriver à la tête de sept compagnies de dragons de Saint-Servin. Il arrive très résolu à écraser la révolte en son germe, et cela sans ménagement aucun. Dès la première heure voici la ville et la banlieue soumises au plus effrayant régime de terreur. De Parat, du reste, avait prévenu les protestants par un avis officiel, aux « rebelles » leur ordonnant de se « bien garder de tenir la main à ces

1. *Bulletin*, t. XVIII, p. 214.

malvivants qu'on appelle des fanatiques », les avertissant en outre « que s'il savait qu'aucun tienne la main à aucun il le ferait pendre soit homme, soit femme et leur maison rasée jusqu'en ses fondements ¹ ».

Alors Saint-Affrique fit la dure expérience de la vraie dragonnade : les dragons sont logés à discrétion chez les protestants qui sont pillés, volés, ruinés, affamés ; on les condamne, sur le plus petit soupçon, les femmes au couvent ou à la Tour de Constance, les hommes à la prison, aux galères, quand ce n'est pas à mort sur la roue, le bûcher, le gibet, le billot. Et, avec quelques rares accalmies, ce régime étouffant dura plusieurs années, puisque sur l'*Inventaire chronologique des Persécutions exercées contre les Protestants de France de 1685 à 1790*, on trouve, en 1713, le nom de *P. Carrière de Saint-Affrique*, galérien ², et, à peu près à la même époque, la mention de « Pierre Serres ou Serre de Saint-Affrique, diocèse de « de Vabres », âgé de soixante ans, prisonnier depuis cinq ans à la Tour de Constance ³.

Assurément, c'est ici le cas de le redire, faudra-t-il les condamner, sans même le bénéfice des circonstances atténuantes, ceux qui, à Saint-Affrique, comme ailleurs dans toutes les paroisses où sévit la persécution, sous la pression étouffante de la misère et de l'épouvante, se terrent, tâchent de passer inaperçus et de se faire oublier ? Sans aucun doute, nombreux furent les persécutés que la peur entraîna à de coupables compromissions. Mais nombreux furent aussi ceux qui, torturés par un insupportable remords et par lui poussés au repentir, reprirent leur place dans l'Eglise de leurs convictions intimes ⁴. Car, si déprimée soit-elle, la conscience ne meurt pas ; à son heure reparait son activité, qui ravive toutes les énergies intérieures, les attire vers l'idéal éternel de jus-

1. C^h. Rabaud : *Hist. du Protest. dans le Haut-Languedoc et le Lauragais*. t. II, p. 130.

2. *Bulletin*, t. VI, p. 84.

3. *Bulletin*, t. XXVII, p. 74.

4. Edouard Rabaud : *Ancienne Eglise de Montauban*, p. 68-71.

tice et de liberté et de tous les obstacles finalement triomphe.

Dans le monde animal on constate, produit par l'effet d'un reflex nerveux, un phénomène physique de *mort apparente* d'une durée variable; un rien suffit pour rétablir l'état normal, parfois même sans cause extérieure la détente se fait d'elle-même. Le même phénomène similaire existe dans le domaine moral : l'âme des foules est elle aussi paralysée par une mort apparente, un arrêt de la vie spirituelle. Que faut-il pour rétablir le rythme de la vie dans ces âmes en léthargie, pour transformer un peuple martyrisé en un peuple vainqueur de l'oppression? Un éclair dans la nuit, un pénétrant appel au bon moment, un exemple qui frappe et séduit, un homme de courage, de foi communicative, de ferme volonté qui apparaît, s'impose, et voici bientôt, sous le souffle de l'Esprit, tout ce peuple debout; voici la vision d'Ezéchiel réalisée.

Cet homme surgit. A l'heure même où toute la réforme française paraissait perdue, finie, parut Antoine Court. Malgré sa jeunesse, par ses remarquables qualités intellectuelles et morales, par sa douceur et son indomptable courage, sa conscience intransigente, il s'impose, il acquiert rapidement une autorité incontestée, relève les Églises des Cévennes et du Vivarais, rétablit l'ordre, le culte, la discipline, organise les consistoires et les synodes. Il mérite le titre que lui donne la reconnaissance de ses coreligionnaires et que sa carrière créatrice de vie a justifié de *Restaurateur du Protestantisme français*¹.

Le réveil du Vivarais, du Dauphiné, du Languedoc eut une action entraînant sur les provinces voisines. Le Rouergue en fut remué, ses Églises de nouveau se dressent et revivent.

Mais, de nouveau aussi, un violent recommencement de persécution, consécutif à la Déclaration royale de 1724 faillit arrêter à ses débuts cette reprise de vie. Lors de la

1. Sur Ant. Court, voir l'ouvrage si complet de M. Edmond Hugues : *La Restauration du Protestantisme français*.

mort du régent et de la majorité de Louis XV, le bruit avait couru avec persistance dans toutes nos Églises que le jeune roi, ami de la tolérance, inaugurerait son avènement par un sérieux adoucissement des mesures répressives. Les persécutés l'avaient cru, ils avaient espéré. Et au lieu du régime plus libéral et plus juste annoncé, c'est une Déclaration royale qui est publiée, confirmant, aggravant toutes les prescriptions rigoureuses des édits précédents. Si dure fut pour les protestants la déception qu'on la put croire mortelle. La stupeur les écrase, l'épouvante les paralyse. Le réveil, le mouvement en avant, l'activité vitale commençant à peine, ne vont-ils pas être tués en germe?

En ce péril extrême, avec une admirable abnégation de voyants, les *prédicants* redoublent d'activité, multiplient leurs efforts. Chapel¹, Maroger, La Rivière, Boyer, malgré le danger, sans se lasser, sillonnent le Haut-Languedoc, le Quercy, poussent des pointes dans les régions voisines, comme le Rouergue, allant, venant, parlant, visitant, stimulant, éveillant les courages, répandant la vie par leurs appels, par leur présence, par leur activité débordante. De nouveau le peuple protestant entraîné se groupe autour de sa vieille Bible en des assemblées religieuses, malgré le danger toujours menaçant². On sentait que la vie ne tarderait pas à renaître régulière, progressive. Si excessive, en effet, était la Déclaration de 1724, dans ses défenses, dans ses menaces, dans les peines édictées qu'elle en était en réalité inexécutable, et finalement ne donna lieu qu'à des persécutions locales. Saint-Affrique ne paraît pas en avoir beaucoup souffert, on y revenait, avec prudence, aux habitudes

1. S'il faut en juger par ce passage de sa lettre à A. Court, Maroger appréciait peu Chapel : « Au reste, écrivait-il, M. Chapel a dit à Saint-Jean du Breuil, qu'étant à Nîmes vous lui aviez donné la permission d'aller prêcher aux Églises de Saint-Jean, de Cornus, de Millan, de Saint-Affrique. C'est un pauvre homme qui n'est pas trop porté à soutenir l'ordre; je le vis à Millau, il ne m'a payé que de mensonges ». — Lettre de Maroger, 22 janvier 1729, dans les notes d'A. Court. *Bulletin*, XXXIX, p. 649. — Condamné par le parlement de Bordeaux, Chapel fut pendu en 1731.

2. Éd. Rabaud. *Ancienne Église de Montauban*, p. 73-79.

traditionnelles de la piété huguenote; car, malgré tout le besoin du culte, — fût-ce seulement le culte privé, secret, nocturne — persistait particulièrement dans la partie populaire de l'Église, comme une protestation intime, comme une revanche contre la messe obligatoire.

Faut-il une preuve de cette courageuse reprise de l'activité religieuse à Saint-Affrique? Le fait suivant la fournit : entraînées par Saint-Affrique, les Églises de la région envoyèrent de concert des députés au synode du Haut-Languedoc tenu au *Désert* en 1726, avec mission de demander, avec instances, des pasteurs, ou au moins des prédications; à l'appui ces députés donnent lecture d'un long et émouvant mémoire, « signé d'une trentaine de bons bourgeois et bons marchands du pays », représentant les protestants de ces Églises comme « un peuple affamé sans pain et sans eau et privé de tout secours et de toute consolation¹ ».

De pasteurs, il était impossible d'en fournir aux Églises. A cette époque de réorganisation, soumise encore au régime persécuteur, à peine en peut-on trouver deux. Mais s'il n'y a pas de pasteurs, il y a des prédicants, des candidats au saint Ministère, appelés *proposants*, il y a des *apprentis-martyrs*. C'est l'un de ces *proposants*, qui tous les jours risquent leur liberté, leur vie, sans cesse prêts à courir au devoir et à la mort, c'est Maroger que le synode, ému par la demande touchante du Rouergue, lui envoie. Maroger s'était déjà fait remarquer par son activité, par son dévouement, par son énergie, il avait fait ses preuves et A. Court l'appréciait. Il se hâte vers ses frères qui ont un si grand besoin de nourriture spirituelle; il visite tout le pays; peu de temps après, tout joyeux, il écrit qu'il a trouvé les religionnaires « de ces contrées pleins de zèle et du désir de s'avancer dans la piété, commençant de faire des sociétés religieuses le saint jour du repos ». Ils savaient le catéchisme, étaient disposés à chanter, mais ils n'avaient pas de livres : il fallait « six

1. Voir Pièces justificatives, IX.

douzaines de catéchismes, autant de psaumes, deux ou trois douzaines de nouveaux testaments et autant d'*Armes de Sion*¹ ».

Durant le courant du mois de juin 1727, il organise, régularise et développe les assemblées, il multiplie ses visites dans la région de Saint-Affrique. « Après une assemblée sur la haute montagne de la Luzette, écrit-il le 29 juin, je fus à Cornus, à Saint-Jean du Bruel, à Saint-Félix, à Saint-Affrique. A ce dernier lieu je n'étais pas inconnu, puisque j'y avais été autrefois. Je serois passé volontiers jusqu'au Pont de Camarès, si l'on ne m'eût pas dit que les fidelles du Pont dudit Camarès m'attendaient avec impatience. Je me douta d'abord qu'un zèle inconsidéré pouvait jeter ces fidelles dans un danger inévitable... ainsi je m'en retourna sur mes pas² ».

Quelque rapides que soient les visites du jeune prédicant, son ardeur soutenue, communicative, réchauffe les cœurs, réveille bien des consciences assoupies, fait remonter le courage et ramène la vie au sein des Églises apeurées du pays. Tonifiée, et soutenue par cette piété si dévouée, si cordiale, l'indéfectible piété des quelques « obstinés » qui malgré les dangers et la persécution, *n'ont pas fléchi le genou devant Baal*, se fait plus visible, s'impose dans leur milieu, pénètre assez vite dans la masse et la gagne. Ainsi aidé et encouragé par cette indirecte, mais si utile collaboration, Maroger poursuit son œuvre avec fruit, avec joie, sans arrêt. Partout il réorganise les Églises, établissant anciens et consistoires et partout imposant, faisant accepter l'autorité de la discipline calviniste. En les reconstituant suivant les principes qui inspirèrent l'action et l'œuvre de A. Court, il consolide la cohésion des communautés protestantes, il leur rend le sentiment fortifiant de l'union fraternelle, de la solidarité qui relie entre eux tous les membres de l'Église et toutes les Églises entre elles. Il ressuscite l'esprit protestant, pour mieux dire il crée à nouveau l'âme de

1. Edmond Hugues, *Restauration du Protestantisme*, t. I, p. 348-349.

2. *Ibid.* t. I, p. 477.

l'Eglise martyre. Une visite de Court appelé par lui met le sceau à son œuvre et la parfait; Court arrive, préside des assemblées de culte, baptise de nombreux enfants, bénit quarante-six mariages, et affermit l'œuvre de restauration de la région par l'appui de sa haute supériorité et de son autorité incontestée.

C'est pénétrées d'une vivifiante satisfaction que les Églises du Rouergue, agissant de concert avec celles de la Guyenne, envoyèrent une nouvelle députation au synode tenu dans les Cévennes le 12 septembre 1729.

Par les lettres que les députés étaient chargés de remettre à l'Assemblée, elles adressaient de vifs remerciements et témoignaient leur reconnaissance au précédent synode de 1727, qui, sur leur demande, avait bien voulu leur envoyer un proposant. En insistant sur « les fruits bénis » produits par les visites de ce proposant, — Maroger, — les députés priaient le synode au nom de leurs Églises de leur fournir un proposant et un ministre qui sont bien nécessaires, tant la vie religieuse a généralement repris. Et le synode, applaudissant à ces heureux résultats, ne demeure pas indifférent devant les besoins et les désirs qui lui sont signalés. Pourrait-il laisser périlcliter une œuvre aux débuts si encourageants? Les pasteurs manquent encore; mais, à défaut d'un ministre introuvable, le synode désire en premier lieu de maintenir à son poste du Rouergue et des localités voisines, Maroger qui en devient comme l'apôtre officiel. Puis il lui adjoint un prédicant connu et expérimenté, Bétrines, et un jeune proposant, nommé Gail¹.

Avec la collaboration de ces deux auxiliaires, Maroger put donner un puissant élan à la renaissance des Églises qui lui étaient confiées.

Dans toute la région, la reprise de l'activité religieuse de nos Églises se manifesta par les réunions de culte

1. Edmond Hugues. *La Restauration du Prot. Franç.*, t. I, p. 320. — Dans ses notes, Court écrit cette mention : « Une nouvelle députation a été faite (par le synode de 1729) vers les Églises du Rouergue et de la Haute-Guyenne ».

public, qui s'organisent et se multiplient à Saint-Affrique d'abord sans aucun doute, puis dans tous les petits centres des environs. On les faisait dans la campagne, de nuit, dissimulées autant que possible, convoquées dans le plus grand secret, tantôt dans telle forêt au flanc des montagnes environnantes, tantôt dans une gorge, tantôt dans une caverne, ou au milieu des rochers si nombreux dans ce pays. Mais on était surveillé de près, environné d'espions. En 1734, dénoncée par un espion, une assemblée, « tenue au rocher de Cailleux (Caylus) près de Saint-Affrique », fut surprise; plusieurs des assistants, arrêtés par les soldats, passèrent de la prison de la ville devant le parlement qui condamna :

Paul Courtois, Jean Reilhac, Étienne Bosc, aux galères à vie;

Marie Lafleur, Isabeau Sarrus, à la détention perpétuelle dans l'hôpital Montauban;

Pierre Rustel, à l'admonestation et à l'amende;

Françoise Girbal, Catherine Carlier, Anne Lasserre, Jean André, Jacques Fabre, retardés à plus ample informé;

Étienne Courtois, Jean Courmal; Pierre Reilhac père, Suzanne Courtois, Marthe Roucayrol, Jeanne Carrière, Madeleine Courtois, en liberté provisoire.

Ce n'étaient toutefois là que des poursuites locales, tout à fait limitées, exécutées par quelques intendants isolés. Depuis quelque temps on pouvait, en effet, constater un certain relâchement dans l'application des mesures restrictives, ce qui devait aider à un progressif et étonnant renouveau de la vie protestante. En guerre avec l'Autriche, craignant d'après de faux rapports, un soulèvement général des persécutés, — qui cependant affirmaient avec ensemble leur loyalisme, — le gouvernement avait jugé prudent d'adoucir dans leur application la rigueur de ses ordonnances. De là le bruit rapidement propagé dans toute la France protestante que le roi, — s'il ne les permettait pas catégoriquement, — du moins tolérerait mariages et assemblées de culte. De là une fois encore, une nouvelle espérance sans plus de fondement

qu'avant, une grande espérance qui un moment illumine ce peuple opprimé, bientôt si durement détrompé.

Quelle illusion naïve que la sienne, de croire que son éternel ennemi, que le clergé qui ne désarme jamais assisterait impassible et inactif à cette éclatante, à cette merveilleuse résurrection du Protestantisme français. Le clergé, dès le premier moment, il s'émeut, il prend peur, puis il s'irrite contre sa victime toujours renaissante, contre la Cour et le roi dont il blâme le relâchement, il élève des plaintes très vives, incessantes, réclamant énergiquement l'intégrale application des édits. Alors le roi, s'inclinant, promulgue pour le satisfaire les Ordonnances des 1^{er} et 25 février 1745, d'une si excessive et brutale sévérité que, comme les précédentes, dans leur entière teneur, elles en furent inexécutables. Quoique dirigées surtout contre le Montalbanais, à cause de ses nombreuses assemblées de culte non dissimulées¹, elles avaient une portée générale : pas une région, pas une Église, qui par elles, ne dût être frappée. Aussi, surprises en pleine et paisible confiance, devant ces menaces défensives, devant cette nouvelle persécution inattendue, toutes, au premier abord, sont pétrifiées de stupeur et d'effroi.

Le Rouergue ne fut pas épargné. Il renouvela connaissance avec les dragonnades. Un régiment complet de dragons, envoyé dans le pays, fut réparti dans les principaux centres protestants, dont l'activité protestante s'était plus nettement affirmée. « Deux compagnies de dragons ont été logées à discrétion à Millau ; trois autres compagnies de même à Saint-Affrique, et à Saint-Félix de Sorgues². »

Instantanément dans les Églises la vie s'arrêta : arrêt assez court du reste. Tous les protestants n'avaient pas cédé à l'affolement de la première heure. Toujours acceptée, l'autorité des synodes ne tarda pas à faire sentir de nouveau sa reconstituante énergie. D'autre part

1. Édouard Rabaud. *L'anc. Église Réf. de Mont.* p. 85 et suiv.

2. *Bulletin*, XLIX, p. 144. Lettres d'Ant. Court à Royer, 2 avril 1745.

assez vite s'atténua la persécution. A vrai dire cette reprise apparaît comme un dernier soubresaut d'agonie.

Même ces derniers excès du fanatisme contribuèrent au progrès des idées de largeur et de tolérance qui surgissaient en France. La patience résignée, mais tenace, sans révolte, mais sans faiblesse des victimes émeut enfin l'opinion publique naissante. Philosophes, écrivains, jurisconsultes l'éclairent de jour en jour, l'appuyant, la formant par leurs publications, leurs paroles, leurs conversations; par une pression progressivement impérieuse elle arrive à obliger le gouvernement à laisser dormir ses ordonnances et à fermer les yeux.

Alors, sans trop de souffrances ni de gêne, se déroule une série d'années qui n'ont pas laissé de traces. On peut dire que durant cette période, l'Église de Saint-Affrique, comme les peuples heureux, n'a pas d'histoire. Elle vécut, officiellement ignorée, mais épargnée, et atteignit en paix l'année 1787 où l'irrésistible force des idées nouvelle arracha à la royauté l'édit de Tolérance qui donna aux protestants, non pas encore la liberté complète, du moins le droit à l'existence. Déjà reconstituée dans sa vitalité et son activité par le ministère du pasteur François auquel la nomination de son collègue Nazon, le 30 Fructidor an XII (17 septembre 1804), donna un auxiliaire précieux, Saint-Affrique put au grand jour retrouver son existence régulière et normale. De cette existence tout à la fois paisible et active, les pièces trouvées dans les Archives du Conseil presbytéral, publiées par son pasteur M. Cabantous¹, en donnent les faits et les actes les plus saillants. Notre modeste étude conduite jusqu'à cette période, doit à elle s'arrêter.

Edouard RABAUD.

1. Actuellement pasteur à Tunis.

Documents

UN RÉFUGIÉ DE MONTPELLIER A LA JAMAÏQUE

On m'envoie de la Jamaïque l'intéressante note qui suit. Dans l'Église de *Port-Royal* — près de Kingston qui est la capitale —, se trouve cette inscription funéraire :

Here lyes the body of Lewis Galdy esq. who departed this life at Port Royal the 22nd December 1739. He was born at Montpellier in France, but left that country for his religion and came to settle in this island where he was swallowed up in the great earthquake in the year 1692 and by the providence of God was, by another shock, thrown into the sea, and miraculously saved by swimming until a boat took him up; he lived many years after in great reputation, beloved by all who knew him and much lamented at his death.

La personne qui a communiqué cette copie à mon correspondant ajoute :

Galdy was a merchant, member of the Assembly and churchwarden at Port Royal, Jamaica.

Traduisons :

Cy gist le corps de Louis Galdy esq. qui quitta cette vie à Port Royal le 22 décembre 1739. Il était né à Montpellier en France, mais avait quitté ce pays à cause de sa religion; il vint s'établir dans cette île où il fut englouti par le grand tremblement de terre de l'année 1692 et, grâce à la providence de Dieu, fut, par un autre choc, jeté à la mer, et sauvé miraculeusement en nageant jusqu'à ce qu'un bateau le recueillit. Il vécut encore bien des années entouré d'une grande réputation, aimé de tous ceux qui le connurent et grandement regretté à sa mort. — Galdy était un marchand, membre de l'Assemblée et ancien d'Église à Port-Royal.

Cette inscription funéraire n'est-elle pas touchante et tout à l'honneur de celui en mémoire de qui elle a été rédigée? Combien de ces Français reniés et expulsés par leur patrie ont ainsi contribué, dans les pays les plus reculés, à faire aimer et respecter le nom français, amour et respect dont nous recueillons encore aujourd'hui les fruits généreux et bienfaisants!

Ajoutons que le nom de Galdy qui ne figure pas dans la récente *Histoire de l'établissement du Protestantisme à Montpellier*, de M^{lle} Guiraud, a déjà paru dans le *Bulletin*. Au tome XLVII (1898) p. 513, dans l'intéressant article de notre collaborateur Charles Bost sur le guide *Paul Berger Ragatz*, nous lisons : « Berger est certainement venu à Montpellier; il y connaît M^{lle} Galdy, M. Bosc et M. Duquesne, qui sont parents ». Et, plus loin, p. 583 : « La métairie de Galdy, qui est à une lieue de Montpellier, a été indiquée à Berger « pour un lieu où s'assemblent les nouveaux convertis ». Louis Galdy était-il le propriétaire de cette métairie, et serait-ce grâce au guide Paul Berger qu'il réussit à s'enfuir peu après la Révocation, puisqu'en 1692, il échappa providentiellement au tremblement de terre qui bouleversa le port de la Jamaïque où il s'était réfugié et où il mourut quarante-sept ans plus tard? C'est ce que d'autres découvertes permettront peut-être de préciser.¹

N. WEISS.

1. Un « État des biens des.. N. C. sortis du royaume, situés dans le diocèse de Montpellier, qui doivent être saisis », extrait des Archives de l'Hérault et publié dans *l'Hist. de l'Égl. Réf. de Montpellier*, par Ch. Corbière (p. 522), indique comme fugitifs « Laurent et Louis Galdy frères », de Montpellier, dont les biens sont encore en possession de « la veuve du Sr Jacques Galdy, demeurant à l'Argenterie, paroisse de Notre-Dame ».

Puisque le guide Berger-Ragatz paraît à nouveau dans le *Bulletin*, notons que son vrai nom, comme nous l'avions soupçonné, est *Paul Ragatz*. Arrêté une première fois à Grenoble, puis relâché, il cacha son nom lors de sa seconde arrestation dans les Cévennes. Nous savons le fait par un Mémoire de Ragatz lui-même (*Pap. Court.* n° 13, vol. II fo 41). (Note de Ch. Bost).

LA CHASSE A L'ÉGOÏSME APRÈS LA RÉVOCATION

Lausanne 1688.

Le papier jauni qui nous a suggéré ce titre est sans signature et sans date, mais il émane ostensiblement de ceux qui avaient la charge onéreuse de subvenir aux besoins des réfugiés pour cause de religion. L'égoïsme est de tous les temps. En temps ordinaire il alimente les quolibets de la foule et augmente le mépris de ceux qui en subissent les conséquences. Mais quand des circonstances, voire des catastrophes extraordinaires atteignent tel ou tel peuple, on ne peut s'empêcher de s'indigner contre ceux qui par leur indifférence refusent leur part de collaboration au soulagement de leurs frères malheureux.

C'est le sentiment qu'éprouvèrent ceux qui à Lausanne¹ avaient assumé la tâche de remplir la caisse destinée à secourir ceux de leurs compatriotes qui affluaient, dénués de tout, qu'il fallait abriter, habiller, nourrir, en attendant de leur trouver un gagne-pain. « Sur les 6 454 réfugiés qui, d'après un recensement de 1696 s'étaient établis dans l'État de Berne, on en trouva 1 824 qui étaient réduits à vivre en tout ou en partie des charités publiques ou particulières. Le pays de Vaud, plus chargé relativement de ces fugitifs de tout ordre que les autres parties de la Suisse, en comptait, à lui seul, près de 4 500 dont 1 505 à Lausanne... A Berne où le gouvernement favorisait les réfugiés, il fallait que les gardiens des portes les accompagnassent, la hallebarde à la main, pour leur faire ouvrir les demeures où on leur avait assigné des logements momentanés; mais à Lausanne, les particuliers comme les Conseils leur firent un accueil empressé et généreux. Conseillers, bourgeois, étrangers, tous leur offrirent leurs maisons. On fit des collectes en leur

1. Le « bourghottonens » dont il est question dans notre document, est un quartier de Lausanne.

faveur; les patrons prêchèrent la charité envers eux, et les autorités de la ville se hâtèrent de prendre des mesures publiques pour leur venir en aide... Ces collectes trouvèrent un généreux écho dans toute la ville; mais, comme il arrive toujours, quelques personnes refusèrent d'y concourir : alors on décida (30 oct. 1688) que la personne chargée du soin des pauvres, accompagnée d'un officier ou deux « ira prendre des gages d'une main et les vendre de l'autre, à ceux qui refusent la contribution pour les réfugiés. Que s'il y a ultérieur refus, on leur baillera citation à Berne, sans acception de personnes ». Un an après, les banderets reçoivent l'ordre d'annoter les récusants, afin que là-dessus on puisse rendre réponse à LL. EE. et les informer de tout¹... »

C'est vraisemblablement de l'époque où l'on crut devoir prendre ces mesures, que date notre petit document. « *Messieurs les Recteurs* (de la Bourse) *Marcet et Nicod* dressèrent un *Roole de Messieurs les Réfugiés qui donnent et de ceux qui ne donnent rien ou très peu à la porte des Temples* ». C'est aux réfugiés en mesure d'aider leurs compatriotes qu'on s'adressait en première ligne, et c'était justice. Les Suisses qui les avaient accueillis, ne venaient qu'en seconde ligne, mais n'étaient point oubliés. Tant il est vrai qu'à cette époque, faire acte de solidarité qu'on appelait alors l'amour du prochain, était considéré, non comme une vertu à l'usage de quelques natures exceptionnellement sensibles, mais comme un devoir aux conséquences duquel personne absolument n'avait le droit de se soustraire. Mais, laissons la parole à notre document :

Roole de Messieurs les Réfugiez qui donnent et de ceux qui ne donnent rien ou très peu à la porte des Temples, fait par M^{rs} les Recteurs Marcet et Nicod.

Messieurs de la Rivière Magalon : Dumon, Delor, assesseur; Corneloup, Cassagnaz, Vivian et Lamy, Prades, chamoiseur, sont charitables et donnent assés.

1. Le Refuge dans le pays de Vaud, *Bull.*, IX (1860), 143 et 145.

Messieurs Agié et son neveu, Chiron père et fils, Delors père et fils, Juvénat et Colom, Béranger et Friquet, Pradès, marchand donnent rarement et très peu seulement par formalité.

Messieurs Rivière, beau-père du sieur Maurel, Courras et Ferras, Maurel père et fils, Portas et Compagnie et plusieurs autres ne donnent rien du tout, sinon aux fêtes et très chétivement.

Plusieurs Suisses qui ont du bien manquent aussy de charité. La porte du cœur (de la cathédrale) entre autres, ne produit presque rien que ce que MM. les pasteurs, M. le Chatelain et M. Grenier y donnent.

Et comme on croit que quelques-uns s'excusent sur ce qu'il n'y a pas toujours aux portes des temples des collecteurs d'une probité bien connue, parce qu'on y a vu des simples habitants peu considérables, surtout lorsque la dizaine du bourghottonens a fourni les collecteurs, MM. du Conseil ont cru devoir satisfaire ceux qui peuvent avoir quelques scrupules à cet égard; pour cet effet, ils ont prié quatre personnes honorables et de probité, de se joindre tous les dimanches au recteur pour faire la collecte, et ils espèrent que cela encouragera un chacun à faire son devoir. Mais, sy contr'espérance cet établissement ne produit aucun bon effet, MM. les susdits collecteurs sont chargés de faire attention sur ceux qui ont la dureté de sortir des saintes assemblées sans donner aucune marque de charité, afin qu'on puisse prendre quelques mesures contr'eux. MM. les pasteurs sont priés de faire quelques exhortations là-dessus.

L'histoire se répète. Le mot de réfugié qui paraissait, il y a quelques années seulement, appartenir à un passé lointain, est devenu, hélas! d'une actualité encore bien plus générale et plus poignante qu'à l'époque de la Révocation. Mais si partout, et par les moyens les plus divers et les plus ingénieux on s'efforce de venir en aide à ces multitudes, nous sommes encore loin des mesures qu'on crut devoir prendre dans une petite cité comme l'était alors Lausanne. Et peut-être y a-t-il, dans l'énergie avec laquelle Messieurs les Recteurs de la Bourse des réfugiés rappelaient « sans acception de personnes » que nul n'a le droit de se soustraire à ce devoir, une leçon que plus d'un de nos contemporains pourrait recueillir avec profit.

Notre collègue, M. J. Pannier ancien pasteur de

Nauroy, nous permettra, à ce propos, de recommander à nos lecteurs l'émouvante brochure, *Pour la résurrection de Nauroy. Notes et documents sur l'agonie d'un village picard (1914-1918)* qu'il vient de publier au profit du Comité protestant d'Entr'aide, 152, rue de Vaugirard, Paris.

N. W.

SOUVENIRS DES DEUX DUCOS

1729-1831

Le *Bulletin* a déjà signalé (janv. 1918, p. 75) à ses lecteurs le grand intérêt qu'offrent, pour l'histoire du protestantisme à Nérac et à Bordeaux, les *Souvenirs inédits de Daniel I et Daniel II Ducos*. Nous ajouterons à ce que nous avons déjà dit, que le manuscrit original appartient à M. F. Schrader, — le géographe si connu, originaire de Bordeaux et descendant direct, — qui a bien voulu nous autoriser à livrer au public ce précieux document dans son intégralité. C'est sur ce manuscrit que nous avons collationné la copie mise à notre disposition par M. Léon Casalis (de Bordeaux), et longtemps considérée, à tort, comme la seule forme subsistante de ces souvenirs.

A. LEROUX.

**Carrière de Daniel Ducos transmise
par J. Christophe Ducos à J. Daniel Ducos¹**

Bordeaux, le 17 février 1863.

Au nom de Dieu le Père, au nom de Dieu le Fils, au nom de Dieu le Saint-Esprit : *Amen*.

A Bordeaux, ce 22^e juillet 1771.

Mes très chers enfants,

Tous les hommes qui existent sur la terre ont une même origine. Soit par une dispensation de la Providence divine, soit par un principe d'orgueil, ou par la différence des talans ou de la fortune, les hommes ne veulent pas être égaux; les uns ce glorifient de l'ancienneté de leur noblesse, d'autres des grands exploits de leurs ancêtres, d'autres de leurs grands biens; quant à vous, mes chers enfans, vous n'avez à vous glorifier d'aucune de ces choses; je demande au Seigneur que vous puissiez vous glorifier de ce que vos noms sont inscrits au Livre de Vie; le seul titre dont je me fais gloire est de me persuader par sentiment de cœur que vous descendez de parans que nous trouverons aux pieds du throne de l'agneau.

Je suis étranger dans cette ville de Bordeaux; depuis vingt-sept ans mes nouveaux concitoyens ne me connaissent que par le train de conduite que je mène autour d'eux, mais ils ne savent presque d'où je suis, ni d'où je sors; suivant toute apparence, aucun de vous, mes chers enfans, ne retournerés vous établir au lieu de nos pères, de sorte qu'après mon décès, vous ignoreriés entièrement ce qu'ont été vos ayeuls; cependant, chaque homme bien né, comme je suppose que vous êtes, se fait une vraie satisfaction de connoître quelque chose de son origine, de l'état et des mœurs de ses parans; et c'est pour vous donner cette satisfaction que je vous fais cest écrit, concernant votre origine.

Je ne monterai pas plus haut que ce que j'en connois moi-même par les récits que mon père et ma mère m'en ont faits; et comme en me récitant ces choses dès ma plus tendre enfance je leur voyois répandre beaucoup de larmes, j'en ay conçu un si grand respect que je puis dire que ces larmes m'ont été d'une réelle benediction, et qu'ils ne se sont jamais effacés de ma mémoire. — Quoi que je n'aye rien à vous dire de merveilleux ni

1. L'orthographe est conservée telle que dans l'original.

d'extraordinaire, si ce que je vous dirai fait le même effet sur vos cœurs, que ce qu'ils m'ont dit a fait sur le mien, j'en aurai du plaisir, et les larmes que je versserai à c'est égard me seront douces et bénies.

Jacob Ducos, mon grand-père, est le plus haut que je puisse remonter, ses papiers de famille ne m'ayant pas demeuré, parce que mon père sortit de sa maison jeune, où il n'est plus reentré.

Ce Jacob Ducos était brûleur d'eau-de-vie à Nérac. Il fut marié en premières nocés à Guionne Duluc; plusieurs vieillards que j'ai connus dans ma jeunesse, outre le témoignage de mon père, m'en ont parlé comme des gens des plus respectables qu'il y eût dans la ville de Nérac; — de ce mariage procéda Christophe Ducos, mon père, et Jeanne qui dans la suite fut mariée à Legendre.

Guionne Duluc, ma grande mère, décéda à Nérac, et Jacob ce remaria en seconde nocés à Jeanne Laporterie; de ce second mariage naquit Pierre Ducos, qui mourut jeune au siège de Fontenabie, et David qui se maria à Nérac, duquel il reste des enfans à Nérac, et Jean Ducos, demy frère à mon père, de qui j'ai épousé la fille, qui est votre mère.

Jeanne Tricou, ma mère, qui est encore en vie lorsque j'écris ceci, m'a souvant attendri par le récit qu'elle m'a fait de ses ayeuls.

Je sais que la piété ni les vertus ne sont point héréditaires, mais je crois que les sentiments de piété qui ont succédé à notre famille viennent principalement du cotté de ma mère. Son grand père, nommé Eméric, était l'un des premiers anciens dans le temple de Nérac, et y exerça cette charge tant qu'il vécut, avec beaucoup d'édification; sa femme, ma grand ayeulle, le recontoit à ma grande mère en ce fondant en larmes. Ils avaient une fabrique d'étoffe qu'on appelle narraquan et des droguets, et occupoient trois et quatre garçons dans leur boutique.

Eméric recommanda à sa femme, avant de mourir, de donner sa fille unique en mariage à Abraham Tricou, l'un des garçons de sa boutique, le connoissant le plus capable de soutenir la boutique et de rendre sa fille heureuse par les sentiments de piété et de sagesse qu'il lui distinguoit sur tous les garçons de la ville, quoi qu'Abraham n'eut point de bien et qu'il fut étranger, étant natif de Libos.

Ma grande mère, étant vueve, exécuta les desseins de son mari incontinant après, et maria sa fille Anne Emeric, agée seulement de seize ans, avec Abraham Tricou, mon grand père.

Il ne démentit point les bonnes idées qu'Eméric son beau père défunt avait eues de lui. Il vécut en homme de bien, et s'attira l'estime de tous ces voisins, grands et petis, et devint un

des meilleurs artisans de Nérac, et sa fabrique l'une des premières du pays. Abraham et sa femme furent des gens craignant Dieu, et attachés à la religion selon leurs lumières. Ils étoient exats à la prière plusieurs fois le jour dans leurs maisons, avec soin d'inspirer l'amour et la crainte de Dieu à leurs enfants. Les particularités que ma mère m'en a raconté me rendent la mémoire de ce grands père et mère si respectable, que je souhaiterois leur ressembler dans bien des choses.

Ils eurent 14 enfants de leur mariage, dont onze leur moururent presque tous adolescents. Ils en avaient encore un nombre, lorsque le fatal édit de la révocation de l'Édit de Nantes parut en 1685.

Le temple de Nérac, fameux jusques alors, auquel ces bones gens étoient si attachés, fut un des derniers démolis de tout le Royaume. Les murailles en étoient si fortes et si bien baties, qu'il fallut faire jouer la mine pour le démolir, et la cloche si bonne et assez grande que plusieurs vieillards m'ont dit qu'elle s'entendoit de dessus le gravier d'Agen, quoi qu'il y ait quatre lieues de distance. J'ai moy même vu cette cloche quand on la refondit, qui étoit fort grande et qui avait resté prisonnière plus de 50 ans dans l'Hôtel de Ville de Nérac, où je me rappelle l'avoir vue avec vénération dans mon enfance.

Les persécutions contre les protestants commencèrent dès lors; il y en eût de roués, de brûlés, et pendus.

Abraham Tricon, quelque estimé qu'il fût de plusieurs des magistrats même, ne fut pas exant de cette persécution. Je ne seïs pas tout ce qu'il eut à souffrir, mais ma mère, qui ne naquit qu'en 1688, m'a dit qu'elle se souvenoit encore d'avoir vu trainer les enfans à la messe par force par les cheveux et à coups de bâtons, à la vue des pères et mères, qui n'osoient s'en plaindre sans s'exposer à être eux-mêmes tourmentés.

La justice imposa à mon grand père une amande journalière de cinq sols chaque matin pour chac'un de leurs enfans qui n'iroit pas à la messe; ils aimèrent mieux payer cette amande que de consentir à des ordres qui alloient contre leur conscience. Ils payèrent cette amende si longtems, qu'ils s'épuisèrent d'argent, et lorsqu'ils n'en eurent plus, ils entamèrent leur fond de boutique et enfin une pièce de terre labourable et un jardin qu'ils avoient à la porte de la ville, du meilleur fond du pays; ce bien a été sequestré plus de 40 ans, et n'a été tiré d'entre les mains de la justice que par mon père environ vers 1722.

Peu de temps après la puplication de la révocation de l'Édit de Nantes, il y eut une infinité de monde qui quittèrent le pays, pour ce soustraire à la cruauté de la persécution. Les récits qu'on fait des méchancetés qui ce commirent alors font frémir. On ne

voulait les laisser sortir du Royaume ni les laisser vivre tranquilles. Ne point se confesser ou aller à la messe était un crime digne de mort, de sorte que, pour sortir du pays pour sauver sa vie, il falloit uzer d'une grande prudence; au moindre soubsson de s'enfuir on étoit arrêté, enprisonné et souvent pendu.

Mon grand père et grande mère étant déjà fort apauvris par les amandes journalières concernant leurs enfants, et par les soldats qu'on mettait à disgression chez eux, résolurent de passer en pays étranger; mais ne pouvant s'en aller seuls, ils complotèrent avec la famille du sieur Dulieu de s'en aller ensemble, et résolurent les uns et les autres de vendre en secret tout ce qu'ils pourraient afin d'avoir un peu d'argent et de profiter de la première occasion favorable.

La famille Dulieu étoit la plus ardente à l'exécution de ce projet, de sorte qu'Abraham Tricou et sa femme vendirent de leur maison tout ce qu'ils purent, marchandises, métiers, linge et l'étein, et quelques mois après, lorsqu'ils furent prêts, ils dirent à leur voisin et jusqu'alors leur meilleur ami : « Voisin, dirent-ils, tout est prêt, et nous partirons dès cette nuit si vous voulez ».

Alors le sieur Dulieu chancela et chercha des subterfuges et mille raisons pour détourner le départ, disant qu'il ne se sentoit pas appelé, et qu'il falloit avoir patience et savoir porter la croix, que le tems changerait, etc.

Cette lâcheté de leur ami en qui ils avoient toute confiance les mortifia de telle sorte qu'ils en ont parlé en pleurant tant qu'ils ont vécu; quelques autres empêchements étant survenus là dessus, leur départ fut manqué, et il leur fallut ce réinstaller comme ils purent.

Les persécutions ne cessant point, ils eurent mille choses à souffrir; je trouve encore dans les papiers de mon père des transports de justice et des sommations à changer de religion, et des procès verbeaux faits à côté de leur lit de maladie, avec un appareil et des termes effrayants et tiraniques.

Abraham Tricou mourut de cette manière au tems de la persécution, en remetant son âme entre les mains de son fidèle créateur et sauveur. Il vécut d'une manière exemplaire et fut regretté longtemps même de ses ennemis. Il y a bien des particularités que ma mère m'a racontées de lui et de sa femme, qui me font tant de plaisir, que je me fais une vraie gloire d'en être issu; il n'y avoit personne qui eut des mœurs plus réglées et plus sages; et qui fût plus attaché à la religion de leurs pères qu'eux. Un Dulieu (de la même famille dont j'ai parlé), qui est mort depuis environ 15 ans, âgé d'environ quatre-vingt-dix ans et qui les avoit connus, me disoit souvent — « Mon cher Daniel, je me réjouis beaucoup d'apprendre que vous vives à Bordeaux

comme un honnête homme. Si vous saviez ce qu'ont été vos grands père et mère, vous seriez d'autant plus porté à les imiter. Personne à Nérac, votre mère même, ne peut vous en parler aussi clairement que moi; mais souvenez-vous qu'ils étaient des gens de Dieu, et en tout exemplaires ». — Et toutes les fois que j'ai été à Nérac, M. Dulieu me donnoit sa bénédiction comme il l'auroit fait à son enfant.

Anne Emeric, ma grande mère, ne survécut à Abraham Tricou qu'environ un an après.

C'était une femme si craignant Dieu, comme on qualifiait alors et depuis les personnes de piété, si vertueuse et si modeste, que le portrait qui m'en a été fait tant de fois par beaucoup de personnes et par l'abondance des larmes de ma mère, me la représentent (*sic*) agréablement comme une vraie sœur de l'Eglise des Frères¹. Elle passa le peu de temps de son veuvage en vraie vueve du Seigneur, en prières et en racontant tous les jours aux trois enfants qu'elle avait les excellentes choses qu'elle savoit de la parole de Dieu et de la piété de ses père et mère et de son mari.

Elle décéda donc environ un an après son mari, et de quatorze enfants qu'elle avait eus, elle ne laissa que Jeanne, ma mère, âgée alors de treize à quatorze ans, et Anne, âgée de neuf à dix ans et Moyse, âgé de six à sept.

Je ne doute pas que les diverses peines, chagrins et afflictions n'aient beaucoup contribué à abrégér leurs jours.

Jeanne ma mère, Anne et Moyse Tricou, se trouvèrent orphelins bien jeunes, puisque ma mère qui était l'ainée des trois, n'avait que tout au plus quatorze ans. La terre et jardin était séquestrés entre les mains de la justice, il ne leur restait que la maison, vuide de tout à l'exception de deux ou trois lits et quelque mauvais cabinet.

On peut juger de la peine de ses trois pauvres enfans : mais le Seigneur, qui se déclare le mari des veuves et le père des orphelins, tint sa main protectrice sur eux au milieu des lous mercenaires; la piété et les bonnes mœurs de ces parans se conserva en eux, aidés par les conseils et le secours de quelques gens de Dieu, qu'il ne manque pas de susciter ordinairement dans des pareilles occasions.

Jeanne, ma mère, fut la mère de famille d'Anne et Moyse. Comme elle savoit filer de la laine au rouet et que la boutique avait encore rouets et métiers pour les étoffes, elle se mit à filer pour l'un et l'autre à la livre, et y exerça sa sœur, en s'appliquant à une vie extrêmement frugale.

1. Les Frères Moraves.

Ces trois enfans ce soutinrent de cette manière, et lorsque le temps de la moisson venait, ils alloient glanner du fromments, et le Seigneur mettoit sa bénédiction sur le peu de grain qu'ils avoient ramassé; ils faisoient ainssi tous les ans; et outre cela Jeanne loua deus chambres hautes de la maison à M^{lle} Durack, depuis Madame Cazeaux, pour dix livres par année; Moyse leur frère, voulant commencer trop à bonne heure à couper du bléd, au lieu de glaner encore quelques années, fit un effort en voulant suivre dans son sillon les autres moissonneurs, et cè rompit la veine cave, perdit tout son sang par le fondement, et mourut de cette chute en peu de temps; Jeanne et Anne furent inconsolables pendant longtemps de la perte d'un frère qu'elles aimoient comme leur âme et auquel elles avaient mis l'espérance de voir relever la maison de leur père.

Elles vécurent ainssi avec honneur et avec tant d'économie, qu'elles se demandoient souvant l'une l'autre depuis quel temps elles n'avoient pas beu de vin; souvent elles ne s'en souvenoient pas.

Plusieurs partis de mariage avantageux ce présentèrent pour ces deus filles. Jeanne accepta Christophe Ducos, mon père, et se marièrent à l'âge de vingt-six ans. Quant à Anne, elle ne se maria jamais, et ne quita jamais sa sœur et mon père. Elle termina sa carrière à l'âge de quarante-huit ans; elle vécut dans la famille comme une vierge de l'agneau, en prière et bonnes œuvres autant que ses facultés le permettoient, et tant qu'elle a vécu, elle nous fut à tous les enfans d'un grand respect et c'est d'elle que nous tenons les premiers éléments de notre religion. J'étois au chevet de son lit lorsqu'elle décéda. Ma mère lui demanda si elle s'en alloit réconciliée, si elle ne sentoit point de rancune contre personne, et si elle sentoit son âme en paix. Elle s'écria : « Jésus! » — avec un sentiment si tendre et si onctueux, qu'aussitôt qu'elle l'eut prononcé ma mère et ma sœur Marie et moi nous fondions en larmes. Aussitôt qu'elle eut prononcé le précieux nom de Jésus, comme si elle l'eut veu, elle rendit l'esprit. Je ne doute pas qu'en effet l'aimable Jésus ne vint lui-même dans ce momment recueillir cette âme dans son sein; du moins, je sentis dans ce momment quelque chose de si doux et d'extraordinaire que je ne l'ai jamais pu oublier quoique je n'eusse alors que dix ans tout au plus. Après la mort de cette bienheureuse fille ma tante, il s'imprima sur sa face quelque chose de si doux, de si bénin et une beauté surprenante, que chac'un se faisoit une curiosité de la venir voir et admirer.

Christophe Ducos mon père et Jeanne Tricou ma mère se marièrent donc en 1714. Christophe, étant l'aîné du premier lit, avoit quitté la maison paternelle et appris le métier de facturier

d'étoffes. Jacob, son père, partagea le bien de sa première femme entre mon père et sa sœur.

Il eut pour son partage une maison en ville et une autre maison au bourg de Pérès avec un petit jardin. Il vendit incontinent tout son patrimoine pour dégager le bien de ma mère, et le retirer d'entre les mains de la justice en payant les anciennes amendes pour lesquelles il étoit séquestré. Mais le procureur, M. Berreté, entre les mains de qui étoit le bien en dépôt pendant la longue minorité de ma mère, l'avoit vendu depuis environ dix ans à Argelès.

La barbare persécution avoit un peu ralenti et le feu de cette première rage ne ce démontroit plus que par des étincelles, qui cependant en atteignoient encore plusieurs et faisoient frissonner les autres : soit à cause qu'un grand nombre avoit changé de religion, pour éviter les peines et ménager leur bien, soit qu'il n'y avoit plus absolument aucune espèce de culte, ou que la compassion sur tant d'injustices eut atteint le cœur de plusieurs d'entre les magistrats.

Mon père attaqua le procureur Berreté, par le conseil de quelques hommes d'autorité et de cœur. Il eut à luter longtemps contre toutes les inventions de la chicanne et contre les capucins de Nérac qui ce donnèrent tout les mouvemens possible pour faire échouer l'entreprise. Cependant, après bien des peines et des repentirs d'avoir entamé l'affaire et des freix ruineux, le Sénéchal prononça la sentence équitable en faveur de mon père et mère. Berreté fit appel au Parlement de Bordeaux, où il fallut que mon père et ma mère descendissent plusieurs fois et y rester plusieurs mois à grands freix. Ma mère étoit alors enceinte de ma sœur Jouanel. Enfin, après environ huit mois, le Parlement donna l'arrêt et confirma la sentence du Sénéchal de Nérac. Ils rentrèrent enfin dans le petit domaine de ma mère, mais il leur couta autant que s'ils l'eussent acheté.

Près de quarante ans s'étaient écoulés depuis qu'on n'exerçoit aucune marque de religion, dans le pays, que la catholique romaine, et trois ou quatre protestants n'osoient à peine ce parler, dans la crainte de s'exposer à être cités devant le magistrat. Et il y eu 1 000 perssonnes qui ont subi l'amande et la prison sous le seul soubson d'avoir prié Dieu. Ceux qui avoient des livres (surtout des bibles et des psaumes) étoient obligés de les tenir bien cachés, on se méfioit à cet égard des meilleurs amis.

Un trait particulier qui arriva à ma mère peu de temps après être mariée.

Un officier gentilhomme du Sénéchal, étant malade, envoya chercher ma mère aux instantes sollicitations de sa femme, lui remit une somme de cent livres, en lui disant :

« Tenez, m'amie, prenez cet argent, il vous appartient. Mais dites-moi : M. X... (que je ne veux pas nommer), M. X... ne vous a-t-il pas remis de l'argent? — Non, monsieur, répondit ma mère. — Hé! Il vous en doit bien plus que moi »!

Il n'i a pas de doute que cette remise ne vint d'un remors de conscience et du tort qui avoit été fait jadis à Abr. Tricou.

Il me semble que les protestants de France ne ressemblent pas mal à la nation des Juifs après la destruction de la ville de Jérusalem.

Comme les maux extrêmes que les Juifs eurent à souffrir ne pouvoient venir que de leurs méchancetés et du mépris du saint nom de Dieu, qui reposoit de droit et naturellement sur eux, de même, les protestans, qui avoient la saine doctrine de l'Évangille et qui étoient sortis des erreurs du Papisme aux dépens d'une mer de sang de leurs pères et qui avoient mis à jour la justification gratuite du pécheur par la venue seule du Seigneur Jésus et par la vertu de sa mort et de sa résurrection, contre le diabolique mérite des œuvres, contre l'imbécile invocation des saints et le dogme monstrueux du purgatoire, contre l'idolâtrie des images et les cérémonies ridicules vraiment païenes, — les protestants de France, dis-je, à qui Dieu avoit fait la grâce d'ouvrir les yeux, au lieu d'en profiter et de tenir une conduite digne du nom de Jésus-Christ, tombèrent dans un orgueil insupportable, et sous le manteau de la bonne religion, qu'ils avoient plus dans la bouche que dans le cœur, provoquèrent, je n'en doute point, la colère de Dieu, qui leur ôta le chandelier.

Je naquis à Nérac, le 1^{er} avril 1729.

Mes père et mère s'étoient maintenus dans la religion protestante, nonobstant l'opprobre et les peines qui y étoient attachées; un grand nombre de familles avoient déjà changé de religion, cependant il en restoit encore beaucoup, et parmi ceux-ci, il y avoit quelques personnes marquées du sceau de Dieu sur leur front, qui passoient tout leur tems en prières et en toutes sortes de bonnes œuvres. Entre autres, une vieille et respectable mère de notre voisinage, nommée la Ticheneyre, et le père de notre ami Perès (de Nérac) avec qui ma mère étoit intimement liée. Ces trois personnes se donnoient souvent des rendez-vous tantôt chez l'un, tantôt chez l'autre; ma mère me laissoit aller avec elle; et j'avais environ 4 ans. Les prières ferventes, et l'abondance des larmes que je leur voyois répandre faisoient une si vive impression sur mon cœur que j'en étois plein de componction, et sentois quelque chose de si doux et de si délectable dans mon cœur, que souvent je versois des larmes d'amour pour un bon Dieu que j'aimois et que j'aurois voulu connoître. Je n'oublierai jamais la manière gracieuse dont le tendre ami des pécheurs en a uzé

envers moi, car dès mes plus jeunes années, je sentoïis en mon cœur les attraits de sa grâce qui m'excitoient à me mettre au premier coin que je trouvois, pour épancher mon cœur à ses pieds, et ma prière accoutumée étoit : « Seigneur, je t'en prie, fais-moi du nombre de tes enfans » !

Je ne me rappelle pas d'un temps que je n'ai pas su lire ; dans ce temps de mon enfance, je lisois toujours sans y être excité par mon père et ma mère, avec un goût inexprimable, et lorsque quelque chose m'arrêtoit particulièrement, je ne me donnois pas de repos que je ne l'eusse appris par cœur ; j'avais lu dans quelque livre ces versets de l'Apocalypse : « que l'agneau se tenoit sur la montagne de Sion, et avec lui cent quarante quatre mille marqués qui étoient ceux qui ne s'étoient point souillés, » etc..

J'avois un désir si ardent d'être de ce nombre que le souvenir de l'effet que ces paroles avoient fait jadis sur mon cœur, m'ont garanti de plusieurs dangers, et fait éviter bien des pièges qui m'ont été tendus.

Cette aimable simplicité enfantine soutenue des douceurs de la Grâce prévenante dans la jouissance de laquelle j'étais heureux comme le poisson dans l'eau, je la perdis vers ma douzième année. La plupart de mes camarades d'école étoient des enfans fort libertins et indisciplinés, je me laissai abandonner avec eux à toutes sortes de folies. Premièrement au jeu de mail, avec lequel je frappai par mégarde, un jour, la tête d'un de mes cousins avec tant de force, que je suis encore surpris de ce qu'il n'en mourut pas sur-le-champ. J'en eus tant de chagrin, qu'il fallut que bien de personnes m'en consolassent. Du jeu de mail, je passai aux jeux de cartes et insensiblement à d'autres où je devins intelligent, que cela me devint passion. Dans l'été, j'allois à la rivière pour me baigner avec les autres. Je faillis me noyer pendent trois fois, j'ai été sauvé deux fois par l'un de mes camarades qui m'attrapa par les cheveux lorsque j'enfonçai et un autre je me tirai comme par miracle moi-même.

Au milieu de ces égaremens, je sentais souvent des reproches dans ma conscience (surtout au sujet des juremens que j'avois aussi contractés et j'aurois souvent souhaité de trouver un ami avec qui j'aurois pu vivre plus sagement. Mais n'y en y ayant point, je continuai plus ou moins dans ce déplorable train de vie. Comme j'avois appris beaucoup de choses par cœur, mon bon père qui me menoit souvent avec lui à la campagne se faisoit un plaisir de me faire réciter ces choses. Les applaudissemens que je recevois de chacun, ainsi que de mon père et de ma mère desquels j'étais l'idole, m'enorgueillirent ; loin d'être ce qu'ils croyoient que je fusse, je n'étois qu'un hypocrite, parce que je leur cachois souvent mes deffauts. Cependant le Seigneur ne se

laissoit pas sans témoignages dans mon cœur, et je soupirois souvent après la grâce d'être un enfant de Dieu, par le souvenir de ce que j'avois senti d'aimable dans ma première enfance, et que le Seigneur réitéroit de tems en tems. J'aurois donné tout ce que j'avois de plus cher au monde pour voir un ministre, et lorsque la pensée m'en venoit, j'en pleurois comme malade de langueur. Je croyois que les ministres devaient être comme les apôtres, et que je ne manquerois pas d'être santifié si j'avois le bonheur de les voir et de les entendre. Je n'étois pas le seul dans cest esprit et je suis persuadé que si un ministre, tel que nous nous imaginions qu'ils étoient et qu'ils devraient être, étoit venu dans le pays en ce temps là, il auroit eu la satisfaction d'y voir du bon fruit, ou si un Frère de l'Eglise¹ y étoit venu, il en auroit recueilli alors une riche moisson pour le Sauveur.

En 1744, lorsque j'avois 15 ans, ma sœur aînée, que j'ai toujours tendrement aimée, étoit déjà depuis plusieurs années à Bordeaux, dans une des bonnes maisons, pour soigner les enfans. On me proposa si je voulois apprendre le métier de tonnelier, en me faisant entendre qu'il étoit fort avantageux et qu'il me convenoit, qu'il y avoit à Bordeaux un maître qui me recevrait en apprentissage, ou si je voulois prendre le parti de la mer. Mon père, qui me regardoit comme un enfant chétif et délicat, s'oposoit à l'un et à l'autre de ces deux partis ; il vouloit plutôt que j'appris la chirurgie, et j'avois en effet déjà commencé pour cette vocation depuis quelques mois, chez un maître de notre voisinage ; mais ma mère et quelques voisins de leurs amis opinoient pour venir à Bordeaux apprendre le métier de tonnelier.

Moi qui ne savois pas précisément ce que je voulois, je montai dans la chambre de ma mère, et lorsque je me trouvai seul, je me mis à genoux, je priai le bon Dieu de tout mon cœur de me montrer lui-même ce que j'aurois à faire, et de vouloir bien régler mon sort suivant sa sainte volonté : que j'étois disposé à suivre le chemin qu'il voudroit me tracer, que je m'abandonnois à sa sainte conduite, qu'il fit de moi ce qui lui sembleroit bon. Je versai des larmes dans cette prière et je me relevai résolu de suivre et d'attendre ce qu'il en seroit, suivant la délibération de mes père et mère. Après quelque temps de contestation entre eux, mon père céda à ma mère, et ce fut lui-même qui disposa tout l'arrangement de mon départ ; mais il croyoit que je reviendrais à Nérac avant un mois, me trouvant absolument trop foible pour le métier que j'allois entreprendre.

Un commandeur, de qui mon père étoit aimé, m'accorda une place dans un bateau qu'il avoit frété jusqu'à Bordeaux. Je partis

1. L'Eglise des Frères moraves.

de Nérac en janvier 1744. Nous arrivâmes devant Langon vers minuit. Il y avoit devant le port un nombre de bateaux qui l'embarassoient. M. le commandeur descendit le premier, avec quelques-uns de ses domestiques qui l'éclairaient ; il falloit traverser plusieurs bateaux pour aller à terre.

Quant à moi, j'avois été retenu à notre bateau avec le domestique qui gardoit le bagage.

Peu de temps après, il fallut aller souper à terre, le domestique et moi ; je passois devant pour traverser les autres bateaux, en sautant de l'un à l'autre. Le domestique qui me portoit la lanterne derrière moi, m'en avoit caché la lumière pour s'éclairer soi-même. J'avois déjà mes pieds sur le bord d'un des bateaux, prêt à m'élancer sur le sol que je voyais plat d'un autre bateau vuide, lorsque le domestique tourna la vitre de la lanterne sur ce plat où j'allois sauter, et je vis que c'était un gouffre d'eau tournoyant entre tous ces bateaux.

Je suis encore pénétré de reconnaissance envers mon Dieu protecteur, de m'avoir garanti de ce danger. Si le domestique eût différé à tourner sa lanterne le temps qu'il faut pour faire un pas, j'allais périr sous ce tas de bateaux, où le courant m'auroit entraîné dans la nuit.

J'arrivai à Bordeaux auprès de ma sœur, et deux jours après elle me présenta à mon maître, qui refusa de me prendre, tout nettement, par la raison que j'étois petit et que je n'avois pas assez de corps pour ce métier ; toutes les sollicitations de ma sœur ni les miennes ne peurent l'engager à me prendre ; nous suivîmes plusieurs autres maîtres de la ville et des Chartrons, aucun ne voulut se charger de moi. Tous ces préludes me faisoient une peine infinie, et je compris que nous aurions tous bien fait de suivre la volonté de mon père. Mais plutôt que d'avoir la honte de retourner à Nérac, je me serois volontiers résolu à partir pour l'Amérique.

Après bien des recherches inutiles, nous intéressâmes un négociant du Chartron à qui avoit au premier des obligations, lui disant de faire un essai seulement de trois mois, et que s'il voyait en moi des apparences d'irréussite, il seroit maître de me renvoyer. J'entrai donc à cette condition chez lui, en priant le bon Dieu de me bénir et de me faire trouver grâce devant mon maître et maîtresse, afin que je pusse apprendre au moins un métier. Je priois Dieu de me donner un cœur humble et soumis, et que mon humilité m'attirent ce que ma force et mon ouvrage ne pourroient pas faire.

Ma maîtresse étant une des plus méchantes et des plus malignes femmes qu'on puisse jamais nommer, je cherchai à la prévenir en allant chercher l'eau à la fontaine deux fois chaque

jour, en lui portant son linge au lavoir et le lui rapportant quand il était sec, et en ne lui parlant qu'avec ma tête découverte.

Cette pauvre femme, de la plus pauvre espèce, au moins n'empêcha pas son mari de passer la police de mon apprentissage avec mon père. Trois mois après, les ouvriers de la boutique rendirent aussi le témoignage que je m'y prenois fort bien au maniement des outils; ma police fut passée pour quatre ans et dix boisseaux de farine, mesure de Nérac.

Mon maître étoit un bon homme, de qui je n'ai que du bien à dire, mais j'eus à souffrir de ma maîtresse, qui avoit absolument résolu de me faire changer de religion. Elle y intéressa six à sept ouvriers qu'il y avoit toujours dans la boutique et trois autres apprentifs. Je me tirai assez bien d'affaire avec eux, une année seulement, en leur disant que je ne pouvois changer ma religion, que je ne fusse convaincu qu'il y en avoit une meilleure, et que pour faire cet examen il me falloit du tems. Je cherchois à apprendre mon métier et à gagner du temps, et je souhaitois avec ardeur de grandir et de me donner de la force pour exercer mon métier, que je savois à fond, dans dix mois, sans pouvoir lever certains outils, à leur extrême étonnement. J'aperçus aussi qu'ils avoient prescrit ma conversion à leur religion à un an.

L'année révolue, ils s'irritèrent de mon obstination et me firent souffrir bien des choses. L'un me portait les taillants sur le cou, l'autre voulait m'éventrer, les autres m'entre-poussoient l'un sur l'autre, et dans les jours de Vigile ou de Carême il y en avoit même qui venoient sentir ma bouche pour savoir si je n'avais pas mangé du gras ou de la viande, disant que la cuillère qui touchait ma bouche et trempait au plat souillait leur jeûne. Ils mirent les moines du Chartron (1) à mes trousses; enfin, à force d'insinuation des uns, et des menaces des autres et pour si longtemps, je leur promis un jour que j'irai à la messe et que je ferai comme eux. Mais je n'eus pas sitôt prononcé cette parole, qu'il me fallut sortir du milieu d'eux. Je me mis entre deux rangs de barriques et je pleurai amèrement, craignant d'avoir renié le Seigneur. Je le priai de me pardonner, lui promettant d'être fidèle à ma religion. Je retournai sur-le-champ à mes persécuteurs avec les yeux baignés de mes larmes, leur assurant que, quand je verrais là la roue toute prête, je n'acquiescerai pas à leur volonté et qu'ils n'avaient d'or en avant qu'à me laisser tranquille, ou que je me plaindrois à des gens qui sauroient les faire taire.

Mon plus grand déplaisir étoit de voir ma maîtresse rire de tout ce qu'ils me faisoient. Enfin, pour finir, on ne m'appela plus com-

1. Les Petits-Carmes ou Carmes déchaux.

munément que le chien de la maison. S'il étoit question de moi, ce n'étoit que le chien ici et le chien là. En attendant je me fortifiois et je grandissois; je savois déjà mon métier que je n'avois pas la force de lever les gros outils et je commençai à prendre un peu le dessus et à m'embarrasser moins de leur haine contre moi; mais cet esprit d'une certaine suffisance me fit faire bien des fautes, et je tombai dans des irrégularités très répréhensibles, surtout par l'extrême dégoût que j'avois pour cette maison, où je ne pouvois plus me souffrir. Les jours m'y sembloient des mois et les mois des années.

Après trois ans et demi d'apprentissage, je n'avois pas encore perdu une heure de mon temps par ma faute. Un de mes camarades d'apprentissage, qui étoit déjà sorti de chez mon maître, m'invita à faire un repas à l'auberge un jour de travail. Je me laissai séduire contre mon devoir, et nous restâmes toute la journée en débauche. La crainte que j'avois de reparaitre devant mon maître, me fit proposer à mon ami, qui étoit lui-même fort dérangé dans sa conduite et dans ses affaires, d'aller ensemble à Bayonne et que je ne saurois plus rester dans une maison qui me semblait un enfer de peines. Mon camarade ne demandoit pas mieux pour se tirer de devant bien des personnes envers qui il avoit fait diverses fautes. Nous résolûmes de partir dès le lendemain. Il me promit de me défrayer de la route et de faire cause commune avec moi, tant pour l'ouvrage que pour la dépense et toute autre chose, et notre résolution fut exécutée.

Plus je pense à la miséricorde dont le Seigneur en a agi envers moi, plus je suis porté à m'abaisser à ses pieds adorables, pour les biens qu'il m'a faits. Dans quelques dangers que je me sois trouvé par ma propre faute, il a su m'en tirer par grâce gratuite. J'ai honte de mes égaremens et je suis confus de ta clémence. Tous mes maux et toute ma turpitude ne t'ont pas empêché, ô Seigneur Jésus, de me faire miséricorde. Je suis un monument sensible que ta grâce triomphe au-dessus du jugement. Plus le péché a abondé en moi, plus tu y as fait surabonder ta miséricorde.

Oui! ta grâce, agneau très aimable,
 Passe tout entendement
 Lorsque un pécheur misérable
 La connaît par sentiment.

Oui, cher agneau de Dieu, que je ne perde jamais le souvenir de ce que tu m'as fait éprouver dans tous les tems de ta faveur et de ta délicieuse proximité. Lorsque j'ai été sur le bord du précipice, même de plusieurs précipices; ta main, ta *seule* main m'en a retiré. Oui! dans les temps où j'agissais comme si j'avois

été ton ennemi, tu t'es montré mon ami et mon fidèle protecteur. Continue, je te prie, cher Seigneur, de tenir toujours mon âme toujours dans la dépendance de ton tendre amour.

Soutiens ma foiblesse,
Guéris ma langueur,
Et te tiens sans cesse
Bien près de mon cœur !

Je quittai mon maître avant de finir de mon apprentissage, par un esprit de libertinage mêlé de désespoir, avec un garçon corrompu et très libertin, à la conduite duquel je m'étois voué, comme étant âgé de plus que moi d'environ sept ans, et étant un des plus beaux hommes que l'on puisse voir, ayant de l'esprit et l'entretien insinuant, un cœur tendre et amical, mais qui manquait d'éducation et de connaissance, ainsi que moi.

Nous étions des amis inséparables, et qui depuis fit un voyage depuis l'Amérique exprès pour me voir à Bordeaux. J'appris dans la suite, qu'il avait fait une fin tragique.

Nous partîmes, dis-je, de Bordeaux en 1747, vers mars ou avril. Je n'avois rien dit à personne de mon départ. Mes parents qui ne savoient ce que j'étais devenu, en étoient aux abois, surtout mon père et ma mère, qui vouloient chercher un procès à mon maître. Ils écrivirent dans tous les ports pour savoir de mes nouvelles. Je m'étois évadé avec un mauvais habit, trois ou quatre chemises, mal nippé et sans argent.

Nous trouvâmes de l'ouvrage avant d'arriver à Bayonne, c'est-à-dire qu'un négociant de cette ville, que nous rencontrâmes en chemin, nous adressa chez lui, où nous fûmes très bien reçus avec une de ses lettres dont il nous munit. C'était un très honnête homme, et s'il n'eût été le caprice de mon conducteur, j'aurais gagné au changement de Bordeaux.

Comme j'étois assez mal vêtu, et que je voyois les autres bien rangés, je brûlais du désir de gagner de l'argent pour m'habiller, et mon bourgeois m'offrit de m'en faire l'avance.

J'avois de l'orgueil et je ne voulais pas porter un habit emprunté.

Trois mois se passèrent sans que je vis jour de parvenir à mon but par la mauvaise conduite de mon camarade dans laquelle je le suivais. Je fis rencontre de M. Couturier, armateur de Bordeaux, qui me connut et qui m'apprit la détresse où étoient mes parents, et qu'il avoit lui-même écrit en divers endroits pour me découvrir. Il étoit ravi de joie de m'avoir trouvé, il me pressa de me m'en retourner avec lui. Je m'en excusai sur de l'ouvrage que j'avois entrepris, et que je ne pouvois laisser. Il m'offrit de l'argent, mais nonobstant l'extrême besoin que

j'en avois, mon orgueil m'empêcha de l'accepter, craignant d'inquiéter mes parans en leur causant des freix ou en leur donnant l'idée que je ne pouvois pas me soutenir.

C'étoit alors un temps de guerre contre les Anglais. Bayonne armait un nombre de corsaires, et chaque jour j'entendois parler des fortunes que de pauvres garçons comme moi avoient faites en quelques mois. Or, j'avois de l'ambition, mais surtout celle de m'habiller proprement me tenait le plus à cœur.

On armoit alors un corsaire neuf de vingt-deux canons, auquel les armateurs avoient donné le nom de la femme du gouverneur de la ville (la marquise d'Amon). C'était le plus joli navire que Bayonne eût encore armé. Toute la jeunesse de la ville s'empressoit d'y faire la course; même des hommes mariés et à leur aise quittèrent leurs familles pour y embarquer. Le capitaine qui le commandoit s'était acquis une si grande réputation par une prise qu'il fit d'un navire de vingt-quatre canons avec une espèce de chaloupe de deux canons, que chacun s'en promettoit monts et merveilles et voulait aller avec lui. Mon camarade me demanda si je voulois faire une course dans ce charmant navire. Je l'acceptai. Nous choisîmes le rang de « Volontaires d'honneur », c'est-à-dire que nous embarquions sans gages ni avances, mais que si l'on faisoit des prises, notre part doubloit celle des autres volontaires, mais que si l'on n'en faisoit pas du tout, notre voyage se faisoit gratuitement. Ce poste nous donnoit rang d'officiers à bord, leurs vivres étaient les nôtres, et nos hamacs placés à leur rang. Nous n'étions point sujets à la manœuvre, qu'en cas de mauvais temps, mais les premiers aux armes en cas de combat. Cependant on nous assujettit au quart.

Nous étions treize de ce poste, et en tout deux-cent-soixante-six hommes ou insignes garnements. Le Seigneur, qui sait tirer la lumière des ténèbres et qui poursuit l'âme dans tous ses rebranchemens, m'a fait tirer un grand avantage de cet affreux voyage.

Je ne pourrois décrire la méchanceté et la scélératesse de ces malheureux de l'équipage, et les blasphèmes que je leur entendais vomir. Je ne pouvois comprendre que le bon Dieu pût être assez bon pour ne pas nous engloutir tous à l'ouïe des horribles jurements que j'entendois sans cesse, et des abominables conversations et chansons dont ils se réjouissoient; les coups de cordages et de cannes que je voyois donner injustement; la cruauté dont on traitoit quatorze ou quinze jeunes garçons que nous avions, pour l'amusement de ces scélérats; oh! que je me félicitois d'avoir pris le rang de « volontaire d'honneur » et que personne n'eût à me maltraiter, en voyant comment on traitait les simples volontaires. Je ne crois pas qu'on puisse se représenter

sans l'avoir éprouvée une vie plus misérable. La plupart des vivres qu'on nous donnoit avoient fait un autre voyage. Il n'y avait pas moyen de manger la viande salée qu'on nous donnait. Les biscuits étoient aussi de très mauvaise calité. Le navire étoit si plein de monde, et l'entrepont où couchait le monde de l'équipage si embarrassé, que quand on ouvrait le panneau, il en sortait une odeur aussi mauvaise qu'une fumée pestifère, que l'on ne pouvoit supporter un seul moment sans s'exposer à tomber à la renverse. Il y avoit une si grande quantité de poux que, quand on balayoît l'entrepont, ils faisoient remuer la poussière; chacun en étoit rempli, jusqu'au capitaine. J'ai vu un jeune perruquier de mes amis, qui me monroit un jour ses cuisses qui semblaient une pièce de boucherie mal coupée. Il y avoit de ces animaux jusque dans le biscuit. Mon hamac étoit placé derrière la porte du gaillard qui communiquoit à l'entrepont vis-à-vis la chambre du capitaine. On ne pouvoit l'ouvrir entièrement sans la fraper contre mon hamac et elle s'ouvrait sans cesse, jour et nuit. Cette incomodité, jointe à celle des poux qui me rongeoient, surtout lorsque j'étais tranquille, m'empêchoit de dormir durant tout le cours de la croisière qui dura quatre mois!

Les gens de l'équipage se voloient tout ce qu'ils pouvoient s'attraper l'un à l'autre. Il y en avoit à qui on avoit tout enlevé les premiers jours de l'embarquement. Il leur fallut finir le voyage avec ce qu'ils avoient sur le corps.

On me vola aussi des choses qui m'auroient été bien utiles, mais on ne put me voler tout; on faisoit presque tous les jours mettre les coffres et sacs sur le pont pour les viziter, mais presque toujours inutilement. Lorsqu'on découvroit quelque vol, on attachoit le coupable sur un canon par les quatre membres, la bouche en bas, et on lui donnoit plusieurs douzaines de coups sur l'échinne avec une corde, à force de bras. On choisissoit pour exécuter ce châtimement le plus déterminé misérable; on ne pouvoit s'y tromper, ils l'étoient autant les uns que les autres.

Cette exécution me faisoit fendre le cœur; surtout en voyant que c'étoit une espèce de divertissement pour le bourreau et les spectateurs. Oh! que je trouvois mon apprentissage doux, en comparaison de cet affreux séjour de souffrance! combien de repentirs! combien de larmes et de réflexions! Je priois Dieu de toutes les forces de mon âme d'être pris par les Anglais: « Au moins, pensais-je, tu mangerais du pain et tu boirais de l'eau fraîche et tu serais avec des gens de ta religion, à qui tu pourrais compter tes peines! » Le seul souvenir du pain m'étoit une peine si cruelle qu'il me sembloit que je n'en mangerais plus.

Je ne pouvais me faire à ces aliments sales et dégoûtants.

J'avois tout à craindre que le grand désir d'une autre nourriture ne me rendit malade.

Un certain officier avait son coffre auprès de mon hamac, et j'avois remarqué qu'il allait souvent boire de l'eau-de-vie dans un grand flacon qui lui restoit, et comme il avait perdu sa clef, il l'ouvroit en frappant un coup de la paume de la main renversée. Ne sachant que devenir, je fus tenté de l'ouvrir pour boire dans son flacon ; c'est ce que je fis une nuit et je bus tant de cette eau-de-vie que j'en fus enivré. Heureusement pour moi que personne ne s'en aperçut. J'aurois sans doute été amarré sur un canon. J'ai mille fois frémis de mon audace, et remercié le Seigneur de ne pas l'avoir permis.

Un jour, que je méditais sur ma triste et misérable situation de corps et d'esprit, étant pénétré de douleur sur mes fautes passées, qui m'avoient conduit dans cet enfer de tourmans au milieu de cette troupe de scélérats ; je cherchais partout un coin pour tomber sur ma face et prier le Seigneur de me pardonner, et vouloir par sa grâce me retirer bientôt de cette misère. Je me trouvais sous le gaillard de arrière, au pied du mât d'artimon, j'épanchai mon cœur devant le bon Dieu en répandant un torrent de larmes : « Si tu veux me tirer d'ici, disois-je au bon Dieu, je te promets de te donner mon cœur, et de marcher sous tes yeux tous les jours de ma vie » ! Je répétois ces paroles en pleurant amèrement ; je n'oublierai jamais ce moment, quoique je ne tins pas dans la suite cette belle promesse.

Nous avons pris deux navires chargés d'huile, huit jours après avoir mis en mer. Au lieu de les convoyer, notre Capitaine les abandonna à des chefs de prise de nos gens ; et retint dans le corsaire les deux équipages des Anglais qui augmentèrent notre embarras et notre malaise, et les deux prises furent reprises par les Anglais, peu de temps après les avoir envoyées.

Nous fîmes encore deux autres prises, dont l'une se rançonna pour 35.000 livres, et la seconde, estimée 80.000 livres, arriva à bon port. Sur le déclin de la campagne, nous chassâmes un navire Anglais depuis la pointe du jour jusqu'à trois heures après-midi que nous l'atteignîmes. Alors nous vîmes que c'était un navire de force qui fesoit semblant de fuir, mais qui avoit retenu sa marche par des bailles à son arrière pour nous tromper. C'était un navire d'environ trente-six canons. Nous nous batîmes, depuis les trois heures environ après-midi jusqu'à la nuit qui nous sépara, presque toujours à la portée du fusil. Je craignois beaucoup d'être tué, et ce navire nous fit beaucoup de mal. Il nous mit deux de nos principales vergues hors de service, cassa la grande écoute, la vergue seiche et la misaine, nous tua et blaisa beaucoup de monde. Je n'eus, grâce à mon Dieu, d'autre

mal que mon fusil emporté et cassé entre mes mains, mais j'ai toujours cru que c'étoit un de nos gens; je le surpris souvant son bout de fusil en jou droit sur ma tette. Je lui dis souvant : « Je ne crains pas tant les Anglais qu'à toi; assurément, tu me tueras ». Je crus toujours que sa balle avait cassé mon fusil. Il me sou-teint fortement le contraire. — Enfin, la nuit étant venue et la mer étant grosse, nous primes la fuite en tenant une autre route.

Notre croisière tendant à sa fin, on fit route pour la cote de France, nous nous trouvâmes un matin au milieu de cette flotte Anglaise qui venoit de prendre ou de disperser cette fameuse flote française de Mr de Conflans.

Un de leurs navires de guerre nous donna la chasse trois jours et trois nuits; lorsqu'il nous avoit presque à la portée du canon, si près, que nous le distinguions au clair de la lune, un si grand calme survint vers les dix heures, que nous lui disparûmes à la faveur de 16 rames qu'on mit dehors, et ainsi nous nous échapâmes hors de sa vue.

Dans une autre nuit, nous nous batîmes contre un autre corsaire de Bayonne qui prit la fuite. Je ne saurois décrire tout ce que j'ai souffert dans mon corps et dans mon esprit dans ce voyage; mais j'ai compris que toutes choses tournent au bien de ceux qui aiment Dieu. Quoique cela ne soit pas entièrement applicable à mon sujet, je puis dire, que l'Esprit du Seigneur poursuit ses brebis égarée, et que rarement il lâche prise dans les pensées de paix qu'il a sur une âme. Je me trouvois dans l'histoire de l'enfant prodigue. C'est ce que j'écrivis à mon ami Laporte de Nérac, après mon débarquement, et les prières de la Cananéenne que je m'appliquois aussi, à ma sœur à Bordeaux.

Enfin, après ces 4 mois de la plus grande misère, on relâcha pour la première fois au Passage, en Espagne, près de St-Sébastien. Ma joye de voir la terre étoit extrême. J'obtins sans peine avec quelques autres d'aler à Bayonne par terre. J'avais ménagé en jouant sur le navire un écu de six livres et quelque monnoye. Le premier cabaret où nous entrâmes, je vis un enfant dans une carriolle, qui avait tombé un morceau de pain qu'il foulait de ses pieds, je l'amassai, et le mangeai, n'ayant pas la patience d'attendre plus long temps. On nous servit de la viande et du bon vin, mais le pain que j'avais tant désiré fut mon meilleur mets.

Le capitaine et tous les gens de l'équipage fut le lendemain matin chanter une grande messe aux Augustins. Je fus choqué d'entendre quelques-uns des moines qui étoient à l'Orgue ce mo-quer de celui qui étoit à l'autel, en se disant l'un à l'autre — « Si vous voulez le faire facher, chantez telle chose ».

Nous nous mimas en chemin pour Bayonne immédiatement

après la messe. En passant devant la porte de la ville de Fontenay, au siège de laquelle j'avais oui dire qu'un de mes oncles avait été tué, je fus étonné de voir une ville de si peu d'apparence.

Les Espagnols nous demandèrent si nous voulions échanger notre argent espagnol pour de l'argent de France. Nous n'avions que des poux à échanger. Nous vinmes coucher à Handaye, chez le boucher qui nous reçut avec beaucoup de bonté. Il nous donna une chambre fort honnête, et nous traita à bien bon marché. J'avois de la confusion de la garnison que nous dûmes laisser dans ses lits.

Je ne devois pas m'attendre d'être fort gracieusement reçu à Bayonne où j'arrivai le même jour. Mon ancien maître, qui nous avoit vus partir de chez lui à regret, étoit la meilleure de mes connoissances. Si j'avais su le ménager, comme il étoit fort riche et fort estimé dans la ville, ils auroient pu me faire du bien, mais alors il n'étoit plus temps d'aller chez lui. Il ne nous regardoit plus que comme des libertins ; il avoit répondu à une lettre de mon père dans l'intervalle de mon voyage en ces termes : « Votre fils, lui dit-il en parlant de moi, est un fort brave garçon ; je le plains parce qu'il est conduit par un libertin. Le conseil que je vous donne est celui de l'attirer auprès de vous, s'il revient de campagne. »

Dénué de tout secours, sans argent, et plus mal nippé que jamais, je n'avois de ressource que dans mon métier que j'entendois et savois à fonds. J'avois déjà conçu dès le navire quelque défiance envers mon camarade. Je lui fis entendre qu'il valoit mieux se séparer, et que chacun se cherchât un maître à part et une hôte à part, et que chacun vécût sur ses croutes. J'étois outré de ce qu'il avoit laissé une dette chez notre boulanger avant notre embarquement, que je n'avis qu'indirectement dans le navire. J'avois encore, nonobstant mon égarement, des sentimens d'honneur. Cette déclaration à notre retour lui fut sensible. Il en pleura, il m'aimoit comme à lui-même, et il lui sembloit qu'il ne pouvoit vivre sans moi. Lorsqu'il vouloit faire quelque débauche ou aller au vice trop grossier, il me le cachoit pour ne pas m'induire à faire comme lui.

(A suivre.)

SÉANCES DU COMITÉ

25 Mars 1919

Assistent à la séance, sous la présidence de M. Frank Puaux, MM. général d'Amboix de Larbont, J. Pannier, R. Reuss, E. Rott, A. Valès, et N. Weiss.

Le président est heureux de pouvoir, au nom du Comité, féliciter notre collègue M. R. Reuss, à l'occasion de la décoration de chevalier de la Légion d'honneur depuis longtemps méritée par la valeur de ses travaux, qui vient de lui être tardivement accordée. Il raconte ensuite que c'est grâce à M. le pasteur Krop qu'il avait informé du projet de commémoration du 4^e centenaire de la naissance de Coligny, que la reine de Hollande a été mise au courant de l'appel adressé dans ce but à nos Églises et a décidé d'y prendre part par l'envoi de la lettre dont l'original sera déposé dans nos archives. M. Krop a été invité par le Comité de propagande à venir à Paris. Notre Société pourra, par son intermédiaire, se mettre en rapport avec les Églises hollandaises, et le charger d'un message pour la reine. Rappelant ensuite l'unanimité avec laquelle cette commémoration a été accueillie, non seulement en France, mais aussi en Suisse, et la part qu'y a prise le Comité de propagande, il propose de remercier en notre nom, son secrétaire M. André Monod, pour son utile collaboration.

M. Rott nous informe qu'il s'est fondé un comité qui se propose la reconstruction et la reconstitution de la Bibliothèque de Louvain et demande si et dans quelle mesure notre Société pourrait y contribuer. Le secrétaire répond que notre Bibliothèque renferme un grand nombre de doubles dont le relevé a été fait et qu'il serait facile à ceux qui reconstitueraient la Bibliothèque de Louvain, de désigner, d'après ce catalogue, ceux des ouvrages qui pourraient leur convenir.

Le président parle ensuite du Musée du Désert qu'il vient de visiter et de la chapelle en construction par les soins de M. E. Hugues. Il présente, de la part de M^{me} Hubert de Pourtales *un portrait de Calvin*, sculpture en cire sur fond d'ardoise qui

avait appartenu à M. Arthur de Schickler. — Le secrétaire offre, de la part de M^{me} Roufineau, veuve du pasteur de Saintes, un recueil de plaquettes de controverse concernant entre autres *Jean Cameron*, pasteur de Bordeaux et la *Conférence de Fontainebleau* entre Duplessis Mornay et Duperron. — Après avoir mis le comité au courant des discussions soulevées par les *Études* de la Compagnie de Jésus au sujet du Nouveau Testament du P. Véron affirmant que les apôtres avaient célébré la messe, le président offre un exemplaire, malheureusement incomplet, du *Grand ordinaire des crestiens*, Paris, Jean Trepperel, s. d.

6 mai 1919

Assistent à la séance, sous la présidence de M. Frank Puaux, M. Bonet Maury, qui bien qu'encore très souffrant de sa chute a tenu à faire acte de présence, soutenu par M. le pasteur A. Mailhet et MM. Cornélis de Witt, J. Fabre, R. Reuss, E. Rott, A. Valès et N. Weiss. M. Raoul Allier se fait excuser.

Après la lecture et l'adoption du procès-verbal de la dernière séance; M. Mailhet donne quelques détails sur le travail d'inventaire des manuscrits qu'il a repris. Puis le président présente le D^r Krop, pasteur à Rotterdam, la ville du Refuge hollandais illustrée par Jurieu, Bayle, l'assistance aux galériens pour la foi. M. Krop qui parle indifféremment le français ou le hollandais a rendu de grands services pendant la guerre en expliquant et justifiant par ses discours et de nombreux écrits la cause de la France et en particulier l'attitude des protestants français; en traduisant, entre autres, *le Vieux Cévenol ou anecdotes sur la vie d'Ambroise Borely*, attribué à Rabaut S^t Étienne, mais qui est peut-être sorti de la plume de Voltaire et qui, à la fin du XVIII^e siècle, a tant contribué à éclairer l'opinion sur la condition lamentable des nouveaux convertis. M. Krop a bien mérité de notre cause à tous et c'est avec reconnaissance pour les services qu'il nous a rendus, que nous le nommons membre correspondant de notre Société.

La proposition du président est adoptée à l'unanimité et M. Krop prend la parole pour remercier le Comité et insister, en nous éclairant sur la situation particulière de la Hollande, sur la nécessité de travailler à son rapprochement avec la France en lui faisant mieux connaître le protestantisme français au sort duquel le peuple et les États des Pays-Bas se sont tant intéressés à l'époque de la grande tribulation, mais dont depuis lors l'image s'est sensiblement effacée. C'est à la Société d'Histoire qu'il appartient de rappeler par des faits dûment contrôlés, les grands

principes pour lesquels luttèrent en commun les gueux et les huguenots, principes, en dehors desquels il n'y a ni justice, ni liberté, ni progrès social dans la paix¹. M. Krop nous donne, en particulier, des détails sur son entrevue avec la reine des Pays-Bas qui tient en si haute estime son aïeul l'amiral Coligny ainsi que le peuple auquel il appartenait et la cause pour laquelle il a donné sa vie.

A la suite de ces deux allocutions, le Comité s'entretient avec M. Krop sur les mesures à prendre pour mieux faire connaître en Hollande notre littérature, et éclairer en particulier la reine sur la situation du protestantisme français, les œuvres de toute nature qu'il a créées et auxquelles pourraient s'intéresser tous ceux qui, sur la terre étrangère, n'ont pas oublié leurs ascendants français et protestants. M. Krop voudra bien se charger, de remettre à Sa Majesté, entre autres, le volume publié en 1889 sous la direction de notre président, sur les *Œuvres du Protestantisme français*.

Bibliothèque. — Le président offre ce volume de Pierre Lizet : *Petri Lizeti Alverni Montigenae utroque jure consulti, primi dum hos libros componeret, officium Praesidis in supremo regio Francorum consistorio exercentis; nunc cum in lucem edit, Abbatis commendatarii S. Victoris, adversum pseudoevangelicam haeresim libri seu commentarii novem, duobus excusi voluminibus. Lutetiae apud Poncetum le Preux in via S. Jacobi sub insigni Lupi, è regione Maturinorum. M. D. LI. Cum privilegio.* — Le secrétaire a acquis une lettre autographe de Jeanbon Saint-André, du 6 octobre 1809, en faveur des fils du sénateur Sers.

1. Le texte de l'allocution du Dr Krop a paru dans le *Christianisme au XX^e siècle*, du 5 juin 1919.

CORRESPONDANCE

Genève siège de la Société des Nations.

La lettre qui suit a été adressée à la Vénérable Compagnie des Pasteurs de Genève au nom de la Société de l'Histoire du Protestantisme français :

Paris, 22 mai 1919.

A Monsieur le Modérateur et à Messieurs les membres de la Vénérable Compagnie des Pasteurs.

Messieurs et honorés frères.

L'histoire des Églises réformées de France est unie si étroitement à l'histoire de votre Église que rien de ce qui touche aux destinées de Genève ne saurait nous laisser indifférents.

Gardiens de nos traditions, nous ne pouvons oublier que nos ancêtres n'ont jamais cessé d'entretenir avec votre Église les relations les plus fraternelles, assurés de recevoir de ses conducteurs les plus sages conseils, auxquels s'unissaient les témoignages de la plus sincère affection.

Dans leurs messages à nos Synodes nationaux ils aimaient à dire que l'Église de Genève était « La loyale sœur des Églises réformées de France, » auxquelles les attachaient « les liens les plus forts d'un ancien et saint amour », en évoquant les grands souvenirs de Calvin et de Théodore de Bèze.

Aux jours de l'épreuve, Genève fut, pour nos Pères, la cité sainte du Refuge dont ils ne pouvaient prononcer le nom sans le bénir.

Nous sommes les héritiers de leur reconnaissance, et, à l'heure solennelle dans l'histoire de l'humanité, où, par un vote unanime des nations, Genève est sacrée cité de la Paix, nous venons vous prier de recevoir nos plus fraternelles félicitations pour le très grand honneur décerné à votre noble ville.

Au lendemain de la plus terrible des guerres on peut dire que la glorieuse devise de Genève : *Post tenebras lux* brille d'un incomparable éclat, dissipant les profondes ténèbres et faisant rayonner la douce et pure lumière de la paix. Un grand destin commence pour votre patrie.

A toutes les gloires de son passé, ne lui est-il pas réservé, suprême hommage, d'être la ville où tous les peuples enverront des messagers pour redire le chant des armées célestes : « Paix sur la terre, bonne volonté parmi les hommes. »

Veuillez croire, Messieurs et honorés frères, à l'assurance de notre fidèle affection.

N. WEISS,
Secrétaire.

FRANK PUAUX,
*Président de la Société de
l'histoire du Protestantisme
français.*

La Vénérable Compagnie a répondu en ces termes :

A Monsieur Frank Puaux, Président de la Société de l'Histoire du Protestantisme français.

Monsieur le Président,

J'ai donné lecture à la Compagnie des pasteurs, de la lettre que vous avez bien voulu nous adresser à l'occasion de la désignation de Genève comme siège de la future Société des nations.

Mes collègues ont été fort touchés des sentiments élevés que vous nous avez exprimés ainsi que des vœux de bénédiction que vous formulez à l'intention de notre ville destinée à devenir « cité de la Paix ».

La Compagnie m'a chargé de vous remercier pour cette marque d'honneur et d'estime que vous lui donnez et de vous dire les vœux que nous formons pour la prospérité de votre Société.

Agréé, je vous prie, Monsieur le Président, pour vous et Messieurs les membres de votre Comité l'assurance de notre affection et nos salutations distinguées.

H. DENKINGER,
Modérateur.

Le premier Synode du Désert assemblé en Poitou

M. Th. Maillard a publié dans le *Bulletin* (1893, t. XLII, 592) les actes d'un Synode tenu à Prailles en 1744, qu'il conjecturait être le premier Synode du Désert réuni dans le Poitou. Une lettre du pasteur du Désert Loire, qui y prit part, adressée au professeur Polier de Lausanne, confirme cette supposition. Le Synode, nettement qualifié de *premier Synode du Poitou* s'est tenu le 31 mars 1744. La Lettre de Loire contient quelques détails sur l'état des protestants du Poitou, sur le pasteur Migault, et sur

le pasteur Préneuf, alors en Normandie. (Lettre du 3 avril 1744, aux *Papiers Court* L. A. C. XV, p. 92 de l'original, 183 de la copie de la *Bibl. du Prot.*)

CH. BOST.

Prédication de la Réforme à Monein (Béarn) en 1561

Nous lisons, dans un compte rendu de la séance du 27 février 1919, de la *Société des Sciences, Lettres et Arts de Pau*, que publie l'*Indépendant des Basses-Pyrénées* du 12 mars 1919, ce paragraphe :

« M. Gustave Cadier communique deux documents relatifs à la *Prédication de la Réforme à Monein en 1561*, jadis transcrits aux archives de cette ville par son frère, feu M. Léon Cadier.

« Le 9 juillet 1561 Arnaud de Faurie, jurat de Monein, rendait compte, à la communauté, de l'assemblée à laquelle il avait assisté le samedi 5 juillet précédent. Jeanne d'Albret avait mandé à Pau les jurats des bourgs de Béarn pour leur annoncer son intention d'envoyer « en certaines villes du pays aucuns ministres pour demonstrer et prescher la parole de Dieu » et leur avait donné ses instructions afin que ceux-ci ne fussent pas inquiétés. La reine était à la veille de partir pour la Cour de France où elle devait prendre part, au mois de septembre, au Colloque de Poissy. Ses ordres ne furent point d'abord obéis. En effet, le 26 juillet, les jurats de Monein délibéraient « sur le trouble qui dimanche dernier passé (21 juillet 1561) a esté fait par aucuns personnages tant dedans l'église qu'au devant de la maison de Mademoiselle de Monein » contre le ministre envoyé par la reine. Avertis que les lieutenants généraux de Jeanne, l'évêque de Lescar et le seigneur d'Audaux, s'avançaient avec une force armée, les jurats s'étaient empressés d'envoyer au-devant d'eux trois des leurs pour jurer obéissance. La Reine eut connaissance de ce tumulte; peut-être même les deux textes en question sont-ils la copie des rapports qui lui furent transmis. Par lettre datée de Saint-Germain-en-Laye en octobre 1561 elle enjoignit à l'évêque de Lescar de faire observer ses ordonnances « qu'elle avait faites, disait-elle, pour éviter les troubles et pour maintenir ses peuples dans la concorde et dans la paix ».

Une question à propos d'une lettre de Jeanne d'Albret

A. Crottet dans *Petite Chronique Protestante* (xvi^e siècle-1846) insère dans ses Pièces justificatives n° 51, p. 78 de l'Appendice, une lettre de Jeanne d'Albret au Ministre de la Rivière, du n° 197 des manuscrits de la Bibliothèque de Genève. (Lettres diverses à divers).

« Mons de la Rivière, l'assurance que j'ay votre de bonne vie et doctrine me faict vous escrire pour vous faire entendre qu'en nostre ville de Tournon, il y a un assez beau commencement d'église, assemblée et congrégation de fidelles craignant et aymant Dieu, aspirant à ceste pasture spirituelle. Qui est cause que je vous pryé, incontinent la présente receue, vous transporter en nostre dite ville pour là y résider et leur prescher et annoncer tant sa sainte parole que administration de ses sacremens. Et m'assurant que vous vous en acquiterez si fidèlement sous telle édification que vous attirerez ceux (*deux mots illisibles*) les ignorans à sa sainte congnoissance. Le lui priant vous y faire la grâce et vous donner augmentation d'icelles.

De notre ville de Pau, ce 23 avril 1561,

La bien votre
JEHANNE

A Mons de la Rivière
Ministre

Le nom de Tournon a-t-il été bien lu et a-t-on d'autres détails sur l'origine de la Réforme, dans cette ville, commé sur le ministre de la Rivière?

Dans l'enquête sur le transfert du collège d'Orthez à Lescar (30 août 1578) Maître Jean Ribitus dit de la Ribière docteur en médecine, natif d'Orléans, âgé de trente (?) deux ans (alors) médecin à Bayonne, ancien principal du collège d'Orthez dépose : « Premièrement que je vins à Orthez l'an mille cinq cent soixante sept et ay demeuré régent ordinaire sous feu monsieur de Mesmes principal, l'espace de deux ans... » et qu'ensuite il demeura comme principal environ quatre ans à Lescar (Orthez, 23 mars 1579). A moins qu'il n'y ait erreur dans la transcription de l'âge, car, s'il s'agissait du même de La Rivière il n'aurait eu que treize ans en 1561; il aurait été régent à Orthez à vingt ans. (Adrien Planté : *Documents pour servir à l'histoire de l'Université Protestante du Béarn*). Pau, 1885.

GUSTAVE CADIER.

Sauveterre-de-Béarn.

La famille de La Noue et Simon Goulart

Dans son intéressante étude sur O. de La Noue¹, M. Guy de Pourtalès signale un sonnet de « S. G. S. » qui avait — sauf erreur — échappé aux patientes recherches du récent biographe de Simon Goulart, M. Léonard C. Jones². Celui-ci a cependant énuméré soixante-quinze œuvres plus ou moins importantes de cet auteur, alors que la *France protestante* en citait seulement quarante-huit.

Il s'agit d'un sonnet « sur les *Poésies chrestiennes* de Monsieur de La Noue », adressé à l'éditeur de ce recueil : Joseph Du Chesne, sieur de la Violette ; les autres feuillets liminaires du volume sont une épître de celui-ci à Madame de La Noue (douairière). L'année de cette publication : 1594, concorde bien avec tout ce que nous savons d'autre part sur les rapports qui ont uni ces quatre personnages.

*
* *

L'origine de ces rapports me paraît pouvoir être placée à l'époque qui suit immédiatement la Saint-Barthélemy. Ce 24 août 1572, S. Goulart venait de Senlis à Paris, après un congé que lui avait accordé le consistoire de Genève (il était établi dans cette ville depuis six ans) ; rebroussant chemin il rentra par Sedan et Strasbourg³.

Ayant de son côté échappé au massacre, une veuve se dirigeait aussi vers Genève : c'était Marie de Luré, dont l'époux, Louis de Vandray, seigneur de Mouy, avait été assassiné peu auparavant. Elle habitait un petit château de la Brie : le Plessis aux Tournelles, sur une hauteur près des sources de l'Yvron (affluent de l'Yerres), à deux lieues avant Provins, au nord de la grand'route qui vient de Melun⁴. « Elle se sauve, déguisée en paysanne. Un seigneur catholique l'enlève et lui propose mariage ; elle refuse, disant « qu'elle avoit promis sa foy en mariage au seigneur de La Noue ». Elle console ce prétendant évincé, en lui cédant une partie de ses terres, et obtient de lui qu'il la mène à Genève⁵ ». Là elle rencontra S. Goulart, dont les prêches à Saint-Gervais étaient de plus en plus suivis.

1. *Bull. hist. prot.*, 1918, p. 292.

2. Genève et Paris, Champion, 1917, in-8 de 688 pages.

3. Jones, p. 11. Cf. *Mémoires de l'Etat de France*, éd. de 1578, I, fol. 331 v^o.

4. A une vingtaine de kilomètres à l'ouest du Plessis, près de Mormant, se trouve un village de La Noue.

5. H. Hauser, *B. h. p.*, 1892, p. 11.

Bientôt elle épouse François de La Noue « Bras de fer », lui aussi veuf (de Marguerite de Téligny dont un frère était devenu gendre de Coligny). C'est au Plessis qu'il prépare en 1574 la levée d'armes « du mardi-gras » ; c'est du Plessis également que, six et huit ans plus tard, Madame de La Noue date des lettres adressées à la cour d'Angleterre, afin d'obtenir une intervention en faveur de son mari, fait prisonnier en 1580¹. Dans le cachot de Limbourg il rédige ses *Discours politiques et militaires* qu'il publiera en 1587.

Or c'est précisément alors, peu après sa libération, qu'il reçoit, pour la première fois, la dédicace d'un ouvrage de S. Goulart (15 juin 1586) : son édition de la *Religion chrestienne* par Mathieu Virel (chez Eustache Vignon, à Genève). Un an plus tard, nouvelle dédicace, en tête des *Excellens discours* de Jean de l'Espine (20 juin 1587). Pour le jour de l'an 1587 c'est à Madame de La Noue qu'il s'adresse en ces termes : « Ayant de main soneuse amassé ce thrésor, et iceluy gardé parmi beaucoup de difficultez, finalement vous l'avez tiré de vostre cabinet et libéralement communiqué à tous vrais chrestiens ; et m'ayant donné charge d'agencer l'exemplaire escrit à la main, et d'en procurer l'édition etc.² » Il s'agit des *Opusculs théologiques* du même auteur que ci-dessus : Jean de l'Espine.

En 1589 S. Goulart se réjouit de voir sa ville natale délivrée par F. de La Noue³.

*
* *

Ils étaient presque contemporains. Le vaillant guerrier mourut en 1591. Maintenant vont commencer les relations littéraires du pasteur avec le fils du *Bras de fer*, Odet, né vers le moment où Goulart quittait Senlis, déjà âgé de vingt-trois ans.

C'est aussi dans une prison — à Tournay — qu'Odet a composé ses premiers essais poétiques, dédiés à son père en 1587⁴. En captivité il s'adonnait également à la musique. Et ce goût contribue encore à le rapprocher personnellement de S. Goulart, l'écrivain vulgarisateur aux aptitudes multiples, éditeur d'œuvres musicales comme le *Mélange de psaumes* de Lassus, aussi bien

1. 22 octobre 1580 et 6 novembre 1582, *B. h. p.*, 1892, p. 17 et 21.

2. Mais la publication de ces *Discours* fut retardée jusqu'en 1598. Cf. Jones, p. 594, 629.

3. *Expositio verissima*, que M. Jones attribue à Goulart, p. 518. On lit dans un ms. que M. Jones cite p. 498 : « Lettres du Sieur de la Noue escrites de Senlis le 30 d'octobre au stile nouveau. Le messenger m'a conté plusieurs particularitez de l'estat de Senlis et de mon frère. »

4. *Paradoxe*, etc., *B. h. p.*, 1913, p. 287.

que d'œuvres poétiques comme la *Semaine* de Du Bartas (1582) et le *Grand miroir du monde* de J. du Chesne, sieur de la Violette (1593, à Lyon, pour les héritiers d'Eustache Vignon).

Ces mêmes libraires publient l'année suivante (1594) les *Poésies chrestiennes* d'Odet de La Noue avec épître de J. du Chesne à Madame de La Noue, belle-mère d'Odet, et sonnet de Simon Goulart à J. du Chesne.

Depuis 1592 Odet était gouverneur du nouveau fort de Gournay, construit dans une île de la Marne, à la sortie de Paris sur l'une des routes menant au Plessis.

En 1593 Goulart avait dédié un livre ¹ à la princesse d'Orange. Or, Louise de Coligny était, par son premier mariage avec Téligny, belle-sœur de F. de La Noue ; elle avait épousé en secondes noces Guillaume de Nassau-Orange ; en 1594 Goulart adresse cette fois une épître à Louise-Juliane de Nassau ². Ainsi pendant douze ans, de 1586 à 1598, il ne s'en est jamais écoulé beaucoup sans que le fécond auteur senlisien ne plaçât quelqu'un de ses ouvrages sous le patronage d'un membre de cette illustre famille.

En 1596 c'est à Genève encore chez les héritiers d'Eustache Vignon, que paraît un nouvel ouvrage d'Odet de La Noue, grand admirateur de Du Bartas comme l'était S. Goulart ³.



En 1593 celui-ci avait été demandé par l'Église d'Orange, et la Compagnie des pasteurs avait refusé ; en 1599 un appel analogue est adressé à Simon Goulart fils, et cette fois de qui vient-il ? de Madame de la Noue. Les registres de la Compagnie sont intéressants à citer ici ⁴ :

« Madame de La Noue ayant requis par lettre la Compagnie qu'on la pourveust d'un pasteur en son Église voisine, a esté advisé que le filz de Monsieur Goulart seroit propre, et que quant à ce qu'il est affecté à Messieurs des Estatz, qui l'ont entretenu, la charge demeureroit à ladite dame et à Monsieur de La Noue d'y pourvoir envers les dictz Seigneurs des Estatz. Ceci n'a pas succédé ».

« Madame de La Noue » est la belle-mère d'Odet plutôt que sa jeune femme : Marie de Lanoy ou de Launay. Leur mariage remonte à sept ou huit ans. Elle habitait en Brie le château de sa

1. *Six paradoxes chrestiens, extraits des Homélies de Saint Jean Chrysostome.*

2. Traduction du *Mariage spirituel*, de Zanchi.

3. *Dictionnaire des rimes, etc., en oultre les Epithèles tirées de... Du Bartas* (Cf. B. h. p. 4948, p. 296).

4. Jones, p. 67 et 429 (Séance du 10 août 1599).

belle-mère : le Plessis-aux-Tournelles. L'Église où il s'agissait d'appliquer le régime tout récent de l'Édit de Nantes n'est pas celle de Mouy à laquelle appartenait, par sa famille, Madame F. de La Noue, et dans laquelle a été baptisé en 1593 le fils aîné d'Odet¹, mais plutôt celle de Lumigny et Touquin, plus au nord de la Brie, à mi-chemin sur la route de Provins à Lagny. En 1594 J. du Chesne écrivait à Madame F. de La Noue : « Un jour, sur le chemin de votre maison de Lumigny à Melun, [votre fils] me récita par cœur beaucoup de sonnets, cantiques et odes chretiennes qu'il avoit composés ; » et ce fut l'origine du recueil de poésies de La Noue *fils* en tête duquel figure un sonnet de S. Goulart *père*.

S. Goulart *fils*, qui faillit en 1599, devenir aumônier de la famille de La Noue comme pasteur de l'Église voisine, avait alors vingt-quatre ans. Étudiant à Leyde, il resta affecté aux Églises des Pays-Bas, qui avaient en partie payé les frais de ses études, et ne put venir en Brie. Or, de 1600 à 1605, Odet de La Noue se trouve aussi en Hollande, au service des États, (tandis que S. Goulart *fils* est pasteur de l'Église wallonne d'Amsterdam).

En 1607 il vient à Genève, et dans les *Mémoires* qu'il présente pour « mettre en défense » Genève, il propose notamment de fortifier le quartier de Saint-Gervais, paroisse de S. Goulart *père*². En 1611, nouvelle mission : Odet de La Noue passe à Genève deux mois et demi³. Ce fut sans doute la dernière occasion qu'il eut de rencontrer son vieil ami ; il le précéda de plusieurs années dans la tombe.

Il nous a semblé qu'il y avait quelque intérêt à relever ces relations de La Noue et de S. Goulart, comme une preuve nouvelle de l'activité merveilleuse de ces hommes d'autrefois qui, guerriers si vaillants ou pasteurs si fidèles, trouvaient encore le temps et la force de s'adonner avec ardeur et succès aux travaux littéraires, et de s'y encourager mutuellement.

Jacques PANNIER.

1. *B. h. p.*, 1918, p. 287.

2. *B. h. p.*, 1918, p. 107-110.

3. Du 19 juin au 2 septembre d'après les registres du Conseil de Genève cités par Jones, p. 238.

NÉCROLOGIE

Madame Alexandre de Chambrier. — M. G. Fischbacher.

M. A. Clerval.

Nous avons perdu, au mois de mai, deux bons amis de notre histoire. Le 5 mai, après une courte maladie, mourait, à Neuchâtel, Madame Alexandre de Chambrier, vivement regrettée de sa nombreuse famille et de tous ceux qui avaient pu apprécier la sûreté de son commerce et de son amitié. Jusqu'à l'âge de quatre-vingt-deux ans, elle avait conservé toute son activité. Il y a une vingtaine d'années, quand elle avait, si je ne fais erreur, déjà dépassé la soixantaine, elle fit preuve d'une bien rare énergie. Intéressée par les mémoires de Henri de Mirmand, un des ancêtres de la famille de Chambrier, elle résolut d'élever à cet homme de bien, un monument digne de son dévouement à la cause des réfugiés huguenots et vaudois. Elle n'y était nullement préparée par des études antérieures et ne se doutait pas de tout ce qu'il fallait apprendre pour faire œuvre d'historien. Elle commença par recueillir des documents dispersés un peu partout, en France, en Suisse, en Allemagne, en Angleterre. Lorsqu'elle se vit en face de ces portefeuilles bourrés de notes, de lettres, de mémoires, elle ne se découragea pas, apprit à classer, à utiliser tous ces papiers, à en extraire tout ce qui se rapportait à son sujet. Elle refit ainsi jusqu'à quatre et cinq fois de suite les divers chapitres dont se compose le gros volume qui parut en 1910 et que consulteront tous ceux qui désormais s'occuperont de l'histoire encore insuffisamment explorée, du Refuge. Tous les siens, à qui nous adressons l'expression de notre affectueuse sympathie, peuvent être assurés que nous garderons le souvenir de l'aimable et cordial accueil de leur mère et grand-mère.

Le 11 mai on célébrait à l'Oratoire les obsèques du gérant de notre *Bulletin*, M. G. Fischbacher, décédé le 8, à l'âge de

soixante-dix-neuf ans et depuis plus de cinquante ans a la tête de la librairie bien connue de la rue de Seine. Ce Strasbourgeois était un fervent ami de la France, et un serviteur du protestantisme français, sans épithète. On pourrait esquisser l'histoire de nos Églises et de tous ceux qui, à des titres divers, les représentèrent pendant ce dernier demi-siècle, rien qu'en feuilletant les nombreuses publications auxquelles il a attaché son nom. De beaucoup d'entre elles l'éditeur dut retirer plus d'honneur que de profit; mais il ne reculait pas devant les sacrifices que devaient entraîner des œuvres plus solides que brillantes, mais aussi plus utiles, telles que la Bible de Reuss, l'Histoire ecclésiastique de Th. de Bèze, l'Encyclopédie des sciences religieuses, et, tout récemment encore, la curieuse collection de 192 sermons prononcés pendant la guerre. Nous reporterons sur M. Charles Fischbacher, maintenant à la tête de la librairie, les sympathies que son père avait su se concilier.

Nous avons appris, avec regret aussi, la mort, survenue à la fin de l'année dernière, de M. le chanoine Alexandre Clerval, professeur à l'Institut catholique de Paris. En 1895 il avait consacré sa thèse de doctorat — qui fut remarquée, — à Josse Clichtou, un des élèves de Lefèvre d'Étaples; il était chargé, pour la *Société des Archives de l'Histoire religieuse de la France*, de la publication du *Registre des procès-verbaux de la Faculté de théologie de Paris* jusqu'en 1523. Il connaissait bien le chemin de notre Bibliothèque, nous entretenait avec le plus grand respect de notre ancien maître, M. le professeur Charles Schmidt, et avait récemment terminé et même, si nous ne faisons erreur, fait imprimer, une biographie de Lefèvre d'Étaples.

N. WEISS.

M. le professeur G. Bonet-Maury.

Pendant que je corrige les épreuves de cette livraison, on m'apprend la mort de notre cher et regretté collègue G. Bonet-Maury. Renversé dans la rue il y a quelques mois, il n'avait pu que très lentement et imparfaitement se remettre de cette chute. Il y a quelques jours il avait tenu à se faire transporter à l'Institut puis à l'avant-dernière séance de notre Comité. Il espérait, à force d'énergie, pouvoir triompher de sa faiblesse, mais fut terrassé lors de sa dernière sortie et s'est éteint doucement, le 20 juin, à l'âge de soixante-dix-sept ans.

Après avoir fait ses études à Genève et à Strasbourg et exercé

le saint Ministère à Dordrecht puis à Beauvais et à Saint-Denis, il fut chargé du cours d'histoire ecclésiastique à la Faculté de théologie de Paris. De bonne heure il avait été attiré par l'histoire, notamment des précurseurs de la Réforme aux Pays-Bas et en Italie. Nommé membre de notre Comité en 1882, il prit une part active à nos travaux, et écrivit de nombreux articles dans notre *Bulletin*, dans l'*Encyclopédie des sciences religieuses*, dans celle de Hauck et dans un grand nombre d'autres périodiques. Une de ses dernières publications fut un volume de 340 pages sur *La liberté de conscience en France* (Alcan 1909) qui contribua à le faire nommer membre correspondant de l'Institut.

Mais l'activité de notre collègue ne se bornait pas à son cabinet de travail. Très répandu dans tous les milieux, en France et à l'étranger, dont il parlait plusieurs langues, il se fit partout des amis et fut un apôtre convaincu de l'esprit d'union et de concorde entre tous les croyants. Son obligeance, son empressement à rendre service étaient connus de tous et son souvenir sera accompagné d'un sentiment de gratitude, chez beaucoup de ceux qui l'ont approché¹.

N. W.

1. Voy. le *Journal des Débats* du 21 juin 1919.

Le gérant : FISCHBACHER.



SOCIÉTÉ DE L'HISTOIRE
du
Protestantisme Français

Reconnue d'utilité publique par Décret du 13 juillet 1870

Bulletin

PARAISANT TOUS LES TROIS MOIS

Etudes, Documents, Chronique littéraire

LXVIII^e ANNÉE

SEIZIÈME DE LA 5^e SÉRIE

Juillet-Septembre 1919



PARIS

Au Siège de la Société, 54, rue des Saints-Pères

LIBRAIRIE FISCHBACHER (Société anonyme)

33, rue de Seine, 33

1919



SOMMAIRE

F. PUAUX. — Pour la Fête de la Réformation	177
ÉTUDES HISTORIQUES.	
N. WEISS. — Guillaume Farel. — Ses premiers travaux, 1521-1524	179
DOCUMENTS.	
PAUL SCHMIDT. — Les étapes de la tolérance à la fin du XVIII ^e siècle, d'après trois lettres inédites	215
MÉLANGES.	
FRANCK PUAUX. — La messe trouvée dans l'Écriture	219
CHRONIQUE LITTÉRAIRE ET COMPTES-RENDUS CRITIQUES.	
N. WEISS. — Trois articles de la Revue historique : La Réforme catholique. — Les protestants français à la veille des guerres civiles. — Origines, causes et conséquences de la guerre des Camisards.	238
FRANCK PUAUX. — Les vraies origines de la Démocratie moderne	243
TH. SCHOELL et N. WEISS. — Albert Autin. L'échec de la Réforme en France au XVI ^e siècle. — Un épisode de la vie de Calvin. La crise du Nicodémisme, 1535-1545	245
CORRESPONDANCE.	
Entrevue de la reine de Hollande avec M. Krop.	249
N. WEISS. — A propos des descendants de huguenots en Allemagne.	251
ILLUSTRATIONS.	
Vue de Gap au commencement du XVII ^e siècle d'après Tassin	184
Gap. La place Jean Marcellin d'après une photographie.	189
Facsimilé du titre du pamphlet de Farel contre la Sorbonne	203

RÉDACTION ET ABONNEMENTS

Tout ce qui concerne la rédaction du *Bulletin* doit être adressé à M. N. WEISS, secrétaire de la Société, 54, rue des Saints-Pères, Paris (VII^e), qui rendra compte de tout ouvrage intéressant notre histoire, dont deux exemplaires seront déposés à cette adresse. Un seul exemplaire donne droit à une annonce sur cette couverture.

Le *Bulletin* paraît tous les deux mois, en cahiers in-8° de 96 pages avec illustrations. On ne s'abonne pas pour moins d'une année. Tous les abonnements datent du 1^{er} janvier et doivent être soldés à cette époque.

Prix de l'abonnement : 10 fr. pour la France, l'Alsace et la Lorraine ; — 12 fr. 50 pour l'étranger ; — 6 fr. pour les pasteurs, instituteurs, etc., de France et des colonies françaises ; 10 fr. pour les pasteurs de l'étranger. — Prix d'un numéro isolé de l'année courante et de la précédente, 2 fr. et pour les autres années, selon leur rareté.

La voie la plus économique et la plus simple pour le paiement des abonnements est l'envoi d'un mandat-carte au nom de M. Fischbacher, libraire, rue de Seine, 33, à Paris, ou de M. N. WEISS, secrétaire trésorier, 54, rue des Saints-Pères, Paris (VII^e), auquel doivent aussi être adressés les dons et collectes.

SOCIÉTÉ DE L'HISTOIRE DU PROTESTANTISME FRANÇAIS

POUR LA FÊTE DE LA RÉFORMATION

Il pourrait paraître, qu'au lendemain de la plus terrible des guerres, le seul souci de l'avenir doive dominer les esprits. Les études, dont un lointain passé est l'objet, ne sauraient donc retenir l'attention; à des temps nouveaux ne peuvent correspondre que des préoccupations nouvelles. Sans doute de telles préoccupations sont légitimes et la gravité de la crise que nous traversons les justifie, mais grave serait l'erreur de faire table rase du passé. L'histoire de notre peuple se continue et ceci n'est pas moins vrai de l'histoire de nos Églises. Il n'est parole plus vaine que celle, si souvent répétée, affirmant que sont heureux les peuples qui n'ont pas d'histoire; que seraient nos Églises sans leur noble et tragique passé? Qui l'étudierait ne saurait s'abandonner à la crainte. Nos ancêtres ont connu des épreuves si grandes, qu'ils auraient pu croire que, de leurs Églises, resterait à peine un souvenir, mais jamais ils ne renoncèrent aux plus fières espérances. Aussi, se mettre à leur école, c'est s'armer contre tous les dangers, et qui oserait affirmer que l'heure présente ne réclame pas, de nous, un renouveau de foi et de courage?

Sous cette impression notre Comité a demandé aux protestants de France de célébrer, le dimanche, 16 février 1919, le quatrième centenaire de la naissance de l'amiral de Coligny, assuré que le souvenir de l'indomptable fermeté et de la foi puissante de ce grand homme, ne pourrait qu'élever les âmes et fortifier les cœurs.

Notre Société, en continuant l'œuvre commencée il y a tant d'années, accomplit un devoir sacré. La vie des minorités est une vie de combats, aussi doivent-elles sans cesse en appeler à l'histoire pour la victoire des causes qu'elles soutiennent. Nulle

attaque ne doit rester sans réponse, nulle erreur sans réfutation, car n'est-il pas à remarquer que le plus souvent ces attaques se livrent et ces erreurs se révèlent sur le terrain historique.

Ce travail de défense, toujours poursuivi, a trouvé sa récompense. Que des adversaires, dont l'étroitesse n'a d'égale que l'ignorance, se plaisent à rééditer des calomnies séculaires contre la Réforme, nous ne pouvons l'ignorer, mais à la violence et l'injustice de leurs polémiques, correspond le discrédit dans lequel elles sont tombées. Les historiens dignes de ce nom, les seuls qui comptent, savent rendre justice à la Réforme en se référant aux études que notre Société n'a cessé de publier et d'encourager. Il n'est plus possible de prétendre mettre le protestantisme au ban de l'histoire dans l'oubli que ses destinées sont unies aux destinées mêmes de la France. Dernièrement encore il a été parlé de l'échec de la Réformation française, mais si des persécutions sans nombre ont arrêté sa marche conquérante, du moins son esprit n'a pu être vaincu et notre peuple en a reçu comme il en a gardé l'empreinte.

Dans quelques jours, nos Églises célébreront la fête de la Réformation. Quel devoir, mais aussi quel privilège, dans ces temps extraordinaires, de rappeler que, par la séparation du pouvoir politique du pouvoir ecclésiastique, notre Réforme française préparait l'affranchissement de la conscience et qu'en maintenant le principe d'autorité elle assurait l'ordre, sans lequel la liberté n'est plus que la licence. Comment ne pas revendiquer comme un titre de gloire l'organisation démocratique de nos Églises, réalisant, dès le xvi^e siècle, la souveraineté du peuple dans l'ordre religieux et préparant ainsi sa souveraineté dans l'ordre politique¹.

Quelles circonstances pourront être plus favorables pour rappeler que la Réformation fut un retour au pur Évangile. Nos Églises doivent garder fidèlement leurs traditions, non pour s'y inféoder, mais pour maintenir l'esprit de foi et de liberté de leurs fondateurs. Aussi nous semble-t-il que, si une parole sacrée doit être méditée au jour de la fête de la Réformation, c'est celle du souvenir : « Ne crains point petit troupeau car il a plu au Père de vous donner le royaume ».

FRANK PUAUX.

1. Nous recommandons, d'une manière particulière, la lecture de toute la remarquable étude de M. le professeur J. Vienot : *Les premiers républicains français* qui montre dans les premiers protestants français les défenseurs de la souveraineté du peuple.

Études Historiques

GUILLAUME FAREL — SES PREMIERS TRAVAUX 1521-1524

L'histoire des idées religieuses, sociales et politiques qui constituent l'ensemble que nous appelons la Réformation n'est, à ses débuts, que celle des faits et gestes des hommes qui exprimèrent et propagèrent ces idées. Après en avoir montré le départ à travers le moyen âge, j'ai essayé d'en raconter le développement dans les divers pays de l'Europe et de déterminer le rôle des personnes qui contribuèrent à y propager la Réforme.

C'est ainsi que j'ai été amené à parler entre autres, successivement, d'Érasme, de Lefèvre d'Étaples¹, de Luther², de Louis de Berquin³ et à caractériser, en dernier lieu, la *Somme de l'Écriture sainte*⁴ qu'on peut considérer comme le premier programme, en langue française, de la Réforme telle que la concevaient, à Meaux, Lefèvre et ses premiers collaborateurs. Cette réforme maintenait intacts les cadres, le culte et l'organisation de l'Église catholique, mais s'efforçait de les vivifier, quitte à les modifier insensiblement, en les soumettant à l'enseignement direct et à l'influence des Évangiles

1. J'ai complété ce que j'ai dit de Lefèvre et d'Érasme, dans le *Bulletin*, par un article inséré dans la *Revue de métaphysique et de morale* de 1918, sous le titre : Réforme et Préréforme, Jacques Lefèvre d'Étaples, p.647-667.

2. *Bull.* 1917, 35 ss.; 97 ss.; 213 ss. et 282 ss.

3. *Ibid.*, 1918, 162-183.

4. *Ibid.*, 1919, 63-79.

et des écrits apostoliques, mis, par la traduction en langue vulgaire, à la portée de chaque fidèle.

Le premier Français qui rompit avec cette conception de la Réforme, ce fut un des élèves de Lefèvre, *Guillaume Farel*¹. C'est lui, incontestablement, qui est le réformateur français, conscient et conséquent, de la première heure. Au lieu d'attendre, comme Lefèvre et son entourage, des autorités civiles et religieuses les réformes que devait amener la substitution de l'Évangile et du Christ à la souveraineté de l'Église et du pape, Farel crut qu'il devait essayer de les réaliser. Non seulement, par conséquent, faire connaître cet Évangile, mais s'efforcer d'y convertir prêtres, laïques, Magistrat, c'est-à-dire l'autorité civile, par des prédications, des discussions publiques et contradictoires, en un mot, par une propagande active et agressive. Le 14 décembre 1527, il écrit aux religieuses de Sainte-Claire à Vevey : « Or est vray, mes sœurs, qu'ay esté *contrainct* par la bonne volonté de nostre père *d'entrer en ouvrage* trop plus fort que tout homme, — si Celuy qui a promis d'assister et de donner bouche et sagesse à laquelle tous les adversaires ne pourront résister, ne donnoit force et puissance, — c'est d'annoncer le S. Évangile de nostre seigneur Jésus, lequel luy mesme preschant en est mort²... »

Simple laïque, n'ayant pas fait d'études théologiques, il ne connut que par ses relations avec les théologiens, pendant les douze années qu'il passa à l'Université, soit comme étudiant, soit comme professeur, les discussions scolastiques qui permettaient de tout expliquer et de tout justifier. C'est pourquoi sa piété profonde, qui acceptait et pratiquait sans discussion tout ce que l'Église lui commandait de croire et de faire, dut subir une crise très grave lorsque l'étude de l'Évangile à laquelle il se livra à l'insti-

1. Pendant que Farel était amené à la connaissance de l'Évangile par Lefèvre, un cordelier, *François Lambert*, avait pu lire, dans son couvent d'Avignon, des écrits de Luther, et avait quitté le froc en Allemagne, déjà en 1522 (Herm. I, n° 64 et 65). Presque toute son activité s'étant dépensée hors de France, nous ne le signalons ici que pour mémoire.

2. Herm. II, 65.

gation de Lefèvre lui révéla peu à peu le désaccord entre son enseignement et celui de l'Église. Cette crise dont il nous a laissé une description singulièrement vivante dans son *Épître à tous seigneurs*, dura plusieurs années.

Sa conversion

J'ai déjà essayé (*Bull.* 1917, 207) d'en marquer les premières phases. En 1536, à la dispute de Lausanne, Farel déclara : « Je vous assure que, estant à Paris, quand il fut fait mention de l'Évangile, par troys ans et plus ay esté priant à Dieu qu'il me donnast grâce d'entendre le droit chemin, lisant avec ce, souvent à genoux, le Nouveau Testament, conférant comme m'estoit donné, le grec avec le latin, traictant avec grands et petitiz pour estre instruit, sans mespriser personne »...

Partant de cette déclaration, Herminjard (II, 44) et, après lui, entre autres, MM. H. Heyer¹ et O. Douen², assignent à ces mots *quand il fut fait mention de l'Évangile*, la date de 1518. Or, le texte sacré original était connu, dans la capitale, dès le mois de *mai 1516* où Pellican vit, devant l'écu de Bâle, le ballot de Nouveaux Testaments d'Erasme qui venait d'y arriver (*Bull.* 1917, 201). C'est bien à ce texte que Farel pensait lorsqu'il ajoutait, « conférant comme m'estoit donné, le grec avec le latin ». Il n'y avait à cette époque pas d'autre texte *grec* du Nouveau Testament, que celui d'Erasme. Lors donc que Farel dit « quand il fut fait mention de l'Évangile, par troys ans et plus ay esté priant à Dieu qu'il me donnast grâce d'entendre le droit chemin », cela signifie que pendant trois ou quatre années après 1516, il chercha la vérité.

Après ces trois ou quatre années d'étude et de prières, il vit clair, il fut convaincu qu'il fallait suivre l'Écriture seule. On peut assigner à ce point d'arrivée la date de 1520, année où l'excommunication de Luther

1. Guillaume Farel, *Essai sur le développement de ses idées théologiques*. Genève, 1872, 8 ss.

2. *Bull.* 1892, 122 ss.

par le pape allait attirer tous les regards sur le moine saxon. Elle correspond, dans l'*Épître à tous seigneurs*, à cette phrase : « La sainte parole de Dieu commença à avoir le premier lieu en mon cœur » (p. 173 de l'édition de 1865).

Or cette affirmation est suivie d'une série d'aveux comme ceux-ci : « Lors j'entendis que le canon voire de la messe devoit faire place à la parole de Dieu... mais cependant... combien que je sceusse que tous les prestres font mal de tenir leur messe pour sacrifice pour les pechez et de manger seuls... je ne pouvoie rejeter cette messe... d'autant que ceux qui m'en debvoyent retirer m'y fourroyent plus avant et craignoient que je n'en parlasse... J'ay esté fort long temps en ceste séduction... et aussi n'ay laissé les dites abominations papales tout à un coup, mais il a fallu que petit à petit la papauté soit tombée de mon cœur »...

On ne peut se défendre de l'impression que Farel mit autant de temps à renoncer définitivement à la messe qu'il en avait mis à reconnaître que l'Écriture sainte devait être son unique autorité religieuse. La crise qui peu à peu le détacha de ce qu'il appelle « la papauté », aurait ainsi duré au moins sept années. A partir de 1516, il se mit à étudier sérieusement le Nouveau Testament que Lefèvre d'Étaples lui avait sans doute fait lire déjà avant cette date. En 1518, lorsque les persécutions des théologiens contre son vénéré maître lui eurent ouvert les yeux, il fut « retiré », par la parole de ce maître, « de la fausse opinion du mérite des œuvres ». Environ un an plus tard, sans doute grâce à Michel d'Arande¹ dont il écrit, en 1524, qu'il contribua à détourner Lefèvre du culte des saints (Herm. I, 205),

1. Je crois, en effet, que c'est à Michel d'Arande et non à Gérard Roussel, comme je l'ai écrit en 1917 (*Bull.* 1917, p. 211 note), que se rapportent ces mots de Farel « *par un à qui Dieu fasse grâce*, me fut proposée la pure invocation de Dieu ». Lorsque Farel exprimait ce vœu, Michel d'Arande était évêque de Saint-Paul-Trois-Châteaux, et on comprend qu'en reconnaissance du service qu'il lui avait rendu jadis, Farel ait souhaité que Dieu lui pardonnât sa défection.

« Dieu lui donna à congnoistre qu'il le faut seul invoquer et que toute l'invocation des trepassez... est vraye idolâtrie ». Là, ajoute-t-il, « fut du tout esbranlée la papauté en mon cœur... et la sainte parole de Dieu *commença* à avoir le premier lieu en mon cœur... »

C'est donc pendant qu'il exerça ses fonctions de régent au collège du cardinal Lemoine où il avait été nommé, en 1517 environ, que Farel passa par les trois premières phases de sa crise religieuse. Il ne traversa la dernière qui fut la plus dure qu'aux prises avec la réalité qu'il rêvait de transformer.

A Meaux et en Dauphiné

C'est au commencement de l'année 1521, au témoignage de Toussaints du Plessis, l'historien de l'Église de Meaux¹, que Farel eut pour la première fois l'occasion « d'entrer en ouvrage ». Avec son maître « Jacques Fabri », il fut du nombre des « habiles gens », que, d'après cet historien, l'évêque Guillaume Briçonnet groupa autour de lui « pour suivre les vues » de François I^{er}². Le roi venait, en effet, par lettres patentes du 7 janvier, d'ordonner la mise à exécution des monitions et prohibitions de l'évêque au sujet des danses publiques les dimanches et jours de fête³. Encouragé par ce premier succès, Briçonnet comptait sur l'appui du roi pour introduire d'autres réformes dont les principales étaient la substitution du français au latin dans le culte public et l'éducation, dans ce but, d'un clergé prodigieusement ignorant et négligent⁴.

Quelle fut la tâche assignée à Farel dans ce premier champ d'expérience? On ne se trompera guère en se

1. T. I, 327 ss.

2. C'est après le 9 avril 1521, où il était encore à Paris, d'après M. Imbart de la Tour (*Origines de la Réforme*, III, 115 p.), que Lefèvre se serait rendu à Meaux.

3. *Catal. des actes de François I^{er}*, n° 1296.

4. « Les curés résidaient à Paris et les vicaires désignés par eux étaient presque tous incapables d'annoncer la Parole ». (Becker, Marguerite et G. Briçonnet, *Bull.* 1900, 397.)

représentant le néophyte, brûlant de faire partager sa foi nouvellement conquise à tous ceux pour qui la religion ne consistait guère que dans des cérémonies et redevances traditionnelles. A ce moment Lefèvre surveillait, à Meaux même, l'impression de son commentaire sur les Évangiles et préparait sa traduction du Nouveau Testament. Farel dut suivre de près tout ce travail préparatoire et en communiquer, au fur et à mesure, les résultats aux auditoires auxquels il s'adressait.

Ce séjour à Meaux dut être interrompu l'année suivante par un voyage en Dauphiné, voyage attesté par deux faits certains. Le premier est la conversion d'un fils de Hugues de Coct, seigneur du Châtelard, compatriote de Farel, le chevalier Anémond de Coct qui avait eu une jeunesse orageuse puisqu'en 1520, son père l'avait pourvu d'un curateur et d'une rente viagère de trente écus¹. Aucun texte ne signalant la présence de Coct à cette époque à Paris ou à Meaux, c'est en Dauphiné qu'il dut rencontrer Farel dès l'année 1522 puisqu'en mars 1523, on trouve Coct déjà à Wittemberg où il se fait immatriculer le 6 avril à l'université².

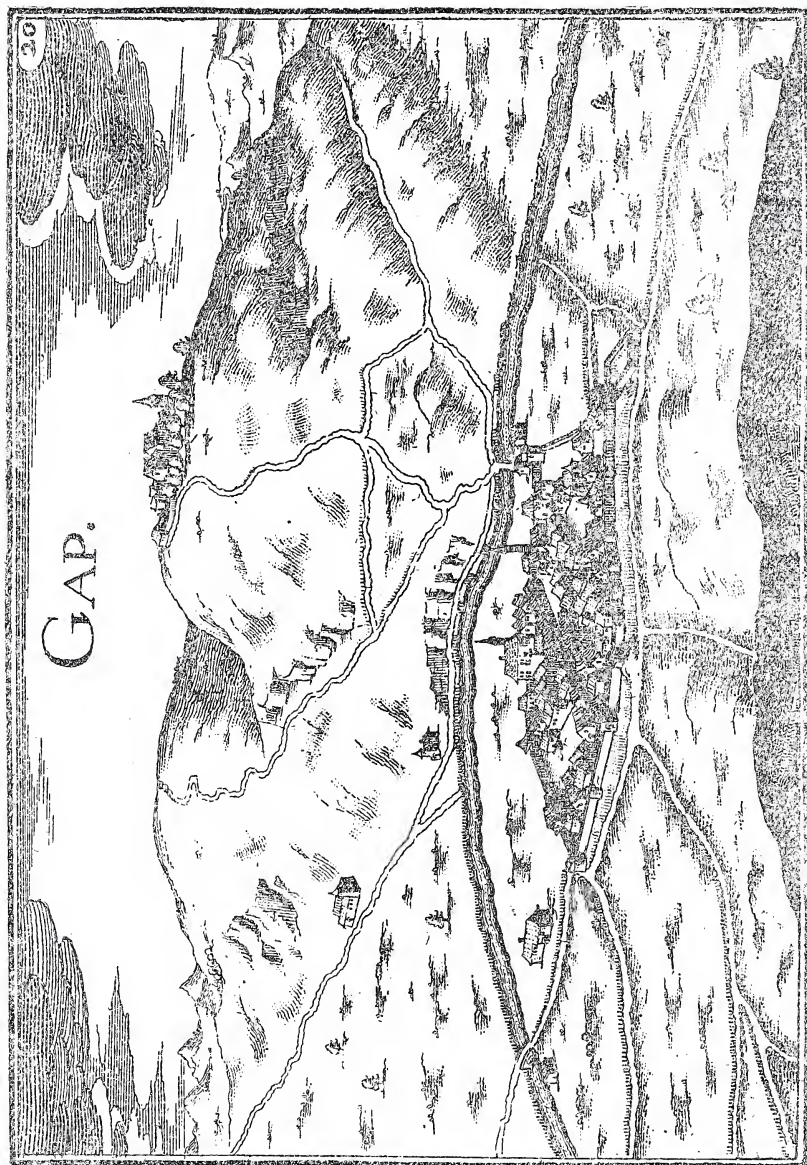
Le second fait est encore plus probant et ne peut guère se rapporter qu'au premier. Le 28 mars 1523, l'official de l'évêque de Gap adressait aux chapelains et curés du diocèse un monitoire ordonnant d'excommunier les coupables d'hérésie qui, malgré des lettres antérieures expédiées à la requête de noble Antoine de Montorsier, avaient refusé ou négligé de fournir les satisfactions requises³. Bien que le début de ce document soit trop mutilé pour qu'on puisse en traduire le texte, il n'en ressort pas moins qu'à la requête d'Antoine de Montorsier, sans doute un parent de Jeanne de Montorsier femme de Jean-Jacques, frère de Guillaume Farel⁴. des

1. A. Prudhomme, *Simple notes sur Pierre de Sébille*, 1884, p. 30.

2. Herm. I, 429.

3. Le texte de ce document, dont M. Buquet, archiviste des Bouches-du-Rhône, a bien voulu m'envoyer une copie collationnée, a été publié, mais d'après une copie très inexacte, par M. G. de Manteyer, dans son volume *Les Farel, les Aloa et les Riguet*, 1912, p. 108.

4. J. Roman, *Histoire de la ville de Gap*, 1892, p. 119.



Gap au xvn^e siècle.

personnes accusées ou convaincues d'hérésie avaient été, par des lettres émanant de l'évêque, sommées de comparaître devant l'official pour se justifier ou subir la peine par elles encourue et n'avaient pas obtempéré à cette sommation. Le monitoire étant du 28 mars 1523, les lettres qui le provoquèrent sont, ou des premiers jours de l'année 1523, ou des derniers de 1522. Elles coïncident ainsi avec la date de la conversion d'Anémond de Coct qui se serait soustrait aux conséquences de son acte en quittant le canton d'Orcières, dans la vallée du Drac où se trouvait le Châtelard (commune de Champoléon). Elles confirment ce passage de la chronique de Froment : « Farel, désirant édifier ceux de son pays, s'en alla de Meaux à Gap où, voulant prescher, il n'y fust pas admis par ce qu'il n'estoit moine ne prestre auxquels seuls est permis de prescher selon les statuts du pape. De là il fust deschassé, voire fort rudement, tant par l'evesque que par ceulx de la ville, trouvant sa doctrine fort estrange *sans jamais* en avoir ouy parler ¹ ».

Il ne semble pas, d'ailleurs, que cette tentative ait eu d'autre résultat immédiat que la conversion du chevalier de Coct puisque ce n'est qu'environ dix années plus tard que les frères de Farel suivirent son exemple ². Mais elle permet d'affirmer que Guillaume Farel fut le premier qui fit connaître le pur Évangile dans la famille de son père le notaire Antoine, époux d'Anastasie d'Orcières, dans la ville de Gap, où, sur la place Saint-Étienne aujourd'hui Jean-Marcellin, aux n^{os} 3 ou 4, se trouve l'emplacement de sa maison natale ³. Cette première étincelle n'allait pas tarder à en allumer d'autres, puisque, dès le carême de

1. Herm. I, 180. Il est vrai que cette chronique place cet épisode après le départ de Meaux provoqué par une persécution qui n'eut lieu que plus tard. Mais on sait qu'il ne faut pas demander à ce genre de chroniques une exactitude strictement chronologique.

2. Cf. Roman, ouvr. cité, 119 et Manteyer, ouvr. cité, p. 51. Dans ce dernier volume, qui n'est guère qu'un recueil de textes, l'auteur a réuni sur la situation sociale et les alliances des Farel, un ensemble de renseignements beaucoup plus complet que ceux que l'on possède sur n'importe quel autre réformateur.

3. Manteyer, p. 81. Les deux maisons n^{os} 3 et 4 appartenaient au père de Farel.

1523, le cordelier Pierre de Sébiville, entraîné sans doute par Anémond de Coct, prêcha, ainsi que nous le dirons par la suite, dans le sens de la Réforme, à Grenoble.

A Meaux et à Paris

Revenu à Meaux, peut-être encore avant la fin de cette année 1522, Farel n'y demeura plus que quelques mois. Les « novateurs », dit Toussaints du Plessis, « faisoient du progrès », au point que Briçonnet leur retira la licence de prêcher le 12 avril 1523. Lorsqu'on rapproche le texte de cet ordre¹ du mandement épiscopal du 15 octobre suivant, publié après le décret synodal interdisant de lire et ordonnant de brûler les livres de Luther, on voit que le zèle intempestif des « novateurs » s'était attaqué au Purgatoire et au culte de la Vierge et des Saints. Il faut ici se rappeler qu'avant même de se rendre à Meaux, Farel avait eu, à cause de Lefèvre, beaucoup de peine à s'affranchir précisément de cette foi à l'intervention de la Vierge et des saints... « J'avoye tant d'estime des Saincts et de Faber que je n'en pouvoye sortir. Mais à la fin, *après toute résistance qui m'estoit amère, ny en rejettant l'Escriture, ny en mépris d'iceluy qui me parloit*, mais en crainte de faillir, Dieu me donne à cognoistre qu'il le faut seul invoquer et que toute l'invocation des trespassez et de tous ceux qui sont hors de ce monde, par laquelle les absens sont priez comme présens, et tout service est vraye idolâtrie² ».

Comment admettre, lorsqu'on connaît le tempérament ardent de Farel, qu'après avoir conquis de haute lutte et malgré son maître, la foi à l'invocation de Dieu seul, il ait pu, à Meaux, se taire sur ce point où il entraînait en contradiction directe avec l'évêque qui, lui, voulait

1. Cf. *Bull.* 1917, 227, n. 2.

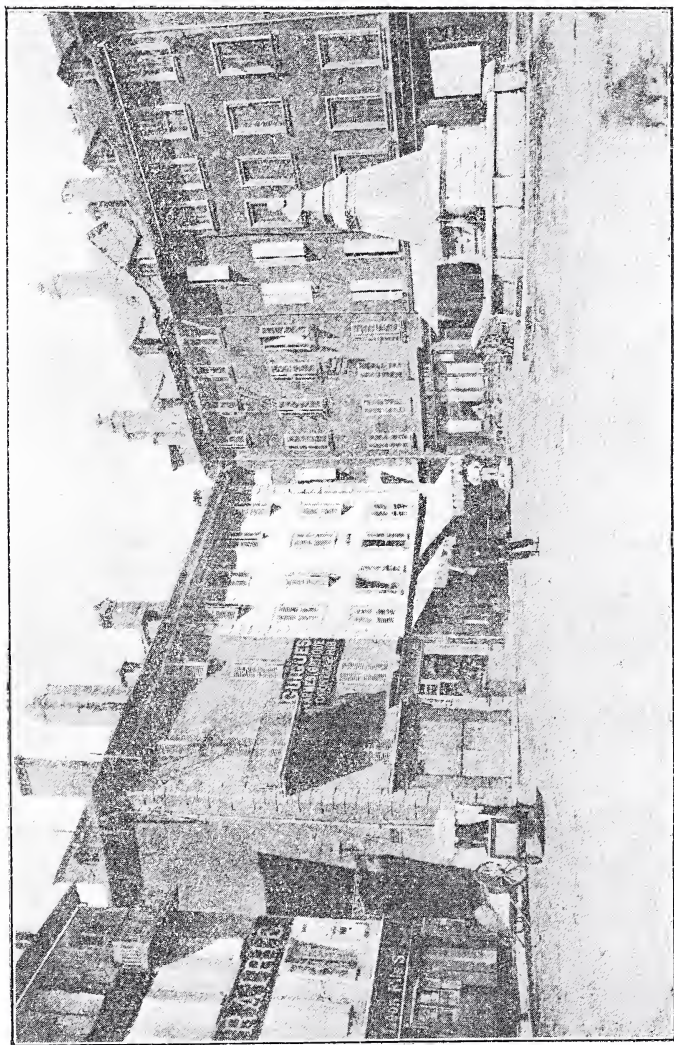
2. *Épître, ut supra*, p. 172.

qu'on exhortât ses ouailles aux suffrages pour les trépassés et à prier la Vierge et les saints¹?

La rupture était inévitable après l'ordre du 12 avril 1523. Qu'il ait été de ceux auxquels Briçonnet retira la licence de prêcher, ou non, ainsi que l'affirme d'ailleurs Toussaints du Plessis, le disciple se sépara de son vénéré maître et de sa « vieillesse papale ». Mais cette séparation se fit certainement sans éclat, sans « mépris » pour celui qui s'était efforcé de le retenir, ainsi qu'en témoigne la correspondance ultérieure entre les deux amis. Ne pouvaient-ils pas se dire qu'ils poursuivaient le même but par des chemins différents?

L'auteur de l'*Histoire ecclésiastique des Églises réformées*, qui était certainement bien informé, bien qu'en parlant de « persécution », il confonde les années 1523 et 1525, nous apprend (I, 6) qu'« après avoir subsisté tant qu'il peut, à Paris, Farel se retira en Suisse ». — De ce court séjour à Paris nous avons un précieux témoignage contemporain. C'est une lettre à lui adressée par un de ses élèves au collège du cardinal Lemoine, le plus ancien adepte de la Réforme à Paris, dont le nom et la destinée ultérieure nous soient connus. Cette lettre est d'autant plus importante que c'est le premier et le seul témoignage direct et authentique émanant du milieu parisien où avaient pénétré des essais de Réforme, qui nous renseigne sur l'état des esprits lorsqu'en 1523 la Faculté de théologie de l'Université réussit à en attaquer les premiers apôtres et à inquiéter ceux qui les suivaient. Voici une traduction de ce précieux document :

1. Voici le texte du mandement du 15 octobre 1523 (Toussaints, II, p. 559). « *In pronis inducatis populum ad pias preces et suffragia pro defunctis facienda, credendumque Purgatorium vere esse; similiter et sacratissimam Virginem Mariam et sanctos esse orandos* ». Cet ordre avait été précédé de ces lignes que je reproduis d'après la traduction d'Herminjard (I, 157) : « Tandis que... la parole évangélique faisait des progrès, quelques personnes, abusant de l'Évangile et le tournant à leur propre sens, afin que le peuple qui y avait pris goût, fût gagné par l'appât de la nouveauté, ...ont osé prétendre et prêcher, au mépris de la vérité évangélique, que le Purgatoire n'existe pas, et que par conséquent, il ne faut pas prier pour les morts, ni invoquer la très sainte Vierge Marie et les saints ».



Gap, place Jean-Marcellin.

La maison des Farel se trouvait sur l'emplacement de celles qu'on aperçoit derrière la statue.

*A Guillaume Farel, sincère défenseur de la piété,
Jean Canaye, salut en Christ.*

Je m'estimerais fort heureux si récemment les circonstances m'avaient permis de m'adonner sans interruption aux lettres grecques et latines commencées l'année dernière. Je considère, en effet, cette science, non comme l'objet, suivant ton expression, d'un culte, mais comme une aide très puissante, ou plutôt indispensable pour l'intelligence de la parole de Dieu — car les auteurs grecs ou latins qui ont, ou écrit, ou traduit, ou expliqué les livres sacrés n'exigent pas des connaissances si exceptionnelles, mais peuvent être compris par un homme passablement instruit. Je pense que je n'aurai besoin d'apprendre l'hébreu que plus tard, d'autant qu'il y a ici peu de gens qui le connaissent ou qui, s'ils le connaissent, ne permettent pas à tous de les aborder. Ce qui, d'ailleurs, est plus important que tout, c'est de demander l'intelligence des choses sacrées à l'esprit qui souffle où il veut, plutôt que de l'attendre de longues études ou de nombreuses veilles. Mais j'ai été tant de fois abattu par les maladies que, dans les langues où tu sembles croire que j'excelle, je ne suis pas arrivé à être plus habile que lorsque tu étais avec nous.

Je ne voudrais pourtant pas que tu penses que je dis cela pour me justifier de la grande faute que j'ai commise de ne pas t'avoir écrit à toi avec qui je suis si lié, quand ce ne serait que par le fait que nous avons longtemps vécu ensemble¹, poursuivant les mêmes études, toi comme maître, moi comme élève. Mais il y a, sans nul doute, des choses autres et plus grandes qui m'ont uni à toi de la manière la plus étroite : avant tout cet amour chrétien et ce pain quotidien, ce vin que nous distribuait Lefèvre, ce très saint et à la fois très savant homme, et dont nous avons vécu tant de jours. Ce sera toujours, je le confesse, la chose unique qui m'attachera le plus à toi et me ferait mériter n'importe quel châtiment si jamais je refusais de t'écrire.

Quant aux lettres que tu dis avoir envoyées à notre frère Miles, je me rappelle qu'il n'en a reçu qu'une seule, de l'époque où tu avais gagné Bâle. Nous t'aurions bien écrit pendant que tu étais en Aquitaine², mais nous avons aussitôt appris ton départ

1. On se demande si Farel n'a pas eu, en sa qualité de régent du collège du cardinal Lemoine, Jean Canaye comme pensionnaire.

2. J'ai reçu, jadis, une note de feu Daniel Benoît, affirmant que le *Mémorial historique contenant la narration des troubles... dans le pays de Foix*, de L.-J. de Lescazes (1644), disait expressément que « Guillaume Farel a prêché la Réforme dans le pays de Foix ». J'ai sous les yeux la réimpression de ce *Mémorial*, faite à Foix en 1891. L'auteur raconte, d'après F. de Raemond, l'introduction de la Réforme à Meaux, par G. Farel, Arnaud et

précipité et vraiment à cause de Christ ¹, comme j'entends, un moine ² te poursuivant parce que tu prêchais l'Evangile publiquement. Ce départ nous paraîtrait regrettable si je ne savais que tu t'es réfugié à Bâle comme dans le port du salut et dans un asyle, ville vraiment royale ³ dirais-je, puisque le roi des rois veut y faire promulguer, lire et vivre son Evangile et ses lois éternelles.

Ces lois qui avaient été entièrement abrogées par je ne sais qui, je crois qu'elles ont été enseignées naguère de même au milieu de nous comme partout et je sais qu'il n'y a pas longtemps elles ont été reçues, grâce surtout à tes efforts ⁴. Mais tout a bien changé depuis que tu es parti d'ici. Combien l'autorité et la majesté de l'Evangile n'ont elles pas été diminuées au profit de l'observation des anciennes traditions et de l'affermissement de l'autorité antérieure! Comme on s'est éloigné de la piété évangélique! Combien la parole de Dieu a été abattue misérablement et avec quelle crainte n'a-t-elle pas été accueillie par les gens pieux! Tel est notre état, très cher Guillaume. Si on te l'écrivait en détail, comme tu le demandes, je ne sais si tu retiendrais tes larmes, bien que ce que je viens de dire sans aucun doute t'affligera beaucoup, si cela ne te fait pas pleurer.

Les choses ne pouvaient guère se passer autrement alors que tu nous a quittés si promptement et que Gérard, sur qui nous reportions presque tout notre espoir, ne s'occupe que des Meldois, non sans fruit, et, depuis ton départ, est à peine venu une ou deux fois nous visiter et cela sans prédication. Si elle nous avait été donnée, ceux qui sont encore faibles auraient pu être réchauffés, nourris et même fortifiés en Christ; mais dès lors que

Gérard Roussel avec Jacques Faber. Après avoir été chassés de Meaux, « l'an 1522 », puis hors de France « l'an 1529 », ces « quatre boucliers de la Foi » se seraient retirés « à l'abry dans Nérac... où encore par leur hypocrisie et charmant caquet, commencèrent de jeter les premiers fondemens de leur irréligion » (p. 42). Faut-il voir, dans ce passage, le souvenir d'une apparition de Farel dans le pays de Foix en 1523? Je crois plutôt que de Lescazes, dont le récit est très confus, n'aura pas pris garde, en adjoignant Farel et Arnaud Roussel à Lefèvre et Gérard Roussel qui se réfugièrent, en effet, auprès de la reine de Navarre, que F. de Raemond avait écrit (p. 843 de l'édition de 1616), qu'après Meaux Farel se rendit en Suisse et qu'Arnaud Roussel suivit le parti de Briçonnet.

1. C'est ainsi que nous croyons devoir traduire *discessus christianus* : départ chrétien.

2. Au lieu de *jam* monacho qu'il y a dans Herm., il faut lire *nam*.

3. Canaye fait ici un jeu de mot en appelant Bâle, en grec, βασιλική, la ville royale.

4. Il semble, d'après ce passage, que Farel ait été, à Meaux, si ce n'est l'initiateur des réformes qui y furent tentées, du moins un de ceux qui y travaillèrent avec le plus de zèle. Dans tous les cas, cette lettre prouve qu'il fut un des premiers qui prêchèrent l'Evangile à Paris, sans doute dans des réunions particulières.

la nourriture essentielle leur fait défaut, que peut-il arriver d'autre si ce n'est qu'ils languissent et, à moins qu'on ne tarde pas à les secourir, qu'ils se dessèchent entièrement, ce qui est pire que tout. Je sais bien qu'on pourrait y obvier si nous avions souvent l'Évangile entre les mains¹. Que ne peuvent, en effet, le feu et le glaive de l'Évangile? Je sais qu'il pourrait enseigner l'ignorant, remettre sur la bonne voie celui qui est dans l'erreur, enflammer l'indifférent. Mais en ceci, tu nous aides beaucoup si, lorsque, Dieu le voulant, il t'arrive de fréquenter des hommes entièrement gagnés à l'Évangile, de jouir chaque jour de leur commerce et de leurs entretiens, de lire leurs ouvrages et d'entendre leurs prédications, tu consentais, le plus souvent que tu le pourrais, à nous écrire ce qui se passe là-bas et à nous tenir au courant de tout l'état de l'Eglise.

J'ai longtemps gardé cette lettre, mon cher Guillaume, parce que je n'avais personne qui pût s'en charger. Si nous avions quelqu'un à qui nous puissions confier sûrement nos missives, nous t'écririons plus souvent. A Dieu en Christ.

Paris, le 13 juillet.

Jean Canaye.

Le signataire de cette lettre était l'un des fils de Jean Canaye, « marchand teinturier à Saint Marcel lez Paris » et de Marguerite Gobelin, de la famille qui, à côté des Canaye, exerçait la même profession et dans laquelle déjà le père de Jean Canaye avait pris femme². Lefèvre et Farel avaient décidé leur élève à étudier le grec, le

1. La traduction de la première partie du Nouveau Testament en français, par Lefèvre, était sortie de presse le 8 juin, mais, comme elle ne contenait que les Évangiles, elle a pu n'être mise en vente qu'avec la seconde partie, qui ne sortit de presse que le 6 novembre. Briçonnet ne put envoyer à Marguerite, au roi et à leur mère, cette seconde partie que le 10 janvier 1524 (*Bull.* 1900, p. 443).

2. Sur les Canaye, voir l'article de la *France prot.*, 2^e éd. en le complétant et le corrigeant au moyen des renseignements qu'on trouve dans une brochure de M. Ch. Pradel, *Un marchand de Paris au seizième siècle* (cf. *Bull.*, 1891, 106, où il faut lire que le correspondant de Farel était le fils du marchand teinturier et par conséquent l'un des quatre frères dont parle M. Pradel). Voir aussi une brochure de Ch. Manneville, *Les Canaye* (Paris, Champion, 1909), qui renferme une généalogie de la famille, mais se trompe en disant que la maison de la reine Blanche, 17, rue des Gobelins, était leur propriété. C'était celle de la branche protestante des Gobelins (*Évangile et Liberté*, 1^{er} novembre 1913).

latin et même l'hébreu. Non pour se distinguer dans la science de ces langues qui conférerait à ceux qui les possédaient une réputation recherchée par les ambitieux, — mais afin de mieux comprendre le texte original de l'ancien et du nouveau Testament et de pouvoir le comparer avec la Vulgate. Cette science, le jeune Canaye, élève digne de ses maîtres, la considérait, non comme le but de ses études, mais comme un moyen d'augmenter la piété et de développer la vie chrétienne. Dans l'évocation des jours où, selon son expression, Lefèvre lui avait distribué, ainsi qu'à son maître, le pain et le vin de l'Évangile, nous avons la preuve qu'à son origine, et dans la pensée de son premier ouvrier, la Réforme répondait à des besoins *essentiellement et exclusivement religieux*.

Nous apprenons ensuite qu'après avoir quitté Meaux, Farel n'avait séjourné que peu de temps à Paris, qu'il quitta subitement pour se rendre en « Aquitaine ». C'est la seule mention, mais formelle, que nous possédions sur cette deuxième tentative d'évangélisation¹. De même que celle en Dauphiné, elle dut être abandonnée presque aussitôt, à la poursuite d'un moine auquel Farel put échapper en gagnant Bâle. Combien il faut regretter qu'on n'ait pu retrouver les lettres qu'il écrivit alors à ses élèves Jean Canaye et Miles Perrot, régent des classes de grammaire au collège du cardinal Lemoine, lettres auxquelles répond celle qu'on vient de lire!

On aura remarqué qu'elle est datée de Paris, 13 juillet, sans indication d'année. Herminjard qui le premier en a publié le texte latin² l'a placée parmi celles de 1524. Il n'a

1. C'est peut-être au cours de ce voyage en Aquitaine et à Bâle, que Farel eut, avec le futur inquisiteur et cruel persécuteur des Vaudois, la conversation qu'il rappelle en 1543, dans son *Épître... au duc de Lorraine* : « Je l'ay ouy d'un Jacobin nommé de Roma, auquel quand propos estoit tenu de l'Evangile et ce, quand premièrement le nouveau testament fut imprimé en français, on Monsieur Fabry avoit besoiné et estoit dict que l'Evangile auroit lieu au Royaume de France, et qu'on ne prescheroit plus les songes des hommes; — de Roma respondit : « Moy et autres comme moy lèverons une cruciade de gens et ferons chasser le Roy de son Royaulme par ses subjects propres, s'il permet que l'Evangile soit presché ». (Herm. I, 483).

2. *Corresp.* I, p. 240-243

pas pris garde que, si elle était de cette année, la phrase dans laquelle Jean Canaye se plaint de l'absence, depuis le départ de son ami, de toute prédication qui aurait pu empêcher bien des défaillances, serait contredite par les passages des lettres du 6 juillet 1524 dans lesquelles Gérard Roussel et Lefèvre racontent à Farel que « Caroli est à Paris et explique l'apôtre Paul au peuple dans des prédications qu'il fait aux jours de fête à Saint-Paul, avec beaucoup de succès à ce que j'entends dire ». (I, 240, cf. 237). On ne peut guère admettre que ce qu'on savait à Meaux le 6 juillet 1524, Jean Canaye l'ait ignoré à Paris le 13 ou, que, s'il l'a su, il ait oublié, au milieu de ses lamentations, de mentionner ce qui s'y passait depuis le mois de mars (cf. I, 227), dans l'importante église royale Saint-Paul, ainsi dénommée parce que les rois de France avait coutume d'y faire baptiser leurs enfants¹. La description mélancolique qu'il fait, du retour aux anciennes traditions de ceux qui avaient commencé à s'en affranchir, cadre, au contraire, parfaitement avec les craintes que devaient leur inspirer le rude assaut des Sorbonnistes et du Parlement contre Lefèvre et Louis de Berquin en juin 1523, assaut qui devait aboutir, en août, à l'emprisonnement de ce dernier, à l'autodafé de ses écrits et de ceux de Luther et au cruel supplice de l'augustin Jehan Vallière².

A Bâle et Strasbourg

Si mes conclusions sont exactes, Farel était à Bâle en juillet 1523. On aura remarqué les expressions dont se sert Jean Canaye dans sa lettre à son ami. Il appelle « Bâle le port du salut, un asile, et, en grec, une ville vraiment royale puisque le roi des rois peut y faire promulguer, lire et vivre son Évangile ». Les relations entre Bâle et le milieu parisien auquel appartenait Farel remontaient au

1. Elle occupait l'emplacement des n° 30, 32 et 34 de la rue Saint-Paul (Hoffbauer, *Paris à travers les âges*, II, quartier de la Bastille, p. 5 à 8). C'est dans le cimetière de cette église que, plus tard, fut enterré Rabelais.

2. Voy. *Bull.*, 1917, p. 228.

moins au xv^e siècle. Sans entrer dans les détails, rappelons qu'un des trois hommes qui installèrent à Paris, en 1470, le premier atelier d'imprimerie, avait fait ses études à Bâle¹; au début du xvi^e siècle (1501-1508) deux des fils de l'imprimeur bâlois Jean Amerbach, Bruno et Basilius, avaient été les meilleurs élèves de Lefèvre d'Étaples². Le Bâlois Guillaume Cop était médecin de François I^{er} et fut chargé par le roi de faire venir Érasme à Paris en 1517; le glaronnais Henri Lorit qui y vint à sa place et y dirigea, jusqu'en 1522, une sorte de pensionnat que fréquentaient entre autres des Bâlois, s'établit à Bâle lorsqu'il quitta Paris³. C'est dans la librairie à l'enseigne de l'Écu de Bâle, au coin des rues Saint-Benoit et Saint-Jacques, que dès le mois de mai 1516 se vendait le nouveau Testament d'Érasme et c'est par l'intermédiaire de ce libraire, Conrad Resch, qu'à Paris on connut les écrits de Luther, qui, dès leur apparition, étaient réimprimés à Bâle, chez Petri et envoyés à Lefèvre⁴.

On savait certainement à Paris, qu'en 1521 déjà Guillaume Roubli avait prêché à Bâle contre la messe, le purgatoire, le culte des saints, et y avait remplacé dans une procession, les reliques par une Bible, et qu'en 1522 le prédicateur de l'hôpital, élève de Glarean, Wolfgang Wissenburger, était allé jusqu'à dire la messe en langue vulgaire. OEcolampade, qui avait été le collaborateur d'Érasme pour le nouveau Testament de 1516 et que son admiration pour Luther avait fait sortir du couvent d'Altenmünster où il était entré en 1520, avait été nommé vicaire de Saint-Martin à Bâle vers la fin de l'année 1522. Il n'est donc pas surprenant que, contraint de quitter la France, Farel se soit dirigé vers cette cité⁵.

1. *Ibid.*, p. 180.

2. V. Dr A. Fechter, *Das Studentenleben in Paris im Anfang des XVI. Jahrhunderts* dans *Beiträge zur vaterländ. Gesch.* Basel, III, 1846.

3. Vers le milieu de 1523, il fut nommé économiste du collège où il logea (Herm., I, p. 210).

4. Par l'intermédiaire, entre autres, d'un certain Ulrich Hugwald qui était correcteur chez l'imprimeur Petri à Bâle et que Lefèvre fait saluer les 20 avril et 6 juillet 1524.

5. Il dit lui-même plus tard, qu'il y fut attiré « du fond de la Gaule », par la réputation de cette ville (Herm., I, 359).

Lorsqu'il y arriva, vers le milieu de l'année 1523, les partisans d'une Réforme modérée avaient remporté un premier succès. Ils étaient appuyés par le Magistrat qui avait recommandé aux prédicateurs de n'annoncer que le pur Évangile. Le provincial des cordeliers ayant voulu déplacer le frère gardien Conrad Pellican qui avait collaboré à la réédition des écrits de Luther, le Magistrat s'y opposa et finit par donner leur congé à deux professeurs de théologie réactionnaires, et à les remplacer par Pellican et OEcolampade¹. Farel reçut l'hospitalité chez celui-ci et entra dès lors en relation directe avec tous ceux qui travaillaient dans le sens de la Réforme. C'est ainsi qu'il connut certainement le hollandais Hinne Rode venu à Bâle pour l'impression des œuvres de Jean Wessel et communiquer aux réformateurs suisses l'interprétation symbolique des passages des Évangiles racontant le dernier repas pascal de Jésus avec ses disciples². J'ai expliqué dans un précédent chapitre que Hinne Rode apportait avec lui un manuscrit exposant sous le titre de *Somme de l'Écriture sainte* le premier programme d'une réforme scripturaire qui ne touchait pas encore aux usages établis. La première édition de cet exposé du christianisme selon la Bible ayant paru en français à Bâle en 1523, j'ai suggéré que Farel pourrait fort bien être l'auteur de cette traduction qui dut être exécutée au milieu de cette année et dont le *Sommaire*... qu'il publia plus tard rappelle le titre. OEcolampade qui fit paraître à la même époque son traité sur la Sainte Cène où apparaît le résultat de la visite de Hinne Rode, fut sans doute l'instigateur de ce travail et l'on ne connaît pas à Bâle, à ce moment, d'autre Français à qui il aurait pu le demander³.

Quoi qu'il en soit, rien ne s'oppose, dans l'ensemble

1. Voy. pour l'histoire religieuse de Bâle à cette époque : B. Riggenbach *Das Chronikon des Pellican* et la traduction allemande parue à Strasbourg en 1892. — La biographie d'OEcolampade, par J.-J. Herzog, 1843, trad. par A. de Mestral (cf. Hauck, *Encycl.*, XIV). — Tommen, *Geschichte der Universität*, 1889; — cf. Th. Burkhardt Biedermann, *Bonifacius Amerbach und die Reformation*, 1894.

2. *Bull.*, 1918, p. 219.

3. *Ibid.*, 1919, p. 63-79.

des faits que je me suis efforcé de situer chronologiquement, à l'adoption de cette hypothèse. Cela ne veut pas dire qu'à ce moment, si intéressant pour Farel qui désirait entrer en relation avec tous les chefs de la Réforme, il ne se serait pas éloigné de Bâle. Il est possible au contraire qu'il fit à cette époque déjà une excursion à Strasbourg où il a certainement été entre 1523 et 1524 ainsi que l'atteste le pamphlet latin dont il est l'auteur et dont il va être question tout à l'heure. Son plus ancien biographe Olivier Perrot le fait même aller directement de Meaux à Strasbourg et ensuite seulement à Bâle. Les termes dont il se sert en parlant de Strasbourg, méritent d'être cités : « Il y rencontra deux excellents personnages pasteurs de la ville, Wolfgang Capito et Martin Bucer¹ auxquels d'entrée il se fit connaître et captiva tellement leur bienveillance que... ils luy donnèrent la main d'association et contractèrent par ensemble une amitié si sincère et sainte que jusqu'à leur mort ils ont nourri par lettres une communication de sentiments, avis, conseils sur tous incidens d'affaires concernant la religion... qu'il y a toute apparence que Bucer avoit l'âme bien étroitement liée à Farel puisqu'*aujourd'huy se trouve un paquet de lettres écrites à Bucer par Zwingli, Œcolampade, Pellican et autres excellents et doctes personnages* parmi et dans ses écrits qui sans doute luy avoient été confiés en amy pour cause inconnue ».

Propositions prêchées à Meaux. Jehan Guybert.

A Strasbourg et à Bâle où la sagesse et l'intelligence du Magistrat s'efforçaient, de contenter et non d'exaspérer les légitimes aspirations du peuple et de ceux qui essayaient de l'instruire, Farel ne perdait pas de vue ses amis de Paris et de Meaux. Nous n'avons malheureusement plus que de rares épaves de la correspondance qui

1. Capiton, originaire de Haguenau (1478) et Bucer, né un peu plus tard (1491) de parents strasbourgeois, à Schlestadt, s'étaient installés à Strasbourg, en mai 1523 (cf. *Bull.*, 1917, p. 246 ss.).

s'échangeait entre eux et lui. Il leur faisait parvenir les livres et traités que la crise religieuse faisait constamment sortir de presse¹, leur faisait écrire par ses nouveaux amis² et les excitait à l'action. A Meaux et à Paris on recevait avec joie les envois et les lettres de Bâle, on le tenait au courant des obstacles qui s'opposaient à une propagande plus active. On lui rappelle que grâce à la Sorbonne et au Parlement rien ne peut sortir de presse qu'avec l'approbation des ennemis de tout changement³. Briçonnet avait cru pouvoir les désarmer en remplaçant les plus imprudents de ses prédicateurs par des hommes « dont la doctrine ne lui était point suspecte. De ce nombre furent Martial Mazurier, principal du collège Saint-Michel et célèbre prédicateur, à qui il procura la cure de Saint-Martin au grand marché⁴, Michel et Arnaud Roussel (dont on ne trouve pas trace ailleurs et qu'Herminjard identifie avec Michel d'Arande), et Pierre Caroli, chanoine de l'Eglise de Sens à qui il donna la cure de Frênes et ensuite celle de Tancrou⁵ ».

C'étaient là des concessions insuffisantes puisque déjà en 1521 les prédications de Martial Mazurier sur les trois Marie avaient été dénoncées comme hérétiques et que l'année suivante le confesseur du roi avait failli tomber en disgrâce pour s'être plaint des explications hétérodoxes dont maître Michel accompagnait la lecture des Évangiles à Louise de Savoie et à sa fille Marguerite d'Angoulême. Aussi, à la requête de Lizet et de Beda, ainsi que je l'ai dit plus haut⁶, la Faculté avait-elle envoyé, en juin 1523, maîtres Andrée, Le Gay et Mauricet enquêter à Meaux sur les prédications de Mazurier

1. Voy. les lettres de Lefèvre des 20 avril et 6 juillet 1524 (Herm., I, p. 206 et 220), sans compter celle du 13 janvier (*ibid.*, 183).

2. OEcolampade écrivit ainsi à Briçonnet, et Pellican à un certain Pierre Amy (*ibid.*, p. 221 et 225).

3. Voy. les lettres citées ci-dessus et celle de G. Roussel (*ibid.*, I, 232).

4. Le quartier du grand marché, séparé de la ville proprement dite, par un pont, devint, par la suite, entièrement protestant.

5. Toussaints du Plessis, *op. cit.*, I, 328. Mazurier et Michel d'Arande avaient déjà été à Meaux en 1521.

6. *Bull.*, 1917, p. 227.

et de Caroli¹. Après une série de procédures contre les deux suspects, le 26 novembre elle mettait la dernière main à la censure ou plutôt à la condamnation pure et simple déjà rédigée le 14, de 41 propositions recueillies par ces espions, sur le culte de la Vierge, des saints, des reliques, le canon de la messe, le purgatoire, etc.².

Le même jour commençait au Parlement le procès d'un ermite qui vivait à Livry, sur la route de Paris à Meaux, où se trouvait un couvent de chanoines augustins qui avait été réformé à la fin du xv^e siècle par un certain Jean Mauburn, à l'instigation du chapitre de Windesheim et, avec l'appui du commendataire (1499) le président du Parlement, Nicolas de Hacqueville³.

Jehan Guibert était connu, depuis quarante ans, comme « ung homme plain d'austérité et devocion fervente *qui odit animam suam in hoc mundo...* desirant fervamment l'honneur de Dieu ». Bien qu'il ne fût pas prêtre, il avait, grâce à sa piété, obtenu du pape l'autorisation de s'entourer d'autres religieux et de former avec eux et sous sa direction une sorte de congrégation de Saint Paul l'ermite. C'est sans doute le nom et la nouveauté de cet ordre — n'est-ce pas au nom de saint Paul qu'on attaquait le salut par les œuvres? — qui le fit dénoncer à l'official de l'évêque de Paris. Celui-ci l'avait fait incarcérer et lui avait, aidé de l'inquisiteur Liévin et de cinq ou six docteurs de la Faculté de théologie, intenté un procès en hérésie. On l'avait accusé de favoriser la doctrine luthérienne, d'avoir dit qu'il valait autant lire l'Évangile dans sa cellule que d'entendre la messe à l'église, d'avoir confessé un prêtre, sans toutefois, prétendait l'inculpé, lui avoir donné l'absolution sacramentale; — d'avoir reçu les vœux de ses associés « comme si sa religion (c'est-à-dire son ordre) était

1. *Reg. des conclusions*, f^o 97.

2. Duplessis d'Argentré, *op. cit.*, II, I, xiv^b à xix^b.

3. Allen, *Op. epist...* *Erasmii*, I, p. 166. On se demande s'il n'y a pas quelque relation entre ce nom de Hacqueville et le village d'Acqueville, d'où était le premier martyr augustin-Jehan Vallière.

approuvée » ; — d'avoir appelé « simonie, donner six blancs pour dire une messe » et d'avoir mis en doute la valeur des prières pour les morts.

L'officialité avait condamné le coupable à abjurer ses hérésies, à écouter, au parvis Notre Dame, *in spectaculo publico*, c'est-à-dire sur une estrade élevée *ad hoc*, un prédicateur qui réfuterait ses fausses opinions et enfin à les renier lui-même devant le peuple. A la suite de cette cérémonie humiliante, il devait avoir la barbe rasée, être dépouillé de sa robe d'ermite, et après six mois de détention dans les prisons de l'évêque, être banni du diocèse de Paris.

Jehan Guybert avait consenti à abjurer par écrit « toute hérésie », mais en avait appelé au Parlement des autres parties de la sentence ecclésiastique. Son avocat, Bochard, soutint l'incompétence de l'évêque de Paris qui, n'ayant pas de droit territorial, ne pouvait bannir l'inculpé, à quoi Grou, avocat de l'évêque, répliqua en plaidant, contre l'appel, l'incompétence du Parlement. Lizet, au nom du roi, soutint la validité de l'appel puisque Guybert n'était pas prêtre, mais protesta contre le bannissement illégal et contre l'amende honorable en plein parvis Notre Dame, soutenant que celle à l'intérieur de l'église devait suffire et demandant que, vu la sainteté de sa vie, l'inculpé fût simplement, *sub obedientia* de l'abbé, interné dans quelque bon monastère, autre que Livry¹ où il serait exposé à retomber dans ses erreurs. Le Parlement remit sa décision à trois jours, en recommandant à l'évêque de bien traiter son prisonnier — mais les registres encore existants, qui nous ont conservé deux copies identiques des longues plaidoiries que je viens de résumer, ne nous donnent pas le texte de cette décision, qui aboutit très vraisemblablement à un internement, puisque, trois ans plus tard, nous retrouvons le saint ermite de Livry sur un bûcher².

1. Il semble donc bien qu'il avait fait partie de la congrégation de Livry.

2. Je résume dans cette page les renseignements épars dans les plaidoiries du 26 novembre 1523, dont la copie que j'ai faite jadis couvre 37 pages in-4° et dont l'original se trouve aux Arch. Nat. X^{2s} 76, f° 3^{ro} et X 4873, fol. 41.

Pendant qu'au palais de justice se déroulait ce procès qui révélait clairement les intentions des théologiens, la *Détermination* sur les erreurs prêchées à Meaux qu'ils avaient arrêtée le 14 novembre fut terminée le 1^{er} Décembre. Après un sermon du doyen, elle fut lue solennellement devant plus de cinquante maîtres et étudiants, et imprimée le 2 décembre sous forme d'une plaquette in-4° dont on connaît deux exemplaires, à la Bibliothèque nationale (D. 7327) et à celle de Chartres (Th. n. 6 958 bis 103 E). Gérard Roussel en envoya aussitôt un exemplaire à son ami à Strasbourg ou à Bâle ¹.

Le pamphlet de Farel. — Murmau.

Lorsque cette plaquette parvint entre les mains de Farel, c'est-à-dire vers le milieu ou la fin de décembre 1523, la *Somme de l'escripture sainte* qui porte la date *mil cinq cens vingt trois* avait certainement paru. Si, comme je le pense, Farel avait traduit ce traité en français, il avait pu, après avoir achevé ce travail, se rendre à Strasbourg où l'atteignit l'envoi de Roussel. Il songea aussitôt à republier cette excommunication doctorale des prétendues hérésies relevées dans les prédications de Meaux en accompagnant cette réédition d'un commentaire qui, non seulement justifierait les propositions condamnées, mais en aggraverait la portée par une sorte de surenchère tantôt sérieuse, tantôt satirique qui permettrait de ridiculiser, en les nommant, les principaux meneurs de la réaction, instigateurs de son exil.

Si ce pamphlet anonyme, peut être inspiré par les *Epistolae obscurorum virorum*, et dont, parmi les contemporains, OEcolampade et Erasme connurent certainement l'auteur, est resté si longtemps inconnu de tous ceux qui se sont occupés de Farel, c'est, non seulement parce qu'il est une des publications rarissimes des premiers temps

1. Il écrit le 6 juillet 1524 à Farel : *Emissa per magistros nostros determinatione qua convelluntur articuli meldis evulgati (hanc dudum ad te missam curavi...)*

de la Réforme, mais aussi par ce qu'ils n'ont pas eu l'idée de la chercher sous le titre que la censure de la

DETERMI

natio Facultatis Theologie Parisiensis, super aliquibus propositionibus, certis è ^a locis nuper ad eam delatis, de ueneratione sanctorum, de canone missæ ^b deque sustentatione ministrorum altaris, & ^c ceteris quibusdam : cū familiari expositione, in qua Hereticorum rationes confutantur.

^a De quibus Ptolomeus 19 tabula Africe
^b Expolitione.
^c Acclamatio. & ē phrasis M. N. ceteris quibusdam & alijs quibusdam.

M. D. XXIIII.

Morandus Nobilior. junr

Joan. p.

Faculté de théologie avait très exactement reproduit : « *Quidam liber falso intitulatus : Determinatio facultatis theologie parisiensis super certis propositionibus...* C'est sous ce titre¹ qu'il y a près de trente-cinq ans, j'en ai

1. Au verso du titre on lit : EXIMIUS DOMINUS COLENDIS simus Magister noster Murmau, sacratissime membrane, et juris chanaici. i. canonici et

découvert un [exemplaire, d'abord au British Museum, puis à la Bibliothèque Mazarine. Depuis lors j'ai pu en acquérir, pour notre Bibliothèque, puis pour moi-même, deux autres exemplaires qui m'ont permis d'étudier à loisir ce volume compact de 79 feuillets non chiffrés, c'est-à-dire de plus de 150 pages de texte serré, sans compter les notes marginales, le tout rempli d'allusions souvent mordantes ou peu édifiantes à une série de personnages en vue, dans l'Église et l'université, bien connus des contemporains. Je vais essayer, sans entrer dans trop de détails, de donner une idée de cette satire qui eut, dans les milieux intéressés, un succès de scandale.

Après avoir reproduit, avec quelques notes marginales destinées à piquer la curiosité, le titre exact de la *Determinatio*, l'auteur, sous le pseudonyme du Dr *Murmau*, sobriquet donné au franciscain Thomas Murner¹, lequel était à Strasbourg à cette époque, adresse à un certain maître harangueur du droit canonique et suppôt du pape, peut-être Beda, une préface de 7 pages qui débute ainsi :

Réjouissez-vous, encore une fois réjouissez-vous, maître, ha da da, nous avons maintenant un bon bâton contre ces maudits hérétiques que le diable emporte, c'est-à-dire votre détermination magistrale, savoir le sentiment de nos maîtres de Paris sur beaucoup de propositions que prêchent ces Luthériens et par conséquent sur toute la doctrine de ce grand hérétique, d'où j'induis comme corollaire de la proposition qui condamne la faveur qu'on porte à Luther, que tout ce qu'il fait est exécration, même son Nouveau Testament et tout ce qu'il a déjà traduit de l'Ancien, en allemand, car, du moment qu'il est hérétique, il faut

cardinalis doctor insignis atq; ingeniosissimus interpretator libri, qui dicitur, esse factus a rege Angliæ contra Lutherū, in lingua alemanica mediāte 1200 angelotis, de seraphicissimo ordine sancti Francisci, iuvenis no illius qui tam pauper erat. Ad quendā qualefaticissimū magistrum dominum Haren-quatorē iuris chanaici, id est canonici verū sanctissimi domini nostri Papæ suppositum, salutem et apostolicā benedictionem in eodem domino nostro. Suit la préface et l'introduction.

1. Le franciscain Thomas Murner était docteur en théologie et en droit et avait, en effet, publié *Bekennung der süben Sacramenten wider Martinum Lutherum gemacht von dem unüberwintlichen Künig zu Engelland*, 1522. (V. Ch. Schmidt, *Hist. littér. de l'Alsace*, II, 239 et Index, n°s 329 et 343). Au feuillet 1^{er} v° et 1^{er} r°, l'auteur supposé (Murner) cite aussi son livre, *von der geuch wegen*, c'est-à-dire *Die Geuchmal*.

que tout ce qu'il fait soit hérétique et suspect quant à la foi. Je suis bien heureux, de ce que vous êtes très zélé pour notre Seigneur le pape, et êtes un bon orateur et encore meilleur poète puisque vous avez prononcé une harangue triomphale sur les fils de la lumière, c'est-à-dire ceux qui ont deux torches allumées devant eux, comme ceux que vous faites docteurs, tel celui que vous avez harangué et qui disait que l'usure est bonne et que le juge doit condamner aux dépens celui qui a promis. Je voudrais vous recommander de vous appliquer préalablement à bien savoir par cœur vos harangues, ou, si vous n'avez pas un mois ou deux pour les apprendre, d'avoir derrière vous un démon familier qui lise derrière votre dos, ou si vous voulez lire vous-même, vous devriez bien étudier votre texte, afin de ne pas si souvent répéter le même mot en vous tirant la barbe, et de ne pas laisser tomber votre manuscrit, car cela fait beaucoup rire les fils de ce siècle, savoir ceux qui lisent les poètes profanes¹. J'ai grand espoir que nous vaincrons, car je fais maintenant un évangile en langue allemande, non que les paysans, qui sont des porcs, doivent le lire, comme je le montrerai plus loin, mais puisque nous ne pouvons plus leur défendre de lire, pour qu'ils lisent suivant l'intelligence de notre sainteté le pape et du saint siège de l'Église romaine, apostolique et des saints décrets, et je crois que sa Sainteté me récompensera bien, en jugeant du moins au plus, car, si pour traduire en allemand le livre du roi d'Angleterre, j'ai touché 1200 angelots, n'aurai-je pas plus pour cette composition? Ne vous étonnez pas de ces angelots, car, sous peu, vous verrez paraître autre chose, savoir un livre sur la prédestination et le libre arbitre, sans quoi il n'y aurait plus d'angelots, et je dis qu'il sera prouvé par de forts arguments que les Luthériens sont prédestinés à être brûlés par le libre arbitre du pape avec le concours spécial de Dieu, comme nous l'espérons de nos mérites et de sa grâce. J'ai toujours grandement désiré que nous ayons un tel pape et j'ai fréquemment consulté maître Fries qui est très savant en nécromancie laquelle lui a tant appris qu'il a su que nous devons croire Aristote plutôt que douze Moïse sur l'arc-en-ciel, comme vous pouvez vous en assurer par son almanach qui a été fait ici auprès de vous². Il a dit que nous

1. Si on en juge par ses écrits, ce portrait de l'éloquent orateur, dont se moquaient ses auditeurs, est celui de Bêda.

2. Laurent Fries, astrologue de Colmar, avait publié, en effet, *Ein zusammen gelesen Urteyl ausz den alten erfahren Meistern der Astrology über die grosse zusammenkunft Saturni u. Jovis in dem M.D.XIII iar auch wie es in dem selbigen iar ergon solle zusammen gelesen mit sonderm fleyss durch Laurentium Friesen der freyen künsten und Artzney doctorem S. l.* (Strasb. J. Gruninger), 8 ff. in-4°. Voir sur lui une brochure de 54 p., in-8, Nancy, Berger-Levrault, s. d. de M. Charles Schmidt.

aurions un bon pape qui détruirait tous les hérétiques qui prêchent l'Évangile, autant qu'il sera en lui et qu'il apprit lui-même par les écrits d'un très fameux en son art qui était à Rome, qui dit la bonne aventure à ce pape quand son oncle était pape, qu'il serait pape et ferait beaucoup de mal aux hérétiques...

Suivent deux ou trois pages sur le peu de cas que les papes font de l'interdiction, Levit. 19, de consulter les devins, et d'observer d'autres règles canoniques, sur la bâtardise du pape régnant, etc.

...Et de ce que les bons compagnons prétendent que l'Église de Rome est bien malade parce qu'elle est encore une fois tombée entre les mains d'un médecin (l. Médicis) et qu'il est à craindre qu'elle ne meure, je ne m'en soucie nullement, car ceux qui disent ces choses sont des bêtes qui ne savent que manger et boire comme l'ânesse de Balaam... Je vous demande de prier pour moi Sainte Marie et tous les saints et saintes et tous les moines morts dans la foi au Saint-Siège apostolique, car des autres je ne donnerais pas une crotte, vu qu'ils sont tous damnés... Recommandez surtout au prédicateur de saint Pierre¹ de crier fort, autrement tout sera perdu, et de ne pas disputer avec les hérétiques, mais de dire toujours, les Pères ont ainsi parlé et, c'est ce que l'Église a observé; de même quand ces maudits allèguent les épîtres de Paul — plutôt à Dieu qu'elles fussent brûlées, car elles nous combattent fortement ou nous font la guerre — qu'il dise, la lettre tue, l'esprit vivifie, l'Église ne peut errer, et qu'en toutes choses il se serve du conseil de notre maître Gerbiler², qui est le meilleur suppôt et très zélé, ayant avec lui une femme qu'il appelle *Gnad frou*, c'est-à-dire une dame généreuse qui lui est attachée par les entrailles et, comme son domestique ne voulut pas l'appeler ainsi, il le renvoya, et ainsi j'espère qu'au nom du diable tous les hérétiques seront, s'il plaît à Dieu, fondus. Adieu.

L'Université de Paris.

Suit une introduction de 15 pages (*Ad honorem sancte matris ecclesie... incipit liber annotamentorum et interpretationum super determinatione...*) en apparence pour

1. Le prédicateur Pierre Wickram? (Schmidt, *op. c.*, II, 242.)

2. Allusion à Jérôme Gebwiler, maître d'école de la cathédrale à Strasbourg, qui était marié, et dont on a bien pu appeler la femme *Gnadfrau*

exposer le plan de l'ouvrage¹ et, pour répondre à ceux qui ne croient pas qu'il y ait à Paris des ânes capables de faire une telle détermination, il fait une description burlesque de l'université parisienne « la mère de toutes les autres, fondée par Saint-Denys l'aréopagite en Grèce, qui vint à Paris avec deux compagnons, pour être trois en l'honneur de la Sainte Trinité »... ensuite de quoi elle est divisée en trois hiérarchies, des théologiens, des canonistes et des médecins. De même qu'il y eut beaucoup de membres des hiérarchies célestes déchus, de même déchurent de la première hiérarchie — celle des théologiens, « Martial (Mazurier) Caroli, Gervais (Wayn?) et beaucoup d'autres »; et de la troisième (celle des médecins), encore davantage² « à cause de ces maudites lettres grecques, mais il y a pourtant encore parmi eux de bons suppôts qui se moquent de ceux qui écrivent *therapeutice* avec un *u* et non avec un *n*³, tels Colonia et Rosée qui sont pour le pape, les autres vont à tous les diables ». — Quant aux maîtres des arts, ce sont des voyageurs qui passent, les uns dans la première, les autres dans la deuxième ou troisième hiérarchie « selon les mérites et la grâce de nos maîtres. La preuve qu'il en est ainsi c'est que quand ils sont béjaunes, a lieu l'exorcisme; lorsqu'ils sont déterminants répondants et examinés pour le baccalauréat et la licence, ils sont catéchumènes; quand ils prêtent serment au recteur, ils renoncent à Satan et quand ils sont licenciés, ils sont baptisés ».

Dans la très sacrée faculté (de théologie), il y a trois doyens en qui reluit tout le mystère de la Trinité. L'un est le doyen rustique, il est le premier et a nom Odoard, parce qu'il habite

1. A ce propos il écrit (a 5 v°) : « *Ego deberem multa magis dicere quae gyranturn in meo capite, sed oportet me festinare propter nundinas de franchfordia*. Le livre fut donc rédigé en toute hâte, dans l'espace de six semaines ou deux mois, afin de pouvoir être imprimé à temps pour pouvoir être mis en vente à la foire de Francfort, avant Pâques 1524.

2. On sait en effet, que parmi les premiers adeptes de la Réforme à Paris, il y eut plusieurs médecins.

3. Ce détail n'est-il pas suggestif? Ainsi on écrivait *therapentice*, sans doute par une erreur initiale d'impression — et quand les grécisants eurent démontré qu'il fallait *u* à la place de *n*, les conservateurs à outrance maintinrent une orthographe qui n'avait pas de sens.

plutôt Montargis; le second est voyageur parcequ'il a souvent été absent de Paris, il est la seconde personne et on l'appelle Dauphin; le troisième est urbain parcequ'il demeure en ville et ne manquerait pas, pour mourir, un festin, on l'appelle Godet, c'est-à-dire vase. Je vous prie, prenez garde de ne pas tomber en hérésie, car le péril n'est pas moindre que pour la Trinité. J'ai déjà erré, mais je corrige, il n'y a pas trois doyens, mais un doyen, bien qu'Odoard soit doyen et Dauphin et le vase, cependant ils ne sont pas trois doyens, mais un, et leurs œuvres du dehors sont indistinctes, car ce que l'un fait l'autre aussi le fait, puisque c'est toujours un doyen et quel que soit le doyen, par conséquent quel que soit celui qui fait; toutefois ils ont, quant à eux, des propriétés personnelles et des signes originaux par lesquels réellement, personnellement et hypostatiquement, ils se distinguent: Odoard comme père et de la loi ancienne, qui punit selon la loi de Moïse. C'est à lui qu'est attribuée la puissance, car il peut plus qu'un autre en fait de brigues, et c'est ainsi qu'il a pu faire passer son fils premier en licence, bien que d'autres eussent fortement intrigué, courant tout le jour et même avant le jour au point d'être crottés, sauf votre honneur, jusqu'aux épaules — on les appelait les théologiens crottés — pourtant il fut premier et fit un festin bien solennel... Et je dis qu'il fit aussi se dédire à haute et intelligible voix devant tous de Brouosse ¹, qui lisait saint Paul et voulut dire quelque chose selon la lettre qui tue, mais la première personne (de la Trinité) le fit bien rétracter de la part du diable et suivre l'esprit qui est dans la détermination de la Faculté et non la lettre que suivent les hérétiques, et sachez qu'il est excellent papiste, cependant il a prêché contre les indulgences dans son église...

La seconde personne dans le décanat est Dauphin qui est étranger comme le fut le Fils dans ce monde et comme celui-ci a été incarné, de même lui, en science séculière et humaine. Il n'est pas si cruel que la première personne, mais plus doux, il converse davantage avec les hommes et n'est pas si porté à perdre les hérétiques comme les autres, mais plutôt qu'ils se convertissent et qu'ils vivent. Et on lui attribue la sagesse parce qu'il est plus savant en lettres que tous ceux qui sont contre les hérétiques, il a souvent été absent et pour cela appelé voyageur. Il est aussi très sage, parce qu'il sait bien s'entretenir avec tous, de sorte qu'il ne prête le flanc d'aucun côté, mais accepte toujours les invitations de ceux qui veulent bien l'avoir, car il est

1. Voy. *Bull.*, 1917, 227. M. L. Delisle (*op. cit.*, 19) appelle, d'après le texte latin, Brouosse, cet augustin que d'Argentré appelle de *Bornossio* ou *Bornosio* et Farel de *Bornuncio*. M. Imbart de la Tour, *op. cit.*, 230, l'appelle Bronoux.

très amusant et sait conduire un char à deux chevaux, bref, il serait bon s'il n'était trop bon et s'il était plus zélé contre les hérétiques.

La troisième personne du décanat, c'est-à-dire maître Godet, vase ou bassin, est urbain ; de même que l'esprit saint et la bonté reluisent toujours en tous, de même celui-ci est toujours en ville, de tous les festins magistraux et non magistraux qui contribuent beaucoup à maintenir l'amour, la bienveillance et la concorde entre tous... Il est si épris de charité qu'il ira d'un bout de la ville à l'autre pour un repas et est heureux lorsqu'ils se font chez lui, pour qu'il puisse jouir des restes, comme le savent bien les bacheliers en théologie ; il est si ardent pour l'amour viscéral qu'il voudrait que tous les livres fussent brûlés, aussi bien ceux des hérétiques que les autres, pour que les hommes s'exercent dans les festins viscéraux, car, comme il pense que le seul bien est de bien vivre et de se réjouir et qu'il souhaite que tout le reste soit consumé parce que c'est une affliction pour l'esprit, il ne s'enquiert pas lorsqu'on fait une proposition, mais crie aussitôt au feu, au feu ! et cela à cause du zèle qui l'anime contre tout ce qui fait mal à la tête, aussi s'en abstient-il entièrement et on dit pour vrai qu'il déteste ces choses au point qu'en dix ans il n'a pas lu en entier un seul feuillet, ne se souciant que de se refaire viscéralement. Ainsi est démontré combien spirituelle et élevée est la Faculté de théologie de Paris, où si clairement reluit la Trinité, que ces maudits hérétiques sont réduits au silence et à la confusion et ces damnés rendus incapables de lui résister.

Les deux Théologies. — La Papauté

Cet extrait nous donne déjà une idée du genre d'esprit de l'auteur. Voici un échantillon de sa manière d'« éclairer » le texte des théologiens de la Sorbonne. Prenons la première proposition relative au *canon de la Messe*, telle qu'elle avait été recueillie à Meaux :

Le canon de la messe, à l'exception de ce qui y est emprunté à l'Évangile, est peu important et ne doit pas être surfait (c^o).

Les hérétiques disent que ce sont là des additions humaines et qu'on ne peut supposer que ce que Christ a institué soit imparfait ou que les Évangélistes aient écrit autre chose que ce qu'il a fait ; que celui qui voudra en savoir plus long, lise Zwingle ¹.

1. Allusion au traité de Zwingli, *De canone missae epichiresis*, daté du 4 septembre 1523.

Plus loin, au paragraphe *De la licence illimitée des simples* (c'est-à-dire de la permission donnée aux laïques de lire la Bible), les théologiens relevèrent cette première proposition :

Tous les chrétiens et surtout les clercs doivent être exhortés à l'étude de l'Écriture Sainte, car les autres doctrines sont humaines et de peu de fruit.

Les hérétiques le démontrent par la sagesse laquelle, dans le livre des Proverbes, crie aux enfants de venir l'écouter, que les simples doivent prêter attention aux paroles sacrées et, Matth. 10, Christ remercie son père d'avoir révélé les choses du salut aux petits. Et, chapitre 19, il recommande aux apôtres de laisser les petits enfants venir à lui. Et les femmes disent : N'est-ce pas le Seigneur qui a prêché ce qu'on lit dans les Évangiles ? Comme le disait la femme d'un médecin, n'ont-elles pas été prêchées aux femmes aussi bien qu'aux hommes ? Et n'avons-nous pas été baptisées comme eux et rachetées par le même sang ? La parole de Dieu n'est-elle pas la pâture des fidèles ? Alors, pourquoi ne nous serait-il pas permis, comme aux autres, de la lire ? Où cela est-il défendu ? De plus, Paul écrit à toute l'Église, ne faisant point de distinction entre les hommes et les femmes lorsqu'il s'agit d'écouter ou de lire les paroles de Dieu. Que les autres doctrines sont vaines, cela est évident, car toute écriture est, ou divine, ou humaine, ou diabolique. Seules les divines sont certaines, les humaines ou diaboliques ne servent de rien, car « la chair ne sert de rien », Jean VI.

Suit la censure :

Cette proposition dont la première partie indique que n'importe quel laïque doit être exhorté à l'étude de l'Écriture sainte, aussi bien que les clercs, a été empruntée à l'erreur des pauvres de Lyon. Quant à la deuxième partie, qui prétend que toute doctrine, en dehors du seul texte de la Bible, n'est qu'humaine et inutile, cette deuxième partie est affirmée témérairement et avec arrogance conformément aux erreurs des hérétiques susdits.

Il en suivrait, en effet, que tel de nos maîtres (théologiens) devrait garder le silence devant un simple maître ès arts¹ et

1. Lefèvre et Farel n'étant que maîtres ès arts, étaient considérés comme incompetents en tout ce qui touchait à la théologie et par conséquent comme se mêlant de ce qui ne les regardait pas et à quoi ils ne pouvaient rien comprendre ; *a fortiori* ce raisonnement s'appliquait aux laïques et aux femmes.

même devant un paysan. Et ce qui est encore plus scandaleux, devant une femme, comme il est rapporté de cette Regula de Graupach qui osa écrire contre une université¹; si je l'osais, je parlerais d'une autre qui fit taire Bossart comme un sot, vu qu'il ne comprenait rien à Saint-Paul bien qu'il fût le premier de sa licence, ce qui est un scandale pour la très haute Faculté de l'éminentissime université². Quant à la deuxième partie, je dis que, dans ce cas, les canons sacrés ne devraient pas être gardés et seraient superflus, ce qui est une vraie impiété, vu que lorsqu'on ne les observe pas, ou agit à l'encontre, on sait que c'est une faute impardonnable, *dist. 19. Si Romanorum*. Et que faudrait-il dire de tant de belles règles de Saint-François et Saint-Dominique, fondées sur ce passage de la 1^{re} aux Corinthiens: Moi je suis de Paul, moi de Pierre, moi d'Apollos. Et de celui-ci, Jean 17, qu'ils soient un comme nous sommes un? Car il y a là une si belle variété d'habits, de couvre-chefs et de degrés qui conservent l'ensemble de l'Église, laquelle, sans cette diversité, ne pourrait être maintenue, suivant la *dist. 89 ad hoc*. Et là est bien expliqué ce que c'est que d'être un, c'est d'avoir beaucoup de règles et beaucoup de différences de vêtements et de manières d'être, et à travers tout cela ils se disent un et le pensent.

Après le commentaire des diverses propositions et des censures qui les accompagnent, l'ouvrage se termine par une longue et violente diatribe sur le pouvoir absolu du pape démontré jusqu'à l'absurde par des renvois à des citations des décrétales ou du droit canon dont il faut croire que l'auteur avait fait une étude approfondie³. Comme celles du début du livre, ces quarante et quelques pages sont écrites au courant de la plume, sans un alinéa.

1. Allusion à Argula de Grumbach, grande admiratrice de Luthér, qui vante son courage et sa connaissance de la Bible. Elle protesta par des lettres adressées le 20 septembre et le 27 octobre 1523, à l'université et au Magistrat d'Ingolstadt, contre l'amende honorable et la rétractation imposées le 7 septembre par cette université, au luthérien Arfacius Selhofer. A l'instigation d'Eck, le mari d'Argula G... fut destitué, et il en résulta pour sa femme une vie très pénible, mais dont elle accepta courageusement les privations (cf. Hauck, *Encycl.*, XVIII, 779, art. *Stauff*).

2. Allusion évidente à un fait contemporain. Le 18 août 1523, le doyen Boussart (est-ce d'un parent qu'il s'agit?), fait enjoindre aux bacheliers d'appuyer leurs arguments sur les saintes Écritures, *parce que des personnes éminentes se plaignaient qu'ils le faisaient rarement* (voy. le n° XXXVI de Delisle, *op. c.*).

3. Il ne faut pas oublier que c'est Th. Murner, docteur à la fois en théologie et en droit canon qui est censé écrire tout cela pour la plus grande gloire de la Faculté et du Pape.

Elles révèlent l'impuissance de l'auteur à se borner, à s'arrêter, à se modérer et à ordonner ses idées. Au fur et à mesure que celles-ci se pressent sous sa plume, ou sont provoquées par un mot ou une phrase, il est amené à parler des exactions du pouvoir discrétionnaire de la curie qui ruinent les fidèles, de l'immoralité et des scandales des moines et des nonnes ¹, révélés par les ouvriers qui ont travaillé dans les couvents, des abus commis par les cordeliers, confesseurs attitrés des Parisiennes et dont ils se vantent dans les tavernes, des mœurs dissolues des cardinaux et des papes, simoniaques comme Adrien VI, Léon X, Jules II, ou empoisonneurs comme Clément VII, dont on dit couramment qu'il devrait s'appeler *demens* en fondant en une les deux premières lettres de son nom, et que sa prétendue clémence est celle du crocodile qui pleure quand il voit des hommes, puis les tue et pleure encore quand il les a dévorés, etc.

Il est impossible de résumer cette longue et virulente diatribe remplie d'allusions à des faits scandaleux et contemporains. Elle se termine par des pièces de vers injurieuses à l'adresse de Clément VII et d'Adrien IV, et finalement par ces lignes :

Dans la ville de Strasbourg où sont les chanoines noirs qui auparavant portaient les sandales de Saint François et ne furent pas si sots que beaucoup de chartreux et d'autres moines et nonnes qui s'étranglèrent et se pendirent parce qu'ils ne pouvaient sortir de leur couvent, ce que je dis pour avertir les juges pour qu'ils s'informent exactement afin d'y mettre bon ordre. Adieu jusqu'à une prochaine fois, etc. Portez-vous bien.

Tel est le livre dont Erasme disait, en parlant de Farel : « Il a publié un libelle des Parisiens et du pape. Que de grossièretés, quelle inepte virulence, que de gens désignés par leur nom, et pourtant, lui seul n'y a pas mis le sien ». (Herm. I, 289).

1. Pires, dit-il, depuis que les couvents ont été réformés, qu'auparavant,

La Determinatio à Nuremberg et Paris

Les dernières lignes que je viens de citer m'ont été jadis (en 1885) expliquées, ainsi que d'autres allusions à des choses strasbourgeoises, par mon ancien maître et ami, M. le professeur Charles Schmidt à qui j'avais communiqué ma trouvaille : « A la fin de 1523 et au commencement de 1524, m'écrivait-il il n'était bruit à Strasbourg que des franciscains et de Murner; en mars 1524, ce dernier quitta définitivement le froc pour prendre le costume noir des prêtres séculiers ». Si l'on rapproche cette allusion transparente de celle que j'ai relevée plus haut, relative à la foire de Francfort, on peut établir approximativement que c'est dans le deuxième mois de l'année 1524 que le manuscrit put être remis à l'imprimeur¹.

J'avais presque renoncé à découvrir ce dernier lorsqu'une circonstance fortuite me mit sur la voie. Mon exemplaire était primitivement broché avec un traité du même format, de Bugenhagen, *De conjugio episcoporum, Norimbergae apud Io. Petreium An. M. D. XXV*. Les deux opuscules qui sortaient certainement des mêmes presses avaient appartenu à un même propriétaire qui avait inscrit son nom sur chacun des deux titres *Menradi Molcheri sum*. Sur celui de la *Determinatio* qui, pour des raisons qu'on comprend fort bien, ne porte que la date M. D. XXIII, le même propriétaire a écrit, au bas du titre, les lettres *Joan. P.*, abréviation du nom de l'imprimeur Jean Petreius.

Comment et pourquoi Farel a-t-il eu l'idée de se faire imprimer à Nuremberg, alors qu'il semble que cela lui eût été plus facile à Strasbourg ou à Bâle²?

1. Ce n'est là qu'une simple hypothèse, Farel ayant peut-être quitté Strasbourg dès la fin de 1523, puisqu'une lettre datée de Meaux, 1^{er} janvier 1524, lui est adressée à Bâle (Herm., I, 178), où il peut avoir achevé son travail.

2. En supposant, ce que je ne suis pas en mesure de savoir, qu'on eût permis, dans l'une ou l'autre de ces deux villes, d'imprimer un livre où étaient nommées tant de personnes importantes.

On en trouvera peut-être l'explication dans ce fait : Un opusculé de François Lambert d'Avignon, *Christianismi doc. Martini Lutheri et Annemundi Cocti Equitis galli pro sequentibus commentariis Epistolae Evangelici in minoritarum Regulam commentarii*¹, sans lieu ni date, mais de 1523, sort très probablement des mêmes presses que les deux autres traités. Si cette remarque est exacte, c'est par l'intermédiaire d'Anemond de Coct que le manuscrit de Farel, qui n'aurait peut-être pas été approuvé à Strasbourg ou à Bâle, fut expédié à Nuremberg. Il dut paraître pour la foire de Francfort qui eut lieu avant le 27 mars 1524 ; dès le mois de juillet, ainsi qu'on le verra ci-après, un exemplaire était entre les mains de Lefèvre.

S'il resta à Strasbourg jusqu'au moment où il écrivit les dernières lignes que je viens de citer, Farel retourna à Bâle pendant que son factum s'imprimait.

A Paris, la Faculté continua ses poursuites contre Martial Mazurier et Caroli, Michel d'Arande ayant été envoyé par sa protectrice à Alençon, puis à Bourges, où les théologiens ne pouvaient aisément le poursuivre, ces duchés relevant directement de la sœur du roi. Après avoir vainement essayé de résister et même en avoir appelé au Parlement, ces deux « anges déchus » de la première des trois hiérarchies de l'université, fléchirent. Caroli déclara, le 16 janvier 1524, peut-être en mettant la main sur un exemplaire de la *Determinatio*, que Farel essayait à ce moment de réfuter par le ridicule, *Je suis d'accord avec la Faculté et promets de ne jamais contrevenir à cette décision*. Moins d'un mois plus tard, le 12 février, Martial Mazurier suivait son exemple : *Je condamne et déteste toutes et chacune des propositions contenues dans ces trois feuilles de papier et suis d'accord avec la Faculté quant à la décision et à la détermination prises sur elles. Et je promets de ne jamais contrevenir*

1. Un exemplaire de cet écrit se trouve à la Bibliothèque de la Société R. 8781 (celui de la *Determinatio* porte le n° R. 13170 et le *De conjugio*, le n° R. 11444).

à cette décision et détermination de la sacrée Faculté¹.

Après avoir, non sans peine, obtenu ce succès, plus apparent que réel, car nous sommes édifiés sur l'attitude ultérieure de ces deux hommes, la Faculté essaya d'attaquer et de faire condamner Erasme dont la réputation l'exaspérait. Guillaume Petit avait sondé le roi qui avait paru fort peu satisfait des chers maîtres². Erasme, de son côté, dédia à François I^{er}, le 1^{er} décembre 1523, sa *Paraphrase de l'Évangile selon Saint Marc*³, et la Faculté fut très embarrassée parce que le libraire Conrad Resch avait obtenu, sur le rapport de plusieurs présidents ou conseillers du parlement de Paris, l'autorisation d'imprimer l'*Exposition de l'Oraison dominicale* du même auteur⁴.

A Bâle, Erasme devait fatalement rencontrer Farel. Celui-ci alla, en effet, le voir. Mais le récit de cette entrevue est inséparable de celui de l'activité ultérieure déployée par l'apôtre d'une Réforme bien plus radicale que celle du grand humaniste. Nous y reviendrons dans un autre chapitre de ce travail.

N. WEISS.

1. Voy. *Reg. des Concl.*, cité fol. 124 et 127 v^o. Cf. Delisle, *op. cit.*, p. 61 et le passage de la lettre de Roussel à Farel (6 juillet 1524), où il déplore cette « palinodie » (Herm., I, 285).

2. Voy. Delisle, *op. cit.*, p. 21 et 22.

3. L'ex. envoyé au roi est à la Bibliothèque Nationale (Rés. A. 1138), avec cette inscription au bas du titre : *Christianiss. Galliarum Regi Erasmus Roterdamus dono misit 15 cal. jan. an. 1523*. M. B. Fillon pense que c'est par l'intermédiaire de Budé, que le roi reçut ce volume et qu'en reconnaissance, Érasme destina à ce dernier son portrait qui est à Bâle et sur lequel se trouve le titre de cette paraphrase. (B. Fillon, *Pour qui fut peint le portrait d'Érasme, du Louvre*, 1880).

4. Elle parut à Paris, chez Pierre Vidoue, le 17 janvier 1524, sous le titre de *Precatio dominica... in aedibus Conradi Resch sub scuto basiliensi*, Parisiis 1523 (a. st.). Le même libraire avait fait imprimer par Pierre Vidoue, en 1523, la paraphrase sur l'Évangile Saint-Matthieu, et, en deux vol. celles sur toutes les épîtres de Paul. Un exemplaire de ces deux derniers, avec l'écu de Bâle sur le 2^e plat, se trouve à la Bibl. Nat. Rés. A. 7143.

Documents

LES ÉTAPES DE LA TOLÉRANCE A LA FIN DU XVIII^E SIÈCLE

Trois lettres inédites

Au commencement de l'année 1770, il se passa à Saint-Quentin un fait qui mérite d'attirer l'attention : un religionnaire fut « nommé pour y remplir une place de consul ». Le fait était sans précédent et contraire aux lois. L'article XII de la Déclaration de 1724 dit, en effet, expressément : « Ordonnons que... nul de nos sujets ne pourra être reçu en aucune charge de Judicature dans nos Cours, Baillages, Sénéchaussées, Prévôtes, et Justices, ni dans celles des Hauts-Justiciers, même dans les places de Maires, Échevins et autres offices des Hôtels de Ville... et généralement dans aucun office ou fonction publique... sans avoir une attestation du curé, ou en son absence, du vicaire de la paroisse dans laquelle ils demeurent, de leurs bonne vie et mœurs ; ensemble de l'exercice actuel qu'ils font de la Religion C. A. et R.¹ ».

Cela était précis : un religionnaire n'avait aucun droit à occuper cette place. Aussi, est-ce avec raison que le substitut du procureur du roi au bailliage de Saint-Quentin, s'opposa à cette nomination.

L'affaire parvint jusqu'au Ministre de la Maison du

1. Edits, Déclarations et Arrêts, concernant la R. P. R. publ. par Pilatte. Paris, 1885, p. 545.

Roi, qui, aussitôt, écrivit « à M. Joly de Fleury, procureur général, » la lettre suivante :

Je suis informé, M^r, que l'on vient de nommer à Saint-Quentin un Religionnaire pour remplir une place de consul, et que votre substitut au bailliage de cette ville s'est opposé à cette nomination. Il vous en a sans doute instruit. Je suis persuadé qu'il vous paraîtra important, de ne pas laisser introduire un abus aussi contraire aux loix rendues sur cette matière, et qui ne pourrait d'ailleurs que troubler le bon ordre et la tranquillité ¹.

Cette lettre est du 24 février 1770.

*
* *

Sept ans plus tard, le fait qui s'était passé dans le nord, se reproduisait dans le midi : à Nîmes, on élisait un consul protestant. Les lois étaient les mêmes, mais en sept ans, les idées de tolérance avait fait du chemin. Cependant, un habitant de Nîmes, nommé Gauthier, se mit en devoir d'attaquer cette élection, « sous prétexte de protestantisme ». Il faut avouer qu'il était absolument dans la légalité. Il prit la peine de rédiger un mémoire que le Juge-Mage de Nîmes fit parvenir au garde des Sceaux. A son tour, le garde des Sceaux. adressa ce mémoire au ministre de la Maison du Roi, dont dépendaient les affaires protestantes. Le 27 mars le ministre répondait « à Mgr le garde des Sceaux » par la dépêche suivante :

Mgr.

J'ai l'honneur de vous renvoyer la lettre du Juge-Mage de Nîmes, et le mémoire qui y était joint, que vous avez bien voulu me communiquer. Le S^r Gauthier n'a aucune qualité pour attaquer l'élection d'un consul, ni sous prétexte de protestantisme, ni sous quelqu'autre prétexte que ce soit, et il m'apparaît, de même qu'à vous, dans le cas d'être déclaré non recevable. Je suis

d'autant plus volontiers de cet avis, qu'en prononçant contre lui par fin de non-recevoir le Juge-Mage *évitera d'entrer dans la discussion d'une question, qui, quoique bien nettement décidée par les Loix rendues à ce sujet, n'en est pas moins délicate aujourd'hui, attendue l'espèce de désuétude où ces Loix paraissent être tombées*¹.

Cette dépêche est écrite en 1777².

*
* *

Arrivons en 1784.

Sous la plume du ministre de la Maison du Roi, nous trouvons exposée la théorie de la tolérance à l'égard des protestants.

Répondant à un intendant, il lui écrit :

...J'y ai remarqué (dans votre lettre) avec plaisir des vues d'un administrateur qui cherche à arrêter les progrès du mal, sans avoir recours à des partis violents, et sans employer d'autres moyens que ceux que la prudence peut avouer.

Ce sont les seuls dont il convienne de faire usage dans tout ce qui regarde les Religionnaires. Les Loix données dans cette matière et en particulier la déclaration de 1724, que vous me citez, ont des dispositions si rigoureuses, que leur extrême sévérité, que les circonstances rendaient peut-être nécessaires dans le temps, en rendraient sûrement l'exécution très dangereuse actuellement, depuis que l'on a commencé à regarder ces objets d'un œil plus tranquille et plus sain. Ces Loix ne seront, suivant les apparences, jamais révoquées expressément, il pourrait y avoir des inconvénients à le faire, mais elles tomberont insensiblement, ou plutôt elles sont déjà tombées, dans une désuétude qui produira le même effet. L'on doit désirer, pour cette raison, que les affaires de cette nature ne soient jamais portées devant les juges ordinaires qui, ne connaissant par état que les Loix écrites, pourraient donner à celles dont il s'agit, une valeur et une exécution *qu'elles ne doivent plus avoir*. Il n'y a guère dans les circonstances actuelles, que le Gouvernement qui puisse s'en mêler avec fruit³.

1. Arch. nat., *O¹ 473, fol. 123 (c'est nous qui soulignons).

2. A la fin de l'année suivante, en 1778, à La Rochelle, ce furent non plus seulement *un*, mais *plusieurs* protestants qui furent nommés consuls, et le ministre de la Maison du Roi écrivait au comte de Périgord que, à son avis, il fallait « fermer les yeux ». Arch. nat., *O¹ 475, fol. 24.

3. Arch. nat., *O¹ 480, fol. 33.

Donc en 1770, le ministre de la Maison du Roi fait révoquer un consul protestant ; en 1777 et 78, le ministre de la Maison du Roi « ferme les yeux » sur l'élection de plusieurs consuls protestants ; enfin en 1784, le ministre de la Maison du Roi avoue officiellement que les lois contre les protestants « sont déjà tombées en désuétude » et, officiellement aussi, il réclame la tolérance de ses subordonnés.

Les idées de tolérance marchaient vite ; ces trois lettres nous en ont montré trois étapes.

De là à l'édit de 1787, il n'y a plus qu'un pas.

PAUL SCHMIDT,

Pasteur.

Mélanges

LA MESSE TROUVÉE DANS L'ÉCRITURE

Dès les premiers jours de la Réformation commencèrent les controverses dont la messe fut l'objet. Il est inutile d'en préciser les causes, il suffit de dire qu'il n'était pas de dissentiment plus grave entre les docteurs de l'Église romaine et ceux de la Réforme que la signification à donner à la Sainte-Cène, témoignage éternel de la communion du Sauveur avec l'Église chrétienne.

Ces controverses se poursuivirent jusqu'aux approches de la révocation de l'édit de Nantes, et atteignirent leur apogée dans les discussions célèbres qui mirent aux prises Claude, Jurieu, Daillé, avec Bossuet, Arnauld, Nicole. Il sera intéressant de rappeler un épisode curieux de ces longues et ardentes polémiques, en publiant un petit pamphlet qui eut son heure de célébrité, et d'une célébrité très-méritée. Les circonstances qui donnèrent lieu à la publication de *la Messe trouvée dans l'Écriture mise au 13 des Actes des Apôtres, V. 2 par F. Véron* doivent être rappelées.

Lorsque l'édit de Nantes eut mis fin aux guerres de religion, les combattants, s'ils avaient déposé les armes, n'en continuèrent pas moins, d'autre manière, à se combattre. De tout temps les Français ont aimé et recherché les discussions, se plaisant à les écouter comme à y prendre part. La question religieuse n'avait pas cessé de passionner

les esprits et les premières années du xvii^e siècle virent se produire de nombreux cartels de défi entre protestants et catholiques. Nombreuses sont les relations de ces controverses, peu connues et souvent d'un curieux intérêt.

Entre tous les polémistes catholiques, F. Véron se place au premier rang, moins par la supériorité du talent que par son ardeur combative. Jésuite, il avait quitté l'ordre pour devenir curé de Charenton, afin de combattre l'hérésie dans son siège le plus renommé, car disait-il, s'il s'était privé de la chose « laquelle j'avais la plus chère en cette vie, de cette compagnie si docte et si vertueuse, en laquelle j'ai toujours été nourri, c'est que je ne pouvais faire ces fonctions avec cette perfection ». Curé de Charenton, il avait le terrain libre.

Mais ce n'était pas seulement à Charenton qu'il bataillait : partout en province, il ne cessait de lancer ces fameux cartels de défi aux ministres. Son apologiste reconnaît que si la puissance de sa parole portait la conviction dans les âmes, la douceur évangélique qui agit sur le cœur pour le soumettre au joug de la vérité, lui faisait défaut. Et M. Ollier remarquait qu'il confondait admirablement les Huguenots sans toutefois les convertir¹.

Au soir de sa vie, Véron se souvenant de ses nombreuses campagnes, instruit par une longue expérience, eut conscience du grand défaut de sa cuirasse dans les combats qu'il avait livrés à ceux qu'il appelait « nos séparés ». A l'autorité de l'Église, dont il se réclamait, ses adversaires opposaient celle de l'Écriture Sainte. A ses syllogismes comme à ses condamnations, ils répondaient par les déclarations de Jésus-Christ et de ses apôtres dont il ne pouvait contester la divine autorité.

Il écrivait : « Les ministres n'ont attiré et ne maintiennent présentement en leur parti plusieurs milliers du simple peuple par autre prétexte plus spécieux que leur

1. L'abbé Feret, *Un curé de Charenton au XVII^e siècle*, p. 136.

disant et redisant, tant en leurs presches qu'en leurs livres avec grande exagération, que la Bible est un livre défendu par les catholiques, que le concile de Trente défend cette lecture, c'est-à-dire, disent-ils, aux enfants de lire le testament de leur Père, bref que c'est un signe évident que la Bible est contraire aux Papistes et que l'Église romaine et les docteurs le savent bien puisqu'ils en défendent la lecture ». Il en concluait qu'il fallait « ôter cette pierre d'achoppement au pauvre peuple ».

Il était donc nécessaire d'aviser, sans retard, en publiant une nouvelle version de la Bible en langue française, et d'autoriser comme de favoriser sa lecture. Sans doute, les docteurs de Louvain en 1557 avaient publié une révision de la version d'Olivetani, et au cours du xvii^e siècle, les docteurs Benoît, Besse et Frizon avaient révisé la version de Louvain, en changeant plusieurs termes de son vieux langage, mais il n'en était pas moins vrai que ces divers travaux avaient « pour matrice la Bible genevoise, non encore diligemment purgée de ses vénimeuses qualités ». Ainsi s'exprimait Véron, aussi estimait-il qu'il était urgent de procéder à une révision vraiment catholique.

Il avait hésité longtemps avant d'entreprendre un tel travail, mais une nécessité urgente, à son avis, lui en avait fait un devoir. Véron consacra neuf mois à la révision, non de la Bible, mais du Nouveau Testament qui parut en 1646, sous ce titre : *Le Nouveau Testament de Nostre-Seigneur Jésus-Christ de la traduction des Docteurs de Louvain, reveuë et corrigée exactement sur l'ancienne et vulgate édition latine reconnue par le commandement du pape Sixte V, et publiée par l'autorité de Clément VIII, collationnée au grec*. Suivaient les titres nombreux de Véron.

L'ouvrage était dédié « à nos Seigneurs de l'Assemblée générale du clergé séant à présent à Paris, en sollicitant une approbation qui, du reste, ne lui fut pas accordée. Il avait dit cependant, que l'Assemblée pourrait mettre cette révision », aux mains du peuple sans que les plus innocentes âmes conçoivent aucun ombrage de cette lec-

ture ». Autoriser la lecture du Nouveau Testament même traduit par Véron, eût été trop contraire à la doctrine constante de l'Église.

Dans un préambule, Véron donnait « les raisons des changements en cette traduction ». Avec autant de naïveté que de vérité il expliquait, en propres termes, que « le principal changement dont tous, tant catholiques que séparés, les uns bien aises de cette traduction, les autres s'en scandalisant, demanderont, à juste cause, raison est que j'ay traduit aux actes XIII, v. 2 « *Comme les apôtres disaient la messe*, car nos séparés nous demandent toujours en quel lieu de l'Écriture est-il porté : que les *apôtres aient dit messe*. Aux mêmes fins, ajoutait-il, j'ai traduit partout où j'ay trouvé *πρεσβύτερος* lorsqu'il est parlé d'office et charges évangéliques *Prestres* et non *anciens*, pour ce que le prêtre est pour dire messe ».

De longue date, les controversistes catholiques avaient prétendu que la messe était dans l'Écriture. Georges l'apostre, dans son livre le *Tombeau des hérétiques* publié en 1598, avait écrit que Dieu et Moïse avaient inventé la messe et que « Jésus-Christ a dit messe, et que les apostres ont dit messe », voire même que « le mot de *Missa* est hebrieu ¹ », mais d'introduire la messe dans le Nouveau Testament, la tentation était singulièrement hardie. Véron pensait que les séparés seraient scandalisés et assurément plusieurs éprouvèrent ce sentiment, mais il ne se doutait pas que l'esprit français réclamerait ses droits et que rire en défendant le vrai n'avait jamais été interdit. Il put s'en convaincre en lisant une petite plaquette qui relatait sa célèbre découverte. Le nom de son auteur était inconnu, mais il se révélait écrivain satyrique de race, mettant aisément les rieurs de son parti à la confusion de l'irascible curé de Charenton.

Il avait eu de sérieuses raisons de ne pas se faire connaître, car le parlement de Normandie, dès l'appar-

1. *Le Tombeau des Hérétiques avec une très ample déclaration de messe et institution d'icelle*, 217.

rition de cet opuscule, menaça d'un procès l'auteur qui relevait de sa juridiction. Jansse, un des pasteurs de Rouen, en effet, avait composé cette mordante satire. — Après avoir terminé avec distinction, ses études à l'Académie de Sedan, Jansse avait reçu vocation de l'église de sa ville natale, où pendant un demi-siècle, il exerça son ministère avec autant de zèle que de dignité.

« La pureté de ses mœurs, sa piété exemplaire, son savoir, la douce gaité de son caractère l'avaient rendu cher à son troupeau qui ne se sépara de lui qu'avec de vifs regrets, lorsqu'en 1682, les infirmités de la vieillesse l'obligèrent à chercher le repos ¹. »

Rien ne saurait donner une meilleure preuve de cette gaité de caractère que son petit livret, où il se rit de Véron de manière si plaisante. Du normand, Jansse avait les qualités de belle humeur, de finesse et de bon sens qui sont le patrimoine de la race. Se scandaliser de l'audace du curé de Charenton, par de savantes dissertations, le confondre eût été le prendre au sérieux, flattant ainsi sa vanité. Combien préférable de le railler et, par un trait aussi plaisant qu'acéré, le rendre souverainement ridicule ! Avoir trouvé la messe dans l'Écriture ! Mais rien au monde ne pouvait être comparé à la gloire d'une si miraculeuse découverte. La célébrité était désormais attachée au nom de Véron et d'âge en âge se perpétuerait, à son honneur, le souvenir d'un si grand événement. Inutile d'insister plus ; la lecture de son petit livre suffira à prouver que nos ancêtres, aussi longtemps qu'ils en eurent la liberté, savaient défendre leurs croyances avec l'esprit le plus français du monde. Mais les jours vinrent où les députés de l'Assemblée du clergé réunis à Saint-Germain « supplièrent Louis XIV d'empêcher la continuation d'un si grand mal par les moyens qu'il estimerait les plus convenables ». Le roi convint que le moyen le plus convenable était d'abord de supprimer tous les livres qui avaient été faits contre la religion catho-

1. *France protestante.*

lique par les prétendus réformés, de leur défendre d'en publier de nouveaux et pour mieux répondre encore aux supplications du clergé d'interdire aux ministres, même de parler directement ni indirectement, en quelque manière que ce puisse être, de la religion catholique. Inutile d'ajouter que contrevenir à cet édit royal d'août 1685, entraînait la confiscation des biens, l'amende honorable et l'exil à perpétuité.

Deux mois plus tard, le grand roi, qui n'avait rien à refuser au clergé de son royaume, révoquait l'édit de Nantes. Les successeurs de Véron n'avaient plus à redouter les réfutations victorieuses des ministres.

Il est permis, revenant à ce passé lointain, de regretter que le clergé de ce temps ait cru, comme le disait l'évêque de Valence, que la destruction de l'hérésie était sa principale affaire. Loin d'avoir à souffrir de l'existence de l'Église réformée de France, jamais l'Église catholique n'avait eu de plus illustres défenseurs. Il suffit d'en appeler au témoignage de Montalembert. « Après l'édit de Nantes, a-t-il dit, éclata cette magnifique efflorescence du génie, de la discipline, de l'éloquence, de la piété, de la charité catholique qui place le xvii^e siècle au premier rang des siècles de l'Église ». Survint la Révocation et Montalembert dit :

« Tout le monde y vit le triomphe de l'Église, on crut l'orthodoxie à jamais garantie et l'hérésie extirpée. Or, c'est précisément le contraire qui arriva, c'est l'Église catholique qui, après tout un siècle de décadence se vit à la veille d'être extirpée du sol de la France. La révocation de l'édit de Nantes ne donna pas seulement le signal d'une odieuse persécution : avec le cortège d'hypocrisies et d'inhumanités qu'elle traînait à sa suite, elle fut l'une des principales causes du relâchement du clergé, des débordements et des profanations du xviii^e siècle. La foi et les mœurs disparaissent graduellement ; quand la Révolution vint proscrire l'Église, celle-ci ne se releva que dans le sang. »

Les siècles ont passé, mais la vérité de la parole que

l'illustre Claude, luttant pour son Église, avait prise pour devise s'est révélée victorieuse.

Veritas fatigari, vinci non potest. La vérité peut-être persécutée, elle ne saurait être vaincue.

Frank PUAUX.

LA MESSE

trouvée dans l'Écriture ¹

Pardonnez à ma curiosité, Saint-Père, si je vous demande, d'où vient que nous voyons aujourd'hui sur vostre front Pontifical une gayeté extraordinaire, c'est la demande que faisait ces jours passer un Cardinal au pape Innocent X.

A quoi Sa Sainteté fit réponse : Si mon visage porte quelque témoignage de joye, ce n'est certes point sans sujet : veu que je viens d'apprendre une découverte qui s'est faite sous mon Pontificat, capable de le rendre célèbre dans tous les siècles.

Le règne d'Alexandre VI, fut jadis honoré de la découverte de cette belle partie du monde, à sçavoir de l'Amérique : mais je vois le mien honoré de la découverte, non d'une partie de la Terre; mais de tout le Ciel, peut-on dire : l'on a depuis peu finalement trouvé la Messe dans l'Écriture.

La Sainte Messe, s'écria le Cardinal tout estonné, dans l'Écriture! Cette affirmation me surprend d'estrange sorte, veu que jusques à présent tant d'excellens Pellerins ont voyagé par tous les divers endroits de ce monde des Écritures Saintes, ont furetté par tout à dessein, d'y trouver la Messe; ont fait en quelque sorte ce (1. Rois, 18, 10.) qu'Abdias disoit au Prophète Elie touchant le roi Acab son maistre : Le Seigneur ton Dieu vit qu'il n'y a Nation, ni Royaume où mon Seigneur n'ait envoyé pour le chercher. Et comme tous, répondaient, il n'y est pas, il a mesme assermenté Royaume et Nations si on ne te pourroit point trouver.

Car il n'y a traité, chapitre, ni verset dans tout le corps des

1. La première édition parut en 1647, mais devant les menaces du Parlement, Jansse en retira les exemplaires, aussi sont-ils d'une extrême rareté. Mais d'autres éditions parurent en 1652, 1658, 1672, 1678. En 1699, une réimpression fut donnée à Londres, sous ce titre : *Le Miracle du P. Véron ou la Messe...*

Ecritures, que ces saints hommes n'ayent très-curieusement visité, et ont comme assermenté Prophètes, Apostres, Evangélistes, si on pourroit trouver chez eux la Messe; mais toute leur estude a été vaine.

Alors, sans doute, les Ecritures Saintes n'estoient point encore aux termes d'enfanter ce mystère, ou bien il ne se trouvoit point encor de sages-femmes assez adroites pour faciliter cet accouchement, cela estoit réservé pour ces bien heureux jours.

— Mais de grâce, qui est cet homme, ou plustost cet ange qui nous fait voir au-jourd'huy cette merveille?

C'est, dist le Pape, un nommé François Véron qui fut jadis membre de la Société des Pères Jésuites, et qui maintenant se qualifie Docteur en Théologie, Prédicateur et Lecteur du Roy pour les controverses, député par ceux du Clergé pour escrire sur icelles, et Curé de Charenton.

Est-il possible, dit le Cardinal, je connois le personnage. Il n'est pas de la nature de certains Livres qu'il a composéz, qui demeurent immobiles dans les boutiques des Libraires. Pour sa personne, elle est continuellement en agitation. Il est du nombre de ces Officiers de l'Eglise catholique, lesquels pour prendre à tasche de faire rire le monde par une façon de prêcher bouffonne qu'on peut convenablement appeler des Basteteurs spirituels.

De fait, en cette qualité, il a dressé ses Théâtres quasi par toute la France. Il a donné maintes batailles aux Ministres Huguenots qui n'ont pas esté à son avantage. C'est un esprit qui ne manque point de poudre à canon pour faire du bruit; mais qui n'a point de boulets pour faire bresche.

De sorte qu'il a bien plustost causé du dommage que de l'utilité à l'Eglise catholique. Mais j'estime qu'il a bien essuyé tous les reproches qu'on luy en pourroit faire, s'il fait voir la Messe dans l'Ecriture. Et je meurs d'envie de sçavoir en quel lieu c'est qu'il la monstre.

— C'est, respond le Pape, au verset second du Chapitre 13 du livre des Actes des Apostres, dans une édition nouvelle de la Bible françoise, traduite par les Docteurs de Louvain, laquelle s'est faite à Paris en l'an mil-six cens quarante-six.

Là se void et se lit à présent en beaux et gros caractères ce bien-heureux mot de MESSÈ. Et là mesme paroît que les Apostres l'ont dite. Car le Texte porte qu'ils disaient la MESSE au Seigneur.

Il faut advouer, dit alors le Cardinal, que le Père Véron a d'excellentes lunettes pour descouvrir les choses qui de soy sont totalement imperceptibles. Car j'ay leu mainte foi ce passage : mais jamais, et en cecy j'avoue ma stupidité, je n'eusse creu qu'on l'eust peu traduire ainsi. Car, il y a simplement dans le

Texte grec : λειτουργούντων δε αὐτῶν τῷ κυρίῳ où est employé le verbe λειτουργεῖν, que jusqu'à présent j'ay creu signifier en général *Ministrer* et *Servir*, en sorte que la nature du service, qu'il dénote ne se discerne que par les circonstances du discours auquel il est employé.

Pourtant la version latine a traduit simplement : *Ministrantibus illis Domino*, et la version de Louvain : *Eux servans en leur ministère au Seigneur*. Il semble que la suite de ces paroles de Saint Luc monstre ce qu'il entend désigner par ce service. Car il raconte que les personnes dont il parle, parmy lesquelles estoient Barnabas et Saul, λειτουργούντων δε αὐτῶν τῷ κυρίῳ et jeusnans, le Saint Esprit leur dit qu'ils eussent à séparer de leur corps Barnabas et Saul pour l'œuvre auquel il les avoit appelez, et ensuite il adjoutte : *Par quoy après avoir jeusné et prié et leur ayant imposé les mains ils leur baillèrent congé*.

Ou ces paroles adjoustées par Saint Luc *jeusné et prié* dénotent l'accomplissement et l'issue de cette occupation qu'il avoit attribuée à ces personnes ayant parlé d'elles comme λειτουργούντας τῷ κυρίῳ et jeusnans. Toujours est-il constant de l'un de ces deux exercices de piété qui est celui du jeusne, que quand il dit : *Après avoir jeusné*, manifestement il entend dénoter l'accomplissement de ce qu'il avoit attribué à ces personnes les ayant représentez jeusnans. Ce qui porte assez raisonnablement à conclure, quand à l'autre de ces exercices de dévotion qui est celui de la prière que quand Saint Luc dit : *Après avoir prié*, il dénote aussi l'accomplissement de ce qu'il avoit entendu attribuer à ces personnes, lorsque conjointement il les avoit représentés λειτουργούντας τῷ κυρίῳ. Et semble que les interprètes syriens et arabes ayent eu cette pensée. Car ils ont expliqué ces mots en ces termes : *Comme ils prioient*. Joignez à cecy la considération de la qualité des personnes, desquelles parle Saint Luc en ce passage. Il les appelle Prophètes et Docteurs, leur attribuant donc ici d'être λειτουργούντας τῷ κυρίῳ et jeusnans. Il est croyable qu'ils faisoient quelques fonctions ausquelles les obligoient ces qualités qu'il leur donne, c'est-à-dire qu'ils ministroient au Seigneur, prophétisant et enseignant et jeusnoient par une dévotion extraordinaire, pour attirer la bénédiction de Dieu sur ces exercices de leur ministère. C'est ce qu'a considéré le cardinal Cajetan disant sur ce passage : *L'espèce du service n'est point expliquée : mais ce qu'il avoit nommé des Prophètes et des Docteurs insinue qu'ils ministroient au Seigneur en enseignant et prophétisant*.

J'avois donc creu jusques à présent qu'en ce passage, Saint Luc représentoit les apostres occupés généralement au service public qu'ils doivent à Dieu par la nature de leurs charges,

lequel consiste en la Prédication de la Parole, en l'administration des Sacremens et en prières publiques.

Mais Saint Père découvrez-moy, s'il vous plaist davantage ce mystère et me dites comment ce Docteur a peu trouver là la messe et surquoy il s'est fondé pour traduire ainsi ce passage.

Pour moy, je ne me suis pas beaucoup mis en peine, repartit sa Sainteté, de voir sur les lieux quelle peut être l'expression du Texte original. Vous sçavez que dans nos assemblées solennelles les Escritures n'ont point de place plus éminente que mon marchepied. Estant donc au-dessus des Escritures, ce seroit me dégrader de ma dignité que de m'abaisser jusques à y mettre le nez. Tant y a que voicy le mystère.

Cet homme, comme vous sçavez, est Prestre et tous les jours il transsubstancie le pain au corps du Christ. Il s'est avisé de transsubstantier tout de même ce passage de l'Ecriture en celui-cy : *Eux disans MESSE au Seigneur.*

Et personne ne doit le trouver estrange. Car s'il a le pouvoir de métamorphoser des choses, n'auroit-il point le pouvoir de métamorphoser des paroles? S'il peut faire trouver le corps de Jésus-Christ tout glorieux qu'il est dans les Cieux dans un morceau de pain, où il n'estoit point auparavant pourquoy ne pourroit-il faire trouver la messe dans un passage, encor qu'auparavant on y en vist trace quelconque?

Que s'il peut disposer de celui qui s'appelle Verbe ou la Parole, pour le faire descendre du Ciel toutes fois et quantes que bon luy semble, ce seroit une grande absurdité de s'imaginer qu'il ne pourroit pas le faire parler quand et comme bon luy semble.

Et je peux dire qu'il a trouvé dans le mot de *λειτουργειν* quelque fondement de cette métamorphose. Car il a rencontré certains Esprits de l'autre monde qui luy ont appris qu'en leur temps, lors du concile de Chalcédoine, ce mot de *λειτουργειν* avoit cette signification de *faire la Messe* et luy en ont mis en main une preuve bien expresse dont il fait son bouclier, tirée de ce Concile. C'est à sçavoir que le mot de *λειτουργειν*, qui se rencontre quelquefois dans les actes de ce concile est traduit par un interprète latin, lequel estoit dans cette assemblée, en ces termes : *Facere Missas*, *faire les messes* comme l'enseigne Julian, qui avoit esté membre de ce corps, dans la traduction que depuis il a faite des actes de ce Concile.

Puis donc que ce Verbe a cette signification dedans ces Actes de là résulte en bonne logique, qu'il a cette même signification dans les Actes des Apostres. Et à vostre advis n'est-ce pas là bien conclure?

J'admire cette subtilité, dit le cardinal. Toutesfois j'appréhende

que quelque hérétique ne tire de cette transsubstantiation quelque avantage ; et ne die que, comme nous affirmons que la Messe n'est pas ce qu'elle paroît, en ce que elle paroît pain mais pourtant n'est pas du pain : de mesme ce passage ainsi traduit par le Père Véron, n'est pas ce qu'il paroît et qu'il présente à nos yeux la Messe, mais ne la contient pas pourtant.

Et puis quand à la preuve, laquelle est tirée de l'interprétation que l'on donne à ce verbe de *λειτούργειν* dans le concile de Chalcédoine, inférer de là que ce mot a la même signification dans ce passage du livre des Actes, n'est pas, ce semble, une conséquence bien nécessaire.

Pource qu'un mot, dans l'espace de plus de quatre cens ans peut bien avoir changé de signification, on pourroit repartir aussi que ce vénérable mot de Messe, lequel lors de ce Concile venoit de prendre naissance a bien changé de signification dans le progrès de ses âges. Il en est comme des hommes qui en sont les auteurs. Quand on a bien envisagé quelqu'un dans sa naissance, si puis après on le regarde dans sa stature parfaite, on y trouvera des changements si notables qu'on ne le reconnoitra plus. De mesme quand vous considérez ce mot dans sa première origine, si puis après vous portez les yeux sur le mesme dans les glorieux usages qu'il a finalement obtenus, vous y verrez de magnifiques changemens qui vous le feront totalement méconnoître.

L'on en peut dire ce que l'on disoit de cet ancien navire, que c'estoit luy et si que ce n'estoit pas luy, car ce mot est bien le mesme quant à la prononciation mais ce n'est plus luy quant à son usage : Alors, il signifiait proprement le congé que l'on donnoit au peuple après le service, soit le congé des catéchumènes que l'on renvoyoit après le sermon, soit le congé des fidèles que l'on renvoyoit après l'administration des Sacremens et à la fin de tout le service. On disoit *Facere Missam Cathecumenis*, *Facere Missam Fidelibus* pour dire congédier les Cathécumènes et les Fidèles. Alors aussi ce mot a eu cet usage de signifier généralement tout le service public, à l'issue duquel se faisoient ces renvois. Et l'on appeloit Missa les prières publiques, la lecture de la Parole de Dieu, la prédication de l'Évangile, l'administration des Sacremens.

Ces choses sont advouées par le Cardinal Bellarmin au Traité qu'il a fait de la Messe (*Bell. de Miss.* Li I. C. I.) Mais, depuis ce mot a bien changé de signification et a esté particulièrement consacré à signifier le Saint Sacrement de l'Autel qui est aujourd'hui sa signification ordinaire. Ce mot donc ayant changé si notablement d'usage, quelqu'un pourra dire que quand on s'en est servy dans la traduction du Concile de Chalcédoine, pour

exprimer le sens du verbe λειτούργειν, ce n'avoit garde d'estre en la signification que le Père Véron luy donne en ce passage du treizième des Actes. Mais, sans doute, que ce Docteur et Prédicateur pour les controverses est assez habile pour soudre ces difficultés sans que nous nous en mettions en peine.

Au reste que dit Sa Sainteté du fruit qui résulte de ce hardy trait du Père Véron? Car je le prevoy grand à merveilles. Je trouve qu'il a de beaucoup accru la gloire de la Sainte Messe de l'avoir élevée sur ce théâtre des Escritures-Sainctes. Mais voicy bien plus encore, car il en fait voir par ce moyen l'antiquité bien plus profonde qu'à la prendre de l'institution que Christ en a faite en présence de ses Apostres. Il va paroître que tous les sacrificateurs, lesquels ont été sous la Loy, ont dit la messe aussi bien que maintenant sous *les Prestres*, sous l'Évangile. Et en voici la preuve très formelle que nous tirons de cette belle signification du mot de λειτούργειν, dire *la Messe*. Car Saint Luc en son Évangile 1. 23, dit que Zacharie, sacrificateur accomplit, αἱ ἡμέραι τῆς λειτουργίας αὐτοῦ. Ce que désormais l'on doit traduire. « *Les jours de sa fonction à dire la Messe*. Et l'Apostre, en l'Épître aux Hébreux c. 9. v. 21 représente que Moïse fit aspersion avec sang, πάντα τὰ σκεύη τῆς λειτουργίας, ce que l'on doit pareillement traduire *tous les vaisseaux servant à dire la Messe*. Là mesme l'apostre enseigne que sous la Loy, tout Sacrificateur assiste chacun jour λειτουργόν, c'est-à-dire par une bonne et fidèle traduction, *disant la Messe*. J'ajoute qu'il montre par là que Notre-Seigneur J.-C. dit tous les jours la Messe dans le Ciel. Car en cette mesme Epistre aux Hébreux C. 8. 1. 2. l'apostre enseigne, parlant de Jésus-Christ que nous avons un souverain Sacrificateur qui est assis à la dextre du Trône de la Majesté de Dieu es-Cieux, τῶν ἁγίων λειτουργός, c'est-à-dire en bons termes, *disant la Messe es Lieux Saints*. Il est à présumer que ce sont les anges qui luy servent de clercs pour répondre. Ven particulièrement qu'en la même Epistre I, 14, ils sont appelez λειτουργικὰ πνεύματα, ce qui signifie à présent *des Esprits qui servent à la Messe*.

Vous, Saint Père, qui avez des communications ordinaires avec le Ciel en pouvez-vous sçavoir des nouvelles.

— De là, certes, il y a tout sujet d'espérer adjouta le Pape que désormais les hérétiques se convertirout à la foule. Et si ce grand homme Véron s'est vanté souvent d'avoir converti des milliers de Huguenots à la foy catholique, quoy qu'il soit certain qu'alors cela n'estoit pas véritable, si est-ce qu'il avoit raison. Vous autres sans doute avez considéré ces hardies affirmations comme des fraudes pieuses par lesquelles il essayoit à ramener les âmes dévoyées, mais pour moy qui ay les yeux bien plus clairs voyant je jugé qu'il en parloit ainsi par un esprit prophétique; et que cet

admirable homme prévoyoit ces conversions populeuses qui s'en vont arriver depuis qu'il a montré la Messe dedans l'Ecriture.

En effet, combien de fois les hérétiques ont-ils dit et protesté qu'ils sont tous prêts de venir à la Messe pourvu qu'on la leur fasse voir dedans l'Ecriture Sainte! Puis donc que maintenant il faut en dépit de l'hérésie, qu'ils avouent qu'elle s'y trouve, sans doute que nous allons voir des torrens de peuples retourner au giron de l'Eglise : que s'il en demeure d'obstinez et qui bouchent les yeux à cette lumière, je suis bien résolu de lancer contre leurs testes mes plus redoutables foudres.

Je trouve au surplus, dit le Cardinal que le Père Veron s'est bien obligé tous les magistrats et les Princes de la Terre, car il les faut désormais considérer comme autant de personnes qui ont l'honneur de dire *Messe*, veu que l'Apostre en l'Epistre aux Romains 13, 5, les appelle expressément (en grec) λαϊτοῦργοι του Θεου c'est-à-dire conformément à cette signification nouvelle : les messificateurs de Dieu. Mais quoy, toute la Religion catholique luy est extrêmement redevable.

Car il nous a donné l'adresse d'autoriser toutes les doctrines de l'Eglise qui sont en controverse, avec beaucoup de facilité et de succès, en les faisant toutes trouver en termes formels dans l'Ecriture. Nous n'avons qu'à chercher les lieux qui ont les moindres apparences de contenir ces doctrines et les traduire sur ce modelle que nous a donné le Père Véron.

Pour exemple en l'Evangile selon Saint-Matthieu C. 16. V. 18, Jésus-Christ a dit au Prince des Apostres : *Tu es Pierre et sur cette pierre j'édifieray mon Église*. Là nous soustenons que Christ a établi l'autorité pontificale en la personne de Saint-Pierre. Mais d'autant plus que cela n'est pas si clair qu'il seroit à désirer, pour en faire un passage formel qui embaillonne les hérétiques, nous n'avons qu'à traduire : *Tu es Pape et sur ce Pape, j'édifieray mon Église*.

Vos pensées sur ce sujet me semblent belles dit le Souverain Pontife. Et ne suis point en doute que toute la chrétienté ne souhaite passionnément que les mérites du Père Véron ne soient récompensez. Je m'imagine voir bien-tôt toute ma Cour remplie d'Ambassadeurs de la part des Princes chrestiens pour me requérir de luy faire part de mes trésors ecclésiastiques. Et pour moy j'avoue que toutes mes inclinations y sont portées. Déjà de bon cœur je le dispense d'aller jamais après sa mort en Purgatoire. Nous'en exemptons bien d'autres qui ne l'ont pas tant mérité que luy. Et puisque la Messe sert à faire remonter les âmes du Purgatoire, il est bien raisonnable qu'ayant si bien mérité de la Messe, il en recueille cette récompense qu'elle l'empesche d'y descendre. Mais qui plus est, je le veux salarier durant sa vie par

le présent d'un chapeau de Cardinal. Il a, je m'assure, la teste assez bien faite pour porter cette coiffure de bonne grâce.

Toutes fois; et sur cela Sa Sainteté se mit à songer un peu, j'entre en soucy, dit-elle, se frottant la teste, d'une chose qui me naist en la pensée. Je me représente que cet Esprit subtil et pénétrant comme il a trouvé contre toute apparence la Messe dans l'Ecriture, il y pourroit bien trouver aussi que le PÈRE VÉRON DOIT ESTRE PAPE. Et par ce moyen me donner du coude et me destroner du Saint-Siège et me faire passer pour un Pape illégitime.

Cette crainte me met en mauvaise humeur et fait éclipser toute cette affection que j'avois pour luy, de telle sorte que maintenant fort peu de chose me feroit entreprendre sa perte.

Comme le cardinal ouvroit la bouche pour respondre, on vint dire à Sa Sainteté qu'il y avoit des personnes à la porte qui la supplioient en toute humilité de leur donner audience. C'estoient des gens tous échauffez qui venoient avertir Sa Sainteté d'un grand trouble qui naissoit en l'Église, que les deux plus notables versions de l'Ecriture, la Vulgate Latine et la Françoisé de Louvain estoient en grande contestation et qu'il y avoit du danger qu'elles ne se déchirassent l'une l'autre.

Que la Latine maintenoit qu'elle devoit avoir toujours le pas devant, comme ayant été reconnue et déclarée pour authentique dans le célèbre Concile de Trente. Que, quand à la Françoisé, elle déclara bien que pour le passé elle cède à la Latine cet avantage; mais soutient qu'elle est maintenant en possession d'une prérogative qui rehausse sa condition de beaucoup de coudées par dessus celle de l'autre, et la défie de monstrier comme elle la Messe dans l'Ecriture. D'ailleurs que le Service lequel se fait en Latin qui est un aveu de subjection à l'autorité papale court grand risque de tomber à terre. D'autant que les peuples veulent que désormais l'Évangile soit leue en langue françoise parce que la plus noble partie du Service divin, c'est à sçavoir la Messe, se trouve seulement en la version qui est de cette langue.

A peine ces personnes eurent-elles achevé de faire ces remontrances à Sa Sainteté qu'on vit entrer dans la chambre, Dame Romaine Tradition. Elle avoit un équipage tout pareil à celuy des Gabaonites qui vinrent accoster le peuple d'Israël lorsqu'il entra dans la Judée (Jos. 9. 5). Ses habits étoient vieux et ses souliers raboblins et usez, sa nourriture estoit de pain sec et dur buiscuit.

C'est son naturel d'affecter ces choses, pour faire croire qu'elle vient de fort loin, et qu'elle est d'une antiquité profonde encore qu'elle soit voisine, et d'un siècle tout proche. Elle ne fit pas grande cérémonie pour aborder Sa Sainteté, d'autant qu'elle est

assez familière avec elle et qu'elle lui sert de pédagogue ordinaire.

Elle luy dit qu'elle se venoit plaindre de maistre François Véron, curé de Charenton en France, ayant depuis peu débauché l'une des plus qualifiées personnes qui logent chez elle, c'est à sçavoir la Messe.

Qu'elle appréhende qu'il n'en fasse de même de toute la troupe de ses Hostes et qu'elle prie Sa Sainteté de considérer que ce luy seroit un notable préjudice de les perdre tous, d'autant qu'elle ne peut vivre sans leur présence.

On vit augmenter ses appréhensions et ses craintes, quand en mesme temps parurent dans la chambre la plupart des pensionnaires de cette noble Dame : comme entr'autres le marquis Purgatoire, le comte Mérite et le vicomte Franc-Arbitre, tous Officiers chez mère Sainte Église Romaine. Car ce marquis Purgatoire est le grand maistre Cuisinier de toute la Hiérarchie, ayant la charge de faire bouillir la marmite.

Le comte Mérite, c'est le grand trésorier de l'Église catholique. Car il est le Dépositaire de ses richesses, par lesquelles elle prétend achepter le royaume des Cieux.

Et ce vicomte Franc-Arbitre, c'est le factotum de toute cette illustre maison; il sert de portier pour introduire et pour exclure qui bon luy semble. Il sert d'Économe et de Maistre d'Hostel qui dispense à son gré les provisions spirituelles.

Il est homme pourtant un peu capricieux et plain de ses volontés : mais l'Église catholique se trouve si bien de ses services qu'elle ne peut se résoudre de s'en défaire.

Monsieur le Purgatoire, d'abord qu'il se fit apercevoir, remplit d'horreur les esprits de tout le monde, car il estoit vestu d'un habit tout ardent en feu et de sa bouche il vomissait de furieux torrens de flammes, de sorte que chacun en appréhendoit les approches, mais après l'avoir un peu considéré, l'on s'aperceut bien qu'il y avoit en cela bien plus d'apparence que de réalité et que ce feu et ces flammes n'estoient telles qu'en l'imagination des personnes.

Quant à Monsieur Mérite, il estoit plustost pour faire rire que pour épouvanter le monde. Car il paroissait tellement orgueilleux de sa condition qu'il en estoit tout boursoufflé. Sa soutenance et ses démarches estoient toutes pareilles à celles que les François attribuent aux Espagnols dans les grotesques de leurs tailles-douces et de leurs peintures. Il souffloit à l'entour de soy, pour se faire large, criant comme ceux-là dont le Prophète Esaïe dit, 65, 1, Tien toy là, n'approche point de moy, car au prix de toi je suis saint. Il tenoit en sa main une grande bourse remplie de jettons qu'il fournit aux hommes, lorsqu'en considération de

leurs bonnes œuvres ils veulent compter avec Dieu comme avec leur redevable.

Monsieur Franc-Arbitre n'avoit pas cette sorte d'extravagance mais il en avoit une autre. Car l'inconstance et légèreté qui luy est naturelle le rendoit tout décontenancé. Il paroissoit porté, tantost sur un pied, tantost sur l'autre. Il étoit vestu comme un cent Suisse, de diverses couleurs, pour figurer en quelque sorte les diversitez de sa liberté. Et, ce qui estoit particulièrement plaisant, il estoit coiffé d'un clocher où estoit une croix, avec une girouette au bout, pour représenter qu'en matière du salut figuré par la croix, il est en son pouvoir de se tourner comme bon luy semble.

D'abord qu'il fallut parler, ces Messieurs parurent aux termes d'entrer dans une furieuse querelle, pour ce que chacun prétendoit qu'il luy appartenoit de porter la parole. Monsieur Purgatoire alléguoit sa suffisance, ayant la bouche grande comme une fournaise avec beaucoup de chaleur pour animer son discours.

Monsieur Mérite au contraire alléguoit sa dignité et qu'il méritoit cet avantage.

Quand au sieur Franc-Arbitre, il représentoit que Mérite luy avoit l'obligation de cela mesme dont il se vantoit, parce qu'il ne pouvoit avoir de mérite que par le Franc-Arbitre.

Pour les accorder, le Pape leur dit qu'ils parlassent tous à la fois, qu'il estoit assez capable de discerner et démesler tous leurs discours; qu'encore qu'il parut n'avoir qu'une teste, si est-ce qu'elle en valoit bien plusieurs, veu qu'elle portoit trois couronnes. Que ce seroit lui faire outrage de présumer qu'il eust moins de suffisance que cette beste de l'Apocalypse, laquelle ayant sept testes pouvoit bien en même temps entendre parler sept personnes. Qu'estant le chef de l'Eglise, il pouvoit bien avoir cette propriété du chef, lequel entend en mesme temps les plaintes de ses divers membres quand ils souffrent. Cette permission leur estant donnée par Sa Sainteté de parler tous en mesme temps, chacun se print à estaller ses plaintes qui contenaient en substance que Véron leur avoit fait un outrage insupportable d'avoir fait un divorce de la Messe, leur chère compagne d'avec eux tous.

Que de tout temps ils avoient vescu paisiblement et familièrement avec elle chez la bonne Dame Tradition leur commune hôtesse. Qu'estant liez d'une si étroite amitié, la séparer d'avec eux, c'étoit leur arracher les entrailles; qu'aussi réputoient-ils à grande injure, qu'il eût logé la Messe dans l'Ecriture sans les y loger comme elle : que c'estoit leur faire affront : qu'ils y pouvoient bien autant prétendre qu'elle. Qu'il y a des lieux en

l'Ecriture sainte où ils ont bien autant de droit comme elle pourroit avoir à celui où elle est à présent placée.

Feu ardent Purgatoire alléguoit le passage de la première aux Corinthiens C. 3. v. 15 parlant des hommes qui sont sauvés *comme par feu* et soustenoit que là on n'avoit qu'à traduire *Par le feu du Purgatoire* ¹.

Mérite alléguoit un passage de l'Apocalypse C. 3, v. 4, où il est parlé de personnes que le Seigneur fera cheminer en *vestemens blancs pour ce qu'ils en sont dignes* et disoit tout de mesme qu'il estoit aisé de traduire *Pour ce qu'ils le méritent*.

Franc-Arbitre citoit les paroles du Deutérome C. 30, v. 14, où Dieu tient ce discours au peuple d'Israël : *Cette parole est fort près de toy en ta bouche et en ton cœur pour la faire*. Et disoit semblablement qu'il estoit facile de l'exprimer en ces termes : *Elle est en ton Franc-Arbitre*.

Et pourtant chacun concluoit que Sa Sainteté, pour ne favoriser ce divorce, qui leur estoit insupportable, devoit faire de deux choses l'une, ou bien restablir la Messe dans leur société, ou bien leur donner logis avec elle.

Au reste chacun plaidant sa cause, s'eschauffa si bien dans son harnois, que pendant tout respect, ils vinrent aux menaces contre le Souverain Pontife, s'il ne leur faisoit raison.

Car Purgatoire menaçoit le saint Père, que s'il n'avoit égard à sa cause, il sauroit bien en tirer vengeance quand son âme viendrait en Purgatoire. Car luy, lequel en dispense les autres, n'a pas le pouvoir néanmoins de s'en dispenser luy-mesme. Qu'alors il jetteroit tant de soulfre dans son feu, et qu'il embraseroit sa fournaise d'une flamme si véhémence qu'il aurait bien sujet de s'en repentir.

Mérite, tout de mesme le menaçoit qu'en cas qu'il ne tint compte de ses remontrances, il abandonneroit sa personné. De sorte qu'estant destitué de moyens pour acquérir le ciel, il n'y pourroit avoir entrée.

Quant au bon homme Franc-Arbitre, il luy déclaroit franchement que s'il ne luy accordait sa demande, il sentoit bien que la mélancholie pourroit tant sur son esprit, qu'elle le porteroit à fuir le commerce des hommes, tellement qu'ils pourroient bientôt prendre le party des Jansénistes qui est un grand acheminement au Calvinisme ennemy juré du Saint-Siège.

La menace de ce dernier ne fit pas grand peur au Pape, parce

1. Girodon, « député de Nosseigneurs du Clergé pour renseigner les controverses » dans sa traduction du Nouveau Testament, publiée en 1661, et qu'il qualifiait lui-même de « vrayment catholique », n'hésita pas à introduire le Purgatoire dans le texte sacré. « Il sera sauvé quant à luy, ainsi toutefois comme par le feu, à savoir du Purgatoire. »

qu'outre qu'il la considéroit comme une teste légère et pleine de vif argent, qui n'a pas d'arreste en ses résolutions il sçavoit bien qu'il n'avoit garde de rien faire qui pust aucunement tourner au bénéfice des Huguenots.

Ce sont gens qui prennent à tasche de luy oster le titre de Franc, c'est-à-dire de luy trancher la teste ou le réduire en servitude. Mais quand aux protestations qu'avoient fait les autres, elles luy donnèrent de bien chaudes alarmes. Et pour rappeler ses esprits, qui déjà se mettoient aux champs, arriva bien à propos qu'on ouït sonner une clochette en la montée et tout incontinent on vit paroître contre l'attente d'un chacun, la Messe elle-mesme. Elle qui ne va jamais à pied se faisoit porter par un cardinal Prestre.

Elle est pourtant bonne cavalière; témoins qu'à Rome és processions solennelles (*Sacra Cerem* l. 1, c. 4.) elle va montée sur un cheval blanc, mais en cette occasion présente elle ne pouvoit pas se servir de cette voiture montant en haut en une chambre.

Chacun des assistans fut bien estonné de cette arrivée ne sachant quelle pouvoit en estre la cause et tous se regardoient l'un l'autre pour voir si quelqu'un d'entr'eux se trouvoit mal tellement qu'il luy fallut apporter ses Sacremens, mais ce qui les mit incontinent hors de cette peine, ce fut le discours que la Messe proféra par la bouche de celui qui la portoit. En voicy à peu près la substance et les termes : Grand Vicaire et lieutenant de Dieu, chef visible de l'Eglise universelle, Souveraine Divinité en terre : Je souhaite que vous me fassiez justice. Je me plains de la témérité et insolence de François Véron, qui depuis peu m'a de belle force enlevée de mon logement ordinaire pour m'obliger d'aller faire mon séjour ailleurs. Je me trouvois parfaitement bien chez mon ancienne hostesse, la bonne mère Tradition. Là rien ne me manquoit de tout ce que j'eusse peu désirer, d'autant que telles sont les richesses de cette Dame qu'elle abonde en tout ce que l'on souhaite. Joint qu'elle est admirablement complaisante pour s'accomoder aux volontés de ses hosts. A la vérité, c'est un logement très honorable pour moy, que celui de l'Ecriture. Mais là dedans cet homme m'a marqué un département si plain d'incommodité, que je proteste ne pouvoir demeurer en ce lieu.

Je suis assise là sur un siège qui sont ces mots λειτουργούντων τε αὐτῶν où je me trouve si mal ajustée que je suis continuellement en danger de tomber; au lieu qu'au paravant j'estois assise sur un Trône fort à mon aise. Cet homme s'est imaginé que je serois là dans un poste plus avantageux, pour battre en ruine les hérétiques. Et cependant tout au contraire, c'est où je suis entièrement hors de garde et perds tout mon escrime.

J'en peux parler à peu près comme faisoit David touchant les armes de Saül (*Sam.* 17-39) dont ce Roy l'avait équipé pour combattre contre Goliath. Il disoit : je ne saurois cheminer avec ces choses icy, car je ne l'ay pas accoutumé.

Ainsi puis-je dire qu'il m'est impossible de me servir de ce lieu, pour combattre les hérétiques avec aucun succès d'autant que je n'y suis point usitée. Qui plus est, estant là placée sans que Dieu en ait donné les ordres, je luy suis à contre-cœur et il destourne sa face arrière de moy. Ce qui me donne un légitime sujet de me plaindre comme autrefois Absalon sur ce que l'on avoit fait venir de Gessur en Jérusalem, pour estre plus près de David sans pourtant que le Roy luy fist voir sa face. Cela luy faisoit dire (*Sam* 14, 32) Pourquoi suis-je venu de Gessur? Il me valoit mieux d'estre là. En ce lieu derechef, il m'a plantée toute nue.

Et n'ay ornements quelconques, ny aube, ny ceinture, ny estolle, ny manipule, ny chasuble et tel autre équipage convenable à ma qualité; au lieu que j'avois toutes ces choses à souhait en ma demeure précédente : ceux qui me verront à l'advenir en ce lieu, s'imaginans que j'affecte de loger chez ce verbe grec λειτουργειν se mettront en la phantaisie que j'affecteray ma demeure en tous les autres lieux où le même mot se rencontre. D'où s'ensuivront de grands inconveniens préjudiciables à ma dignité. Car pour exemple, quand on s'en ira me chercher chez ce discours de l'apôtre aux Philipiens chap. 2, v. 30 τὸ ὑμῶν ὑστέρημα τῆς πρὸς μὲ λειτουργίας, on inférera de là que je suis offerte par des mains laïques aux hommes et non simplement par des prestres à Dieu. Tout de mesme quand on m'ira chercher chez le discours du même apostre aux Romains (c. 15, v. 27) ὀφείλουσιν ἐν τοῖς σαρκικοῖς λειτουργῆσαι αὐτοῖς, on me réputera réduite en la catégorie des choses purement charnelles, telles que sont celles dont les hommes font leurs libéralités et leurs aumosnes.

Davantage cet homme m'a logée dans la maison d'autrui, sans avoir le consentement des propriétaires, en ce qu'il m'a mise dans la version des Docteurs de Louvain qui n'ont jamais pensé à me destiner cette place. Tesmoins en sont les termes esquels ils ont traduit ce passage qui sont bien esloignez de parler de la Messe ¹. J'adjousté encore que là encore il ne me fait passer que pour un arrangement de paroles adressées à Dieu, au lieu que je suis un Sacrifice lequel est offert à Dieu.

Car il m'exprime usant de ces termes : *Eux disans la Messe au Seigneur* et non pas en ceux cy : *Offrant la Messe au Seigneur*.

Pour ces considérations je suis en risée aux hérétiques et en amertume aux bons catholiques.

1. La version de Louvain traduit, en effet :

Eux donc servans en leur ministère au Seigneur.

A Paris, les docteurs de Sorbonne n'ont donné aucune approbation à l'entreprise de ce téméraire et font semblant de ne me pas appercevoir sur ce théâtre françois.

Je requiers donc que vous employez votre autorité Pontificale à me retirer de là et me loger à mon ordinaire et que vous fassiez souffrir à cet audacieux les peines que mérite son outrequidance.

Le Pape qui, comme nous l'avons dit, s'estoit mis en mauvaise humeur contre Véron, ne fit pas grande difficulté de se rendre aux demandes de toutes ces personnes qui s'estoient venues plaindre et particulièrement de la Messe. Je consents, dit-il, très volontiers, Grand et admirable sacrement de l'autel que vous retourniez en votre ancienne demeure.

Et ordonne, quant à Véron, qu'il vous fasse amende honorable. Le déclare décheu de ses charges, indigne de jamais chanter Messe, et incapable de posséder jamais aucune dignité ecclésiastique. Enjoins que pour pénitence de son attentat, il se fouettera quatre fois le jour et ne boira que de l'eau toute sa vie.

Toutesfois, pour ne l'engloutir de tristesse et le garantir du désespoir je luy permets de faire choix d'eau béniste.

*Ridendo dicere verum quid vetat*¹.

CHRONIQUE LITTÉRAIRE

ET COMPTES RENDUS CRITIQUES

Trois articles de la Revue historique : La Réforme catholique. —

Les Protestants français à la veille des guerres civiles. —

Origines, causes et conséquences de la guerre des Camisards.

Au cours de la guerre, la *Revue historique* a publié trois articles auxquels nous n'avons pu, à ce moment, consacrer toute l'attention qu'ils méritaient, mais que nous nous reprocherions de n'avoir pas signalés à nos lecteurs.

Le premier est de notre regretté collègue Gabriel Monod, dont si souvent, pendant que se succédaient des catastrophes au

1. Qu'est-ce qui défend, en riant, de dire la vérité.

milieu desquelles l'avenir de toute civilisation semblait menacé, nous déplorions le départ prématuré. Il était, en effet, du petit nombre de Français qui connaissaient l'Allemagne autrement que par ouï dire, et à ce titre, il aurait pu jouer un rôle utile et nécessaire. L'article en question, publié en 1916, est intitulé **La Réforme catholique**¹. C'est un fragment d'un cours suivi sur la Réforme, qu'il faisait aux élèves de l'École Normale. Il en a lui-même, sur la chemise qui renfermait ce travail, indiqué le sujet, en ces termes : *Montrer comment la Société de Jésus est venue naturellement, à son heure, pour sauver l'Église catholique.*

Le véritable représentant de cette dernière fut, à partir de 1522, le pape Adrien VI, l'ancien précepteur de Charles-Quint. Mais il mourut déjà le 14 septembre 1523. Ses successeurs Clément VII et Paul III subordonnèrent leur politique religieuse à leur politique temporelle. C'est alors qu'entrèrent en scène des ordres religieux parmi lesquels celui des Jésuites ne tarda pas à occuper le premier rang².

M. Monod trace ici un portrait d'Ignace de Loyola qu'il compare à Luther. Celui-ci cherche la paix dans la lecture de la Bible et la trouva dans l'« idée de la grâce ». Loyola ne cessa de songer à ses peines qu'il considérait comme des attaques de Satan « pour ne regarder qu'au Christ ». Ici M. Monod semble oublier que le Christ auquel Luther regarda au moins avec autant de ferveur n'était pas le même que celui de Loyola. Ce dernier était le Christ tel que le représentait l'Église, déjà en quelque sorte subordonné à la Vierge, et caché derrière son représentant terrestre, tandis que Luther, par delà la tradition ecclésiastique, ne le voyait que tel qu'il apparaît devant l'Évangile. C'est la diversité de ce point de départ qui fait comprendre pourquoi Luther opposa le Christ à l'Église, et Loyola devint le défenseur acharné de cette dernière et du pape, représentant visible du Christ.

Il faut lire, ensuite, dans l'article qu'on devrait reproduire pour en donner une idée, puisqu'il est lui-même un résumé substantiel de toute l'histoire de la contre-réforme catholique, comment M. G. Monod montre le développement de l'action de la Compagnie de Jésus. Le point culminant de cette action, ce sont les décrets du Concile de Trente. Ils fixèrent le dogme catholique d'une manière invariable au point d'obliger l'Église à condamner comme hérétiques des catholiques aussi honorables que Pascal et les Jansénistes — et restaurèrent les bonnes mœurs, la discipline la vie religieuse qui caractérisent la renaissance catholique du XVII^e siècle.

1. Tirage à part de 36 p. in-8.

2. Cf. *Bull.* 1886, 525, l'analyse du livre de M. Philippon.

Voici la conclusion de ce remarquable chapitre de l'Histoire de la Réforme. Si M. Gabriel Monod avait un jour fait imprimer son cours il l'aurait sans doute développé en ajoutant plus d'une remarque de détail à des considérations forcément générales. Elles n'en sont pas moins d'une netteté et d'une justesse d'autant plus remarquables que l'auteur, qui parle avec une rare impartialité des jésuites¹, s'est placé en dehors et au-dessus de toute préoccupation confessionnelle.

Mais, pour dire toute ma pensée, l'Église catholique payait cher cette puissance acquise par l'unité du dogme, elle la payait par la concentration de l'autorité dans les mains de la papauté. Il y avait une chose dont l'humanité moderne avait avant tout besoin et que l'Église catholique ne lui donnait pas, ne pouvait pas lui donner, la liberté de l'esprit. Par crainte d'hérésie, elle avait enfermé l'intelligence humaine dans les bornes les plus étroites, et depuis le concile de Trente on peut dire qu'il n'a pas été possible de penser sans risquer de tomber dans l'hérésie. Galilée, Descartes et Malebranche n'y ont pas plus échappé que Pascal ou Lamennais, et l'on peut ajouter que, depuis le concile de Trente, non seulement il n'y a plus eu de philosophie catholique, mais il n'y a plus même eu de théologie catholique. On n'a plus fait que développer et commenter les œuvres et les principes anciens. Qu'on s'en afflige ou qu'on s'en réjouisse, qu'on en tire la condamnation de l'Église ou celle de l'esprit moderne, il est bien évident que, depuis trois siècles, le mouvement intellectuel s'est produit en dehors de l'Église, à côté d'elle ou contre elle. Elle a continué à exercer une action immense sur le monde, et une action en grande partie salutaire par ses œuvres de charité et d'éducation, par son influence religieuse, par le rôle important qu'elle joue pour tous ceux qui acceptent ses rites dans leur vie pratique et dans leur vie morale, mais toutes les grandes manifestations de la pensée humaine, tous les systèmes philosophiques et scientifiques qui, depuis le xvi^e siècle, ont passionné l'intelligence humaines se sont produits en dehors de l'influence du catholicisme. Il y a eu de grands écrivains catholiques, de François de Sales à Bossuet et à Joseph de Maistre; mais de Montaigne à Descartes, de Descartes à Leibnitz, de Leibnitz à Kant, de Kant à Hegel, de Hegel à Auguste Comte et à Darwin, on peut faire une histoire de la pensée humaine sans tenir compte du catholicisme, et le catholicisme n'a pas exercé non plus aucune influence sur la naissance des sciences du xviii^e siècle. Il y a eu de grands savants qui étaient bons catholiques, mais il est bien évident que tandis qu'au moyen âge le catholicisme était maître de l'esprit humain et que c'était en lui que se produisait le mouvement intellectuel et philosophique, depuis le xvi^e siècle il est restreint à un rôle moral, social et religieux, et le mouvement intellectuel se produit en dehors de lui, indépendamment de lui.

Si nous envisageons le rôle du protestantisme, nous voyons que, pour la nouvelle Église, il n'en est pas de même. Le protestantisme a

1. Conf. *Bull.* 1940, p. 561.

opéré, lui aussi, une réforme morale, et quand on voit les vertus qu'il a développées chez ses adhérents, non seulement à l'âge héroïque des persécutions, mais de tout temps, par son clergé privé, sauf en Angleterre, de riches revenus et de puissance temporelle, par ses missions très nombreuses et actives, par ses œuvres de charité, par ses établissements d'instruction publique, par son culte austère jusqu'à la froideur, on doit reconnaître que, s'il a accumulé beaucoup de ruines en brisant la vieille unité chrétienne, il a créé un idéal moral qui ne le cède en rien en élévation à celui du catholicisme. Mais, de plus, le protestantisme, qui n'avait nullement l'intention de créer la liberté de pensée et qui l'a même souvent combattue au point de la persécuter, a travaillé pour elle par le seul fait de briser l'unité religieuse et en abandonnant ainsi à la libre discussion une grande partie de l'histoire, de la philosophie et de la religion. Le catholicisme est la seule religion qui ait créé un système complet embrassant toute la vie et la pensée humaine. Ce n'est pas seulement la dogmatique qui est immuable, mais la philosophie, la morale, la discipline, la hiérarchie. Le protestantisme, dès ses débuts, a restreint à un petit nombre de dogmes le terrain interdit aux discussions, et encore a-t-il eu grand'peine à protéger même ce terrain sacré. Mais il n'y a jamais eu ni philosophie protestante, ni système ecclésiastique, ni discipline imposée comme article de foi. En un mot, tout le domaine de la tradition fut livré par le protestantisme à la libre discussion. Et bientôt, grâce aux sectes innombrables, tout le domaine même de la théologie fut à son tour envahi par la libre pensée. Aussi voyons-nous naître dès le xvi^e siècle l'histoire ecclésiastique critique avec les centuriateurs de Magdebourg, et du xvi^e au xix^e siècle il n'y a pas eu de théologie originale autre que la théologie protestante. Tandis que dans les pays catholiques les universités étaient entraînées par une lente décadence produite en grande partie par l'absence de liberté de penser et par la décadence des études théologiques qui se renferment peu à peu dans les séminaires, les universités de Suisse, de Hollande, des pays scandinaves et d'Allemagne se transforment. Elles deviennent à demi laïques, tout en conservant heureusement leurs traditions et leurs revenus: elles s'ouvrent à toutes les hardiesses de l'esprit moderne et des sciences, tout en conservant la force de l'association. Elles forment seules le clergé protestant et les études théologiques, où toutes les questions de critique de texte, de critique historique, de critique philosophique sont agitées avec passion, sont le foyer où furent vivifiées et renouvelées les sciences philologiques, historiques et philosophiques. Je ne puis insister ici sur ce point si curieux de l'histoire intellectuelle de l'Europe moderne, mais je pourrais montrer le haut enseignement allemand, tout le mouvement critique de l'Allemagne moderne sortant, d'une part, de ses facultés de théologie transformées et, d'autre part, de l'influence théologique et critique exercée sur l'Allemagne par les travaux des protestants français élevés dans les écoles protestantes de Sedan, de Saumur, d'Angers et de Nîmes et émigrés en Hollande à la fin du xvi^e siècle. Je n'ai nullement la prétention de dire que le protestantisme, en tant que religion, ait agi sur la philosophie et la science moderne. Les grands philosophes et les grands savants n'ont

guère été plus protestants que catholiques; mais, tandis que les cadres immuables du catholicisme étaient plutôt une entrave pour la pensée moderne, qui a toujours cherché à s'en affranchir, les cadres plus larges du protestantisme ont favorisé son développement.

*
* *

Des deux autres articles, sur lesquels nous regrettons de ne pouvoir entrer dans des détails qui nous entraîneraient trop loin, le premier est de M. Lucien Romier, qui expose, dans la *Revue* de 1917 (en deux parties) la situation des **Protestants français à la veille des guerres civiles**¹. J'ai déjà eu plusieurs fois l'occasion de relever le souci d'impartialité qui caractérise les travaux de cet historien. On lira donc avec le plus grand profit le tableau qu'il trace, province par province (Picardie région parisienne, Bretagne, Anjou, Touraine, Orléanais, etc.) de l'état du protestantisme dans ces diverses régions. Ce tableau est en général exact, mais aurait besoin d'être complété ou rectifié çà et là par ce qu'on peut glaner dans les monographies comme celle de Rossier et Daullé pour la Picardie, Coquerel fils pour Paris, Vaurigaud pour la Bretagne, Hérelle et l'Histoire manuscrite de Pithou pour la Champagne, Thirion et Challe pour Metz et l'Yonne, Abord pour Autun, Lièvre pour le Poitou, etc. Dans un deuxième chapitre, M. Romier décrit les moyens de propagande, le culte secret et le culte public. Je crois qu'il y accorde trop d'importance à l'impatience des huguenots à passer, à la veille de l'édit de janvier 1562, du culte secret au culte public, et pas assez aux provocations du triumvirat qui dès les premiers mois de 1561, précipitèrent le mouvement en suscitant partout où il y avait des groupes importants de huguenots, de véritables émeutes. Il nous parle ensuite du recrutement, de la condition des pasteurs, des synodes², de l'enseignement pratique des pasteurs, des fidèles, des femmes, des nobles, des chefs, Coligny, Condé, des officiers royaux, des gens de robe, des marchands et gens de métier, des paysans et des pauvres, enfin des « méchants hommes » et des troubles. On voit, par cette énumération qu'on aura grand profit à lire cette étude qui complète celle publiée ici même en 1896-1897 par M. V. L. Bourilly, ainsi qu'une thèse de M. Th. Cleisz sur le *Protestantisme à la veille de la première guerre de religion* (Montbéliard, 1905).

*
* *

Le dernier article paru, aussi dans la même *Revue*, en deux parties, en 1918, est de notre président M. Frank Puaux, et inti-

1. Tirage à part de 114 p. in-8°.

2. A compléter par la publication d'Arnaud sur le synode de Poitiers de 1557.

tulé : **Origines, causes et conséquences de la guerre des Camisards.** Ceux qui ont lu ici-même, en janvier 1918, l'introduction aux *Mémoires de Cavalier* trouveront dans cette étude l'exposé, par le témoignage emprunté aux archives de la guerre et émanant surtout des catholiques eux-mêmes, des faits d'oppression, de persécution, de barbarie voulue et acharnée qui provoquèrent l'insurrection des Cévennes. Beaucoup de ces faits ont été signalés dans les nombreux documents publiés dans ce *Bulletin*. Nous ne les énumérerons donc pas. Si, comme M. Puaux le démontre, l'affaire du Pont de Montvert ne fut pas la cause immédiate de ce soulèvement, il n'en résulte pas moins de sa démonstration que la répression terrible et prolongée qui suivit cet épisode isolé entraîna peu à peu tout un peuple qui, longtemps après 1685, n'avait jamais songé à une résistance autre que passive, à envisager la révolte et les représailles comme le seul moyen de sortir d'une situation devenue intolérable. Voici la conclusion de ce mémoire : « La tenue des registres de l'état civil enlevée au clergé, la liberté de conscience solennellement reconnue, la doctrine de la religion d'État ouvertement condamnée, telles furent les conséquences lointaines, mais certaines de la guerre des Camisards; elle sauva le protestantisme français d'une ruine qui paraissait inévitable et rendit ainsi nécessaires les réformes qui, en assurant son existence, s'étendirent aussi à toute la nation » !

N. WISS.

Les vraies origines de la Démocratie moderne ¹.

Rien n'est plus à l'honneur de Calvin que le monument élevé par le doyen Doumergue à l'œuvre du Réformateur. Il est peu d'exemples, dans notre temps, de recherches aussi érudites et d'un si persévérant travail. Si parfois l'observation lui a été faite qu'il paraissait défendre une cause, il a eu le droit de répondre que si Calvin est encore aujourd'hui l'objet d'attaques qui parfois descendent à la basse calomnie, le devoir est de repousser les premières et de confondre les secondes.

Au cours de cette terrible guerre, le nom de Calvin a souvent été prononcé. Quand il fut question du voyage du président Wilson dans les contrées dévastées par nos cruels ennemis, M. Clemenceau, qui n'avait point oublié sa célèbre parole : les Allemands sont à Noyon, recommanda qu'on n'oublîât point de montrer au président ce qui restait de la maison natale de

1. Une brochure in-8. Éditions de *Foi et Vie*, Paris, 48, rue de Lille.

Calvin. Un amas de pierres, des débris de bois calcinés, des ruines. Mais l'œuvre du grand Réformateur est demeurée et son historien en a donné la preuve dans une forte et lumineuse étude sur les vraies origines de la Démocratie moderne. On ne saurait trop être reconnaissant à M. Doumergue d'être resté sans cesse sur la brèche, pour la défense de « la cause », comme auraient dit nos ancêtres¹.

M. Doumergue ne s'attarde pas à réfuter longuement les critiques qui, faisant de Calvin un tyran religieux, ont condamné sa dogmatique prédestinatoire ; il exige, avec une juste raison, que l'on remonte aux principes de sa réforme, si l'on veut élucider la question de l'origine de la démocratie moderne. Sans doute, la conception calviniste de l'État ne réalisa pas, dès les premiers jours, le gouvernement démocratique de notre temps, mais il est certain qu'elle en prépara, comme elle devait en assurer l'avènement. La parole sacrée : Vous les connaîtrez à leurs fruits, s'applique d'une manière remarquable à l'exposé historique de M. Doumergue mettant en pleine lumière, que la Déclaration des Droits de l'homme et du citoyen, cette grande charte de la Démocratie, à l'insu, il est vrai, de ses promoteurs, est d'inspiration calviniste. Rien de plus intéressant que les preuves qu'il en donne. Textes en main, il montre les puritains d'Amérique dès 1620, se liant solennellement par un *covenant*, ou pacte religieux et politique et en 1772, proclamant les *Bills of Rights*, déclaration des droits des colons comme hommes, comme chrétiens et comme citoyens. « Si bien, fait observer M. Doumergue, qu'entre la Déclaration américaine et la Déclaration française de 1789, il n'y aura que la différence d'un mot, d'un seul. En 1789, le mot chrétien manquera ». Mais que cette déclaration ne se soit pas inspirée de la déclaration américaine, les preuves en sont si nombreuses et si décisives que les dénégations ne peuvent relever que de l'esprit sectaire. Est-il besoin de rappeler que les Puritains étaient calvinistes et dès lors que l'esprit calviniste inspira leur célèbre Déclaration des Droits qui servit de modèle à la Déclaration française. Ce n'était pas assez d'avoir établi une aussi glorieuse filiation, M. Doumergue a voulu montrer, dans le protestantisme calvinien, la *racine*, suivant son expression, du développement intense de la démocratie dans le monde. Il faut

1. Nombreuses sont ces publications de combat, d'une lecture captivante et d'une documentation qui révèle une connaissance approfondie des hommes et des choses de l'Allemagne. Citons : *L'Empire de la Kultur, le Droit et la Force d'après les manuels des États majors allemands et français, L'Allemagne religieuse, 240 sermons allemands, la Vengeance, la Punition et le Pardon* et la très remarquable suite des *Propos de guerre* et des *Propos de paix*, dans la Revue *Foi et Vie*.

se reporter à cette discussion, toujours appuyée sur des textes inconnus ou méconnus des adversaires, pour en comprendre toute la portée. Le service rendu par le doyen Doumergue est grand; on parle de la nécessité de la propagande, disons que c'est un devoir de faire connaître une étude d'un si remarquable intérêt et qui est à l'honneur du protestantisme français.

F. P.

ALBERT AUTIN : I. L'échec de la Réforme en France au XVI^e siècle, 366 p.; — II. Un épisode de la vie de Calvin. La crise du Nicodémisme 1535-1545, 81 p. Toulon, Tissot, 1917.

Ce sont les deux thèses présentées, par un professeur du lycée de Toulon, à la Faculté des Lettres de Montpellier. La première veut être « œuvre à la fois de psychologie et d'histoire... », repose sur la description des faits, mais a la prétention de trouver à ces faits eux-mêmes une explication qui leur soit antérieure, comme la cause l'est à l'effet ». Car il a semblé à l'auteur que ceux qui ont traité son sujet avant lui (Stapfer, Brunetière, Michelet) ont constaté plus qu'ils n'ont expliqué. « Quelles raisons personnelles les rois avaient-ils de rester catholiques? Ou s'ils n'en avaient pas, n'est-ce point qu'ils ont eu le pressentiment qu'ils ne seraient pas suivis en adhérant à la confession nouvelle? » Cette manière de formuler la question la simplifie singulièrement; elle est bien autrement compliquée. Mais voyons plus loin.

« Dans une première partie, j'ai exposé aussi objectivement que possible les doctrines, et j'ai, dans une deuxième, étudié les tempéraments où elles ont revêtu, selon l'occurrence, des colorations particulières... Si j'ai rempli mon dessein, il apparaîtra que cet échec était inévitable, à considérer d'une part la théologie calviniste dans ce qu'elle a de profond et d'irréductible, et, d'autre part, le tempérament particulier à la France, le tempérament latin ».

Voilà encore une effrayante simplification. Que n'explique-t-on pas par le tempérament latin? Quel abus d'un terme, vague au point d'être souvent faux! Qu'on relise César : trouve-t-il peut-être aux Gaulois un tempérament parent de celui de ses compatriotes? Et d'autre part, le tableau qu'il fait du caractère gaulois n'est-il pas, d'une manière frappante, semblable à celui qu'on peut tracer, aujourd'hui encore, du caractère français? *Bene dicere et bene pugnare... Rerum novarum studiosi*. Ces traits ne sont-ils pas actuels et irréductibles? Et, je vous le demande, qu'ont-ils de latin? Les Romains n'avaient absolument rien de l'insou-

ciance et du laisser-aller qui nous caractérise. Ils savaient, par exemple, exploiter leurs victoires et en rendre les conséquences durables. Le savons-nous? Ils savaient, avec une égale rigueur, subordonner les intérêts particuliers à l'intérêt général et étouffer sans pitié cet individualisme dont nous sommes si fiers et qui, trop souvent, n'est que de l'égoïsme à courte vue. Enfin et surtout, ils avaient le génie de l'organisation. Et nous, ne pourrait-on pas prétendre, sans trop d'exagération, que nous avons le génie — du contraire? L'abus qui a été fait, encore pendant cette guerre, de « l'esprit latin », ne pourra, dans quelques années, qu'apparaître affreusement ridicule.

Mais revenons à M. Autin. Il n'a « pas eu la prétention de juger la Réforme en soi », mais seulement d'« éclairer certains aspects de l'âme française au xvi^e siècle, demeurés en somme dans l'ombre des grands travaux qui ont été accomplis sur le même sujet ». Quels sont ces aspects qui ont échappé jusqu'ici à tous les historiens?

Regardons-les d'un peu plus près.

« La Réforme, en son fonds, est un retour au passé et, dans toute l'acception du terme, une réaction » (p. 301). Cela n'est pas encore très nouveau. Et ceci ne l'est guère davantage : « L'originalité de la Réforme réside dans le mépris systématique de la tradition ». Mais qu'est-ce que la tradition et quel est son rôle? Peut-on s'en réclamer « pour autoriser les progrès de l'exégèse et de la philosophie »? Peut-on y voir « l'effort renouvelé à chaque siècle, selon les inspirations du temps et les exigences du milieu, pour réaliser le Royaume de Dieu »? D'après cette conception « dynamique, le dépôt primitif s'enrichit au fur et à mesure des révélations que Dieu fait aux individus et aux peuples... On en voit la liaison intime et profonde avec la diffusion des sciences biologiques et des doctrines évolutionnistes. Une hypothèse grandiose a renouvelé la face de l'histoire : l'humanité apparaît semblable à un seul homme... qui subsiste toujours et apprend continuellement ».

On voit où nous aboutissons : au dernier artifice tenté pour sauver le dogme, depuis que celui de son immutabilité est trop miné par l'histoire. On accapare l'évolutionnisme *ad maximam Ecclesiae gloriam*; on a l'air de se soumettre à la science pour mieux l'exploiter. C'est le mot d'ordre qui circule depuis quelques années dans les milieux éclairés qui se rendent compte de l'impossibilité de maintenir l'attitude passée. Grâce à ce stratagème, « on peut espérer que l'heure viendra où l'orthodoxie la plus scrupuleuse comportera une explication du développement historique de l'Eglise depuis ses origines jusqu'à nos jours ». C'est très simple.

« La Réforme a donc posé le problème des rapports que soutiennent entre eux l'Évangile et l'Église... et elle l'a résolu d'une façon défectueuse... Elle a supprimé un des deux termes qu'il s'agissait de concilier... Elle a supprimé l'Église et exalté l'Évangile. Le procédé est radical, mais il ne mène à rien... Là est la faiblesse de la Réforme ». Cette critique n'a peut-être pas encore été formulée dans les mêmes termes; mais l'idée en a été bien souvent exprimée, donc ici encore rien de spécifiquement nouveau.

M. A. reconnaît un mérite à la Réforme, c'est d'avoir « rappelé à une génération qui paraissait les oublier, la pureté des mœurs et l'ardeur de la foi propres à la période évangélique... En face du paganisme renaissant et corrompueur « de la Renaissance, elle a évoqué l'idéale ferveur des premières communautés chrétiennes ».

Mais « cette simplification à outrance, ce défi jeté à l'expérience individuelle et collective, donne à la Réforme française un caractère particulier. Ni politique comme en Angleterre, ni proprement sociale comme en Allemagne, elle apparaît surtout comme une *grande espérance* ».

L'auteur fait encore la grande concession d'admettre « le caractère autochtone de la Réforme française ». Comment en explique-t-il l'arrêt? « L'enthousiasme, à peu près général vers 1530, s'est restreint dans la suite à des groupes déterminés » auxquels viennent s'opposer « des courants d'idées qui ont contrarié, puis définitivement ruiné les prétentions de la Réforme à devenir chez nous la religion d'État... De 1530 à 1550, trois causes paraissent avoir détaché les âmes de la nouvelle confession; la réflexion mystique, l'horreur du schisme et la crainte de la persécution... Passé 1560,... le problème religieux se posait sous une forme nouvelle. D'essentiellement individuel qu'il avait été jusque-là, il devient alors en quelque sorte social. — Ce qui avait été objet de méditation intérieure ou d'analyse scientifique, est à cette heure un programme ou plus exactement un drapeau ».

Ici encore, si l'idée n'est pas absolument neuve, reconnaissons qu'elle est formulée d'une manière neuve et particulièrement heureuse. Et ce sera là notre conclusion : le livre que nous signalons est suggestif au premier chef. Même là où nous ne pouvons le suivre, où nous avons à le combattre, il fait penser en montrant les faits sous un jour nouveau, en les envisageant d'un point de vue inattendu. Quant à l'impartialité, elle est hors de cause, en ce sens qu'on sent à chaque page que l'auteur s'efforce de rendre à la Réforme autant de justice que le permet sa conviction.

Deux appendices étudient « la diffusion de la doctrine calvi-

niste en France au xvi^e siècle » et « les milieux calvinistes », à savoir : le monde ecclésiastique, le mouvement populaire, les « escholiers », les magistrats, les femmes.

Huit pages de bibliographie et un Index de noms propres complètent cette œuvre importante, à laquelle vient s'ajouter la deuxième thèse, dont il nous reste à dire quelques mots.

Qu'est-ce que le terme de Nicodémisme? M. A. « l'emprunte à Calvin » qui l'emprunte à l'épisode connu du pharisien qui, selon saint Jean, vint trouver Jésus de nuit et joignit à sa pusillanimité « une évidente inaptitude à comprendre la portée spirituelle du message évangélique ». Ce terme caractérise donc la tendance à s'acquitter « sans danger, à la faveur d'une équivoque, des obligations qu'on sent à part soi imprescriptibles et inéluctables. C'est, en son fonds, une tentative de conciliation entre deux formes de sentiment religieux qui s'excluaient l'une l'autre. »

L'auteur veut montrer « d'abord la gravité extrême du mal; ensuite l'attitude énergique de Calvin en face des dissidents; enfin l'orientation définitive qu'imprime ce débat à la Réforme ». Il a traité ce sujet avec la même compétence et conscience que sa thèse principale; son opuscule est réellement très instructif et se lit avec un vif intérêt. Je n'y trouve qu'une infime critique de détail à faire à propos de la note de la page 12. Lefèvre naquit en 1455 et mourut en 1536.

TH. SCH.

Notre collaborateur me permettra quelques additions à l'analyse qu'on vient de lire. Dans le chapitre 1^{er}, qui veut nous donner un aperçu des *trois étapes de la Réforme*¹, on lit, p. 5, que la Bible a été « traduite par les érudits au collège de France ». Nos lecteurs savent qu'elle le fut par Lefèvre d'Étaples. Page 6, L'entrevue de Marseille, à laquelle sans doute l'auteur fait allusion lorsqu'il parle de l'alliance de François 1^{er} avec la « confédération catholique espagnole », est de 1533 et non 1538. L'inquisiteur s'appelait Mathieu Ory et Étienne Dolet fut brûlé en 1546 et non en 1545. Page 7, c'est en 1538, que Calvin dûit quitter Genève. Même page on lit : « Quelques années plus tard, dans le déchaînement de la guerre civile, les réformés apparaîtront moins pitoyables qu'à l'heure de la persécution ». Ce qui veut dire que les réformés cessèrent d'être intéressants lorsqu'au lieu de se laisser égorger, ils commencèrent à se défendre. Or chacun sait ou devrait savoir que ce ne sont pas les réformés qui ont déchaîné la guerre civile et que c'est malgré eux et pour réclamer, au nom

1. Je cite d'après l'édition in-18, publiée chez Armand Colin et dont l'Académie française ne pouvait pas ne pas couronner les conclusions.

même de la reine mère, le maintien et l'observation de l'édit du 17 janvier 1562, qu'ils prirent les armes. Mais, que deviendrait si l'on s'en tenait *aux faits*, le fameux cliché, page 9, « *d'Église, la Réforme devint un parti politique* », et les conséquences qu'on tire de ce fameux argument? Il est bien plus facile, page 10, de passer sous silence, précisément l'édit de janvier, *qui fut une conquête pacifique et nullement politique* et dont la violation entraîna la guerre civile.

Il en est de même, page 11, d'un second cliché : les huguenots auraient compromis leur cause en « *sollicitant l'intervention de l'étranger* ». L'auteur ajoute bien que les ligueurs firent mieux que cela, mais ils semblent avoir suivi l'exemple que leur avaient donné les protestants, alors que, dès le début de la première guerre de religion, Condé reprochait à ceux qui s'étaient insurgés contre l'édit de Janvier, de *l'avoir fait au nom et avec le secours de l'étranger*¹.

Cette méconnaissance systématique de certains faits entraîne logiquement des affirmations comme celle-ci, page 163 : La Réforme aurait été une révolte qui aurait « *paralysé par le schisme les meilleures inspirations* ». Or, c'est précisément ce schisme qui a rendu au catholicisme un service tel, qu'on a pu dire que sans Calvin, il n'aurait eu ni Pascal, ni Bossuet. Notre collaborateur a déjà relevé cette autre sentence : « La Réforme a supprimé l'Église(?) et exalté l'Évangile. Le procédé est radical, *mais il ne mène à rien* ». Où en serions-nous pourtant, si partout la Réforme avait succombé comme en France, si tous ceux auxquels elle apportait la liberté et le respect souverain de la justice, s'étaient inspirés de l'exemple du chef infaillible d'une Église également et éternellement infaillible?

N. W.

CORRESPONDANCE

Entrevue de la Reine de Hollande avec M. Krop

Notre président a reçu la lettre qui suit :

Rotterdam, le 1^{er} Juillet 1919.

Monsieur le président et honoré frère,

Samedi dernier, Sa Majesté la Reine m'a accordé une audience au « Huis ten Bosch », afin de recevoir votre lettre et les livres dont on m'avait chargé.

1. *Mémoires de Condé*, 1743, t. III, p. 413 (19 mai 1562).

Sa Majesté a fort apprécié votre réponse à Son message et a paru fort touchée des sentiments de reconnaissance qui vivent, sans aucun doute, dans les cœurs des frères de France et dont vous vous étiez fait auprès d'Elle l'éloquent interprète. Elle approuva fort mon idée de livrer votre lettre à la publicité. Son secrétaire particulier, M. le baron van Geen, vous remerciera encore directement en Son nom.

Sous forme de lettre, je remis ensuite à la Reine une liste d's ouvrages que j'avais l'honneur de Lui présenter au nom des frères de France. Je vous en adresse une copie sous ce pli. Quel dommage que je n'eusse pas encore reçu les autres publications et revues qui devaient me suivre par la valise! C'était une occasion unique d'en parler à notre Souveraine. Il faudra maintenant continuer la conversation par écrit, car je ne veux pas multiplier les demandes d'audience, pour ne pas abuser des bonnes choses.

Un renseignement complémentaire à votre lettre serait le très bien venu. De quelle Marie d'Orange avez-vous voulu parler, de la fille du Taciturne ou de la femme du Stadhouder Guillaume III? J'ai pensé qu'il s'agissait de cette dernière, mais j'aimerais à en avoir la confirmation de votre part. Vous pourriez peut-être m'indiquer en même temps à quels ouvrages ou articles (du *Bulletin* ?) je dois me reporter pour avoir les détails exacts des circonstances où la parole que vous rapportez fut prononcée.

Après la remise des divers ouvrages, Sa Majesté m'a fait l'honneur de m'interroger sur la vie intime du Protestantisme français; j'ai dit ce que le cœur me dictait et j'ai cru remarquer que notre Souveraine continuait à porter aux frères de France le grand intérêt et l'intelligente sympathie que vous Lui connaissez depuis longtemps. J'ai souligné le fait, qui Lui causa la plus vive satisfaction, que Son message royal, si hautement apprécié par les Protestants, n'avait rencontré aucun commentaire malveillant ni à droite, ni à gauche.

L'audience dura une demi-heure environ.

J'espère, Monsieur le président, avoir agi et parlé selon votre cœur et comme vous étiez en droit de l'attendre de votre membre correspondant, et je vous prie d'agréer, pour vous et pour les autres membres du Comité, vos collègues, l'expression de mes sentiments respectueusement fraternels et dévoués.

Rotterdam, le 28 Juin 1919.

A Sa Majesté la Reine de Hollande.

Madame,

Au nom de la Société de l'histoire du protestantisme français, j'ai l'honneur de présenter à Votre Majesté les ouvrages suivants :

1^{er} Les œuvres du protestantisme français au xix^e siècle, ouvrage publié sous la direction de M. Frank Puaux, président de la Société, qui sera pour Votre Majesté un guide précieux et sûr, et Lui donnera une idée claire et précise de la riche vitalité de la France protestante (avec dédicace) ;

2^o Le compte rendu des fêtes célébrées à Nantes le 31 mai, le 1^{er} et le 2 juin 1898, à l'occasion du troisième Centenaire de l'Edit de

Nantes. Dans cet ouvrage, Votre Majesté trouvera le rapport de M. Westphal sur les « Œuvres de Charité » (p. 223), contenant plusieurs renseignements complémentaires ;

3° Un fascicule du *Bulletin* publié par la *Société de l'histoire du protestantisme français*, contenant les discours prononcés lors du Jubilé cinquantenaire, et donnant à Votre Majesté une idée exacte du but poursuivi par la savante Société ;

4° Un *Agenda-annuaire protestant de 1918*, le dernier paru, où Votre Majesté trouvera les noms de tous les pasteurs et de toutes les Églises de langue française ; ainsi que tous les détails désirables sur les œuvres, les journaux et les publications diverses du Protestantisme français ;

5° Un exemplaire du *Journal de Jean Migault*, proscrit pour sa foi, dont la fille, Marie Migault, fut femme de chambre de M^{me} la Marquise de la Roche-Giffard, dame d'honneur de S. A. S. M^{me} la duchesse de Brunswick, Lunebourg et Zell, à Zell. par MM. N. Clouzot et N. Weiss, secrétaire de la Société de l'histoire du protestantisme français, — publication qui pourrait intéresser Votre Majesté à divers titres ;

6° La plaquette du Monument international de la Réformation à Genève, où Votre Majesté voudra bien remarquer les portraits de l'amiral de Coligny et de Guillaume le Taciturne, ses illustres ancêtres ;

7° Un exemplaire de l'ouvrage touchant que M. le professeur Allier a consacré à la mémoire de son fils, une des victimes les plus touchantes de la grande et terrible guerre qui vient de prendre fin (avec dédicace de l'auteur).

Et comme Votre Majesté m'a fait l'honneur de m'interroger sur la vie intérieure du protestantisme français en temps de guerre, les progrès et les reculs que l'on aurait pu y constater, j'aurais aimé à Lui offrir en même temps un certain nombre d'autres publications, notamment de MM. les professeurs Allier, Doumergue et Viénot ; les mauvaises communications, toutefois, sont cause d'un retard regrettable dans l'arrivée des divers colis qui devaient me suivre : j'aurai l'honneur de les faire parvenir à Votre Majesté le plus tôt possible, et je La prie de vouloir bien agréer, en attendant, l'expression de mes plus respectueux hommages et de mon attachement inébranlable à Son trône.

F. J. KROP,

Membre honoraire et correspondant pour la Hollande
de la Société de l'Histoire du Protestantisme français.

A propos des descendants de huguenots en Allemagne

En 1900 un journaliste contemporain, M. Jacques Bainville, leur a consacré, dans la *Revue des Revues* (1^{er} février) un article fort intéressant. Enumérant environ 200 descendants de Français qui s'étaient distingués dans tous les domaines de l'activité humaine, il démontrait qu'ils jouaient « un rôle capital dans l'Allemagne contemporaine. Et ce rôle apparaît plus grand et

plus admirable encore quand on pense qu'ils sont cent mille dispersés au milieu d'une énorme et toujours croissante population de cinquante millions de purs Germains » (p. 259).

Dans un second article, destiné à résumer la substance du premier et publié dans l'*Action française* du 1^{er} avril 1900, le même auteur écrivait, p. 562 : « Ne perdons pas de vue qu'ils sont, au plus, cinquante à soixante mille¹ au milieu de plus de cinquante millions d'Allemands, ce qui est la proportion de un à 1000. Or, cette proportion est démesurément violée à leur profit dans la répartition des honneurs et du pouvoir ainsi que des richesses ». — D'où il suit qu'un Français qui se distingue par son intelligence, sa conscience et son travail et arrive ainsi à dépasser son entourage « viole démesurément la proportion » à laquelle il a droit « dans la répartition des honneurs et du pouvoir ainsi que des richesses ». L'idéal, d'après ce principe, c'est une humanité ressemblant à une forêt où tous les arbres auraient la même taille, le même espace et le même nombre de feuilles et de fruits.

Cette magistrale démonstration amène cette belle conclusion (p. 563) :

Ne voit-on pas assez, par ce bref et impartial exposé, combien était redoutable l'organisation des calvinistes ? Ne comprend-on pas que nos ministres et nos princes ne persécutaient point par un étroit esprit d'intolérance et de bigotisme, ces Français doués, on ne saurait trop le redire, des plus rares qualités ? Il convient, certes, de regretter qu'en 1683 la société française ait dû procéder contre ceux de ses membres, qui se mettaient en dehors d'elle, à une aussi terrible exécution : c'était s'amputer irrévocablement de quelques-uns de ses plus utiles participants. Il faut forcer nos sentiments contemporains de tolérance et d'humanité, pour arriver, je ne dis pas à excuser, mais à comprendre les pensées qui portèrent nos ancêtres à cette irréparable extrémité. Le xvii^e siècle, dont le catholicisme est si calme, si tempéré, si ordonné (oh ! combien !), ne pouvait s'infliger ce démenti de finir sur une lutte entre mystiques et fanatiques². Seuls les intérêts matériels de la majorité, gravement menacés, ont pu amener la révocation de l'édit de Nantes. Notre renommée chevaleresque en souffre peut-être, mais notre génie pratique et réaliste s'en rehausse d'autant (*sic*).

N'allez pas me demander comment des Français « doués des plus rares qualités », pouvaient, au xvii^e siècle, « gravement menacer les intérêts matériels de la majorité », ni surtout comment ces « utiles participants » pouvaient être, à la fois, si dan-

1. Le premier article parlait, non seulement des descendants de réfugié huguenots, mais aussi d'émigrés français.

2. Est-ce pour ne pas s'engager dans une lutte entre le mysticisme du respect des engagements et le fanatisme de ceux qui les violent, ou inversement, qu'en 1914, la papauté a observé « de Conrart le silence prudent » ?

gereux en France et si précieux en Allemagne, bien qu'ils y aient « démesurément violé à leur profit la proportion d'influence à laquelle ils avaient droit ». Notre belle langue française n'est elle pas faite de logique et de clarté ? Contentez-vous donc de savoir que ceux auxquels s'adresse M. Jacques Bainville considèrent que la « terrible exécution, l'irréparable extrémité » de la Révocation fut, pour notre « génie pratique et réaliste », un bienfait d'autant plus grand qu'il fut plus chèrement payé.

Mais je voulais seulement signaler une des plus récentes enquêtes sur la situation, en Allemagne, des descendants de Français. Ce qui en confirme l'exactitude, par exemple en ce qui concerne le nombre et l'importance de ce contingent dans l'armée, c'est une liste que j'ai sous les yeux, des *Officiers de l'armée allemande portant des noms français*. Elle comprend la Prusse, le Wurtemberg, le grand-duché de Bade et les autres États secondaires de l'Allemagne, la Bavière et la Saxe et ne compte pas les noms qui peuvent être d'origine allemande aussi bien que française, comme Adam, Abel, Berger, Just, Lange, Martin, Michel, Paul, Rau, Robert, Albert, Conrad, Rex, etc. Elle a été dressée, d'après l'annuaire de 1896, par M. Schnaebelé d'illustre mémoire. Les 3 annuaires des 20 corps de l'armée allemande comptaient alors 1137 noms français, dont 21 officiers généraux, 91 officiers supérieurs et 1025 officiers subalternes, y compris les médecins majors. C'est là, sans contredit, une proportion très supérieure à celle qu'auraient atteint ces descendants de Français si on les avait classés proportionnellement à leur nombre comparé à celui de la population totale de ces parties de l'Allemagne. Elle est très certainement à l'honneur de la race à laquelle appartenait cette élite. Et l'on peut attribuer à cet appoint, probablement plus considérable encore en 1914 qu'en 1896, une bonne partie des succès de l'armée allemande pendant les guerres de 1870 et 1914-1918.

Quelle a été l'attitude de ces Français d'origine en 1870 et plus récemment ? Pour 1870 nous manquons de renseignements. On nous a cité pourtant telle ville, comme Orléans, qui aurait été épargnée parce qu'on rappella à celui qui y commandait qu'il portait un nom français. On lit aussi, dans l'intéressante *Chronique de la colonie réformée de Friedrichsdorf* (1887, p. 55) qu'aucun des jeunes gens de cette colonie qui prirent part à la guerre de 1870, ne fut blessé sérieusement. Je me suis laissé dire qu'en raison de leur connaissance du français, ils furent surtout utilisés comme interprètes et conséquemment moins exposés que d'autres.

Dans cette dernière guerre on m'a affirmé que plusieurs cen-

taines d'officiers avaient demandé, en raison de leur ascendance française, à être envoyés sur le front oriental. J'étais porté à croire à l'exactitude de cette information, lorsque j'appris qu'un des principaux membres de la colonie française de Berlin, le Dr Richard Beringuier, était, en effet, mort aux environs de Vilna, le 9 mars 1916 (*Bull.* 1916, 259).

Or j'ai su, d'une personne très exactement renseignée, que cette information est une pure légende. Les Allemands descendants de huguenots, m'écrivit cette personne, « ont toujours essayé de se faire pardonner leur origine, en affichant des sentiments particulièrement hostiles envers la France. La guerre, loin d'apaiser ces sentiments, les a, au contraire, exaspérés ». Ainsi, comme l'a raconté un correspondant du *Temps* (4 août 1919), ils accusèrent de haute trahison M. Nicole, pasteur de l'Eglise française de Berlin, Suisse d'origine, « pour avoir refusé de transformer ses prédications en discours patriotiques ». Traduit, en conséquence de ce refus, devant le Consistoire royal, celui-ci l'acquitta, « sans avoir trouvé nécessaire de l'entendre ». Alors ces nationalistes incriminèrent leur pasteur parce qu'il avait manifesté le désir de se mettre au service des prisonniers français en qualité d'aumônier, et réclamèrent la suppression des cultes en langue française. M. Nicole ayant continué à prêcher en français, ils menacèrent de briser les vitraux de l'église et l'autorité ecclésiastique dut suspendre ces prêches, suspension qui fut, peu après, transformée en suppression « par la communauté du Refuge ».

Le correspondant du *Temps* signale parmi les plus hostiles à la France, l'amiral von Capelle, Souchon pacha, le commandant de sous-marin Arnaud de la Perrière, qui « tint pendant de longs mois, le record du nombre des bâtiments coulés et le général de La Chevallerie, qui commandait un corps de troupes sur le front français ».

Ce sont ces sentiments qui ont été exprimés — non toutefois au nom de toute la colonie française de Berlin qui n'avait pas été consultée¹ — par les signataires de cette lettre adressée au président de la République française, que toute la presse a reproduite et que nous réimprimons à titre de document :

Les descendants des huguenots, chassés de France en 1685, après la révocation de l'Edit de Nantes, ressentent doublement aujourd'hui les malheurs qui frappent l'Allemagne et les Hohenzollern. Etablis depuis 234 ans en Allemagne, nous avons trouvé dans ce pays notre seconde patrie, grâce à la tolérance des Hohenzollern depuis le Grand Electeur jusqu'à Guillaume II. Nous avons pu librement, sous cette

1. Une enquête a été ouverte à ce sujet par le Consistoire de l'Eglise française de Berlin.

dynastie, pratiquer notre religion, parler la langue de nos ancêtres et tenir notre culte en français. Nous avons assisté à l'ascension du Brandebourg, devenu royaume de Prusse, puis empire allemand. Les Hohenzollern se sont vraiment acquis des titres à notre respect en accueillant plus de 25.000 Français chassés de France par Louis XIV.

La France a-t-elle réparé ses torts envers nous autres huguenots? Nous a-t-elle indemnisés pour les biens qu'elle nous confisqua, pour les églises et les maisons qu'elle détruisit? Nous attendons à cette heure de réparation que la France démocratique répare ses torts envers nous en épargnant les Hohenzollern, nos bienfaiteurs, et en témoignant ainsi sa reconnaissance pour la protection qui fut accordée sous le règne de Louis XIV aux milliers de Français qui furent recueillis par le Brandebourg.

Nous comptons absolument que notre requête sera exaucée et nous en appelons aux sentiments d'honneur et de chevalerie de la nation française.

Nous prions Votre Excellence de communiquer notre demande à toutes les puissances alliées et associées.

Il est naturel, comme l'ont, du reste, constaté tous ceux qui ont été en Allemagne, que les descendants des protégés du Grand Electeur aient voué à sa famille une grande reconnaissance. On ne sait pas assez que si, après 1685, il ne s'était pas constitué le défenseur des réfugiés, ceux-ci, mal vus et mal reçus pour diverses raisons, n'auraient certainement pu subsister à la longue, dans plusieurs parties de l'Allemagne. Il n'en est pas moins vrai, comme l'a d'ailleurs remarqué la réponse de notre Fédération protestante, qu'en faisant une bonne action, le Grand-Electeur faisait surtout une excellente affaire. Ainsi la seule découverte, par un Achard, d'origine dauphinoise, du procédé pour extraire le sucre de la betterave, a rapporté aux Allemands plus du centuple de ce que leur coûtèrent les réfugiés.

Si leurs descendants ont largement acquitté la dette contractée par leurs pères, ils oublient que la France, elle aussi, a réparé. Ou bien ignorent-ils que, le 10 juillet 1790, l'Assemblée Nationale décréta que « les biens des non-catholiques qui se trouvent encore aujourd'hui entre les mains des fermiers de la régie des biens des religionnaires, seront rendus aux héritiers successeurs ou ayants droit desdits fugitifs »; — que la loi des 9-15 déc. 1790 qui règle le mode de restitution de ces biens, accordait aux Français expatriés pour cause de religion, le droit de réclamer leur nationalité; — enfin, que la Constitution des 3-14 sept. 1791, titre II, art. 2, confirme ce privilège en ces termes : « Sont citoyens français ceux qui, nés en pays étranger et descendant, à quelque degré que ce soit, d'un Français ou d'une Française expatriés pour cause de religion, viennent demeurer en France et prêtent le serment civique¹ ».

1. Voy. A. Lods, *Traité de l'Administration des cultes protestants* p. 446, n° 1.

Quand leur ancienne patrie fut injustement et traitreusement envahie et que, du monde entier, accoururent à son secours ceux qui entendirent la voix du sang, ces descendants de huguenots n'ont songé qu'à se battre pour leur souverain. Ils ne soufflent mot des réparations dues à nos populations décimées, torturées, ruinées par ses ordres. Bien plus, ils en appellent à nos « sentiments d'honneur et de chevalerie », eux dont les pères s'expatrièrent parce que Louis XIV avait violé le serment qu'il leur avait prêté, pour que nous « épargnions » le descendant de Coligny dont le principal titre à notre bienveillance est d'avoir renié sa signature et envahi la Belgique pour pouvoir plus sûrement nous écraser !

Une fois de plus nous constatons qu'en devenant Allemands ces descendants de huguenots ont appris à mettre au-dessus de tout (*über alles*) le respect de leur dynastie, de leur patrie d'adoption. S'ils savent ce qu'ils font ils ont, volontairement, aliéné le droit d'invoquer le souvenir de leurs pères qui plaçaient au-dessus des souverains le respect de la justice, de la vérité et de la liberté, auquel ils surent sacrifier ce qu'ils avaient de plus cher.

Après avoir, dans l'*Action française* du 26 juillet, reproduit la lettre ci-dessus et la réponse de la Fédération protestante, M. Ch. Maurras invite cette dernière à réclamer elle-même « l'abrogation complète de la loi de 1790 qui permettrait aux amis et défenseurs de Guillaume II, de passer la borne frontière pour se voir saluer de Français naturels ». Ce n'est pas la première fois que ceux qui ne pardonnent pas aux huguenots d'avoir sacrifié leur patrie à leur conscience, demandent cette abrogation. En pleine guerre, dans un article intitulé *Les chauves-souris* (*Echo de Paris* du 26 août 1917), aussi dépourvu de preuves que plein d'allusions malveillantes pour un prétendu Suisse qui aurait invoqué, tantôt le bénéfice de cette loi, tantôt son droit de bourgeoisie en Suisse pour échapper à son devoir de Français, M. Frédéric Masson demandait qu'on en finisse avec l'article 2, du titre II de la Constitution de 1791. Déjà lors de la discussion de la loi du 26 juin 1889, sur la naturalisation, ce ne fut que grâce à l'intervention de MM. de Pressensé et Léon Say que cet article fut maintenu. Et il est de fait que pendant la guerre plus d'un descendant de Français l'a invoqué pour avoir l'honneur de verser son sang pour la patrie de ses pères. Que ceux qui réclament, preuves à l'appui, l'usage d'un *droit inaliénable*, soient tenu de fournir, outre les preuves, toutes les garanties que le législateur peut légalement exiger, rien de plus juste. Mais il n'est pas admissible que, sous prétexte d'empêcher des abus contre lesquels il est facile de se défendre, on touche à ce principe que, pour cause de religion, un souverain n'avait pas le droit de dépouiller ses sujets de leur nationalité.

N. WEISS.

Mémoires sur la guerre des Cévennes, par le colonel JEAN CAVALIER

Traduction avec introduction et notes historiques et documents inédits par FRANK PUAUX, ornée de la reproduction d'une carte ancienne du Théâtre de la guerre des Cévennes. Un vol. in-8°. Prix 8 fr. Payot, éditeur, 106, boul. Saint-Germain. Paris.

G. Lenôtre, à propos des *Mémoires de Cavalier* a écrit : « On s'étonne que tant de gens s'occupent à composer ou à tirer des romans d'aventures imaginaires en un pays comme le nôtre dont les annales fourmillent de si extraordinaires histoires ».

Le Temps, 6 août 1919.

Avis important.

Le Comité de La Société de l'Histoire du protestantisme français, désireux de réunir, dans sa bibliothèque, toutes les publications relatives à la guerre, d'orig. ne protestante française, adresse un appel pressant aux auteurs de livres, brochures, sermons de circonstance, compte rendu de services religieux, etc., pour qu'ils en fassent don à la Société et les envoient à M. N. Weiss, 54, rue des Saints-Pères, Paris.

Il n'est nul besoin d'insister sur l'importance d'une telle collection qui sera unique dans son genre et que, par la suite, consulteront utilement les historiens du protestantisme français.

Ce *Bulletin* est adressé gratuitement aux pasteurs de l'Eglise réformée. Il sera envoyé pendant une année à toute Eglise ou pasteur qui voudra bien adresser le montant d'une collecte à M. N. Weiss, secrétaire trésorier, 54, rue des Saints Pères (VII^e).

Bons de la Défense nationale

Les Bons de la Défense nationale offrent toutes les facilités pour effectuer un placement des plus rémunérateur, qui n'immobilise les capitaux engagés que pour peu de temps.

C'est un devoir absolu, pour tout Français ayant des disponibilités, de les employer à l'achat de ces titres ; il met ainsi ses économies au service du pays tout en se ménageant un intérêt très avantageux.

Voici à quel prix on peut les obtenir (inté-
rêt déduit)

PRIX NET DES BONS DE LA DEFENSE NATIONALE				
MONTANT DES BONS A l'échéance	SOMME A PAYER POUR AVOIR un Bon remboursable dans			
	1 mois	3 mois	6 mois	1 an
5 25	—	—	—	5 »
25	—	—	—	25 »

On trouve les Bons de la Défense nationale partout : agents du Trésor, percepteurs, bureaux de poste, agents de change, Banque de France et ses succursales, sociétés de crédit et leurs succursales, dans toutes les banques et chez les notaires.

Un jour viendra



Flacon-réclame
frco 16^{fr} 50.

Le flacon
frco 33 fr.

Parfum
à la mode

ARYS 3, Rue de la Paix, Paris.

HUILES - SAVONS

L'UNION

SIÈGE SOCIAL : 9, Place Vendôme, PARIS

Compagnie d'assurances sur

LA VIE

Entr. priv. assuj. au contrôle de l'État,
fondée en 1829

Fonds de garantie : 234 Millions

Rentes viagères payées annuellement :

6 Millions

M. C. L. DE MOUTIER 1110 ✱
Ancien Inspecteur des Finances,
Directeur.

M. Eug. LE SENNE, Direct.-Adjoint.

Compagnie d'assurances contre

L'INCENDIE

fondée en 1828

Capital social : 10 Millions

Réserves : 30.311 334

Sinistres payés depuis l'origine de
la Compagnie :

528 Millions

M. le baron G. CERISE, O. ✱
Ancien Inspecteur des Finances,
Directeur.

M. ALBY, ✱, Direct.-Adjoint.

Compagnie d'assurances contre

LE VOL ET LES ACCIDENTS

fondée en 1909

DÉTOURNEMENTS. — DÉGÂTS DES EAUX
BRIS D'S GLACES

Capital social : 10 Millions

M. le baron G. CERISE O. ✱
Anc. Inspect. des Finances, Direct.

M. ALBY, ✱, Direct. Adjoint.
M. A. PUTTIER, Direct.-Adjoint.
(Accidents).

CONSEIL D'ADMINISTRATION DES TROIS COMPAGNIES

MM.

MM.

Dervillé (Stéphane), G. O. ✱, Président de la Cie des chemins
de fer de P.-L.-M., Régent de la Banque de France, Adm.
de la Cie Univ. du Canal mar. de Suez, ancien Président
du Trib. de Commerce de la Seine, *Président*.

Mirabaud (Albert), de la Maison Mirabaud et Cie, Banquiers,
Administrateur de la Compagnie des Chemins de fer de
P.-L.-M. de la Banque Impériale Ottomane et de la
Compagnie Algérienne, *Vice-Président*.

Delaunay Belleville (Robert), ✱, Administrateur général de
la Soc. Anonyme des Etablissements Delaunay Belleville.

Jameson (Robert), ✱, de la maison Hottinuer et Cie, Ban-
quiers, Adm. n. trait. du Com. de l'Escompte de Paris.

Mallet (Lucas), de la maison Mallet Frères et C^{ie}, Banquiers.

Neufville (J. De), de la maison De Neufville et Cie, ban-
quiers.

de Peillerin de Latouche (G.), C. ✱, Président de la Cie Gé-
n. de l'Atlantique, Adm. de la Cie des Chemins de fer
de Paris à Lyon et à la Médit., de la Banque de l'Algérie.

Thurnessen (Auguste), Vice-Président de la Cie des
Chemins de fer des Landes.

Vernes (Félix), ✱, de la Maison Vernes et Cie, banquiers.
Administrateur de la Compagnie du Chemin de fer du
Nord et de la Banque Impériale Ottomane

ASTHMATIQUES ! LA POUDRE LOUIS LEGRAS

Instantanément les plus violents accès d'ASTHME,
TOUX des VIEILLES BRONCHITES, L'EMPHYSEME et
guérit progressivement. Résultats merveilleux.

Boîte : 2 fr. 65 dans toutes pharmacies ou expédiée
co. par poste contre mandat de 2 fr. 80 adressés
à M. LEGRAS, 4, rue des Lions, Paris 4^e.



ROUGE ET BLANC SUPÉRIEUR
AVANT TOUT ACHAT

CROIX HUGUENOTES ANCIENNES

Reproductions Fac-Similé

Recommandées comme cadeaux de toutes circonstances
pour Dames et Jeunes Filles (PENDENTIFS)
Messieurs et Jeunes Gens (BRELOQUETS)

I. CROIX DU LANGUEDOC

XVIII^e siècle avec col. bombée, h. 30^m/m poids 3 gr 5

Le plus beau spécimen connu.

OR. CONTRÔLE, jaune mat. 52 50

II. AUTRES CROIX ANCIENNES or contrôlé

1. Colombe bombée ou larme :

a) haut. 33^m/m poids 3 gr 7. 46 50

b) haut. 31^m/m poids 3 gr 5. 44 50

la même haut. 26^m/m. 38 50

c) haut. 29^m/m poids 3 gr. 42 50

2. Colombe plate, ailes larges, gravée

haut. 22^m/m poids 3 gr. 36 50

3. Colombe bombée ou larme :

a) haut. 22^m/m 37 50

b) haut. 18^m/m c. pl. ou l. 35 50

III. CROIX EN ARGENT

1. Croix du Queyras 17^e siècle :

Col. bombée ou larme, 30^m/m. 9 50

2. Croix Gênoise, Colombe bombée

ou larme, haut. 30^m/m. 10 50

les mêmes, haut. 26^m/m. 9 50

3 Croix Ancienne

a) c. bombée ou l., h. 22^m/m 9 50

b) col. pl. ou l., h. 18^m/m 8 50

IV. CROIX EN MAILLECHORT

patine vieux argent

1. Croix du Queyras 17^e siècle :

Col. bom. ou larme 30^m/m 4 50

CROIX-ÉPINGLES A CRAVATES

se font avec colombe plate ou larme, haut 12^m/m.

a) en or, éping. or. 35 50 | b) en arg. éping. arg. 10 50

COLLIER argent forçat. long. 45 cm. 6 50

(or forçat, long. 45 cm., poids 3 gr. 50 44 50

Taxe de Luxe au profit de l'Etat, 10%, sur les bijoux en or

SOCIÉTÉ DE L'HISTOIRE
du
Protestantisme Français

Reconnue d'utilité publique par Décret du 13 juillet 1870

Bulletin

PARAISANT TOUS LES TROIS MOIS

Études, Documents, Chronique littéraire

LXVIII^e ANNÉE

SEIZIÈME DE LA 5^e SÉRIE

Octobre-Décembre 1919



PARIS

Au Siège de la Société, 54, rue des Saints-Pères

LIBRAIRIE FISCHBACHER (Société anonyme)

33, rue de Seine, 33

1919



ÉTUDES HISTORIQUES.

- R. REUSS. — La Réforme à Strasbourg (1530-1536), troisième et dernier article suivi d'une Bibliographie 257

DOCUMENTS.

- A. LEROUX. — Souvenirs des deux Ducos, carrière de Daniel Ducos, transmise par J. Christophe Ducos à J. Daniel Ducos, (suite et fin.). 276
- JACQUES PANNIER. — Les temples de Nauroy, à propos d'une requête adressée en 1832, au Consistoire de Paris 290
- SÉANCES DU COMITÉ. — 17 juin, 21 octobre 1919. 305

CHRONIQUE LITTÉRAIRE ET COMPTE RENDUS CRITIQUES.

- E. RITTER. — Georges Goyau. Une Ville-Église, Genève, 1535-1907. 307
- TH. SCHOELL. — A propos du quatrième centenaire de la Réforme, numéro exceptionnel de la *Revue de Métaphysique et de Morale*. — T.-J. Krop, *Hugenootsche en Calvinistische Stemmen* et *Laatste Oorlogsklanken*. — H. de Vries, *Genève, pépinière du Calvinisme hollandais*. 315

CORRESPONDANCE.

- N. W. — Le deuxième centenaire de la fondation de l'Église réformée française de Fredericia. — La chasse à l'égoïsme, rectification. — La suppression du culte français à Friedrichsdorf. — Commémorations (Exposition biblique et 2^e centenaire de la naissance de Jean-Claude) 322
- E. RÉVEILLAUD. — Aux protestants cévenols. 326

NÉCROLOGIE.

- N. W. — MM. les pasteurs G. Granier et E. Rabaud. — MM. H. Heyer, I.-V. Loutschitsky, E. Saulnier, J.-W. Le-lièvre, Madame Frank Puaux 334

ILLUSTRATIONS.

- Vue du temple de Nauroy d'après une photographie*. 297

RÉDACTION ET ABONNEMENTS

Tout ce qui concerne la rédaction du *Bulletin* doit être adressé à M. N. WEISS, secrétaire de la Société, 54, rue des Saints-Pères, Paris (VII^e), qui rendra compte de tout ouvrage intéressant notre histoire, dont deux exemplaires seront déposés à cette adresse. Un seul exemplaire donne droit à une annonce sur cette couverture.

Le *Bulletin* paraît tous les deux mois, en cahiers in-8° de 96 pages avec illustrations. On ne s'abonne pas pour moins d'une année. Tous les abonnements datent du 1^{er} janvier et doivent être soldés à cette époque.

Prix de l'abonnement : 10 fr. pour la France, l'Alsace et la Lorraine ; — 12 fr. 50 pour l'étranger ; — 6 fr. pour les pasteurs, instituteurs, etc., de France et des colonies françaises ; 10 fr. pour les pasteurs de l'étranger. — Prix d'un numéro isolé de l'année courante et de la précédente, 2 fr. et pour les autres années, selon leur rareté.

La voie la plus économique et la plus simple pour le paiement des abonnements est l'envoi d'un mandat-carte au nom de M. Fischbacher, libraire, rue de Seine, 33, à Paris, ou de M. N. WEISS, secrétaire trésorier, 54, rue des Saints-Pères, Paris (VII^e), auquel doivent être envoyés les fonds et collectes.

Études Historiques

LA RÉFORME A STRASBOURG¹

(1530-1536)

VIII

Bucer dut renoncer à réaliser entièrement son idéal de discipline ecclésiastique et Strasbourg resta bien en arrière de ce que Calvin, plus tard, exigea de Genève. Le Conseil entendait garder un peu plus d'initiative, du moins encore à ce moment, et l'on trouve un curieux exemple de la disposition d'esprit de certains de ses membres dans le procès-verbal de la séance du 20 mars 1534. Le Conseil venait d'arrêter qu'on s'en tiendrait dorénavant à la confession d'Augsbourg et à la déclaration du Synode, faite le 4 mars précédent. Mais plusieurs des membres du Magistrat prennent alors la parole pour joindre à cette déclaration générale d'assez singuliers commentaires. Charles Mueg dit « qu'il ne veut pas être captif d'un texte, et croire et confesser, comme laïque, des choses qu'il ne comprend pas ». Blumenau proteste « qu'on parle trop, dans tout cela, du diable ». Pierre Sturm avoue « n'avoir pas d'opinion bien arrêtée sur certaines questions, mais il sait bien que les dissentiments et la véhémence des théologiens lui déplaisent² ». On voit percer là cette note de sagesse pratique et de modération qui caractérise les laïques de la première génération.

Les bourgeois, eux aussi, récalcitrent parfois quand on semble vouloir les priver de leurs distractions tradition-

1. Voy. *Bull.*, 1917, 221-236 et 1918, 249-280.

2. Brant. p. 231.

nelles. Il y avait autrefois, à certains jours de fête, des courses, avec distribution de prix, au quartier des maraîchers, au Marais-Vert. Les prédicateurs voudraient les abolir, comme dangereuses pour les bonnes mœurs, et le Magistrat ordonne en effet d'en exclure les jeunes filles. Mais la jeunesse masculine n'entend pas renoncer à ses plaisirs et l'autorité consent à la continuation de ces sports, à condition que tout s'y passe avec décence. De même aussi, défense d'abord de danser dans les rues; mais le Conseil finit par permettre les « danses en rond » (*rundtaenze*) « pourvu qu'on n'y chante point des chansons obscènes ¹ ».

Il est incontestable pourtant que le réformateur strasbourgeois, l'inspirateur de tant de nouveaux édits promulgués à la demande du Convent ecclésiastique par le Magistrat, obtint par sa vigilance et sa sévérité, des résultats très appréciables. La mendicité professionnelle, ce fléau des contrées catholiques, avec leurs couvents dispensateurs d'aumônes et leurs laïques croyant pouvoir racheter leurs péchés par leurs bonnes œuvres, fut énergiquement endiguée, sinon complètement abolie. Un arrêté de 1531 ordonne d'employer aux travaux des fortifications tout individu valide âgé de plus de vingt ans, surpris à mendier la première fois; à la récidive, il sera battu plus rudement et mis au pilori, et s'il a le malheur de se faire prendre une troisième fois, il sera noyé dans l'Ill; les enfants seront fustigés et, s'ils recommencent, mis au carcan². Les blasphémateurs qui prennent en vain le nom de Dieu et sa parole divine, qui jurent par le sang et les plaies du Christ, seront passibles de mort³. Les joueurs sont avertis que tous les jeux de cartes et de dés sont interdits entièrement le dimanche et qu'il est

1. Brant, p. 215. Assurément Calvin ne se serait pas contenté de ce compromis de 1533.

2. Brant, p. 198.

3. Edit contre les blasphémateurs, 1529 : Il est vrai que si l'accusé plaide qu'il n'a prononcé pareils blasphèmes qu'involontairement (*uss unbedacht oder bæser gewonheit*), n'est passible que d'une amende de cinq schellings, réduite à un schelling si le coupable n'a juré que par « les chers saints » de Dieu.

seulement permis de mettre un enjeu d'un ou de deux pfennigs par partie, les autres jours¹. Les buveurs incorrigibles sauront dorénavant que s'ils s'enivrent ouvertement ou en secret, il leur en coûtera trente schellings d'amende, sous quelque prétexte que se fassent ces libations. S'il rencontre un homme ivre dans la rue, chaque échevin, chaque membre du Magistrat aura le droit de le faire conduire en prison. Ceux des Conseils qui seraient trouvés en état d'ivresse auront à payer double amende. Les sanctions pénales contre l'adultère sont l'emprisonnement pendant quatre semaines au pain et à l'eau, l'exposition au carcan, en cas de récidive; finalement l'expulsion du territoire après un nouvel emprisonnement. Pour le cas où, graciés, les coupables seraient relaps, l'homme sera décapité, la femme noyée dans la rivière. Le crime de viol est également puni de mort; le séducteur d'une jeune fille sera mis en prison au pain et à l'eau, pendant dix semaines, et ne sera relâché qu'après s'être arrangé avec la famille de la victime pour un dédommagement pécuniaire, à moins qu'il ne veuille épouser; les entremetteuses professionnelles seront mises au pilori, puis expulsées de la ville; les mères qui vendraient leurs propres filles seront noyées.

Telles sont, à titre d'exemples, quelques-unes des dispositions de la grande *Constitution pénale* du 25 août 1529. Nous savons aussi par nos chroniqueurs du xvi^e et du xvii^e siècle (ces derniers surtout ne négligent jamais la chronique scandaleuse) que ces édits ne furent pas seulement promulgués mais appliqués²; que si l'ivrognerie, l'impudicité³, la passion du jeu ne furent

1. *Constitution und Satzung eines lobl. Raths wie das spielen, volltrinken, ehebruch... gestrafft werden soll, 1529, folio 2.*

2. En effet, les chroniqueurs du siècle suivant nous montrent, par des exemples assez fréquents, que si les vices étaient revenus s'installer à Strasbourg, on savait encore les punir avec une sévérité qui nous paraît bien grande. Je me permets de renvoyer pour ces exemples à mon livre *La justice criminelle et la police des mœurs à Strasbourg, au XVI^e et au XVII^e siècle* (Strasbourg, 1885, in-16).

3. Les maisons de tolérance, si nombreuses aux derniers siècles du moyen âge, furent déplacées d'abord par jordre du magistrat, sur la plainte

nullement supprimées, comme par un miracle, elles furent en diminution marquée pendant un demi-siècle. Il fallut les guerres incessantes et le relâchement des mœurs qui s'ensuivit pour les développer à nouveau dans la cité. On ne peut donc contester de bonne foi que la moralité publique de Strasbourg, de 1530 à 1590, est infiniment supérieure à celle des temps antérieurs et de l'époque suivante. Ce qui le prouve, mieux que de longues déductions, c'est le chiffre minimum des naissances illégitimes. Pour une époque qui n'avait pas encore inventé les procédés du néo-malthusianisme, c'est un argument péremptoire.

Nous possédons, en effet, des données très précises de la statistique urbaine officielle pour un assez grand nombre d'années des xvi^e et xvii^e siècles, et elles nous montrent la naissance *d'un* enfant naturel sur *quatre-vingts*, jusqu'à *cent cinquante* enfants légitimes¹. M. Janssen s'est donné la peine de rechercher dans les édits somptuaires et la législation criminelle du temps, dans les chroniques et les sermonnaires, une foule de citations pour établir, à l'usage des lecteurs convaincus d'avance, une baisse effrayante de la moralité publique dans les régions du Saint-Empire passées à l'hérésie. Il s'agirait d'abord d'établir qu'elles sont toutes également exactes et probantes. Il y en a qui sont des contes à dormir debout ou d'impudents mensonges, inventés par les transfuges de la Réforme. Surtout il faudrait tenir compte du simple fait qu'un sens moral plus développé remarque bien davantage et note désormais, comme déplorables, certaines défaillances individuelles, beaucoup plus fréquentes peut-être aux siècles du moyen âge, mais que personne ne songeait à noter alors, tant elles étaient habituelles et banales.

des bourgeois voisins, et bien que certains conseillers ne fussent pas absolument persuadés de l'efficacité de la mesure (*man muss dennoch die welt ein wenig welt sein lassen*, disait l'un d'eux à la séance du 20 juin 1534), elles furent finalement supprimées et le restèrent jusqu'à la fin de l'autonomie de la république.

1. Rod. Reuss, *La justice criminelle*, etc., p. 191-194.

IX

Mais il est un point surtout dans l'œuvre de la Réforme à Strasbourg qui mérite d'attirer plus particulièrement l'attention sympathique de l'historien : c'est ce qu'elle a fait pour le développement de l'instruction publique, dans la mesure des moyens matériels mis à la disposition des organisateurs. Il est vrai qu'en entreprenant cette œuvre de lumière elle ne faisait que mettre en pratique l'appel énergique que Luther avait adressé *aux bourgmestres et conseillers de ville allemands* (1524)¹; mais il n'est pas moins vrai que peu de cités du Saint Empire ont fait autant pour répandre sur leurs territoires plus de savoir classique et plus de piété chrétienne².

Strasbourg avait eu, dès la fin du xiv^e siècle, des écoles populaires dirigées par des moines. On en compte une demi-douzaine, où des laïques enseignent déjà, vers la fin du siècle suivant, et la génération strasbourgeoise qui vit les débuts de la Réforme comptait beaucoup de laïques de la petite bourgeoisie qui savaient lire et lurent avidement les brochures du réformateur de Wittemberg et les versions allemandes des Saintes Ecritures. Pourtant les débuts de la Réforme furent plutôt nuisibles à l'instruction publique, car la plupart des écoles latines qui étaient entretenues à Strasbourg par les Chapitres, et certaines des écoles allemandes dépendant des couvents furent fermées peu à peu et il ne resta qu'un petit nombre d'établissements particuliers pour l'instruction de la

1. On peut rappeler ici les études de deux théologiens alsaciens, Adolphe Schaeffer et Jean Bruestlein, sur la question, toutes deux couronnées, l'une en français due au premier (*De l'influence de Luther sur l'éducation du peuple*, Strasbourg, 1853, in-8); l'autre en allemand au second (*Luther's Einfluss auf das Volksschulwesen und des Religions-Unterricht*), qui a paru dans les *Beitraege zu den theologischen Wissenschaften*, de Reuss et Cunitz, en 1852.

2. Les faits groupés dans les pages qui suivent ne sont qu'un résumé des intéressants travaux de mon regretté ami et collègue, M. Charles Engel, professeur au gymnase protestant, *Les commencements de l'instruction primaire à Strasbourg au moyen âge et dans la première moitié du seizième siècle* (Paris et Strasbourg, 1889, in-8) et *Das Schulwesen in Strassburg vor der Gründung des protestantischen Gymnasiums*, 1538 (Strassburg, 1886, 1 vol. in-4).

jeunesse. Bucer et ses collègues se rendirent fort bien compte du danger que cette situation faisait courir aux progrès de la Réforme, et le 5 septembre 1524 ils présentaient au Magistrat une supplique, demandant la réorganisation des quatre écoles latines et l'établissement de dix écoles de garçons et de dix écoles de filles, qui pourraient être entretenues avec les revenus des couvents de femmes « d'une utilité médiocre ». Mais les Conseils avaient alors d'autres soucis, plus immédiats; ce n'est qu'en 1528 qu'ils se décidèrent à créer la commission permanente des « scholarques » (*Schulherren*) qui serait composée d'un stettmeister, d'un ammeister et d'un membre du conseil des Treize. Les trois personnages désignés, Jacques Sturm, Nicolas Kniebs et Jacques Meyer, furent les vrais créateurs de l'instruction publique à Strasbourg, car ils restèrent en fonctions pendant de longues années et s'occupèrent de leur tâche difficile avec un dévouement absolu. Il leur fallut beaucoup de temps pour trouver les locaux nécessaires, beaucoup de diplomatie et d'éloquence pour arracher à leurs collègues les fonds nécessaires encore; des négociations, parfois avortées, durent être faites pour recruter un personnel en qui l'on pût avoir confiance. C'est en 1534 seulement qu'ils purent soumettre au Magistrat un projet d'organisation que celui-ci se hâta d'adopter¹; voici les principaux articles de ce statut organique : Nul ne peut tenir école sans déclaration préalable aux scholarques et sans leur autorisation. — Les garçons et les filles seront instruits séparément, mais les garçons et les filles âgés de moins de huit ans pourront fréquenter l'école de leurs frères et sœurs. Le prix de l'écolage est fixé à dix-sept deniers par trimestre². Le maître d'école est autorisé à accepter des

1. *Ordnung der leermeister zu Strassburg, 1534*, dans l'appendice de Ch. Engel, *Schulwesen*, p. 63-64.

2. Si, comme le dit M. l'abbé Hanauer, dans ses tableaux si précieux sur les monnaies alsaciennes et leurs variations à travers les siècles, le *pfennig* ou denier strasbourgeois valait en 1535, 0 fr. 04 (*Études économiques sur l'Alsace ancienne et moderne*, 1876, t. I, p. 497), on voit combien modeste était cet écolage, en admettant même que l'année scolaire comptât quatre trimestres.

dons volontaires. — Il n'enseignera pas seulement la lecture et l'écriture, mais aussi les préceptes de la religion. — Il veillera à la propreté personnelle des enfants et à leur discipline dans les rues. — Ses punitions seront exemptes de brutalité et uniquement inspirées par le désir de rendre les enfants meilleurs. — Pour bien remplir ses fonctions le maître d'école devra renoncer à toute autre occupation et ne jamais se faire remplacer par sa femme ou sa fille. — Il ne pourra sortir de la ville pour plus d'une nuit sans l'autorisation du Magistrat. — S'il commet quelque acte méritant punition, il est justiciable des scholarques¹.

C'est déjà, comme on voit, l'instruction obligatoire surveillée par l'État, car les écoles sont désormais publiques et non plus privées et les scholarques tiennent, à partir d'avril 1535, des procès verbaux détaillés qui nous montrent le sérieux de leur contrôle. M. Engel en a tiré d'intéressantes données sur le nombre des écoliers et la valeur professionnelle et morale des instituteurs. Au début, il y avait 6 écoles de garçons, avec 304 élèves; 2 écoles de filles, avec 126 élèves; et dans les 2 écoles latines 220 élèves. Si l'on ajoute encore quelques douzaines d'écoliers des deux sexes dans des écoles plus ou moins clandestines (*Winkelschulen*) tenues, paraît-il, par des sectaires, cela fait un total d'environ 700 élèves, ce qui n'est pas beaucoup pour une population de plus de 20 000 âmes². Évidemment, la jeunesse féminine faisait encore, en majeure partie, l'école buissonnière. Aussi les scholarques insistaient, en juillet 1535, sur la création de quatre nouvelles écoles de filles et quatre écoles de garçons³, mais ils ne purent l'obtenir, faute d'argent⁴.

En 1545, la *scolarité* de la jeunesse semble être en progression. On compte dans les 7 écoles primaires de garçons

1. L'école devait s'ouvrir en hiver, à 7 heures du matin, en été à 6 heures et durer jusqu'à 11 heures. Elle reprenait en tout temps de midi à 4 heures (Engel, *Commencements*, p. 24).

2. Engel, *op. cit.*

3. Engel, *op. cit.*, p. 16.

4. *Id.*, *ibid.*, p. 21.

442 élèves; nous n'avons point de chiffres pour les écoles de filles, mais le nouveau gymnase, ouvert en 1538, compte déjà 624 élèves¹.

Malheureusement la crise politique et religieuse de l'Interim en 1548, la démission du scholarque Kniebs en 1551, la mort de Hédion qui, pendant vingt-quatre ans, avait été le fidèle *visiteur* des écoles, survenue en 1552, et surtout celle de Jacques Sturm en 1553, portèrent un rude coup à l'instruction primaire. Dans les sept écoles publiques devenues paroissiales (c'est-à-dire rattachées aux sept églises paroissiales restées aux protestants), l'on ne compte plus, filles et garçons, que 512 élèves².

Vers 1530, il n'y avait, en fait d'enseignement secondaire, que les deux écoles latines de Brunfels et de Sapidus, mentionnées dans un paragraphe précédent³. En fait d'enseignement supérieur, il y avait quelques cours faits par des théologiens et d'autres savants, soit au couvent des Dominicains, soit dans les bâtiments du Chapitre de Saint-Thomas. C'était là une grave lacune et les scholarques s'efforçaient depuis longtemps de la combler. Ils y parvinrent en 1537 en s'abouchant avec un humaniste déjà célèbre, Jean Sturm, né à Sleiden en 1507, et qui professait à Paris depuis 1529⁴. Les persécutions religieuses inaugurées par François I^{er} lui ayant rendu le séjour en France impossible, il accepta la proposition que lui fit Bucer de venir conférer avec lui sur l'établissement d'une grande École latine et arrivait à Strasbourg en janvier 1537. Après avoir visité avec soin les écoles latines existantes dans la ville, et s'être rendu compte des besoins locaux, le 5 décembre 1537, il soumit aux scholarques un projet détaillé visant leur fusion en un seul établissement modèle, avec un programme d'enseignement classique complet⁵; ce plan fut adopté par eux

1. Engel, *Commencements*, p. 35.

2. Engel, *Commencements*, p. 42.

3. Voy. p. 55.

4. Pour l'ensemble de la carrière de Sturm, on peut encore toujours renvoyer à l'excellente biographie de Charles Schmidt, *La vie et les travaux de Jean Sturm* (Strasbourg, 1885, in-8°).

5. *Ratschläg J. Sturms an die Schulherren*, chez Engel, *Schulwesen*, p. 67-70.

en février 1538. Lui-même fut désigné comme premier recteur de la Haute-École au mois de juin, et il mit tant de talent pratique et de zèle à son organisation qu'elle put s'ouvrir dans un local provisoire, dès octobre 1538; puis on inaugura, à Pâques 1539, les locaux que le Gymnase protestant occupe encore aujourd'hui. Cette inauguration se fit — trait caractéristique et durable de l'Ecole! — par la représentation d'un drame latin, composé par Sapidus, *Lazare ressuscité*¹.

Le nouveau gymnase (*Schola Argentinensis*) devint bientôt célèbre par toute l'Europe protestante, grâce aux savants écrits et au génie pédagogique de son premier recteur; il vit affluer dans ses dix classes une foule d'étrangers, venus de loin, et la presque totalité de la jeune bourgeoisie de Strasbourg. Cette création, qui fut l'œuvre commune de Jacques et de Jean Sturm et de Bucer, aidés des pouvoirs publics, couronna dignement l'œuvre scolaire de la Réforme strasbourgeoise et c'est à bon droit que le Dr Géréon Sailer, célèbre médecin d'Augsbourg, écrivait au landgrave Philippe de Hesse, après un voyage dans notre ville : « Si Bucer n'avait rien fait de bon durant toute sa vie que de travailler à l'érection de cette École, ce serait une œuvre splendide et plaisante aux yeux de Dieu, car jamais il ne m'a été donné de voir œuvre pareille »²! C'est qu'en effet, la Haute-École ne garantissait pas seulement le présent intellectuel et moral de Strasbourg protestant; elle préparait l'avenir, en groupant dans ses classes supérieures les cours scientifiques d'où devaient sortir en leur temps l'Académie de 1566 et l'Université de plein exercice, inaugurée en 1621³.

X

Le 30 novembre 1532, Bucer, Hédion, Capiton et Zell présentaient une supplique au Conseil, le priant de re-

1. Engel, *Schulwesen*, p. 61.

2. A. Erichson, *Martin Butzer*, p. 24.

3. Ch. Engel, *L'Ecole latine et l'ancienne Académie de Strasbourg* (1538-1621). Strasbourg, 1900, in-18.

médier à certaines déficiences de l'Église et lui soumettant une série de propositions délibérées en commun avec les administrateurs laïques (*Kirchenpfleger*) des paroisses. Le magistrat décida de former une commission spéciale qui examinerait ces propositions du Convent ecclésiastique¹. Cet examen aboutit à l'acceptation de la convocation d'un Synode (24 mai 1533²) et, le 4 juin suivant, Jacques Sturm et les autres délégués présentaient à leurs collègues un rapport détaillé sur les discussions et les décisions de cette assemblée, relatives à différentes questions de doctrine et de discipline ecclésiastique³. Un des traits les plus caractéristiques des séances fut la censure très franche et réciproque exercée par les membres ecclésiastiques à l'égard les uns des autres, censure qui fournit quelques détails piquants sur les coryphées de la Réforme strasbourgeoise⁴. Il résulta de ces discussions une nouvelle confession de foi en seize articles qui sera dorénavant la norme de la foi pour tous les citoyens de la République et que devront souscrire tous les serviteurs de la parole de Dieu avant d'entrer en fonctions⁵. Elle fut acceptée par le Sénat et, à la date du 3 mars 1534, il déclarait solennellement « qu'à l'avenir aucune doctrine contraire à la confession d'Augsbourg ne serait tolérée en cette ville⁶ ». Comme cependant il avait été impossible de terminer toutes les discussions au sujet d'une révision plus complète des Constitutions ecclésiastiques, les délibérations continuèrent au sein des Conseils jusqu'en juin 1534 et l'on

1. Brant, p. 210.

2. Brant, p. 212.

3. Brant, p. 213-215. Vingt-quatre pasteurs de la campagne étaient venus se joindre aux pasteurs de la ville (Brant, p. 223).

4. Brant, p. 222-223. On reproche à Capiton d'avoir des dettes, à Schwartz d'être trop bon enfant (*zu viel gesellig*), à Zell de trop prolonger ses sermons, à Firn de ne pas assister aux séances du Convent et de trop se promener, etc.

5. Roehrich a donné le texte complet de ce document dans son *Histoire de la Réforme en Alsace*, t. II, p. 263-268.

6. Roehrich, *Reformation*, t. II, p. 144. Il est vrai que le Magistrat parlait de « notre Confession d'Augsbourg », ce qui s'appliquait également à la Tétrapolitaine.

y arrêta, au milieu de débats de moindre importance¹ toute une série de règlements sur la discipline des mœurs, sur l'élection des pasteurs et des diacres, sur la visitation des paroisses de campagne, contre les diseuses de bonne aventure, etc.².

En même temps se continuaient au dehors, sous la menace des crises politiques apparaissant à l'horizon, d'autres discussions théologiques ayant pour but d'amener un accord plus parfait entre les alliés de Smalkalde, sur cette épineuse question de la Sainte Cène qui ne cessait de troubler et d'enflammer les esprits. Bucer, poussé par le désir très vif et très sincère d'une conciliation complète, se résignait à sacrifier en partie ses propres opinions d'autrefois et s'ingéniait à trouver des formules assez « luthériennes » pour plaire aux docteurs de Wittemberg, assez souples aussi pour ne pas démentir trop catégoriquement les doctrines enseignées récemment encore à Strasbourg. Comme il était « un fanatique de l'union » — c'est ainsi que l'appelait une pieuse contemporaine — aucun sacrifice ne lui paraissait trop dur pour la réaliser³. Alors que Zell et Hédion ses collègues, d'esprit moins compliqué, et préoccupés surtout de christianisme pratique, assistaient avec une certaine indifférence, et plutôt attristés⁴, à ces pénibles exercices de spéculation dogmatique, d'autres de ses amis — comme les prédicateurs de Constance — se séparaient de lui, estimant qu'en forgeant ainsi, sans cesse,

1. Nous voyons Bucer, par exemple, protester acrimonieusement (*sehr geschrien*) dans un sermon contre les meuniers dont les charrettes passent devant son église et font tant de bruit que ses ouailles ne peuvent le comprendre. On leur défend de passer désormais dans les rues aux heures du culte (Brant, p. 237).

2. Brant, p. 233-239, 244, 246, 250-251.

3. Nous n'entrons dans aucun détail sur ces longues et pénibles discussions. Il faut pourtant les mentionner ici, parce qu'elles marquent bien nettement la fin du mouvement de la Réforme à Strasbourg.

4. Roehrich, *Reformation*, II, p. 152. Aussi Bucer, dans sa correspondance avec Blaurer, se plaignait de ce que Zell, si influent sur l'opinion populaire, ne secondât pas ses efforts. D'autres, et non des moindres, partageaient pourtant l'impression du prédicateur de Saint-Laurent. On raconte que Jacques Sturm, écœuré de toutes ces discussions alambiquées sur la Sainte-Cène, refusa d'assister à la communion des fidèles, plusieurs années durant. (Roehrich, *Mittheilungen*, III, p. 133.)

de nouvelles formules obscures, il forgeait en réalité des chaînes nouvelles à la liberté de la pensée religieuse¹.

En effet, l'adhésion à la *Concorde de Wittemberg* ne devenait possible que par de nouvelles concessions de la part des théologiens strasbourgeois sur le sens *littéral* des paroles de la Cène, relatives à la manducation du corps et du sang du Christ, même par les incrédules, et les forçait à des commentaires incompréhensibles aux simples fidèles. Cette *formule de concorde* qui fut en réalité une *formule de discorde*, amenant la rupture définitive entre luthériens d'Allemagne et réformés de Suisse, fut signée en mai 1536. Dès le 24 juin le Convent ecclésiastique demandait au Magistrat de la communiquer à leurs paroissiens comme norme future de la foi; mais les Conseils refusèrent d'abord parce qu'ils nourrissaient encore l'espoir de voir leurs alliés des Cantons suisses adhérer à un compromis quelconque². Le rapport officiel de Bucer et Capiton déclarait que les délégués des divers États, délibérant à Wittemberg « avaient trouvé, qu'au fond, ils étaient tous d'accord³ ». Lorsqu'ils revinrent à la charge, le 15 juillet, le Sénat fut encore une fois d'avis qu'il n'était pas indiqué de promulguer la Formule de Concorde du haut des chaires, avant d'avoir reçu une réponse catégorique des *Eidgenossen*, car si ceux-ci l'acceptaient également, « ce serait chose d'autant plus utile et consolante à faire savoir aux fidèles, dans l'écrit qu'ils (les pasteurs) avaient dressé pour la notifier aux fidèles, en paroles nettes et raisonnables⁴ ».

L'adhésion, qu'on espérait de la sorte *in extremis*, n'arrivant pas, le Magistrat finit par donner son assentiment solennel à la confession de foi nouvelle, qui devait engendrer à son tour tant de querelles, à la date du 15 janvier 1537⁵. La tradition raconte que Bucer et Capiton avaient versé des larmes de joie, en signant la for-

1. Anrich, *op. cit.*, p. 59.

2. Brant, p. 357.

3. Brant, p. 258 : « *Haetten befunden dass sie im grund eins gewesen* ».

4. Brant, p. 259.

5. Roehrich, *op. cit.*, III, p. 163.

mule de Concorde¹; on a fait remarquer, fort justement, qu'il n'y avait pas de quoi se tant réjouir. Si l'on doit les excuser d'avoir sacrifié beaucoup au désir de se réconcilier avec Luther, si l'on peut même trouver, avec certains, quelque grandeur à ce sacrifice, puisqu'il était nécessaire pour atteindre le but, il n'en est pas moins vrai que c'est une lourde faute qui pèse sur la mémoire du réformateur de Wittemberg. En l'exigeant pour qu'il consentît à reconnaître les Strasbourgeois comme des frères, il les forçait à rompre avec ceux qui avaient été jusque là leurs compagnons d'armes spirituels et leurs alliés politiques².

A partir de cette rupture définitive avec les réformés suisses et depuis cette rentrée dans le giron de l'orthodoxie saxonne, on peut dire que, tout au moins sur le terrain doctrinal, l'impulsion réformiste s'arrête dans la ville libre, la sève vivifiante de l'esprit nouveau semble épuisée. Pendant une série d'années encore, la présence et l'activité soutenue des chefs initiateurs, politiques et théologiens, maintient l'état des choses et empêche le recul, qui déjà se prépare. Mais bientôt ils commencent à disparaître, l'un après l'autre. Capiton est emporté par la terrible peste de 1541; quelques années plus tard, c'est Mathieu Zell qui s'en va au milieu de la crise de la guerre de Smalkalde, en janvier 1548, tourmenté par la perspective d'un avenir bien sombre pour l'Église qu'il a vu naître et dont il fut le premier conducteur spirituel. Bucer, qui prononça l'oraison funèbre du vieux « maître Mathis » devant trois mille fidèles réunis autour de sa tombe au cimetière de Saint-Urbain, quittait lui-même Strasbourg au mois d'avril, ayant refusé courageusement de reconnaître l'*Intérim* imposé à la république par Charles-Quint vainqueur; il partait pour l'exil d'Angleterre, où il expirait en février 1551, assez à temps pour que son cadavre seul fût brûlé par ordre de Marie la San-

1. Roehrich, *op. cit.*, III, p. 156.

2. Anrich, *op. cit.*, p. 62.

glante, au moment de la réaction catholique qui suivit le règne d'Édouard VI. Hédion fermait les yeux, pieusement veillé par sa vieille amie, Catherine Zell, en octobre 1552¹. Enfin, le plus grand des hommes d'État de la petite république, celui qui maintenait encore les traditions de l'âge héroïque de la Réforme, contre les tendances réactionnaires des Marbach et des Rabus, coryphées de l'intransigeance luthérienne, Jacques Sturm mourait, sans laisser d'héritiers de sa largeur d'esprit et de ses talents politiques, le 30 octobre 1553. De tous les hommes éminents qui avaient illustré le Strasbourg protestant de 1518 à 1550, un seul restait debout; c'était Jean Sturm, son homonyme, le créateur de la Haute-École, le premier recteur de la future Académie, qui devait consumer le meilleur de ses forces dans une lutte opiniâtre et finalement sans issue contre cette réaction dont il fut la plus illustre victime. Il vécut assez longtemps pour assister au triomphe complet de l'esprit d'étroitesse confessionnelle qui s'installe dans les conseils ecclésiastiques et dans ceux de la république et ne cesse de dominer dans l'Église d'Alsace que dans les dernières décades qui précéderent la Révolution².

Bibliographie

C'est peut-être rendre service à ceux de nos lecteurs qui voudraient étudier plus en détail, et par eux-mêmes, le sujet dont nous n'avons pu donner ici qu'une esquisse sommaire, que de

1. Elle même est morte en 1562, traitée d'hérétique par le clergé officiel de sa ville natale, et si le bon vieux Conrad Hubert, ex-vicaire de Bucer, dédaignant les censures de ses confrères orthodoxes, n'avait pas pris la parole à ses obsèques, cette femme chrétienne, l'honneur de la Réforme strasbourgeoise, n'aurait trouvé personne pour parler sur sa tombe!

2. Jean Sturm, épave des temps plus heureux (il avait créé la Haute École dix ans avant que le principal adversaire de ses vieux jours, Pappus, fût né), ne mourut qu'en 1589. Tout récemment un savant de mérite, mais de convictions religieuses ultra-conservatrices, M. Walter Sohm, a essayé de reviser le procès intenté pendant trois siècles et plus, entre le recteur de l'Académie et le président du Convent ecclésiastique et jugé généralement en faveur du premier (*Die Schule Johann Sturm's und die Kirche Strassburgs in ihrem gegenseitigen Verhaeltniss, 1530-1581*. Munich et Berlin, 1912, in-8.) Malgré tout le talent qu'y a mis l'auteur, je crains bien que son plaidoyer ne paraisse topique qu'à des lecteurs persuadés d'avance de l'infailibilité de l'orthodoxie luthérienne.

joindre à ces pages une courte notice bibliographique pour les orienter. En effet, si la littérature afférente est riche, elle est de valeur très diverse et les travailleurs pressés tout au moins voudraient être dispensés de parcourir des travaux ne contenant que des redites et sans aucune valeur scientifique¹.

Le plus ancien des travaux spéciaux sur la Réforme à Strasbourg et le moins connu — jusqu'à ce jour il est resté inédit — est un mémoire juridique d'un des avocats de la République, Frédéric-Jean Schmidt; il a été composé à l'occasion des querelles amenées par l'Édit de restitution, en 1628². C'est un exposé assez sec des actes officiels, sans couleur et sans vie, écrit dans le style lourd et semi-latin des chancelleries de l'époque, et il n'est guère probable qu'il soit exhumé jamais de l'oubli où il repose depuis bientôt trois siècles.

Pendant longtemps — et encore aujourd'hui nul ouvrage ne l'a remplacé comme tableau d'ensemble — le travail le plus remarquable sur l'histoire de la réforme strasbourgeoise fut celui que Timothée-Guillaume Roehrich, alors jeune pasteur de campagne à Fürdenheim, publia, de 1830 à 1832, d'après des sources presque toutes inédites encore, qu'il avait recueillies avec un zèle infatigable et utilisées avec beaucoup de sens critique³. Nommé plus tard à l'une des paroisses de la ville, Roehrich a continué à en exploiter avec fruit les bibliothèques et les archives; il a réuni la plupart de ses études et mémoires isolés, publiés dans des recueils divers, dans ses *Contributions à l'histoire de l'Église évangélique d'Alsace*⁴, parues à Strasbourg, en 1855, et qui remplissent trois volumes, sans comprendre pourtant absolument tout ce que l'auteur a écrit sur l'histoire religieuse de sa ville natale.

Presque au même moment, André Jung, plus tard professeur au Séminaire protestant et à la faculté de théologie, et bibliothécaire de la Ville et du Séminaire, mais alors simple « pédagogue » ou directeur de l'Internat théologique de Saint-Guillaume, publiait le premier volume d'un ouvrage sur la *Réforme*

1. Dans le supplément de l'*Encyclopédie des sciences religieuses* de F. Lichtenberger (t. XII, p. 990-994), Alfred Erichson avait déjà esquissé une bibliographie pareille sous la rubrique *Strasbourg*. Mais elle s'arrêtait forcément en 1880, et, depuis, de nombreux et importants travaux ont été publiés.

2. Fried. Joh. Schmidt, *Stadtadvokat, Summarischer Bericht und Erziehung woss von dem Jahr 1518 biss auff gegenwertige Zeit wegen abschaffung des bapstums und sonst der religion halben in der stadt Strassburg denckwürdiges vorgeloffen, 1628*. Un exemplaire de ce manuscrit de 142 feuillets in-folio, se trouve à la Bibliothèque municipale de Strasbourg.

3. *Geschichte der Reformation im Elsass und besonders in Strassburg* Strasbourg, Heitz, 4 vol. in-12.

4. *Mittheilungen aus der Geschichte der evangelischen Kirche des Elsasses* Strassburg, Treuttel u. Würtz, 1855, 3 vol. in-8.

de l'*Église de Strasbourg*¹, qui devait en comprendre une série d'autres. Malheureusement les triples fonctions auxquelles il fut appelé bientôt après empêchèrent le savant conservateur de nos bibliothèques de les rédiger et de les mettre au jour. Plus récemment, en s'aidant de quelques documents nouveaux, feu le pasteur Jules Rathgeber a traité d'une façon plus populaire, à l'usage d'un public protestant, l'*Histoire de la Réformation à Strasbourg*², puis l'*Histoire générale de la Réformation en Alsace*³.

On ne consultera qu'avec une méfiance critique toujours en éveil les ouvrages du vicomte Théodore de Bussierre⁴ car la science douteuse de cet ex-diplomate converti et sa haine bien constatée pour l'hérésie ne permettent guère de le classer parmi les historiens impartiaux et sérieux.

Le travail le plus approfondi et le mieux documenté sur le rôle joué par le Magistrat de Strasbourg dans la grande crise religieuse est dû à un jeune savant enlevé à la fleur de l'âge, Adolphe Baum, le fils du savant professeur, l'un des éditeurs des *Opéra Calvini*; œuvre posthume, il témoigne de recherches persévérantes dans les archives locales et d'un véritable esprit critique⁵.

Les biographies, détaillées ou plus sommaires, relatives aux hommes ayant joué un rôle au cours de la Réforme strasbourgeoise, sont nombreuses et beaucoup ont une haute valeur scientifique. Impossible de les énumérer toutes; je me bornerai à citer l'ouvrage de M. le chanoine Dacheux sur *Geiler*⁶; les deux volumes consacrés par M. Charles Schmidt au grand prédicateur, à Wimpheling, à Brant et à leurs disciples moins connus⁷; la biographie de *Capiton et Bucer*, écrite par M. J.-G. Baum⁸; celle de *Bucer* que vient de publier M. Anrich⁹, celle de *Mathieu Zell*, rédigée par Alfred Erichson¹⁰, auquel nous devons tant d'autres

1. *Geschichte der Reformation der Kirche Strassburgs*, I. (Strassb., Levraut, 1830, in-8). Ce tome I va jusqu'en 1524.

2. *Strassburg im sechzehnten Jahrhundert (1500-1598). Reformationsgeschichte der Stadt Strassburg, dem evangelischen Volke erzahlt* (Stuttgart, 1871, in-8).

3. *Elsaessische Reformationsgeschichte* (Strassb., Schmidt, 1885, in-8).

4. *Histoire de l'établissement du protestantisme à Strasbourg et en Alsace* (Paris, Vatin, 1836, 1 vol. in-8). *Histoire du développement du protestantisme à Strasbourg et en Alsace, 1529-1604*. (Strasbourg, Leroux, 1859, 2 vol. in-8.)

5. Ad. Baum, *Magistrat und Reformation in Strassburg bis 1529*. (Strassb., Heitz, 1887, in-8.)

6. L. Dacheux, *Un réformateur catholique, Jean Geiler de Kaysersberg*. Paris, Delagrave, 1876, in-8.

7. Ch. Schmidt, *Histoire littéraire de l'Alsace à la fin du XV^e et au commencement du XVI^e siècle*. Paris, Sandoz et Fischbacher, 1879, 2 vol. in-8.

8. J.-W. Baum, *Capito und Rutzler, Strassburgs Reformatoren*, Elberfeld, 1860, 1 vol. in-8.

9. Gust. Anrich, *Martin Bucer* (Strassb., Trübner, 1914, in-4).

10. G. Erichson, *Mathaeus Zell der erste elsassische Reformator*, etc. (Strassburg, Heitz, 1878, in-16).

plaquettes érudites et consciencieuses sur la Réforme alsacienne que je ne saurais énumérer toutes ici. Il y aurait lieu de mentionner aussi, parmi les nombreuses thèses académiques de la faculté de théologie de Strasbourg, quelques-unes des plus intéressantes sur la matière, encore que ce ne soient que des travaux de débutants¹. Autant que les biographies des hommes, il y aurait lieu de consulter aussi celles des Églises. Il n'est pas une des paroisses protestantes de Strasbourg qui n'ait trouvé, au cours du XIX^e siècle et au début du XX^e, un historien, plus ou moins érudit mais toujours consciencieux, pour retracer ses origines, et l'on peut glaner dans la plupart quelques détails intéressants sur l'époque de la Réforme². Pour l'histoire des sectaires qui pullulaient alors dans la ville libre, on peut consulter (outre la monographie de T.-G. Roehrich sur les Anabaptistes³, qui n'a pas été recueillie dans ses *Contributions*), le travail méritoire de M. Camille Gerbert⁴.

À côté des travaux mentionnés jusqu'ici et dont j'aurais pu allonger encore la liste, même en négligeant le médiocre et le mauvais, il vient s'en placer une série d'autres, tous d'origine plus récente, qui mettent plus directement les matériaux nécessaires à la disposition des historiens. Les documents que nos devanciers, moins fortunés, devaient déterrer dans la poussière des archives et des bibliothèques, sont mis au jour, depuis un demi-siècle, avec une activité croissante par de nombreux érudits. D'une part, presque toutes les chroniques strasbourgeoises du temps (ou du moins les fragments qui en avaient été sauvés avant le bombardement de Strasbourg en 1870 et l'incendie de ses bibliothèques) ont été publiées par les soins de la *Société pour la Conservation des Monuments historiques d'Alsace* ou par des particuliers⁵, fournissant, avec plus ou moins de détails, la

1. Nommons seulement celles de Ch. Hoffet sur *Capiton* (1850); de Gust. Roehrich, sur *Jean Denck* (1833); d'Aug. Liebrich, sur *Nicolas Gerbel* (1857); de Ch. Spindler, sur *Hédion* (1864); de J. Walther, sur *Mathieu et Catherine Zell* (1864).

2. On trouvera la mention de ces nombreuses monographies que je ne saurais énumérer ici, dans l'introduction que j'ai mise en tête de la plus récente et de la plus importante d'entre elles, celle du vénéré doyen d'âge du clergé protestant d'Alsace, mon ami, M. Théodore Gérold (*Geschichte der Kirche St-Niklaus in Strassburg*. (Strassb. Heitz, 1904, fol. av. gravures.)

3. T.-W. Roehrich, *Zur Geschichte der Strassburger Widertaeufer* (1527-1543), dans la *Zeitschrift für historische Theologie*, d'Illgen (Leipzig, 1860).

4. C. Gerbert, *Geschichte des Strassburger Sektenwesens zur Zeit der Reformation, 1524-1534* (Strassb., Heitz, 1889, in-8).

5. C'est dans le *Bulletin de la Société des Monuments historiques* que M. le chanoine L. Dacheux a publié d'abord (puis en tirage à part) les débris des *Chroniques de Sébald Buheler* (1887), de *Trauseh*, de *Wencker* (1892) et de nombreux fragments anonymes (1894); MM. Aloyse Meister et Ruppel, la *Chronique de Saladin*, retrouvée à Munich (1909), et moi-même la *Chronique*

trame du récit traditionnel de la Réforme strasbourgeoise. Elles se ressemblent souvent à tel point qu'il est évident, à la simple lecture, qu'elles se sont copiées les unes les autres ou qu'elles ont puisé à une source commune¹. Infiniment plus importants que ces textes et fragments de chroniques sont les extraits pris au XVIII^e siècle par Jacques Wencker, archiviste de la ville libre, dans les procès-verbaux officiels des Conseils de la république. Les procès-verbaux eux-mêmes de cette période ont disparu depuis longtemps, sans doute à l'époque de la Révolution, et ces copieux extraits en sont devenus d'autant plus précieux. On s'était habitué jadis, par suite d'une attribution superficielle, à les désigner sous le nom d'*Annales de Brant*, bien que le célèbre syndic n'y fût pour rien, et c'est sous ce nom qu'ils avaient été cités par Roehrich, Jung, etc. Victime de la guerre de 1870, le manuscrit original de Wencker a disparu à son tour dans les flammes, et on le croyait perdu pour toujours, quand une copie moderne des parties relatives à la période de la Réforme strasbourgeoise (1517-1539) s'est retrouvée dans les papiers de M. Jung, qui l'avait faite jadis en vue de la continuation de son propre ouvrage. Ce manuscrit est déposé aujourd'hui à la nouvelle Bibliothèque municipale de Strasbourg et c'est d'après lui que M. le chanoine Dacheux a donné son édition dans le dix-neuvième volume du *Bulletin de la Société*². Elle fournit la trame solide du récit des événements locaux qui se sont produits entre ces deux dates, sans que ce texte nous ait révélé d'ailleurs beaucoup de faits inconnus, tant T.-G. Roehrich avait déjà soigneusement exploité les extraits de Wencker en composant son grand ouvrage, il y a près de quatre-vingt-dix ans.

En outre, nous avons aujourd'hui deux autres recueils de textes offrant des documents de haute valeur à l'historien qui voudrait retracer un tableau général de l'histoire du protestantisme strasbourgeois durant la première moitié du XVI^e siècle. Le premier, c'est la *Correspondance politique de la ville de Strasbourg*,

de J.-J. Meyer (1872), les *Collectanées de Daniel Specklin*, les *Annales des Frères mineurs de Strasbourg* (1507-1510) et les *Éphémérides de Jacques de Gottesheim* (1898). Il est presque inutile de mentionner la *Chronique (dite) de Staedel*, publiée par un dilettante anonyme dans le feuillet du *Journal d'Alsace-Lorraine*, en 1905 et 1906, avec plus de bonne volonté que de savoir historique. J'ai encore publié la *Chronique, dite d'Imlin*, pour ses parties relatives au XVI^e siècle, dans l'*Alsatia* d'Auguste Stoeber (Mulhouse, 1875).

1. Aussi ne me suis-je pas astreint à les citer chaque fois, les unes à côté des autres, quand elles racontent le même fait, surtout quand il se trouvait mentionné dans les extraits officiels de Wencker, cette dernière source étant la plus sûre de toutes.

2. Il leur y a conservé le nom traditionnel d'*Annales de Brant* et pour abrégé, je me suis résigné à les citer aussi simplement par ce nom de Brant, qui n'a rien à faire avec leur texte.

mise au jour par MM. H. Virck et Otto Winckelmann¹; le second, c'est la volumineuse *Correspondance de Bucer avec le landgrave Philippe de Hesse*, publiée par M. Lenz². Inutile de rappeler d'ailleurs combien de renseignements utiles on pourra puiser dans les *Correspondances* de Zwingli et de Calvin, renfermées dans le *Corpus reformatorum* de Brunswick; dans la *Correspondance des Réformateurs* de Herminjard, et bien d'autres écrits. Mentionnons enfin l'intéressant recueil d'*Autographes du XVI^e siècle d'après des pièces originales des Archives de Strasbourg*, en deux beaux volumes in-folio³ que nous devons à M. le professeur Jean Ficker et à M. l'archiviste Winckelmann, et qu'ils ont enrichi de notes biographiques nombreuses et fort utiles, quand il s'agit de ces personnages de second et de troisième rang que négligent les Encyclopédies modernes⁴.

Il va sans dire que dans cette notice bibliographique sommaire, j'ai dû forcément laisser de côté bien des études de moindres dimensions, bien des travaux ayant un mérite littéraire ou scientifique; aussi rien n'est plus loin de ma pensée que de juger indignes d'intérêt tous ceux qui ne figurent pas, soit ici, soit dans les renvois placés au bas des pages de mon récit. Mais je crois pouvoir dire que l'étude des ouvrages énumérés plus haut pourra suffire pour donner à tout travailleur attentif une idée exacte et complète du mouvement de la Réforme à Strasbourg.

R. REUSS.

1. *Politische Correspondenz der Stadt Strassburg* (Strassb., Trübner, 1882-1898). Le premier volume, dû à M. Virck, embrasse les années 1517-1530, le second et le troisième publiés par M. O. Winckelmann, donnent les pièces de 1531 à 1545. Nous n'avons pas eu à les citer souvent, puisque nous nous occupons presque exclusivement de l'histoire interne de la Réforme à Strasbourg, alors que cette *Correspondance* est consacrée presque entièrement aux affaires extérieures de la république, les éditeurs ayant éliminé de leur recueil de près de 2 600 pages, « tout ce qui se rapporte aux affaires intérieures de la cité, vu les excellents travaux de Roehrich, Jung, Baum, Ch. Schmidt et autres » (I, p. 8).

2. M. Lenz, *Der Briefwechsel Philipps des Grossmüthigen von Hessen mit Bucer* (Leipzig, 1880-1891, 3 vol. in-8).

3. *Handschriftenproben des sechzehnten Jahrhunderts nach Strassburger Originalien von Johannes Ficker und Otto Winckelmann*. Strassb., Trübner, 1902. 2 vol., fol.

4. M. le professeur J. Ficker a également publié, à la veille de la guerre, un album de portraits des réformateurs et hommes d'État de Strasbourg à cette époque, *Bildnisse der Strassburger Reformation*. Strassb., Trübner, 1914, 1 vol. in-4.

Documents

SOUVENIRS DES DEUX DUCOS

1729-1831

Carrière de Daniel Ducos transmise

par J. Christophe Ducos à J. Daniel Ducos

(Suite et fin ¹)

Un sitoyen de Bayonne m'arrêta un jour et me fit venir ches lui. Il me dit qu'il connoissoit mon père et ma famille, et me dit que si je fréquentois davantage mon camarade, qu'il me rosse-roit de coups de bâton; et me récita une bassesse qu'il avoit faite, et mena la personne contre qui il l'avoit commuse; que par rapport à moi, disoit-il, et à ma famille qui étoit connuë par les letres de mon père, l'affaire ne seroit pas portée en justice, pourveu que je le quite sur le champ. Cest homme m'engagea de prendre un logement dans sa maison, et sa femme de me faire mon petit ordinaire. Je l'acceptai, mais pénétré de douleur au sujet de mon camarade que j'aimois de cœur. Dès lors mon attachement pour lui diminua de beaucoup. Je passai police avec un maître pour trois mois qui m'avança 48 livres, mais le prix de mon ouvrage, que plusieurs maitres venoit admirer, étoit si modique, qu'il me faloit presque tout pour vivre, de sorte que je ne pouvois jamais venir à bout de m'habiller comme j'en avois le désir. Mon père ne cessoit de m'écrire toutes les semaines pour me faire revenir à Bordeaux, où il étoit venu fixer son séjour durant mon absence avec ma mère et toute la famille, par les sollicita-

1. Voy. plus haut (*Bull.* avril-juin 1919) p. 144-162. Nous avons pu, grâce à l'amabilité de M. F. Schrader, collationner la copie que nous reproduisons, avec l'original. Nous avons respecté l'orthographe fantaisiste de cet original, sauf, en remplaçant ça et là s par c (c'était) ou un pluriel par un singulier (l'auteur confondant sans cesse l'un avec l'autre) ou *vice versa* pour ne pas rendre la lecture trop difficile. Nous avons supprimé la ponctuation et supprimé les majuscules inutiles.

tions de ma sœur aînée, qui se mit en particulier avec eux. Ils étoient malades de langueur sur mon retour. Mais j'étois tellement antiché de vouloir m'habiller proprement, à mes dépens, que j'excusai toujours mon départ. Dans cette idée, je commençai de former le projet de m'en aller à Cadix, et de là aux isles espagnoles, pour tacher d'y gagner quelque chose plus facilement que je ne voyais jour de le faire dans Bayonne. Le Seigneur, qui veilloit sur ma conduite, sans m'en apercevoir, ne permit pas que j'en trouvai l'occasion.

J'ai dit que nous avions fait quatre prises sur les Anglais, dont les deux premières furent reprises; une qui s'étoit rançonnée pour trente cinq mille livres et la quatrième, arrivée à bon port, et qu'on estimoit 80 000 livres. Le corsaire avoit désarmé depuis longtemps et les prises vendues sans que personne parlât de rien donner aux équipages. Je fus trouver un riche Juif, et lui demandai s'il vouloit acheter ma part de la prétention que je pouvois avoir à ces prises comme ayant occupé le poste de volontaire d'honneur. Il me dit que oui, pourveu que je lui apporta un certificat du sindic de l'armement, signé de l'écrivain du bâtiment. Je fus prier le sindic de me délivrer ce certificat. Il me demanda ce que j'en voulois faire. Je lui en dis la raison. « Etes-vous, me dit-il, si pressé d'argent? — Je le suis tellement, lui dis-je, qu'avec un état dont le commerce de votre ville ne peut se passer, je n'ai pas trouvé depuis un an le moyen, à force de travail, de m'acheter un habit. Il me faut tout ce que je gagne pour vivre seulement, je suis malhabillé et j'ai honte de paroître; Bayonne ne mérite pas d'avoir des bons ouvriers. Je veux me retirer, mais je n'ai pas le sol pour me conduire; à peine ai-je de quoi payer les lettres de mon père, qui me presse de retourner auprès de lui dans sa vieillesse. Il n'a que moi de garçon, mais comment fairoi-je le chemin sans argent? Je veux donc vendre ma part à qui voudra me l'acheter. « Je ne veux point me dit-il, vous donner de certificat, mais examiner ce qui vous peut revenir et vous le compter moi-même; revenez samedi » — J'i retournai, et il me donna d'abord 51 livres, puis, faisant réflexion, il y ajouta 3 livres et m'en fit donner quittance.

Dès le même jour, je reçus une lettre de mon père qui me disoit que ma sœur Izabeau étoit à toute extrémité de vie, et qu'elle ne mourroit pas contante sans me voir. Je pleurai beaucoup en lisant cette lettre, en détestant ma résistance sur les prières d'un père si bon et si tendre. C'en est fait, pour le coup, dis-je à mon hôte et hôtesse, je ne donnerai plus un coup d'outils dans Bayonne, je partirai demain, coûte qui coûte! Ma police de trois mois avec le maître chez qui je travaillai n'étoit pas finie, je fus lui dire que je partoisi demain. Il en fut si fâché

qu'il ne vouloit pas régler mon compte. Il croyoit au contraire que j'irai travailler chez d'autres, il m'assura bien fortement qu'il l'empêcheroit. Que vous vouillies ou que vous ne vouliés pas, régler mon compte, lui dis-je, je partirai demain ! C'étoit un vieux intéressé et avare, à qui j'avois résolu bien des fois de jouer le tour pour lui emporter quelque avance, mais le bon ange du Seigneur, qui veilloit sur moi sans m'en apercevoir, ne permit pas que je me fis ce tort.

J'ai souvent conçu la pensée de faire le mal, quelquefois je l'ai fait, et j'en demande encore le pardon. Mais le plus souvent ce mal que j'avois résolu de faire a esté empêché par un témoin intérieur qui medisoit dans la conscience, de ne pas le faire. Toutes les fois que j'ai obéi à ce sentiment de la conscience, je m'en suis bien trouvé et j'ai eu la liberté de m'approcher du bon Dieu pour lui rendre grâces de l'avoir empêché et j'ai eu la paix dans mon âme et c'est une bien heureuse paix que de pouvoir approcher de Dieu. Lorsqu'il m'est arrivé, au contraire, de résister à ce sentiment, comme cela m'est arrivé que trop, je n'ai pas eu plutôt accompli le péché, que j'en ai eu une peine infinie. Tout ce que je voyois, ou que j'entendois sembloit me reprocher et demander satisfaction de mon iniquité. Mais la plus cruelle des peines est celle de n'oser approcher du bon Dieu. L'âme procédant du bon Dieu en qui elle est naturellement antée et enracinée, réclame et demande de demeurer attachée à son tronc. Si le péché l'en sépare, elle est très mal à son aise et très malheureuse, et le péché porte avec soi cette punition, qui est assez grande à mon avis, dès qu'elle trouble la paix. Or, il n'y a point de bonheur, là où il n'y a point de paix.

Mon maître régla mon compte, et comme il vit ma sincérité au sujet de mon départ, il ordonna à mon hôte d'apporter du vin qu'il vouloit boire avec moi. Il fut ému en me quittant, ainsi que mon hôte et hôtesse, et surtout mon ancien camarade, à qui j'avois donné un repas avant de partir, avec cinq ou six autres. Je sacrifiai six livres à cet effet avec plaisir ; le peu d'argent que j'avois eu du reste de mon compte avec mon maître, joint aux 54 livres que j'avois retirées de mon voyage, me suffirent pour m'acheter une culotte d'une belle panne noire, une petite veste d'écarlatine, une paire de bas de laine fins, et une paire d'escarpins. Avec mon habit, quoiqu'uzé, j'étois passablement bien. Il me restoit encore 17 livres pour mon voyage, outre quatre mouchoirs d'indienne, alors de contrebande, que je croyois être superbes pour mes sœurs mais le marchand m'avoit trompé, ils ne valaient rien. Mon camarade m'accompagna une lieue et me quitta avec un grand regret. Il vint quelques années après à Bordeaux. Tout étoit changé alors chez moy. Il se réjouit de mon

état, repassa à l'Amérique, où il avoit fait une honnête fortune. Je passe sous silence la triste et malheureuse fin, que j'appris qu'il avoit faite avec un trop grand nombre de jeunes gens, la plupart issus des familles distinguées de Bordeaux. Cette nouvelle m'affligea et me pénétra encore de reconnaissance envers le Seigneur. Si je l'avois suivi, j'aurois peut être subi le même sort.

Seigneur je ne puis m'exprimer
Sur ta tendre conduite
Jamais je ne pourrai t'aimer
Comme tu le mérites,

La première journée, je rencontrai un jeune officier de Royan, qui se retiroit des prisons d'Angleterre. Il avoit été mis à terre à Cadix et avoit fait presque toujours son chemin à pied. Il étoit incomodé à ses pieds par la fatigue du voyage et se retirait à Royan par Bordeaux. Il ne lui restoit que sept à huit livres pour se rendre à Bordeaux. On ne peut dire la joie qu'il eut de m'avoir rencontré. Il en bénissoit Dieu, j'en étois aussi bien aise pendant quelques heures. Mais, m'apercevant qu'il ne pouvoit marcher autant que moi, je craignais qu'il ne me fût à charge. Sur le soir, faignant d'aller commander le souper à Dax, je le dépassai, nonobstant ses instantes prières. Mais je voulois le tromper et me défaire de lui. En effet, je passai outre de deux lieux mais je fus bien châtié de cette infidélité. Je forçai ma marche pour arriver à un village, j'en fus si accablé de fatigue que je ne peus manger. Je crus sérieusement d'avoir là une maladie. Ce sera, disois-je, pour la punition d'avoir trompé ce pauvre jeune homme. Quand à lui, il se rendit au lieu désigné ; ne m'y trouvant pas, il en eut une grande douleur. J'avois aussi beaucoup de reproche de l'avoir trahi. Le bon Seigneur voulut que je n'eus rien de ce que je craignois. Après avoir bien lavé mes pieds par le conseil de l'hotesse, ce qu'elle fit elle-même, n'en ayant pas la force, elle me mit dans son propre bon lit, après y avoir passé du sucre dans le bassin. Je ne m'éveillai que la trop haute matinée, aussi restauré que si rien n'eut été.

Je marchois seul bien vigoureusement et je ne m'attendois pas que le jeune homme que j'avois trahi la veille eu peu m'ateindre. Mais combien grande fut ma surprise et ma confusion, lorsque sur les onze heures, j'entendis claquer un fouet. En tournant la tête, je vis un homme à cheval et un autre à pied qui l'accompagnoit. Et comme il m'approchoit de plus près, je vis que c'étoit lui-même. Ce fut pour moi un terrible moment. Je ne savois que devenir. J'aurois souhaité pouvoir m'enfoncer dans la terre pour éviter son aproche. En m'abordant il me dit :

Vous voilà donc, Monsieur. Sans doute vous m'avez pris pour un voleur pour m'avoir quitté d'une manière si honteuse! — Si telle a été votre idée, sachez que je ne le suis point. Je ne suis que malheureux, mais si je puis atteindre Bordeaux, je serai plus au large. J'ai les pieds malades, j'ai pris ce cheval, mais quand je n'aurai plus d'argent, je mendierai jusqu'à Bordeaux. Je lui promis fidélité, résolu de mendier plutôt avec lui que de l'abandonner. Nous fîmes donc notre route. Il me fut à la vérité à charge, mais une bonne compagnie. Il étoit temps d'arriver, il ne me restoit, en arrivant, que cinq sols et demy.

J'arrivai donc à Bordeaux, auprès de mon père et de ma mère en 1748, dans l'année où la paix s'étoit conclue et au tems que la famine étoit au pays. Je n'entreprendrai pas d'exprimer la joie qu'eurent mes tendres parents de me revoir. Il y avait trois ou quatre ans qu'ils ne m'avoit pas vu. Ils s'étoient rendus à Bordeaux dans l'intervale de mon voyage.

C'étoit véritablement l'enfant prodigue entre les bras d'un bon père; il me serroit sur son sein entre ses bras en versant des larmes sans jamais pouvoir prononcer une parole, et il sortit de la chambre sans dire mot pour pleurer à son aise. Ma mère qui croyoit être en rêverie ne pouvoit se figurer que ce fut son Daniel. Elle se jettoit sur moi à corps perdu, comme en frénésie; ses cris de joie et ses larmes assemblèrent les voisins qui vinrent pleurer avec elle sans presque connaître encore ni mon père ni ma mère. Mes sœurs eurent aussi une fort grande joie de me revoir.

Ma sœur aînée qui avait fondé la première son établissement et avait attiré auprès d'elle mon père et ma mère, me vit auprès d'eux avec beaucoup de satisfaction pour s'aider de mon côté à soutenir la famille. Et comme elle eut des bontés pour moi dans mon apprentissage, je la priai de souffrir que [je] travaillasse de mon côté jusques à ce que nous aurions gagné ensemble cinq cents livres qu'elle retireroit seule, pour la bonnifier des peines et petits fres qu'elle avoit fait pour moi, ce qui fut accepté de sa part et exécuté.

Je m'adonnai tout d'abord à la vie paisible et tranquille, en suivant ma profession, et je n'avois pas encore eu un tems si heureux; j'étois chéri de toute ma famille et je la chérissais à mon tour.

Dans ce train de vie réglé, je cherchai d'abord la compagnie de braves garçons que je peus fréquenter, non adonnés à de grossiers libertinages. J'en trouvai à peu près comme je le voulois, mais trop morts et trop bornés pour avoir des entretiens avec eux sur le salut de l'âme que je cherchois. Leur plaisir étoient les petis jeux de cartes, la dance, la promenade, les cola-

tions aux fêtes et dimanches à la campagne dans les auberges ce qui me plaisait aussi ; mais mon cœur soupiroit souvent pour autre chose, sans savoir quoy.

Ma mère et ma sœur avoit déjà formé de leur cotté leur société de jeu et d'autres amusements, auxquels je participai le plus souvent ; mais rarement si je m'en retirois sans avoir quelque chose dans la conscience qui me disoit bien fortement que ce train de vie n'étoit pas ce qu'il me falloit. J'avois souvent des entretiens avec ma sœur à ce sujet, qui en convenoit avec moi. Quelquefois nous prenions des résolutions de quitter cela, mais nous étions sans force pour l'exécution et nous retournions à notre train. Nos amis nous donnoit des festins ; nous en donnions à notre tour. Un jour que j'étois plus angoissé sur ce train de vie qu'à l'ordinaire, et mon tour de donner le repas étant venu, j'avois mis d'avance 12 écus à part pour notre dit repas. Je dis à ma mère et à ma sœur : Quand finirons-nous ces misères et qu'en avons-nous le lendemain ? N'est-ce pas folie que de perdre son tems et de dépenser de l'argent pour des choses d'où il ne nous revient que de la peine au cœur ? Ne vaudrait-il pas mieux travailler à notre salut en lisant et en nous instruisant ? Ma mère et ma sœur me répondirent comme à l'ordinaire que j'avais raison, mais il leur en coutoit d'abandonner de jouer. C'était chez elles une sorte de passion. Ma résolution étoit prise de ne point donner mon repas. C'étoit chasser nos amis.

Je laissai, en effet, passer le tems sans inviter personne ; voilà qui fut le signal du divorce avec ces dits amis, qui depuis nous ont fait souffrir bien des choses par leur noire malice. Mais le fidèle gardien d'Israël nous a fait voir dans la suite qu'il ne dort ni ne sommeille point pour la défense de ceux qu'il lui plaît protéger. Avant que je te connusse, cher Seigneur, lors même sans doute que je n'étais que comme un peloton, tu avais des vues dans ta gratuité et ta miséricorde sur moi, qui ne suis pourtant qu'un bien pauvre pécheur.

Étant à peu près débarrassé de cette espèce d'esclavage, je m'adonnai à beaucoup de lecture. Je sentois bien en moi des atraits fréquents de l'empire que le bon Dieu voulait avoir sur mon cœur, je trouvai aussi que cela étoit juste. Je priai et je lisois beaucoup dans toutes sortes de livres de dévotion, je faisois mille résolutions de me convertir, mais cela ne duroit que quelques heures, tout au plus quelques jours. Je cherchois à avoir seulement un ami pour me lier avec lui sur le fondement de la Sagesse et de la Religion. Ceux que je fréquentois jusques là n'étoient pas mon affaire, quoique des braves gens. Je cherchois dans toutes sorte de livre ce que je ne trouvois pas parmi mes camarades. Mais je cherchois inutilement. En ce tems là je me

liai avec Pierre Boé. C'était l'ami qui me convenoit. Nous vinmes en effet inséparables et très intimes, jusqu'à ce qu'il partit pour Neuwied en 1714 avec Mr Fries.

J'aimois mon ami Boé et j'en étois aimé. Il étoit simple et intègre, je craignois de déranger son bien-être en lui parlant des doutes que mes trop assidues lectures avoient produit dans mon esprit. Je fus environ un an dans des détresses inexprimables. Je doutois de la vérité de l'Écriture Sainte; les preuves de certains auteurs que j'avois lus, loin de me guérir, m'avoient mis dans le plus grand embarras. Mais comme mes doutes étaient involontaires, je concervai toujours un souverain respect pour la Religion. Je n'avois encore jamais vu aucun ministre, ni participé au sacrement et je conservai toujours l'idée que si j'avois le bonheur de voir un ministre je serois guéri de tout.

Vers l'année 1752, Mr Pelissier passa. Je fus invité avec ma famille à participer à la communion, avec mon ami Boé. Je m'en approchai sans savoir trop ce que je faisois, mais avec une dévotion et en même tems un tremble inexprimable. J'étois résolu dès lors à ne vivre que pour le Bon Dieu et, en embrassant mon ami Boé, je lui dis que dorénavant, il nous faloit vivre en Dieu et et pour Dieu tous les jours de notre vie, puisqu'il venoit de nous recevoir dans son alliance. Mon ami Boé recut et accepta cette offre de tout son cœur, avec bien plus de solidité que moi. Nous ne nous aimions plus comme amis, mais comme frères.

Bientôt après, je fis faux bond à ma promesse. Je résonnai de nouveau, et donnant trop de cours aux pensées de mon propre esprit, il me vint des doutes sur l'existence de Dieu. Je cherchois à comprendre ce qui est incompréhensible. Les entretiens que j'avois trop souvent avec certains prétendus philosophes, ne contribuèrent pas peu au dérangement de ma paix; j'avois l'âme toute troublée par mes extrêmes angoisses. Je cherchai du secours dans la lecture, mais je n'en trouvai point; les écrits de M. Saurin ne me soulageoient pas non plus.

En 1753, on me dit qu'il y avoit en ville un jeune homme qui avoit une façon de penser toute extraordinaire. Boé, qui l'avoit vu avant moi, me conseilloit beaucoup de le voir. Ma sœur aînée me disoit que c'est un ange. Combettes¹ avec lequel j'étois aussi lié, me disoit de son cotté, que s'il pratiquoit ce qu'il disoit, c'étoit véritablement un Ange de Dieu. Je n'entendois enfin parler que de frère Kenol. J'étois froid à tous ses récits et à tous ses éloges. Je leur répliquai qu'il ne pouvoit pas être plus savant que l'Écriture Sainte et que M. Saurin. Boé insistait toujours en me disant : « Vois-le, et ensuite tu en jugeras ». Jusques là rien n'excitoit ma curiosité.

1. L'orthographe véritable est probablement Combett.

Un jour de la semaine avant Pâque, de cette année 1753, je fus chez mon cordonnier, nommé La Brousse, pour me commander des souliers. Étant dans la boutique, je vis dans l'arrière boutique une M^{lle} Dubouche, que je connoissois, et que je savois avoir des principes de religion singuliers. J'avois lieu de le croire par une conversation que j'avois eu avec elle quelque tems avant sur la Religion, m'ayant fait des réponses qui ne m'édifiait pas. En avançant dans ladite chambre ou arrière boutique, je vis un jeune homme qui s'avance aussi à moi d'une manière très gracieuse qui me complimenta aussi, à quoi je répondis.

« Vous êtes, me dit-il, le frère de M^{me} Jouanet? — Oui, lui dis-je. — J'ai beaucoup, me dit-il, entendu parler de vous, et je désirois de vous voir et vous connoître ». Cet entretien fut court et se termina en compliments. En prenant congé d'eux, il me demanda si j'allois au Chartron; — Oui, Monsieur, lui dis-je. — J'irai donc me dit-il, avec vous. — Je le veux, lui dis-je avec plaisir.

Il m'entretint le long du chemin de la Société des Frères Moraves, comme ils avoit souffert pour le nom de Jésus-Christ, et qu'étant presque entièrement éteints par la persécution, quelques-uns d'entre ceux qui restoient encore, s'étoient réunis pour ne vivre dans le monde que pour Lui seul, et sortir de leur pays pour aller annoncer aux autres nations et religions que le Sauveur étoit mort aussi pour eux, que jusques ici, le Seigneur avoit béni leur témoignage d'une manière si merveilleuse, qu'on comptoit les frères par milliers, de plusieurs diverses nations de la terre.

Il discouroit de cette manière sans que cela me fit impression, lorsque arrivant devant ma porte, je crus le quiter et le saluer. — Est-ce ici, me dit-il, que vous restés? — Oui, lui dis-je, voulez-vous entrer? — Il l'accepta et monta dans la chambre où étoient mon père et ma mère. — Voici, leur dis-je, un Monsieur qui est un brave homme, et qui aime le Seigneur de tout son cœur. C'est un de ceux, dis-je à mon père, dont je vous ay tant entendu parler dans mon enfance et desquels vous m'avez donné une si grande idée.

Mon père connoissoit l'histoire des anciens Vaudois et Albigeois, des Hussites et Taborites et des anciens Moraves dont je lui en avois entendu parler en famille, n'étant qu'un enfant. Il disoit que c'étoit là qu'avoit été les meilleurs chrétiens. Dès qu'il eut connu frère Kenol dans la suite, il me recommanda de m'attacher à ses gens-là, que s'étoient les meilleurs chrétiens qu'il y eut dans le monde, il l'assuroit comme s'il les avoit vus.

Mon père et ma mère firent donc un gracieux accueil au frère Kenol qui depuis, nous venoit voir tous les soirs, soit pour y souper, ou passer l'après-soupée.

Je fus assez long à donner ma confiance à ce frère, quoique je l'aimai tout d'abord. Un soir sur tous les autres, qu'il avoit soupé avec nous, où j'avais eu beaucoup de plaisir et de bénédiction, le frère étoit pénétré d'une grâce qui resplendissoit sur sa face. Cette heure bénie fut troublée par la visite de trois jeunes hommes, dont un, qui enseignoit à chanter les psaumes, et qui, à cause de cela, se croyoit le plus grand saint du Paradis, nous troublèrent par leurs babils. C'est de ce soir là que date l'époque de ma liaison avec les frères. Le babil, dis-je, et la confusion de cette visite interrompit notre bien-être. Frère Kenol s'assit dans un coin et ne dit plus mot, n'écoutait même pas ce qui se disoit dans la chambre. Quant à moi, en qui la grâce du Sauveur s'étoit faite sentir dans le souper, je fixai toute mon attention sur le frère Kenol qui ne disoit mot. Je vis sur son visage une sainte confusion et je crus lire dans son cœur une componction qui exitoit mon envie. Voilà! pensais-je, cet homme qui est plein de ses heureux sentiments que j'ai éprouvés dans ma jeunesse sans savoir d'où ils venoit! certainement ce sera un homme de Dieu. Il y a toute aparence, disois-je, qu'il tire la jouissance de ses grâces intérieures de la communion et des conversations qu'il dit avoir avec Jésus-Christ. Je me réjouis dès lors d'avoir fait cette découverte, je crus avoir fait une riche trouvaille pour calmer ses angoisses, et retrouver le chemin à la jouissance de ses heureuses choses que j'avois tant de fois éprouvé dans mon enfance et que je conjecturois bien procéder du Bon Dieu. Mais je n'en savois rien et je ne connaissais pas le Seigneur Jésus, quoique j'avois lu bien des fois le Nouveau Testament.

Il me tarδοit dès ce moment de voir le frère Kenol en particulier pour m'expliquer avec lui de ce qui se passait dans mon cœur, au sujet de ses impressions bénies de jadis et sur mes doutes et angoisses présentes. Je le vis bien des fois depuis ce moment, mais toujours en compagnie, et je n'osois dire à personne qu'il me rouloit des pencées d'athéisme, crainte de m'atirer leur exécution.

Un dimanche, après midi, étant à promener au bois de Rivière où étoient Boé, Lacombe, Combettes d'Amsterdam, frère Kenol et moi, ne pouvant résister plus longtemps, je priai la compagnie de me laisser seul avec frère Kenol. Les ayant dépassés à ne pouvoir nous entendre, je lui fis l'aveu de tout ce qui se passoit en mon cœur, et je m'ouvris à lui aussi ingénument qu'il me fut possible, quoi qu'en tremblant, car j'avois honte de mes sentiments.

Il me consola beaucoup, en m'assurant qu'il avoit été longtemps dans de pareilles penses, qu'il n'en avoit été guéri qu'en

donnant son cœur à Jésus-Christ. Il me conseilla d'en faire de même, m'assurant avec force que je m'en trouverois bien ; qu'au lieu de ses détresses qui provenoit de mon incrédulité, je trouverai grâce et félicité, et l'assurance de mon pardon dans son sang ; qu'au sujet de mes pensées épicuriennes, je n'avois qu'à lire l'épître de saint Paul aux Romains. Je crus tout ce qu'il me dit, il me tarδοit déjà d'être à la maison pour lire cette épître. En vérité, il me seroit impossible de décrire ce que mon cœur sentit en la lisant. A mesure que je trouvois que la foi en Jésus Christ étoient le seul et unique fondement du salut, mon cœur se sentoît échoffé d'une flamme d'amour pour lui si véhémence, que je disais souvent : « C'en est trop ! Seigneur ! je ne suis pas capable de le porter ». La joye d'avoir trouvé cette trace me suivait partout jour et nuit. Tout ce qui étoient en moi étoient plein de Jésus. Si j'avois eu mille vies et autant de cœurs, je les y aurois tous donnés avec allégresse. Je m'adonnai dès lors à la lecture de toute l'Écriture Sainte, je trouvois que Jésus étoit partout, tant dans le vieux que dans le nouveau Testament. Je ne pouvois me lasser de la savourer comme si je l'avois mangée. Ses sentiments étoient si forts que je faisois des fautes et oubliais les devoirs attachés à mon état. Ils m'empêchoient souvent de manger ; mon père crut que j'en tournerais la tête. Mais comme il avoit lui-même beaucoup de respect pour la chose en elle-même, il ne m'en fesoit aucun reproche. Il craignoit d'offenser Dieu en cherchant à me détourner, et se détestoit souvent sur la propre dureté de son cœur. J'aurois voulu alors que tout le monde eût connu et aimé le Sauveur ! Je parlai de lui à tous mes amis, ce qui, dans la suite, m'atira bien des contradictions et des peines, jusqu'à être exclus pendant trois ans des assemblées religieuses avec toute ma famille.

Je me liai dès lors avec le frère Kenol, avec M^{me} Lassalle, la sœur Lidie et mon ami Boé d'une manière plus intime que jamais. Il y eut un nombre de personnes réveillées par la visite de frère Kenol dans notre ville, entre autres M. de Villette, que j'aimois beaucoup, et qui s'en alla au Sauveur peu de tems après, heureux et contant. Plusieurs dames et Messieurs, mais qui ne tinrent pas bon, Combettes lui-même, le plus zélé au commencement, se laissa détourner et chercha à me détourner à moi-même. Mais le Seigneur m'a soutenu, l'exemple de la chère S^r Lassalle m'a fait du bien, elle m'a aimé et fortifié dès le commencement avec une constance maternelle et non interrompue. La chère Lidie m'a été tant qu'elle a vécu d'une grande édification. Mon ami Boé m'étoient un compagnon fidelle, droit, simple et intègre. Je suis encore pénétré de reconnaissance pour le bien que son exemple m'a fait. Nous commençâmes à faire des petites

sociétés et notre rendez-vous était chez M. Begoule, une ou deux fois la semaine, mais surtout le dimanche, au nombre de sept à huit personnes. Nous éprouvions efficacement dans nos cœurs cette promesse que le Sauveur fit à ses disciples, que là où il y en auroit deux ou trois assemblées en son nom, il seroit au milieu d'eux. Il est impossible de dire le plaisir et la bénédiction que nous avions ensemble. L'intervalle qu'il y avoit d'une entrevue à l'autre nous paroissoit à tous fort long; et quand nous étions ensemble, les demi-journées nous sembloit des momens.

Quelque petit nombre que nous fussions, cela ne restap pas que de faire beaucoup de bruit dans notre ville. Les Ministres et quelques uns des anciens firent tout ce qu'ils peurent pour nous détourner. Quelques autres vouloit faire pendre le frère Kenol. Le mari de M^{me} Lassalle vouloit faire divorce et se séparer d'elle. La chère Lidie fut batue de ses parans et restreinte de son dot, frère Boé persécuté de son bourgeois, et refit son testament d'où il retrancha d'une partie. J'étois un de ceux à qui on pouvoit nuire le moins. Mais les anciens furent défendre à tous mes meilleurs amis de ne pas me fréquenter, disant que j'étais un homme dangereux, et que j'avois tombé dans des sentimens d'un fanatisme pernicieux. Cependant plus on machinoit contre nous au dehors, plus le Seigneur nous fesoit sentir sa grâce, et plus sa parole qui abondoit en nous pour nous fortifier, par la lecture des discours, des journeaux et des cantiques, par la parole de Dieu, et par la correspondance que nous avions déjà avec les frères.

Après bien des grâces que le cher Seigneur avoit fait à ma pauvre âme criminelle, après avoir senti sa proximité tant de fois, comme s'il eût été visible, après en avoir tant parlé avec tant de goût et de sentiment, après avoir écrit tant de lettres à bien de mes amis pour les engager à donner leurs cœurs au Sauveur, je tombai encore dans le resonnement sur la divinité du Sauveur. Mon Dieu, dans quel goufre d'angoisse ne me trouvai-je pas à c'est égard. Je me regardois comme un homme perdu et entièrement perdu. Je ne savois que devenir. Je souhaitai souvant de n'avoir jamais connu ni le frère Kenol ni ses principes. C'est homme, pensai-je, au lieu de me donner la paix, me l'a ôtée. Ne vaudrait-il pas mieux que je fus une bête ou que je ne fusse jamais né que de traîner une vie sans aucune certitude et aussi misérable que celle que tu traîne. J'aurois voulu qu'il eut fendu les cieus et qu'il me fut aparu. C'est l'époque de ma vie la plus malheureuse que j'aye passé. Il faut l'avoir éprouvé comme moi pour le croire. Ses pensées me durèrent au moins un an, mais comme elles étoient involontaires et que je ne cessai pas de prier et de crier après la foy en son nom, il m'a suporté en ses grandes

compassions. Maintenant je crois qu'Il est Dieu sur toutes choses, béni éternellement.

Je crois qu'il est Dieu, parce que je le trouve écrit dans toute l'étendue de la Sainte Ecriture. Je le crois, à cause que cette parole s'accorde parfaitement avec mon âme, je le crois parce que hors de cette heureuse voie, il n'est point de vraie joie. Je le crois parce que, dans la communion avec lui, je goûte un vrai bonheur, et que toute autre communion m'a été nuisible. Mes meilleurs amis m'ont manqué une fois ou autre, mais le Seigneur Jésus ne m'a jamais manqué. Il a réalisé en moi mille fois ce qu'il a dit : Invoque moi au jour de ta détresse, je t'en retirerai. Venez à moi, vous tous qui êtes travaillés et chargés, je vous soulagerai. Je reçois donc de tout mon cœur pour mon Christ et mon Seigneur, cet agneau saint et innocent, qui versa pour moi tout son sang, trop heureux de l'avoir pour Dieu, et protecteur fidèle. L'homme est pécheur, pauvre et misérable, qu'il cherche son bonheur où il voudra, il ne le trouvera point hors de la communion avec Jésus. Qu'il invente toute sortes de choses, et qu'il suive tout ce où son imagination pourra le conduire, au lieu de trouver le bonheur qu'il recherche, il ne trouvera que mille peines, outre qu'il ne veuille s'étourdir. Mais la communion avec le Seigneur Jésus remplit le cœur de mille plaisirs réels et solides. Les conversations que j'ose faire avec lui, si simples qu'elles soit, sont accompagnées de mille douceurs.

Rien n'est plus réjouissant
Pour une ame criminelle,
Que de vivre dans son sang,
C'est bien la Vie éternelle.

Lorsque j'ai fait quelque faute, même involontaire envers quelqu'un de mes amis, avec le meilleur de mes frères, j'ai trouvé plus difficilement mon pardon, que lorsque j'ai manqué envers le Seigneur Jésus. Avec les premiers, il m'a fallu des justifications, des satisfactions, mais mon cher Sauveur n'a voulu d'autres vengeance que de pardonner l'offense. Loin de m'en chagriner, il m'a prévenu, par ses regards propices. Un seul coup d'œil sur ses souffrances, sur ses yeux affables, la paix a été faite. Qu'on rassembler donc en un cœur, le respect, la douceur des hommes sur la terre, des anges dans les cieux, mon agneau débonnaire, toujours de beaucoup les surpasse tous ; quel cœur bon et doux.

Nos sociétés, composées des sieurs Lassalle, Lidie, la famille Bezoule, Boé, la Brousce et ma famille qui étoient alors ma sœur Jouanet, Izabeau et Marie se continuèrent jusqu'à l'arrivée du frère Ringmacher. En 1755, comme notre petit troupeau n'avoit

encore rien de régulier, il fut rester chez le sieur Rigaud aux sollicitations de M^{me} Lalanne. Notre frère Ringmacher eut beaucoup à souffrir du dit Rigaud. C'étoient à peu près notre Alexandre le forgeron de Saint Paul et le frère Ringmacher ne peut rester avec nous que peu de mois. Il étoient dans notre ville lorsque mon père décéda en 1756 le 8 mars. Mon père s'en alla au Sauveur en âme réconciliée.

En 1757, j'eux une grande maladie d'une inflammation de bas-ventre; je restai environ 16 à 18 jours sans aller à la selle. J'avais épuisé toute la médecine, et on me regardoit sans ressource; une consulte de médecins délibérèrent de me percer le ventre, ce qui devait se faire le lendemain. J'étois sur le bord du tombeau, et si on m'eut percé c'en étoient fait de moi. Les médecins à peine étoient sortis de la chambre que le céleste médecin me fit sa vizite; un dévouement me prit, si terrible pendent toute la nuit, qui opéra ma guérison. Mais la maladie avait été si cruelle, que je restai cinq mois entiers en convalescence, et un an avant d'avoir repris mes forces.

On me conseilla d'aller prendre l'air natal, ce que je fis et je fus loger ches mon oncle Ducos. J'avois toujours aimé leur fille unique depuis sa jeunesse et je conservai toujours une secrète inclination dans mon cœur pour elle. La trop proche paranté me faisoit cependant un peu de peine, mais surtout, la religion catholique romaine, dans laquelle je la voyais élevée, m'étoient un obstacle insurmontable. Un jour, une amie de ma cousine (M^{lle} Manon Poudensan) me pressoit à lui dire quelle personne j'avois fixée pour être mon épouse, et si elle étoit à Bordeaux ou ailleurs. Nulle en nulle part ! lui dis-je. Elle ne voulut pas le croire et me persécuta pour lui dire laquelle j'aimai le plus, car j'étois résolu de retourner à Bordeaux sans dire mot à cause de la différence de religion de ma cousine à la mienne. Après les instances de M^{lle} Manon, je lui ouvris mon cœur, je lui dis que je ne voyois pas une personne que j'aimas[sse] plus que ma cousine, et que je m'estimerais heureux de l'avoir pour femme, mais que les difficultés étoient absolument insurmontables. Un tressaillement la prit à cette déclaration et m'assura qu'il n'i avoit absolument point d'obstacle, que ma cousine pensoit intérieurement comme moi, ainsi que sa mère et qu'ils ne la marieroit jamais qu'à un protestant; que si elle alloit quelquefois à l'Eglise Romaine, ce n'étoient que par certaines raisons.

Cette ferme assurance qu'elle m'en donna et qui favorisoit mon inclination, car j'aimai déjà beaucoup ma cousine, me mit hors de moi de plaisir et de joye. Dès la même semaine mon mariage fut arrêté à la joie réciproque de son père et de sa mère, ainsi que de ma mère et de toutes mes sœurs.

Nous accomplîmes notre mariage sans m'expliquer d'un seul mot avec ma cousine ni avec sa mère touchant l'article de Religion qui me tenoit cependant le plus à cœur.

Dès le premier matin, je dis à ma femme : O que je m'estimerois heureux de vivre avec vous le reste de mes jours, — dès aujourd'hui il n'y a que la mort qui puisse nous séparer — si seulement j'étois bien assuré que nous ne fussions désormais qu'un cœur et qu'une âme, et que vos sentimens et les miens se trouvassent n'être qu'un dans un même esprit. Vous savez que tous nos parans ont été protestans, et qu'ils ont beaucoup souffert pour cette cause. Faisons, je vous prie, honneur à leur foy et à leur mémoire. Je n'eus pas besoin de faire un long discours. Ma chère femme m'embrassa en me disant : Si c'est là votre inquiétude, je vous prie d'être bien tranquille. Votre peuple sera mon peuple, et votre Dieu sera mon Dieu. Je n'ai ni ne veux avoir d'autres sentimens que les vôtres ; c'est à vous à m'instruire par vos lumières et par votre exemple ; je les suivrai ainsi que tous vos conseils, et nous vivrons en sorte que nous puissions nous attirer la bénédiction de Dieu pour nous.

En vérité, de tous les momens de plaisir que j'aye eu dans ma vie, celui-ci a été un des plus grand. J'aimai ma nouvelle Epouse pour bien des choses personnelles, maintenant je la respectai. Ma tendresse pour elle a été, depuis, au-dessus de toute expression, je remercie encore le Seigneur de cet heureux lien. Il y a, je le sais, d'heureux mariages dans le monde, mais par la grâce du cher Seigneur, le nôtre sera mis dans le premier rang. Combien de fois nous sommes-nous dit l'un à l'autre : Prenons garde que notre amour n'aille pas trop loin, méfions-nous de nous-mêmes, et prions le Seigneur qu'il ne permette pas que la Créature interviene sur les droits du Créateur.

J'avois combiné mon mariage de concert avec ma famille, sans en rien dire aux frères et sœurs, pas même à mon intime ami Boé : je pensai qu'ils auroit travaillé à m'en détourner, et mon cœur qui y étoient porté tout entier ne vouloit point de conseil là dessus. J'avois tort sans doute, et je n'agissois pas à leur égard avec fraternité, aussi cela me fesoit passer des moments bien critiques ; je prévoyois qu'ils ne prendroit pas bien la chose comme ils en avoit raison. Mais le désir que j'avois d'épouser ma cousine prévalut sur les reproches que je m'en fesois et sur ce que j'aurois à subir de leur part.

Le propre jour que j'épousai fut le 23 janvier 1758 à 9 heures du matin. Le frère Cossard arriva à Bordeaux le soir du même jour. Il se logea à l'Hôtel-Dieu en Ville, et s'adressa à moi directement. C'étoient le soir de ma noce. Par un billet qu'il m'écrivit avec un crayon, de venir à cette auberge, qu'il y avoit là un étran-

ger qu'il vouloit me parler, je mennai avec moi mon beau-père, crainte que ce ne fût quelqu'un qui voulût me surprendre. Je laissai mon beau-père en bas dans la cuisine, et je montai pour voir qui s'étoient. Au premier abord, je fus frappé de voir un homme de si bonne mine. Il m'embrassa tendrement en me disant : je suis Cossard votre frère.

Cette parole faillit me jeter à la renverse. Je savais que les frères étoient d'honnêtes gens. Je savais que j'étois oblique avec eux à l'égard de mon mariage, que j'avois accompli il ni avoit que quelques heures. La présence de cet aimable frère fit une confusion si extrême dans tous mes sens, que je ne savais que dire, ni comment me tirer d'avec lui. Après m'avoir raconté son voyage pour l'Egypte il avoit détourné son chemin pour nous voir, après m'avoir montré ses instruments de chirurgie et de médecine, et raconté sa chute de cheval, je lui commençai une converssation qui ¹ (le reste de la phrase est biffé)...

LES TEMPLES DE NAUROY

(A propos d'une requête adressée en 1832
au Consistoire de Paris)

Introduction : Une Église « sous la croix » au XVIII^e et au XIX^e siècle. — I. Édifices consacrés au culte depuis la Révolution jusqu'en 1832. — II. Les anciens et diacres signataires de la requête de 1832. — II. Le temple inauguré en 1834. — IV. La paroisse officielle (1837). — V. Pendant la guerre (1914-1917).

Pendant la guerre ont été occupés par les Allemands, repris par les Anglais, et finalement ruinés l'un après

1. Note de J. D. Ducos : Ici finit la relation écrite par mon grand-père des événements de sa vie; c'est le jour même de son mariage qu'il cessa d'écrire sa biographie.

Dans une note manuscrite qu'il a couchée sur le feuillet de garde d'une *Vie de Spangenberg*, évêque des Frères moraves au XVIII^e siècle, Daniel II Ducos a pris soin de donner les noms de tous les prédicants de cette Église qui furent en relations avec sa famille à Bordeaux. Cette liste complète celle des *Souvenirs*. Elle est trop précieuse pour que nous ne la reproduisions pas intégralement, d'après les indications qu'a bien voulu nous fournir M. Franz Schrader, qui possède aujourd'hui l'exemplaire en question de la *Vie de Spangenberg* :

1753, Kenol; 1755, Ringmacher; 1756, Samuel Bez et Friez; 1776, Boé; 1777, Golth; de 1789 à 1806, J.-J. Buchmann, décédé à Bordeaux, rue Tourat;

l'autre, sur le plateau séparant le bassin de l'Escaut de celui de l'Oise, un certain nombre de villages dont les noms sont bien connus dans l'histoire de la Réforme française : ils forment comme les îlots d'un archipel protestant avancé, à la frontière du Cambrésis longtemps espagnol, dans le Vermandois — l'une des vieilles assises de la France — au nord de l'ancien diocèse de Noyon : *Templeux-le-Guéard* (Somme), *Jeancourt*, *Vendelles*, *Hurgicourt*, *Lempire* (Aisne), enfin, de l'autre côté du canal qui joint les deux bassins, *Nauroy*.

L'Église de Nauroy présente cette particularité presque unique d'être née *après* la révocation de l'édit de Nantes : elle aurait eu pour fondateurs des *guides* catholiques, profondément surpris et édifiés puis convertis par la foi des protestants parisiens et méridionaux qu'ils conduisaient à travers mille périls jusqu'aux Provinces-Unies afin d'y servir leur Dieu dans la paix et dans la liberté. Au XVIII^e siècle cette Église s'est développée « sous la croix », elle y a vécu de nouveau pendant l'occupation allemande de 1914 à 1917. Un document récemment acquis par la Société d'Histoire du Protestantisme nous donne l'occasion d'évoquer les souvenirs du siècle passé en même temps que ceux des récentes épreuves.

DÉPARTEMENT DE L'AISNE

ARRONDISSEMENT DE S'-QUENTIN

Commune de Nauroy.

ÉGLISE PROTESTANTE DE NAUROY

Les Anciens et Diacres composant le consistoire de l'église réformée de Nauroy, aux Anciens et Diacres de l'Église de Paris.

Très chers frères en J.-C. notre Seigneur.

Un incendie a éclaté dans notre commune, dans la nuit du 27 au 28 septembre dernier ; 75 maisons ont été la proie des flammes. Les propriétaires sont : de 1807 à 1816, J.-J. Mérellat ; de 1830 à 1836, Garve et Schaffter ; de 1837 à 1856, Schiep.

Ce dernier fut le premier pasteur du « Comité d'évangélisation des marins du Nord », fondé à Bordeaux en 1837. Voy. A. Leroux, *La Colonie germanique de Bordeaux, de 1462 à 1914*, t. I, p. 228.

flammes, et plus de cent familles en sont victimes. Notre temple, qui comptait à peine trois années d'existence, ainsi que tout le mobilier, a été réduit en cendres, il ne reste plus que les murs, qui eux-mêmes sont ébranlés. Notre grand désir est de le rebâtir, mais pour y parvenir, votre coopération, très chers frères, est indispensable. Cette lettre a donc pour but de vous prier, au nom de la religion sainte que nous professons, et dont le premier et le plus grand caractère est la charité, de vouloir bien prendre en considération la triste position dans laquelle nous nous trouvons, afin de nous aider par vos dons et vos prières, à en sortir, nous rappelant à cette occasion ce que les voisins des Juifs firent pour eux lors de la reconstruction du temple de Jérusalem, dont il est dit *que tous ceux qui étaient autour d'eux les encouragèrent, leur fournissant des vaisseaux d'argent et d'or, des biens, des montures, et des choses exquisés, outre ce qu'on offrit volontairement* ¹.

Nous désirons donc que cette lettre, après avoir été lue entre vous, soit aussi lue dans l'Église ², et nous supplions le Seigneur qu'il dispose vos cœurs à la bienfaisance, et qu'il veuille suppléer selon ses richesses à tout ce qui vous est nécessaire ³.

Nous vous prions de recevoir les salutations de vos affectionnés frères en Christ.

[Signé :]

DUPROIX

Manuel BAS

COURTOIS Jeune

DELAPORTE

BAS

Jⁿ-B^{te} COURTOIS

Jean-Louis BAS.

Nauroy, le 22 octobre 1832.

La requête des anciens de Nauroy ne portait pas la signature du pasteur qui desservait ordinairement cette église : M. *Matile*, en fonctions à Hargicourt de 1801 à 1838, président du consistoire de Saint-Quentin depuis la création — alors récente — de celui-ci (1829). Le Consistoire de Paris, surpris de cette lacune, demanda des explications. Le président du Consistoire de Paris était alors M. Jean *Monod*, et son fils *Guillaume* avait été le premier pasteur de la paroisse officielle de Saint-

1. *Esdra*s, I, v. 6.

2. *Coloss.*, IV, v. 16.

3. *Philipp.*, IV, v. 19.

Quentin (1828-1832). Son successeur, M. Charles *Sabonnadière*, ne fut installé que le 19 mai 1833 par M. Athanase *Coquerel*, venu de Paris pour la circonstance¹; il nous semble, d'après le rapprochement des dates, qu'il y eut sans doute quelque rapport entre cette visite du pasteur de Paris à Saint-Quentin et la réponse faite quelques jours après par le Consistoire de Paris à la demande que lui avaient adressée, huit mois auparavant, les anciens de Nauroy.

Voici en effet le texte de la délibération prise² :

CONSISTOIRE DE L'ÉGLISE RÉFORMÉE DE PARIS

Séance du 7 juin 1833.

Étaient présents MM. les pasteurs Monod père, président, Juillerat, F^e Monod, Coquerel et Montandon; MM. les anciens marquis de Jaucourt, Fabre, Vernes, baron Mallet, Brière, Laffon de Ladébat, secrétaire.

... Une lettre particulière, écrite à M. Monod père par M. Sabonnadière, pasteur de Saint-Quentin, et communiquée au Consistoire, donne des explications sur les causes de l'absence de la signature de M. Matile, pasteur d'Hargicourt, sur la demande faite par les anciens de cette Église, d'un secours pour rétablir leur temple incendié. Le Consistoire décide qu'une somme de 100 francs sera accordée à l'Église de Nauroy, pour l'aider à réédifier son temple.

[*Signé :*]

LAFFON DE LADÉBAT.

J. MONOD p^r.

Il est intéressant de relever parmi les noms des membres présents à cette séance celui de M. Charles Vernes, sous-gouverneur de la Banque de France, dont le fils Louis, d'abord élève à l'École polytechnique, devait devenir quelques années plus tard (1841) pasteur à Nauroy.

1. DAULLÉ, *Chronique du Consistoire de Saint-Quentin*, p. 67-70.

2. M. Ch. Voigt a bien voulu la rechercher dans les Archives de l'Union consistoriale des Églises réformées de Paris, à l'Oratoire, registre des délibérations du Consistoire, t. VI, f^o 33.

I

Il y eut des temples dès la fin du XVIII^e siècle dans certains villages voisins (Walincourt 1787, Hargincourt 1791); le culte fut de même, à partir de cette époque, célébré à Nauroy dans un bâtiment affecté plus ou moins exclusivement à cet usage¹. « La tradition locale parle d'une maison (derrière une grange), construite par corvées volontaires des protestants au temps de la Révolution. Les murs étaient en terre, paille et mortier, la toiture en chaume. La grange qui séparait le temple de la grand'rue (« rue grainde » ou rue Obert) appartenait aux *Fontaine* : Michel, marié à Tournay en 1764, Jean né en 1769; elle occupait l'emplacement de la cour actuelle du temple, en empiétant un peu sur la rue.

« Un rapport adressé par le Consistoire à Rabaut le jeune porte bien, en 1806 : « A Nauroy... on tient assemblée dans une maison, habitée par un ménage », mais cette indication vague, commune à toutes les localités précédentes et suivantes, peut fort bien s'entendre d'une construction spéciale contiguë au logement habité par ceux qui la possédaient peut-être au nom de l'Eglise². »

La *Statistique des Églises réformées de France*, par Soulier, porte : « Nauroy a un temple bâti aux frais des réformés. » Cette *Statistique* est de 1828. Or la pièce récemment acquise par la Société de l'histoire du protestantisme semble fixer précisément à cette année 1828 la date — jusqu'à présent ignorée — de la construction du premier temple proprement dit. (La *Chronique du Consistoire de Saint-Quentin*, publiée par M. Daullé³, men-

1. Nous avons publié en 1899 une *Notice historique sur Nauroy et ses environs au point de vue des origines et du développement du protestantisme* (Paris, Fischbacher, in-8). Cette étude avait paru dans les *Mémoires de la Société académique de Saint-Quentin* (tome XIII, 4^e série). La plupart des exemplaires ont été probablement brûlés ou détruits dans les bibliothèques publiques et particulières pendant l'occupation allemande de 1914-1918; nous nous autoriserons de ce fait pour reproduire ci-après d'assez copieux extraits, avec cette référence : *Notice sur Nauroy*.

2. *Notice sur Nauroy*, p. 75.

3. Paris, Fischbacher, in-8, 1890, p. 61.

tionnait ce temple « bâti sur l'emplacement d'une maison de prières en ruine » et inauguré le 4 octobre 1829.

D'autre part notre même épître indique que l'édifice « comptant à peine trois années d'existence » fut détruit par un incendie, le 28 septembre 1832.

II

Les « anciens et diacres composant le consistoire », signataires de cette pièce, sont assez faciles à identifier grâce à trois catégories de documents : registres tenus par le curé de la paroisse, liste des membres de l'Eglise wallonne hors de Tournay¹; état-civil protestant pour les années 1788 et 1789, pièces rares qui ont disparu sans doute avec la plus grande partie des Archives du Tribunal civil de Saint-Quentin pendant l'occupation allemande en 1914-1917².

Nous remarquons d'abord que la pièce de 1832 n'est pas signée par le pasteur. C'était *M. Matile*, qui résidait depuis 1801 au village voisin, Hargicourt, chef-lieu d'une section du consistoire créé à Monneaux en 1803, puis du consistoire plus récemment établi à Saint-Quentin en 1828. Il devait prolonger encore quelques années — jusqu'en 1838 — un long et fidèle ministère. C'était l'époque du « Réveil ». L'existence d'une société d'amis des missions vers 1828 à Nauroy est l'une des preuves de l'intensité de la vie religieuse à cette époque dans ce petit troupeau : un jeune homme alors âgé d'une vingtaine d'années, originaire de l'annexe de Montbrehain, devait être l'un des premiers missionnaires du sud de l'Afrique : *Louis Cochet*.

Les « anciens-diacres » sont au nombre de sept, sans doute par une réminiscence du chiffre sacré qui avait été aussi celui des premiers diacres à Jérusalem dans l'Eglise chrétienne primitive (Actes, vi). Ce sont tous des « mul-

1. *Registres de la Barrière*, édition de 1894, p. 283.

2. *Notice sur Nauroy*, p. 58 et 112.

quiniers » ou « fabricants de toiles », et presque tous des vieillards.

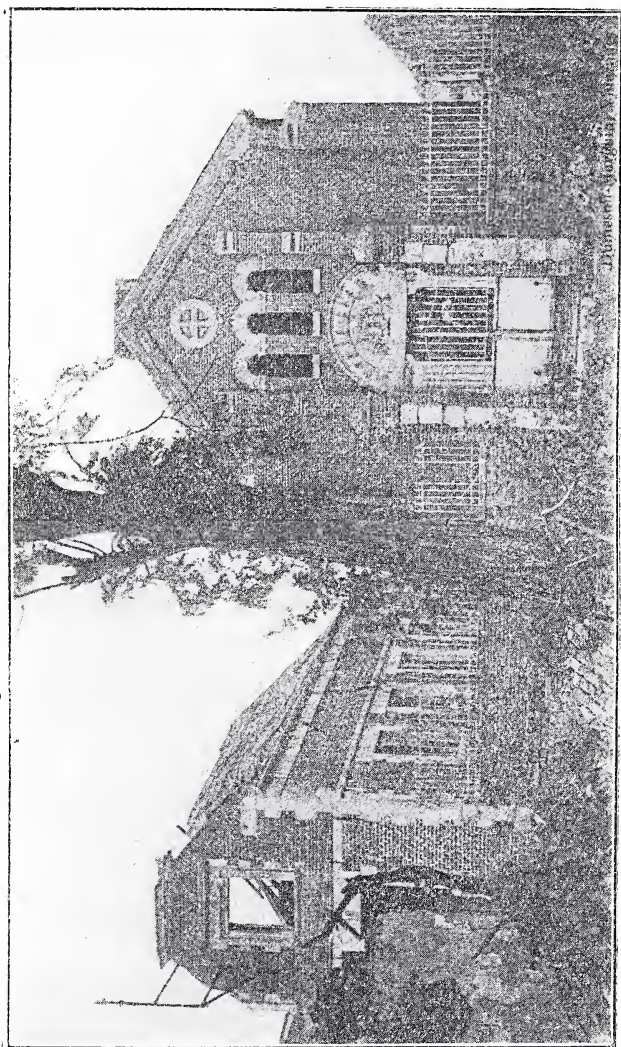
Les *Duproix* figurent dès le début du xviii^e siècle sur les registres du curé de Nauroy (en 1706 décès de Jean Duproix et mariage de Jean). Dès qu'ils le purent, ils se rendirent à Tournai pour y faire bénir leur mariage par les pasteurs hollandais des « églises de la Barrière » : c'est ainsi qu'en 1772 Marie-Anne Duproix épouse Claude Courtois; ce mariage fut « réitéré » et enregistré au baillage de Saint-Quentin en 1788 après l'édit accordant l'état-civil aux protestants. En même temps fut « réitéré » le mariage de Marie-Reine Duproix avec Louis-Joseph Watin, datant de 1773. Jean Duproix est l'un des premiers habitants de Nauroy inscrits comme membres de l'Église wallonne hors de Tournay vers le milieu du xviii^e siècle.

Albert Duproix, baptisé le 31 décembre 1784, fils d'Albert Duproix et de Françoise-Anne Courtois, était ancien du consistoire de Monneaux (pour le « quartier » de Nauroy) en 1821; en 1826 il est un des notables représentant « les protestants de Nauroy » par devant le notaire du Catelet. C'est certainement lui qui signe la requête adressée en 1832 au consistoire de Paris. Il avait épousé une fille de *Claude Courtois*. Deux de ses petits-fils, née à Nauroy (Joseph en 1810, Louis en 1812) devaient devenir pasteurs.

Les maisons habitées par les Duproix et les Courtois étaient voisines, en face du grand abreuvoir. Ils enterraient sans doute au xviii^e siècle, peut-être encore au commencement du xix^e, leurs morts dans le fond de leur jardin, la « terre bénite » du cimetière paroissial étant interdite aux non catholiques. En 1894 des terrassiers, creusant dans l'ancien jardin des Duproix les fondations de nouveaux ateliers de M. Boudoux, ont ainsi trouvé sept squelettes rangés côte à côte dans un espace d'une quinzaine de mètres, le long d'une haie.

La maison *Delaporte* était au sud de la grande place; son jardin n'était séparé du temple que par un

champ allant de la place jusqu'à la « rue Grainde » ¹.
 Le second signataire de l'acte de 1832 est sûrement



Nauroy. Le Temple protestant.

Charles Delaporte, baptisé par le curé de Nauroy le 31 octobre 1774; son père nommé également *Charles*

1. Voir l'extrait du plan cadastral de 1837 reproduit dans notre *Notice* p. 75.

avait fait bénir son mariage dans l'Eglise de Tournai; il fut en 1778 un des cinq habitants de Nauroy qui obtinrent du parlement de Paris un arrêt ordonnant la réformation des actes de baptême où les curés avaient mis « des expressions contraires à la légitimité des enfants »; c'est aussi l'un de ces deux *Charles Delaporte*, le père probablement, qui figure le premier comme témoin à un acte de naissance en tête du registre d'état civil ouvert pour les protestants (le 31 août 1788).

Jean-Louis Bas porte le nom de la famille la plus nombreuse alors, et aujourd'hui encore, parmi les protestants de Nauroy (Elle est représentée par trois de ses membres parmi les sept « anciens » de 1832). Son mariage a été béni le 4 octobre 1777 dans l'Eglise de Tournai et « réitéré » au baillage de Saint-Quentin le 26 juin 1788. (A moins qu'il ne s'agisse d'un autre *Jean-Louis*, baptisé par le curé le 3 mai 1787, fils de Louis-Joseph Bas et de Marie-Suzanne Bas (née en 1758), dont le mariage est réitéré le même jour que celui de Jean-Louis susdit).

Manuel, prénom d'un autre signataire de l'acte de 1832, était un nom porté par plusieurs membres de cette famille *Bas* (ainsi par un enfant né en 1787 et qui vécut quelques mois seulement).

Le troisième *Bas* signataire de la requête de 1832 est probablement *Pierre Étienne*, qui était dès 1816 ancien du consistoire de Monneaux. Il avait été baptisé le 16 juin 1763, et était par conséquent âgé d'environ soixante-dix ans. Son père *Amand Bas* était membre de l'Eglise de Tournai.

Dès avant la Révocation, il y avait des Courtois protestants à Hargicourt ¹. *Courtois jeune*, « ancien » de Nauroy en 1832, est, je pense, *Isaac* : c'est de ce prénom qu'est signé un acte du 25 novembre 1833 — en connexion manifeste avec la reconstruction du temple brûlé en 1832 : achat à Michel Fontaine du terrain situé entre le « vieux temple » et la rue « grande » ². C'était sans doute

1. Etude de M^r Villain au Catelet : cf. *Notice*, p. 78.

2. *Notice sur Nauroy*, p. 25.

un frère cadet du septième et dernier signataire de la requête de 1832 : *Jean-Baptiste Courtois*, baptisé en 1774, fils de Claude Courtois et de *Marie-Anne-Angélique Duproix*. D'un premier mariage contracté vers 1759 avec Françoise Vitasse, celui-ci avait eu six enfants; devenu veuf en 1771 et remarié à Tournay le 3 mai 1772 il eut au moins autant d'enfants de ce second mariage; avec son collègue au consistoire *Charles Delaporte*, deux *Watin* et *Michel Fontaine* (marié à Tournai en 1764) ce Claude Courtois est un des cinq chefs de famille intéressés en 1778 à la réformation des actes de baptême par arrêt du Parlement. C'est lui aussi qui le premier fait « réitérer » son mariage au bailliage de Saint-Quentin le 26 juin 1788; il y retourne le 8 décembre pour faire enregistrer la naissance de son fils Joseph-Josué : l'enfant né le 4 a été baptisé le 7, non plus par le curé de Nauroy, comme tous ses frères et sœurs depuis vingt-huit ans, mais par le pasteur Née, alors en résidence tantôt à Saint-Quentin, tantôt à Bohain. Les deux témoins sont un de ses fils les plus âgés, Jean-Charles, et son gendre Albert Duproix. Ainsi se trouve manifestée une fois de plus la tendance de ces trois familles Bas, Courtois et Duproix, à contracter constamment des alliances entre elles, sans doute afin de rester fidèles à leur Eglise. Et ces trois noms sont portés encore au xx^e siècle par des pasteurs arrière-petits-fils ou petits-neveux des « anciens » de 1832.

III

Le temple construit en partie avec les dons de l'Eglise de Paris — sans aucune subvention du gouvernement — fut inauguré le 17 mai 1834 : il ne dura pas trois ans comme le précédent, mais trente ans seulement encore, ayant été détruit par une trombe en 1864. Un quatrième édifice, construit en 1868, aura duré un demi-siècle, jusqu'à la ruine du village pendant la guerre en 1917. On y avait transporté la chaire de 1834. Lorsque

j'étais — de 1893 à 1895 — pasteur à Nauroy, j'ai recueilli sur ce troisième temple les souvenirs de vieillards qui avaient assisté à sa dédicace, notamment *Joseph Vatin* (dit « le Philosophe ») né en 1810, mort en 1898 : on avait au XVIII^e siècle fait parfois le culte dans la maison de son grand-père Charles, marié à Tournai en 1762.

« Dans le temple de 1834, on entrait par le midi; un passage pavé de briques posées de champ, large à peine d'un mètre, conduisait, entre deux granges, en montant, de la rue à un porche de plein cintre, surmonté d'une planche avec cette inscription : « *C'est ici la maison de Dieu, c'est ici la porte des cieux* » (Genèse, 28, 17). Il y avait un petit vestibule d'où une porte, en face du porche, donnait accès dans le temple. A droite, en entrant, dans le mur oriental du vestibule, était pratiquée une étroite fenêtre à petits carreaux par où l'on pouvait jeter un coup d'œil dans l'intérieur et voir si le pasteur avait commencé le service.

En face la porte du vestibule se trouvaient quelques chaises, mais le reste du temple était rempli de bancs en bois à dos plein, à huit places. Chaque banc avait été, à l'origine, payé par une famille; la propriété se transmettait par héritage ou par vente à l'amiable. Les femmes s'asseyaient à gauche du prédicateur, les hommes à droite.

Au fond était la chaire, fort élevée au-dessus du sol; il n'y avait point de « ciel » (abat-voix). Deux petites fenêtres étaient percées dans ce mur du fond, de chaque côté. A gauche de la chaire était un banc à deux pour le « lecteur » ou bien les deux lecteurs qui remplaçaient fréquemment le pasteur lorsqu'il prêchait dans d'autres églises éloignées. De l'autre côté de la table de communion, en face de la chaire, un banc semi-circulaire, à dossier, d'une dizaine de places, était réservé aux anciens (*sept*, nous l'avons vu, signent le document de 1832).

Les murs étaient tout unis, d'une teinte blanche bleutée, sans aucune inscription. Au nord il y avait quatre fenêtres; au midi, trois. Longtemps il n'y eut, pour les jours sombres qui viennent de bonne heure en Picardie, d'autre moyen d'éclairage que de petites chandelles fixées sur des morceaux de bois en croix, plantés dans le mur. On remarquait ceux qui, comme « M^{me} veuve Courtois » (probablement la mère octogénaire des deux membres du consistoire) s'offraient le luxe de mettre dans le mur, au-dessus de leur banc, un clou pour y accrocher une petite lampe. Il n'y avait point de chauffage.

Tout simple qu'il fût, cet édifice paraissait presque beau aux protestants de Nauroy. Les vieillards me disaient : « C'était bien

supérieur à toutes nos maisons de paille » ! Avec joie, deux fois par dimanche, on venait là malgré le vent et la neige, parfois sur des échasses pour traverser « ces bourbes », et on arrivait de bonne heure pour chanter quelques psaumes en attendant le commencement du service :

Roi des rois, Éternel mon Dieu !
Que ton tabernacle est un lieu
Sur tous les autres lieux aimable :
Mon cœur languit, mes sens ravis
Ne respirent que tes parvis
Et que ta présence adorable ;
Mon âme, vers toi s'élevant,
Cherche ta face, ô Dieu vivant¹.

IV

Pourvue d'un nouveau temple en 1834, l'Église de Nauroy allait bientôt — pour la première fois depuis qu'elle existait — constituer une paroisse distincte, avec un pasteur spécial : l'ordonnance royale du 5 novembre 1837 attribua à la paroisse nouvelle, pour dépendances, non seulement Montbrehain, Serain, Levergies, villages assez voisins qui lui sont encore aujourd'hui rattachés, mais des localités beaucoup plus éloignées : Flavy-le-Martel (entre Saint-Quentin et Chauny); Fargniers (près de la Fère), enfin Trosly-Loire, à une cinquantaine de kilomètres à vol d'oiseau directement au sud de Nauroy ; (il n'en reste maintenant qu'un amas de décombres), à quelque distance à l'ouest de la route de Soissons que dominant aujourd'hui les ruines, achevées en 1917 par les Allemands, de Coucy-le-Château. Là vivaient jadis quelques disséminés que pouvait bien difficilement atteindre le premier titulaire de la nouvelle paroisse, M. le pasteur Daugars (1838). Flavy, Fargniers et Trosly furent avec avec raison détachés de la paroisse de Nauroy et rattachés à celle de Saint-Quentin en 1850.

Avant de quitter les annexes de Nauroy je relève ce

1. *Notice sur Nauroy*, p. 80.

fait auquel les circonstances actuelles, et la date presque centenaire, donnent un regain d'intérêt : à *Montbrehain* on n'osa pas se réunir au temple en l'absence du pasteur jusque vers 1830. Les assemblées avaient lieu chez Daniel Denis (dont un descendant était « ancien » lorsque j'étais pasteur à Nauroy) ; puis, après 1812, chez Zacharie Proy au lieu dit *le Désert*. L'initiative de la construction d'un temple fut prise il y a exactement un siècle, en 1819, par un survivant des campagnes de l'Empire : Pierre-Joseph Doloy, ancien soldat qui avait perdu l'avant-bras droit et avait été fait prisonnier dans les guerres d'Espagne. C'est en souvenir de ce vieux militaire protestant que le hameau de Montbrehain qui se trouve au bout de la rue de l'Abbaye porte encore ce nom : *l'Espagne*.

Aux pasteurs, dont je donnais naguère la liste, nés — en assez grand nombre — à Nauroy, il faut ajouter MM. Froment (Paul) et Larcher (Paul), et aux pasteurs en exercice dans la paroisse depuis 1837 il faut ajouter MM. Taquet et Cheminée : celui-ci a été emmené par les Allemands comme prisonnier civil.

V

Lorsqu'en 1894 nous célébrâmes le cinquantenaire de la dédicace du temple de Serain, l'un des cantiques chantés fut celui d'Édouard Monod :

Ils ne sont plus, ces jours de funeste mémoire,
Où fuyaient au désert nos troupeaux dispersés,
Où l'on nous défendait de prier et de croire,
Où gisaient les débris des temples renversés.....

Hélas, ils sont maintenant revenus « ces jours de funeste mémoire » ! Le pasteur de Saint-Quentin, celui de Nauroy, ont été emmenés en captivité. A Reims, à Nancy, à Arras, à Lunéville, et en bien d'autres lieux, nos temples ont été détruits ou gravement endommagés. Le culte a été célébré dans le temple pendant quelques semaines, sous l'occupation allemande, puis le bâtiment a été réqui-

sitionné le 26 novembre pour loger les troupes de passage ; le mobilier (bancs, chaises, orgue) a été mis à l'abri dans diverses maisons protestantes. Lorsque le local était vide, les Allemands l'ont parfois utilisé pour les services célébrés par leurs aumôniers militaires. Ils enlevèrent la cloche en même temps que celle de l'église catholique. Le 16 février 1917 ils emmenèrent comme prisonniers civils pour les faire travailler on ne sait où — dans le nord de la France, en Belgique ou en Allemagne — tous les habitants valides, hommes et femmes, âgés de plus de seize ans et de moins de soixante. La famille du pasteur et un certain nombre de vieillards et d'infirmes ont d'autre part été rapatriés en France par la Suisse. Le troupeau est dispersé. Le pauvre village, situé tout à la lisière de la fameuse « position Hindenburg », a été en grande partie démoli. Que restera-t-il du temple lorsque les troupes françaises ou anglaises réoccuperont ce terrain si chèrement disputé ? Alors, comme en 1837, les protestants de Nauroy auront besoin de la collaboration fraternelle d'autres Eglises pour relever les murs de leur sanctuaire. Mais alors surtout, comme au XVIII^e siècle, comme au XIX^e, ils sauront, au milieu des ruines et des deuils, s'appuyer sur l'Eternel « le grand réparateur des brèches ».

Jacques PANNIER,

Aumônier militaire.

Aux armées, à Cuts (village natal de Ramus)

mai 1917.

Épilogue. — Depuis que cet article a été écrit, trois ans ont passé : nous avons appris comment M. le pasteur Cheminée, évacué à Boussois près Maubeuge, avait pu y célébrer le culte, auquel, malgré les défenses des Allemands, venaient assister les protestants de Nauroy, déportés à Rocquignies. M. Cheminée réunissait également, ailleurs, des évacués de Jeancourt et Vendelles. Ainsi l'histoire se répétait, après deux siècles : les « réfus-

giés » du Vermandois, de nouveau « sous la croix », se regroupaient dans cette même région où s'étaient formées en 1715 les « Eglises de la Barrière ».

Mais plus heureux que les réfugiés après la Révocation, les persécutés de 1917 ont pu rentrer en France dès la deuxième année d'exil : rentrer... non pas encore *tous*, et non pas encore *dans leurs maisons*, mais dans les ruines : car à Nauroy (libéré le 29 septembre 1918), pas une seule maison n'est intacte. Du temple, il reste quatre pans de murs. Celui de Montbrehain est à peu près anéanti, celui de Serain fort abîmé. Dans les trois localités cependant on a recommencé à célébrer régulièrement le culte dès mars et (à Nauroy) mai 1919.

Le *Bulletin du Comité protestant d'entraide* (Où nous en sommes, n° V, mai 1919; n° VI, novembre 1919) a publié des vues et notices sur Nauroy et Hargicourt; de même une brochure éditée par le Comité franco-américain d'union protestante : *Nos sanctuaires dévastés*, Paris, 8, rue de la Victoire, 1919.

SÉANCES DU COMITÉ

17 juin 1919.

Assistent à la séance, sous la présidence de M. Frank Puaux, MM. R. Allier, A. Mailhet, R. Reuss, E. Rott et N. Weiss.

Après la lecture et l'adoption du procès-verbal de la dernière séance, M. le président exprime les regrets de tous nos collègues à l'ouïe des nouvelles qu'il vient de recevoir de la grave maladie de M. G. Bonet-Maury.

Il explique ensuite qu'il a envoyé à la Vénérable Compagnie des Pasteurs de Genève une lettre de félicitations à l'occasion de la désignation de Genève comme siège de la Société des Nations et communique la réponse de la Vénérable Compagnie. Le texte de ces deux documents paraîtra dans le *Bulletin*.

A la suite de cette communication, le président nous informe que la Société biblique de Paris se propose de célébrer, le 30 novembre prochain, le 100^e anniversaire de sa fondation et de convoquer à cette occasion un congrès de nos diverses Sociétés protestantes. Elle demande que la nôtre envoie deux délégués à une première séance qui aura lieu le 19 juin. Au programme provisoire de ce centenaire figure une exposition des plus anciennes et intéressantes éditions et traductions de la Bible. Cette exposition devrait avoir lieu dans notre Bibliothèque. Après en avoir délibéré, le Comité délègue son président et son secrétaire aux réunions qui doivent étudier et arrêter un programme définitif.

Bibliothèque. — Elle a reçu, de M. Charles Salomon, un manuscrit très important pour l'histoire du protestantisme en Vivaraïs, savoir : le *Registre* (renfermant les procès-verbaux) *des actes et déclarations du pays de Vivères pour ceulx de la Religion réformée, d'oct. 1585-13 janvier 1587*. Les héritiers de M. Lœw nous ont fait remettre des brochures et livres relatifs à l'affaire Dreyfus sur laquelle nous avons déjà une collection importante de documents. M. Gal-Ladevèze, ancien pasteur, offre pour le Musée du Désert, une chaire du Désert.

21 octobre 1919.

Assistent à la séance, sous la présidence de M. Frank Puaux, MM. R. Allier, Jules Fabre, Jacques Pannier, R. Reuss, John Viénot et N. Weiss. M. A. Mailhet prend part aux délibérations.

Après la lecture et l'adoption du procès-verbal de la dernière réunion, le président exprime les regrets de tout le comité, de ne plus voir à sa place accoutumée notre excellent collègue M. Gaston Bonet-Maury qui aimait si volontiers prendre part à nos délibérations et qui offrait de si bon cœur son concours à toute bonne œuvre. Ce n'est pas sans émotion que nous nous rappelons sa dernière apparition au milieu de ceux qu'il avait tenu à revoir encore quand ses forces étaient déjà atteintes et c'est avec reconnaissance que nous garderons son souvenir.

M. Mailhet rend compte des progrès de son travail et redemande une augmentation de l'indemnité qui lui a été allouée. Le président priera notre collègue M. Ferdinand Buisson de bien vouloir faire les démarches nécessaires pour qu'une première partie du travail de M. Mailhet puisse, après revision, être préparée éventuellement pour l'impression.

M. le président reprend ensuite la parole pour exprimer le regret que l'aggravation de sa surdité l'empêche de diriger utilement nos séances et prier le Comité d'accepter sa démission de président, dans l'intérêt même de la Société. M. Reuss se fait l'interprète du sentiment de tous ses collègues pour prier M. Frank Puaux de garder son titre de président de la Société d'Histoire. Il suffira, pour le décharger d'une partie de ses fonctions, de lui adjoindre un vice-président qui pourra le suppléer en dirigeant nos amicales et familiales délibérations. Le Comité approuve à l'unanimité cette proposition et l'on procède aussitôt au vote pour la nomination d'un vice-président. Le dépouillement donne 5 voix à M. Reuss, 2 à M. Viénot et 1 à M. Rott.

Malgré l'insistance de ses collègues, M. Reuss croit devoir décliner formellement, vu son âge et son éloignement de Paris, l'honneur de présider régulièrement nos séances. M. Pannier propose alors, vu le petit nombre de membres présents qui ne s'attendaient pas à ce vote, de remettre l'élection à la prochaine séance où il figurera à l'ordre du jour sur la lettre de convocation. Le secrétaire ajoute qu'on pourra joindre à cet ordre du jour la nomination de nouveaux membres destinés à combler le vide causé par le décès de M. Bonet-Maury et à augmenter le nombre de ceux qui pourraient utilement prendre part à nos travaux. Plusieurs noms sont proposés dans ce but et il en est ainsi décidé.

Le président nous entretient encore de l'assemblée qui eut lieu le 21 septembre dernier au Musée du Désert, à laquelle il ne put malheureusement assister. M. le pasteur Poujol y a pris la parole et M. le sénateur Réveillaud a envoyé une adresse¹. Le président remercie en notre nom ces deux orateurs. Il rend compte

1. Dont on trouvera, plus loin, le texte.

aussi de la lettre qu'il a adressée en notre nom à l'Église du Refuge de Frédericia en Danemark, qui a naguère célébré le deuxième centenaire de sa fondation et signale d'intéressants articles sur la Révocation parus dans le *Courrier du Dimanche*, journal de nos coreligionnaires algériens. Il propose enfin au Comité de provoquer l'organisation, à l'Oratoire, au cours du mois de décembre, d'une assemblée solennelle pour commémorer le troisième centenaire de la naissance du pasteur de Charenton à l'époque de la Révocation, Jean Claude, né à la Sauvetat du Dropt en 1619.

Bibliothèque. — Le secrétaire présente une collection de livres anciens, en partie relatifs au protestantisme poitevin, dont M. le pasteur Th. Maillard, un des plus fidèles amis de notre Société, s'est dessaisi au profit de notre Bibliothèque, en prenant sa retraite définitive à Pons. Ce don est reçu avec une vive reconnaissance.

CHRONIQUE LITTÉRAIRE

ET COMPTES RENDUS CRITIQUES

Georges GOYAU. **Une ville-Église : Genève, 1535-1907.** Paris, lib. Perrin, 1919. Deux volumes, de xxiv-242 et viii-320 pages ; douze illustrations.

Ce travail, qui a paru d'abord, en partie, dans la *Revue des Deux Mondes*, est une étude historique soigneusement documentée. Elle témoigne assurément d'un grand effort d'impartialité ; il est tout naturel d'ailleurs que, venant d'une plume catholique, elle n'ait pas réussi à toujours satisfaire les lecteurs protestants.

Mais les Genevois doivent de la reconnaissance à l'auteur : en s'occupant de leur histoire avec tant de précision et de détail, il a sacrifié à cette tâche ses propres intérêts. Le grand public n'en demandait pas tant ; cette histoire n'a rien d'attrayant pour lui. Ces deux volumes, à cause de cela, auront sans doute un succès moindre que les travaux de M. Goyau sur l'Allemagne religieuse. Ce sera la faute du sujet.

Semblablement, quand Édouard Rod, en 1904, a écrit un excellent volume sur *l'affaire Jean-Jacques Rousseau*, il y a mis beaucoup de soin et de talent ; mais cette étude était trop locale, et son livre n'a pas eu de seconde édition. — Je le répète : les

Genevois doivent de la gratitude à ceux qui, comme MM. Rod et Goyau, ont mis beaucoup d'application à parler de l'histoire intérieure d'une ville qui n'était pas leur ville natale.

Les cent premières pages du livre de M. Goyau traitent de la Genève calvinienne; le reste du premier volume est une vue à vol d'oiseau de l'histoire religieuse de cette ville, de 1564 jusqu'à la Révolution française. Le second volume est un tableau, moins rapide et plus détaillé, de la suite de cette histoire pendant le siècle dernier, et jusqu'à l'époque actuelle.

Il n'y aurait pas grand profit à relever, çà et là, de légères inadvertances. Je ne mentionnerai, à titre d'exemple, qu'une seule de ces petites erreurs. A la page 4, M. Goyau cite une *sottie*¹, qui fut jouée à Genève en 1524, le premier dimanche du carême; il dit que le duc de Savoie assistait à cette représentation. Mais la note qui précède cette *sottie* (dans le manuscrit de la bibliothèque de Grenoble, qui nous l'a conservée) dit au contraire :

« Monsieur le duc et Madame y devoient assister. Mais, pour ce qu'on ne leur avoit pas dressé leur place, et qu'on ne les alla querre, ils n'y voulurent pas venir; aussi, pour ce qu'on disoit que *c'estoient huguenots qui jouoyent* ».

Cet *on-dit* trouve sa confirmation dans un passage de cette *sottie*, vers 246 et suivants :

LE MÉDECIN

Monde! tu ne te troubles pas
De voir ces larrons attrapars
Vendre et achepter bénéfices,
Les enfants, ez bras des nourrices,
Estre abbez, evesques,...

LE MONDE

Ce sont des propos du pays
De Luther!

Oui, sans doute, ces propos, que nous avons abrégés, semblent n'être qu'un écho des invectives de Luther, et de tout ce qui se disait à haute voix dans les pays d'Allemagne. Néanmoins ces propos étaient bien de Genève; ils avaient leurs dates dans l'histoire de la ville.

Laissons de côté cette exagération facétieuse, d'évêques *ez bras des nourrices*. Le fait est qu'en 1451, Pierre de Savoie, à l'âge de dix ans, avait été nommé évêque de Genève; et de même en 1495, Philippe de Savoie, à l'âge de cinq ans. Le Saint-Siège avait eu

1. Cette *sottie*, la *Sottie du Monde*, qui semble n'avoir été imprimée qu'au XVIII^e siècle, a été réimprimée six fois; en dernier lieu, par M. Émile Picot, pour la Société des anciens textes français, en 1904.

tort sans doute de consentir à ces deux choix, qui ne pouvaient que nuire au respect de l'autorité épiscopale. Il est vrai que la première de ces nominations s'expliquait, comme une des conditions au moyen desquelles le pape Nicolas V avait obtenu l'abdication d'un anti-pape et la cessation d'un schisme; et que la seconde n'est qu'une peccadille dans le pontificat d'Alexandre VI.

M. Goyau a bien indiqué la raison de l'autorité qui fut accordée à Calvin : c'était l'homme indispensable, seul capable de diriger l'Église réformée. Dans les premiers temps, son caractère dominateur l'avait rendu insupportable aux Genevois, qui bien vite l'avaient mis à la porte. Mais ils ne tardèrent pas à se trouver dans le plus grand embarras; ils avaient à créer un clergé : tâche difficile, dans l'exécution de laquelle ils sentirent bientôt leurs efforts échouer. Il ne leur restait plus que le choix entre deux partis : se mettre dans les mains de Berne, qui avait su créer pour le pays de Vaud un corps de pasteurs; ou rappeler l'homme qu'ils avaient chassé. Si j'ose employer une expression dont le roi Louis-Philippe un jour s'est servi, ils se résignèrent alors à avaler Calvin tout cru.

Celui-ci avait à la fois un profond génie théologique, un vrai talent d'écrivain français, de grands dons d'organisateur, et une volonté de fer : rare coexistence de mérites singulièrement divers. Qu'on le compare à ses collègues Farel et Viret, ou à ceux qui ont tenté plus tard une entreprise analogue à la sienne : Saint-Cyran, ou le père Hyacinthe, on voit combien il leur était supérieur, et l'on s'explique l'étendue et la durée de son succès.

Vaincue en France, la Réforme calviniste a pris dans les Églises de langue anglaise une telle place que l'on ne répéterait pas aujourd'hui ce que Bossuet disait en 1689 : « Les Luthériens, la principale partie des protestants¹ ».

A Genève même, si la rupture avec l'Église catholique a été définitive, les idées particulières de Calvin, qui se sont perpétuées pendant plus d'un siècle, ont fini pourtant par être abandonnées. M. Goyau a très bien montré comment, sous l'influence de J.-A. Turretini, les pasteurs genevois ont laissé, pour ainsi dire, leurs idées dévaler sur une pente; leur théologie a fini par ressembler à « une corniche posée sur la bâtisse philosophique ».

M. Goyau, en même temps, a suivi l'histoire politique de la République. Celle-ci, aussitôt après la mort de Calvin, a été encerclée par la Savoie, qui entra en possession de territoires ruraux embrassant tous les environs de Genève. M. Goyau aurait dû citer les traités de Nyon (1564) et de Lausanne (1567) par

1. *Avertissement aux protestants sur l'Apocalypse*. LXIX.

lesquels la République se trouva resserrée dans cette position dangereuse. De même, plus loin, il n'a pas dit que c'est parce que Napoléon est revenu de l'île d'Elbe, pour le malheur de la France, que Genève en 1815 a pu se rattacher à la Suisse autrement que par la voie du lac : les traités de 1814 la lui laissaient seule ouverte.

Je vois aussi deux lacunes dans l'histoire intérieure de Genève. En parlant des Français réfugiés dans cette ville, M. Goyau n'a pas dit quelle grande part ils ont eue à son rayonnement intellectuel¹. De 52 Genevois que, dans le cours de deux cent cinquante ans, les Académies dont la réunion forme l'Institut de France, ont appelés à prendre place parmi leurs membres, leurs associés ou leurs correspondants, on n'en compte que 14 dont les familles soient originaires des environs de Genève : Savoie ou Suisse romande; tandis qu'il y en a 30 dont les familles appartiennent au Refuge français.

En second lieu, M. Goyau n'a pas remarqué que le régime de liberté inauguré par J.-A. Turretini n'a pas porté les bons fruits qu'on eût pu en attendre. Si l'on compare la liste des ouvrages publiés par les protestants français que la révocation de l'édit de Nantes a contraints à passer en Hollande, avec la liste des livres écrits par les pasteurs et professeurs de Genève, on verra que les premiers, par la variété et la fécondité de leur érudition, sont tout à fait supérieurs. Les ecclésiastiques genevois du XVIII^e siècle ont fait très peu de chose dans deux vastes domaines qui leur étaient ouverts : l'exégèse biblique, et l'histoire de l'Église. A la fin de cette époque, les savants allemands ont pris possession de ces champs d'études, et leur rôle y a bientôt été triomphal. Les savants genevois ont beaucoup trop tardé à les suivre sur ce terrain.

Le second volume de M. Goyau s'ouvre avec l'entrée des troupes françaises à Genève, en 1798. Dès lors, rien n'empêcha plus les catholiques des contrées environnantes de venir s'établir dans cette ville. Ils y affluèrent peu à peu, et surtout lorsqu'on eut commencé, en 1847, à démolir les remparts qui en enserraient les habitants dans un étroit espace. M. Goyau a suivi d'un œil réjoui les progrès ininterrompus de cette immigration, grâce à laquelle l'Église catholique a pris à Genève une place toujours croissante. Deux hommes éminents, du XIX^e siècle, ont présidé à ce mouvement : le curé Vuarin et l'évêque Mermillod. M. Goyau a très bien parlé du premier, dont le portrait est au frontispice de l'un de ses volumes. Il a nommé le second trois ou quatre fois, sans jamais insister; il ne l'a pas caractérisé, il n'a pas mis en relief son activité, qui pourtant a été grande.

1. Cf. *Notices généalogiques* de Galiffe. VII, 92.

Né le 22 septembre 1824 à Carouge, petite ville qui avait été réunie à la Suisse dix ans auparavant, Gaspard Mermillod ne fit que passer au Collège de Genève; c'est au séminaire de Fribourg qu'eut lieu la meilleure partie de ses études. En 1849, revenu à Genève, il commença l'exercice des fonctions ecclésiastiques. C'était un jeune homme d'avenir; dès ses premiers pas dans la carrière, il montra un double talent : orateur toujours prêt et toujours éloquent, ou tout au moins agréable à entendre; homme d'entreprise, hardi pionnier, plein d'idées et de projets. Ses chefs surent l'apprécier de bonne heure; il savait déjà lui-même qu'il était de ceux qui ont droit d'espérer les plus hautes dignités. Sa prédication était goûtée partout, et l'accès des honneurs lui eût été plus facile peut-être à l'étranger que dans son pays natal. Il a tenu à rester fidèle à celui-ci, sans doute parce qu'il l'aimait, et aussi parce qu'il aimait la lutte.

Enfant de ces campagnes à l'horizon desquelles on voit s'élever les tours de la cathédrale de Genève, bâtie par les évêques et prise par les réformateurs; fils de ces paysans dont les ancêtres furent ramenés à la foi catholique par saint François de Sales; nourri dans ces séminaires où l'espoir de restaurer le vieux et glorieux siège épiscopal de Genève durait depuis trois cent cinquante ans, Gaspard Mermillod, dans ses rêves de jeunesse, dans ses plans d'avenir, voyait sa résidence épiscopale établie triomphalement dans la ville jadis rebelle que le prince-évêque François de Sales n'avait fait que traverser une fois à la dérobée.

Longtemps simple vicaire, nommé ensuite recteur de Notre-Dame de Genève, et enfin curé de cette ville, Mgr Mermillod reçut, jeune encore (1864) la crosse et la mitre, avec le titre d'évêque d'Hébron *in partibus infidelium*, et il fut chargé de l'administration épiscopale des paroisses catholiques du canton de Genève. On commençait à l'appeler couramment *Monseigneur de Genève*, ce qui n'était point fait pour plaire à ses concitoyens, gardiens vigilants de l'égalité républicaine.

Mgr Mermillod mettait une grande habileté à tourner les difficultés qui lui étaient opposées, et traçait de savantes parallèles pour arriver au but qu'il ne pouvait atteindre directement. Le rétablissement du siège épiscopal de Genève, renversé en 1535, et le développement de toutes les institutions catholiques, qui en formaient le corollaire naturel et prévu, était en effet une espèce de démenti donné à toute l'histoire de la Rome protestante, à des traditions séculaires de défiance politique et d'autonomie religieuse inquiète et jalouse, traditions auxquelles demeuraient attachés les esprits les plus émancipés de la dogmatique ancienne, les fils de Rousseau comme les fils de Calvin. Une antipathie commune rapprochait les faubouriens radicaux et les vieux con-

servateurs protestants. Toute l'âme de la vieille cité se soulevait contre ce qui se préparait.

Quelques années se passèrent en tâtonnements et en temporisations. Le conflit arriva enfin à l'état aigu, le peuple de Genève ayant porté aux Conseils (novembre et décembre 1870) des hommes résolus à maintenir ces deux principes : « Point d'évêque à Genève; point d'évêque de Genève qui ne soit une *persona grata* ». Le parti catholique ne comptait et ne compte dans le corps électoral que pour une fraction légère : une longue série d'épreuves a montré qu'elle oscille entre 13 et 17 p. 100; ce parti eût été battu dans les votations, s'il n'eût pas préféré s'abstenir. Une tentative de résistance dans les villages fut étouffée à Compesières *manu militari* (26 janvier 1875). Mgr Mermillod avait été expulsé de la Suisse (17 février 1873). Son exil dura une dizaine d'années, au bout desquelles, les esprits s'étant un peu apaisés, et Mgr Mermillod ayant été régulièrement nommé (15 mars 1883) pour succéder à Fribourg à Mgr Cosandey, qui était mort sur ces entrefaites, il fut agréé en qualité d'évêque de Lausanne et Genève par le Conseil fédéral, par l'autorité suisse, mais non par les Conseils de Genève qui lui refusèrent le *placet*, et par conséquent le droit d'exercer sur le territoire de ce canton les fonctions épiscopales.

Au temps de M. Vuarin, le gouvernement genevois qui aurait voulu se débarrasser de lui, avait cru être habile en faisant dire à Rome : « *Non amoveatur, sed promoveatur* : Nous ne vous demandons pas de l'éloigner; mais tout s'arrangerait si vous faisiez de lui un évêque en Savoie ». — Les papes de cette époque avaient fait la sourde oreille : M. Vuarin remplissait trop bien ses fonctions pour qu'ils consentissent à le caser ailleurs.

Mgr Mermillod, au contraire, n'ayant évidemment pas réussi, dans la lutte qu'il avait engagée pour devenir évêque de Genève, et qui avait duré de 1864 à 1891, le pape Léon XIII finit par s'en rendre compte; pour mettre un terme à une situation équivoque qui s'éternisait sans résultat, il se décida à *promouvoir* Mgr Mermillod; il le créa cardinal, il l'appela à Rome, et lui donna pour successeur à Fribourg Mgr Deruaz, qui prit aussitôt pour devise : *In viam pacis*. Avant de disparaître, la Ville-Église avait ainsi remporté une dernière victoire. M. Goyau, je l'ai dit, semble avoir voulu passer sous silence cet épisode important de l'histoire qu'il a racontée.

En même temps qu'il suivait les progrès de cette infiltration continue des immigrés catholiques, par laquelle la prépondérance du protestantisme était sourdement battue en ruine à Genève, M. Goyau a montré, dans les luttes qui divisaient les protestants, une autre cause d'affaiblissement. Les premiers apôtres du Réveil, bientôt après 1815, attaquèrent vivement la

Compagnie des pasteurs, dont la plupart des membres avaient une doctrine très éloignée de l'orthodoxie du ^{xv}^e siècle; ces débats firent beaucoup de bruit dans le pays, et au dehors. Vinrent ensuite les révolutions politiques de 1841 et 1846, qui transformèrent l'administration de l'Eglise et la laïcisèrent; à vrai dire, sur ce point, le mal ne fut pas grand, et ces changements en définitive furent heureux. Puis survint l'apparition de l'école critique, qui débuta en 1849 par la publication d'une brochure de M. Edmond Scherer : *la Critique et la Foi*. C'est en 1864 seulement que cette école a commencé à trouver des partisans dans le clergé genevois. Les années 1864 à 1880 ont été remplies par l'agitation qui s'ensuivit. M. Goyau s'est trop complu à citer les objurgations et les acerbes reproches que les orthodoxes adressaient alors aux libéraux; il énumère, pages 132 à 139, une série de pamphlets qui se résument en deux mots: « Votre Eglise n'est pas une Eglise; vous n'êtes pas vraiment chrétiens ».

Il eût pu rappeler à ce propos quelques mots de Bossuet, dans l'*avertissement* qui précède sa *Conférence avec M. Claude*: « Qui-conque peut montrer à toute une Eglise, à toute une société de pasteurs et de peuple, le commencement de son être, et un temps, quel qu'il soit, durant lequel elle n'était pas, l'a convaincue dès là qu'elle n'est pas vraiment chrétienne ». La citation eût été tout à fait topique. Mais les Eglises protestantes, et le libéralisme genevois, par leur seule durée, ont montré l'inanité de pareils reproches.

L'ouvrage de M. Goyau s'arrête à la séparation de l'Eglise et de l'Etat, votée le 30 juin 1907 par le Conseil général. La loi qui l'établissait n'était point inspirée par un esprit hostile. Les temples, les presbytères, les fonds dont l'Eglise protestante avait la jouissance, devenaient sa propriété.

Cette mesure était néanmoins une victoire pour le catholicisme; chacun a été d'accord pour l'envisager ainsi. Mais le protestantisme a aussi remporté une victoire; il s'est vaincu lui-même, il a su ne pas céder à son éternel et désastreux penchant pour l'émiettement. L'Eglise nationale protestante de Genève a conservé son unité; elle n'a donc pas à craindre l'avenir.

La population protestante du canton de Genève n'a jamais été plus nombreuse qu'aujourd'hui. Si son accroissement est beaucoup plus lent que celui de la population catholique, il ne faut pas oublier une des raisons qui l'expliquent.

Voltaire, dans la belle poésie qu'il a écrite au printemps de 1755, et qui a, pour ainsi dire, inauguré son long séjour sur les rives du lac Léman, avait fait un éloge enthousiaste du beau pays où il venait s'établir :

Mon lac est le premier ¹. C'est sur ses bords heureux
 Qu'habite des humains la déesse éternelle,
 La Liberté...
 On n'y méprise point les travaux nécessaires.
 Les états sont égaux, et les hommes sont frères.

Ce dernier vers n'était pas vrai : les Bernois ne traitaient pas les Vaudois en égaux; et à Genève, la société se divisait en classes qui n'avaient pas les mêmes droits : à la campagne, les habitants étaient *sujets* de la République; à la ville, il y avait des *citoyens*, des *bourgeois*, des *natifs*, des *habitants*, des *domiciliés*, avec des privilèges qui se restreignaient de classe en classe. Les luttes interminables qui ont rempli la fin du xviii^e siècle ne permettent pas de considérer les Genevois de cette époque comme un peuple de frères.

Je crois que la phrase qui précède n'était pas exacte non plus. Alors déjà, on commençait à Genève à dédaigner certains travaux nécessaires. En tout cas, c'est aujourd'hui dans cette ville un grave défaut, très préjudiciable au protestantisme. « Le domestique genevois (*la domestique aussi*) est introuvable », disait M. Auguste Bouvier dans un piquant opuscule ². Certains métiers (maçons, cordonniers, etc.) sont regardés de haut en bas, et ne passent guère de père en fils; ces bas métiers, qui demandent le plus de bras, sont abandonnés aux étrangers. Les Genevois protestants qui les méprisent, se trouvent en conséquence trop nombreux pour pouvoir tous exercer dans leur ville natale les professions qu'ils ont préférées : ils partent alors pour l'étranger, et beaucoup d'entre eux ne reviennent pas au pays.

Pendant tout le xviii^e siècle, les protestants du Dauphiné et du Languedoc affluaient à Genève, et l'exode des Genevois, qui avait déjà commencé, s'effectuait alors sans conséquence fâcheuse pour le protestantisme. Les catholiques, à cette date, n'étaient pas autorisés à venir demeurer dans cette ville. Depuis 1798, une restriction pareille n'existe plus. En outre, les protestants de France ne se trouvent plus chez eux dans une situation pénible, en sorte que leur afflux d'autrefois a cessé. Les étrangers qui viennent s'établir à Genève sont maintenant en grande majorité des catholiques, en sorte que la population genevoise, qui, continuellement, s'appauvrit de protestants, s'enrichit surtout de catholiques. — En revanche, dans beaucoup de villes de l'étranger, et notamment à Paris, dans la banque, on rencontre des familles d'origine genevoise.

1. S'il faut juger des lacs par les souvenirs historiques qui s'y rattachent, le lac de Tibériade est incomparablement supérieur à celui de Genève.

2. *Réformons le caractère genevois!* 1885.

« La moitié de nos concitoyens, disait J.-J. Rousseau, épars dans le reste de l'Europe et du monde, vivent et meurent loin de la patrie. Nous sommes obligés d'aller chercher au loin les ressources que notre territoire nous refuse ». — *La moitié*, c'est trop dire; mais j'ai fait, il y a longtemps ¹, quelques recherches précises qui m'ont paru établir que si Jean-Jacques avait dit *le quart*, il aurait été dans le vrai; et j'ai fait récemment de nouvelles recherches, — sur une base restreinte, il est vrai, mais précise et solide, — qui m'ont montré que, dans le temps actuel, cette proportion d'un *quart* s'est à peu près maintenue.

M. Goyau a terminé son livre en disant que Genève, après avoir été une Cosmopolis au temps de Calvin, et au temps de J.-J. Rousseau, l'est devenue une troisième fois après 1859, en faisant « éclore sur le vieux tronc du droit des gens, la plus belle fleur de charité ». Deux de ses citoyens, Henri Dunant et Gustave Moynier, ont fondé l'œuvre de la Croix-Rouge. Genève en a été récompensée, quand elle a été désignée pour être le siège de la Société des nations.

Audiat et altera pars. — Je crois qu'un étudiant de nos Facultés de théologie n'aura pas perdu son temps, si dans le cours de ses études il a lu les *Controverses* de saint François de Sales, l'*Histoire des variations* de Bossuet, et le *Ministère des pasteurs* de Fénelon, pourvu que ces lectures l'aient amené à réfléchir, et à mieux comprendre nos idées protestantes. Je crois de même que le livre de M. Goyau pourra être une excellente lecture pour les protestants genevois, surtout s'ils savent y voir les mauvais effets, et même les dangers des luttes intestines auxquelles ils se sont trop manifestement et très malheureusement complu, pendant le dernier siècle.

EUGÈNE RITTER.

D^r F. J. KROP : I. *Hugenootsche en Calvinistische Stemmen*, Ph. Zalsman, Kampen, sans date; cxii-614 p. — II. *Laatste Oorlogsklanken*, J. Zalman, Rotterdam, 1919, 437 p.

L'auteur est pasteur réformé à Rotterdam. Il a suivi comme étudiant les cours de la Faculté de théologie de Paris, qui l'a nommé récemment Docteur *honoris causâ*. (Sa lettre de remerciements figure en tête du 1^{er} volume.) Il a défendu vaillamment la cause française pendant la guerre et fut parfois presque seul

1. *Bulletin de l'Institut genevois*, tome XXXII, pages 4, et 8 à 12.

à la défendre à Rotterdam. Nous avons déjà eu à nous occuper de lui à l'occasion de la visite de la reine Wilhelmine au monument de Coligny en 1913, visite à laquelle il a consacré tout un livre que nous avons signalé ici.

Le 1^{er} des deux volumes que nous annonçons aujourd'hui comprend deux parties : Voix huguenotes venues de France, voix calvinistes venant de Hollande. Les voix huguenotes sont celles de MM. Viénot, Barrès, Jullian, Doumergue, Gounelle, Weiss, Malleterre, etc. Les voix hollandaises sont moins connues, mais non moins caractéristiques. La longue Introduction reproduit de nombreux articles de journaux et lettres se rapportant aux questions soulevées par la guerre.

Le corps de l'ouvrage en renferme aussi, notamment d'origine allemande et qui peignent au vif la mentalité de nos adversaires. On y trouve des poésies allemandes, produits de guerre fort symptomatiques (p. 281 à 294). Il y a aussi de nombreux extraits d'ouvrages et d'articles français. Le livre n'a pas perdu de sa valeur par la cessation de la guerre. Il restera le témoin des états d'âme provoqués par elle.

L'autre ouvrage dont le titre figure en tête de cette notice est en quelque sorte la suite du premier. Il nous apporte les derniers échos des polémiques soulevées par la lutte mondiale dans un petit pays neutre ou qui prétendait l'être. En réalité, beaucoup de Hollandais furent loin d'être neutres et les renseignements que nous donne M. Krop montrent une fois de plus combien nous avons la tendance à nous laisser aller en France à de folles et dangereuses illusions sur les sentiments des étrangers à notre égard. M. Krop assure qu'il fut pendant longtemps seul à nous défendre dans tout le corps pastoral de Rotterdam. Et les catholiques n'étaient pas mieux disposés pour nous¹.

TH. SCH.

A propos du Quatrième centenaire de la Réforme. Numéro exceptionnel de la Revue de Métaphysique et de Morale (25^e année, nos 5-6, sept.-déc. 1918), p. 529 à 959, 15 fr.

La Rédaction de cette Revue a « cru l'heure opportune (« qu'on ne nous objecte pas l'époque tardive... Les centenaires des événements de l'Esprit ne s'attachent pas à la date d'un jour ») pour... un examen philosophique du protestantisme sous ses aspects les plus généraux, pour se demander ce qu'il fut dans son origine, ce qu'il est dans son essence; quelles en sont les

1. Sur la récente visite de M. Krop en France, voir le *Témoignage* du 20 juin, p. 209.

tendances diverses et parfois contraires ; quelle part ont pris à sa formation les diverses nationalités... et comment elle a contribué à constituer la conscience de l'Europe moderne ». Cette même Rédaction a encore « cru que des Français seraient aptes entre tous à cet examen impartial ». Comme « la France se trouve avoir été désignée, comme par une loi de l'histoire, pour être successivement le théâtre de tous les grands conflits..., tant d'inquiétudes, tant de souffrances lui donnent, entre toutes les nations, la faculté de dominer l'histoire, le droit de revendiquer pour soi les fonctions d'un arbitre équitable ».

Malgré cette revendication un peu prétentieuse, le premier des 13 articles qui composent ce recueil, et l'un des plus remarquables, fut écrit (dès oct. 1917) par un Suisse, M. G. A. Bernouilli, qui a, du reste, eu le bonheur de trouver en M. Charles Andler un magistral traducteur. Il a intitulé son travail : *La Réforme de Luther et les problèmes de la culture présente*. Ce travail est bourré d'idées, mais (ou peut-être à cause de cela) il est impossible d'en résumer le riche contenu, qui est groupé sous les rubriques : *Luther et la théologie moderne*. *La critique allemande et Luther* (p. 546). *Le protestantisme hors d'Allemagne* (553). *La Réforme et la Révolution* (563).

Ces quatre points indiquent assez l'immensité du sujet traité par le savant bâlois. Ses jugements ne sont pas marqués au sceau de la banalité. Exemple p. 544. « On peut, après avoir décrit la fixité factice de ses contours confessionnels, définir la théologie moderne comme une jésuitisation du protestantisme ». Rapprochons cette idée originale d'une phrase empruntée à une citation de Lagarde, que nous trouvons quelques pages plus loin (547) : « Les relations étroites qu'il faut prévoir entre notre État et le Jéhuitisme amèneront une jésuitisation de notre vie politique ».

Autre exemple (546) : « Après la guerre des paysans, Luther s'effraya des conséquences révolutionnaires... du mouvement déchaîné par lui. Il se rejeta en arrière et, depuis cette date, ne fut plus qu'un surintendant ecclésiastique général au service des principicules allemands ».

Les 13 articles du recueil forment 5 groupes : La Réforme allemande (Bernouilli, Imbart de la Tour, Ehrhardt) — française (N. Weiss, Bois, Buisson) — anglaise (Watson, Fargues). Les origines protestantes de la démocratie (Palmer, E. Doumergue). La Réforme et le Monde moderne (J. Chevalier, E. Vermeil, Ch. Andler). Ne pouvant les passer en revue tous, nous allons en apprécier quelques-uns.

M. I. de la Tour se demande : *Pourquoi Luther n'a-t-il créé qu'un christianisme allemand ?* Il a singulièrement simplifié sa tâche en supprimant, dans sa pensée, le luthéranisme scandinave.

et celui des États-Unis, qui est plus nombreux même que celui d'Allemagne, sans compter tous les Luthériens disséminés dans le monde entier. Après ce commode déblaiement préalable, il lui est facile de prouver que le luthéranisme s'est transformé tout simplement en un christianisme allemand, en « la croyance diminuée d'une race, d'un peuple, que « dans la plupart de ses hommes d'État, de ses penseurs, de ses chefs, l'Allemagne contemporaine remonte à Luther. Et elle a raison de l'honorer, s'il est vrai que la grandeur d'un peuple consiste à dominer les autres et non à contribuer au progrès de tous... Esprit classique, institutions libres, idéal démocratique, toutes ces grandes forces dont nous vivons ne sont pas l'héritage de Luther ». On se demandera sans doute avec surprise ce que l'esprit classique vient faire ici. Il nous fait du moins toucher du doigt, si l'on peut dire, la confusion et l'obscurité que la guerre a mis dans les esprits.

Après M. de la Tour, M. Ehrhardt recherche le *sens de la révolution religieuse et morale accomplie par Luther*¹, accomplie, M. Ehrhardt le constate dès l'abord, inconsciemment, « sans plan préconçu, sans l'intention de jouer le rôle de réformateur ». C'est aussi d'une manière inconsciente, conclut M. Ehrhardt, « qu'il a frayé la voie à nos libertés modernes, sans les préparer ni même les apercevoir à l'horizon le plus lointain de sa pensée... Si son œuvre subit en ce moment une épreuve redoutable, elle n'en sortira pas diminuée. Elle n'est pas liée aux destinées de son peuple, pas plus que celle du Christ n'était liée aux destinées du peuple juif ». On voit que M. I. de la Tour et M. Ehrhardt arrivent à des conclusions diamétralement opposées. La Rédaction de la Revue avertit le lecteur, dès l'Avant-propos : « ces divergences d'opinions ne nous ont pas effrayés » ; car, ajoute-t-elle fort judicieusement, « elles feront sentir combien le *réel est obscur* et combien il est difficile à l'esprit humain, quand il cherche la vérité, de se frayer une voie à travers le chaos de l'histoire ». Voilà des paroles d'or qui devraient se trouver gravées au frontispice de toute œuvre historique sérieuse ou du moins dans le cœur de tout historien digne de ce nom. En somme, M. Ehrhardt a réalisé la promesse de cet Avant-propos, en montrant « que le prussianisme n'épuise pas l'essence du luthéranisme » et que, même à travers ce dernier, la Réforme reste « l'une des sources où la démocratie politique a puisé ses dogmes... bref que le protes-

1. Les mérites de cet article ont été mis en relief, avec plus de compétence et d'autorité qu'on ne peut le faire ici, par la plume éloquente de M. Ménégos (*Annales de bibl. théol.*, juillet 1919) qui signale avec raison en passant, dans d'autres articles du Recueil, les méfaits d'un patriotisme à courte vue.

tantisme n'a pas été l'avènement d'une race, mais... un grand mouvement de l'âme humaine ».

M. N. Weiss parle de *Réforme et Préréforme* à propos de *Jacques Lefèvre d'Étaples*, qu'on a voulu opposer à Luther. « Il est certain qu'alors que Luther n'était pas né, Lefèvre était déjà connu, non toutefois comme réformateur religieux, mais comme réformateur des études ». Car il « n'était ni clerc ni théologien », mais « simplement maître es arts et ne donnait que des leçons de philosophie ». Son commentaire sur les *Épîtres de l'apôtre Paul* (1512), dans lequel « on a voulu voir le manifeste de la Réforme spécifiquement française » n'en était en 1520 qu'à sa 3^e édition, tandis que l'*Éloge de la folie* d'Erasmus en eut plus de 30 dans le même laps de temps; et ce commentaire n'attira l'attention de la Sorbonne que quand son auteur eut démontré que Marie-Madeleine, la sœur de Lazare et la grande pécheresse étaient trois personnes distinctes. « Et encore eurent-ils (les théologiens) un peu de peine à y relever des preuves manifestes d'hérésie ». Il mourut à Nérac sans l'assistance d'un prêtre (comme Erasme à Bâle en la même année 1536, où parut, à Bâle même, la 1^{re} édition de l'Institution chrétienne), regrettant son attitude inconséquente qui avait contribué « au triomphe de ceux contre lesquels, à cause de l'Évangile, il avait lutté dans la mesure de ses forces et de son courage ». Il fallait un autre homme pour déclencher le schisme, mais il ne faut pas oublier que, sans Lefèvre, nous n'aurions pas Farel, et, par Farel, Calvin.

M. H. Bois expose et critique avec beaucoup de pénétration la *prédestination d'après Calvin*. Et M. F. Buisson, dans une *Note additionnelle sur la Réforme française*, consacre dix pages aux *Apôtres de la tolérance avant, pendant et après Calvin*.

M. Watson étudie ensuite le *protestantisme en Angleterre*, et M. Farques la *marche du courant calviniste en Grande-Bretagne*. M. Palmer recherche les *origines protestantes de la démocratie moderne* dans l'histoire des *Anabaptistes*, en partant de l'affirmation de Troeltsch « que les éléments essentiels du protestantisme firent leur entrée dans le monde moderne, non pas directement avec la Réforme, mais par l'intermédiaire des sectes, dont la principale est celle des Anabaptistes ». Il illustre cette affirmation par la parole évangélique, que la pierre rejetée par les maçons est devenue la pierre angulaire. On trouvera ici une description très vivante et très détaillée du siège de Munster.

M. E. Doumergue place son sujet en pleine actualité en confrontant *Calvin et l'Entente* et en dégageant, en sens inverse, les liens qui rattachent *Wilson à Calvin*, Wilson, fils et petit-fils de pasteur, élève, puis président de l'université de Princeton, « un des foyers les plus ardents du calvinisme américain ». Cet

article est complété par un important *Appendice sur les discussions relatives à l'origine de la Déclaration des droits de l'homme*.

Arrivons au dernier groupe d'études. Celle de M. Chevalier compare *les deux Réformes : le luthéranisme en Allemagne et le calvinisme dans les pays de langue anglaise*. « L'opposition irréductible du monde germanique et du monde occidental » y est un peu trop forcée, à la lumière des événements actuels. Cet article, excellent pour ce qui concerne l'Angleterre, porte un peu trop la marque du temps. Enfin M. Vermeil peint *les aspects religieux de la guerre*¹ et M. Andler scrute *l'esprit conservateur et l'esprit révolutionnaire, dans le luthéranisme*, ou plutôt chez Luther, car c'est de lui seul qu'il s'agit, de la révolution qu'il a opérée *dans la foi* et dans *l'Église*, et de son *conservatisme politique*. Ces derniers articles sont encore bien riches d'idées, et nous regrettons de ne pouvoir plus nous y arrêter.

TH. SCH.

Genève pépinière du Calvinisme hollandais.

Tel est le titre du grand ouvrage de M. Herman de Vries, dont le tome I (Fribourg, Fragnière, 1918, XV-331 p. 16 fr.) nous renseigne sur *les étudiants des Pays-Bas à Genève au temps de Théodore de Bèze*. Ce tome comprend beaucoup de choses; d'abord 9 pages de bibliographie, intitulées *Liste des abréviations*. Pourquoi? alors que les véritables abréviations (*vo et ro*, p. 44 et suiv.) ne sont pas expliquées?

Passons l'Avant-propos et ses remerciements d'usage.

La triple Introduction étudie les *tendances révolutionnaires et aristocratiques* à la fois du *Calvinisme au xvi^e siècle*, la personne du *successeur de Calvin à Genève* et la *situation aux Pays-Bas*.

Le corps du volume a 6 chapitres : I Les sources; II La liste des étudiants, soit 296 noms, immatriculés entre 1559 et 1604, avec notes critiques ou explicatives; III Commentaires biographiques, dans la mesure où l'on en a pu trouver les éléments. Ceux qui en sont l'objet portent un astérisque dans la liste du chapitre précédent. (Le n° 260 n'a pas d'astérisque et figure tout de même p. 170); IV Les centres secondaires fréquentés par les étudiants hollandais de Genève. Les universités françaises n'y figurent guère, « parce que l'impression des matricules n'y est qu'à son début ». Cependant une liste des Hollandais, étudiants à Orléans, a été publiée à Utrecht en 1913 par M. J. van Kugk et

1. Écrit aux armées en mai 1918.

renferme 4 « de nos étudiants ». Heidelberg « en attirait le plus grand nombre; 94 de nos étudiants y ont été immatriculés. Cette université fut même fréquentée par beaucoup plus d'étudiants hollandais que Genève. A l'époque qui nous occupe, 538 Hollandais et Belges y passèrent. Malgré cette supériorité numérique elle reste pour nous un centre secondaire parce que les idées génératrices du mouvement sortaient de Genève ». Sur les registres de l'université de Bâle, M. de V. a relevé 43 de ces noms. Leyde en a inscrit 93, etc. Le chapitre finit par la répartition des étudiants d'après leurs lieux d'origine, par exemple : Heidelberg fut fréquenté par 21 étudiants de la Belgique actuelle, 10 de la Frise orientale, 4 de Gueldre, autant d'Utrecht, 3 de Zélande, etc. Cette répartition est expliquée en détail et motivée au chapitre V, Groupements divers; VI Remonstrants et Contremonstrants; La dualité en Th. de Bèze. Les remonstrants sont les disciples d'Arminius, pour lequel Bèze eut une sympathie très marquée et très continue.

Les pièces justificatives, dont on trouvera la liste p. 307, se composent de Lettres et d'Extraits de registres. Parmi les lettres, 3 sont de Bèze et 13 lui sont adressées. Le volume est clos par un Index des noms de personnes, et le fait que cette liste remplit 20 pages prouve assez son importance.

Les tomes suivants poursuivront l'étude de cette période et montreront l'importance du rôle de Bèze dans le grand mouvement religieux qui finit par la victoire du calvinisme en Hollande. Mais un fait bien curieux et même « déconcertant, quand on le compare à la prodigieuse extension que le Calvinisme prit plus tard dans les Pays-Bas », c'est que « ni la masse du peuple, ni les savants » (p. 26) ne firent attirés par le Luthéranisme. Des trois motifs invoqués par l'auteur pour expliquer cette anomalie, nous préférons le plus simple, à savoir « que la situation politique et sociale n'était pas encore telle qu'on acceptât avec joie tout ce qui pouvait amener un changement ». Mais il convient sans doute d'y joindre, comme élément important, l'influence de la Genève calviniste. « Au commencement, le calvinisme végète comme le luthérianisme, avec cette différence cependant qu'il ronge son frein. La résignation des luthériens lui est étrangère. Ceux-ci obéissent plutôt au cœur, les calvinistes à la tête ». Cette dernière phrase nous semble très digne d'attention.

TH. SCH.

CORRESPONDANCE

Le deuxième centenaire de la fondation de l'Église réformée française de Frédérica.

La petite ville de Frédérica située au sud du Danemark près la frontière du Schleswig avait été entièrement rasée par les Suédois en 1657. En 1682, le roi Frédéric IV, pour empêcher qu'elle ne fût entièrement désertée, lui accorda le droit d'asile qui permettait aux condamnés de s'y installer. Mais la contrée restant en friche, il fut amené, malgré l'opposition intransigeante du clergé luthérien, à offrir des terres avec certains privilèges parmi lesquels l'exercice de leur culte, à des réfugiés huguenots du Brandebourg. C'est en septembre 1719 que quelques-uns d'entre eux-ci acceptèrent cette offre. Ils furent suivis peu à peu de plusieurs autres qui venaient des colonies de réfugiés de Grossiten, Schwedt, Bergholz, Gramzow, etc., au point que vers le milieu du XVIII^e siècle, la colonie comptait 500 à 600 âmes. Elle fut desservie pendant un siècle par les pasteurs *Jean-Jacques Martin* (1720-1728), *David Moutoux* (1728-1733), *Jacques Bovet* (1733-1740), *Moïse Hollard* (1740-1782), *Jean-Marc Dalgas* (1782-1811), *J. Zilz* (1812-1813), *Étienne Coulin* (1816-1817), *Jules-Charles Rieu* (1818-1821) dont plusieurs se distinguèrent par un grand dévouement et dont le ministère parvint à maintenir la communauté jusqu'à ce jour, malgré beaucoup de circonstances adverses. Les réfugiés, spécialisés dans la culture du tabac, défrichèrent les terres, reconstruisirent la ville, et grâce à l'énergie et à la persévérance du descendant d'un des pasteurs, *Enrico Mylius Dalgas*, toute la vaste lande stérile qui s'étendait au nord de Frédérica fut peu à peu cultivée, rendue abordable et habitable, au point qu'elle est devenue une source de richesse pour tout le pays.

Le 5 octobre dernier, cette Église du Refuge où le culte français s'était maintenu, non sans peine pendant plus d'un siècle, célébrait le deuxième centenaire de sa fondation. L'avant-dernier pasteur, un Bâlois, *M. Jacob Ludwig* s'est fait, à partir du deuxième centenaire de la Révocation, l'historien aussi modeste que diligent et bien informé de ce rejeton de nos Églises sur le sol danois¹. Grâce à ses patientes recherches, bien des souvenirs

1. Il a publié *Die reformirte Gemeinde in Fredericia*, 1886; *Stamtavler over Slægter i den fransk-reformerte Coloni og Menighed i Fredericia*, Fre-

tout à l'honneur de l'esprit d'ordre, de travail, d'entreprise et de progrès social qui caractérisent, partout où ils furent dispersés, nos ancêtres des ^{xvii}^e et ^{xviii}^e siècles, purent être évoqués ¹. M. C. Nicolet, pasteur de l'Église française de Copenhague, qui a rendu compte des fêtes de ce jubilé dans une lettre du *Christianisme au ^{xix}^e siècle* (6 novembre 1919), en ayant avisé notre président, ce dernier lui a adressé le message qui suit. Il est arrivé à temps pour être communiqué aux paroissiens de M. Staehelin le pasteur actuel, en présence des autorités provinciales et communales ainsi que des pasteurs luthériens, par un descendant des premiers colons, M. V. Deleuran, ci-devant pasteur à La Bastide-sur-l'Hers et en Belgique et, actuellement inspecteur de l'enseignement en Danemark :

Paris, 20 septembre 1919.

Messieurs et honorés frères,

Par la pensée, et plus encore par le cœur, nous voulons nous unir à vous pour célébrer l'anniversaire deux fois séculaire de la fondation de l'Église réformée de Fredericia.

Gardiens de l'histoire des Églises de la Réformation française, nous avons le culte du souveur, voulant rester fidèles à la parole apostolique : Souvenez-vous de vos conducteurs qui vous ont annoncé la parole.

Aussi, avec vous, nous rappellerons dans un sentiment de piété et de reconnaissance la mémoire de ces pieux réfugiés, pauvres des biens de la terre, mais riches des trésors du ciel, qui vinrent, dans le Jutland, fonder Fredericia.

Pour laisser vivre leur conscience, ils avaient dû abandonner leur chère patrie, cette France dont ils disaient qu'elle était le plus beau des royaumes après le royaume des cieux. Mais c'était une Fredericia française qu'ils avaient fondée.

Dans le temple qu'ils élevèrent, ce fut dans la langue de France que se célébra, pendant près d'un siècle, le culte en esprit et en vérité et que se chanterent les psaumes de Marot et de Théodore de Bèze.

Ils vivaient dans une terre de liberté, accueillis en frères et voyant se réaliser pour eux la divine parole du Sauveur : qui vous reçoit, me reçoit. Ils savaient que la pieuse reine de Danemark avait intercédé en faveur de leurs pauvres frères les confesseurs de la foi pour les délivrer des lourdes chaînes des galères. La première souscription qu'ils avaient reçue pour leur temple avait été celle de Frédéric IV,

dericia 1897; — *Die Geschichte einer französisch-reformirten Kolonie im Refuge, illustriert durch Stammtafeln*, en deux parties in-4° 1910; et trois brochures intitulées *Auf Hugenottenpfaden Gesammeltes*, Bale 1914, chez l'auteur.

1. Le pasteur actuel, M. W. Staehelin a publié, à cette occasion, une plaquette illustrée de 14 pages in-4°, intitulée : *1719-1919, 29 September, Von den Reformierten in Fredericia, Erinnerungsblatt* et le texte de la conférence qu'il prononça, sous le titre de *Licht-Salz-Frucht*.

roi de Danemark, et, à son exemple, la reine Anna-Sophie avait offert un don généreux.

Aussi, ayant perdu tout espoir de retour dans leur patrie, sans doute ils durent redire ces touchantes paroles de Ruth à Naomie : « Ton peuple sera mon peuple, ton Dieu sera mon Dieu, où tu demeureras, je demeurerai, où tu mourras, je mourrai ». Les siècles ont passé et ces promesses se sont réalisées.

Mais, en ce jour solennel, le souvenir de ces vaillants Français qui fondèrent Fredericia sera évoquée par vous comme par nous avec des sentiments qui uniront l'admiration à la reconnaissance, car ils furent des soldats de la liberté de conscience comme aujourd'hui les Français sont les soldats du droit et de l'indépendance des nations. Ils ont lutté, ils ont souffert et par centaine de milliers dans la plus terrible des guerres, sont morts pour la victoire de la plus sainte des causes, victoire dont vous recueillez le bienfait, car la violente injustice dont le Danemark fut la victime, sera réparée.

La patrie des héros de Duppel doit aimer la patrie des héros de la Marne et de Verdun.

Aussi si nous demandons à Dieu d'accorder, comme par le passé, sa divine protection à votre Église, nous le prions de bénir votre chère et noble patrie, devenue une seconde patrie pour les descendants des huguenots de Fredericia.

Veuillez croire, Messieurs et honorés frères, à nos sentiments aussi dévoués que distingués.

FRANK PUAUX,

*Président de la Société de l'Histoire
du Protestantisme français.*

La chasse à l'égoïsme. — Rectification.

Sous ce titre, le *Bulletin* d'avril-juin 1919, p. 140 a publié un document que, par suite d'un renseignement erroné, j'ai cru devoir se rapporter à *Lausanne* 1688. J'ai reçu à ce sujet la rectification qui suit, et dont je remercie l'auteur, bourgeois de Vevey et descendant de réfugiés.

« Voulez-vous me permettre de rectifier une petite erreur de votre article *La chasse à l'égoïsme* p. 140 et suivantes du *Bulletin*? L'intéressant et pittoresque document que vous reproduisez ne se rapporte pas à *Lausanne*, mais bien à *Vevey*. Le Bourg Bottonnens qui y est cité, est, en effet, un quartier de cette dernière ville — rue d'Italie actuelle. — Au surplus, tous les noms propres cités sont ceux de familles réfugiées à Vevey, dont plusieurs (*Delor, Pradez, Colomb Béranger*) existent encore et sont bourgeoises de Vevey.

A. S. VEYRASSAT
avocat.

La suppression du culte français à Friedrichsdorf

Dans la *Semaine religieuse* de Genève du 6 décembre 1919, on lit, sous la signature de M. Ch. Correvon, pasteur à Francfort-sur-Mein.

« Hier, dimanche 9 novembre, jour anniversaire de la « fa-meuse » révolution, le soussigné a été appelé, bien contre son gré, hélas! à assister aux funérailles de la dernière colonie huguenote allemande, où l'on prêchât et parlât encore le français, tant au culte que dans la rue et dans les familles... Choses qui passent! L'Eglise française de Friedrichsdorf, près Hombourg les-Bains, a vécu.

« En 1887, on eût pu lire encore, dans les *Débats*, la description enthousiaste du jubilé de deux cent cinquante ans de la pittoresque colonie qu'ont immortalisée les J.-J. Weiss, les Michelet, et où je vis arriver en curieux explorateurs, en été 1880, le vicomte de Noailles et le général Trochu! Choses qui passent!... La guerre lui a donné le coup de grâce. Friedrichsdorf n'est plus!

« Oh! certes, on y parle encore la langue des pères. En dépit de l'arrêt de mort qui met fin à la langue française dans l'instruction religieuse et les cultes, vous entendriez encore quelques rares bambins parler le français dans les rues, et vous eussiez été surpris, hier encore, à peine le culte était-il achevé, d'ouïr les sons sympathiques de la vétuste langue d'antan, avec ses insolites accents du terroir, parlée par les passants attardés ou dans mainte demeure de céans. Tant est vivace, indestructible, indéracinable, cette langue qui symbolise à jamais les sacrifices consentis naguère par les huguenots, pour sauver l'héritage religieux du Désert.

« ... Il n'y a plus, dans le vaste empire d'autrefois, victime de sa mégalomanie, qu'une seule Eglise, *pour le moment*, où la langue des pieux huguenots soit encore en honneur, deux fois par mois, dans ses cultes ».

Cette Eglise, c'est celle de Francfort.

Commémorations. — Le 3 décembre, à l'occasion du centenaire de la Société Biblique de Paris, a été organisée, dans la salle de lecture de notre Bibliothèque une **Exposition biblique**. Grâce aux collections de la Société biblique, de notre Société d'Histoire, de la Bibliothèque Sainte-Genève et de celle de

Genève, nous avons pu exposer des exemplaires intéressants et parfois uniques de Bibles ou Nouveaux Testaments manuscrits et imprimés du moyen âge, latins, français et allemands, et une série presque complète des principales éditions de la Bible française, à partir du nouveau testament de Lefèvre d'Etaples de 1523 jusqu'à la *Bible du Centenaire* en cours de publication.

Le 14 décembre 1912, sur l'initiative du président de notre Société, nos coreligionnaires ont été convoqués à l'Oratoire à Paris, à quatre heures, pour le **deuxième centenaire de la naissance du pasteur Jean Claude**, qui vit le jour comme nous l'avons déjà rappelé, en 1619, à La Sauvetat-du-Dropt. En présence d'un assez grand nombre de pasteurs de Paris et de membres de notre Comité, après que M. le pasteur Roberty eut ouvert la séance par la prière, M. le pasteur B. Couve, président de l'Union consistoriale, a caractérisé la théologie et la piété du pasteur de Charenton. Notre président, M. Frank Puaux a surtout fait ressortir les services rendus par le controversiste — dont Bossuet redoutait la science et la conscience — et par le défenseur de ses coreligionnaires persécutés et proscrits. Les *Plaines* de Claude ont déchiré le voile dont on recouvrait les infamies des convertisseurs, et se dressent encore aujourd'hui contre tous ceux qui veulent les justifier ou les excuser. M. le pasteur Ch. Vernes a terminé par la prière cette intéressante séance.

N. W.

Aux protestants cévenols.

On nous prie de reproduire cette adresse aux protestants cévenols assemblés le 21 septembre 1919 à la convocation annuelle du Musée du Désert, par M. Eug. Réveillaud, sénateur.

Bien chers compatriotes et coreligionnaires,

Très honoré de l'invitation qui m'avait été faite par le Conservateur du Musée du Désert, M. Edmond Hugues, d'aller présider la grande réunion qui doit marquer la reprise de nos convocations annuelles et commémoratives des anciennes assemblées du Désert, j'avais accueilli cette invitation avec un vif plaisir et je me faisais une véritable fête de vous apporter la salutation des populations protestantes de l'Ouest, en particulier de la Saintonge et du Poitou, qui n'ont pas oublié ce qu'elles doivent à vos pères, les héros de la foi et de la liberté de conscience.

La coïncidence avec votre fête, des obsèques d'un de mes collègues, le sénateur Genet, maire de Saintes, vient me priver, à mon très vif

regret, de ce grand plaisir. Je ne pourrai donc être des vôtres, mes chers coreligionnaires, que par la pensée. Qu'il me soit du moins permis d'y être aussi, à défaut de la personne et du visage, par la parole écrite qui n'en sera pas moins ma parole et ne vous en communiquera pas moins ma pensée, quoique passant par un autre organe.

Il me semble, en ce moment même, chers frères, vous voir devant moi, au nombre de plusieurs milliers, sur les pentes de vos montagnes des Cévennes que j'ai eu le privilège de visiter et de parcourir il y a une vingtaine d'années. Et, pour reconstituer en esprit votre grande assemblée, à l'ombre ou dans le voisinage des grands châtaigniers séculaires, je n'ai qu'à fermer les yeux et à me rappeler telle et telle des convocations du même genre que nous avons eues, les protestants de Saintonge et du Poitou, au même lieu où s'assemblaient autrefois les protestants « sous la croix », à la « Combe des Loges », entre Barbezieux et Châteauneuf, à la « Combe des Batailles », entre Cozes et Royan, ou à la Châtaigneraie de Venours, entre Lusignan, Chey et Saint-Sauvant.

Ces grandes assemblées religieuses étaient dans le génie de la religion de nos ancêtres communs les Gaulois qui, comme les Hébreux avant la construction du Temple de Jérusalem, célébraient leurs cultes sur les hauts lieux et s'y sentaient sans doute plus rapprochés de la Divinité; elles sont restées aussi dans la tradition de nos Églises; et quand les temples de nos monts et de nos vallées furent rasés, après la révocation de l'Édit de Nantes, quand le culte et le chant des psaumes au sein de nos paisibles oratoires fut impitoyablement et tyranniquement proscrit par les puissances qui occupaient alors le trône et l'autel, ces convocations des fidèles aux clarières des bois ombreux, au bord des claires fontaines, sur les pentes ou aux sommets des monts, devinrent une aspiration naturelle des âmes sentant qu'elles étouffaient sous la compression papale ou royale et qu'elles avaient besoin, comme les poumons, du grand air, de la communion, sous l'azur du ciel, avec le Père Céleste, et de communion entre les frères d'une même foi, d'un même amour et d'une même aspiration religieuse vers la vérité et la liberté.

Aujourd'hui que, grâce à Dieu, et grâce aussi pour une bonne part à vos pères, les *Camisards*, les combattants et les héros de la liberté de conscience, cette liberté a été assurée à tous les enfants de notre cher pays de France, aujourd'hui que nos temples ont pu être partout rebâties, ces grandes assemblées du peuple chrétien, des protestants de toute une région de France (rappelant les *camps-meetings* de nos frères les protestants d'Amérique) si elles peuvent être plus espacées qu'autrefois où les manifestations abritées du culte étaient impossibles, si elles se prêtent moins à certains besoins d'adoration et d'intimité mystique des âmes particulières avec Dieu, n'en ont pas moins leur raison d'être maintenues, et je dirai développées, comme signe et symbole des sentiments de cette solidarité fraternelle, morale, religieuse et sociale qui doit être la grande manifestation dans l'amour de cette unité du corps de la Réforme évangélique et aussi de ce corps des enfants de Dieu qui doit réaliser la prière du bon Berger pour son grand troupeau des rachetés : « Qu'ils soient un comme nous sommes un » !

Et que dire du bien que peuvent produire ces grandes réunions religieuses, du profit que les âmes et les Églises réformées peuvent en recueillir, au point de vue du réveil et des impulsions salutaires qu'elles doivent provoquer chez tous ceux qui y participent ou qui en perçoivent les échos, lorsque ces assemblées, comme c'est le cas de celle-ci, évoquent, au seuil d'une ère nouvelle, qui doit être l'ère de plus grandes choses que l'humanité n'en a jamais vues, le souvenir des pères en la foi et en la justice, des vaillants d'un autre âge qui fut l'âge des combats, des tourmentes et des périls ! Oui, gloire soit d'abord à nos pères, à ceux qui semèrent dans les larmes, au milieu des épines sanglantes, cette semence de liberté, dont nous recueillons aujourd'hui la moisson, au milieu des cris de joie et de triomphe que font plus sonores encore les clairons de la grande victoire que nous fêtons après les cinq douloureuses années de la grande guerre mondiale !

Oui, quelles conséquences merveilleuses, quelles résolutions viriles, quelles bénédictions pour la patrie, quel réveil des âmes, assoupies et endormies, quel zèle de propagande, quelles possibilités de conquête, quelle résurrection et quelle vie pour notre protestantisme tout entier, pour la sainte cause de l'évangélisation et de la mission au large pourraient sortir de votre assemblée, mes chers coreligionnaires, si le Saint-Esprit invoqué descendait sur vous comme au jour de la Pentecôte ou comme au temps où les prophètes des Cévennes parlant eux aussi « en langues », en langues d'inspiration et de feu, faisaient la preuve à nouveau que Dieu ébranle et renverse les trônes des superbes par l'enthousiasme et l'exaltation sacrée qu'il communique aux plus humbles, car de tout temps le cantique de Siméon et le cantique de Marie ont été « vérité et *amen* en Lui » ; de tout temps Dieu s'est servi des choses faibles et des choses folles du monde, de celles qui ne sont rien, pour confondre les sages, les fortes et les superbes !...

Qui eût pu prédire, au temps où Jean Cavalier commençait la rédaction de ses « Mémoires sur la guerre des Cévennes » (1) ; quand il s'essayait (d'une plume qu'il disait inhabile et qui se trouve avoir été, sans qu'il y songeât, la plume d'un historien à mettre en parallèle avec les plus grands) à retracer la tragique histoire de ce qu'il appelait *l'anéantissement* de la religion réformée et la *complète destruction* des Églises protestantes de France — qui eût pu prédire que, non seulement dans ses Cévennes natales, mais dans le Languedoc, dans le Vivarais, dans le Dauphiné, en Provence, en Guyenne, en Saintonge, en Poitou, dans toute la France, ces Églises refleuriraient comme les roses de Saaron après le *chergui* du Désert, que toutes sans exception se relèveraient de leurs ruines, et que comme le dit le cantique, « la vigne et l'olivier » sortis de ces ruines « étendraient leurs racines » en terre autrefois toute catholique, si bien que, dans l'Ouest, le Centre, l'Est et le Nord, on se demanderait un jour, au cours du XIX^e siècle et au commencement du XX^e, d'où viennent à nos Églises ces rejetons nouveaux :

Ces fils que dans leur sein elles n'ont pas portés

(1) Récemment réédités avec introduction, notes, carte, etc., par M. Frank PUAUX. Un vol. in-8°.

tandis qu'on chercherait vainement à cette heure, dans toute l'étendue de ce qui était alors le royaume de France, trace du roi, de son trône et de sa lignée...

Oui, qui eût pu le prédire ? Et comment expliquer ce qui, aux yeux de nos pères de ce temps-là, eût paru la plus incroyable révolution du monde et le plus étonnant des miracles, oui, comment l'expliquer autrement que dans les termes du *Magnificat* : *Deposuit superbos de sede et exaltavit humiles*. « Il a abattu les orgueilleux et il a élevé les humbles ».

Est-ce que nous n'avions pas vu, d'ailleurs, dans cette terrible secousse des peuples d'où nous sortons

Vainqueurs, mais tout meurtris, tout meurtris, mais vainqueurs,

Est-ce que nous n'avons pas vu la main de Dieu « donnant au monde », selon le mot de Bossuet, « de grandes et terribles leçons ? » N'avons-nous pas vu l'orgueil insensé d'un nouveau Nebucadnetsar et d'un nouveau Belscatsar « marcher au devant de l'écrasement ? » N'avons-nous pas constaté à nouveau que « la justice élève les peuples », selon le mot de l'Écriture, que les oppressions de l'iniquité sur les justes ne sont, comme les épreuves, que pour un temps et que finalement l'Éternel, qui résiste aux orgueilleux, fait grâce et droit aux humbles, qu'il entend le cri des opprimés, que la vengeance de leur cause Lui appartient et qu'advient toujours, tôt ou tard, cette « année de sa bienveillance » où il brise les liens de la servitude et rend aux captifs la liberté ! »

Dans une de ses pièces célèbres, Victor Hugo fait surgir devant le tombeau de Charlemagne ces deux grandes puissances du moyen âge,

Ces deux moitiés de Dieu, le Pape et l'Empereur...

La puissance impériale et royale, brisée en France, s'était continuée jusqu'à nos jours dans l'Europe centrale avec les deux grands empires des Habsbourg et des Hohenzollern. Aujourd'hui, sous nos yeux, les trônes superbes et séculaires de ces empires jonchent le sol, brisés, peut-on croire, pour toujours (1).

Croit-on que le siège du pape au Vatican qui s'étayait sur ces trônes impériaux et faisait jouer en leur faveur tout le machinisme de sa diplomatie secrète et machiavélique, croit-on que ce trône lui-même soit aujourd'hui bien solide ? Si j'étais catholique romain, je me défierais et, revenant au pur Evangile, je me défilerais. Après avoir perdu, en 1860, son pouvoir temporel et ses Etats de l'Église, la papauté me paraît en danger de perdre aussi son pouvoir dit « spirituel » sur

(1) Il semble que Jean Cavalier ait eu comme une vue prophétique de ces écroulements quand il écrivait, parlant du « grand roi » : « Si le roi de France avait ouvert les yeux, que de malheurs n'aurait-il pas pu prévenir, sans parler de ceux qui peuvent arriver encore ! Dieu lui a donné l'esprit d'erreur qui lui fait prêter l'oreille au mensonge, et, quand la mesure sera comble, il lui sera rendu selon ses œuvres. » (P. 156 de ses *Mémoires*, réédités par M. Frank Puaux.)

plusieurs des grandes communautés catholiques de l'Europe. Dès la fin du siècle dernier, le mouvement *Los von Rom* avait détaché d'elle un bon nombre d'Allemands d'Autriche et de Bohême. Aujourd'hui c'est tout le peuple tchéco-slovaque, d'après les dernières informations, qui s'ébranle, qui reprend le mouvement d'indépendance de Jean Huss et des Hussites, et les prêtres eux-mêmes sont les premiers à demander la réforme, les offices dans la langue nationale, la suppression du confessionnal, le mariage des prêtres, etc. En Pologne, on signale un mouvement semblable sur plusieurs points du pays. En Belgique, dans cette Belgique martyre d'une invasion brutale et monstrueuse contre laquelle le pape régnant, ni son prédécesseur, n'eut pas un mouvement de condamnation, pas un mot de protestation indignée et vibrante, la propagande de « l'Église chrétienne missionnaire belge » signale des progrès encourageants et prévoit, espère des conquêtes nouvelles et considérables.

A propos de la Belgique, M. Réveillaud rappelle la remise de la médaille offerte au roi des Belges et dont il a été question jadis dans nos journaux, puis il poursuit :

Mais, après cette digression, trop naturelle en la circonstance pour que je m'en excuse, je reviens à ce que je disais du grand ébranlement général, dont cette grande guerre a été le signe et qui, comme il a brisé les trônes des empires autocratiques de l'Europe, pourrait bien secouer aussi jusqu'à le rompre l'empire abusif que la papauté avec sa tiare et ses clefs de geôle, a détenu jusqu'à présent sur près de la moitié de l'Europe.

Il est vrai que, dans cette moitié de l'Europe qui reste encore nominalement asservie au nom, aux rites, aux pratiques, et à la direction ecclésiastique de l'Église romaine, beaucoup se disent libres-penseurs et sont dogmatiquement, sinon ecclésiastiquement affranchis du joug de cette Église, dont l'intolérance a jadis allumé les bûchers des persécutions, dressé les potences et les auto-da-fés des martyrs, enfermé les prisonniers pour la foi dans la tour de Constance, déchaîné les massacres et les guerres de religion, et qui n'a jamais — chose à retenir ! — pu se désolidariser de ce passé de violence ni donner signe de repentir ou de désaveu, puisque son idéal de domination est resté celui du moyen âge du temps des Grégoire VII et des Boniface VIII, et que son enseignement au sujet des hérétiques n'a jamais varié non plus d'ailleurs que sa prétention d'infailibilité au sujet de tous ses dogmes dont l'ensemble forme un tout intangible et irréformable, selon sa devise : *quod semper, etc.*

Contrairement aux prétentions des chefs de cette Église d'imposer à l'unanimité de ses membres un catéchisme dont le premier article prétend ne reconnaître pour « chrétiens » que ceux qui sont rangés « sous l'autorité infailible du Saint-Père le pape et de nos seigneurs les évêques » les « libres-penseurs » dont je parle se vantent de ne prendre permission de personne pour penser, pour agir et pour diriger leur vie. Et cela peut être vrai, au cours général de leur existence ;

mais, dans les grandes circonstances de leur vie, on voit l'Église et le prêtre reprendre sur eux son autorité; en sorte qu'il semble bien, selon la pensée d'Edgar Quinet, d'Émile de Laveleye et d'autres bons esprits que « dans l'ordre religieux comme dans l'ordre politique on ne détruit que ce qu'on remplace », et que la France en son ensemble, cette France nominale catholique en sa majorité, mais au fond protestante d'esprit, « protestante, peut-on dire, sans le savoir », ne s'affranchira véritablement et définitivement du joug du papisme et du jésuitisme qu'elle subit sans conviction, à son corps défendant, que si elle prend enfin son parti de demander aux protestants de France le secret de leur Réforme, de leur foi salutaire et de leur liberté glorieuse d'enfants de Dieu.

Pour cette grande et générale Réforme les temps me semblent mûrs, car l'attente est grande, chez beaucoup de catholiques romains désabusés. Parmi ces désabusés, beaucoup de prêtres eux-mêmes... (j'ai été personnellement en rapport avec des centaines, qui m'ont fait la confidence de leur crise de conscience et de leur état d'âme)... beaucoup, plus d'un millier, depuis vingt ans, ont déjà quitté leur soutane beaucoup sont prêts à la quitter, et dans le nombre, ceux qui ont gardé la foi chrétienne en ses vérités essentielles et qui ont entendu l'appel du Maître de la moisson blanche, ou le soupir miséricordieux de Jésus sur ces multitudes égarées qui sont « comme des brebis sans pasteur », ceux-là se demandent si Dieu ne leur confiera pas, en ce xx^e siècle une nouvelle mission d'apôtres du véritable Évangile, et ne fera pas de quelques-uns d'entre eux de nouveaux Pierre Valdo, de nouveaux Jean Huss, de nouveaux Wicleff, de nouveaux Luther et de nouveaux Calvin. Et peut-être, dominant la voix de ces nouveaux Réformateurs, de ces grands susciteurs du Réveil, entendra-t-on bientôt le cri que répéta le Voyant de l'Apocalypse : « Sortez de Babylone, mon peuple, de peur qu'ayant part à ses péchés, vous n'ayez part aussi à ses *plaies* ! »

Oh! quand tout notre peuple, tout notre grand peuple de France entendra-t-il cette voix descendant du ciel? Quand y répondra-t-il? Car, en vérité et en vérité, elle est digne notre France, digne plus que jamais elle ne le fut, après le déploiement d'héroïsme de ces glorieux enfants dans cette guerre effrayante, après les manifestations unanimes de l'union sacrée qui ont marqué, dans les crises diverses de cette guerre, la volonté unanime de notre peuple, sans distinction de partis ni de religion, après l'illumination triomphale de sa gloire et le resplendissement de sa victoire et le retentissement de ses effets dans le monde entier qui l'admire; oui, elle est digne notre fière patrie, notre France bien-aimée, d'une religion plus épurée, moins idolâtrique et moyenâgeuse, que la religion des saints de pierre ou de bois, des médailles et des scapulaires, des eaux de Lourdes ou de la Salette, du *Syllabus* et du Sacré-Cœur, des nonnes claustrées et des Jésuites; — elle est digne de l'adoration en esprit et en vérité, digne de la religion de l'amour du Père et de la grâce du Sauveur, de la communion fraternelle des âmes sur les mêmes hauteurs de la pensée religieuse et de la foi évangélique. La France de Saint Louis et de Jeanne d'Arc, la France des Réformateurs et des Camisards, la France des Volontaires de 1792, et des poilus de la grande guerre est faite pour le grand Dieu des

cieux et de la terre, et la révélation de cette Bible inspirée où ce Dieu s'est manifesté à ceux qui l'ont cherché, comme le Dieu de justice, d'amour et de sainteté, cette révélation pour toutes les nations du monde; assurément; mais entre toutes au premier rang, il faut qu'elle soit enfin pour cette noble France qui a donné, à elle seule (et c'est un titre de gloire qu'on ne lui retirera pas) plus de militants, plus de témoins, plus de martyrs à la Sainte Cause de l'Évangile et de la Réformation, que toutes les autres nations de la terre mises ensemble.

Il faut que, de ce sang généreux des martyrs et des combattants d'autrefois dont elle fut arrosée, sorte enfin, sur notre sol de France si profondément retourné par le soc des épreuves, la grande moisson féconde qu'ont entrevue, par la foi, à la lumière de leurs bûchers, ces martyrs et ces militants des temps héroïques.

C'est pourquoi, lorsque j'indiquais tout à l'heure que si les « fils d'Abraham » manquaient à leur devoir, Dieu pourrait se susciter des témoins « des pierres mêmes », c'est-à-dire même des prêtres qui, hier, étaient encore parmi les *sectateurs* des doctrines de servitude, il convient cependant que ce soit vous, les fils des Huguenots et des Camisards, qui entriez les premiers, comme des hérauts d'armes et des enseignes, dans les tranchées et les postes de combat, pour les conquérir au Christ libérateur, dans ce grand mouvement d'affranchissement des âmes qui sera la Réformation du *xx^e* siècle.

Il ne s'agit pas, en effet, pour vous d'aller en tâtonnant sur des chemins inexplorés. Il ne s'agit que de reprendre à pied d'œuvre et de continuer l'œuvre de vos pères, et, là où ils ont été momentanément repoussés et vaincus, de gagner la revanche de leurs échecs, en vous vengeant de leurs anciens adversaires comme Dieu se venge, c'est-à-dire en les comblant de bienfaits et en leur donnant part aux biens et aux lumières dont vous avez eu le bénéfice avant eux.

Il s'agit de déployer le drapeau de la Réforme et l'étendard du Christ Rédempteur. Il s'agit d'ouvrir ce trésor d'où l'on tire, selon la parabole évangélique, des pièces anciennes et des pièces neuves, et de le répandre largement au profit de la collectivité, sur le sol de France. Il s'agit d'être des apôtres et des témoins (dans le nom de *protestants* il y a *testants* qui veut dire : témoins), des « témoins » donc, des messagers fidèles, témoignant pour l'Éternel contre Baal et les faux dieux, pour Christ contre Bélial, et, ce qui est l'essence du protestantisme, pour la conscience pure et la vérité libre contre les altérations de l'une et de l'autre. Il s'agit de remonter nous-mêmes et de ramener notre peuple aux sources de vie, de la foi agissant par la charité, en le détournant des citernes crevassées et desséchées de la superstition et de l'athéisme matérialiste.

Fils des Huguenots, Cévenols, Dieu a besoin de tels témoins, de tels missionnaires, de tels apôtres. Soyez au premier rang des combattants de ce bon combat !...

Il est tout naturel qu'on ait parlé de paix et soupiré après la grande paix, tant qu'a duré le conflit formidable de la grande guerre. Mais ne vous y trompez pas; si, sur les champs de bataille de la longue ligne de feu de la mer du Nord aux Vosges la guerre homicide a pris fin, il est une autre guerre, celle des idées en bataille, qui ne finira qu'avec

l'humanité. La grande paix, la paix définitive n'est pas de ce monde ou du moins n'apparaît pas encore à l'horizon de l'économie présente. Comme l'a dit le poète :

Ceux qui vivent, ce sont ceux qui luttent, ce sont...
Ceux dont un dessein noble emplit l'âme et le front.

Estimons-nous seulement heureux de ce que, désormais, et grâce à nos pères qui nous ont conquis par leurs luttes et leurs souffrances, la liberté de conscience et de culte, nous n'avons plus à parler maintenant de conflits à main armée ni de combats sanglants. Avec saint Paul, nous pouvons dire : « Les armes de notre guerre ne sont pas charnelles » ; elles ne provoqueront pas les angoisses des pères ni les larmes des mères ; et c'est pourquoi nous pouvons nous réjouir en espérance en pensant que ces luttes de l'idée pour la vérité en marche conduiront nos fils et petits-fils aux grandes victoires morales que Dieu leur réserve dans l'avenir et dont nous voyons sur eux se lever l'aurore.

Songez aussi, frères Cévenols, en en bénissant Dieu, à la force accrue que vont donner à nos bataillons de Gédéon, les 300 000 frères retrouvés, les 300 000 protestants d'Alsace et de Lorraine avec leurs qualités solides de fermeté, de travail et de fidélité ! Quel appoint nous allons recevoir du concours de leurs forces et de leur enthousiasme ! Je pense spécialement à ce Ban de La Roche qui fut la paroisse d'Oberlin, le pays des Steinheil et des Dieterlen, où l'amour de la France se perpétuait de génération en génération avec la foi ardente en l'Évangile éternel ! Car ils ne se contenteront pas, soyez en sûrs, de conserver le protestantisme en Alsace : ils nous aideront à le répandre en France et dans nos champs missionnaires, dans nos colonies de l'Afrique du Nord comme au Lessouto, à Madagascar ou au Cameroun. En nous apportant leur concours actif dans toutes nos œuvres d'évangélisation et de mission, ils vont s'enrichir eux-mêmes en retrempant au contact de la France retrouvée les sympathies profondes qu'ils éprouvaient pour les origines et pour l'histoire du protestantisme français, et notamment dans cette période de l'insurrection des Camisards qui faisait partie de la phase du temps où l'histoire de l'Alsace ne faisait qu'un déjà avec l'histoire de France.

Je termine en m'excusant d'avoir été si long. Mais « de l'abondance de mon cœur ma bouche a parlé » et ma plume a couru sur le papier. Je n'ai plus qu'un mot à vous dire, frères protestants, chers coreligionnaires des Cévennes. Nos pères furent grands. Entre tous les héros que la cause de la Réforme a suscités pour sa défense, ils furent parmi les plus grands. C'est grâce à eux, je le répète, que la cause sacrée de la liberté de conscience a triomphé au XVIII^e siècle et préparé la victoire qu'elle a remportée au temps où Rabaut Saint-Étienne, président de l'Assemblée Nationale, commençait son discours en disant : « Je suis ici le représentant d'un grand peuple » et envoyait à son vieux père Paul Rabaut, le vieux prédicant du Désert, cette dépêche mémorable : « Mon père, le président de l'Assemblée Nationale est à vos pieds. »

Enfants de ces héros de la foi et de la liberté de conscience, pères ou frères survivants de ces autres héros de notre âge, les immortels Poilus qui sont tombés aux champs de bataille de la Marne, de l'Yser, de l'Oise, de Verdun et des Vosges, soyez dignes de vos ancêtres, dignes de vos morts glorieux, dignes de votre passé de combat, dignes de votre présent de gloire, dignes de vous-mêmes, libres enfants de Dieu, dignes du Christ et de ses enseignes pour préparer à votre tour à vos descendants un avenir plus grand encore, plus libre et plus prospère, dans une France encore plus grande et plus glorieuse !

J'ai dit.

EUG. RÉVEILLAUD.

NÉCROLOGIE

MM. les pasteurs G. Granier et E. Rabaud

De plus en plus les rangs très clairsemés des amis de notre histoire s'éclaircissent. M. le pasteur **Guillaume Granier** était un des fidèles abonnés et un lecteur assidu de notre *Bulletin*. Il voyait dans les faits et les vies dont se compose notre passé, une des plus fécondes sources d'instruction et d'édification pour nos contemporains. Aussi leur faisait-il une large place dans le journal *le Huguenot* qu'il dirigea de 1886 à 1893, et à partir de 1917 où il changea son titre en celui de *Christ et France*. Ce titre est celui qu'il avait donné en 1912 à un volume (Berger-Levrault) renfermant quatre « prédications historiques » sur Coligny, Jeanne d'Albret, Duplessis-Mornay et Paul Rabaut, suivies d'une conférence sur la Révocation, et de fragments de sermons inédits de Paul Rabaut. Si le but de ces prédications qui eurent un grand succès auprès de ceux qui les entendirent, est essentiellement religieux, il faut ajouter qu'elles reposent sur une étude sérieuse et impartiale dont les sources sont indiquées à la fin du volume et méritent, à ce titre, d'être chaudement recommandées à ceux qui n'ont pas le loisir de lire des biographies plus détaillées. J'ai été douloureusement surpris lorsque j'appris tardivement qu'au mois d'août dernier, M. G. Granier avec qui j'avais toujours eu les relations les plus agréables, était mort subitement loin de son Église de Bagard et Boisset à laquelle il s'était consacré sans réserve de 1878 à 1903. Que sa veuve, qui continue son œuvre veuille bien trouver ici l'assurance de ma vive et respectueuse sympathie.

Nos lecteurs auront remarqué dans les deux premières livrai-

sons de cette année, l'étude de M. **Edouard Rabaud** sur l'*ancienne Eglise de Saint-Affrique* dans l'Aveyron. Après un long ministère presque entièrement consacré à l'Eglise de Montauban où il a laissé les meilleurs souvenirs, il passa ses dernières années tantôt à Paris où s'étaient fixés ses deux fils, tantôt à Saint-Affrique. Il préparait un tirage à part de son dernier travail lorsqu'après quelques jours de maladie, il rendit le dernier soupir, le 28 septembre, à l'âge de quatre-vingt-deux ans. Comme son frère M. le pasteur Camille Rabaud qui lui survit, M. Édouard Rabaud avait le goût de l'histoire, ainsi qu'en témoigne, entre autres, une brochure parue en 1911, dans laquelle il a condensé, en trois conférences données dans le temple des Carmes, un aperçu de l'*Ancienne Eglise réformée de Montauban*. Esprit libéral, chrétien convaincu, mais d'un caractère conciliant et pacifique, M. Edouard Rabaud n'a laissé, partout où il a passé, que des regrets auxquels le soussigné s'associe bien cordialement.

**MM. H. Heyer, I.-V. Loutschitsky, E. Saulnier,
J.-W. Lelièvre, Madame Frank Puaux.**

C'est aussi avec chagrin que j'ai appris, le décès, à Genève, le 23 novembre, de M. **Henry Heyer**, ancien pasteur, bibliothécaire-archiviste de la Compagnie des Pasteurs. On ne pouvait guère toucher à l'histoire si importante de Genève sans être amené à recourir au conservateur des archives de la Vénérable Compagnie. M. Heyer était l'obligeance même et, ce qui doublait le prix de ses services, c'était son extrême modestie. C'était aussi un laborieux. On lui doit, après une thèse, qui fut remarquée, sur *G. Farel* (1872), le *Catalogue des thèses de théologie soutenues à Genève, du XVI^e au XVIII^e siècle* (1898), un travail sur les *Diaconies de la ville de Genève* (1901), enfin l'important volume qu'il a fait paraître, à l'occasion du Jubilé de Calvin, sur l'*Eglise de Genève* (1335-1909), esquisse historique suivie de la liste des pasteurs et professeurs et d'une table biographique où sont condensés une quantité de renseignements précis qu'on chercherait vainement ailleurs. Lorsqu'il s'est éteint doucement, sans bruit, comme il avait vécu, il venait de faire paraître, avec M. E. Pallard, la première partie relative à Genève, de la *Bibliographie de l'Eglise évangélique réformée de la Suisse*¹.

La *Revue historique* (septembre-octobre 1919), m'apprend encore la mort, à l'âge de soixante-quatorze ans, de M. **Ivan-Vasilevitch Loutschitsky**, professeur d'histoire à Kiev, qui fut un

1. Voy. la *Semaine religieuse de Genève* des 20 et 27 décembre 1919.

collaborateur de notre *Bulletin* de 1872 à 1877 et à qui nous devons plusieurs recueils de documents inédits sur l'*Aristocratie féodale et le Calvinisme en France* (1872), sur l'*Histoire du Languedoc et de La Rochelle après la Saint-Barthélemy* (1873) et sur l'*Histoire de la réaction féodale aux XVI^e et XVII^e siècles* (1875).

Enfin je trouve dans la même *Revue*, la mention de la mort prématurée — hélas ! des suites de la guerre — d'un de nos plus jeunes collaborateurs. M. **Eugène Saulnier** m'avait apporté deux intéressants articles sur *Henri de Navarre apprenant la mort de sa mère* (*Bull.* 1912, 140) et sur *Un projet d'impôt sur le revenu au XVI^e siècle* (1916-261). — M. Saulnier, devenu archiviste du ministère des colonies, n'était pas des nôtres, mais se distinguait, comme plusieurs autres jeunes dont nous déplorons la mort, par un respect absolu de la vérité, mis au service d'une haute impartialité.

Le 24 décembre s'éteignait, à Quissac, un autre de nos anciens collaborateurs. **M. J.-W. Lelièvre**, né à Calais, le 24 janvier 1838, d'un missionnaire méthodiste, catholique de naissance, était le frère aîné de M. Matthieu Lelièvre, l'éditeur du *Livre des Martyrs*. Il avait, lui aussi, le goût de l'histoire et des vieux livres. C'est à propos de l'un de ceux-ci, de Jean de Serres, qu'il écrivit pour la première fois dans ce recueil (1887, p. 142). En 1891 et 1892, il y attira l'attention sur les grands services que pouvaient rendre à nos recherches le dépouillement, voire la copie des nombreux registres d'état civil huguenot qu'il avait inventoriés à notre intention dans les paroisses du Gard où il exerça successivement son ministère. Le projet qui surgit alors d'organiser cette copie (comme on le fit pour les Églises wallonnes des Pays-Bas) n'eut malheureusement pas de suite. Au nom de ce *Bulletin*, je m'associe au deuil de notre excellent collaborateur, M. M. Lelièvre.

Madame Frank Puaux vient de mourir presque subitement, loin de Paris, le 30 décembre. Je l'apprends pendant la correction des épreuves de cette liste funèbre déjà longue. Je ne puis la clore sans essayer d'exprimer, trop brièvement, à notre président, la douloureuse sympathie dont nous avons tous été émus à cette nouvelle inattendue. Madame Frank Puaux s'occupait si activement de tant d'œuvres bienfaisantes que l'effort qu'elle s'est imposé pendant la guerre aura sans doute hâté son départ prématuré. Il provoquera, parmi tous ceux qui ont eu le privilège de la connaître, d'unanimes et profonds regrets.

N. W.

Le gérant : FISCHBACHER.

LA FRANCE A REFAIRE

Tel est le but, si clairement défini par le président du conseil en réponse à la déclaration des députés Alsaciens-Lorrains, vers lequel doivent converger désormais tous nos efforts et toutes nos pensées et s'orienter nos méthodes d'action et de réflexion.

Si lourde que soit la tâche, elle n'est pas de celles qu'un peuple patriote et uni ne puisse supporter. A cet égard, l'apport incessant des économies du public aux caisses de l'Etat sous forme de souscriptions aux *Bons et Obligations de la Défense Nationale* constitue mieux qu'un simple indice de confiance. C'est une

garantie du succès des grands crédits. Fruits productifs des disponibilités publiques, les Bons et Obligations ne cessent de rester, sous leur nouvelle forme, *tables disponibilités*. Ils ont contribué souvent, à assurer le succès de nos emprunts nationaux émis pendant et, d'après les chiffres authentiques, pour plus de quatorze milliards de francs au dernier emprunt et plus de milliards à l'avant-dernier.

C'est seulement, ne l'oublions pas, toute l'énergie et le travail d'un peu d'instinct de prévoyance auquel l'entier rend hommage, que pourra être la France de demain dans sa puissance économique intégrée.

Anémiés, Convalescents

GLOBÉOL

Augmente la force de vivre.

F^{co} 7^{fr}20. — Labor. 2, Rue de Valenciennes, Paris.

L'Heure du Rein



JUBOL

Régulateur de l'Intestin
fixe une heure constante
aux Jubolisés.

**Constipation
Entérites
Migraines**

Et^{re} Chateaufort, 2 r Valenciennes
Paris — F^{co} 5^{fr}80 les 41^{re} 22^{fr}.



Reédue l'Inte

HUILES - SAVONS

Bénéficiez des plus bas prix en vous adressant directement à

F. CAUZID, SALON (B.)

HUILES, depuis : 6 fr. — SAVONS

Un jour vien

Flacon-réclame

fr^{co} 16^{fr} 50.

Le flacon

fr^{co} 33 fr.





L'UNION

SIÈGE SOCIAL : 9, Place Vendôme, PARIS

Compagnie d'assurances sur

LA VIE

Entr. prirée, assy. au contrôle de l'État,
tournée en 1829

Fonds de garantie : **234 Millions**
Rentes viagères payées annuellement :
6 Millions

M. Ch. DE MOUTIER **RAYD** *
Ancien Inspecteur des Finances,
Directeur.
M. Eng. LE SENNE, *Direct.-Adjoint.*

Compagnie d'assurances contre

L'INCENDIE

foncée en 1828

Capital social : **10 Millions**
Réserves : **30.311.334**
Sinistres payés depuis l'origine de
la Compagnie :
528 Millions

M. le baron G. CÉRISE, O. *
Ancien Inspecteur des Finances,
Directeur.
M. ALBY, *, *Direct.-Adjoint.*

Compagnie d'assurances contre
LE VOL ET LES

ACCIDENTS

foncée en 1909

DÉTournEMENTS. — DÉGATS DES EAUX
BRIS DE GLACES

Capital social : **10 Millions**

M. le baron G. CÉRISE, O. *
Anc. Inspecteur des Finances, *Direct.*
M. ALBY, *, *Direct.-Adjoint.*
M. A. PUTTIER, *Direct.-Adjoint.*
(Accidents).

CONSEIL D'ADMINISTRATION DES TROIS COMPAGNIES

MM.

Dervillé (Stéphane), G.O. *, Président de la Cie des chemins
de fer de P.-L.-M., Récgent de la Banque de France, Adm.
de la Cie Univ. du Canal mar. de Suez, ancien Président
du Trib. de Commerce de la Seine, *Président.*

Mirabaud (Albert), de la Maison Mirabaud et Cie, Banquiers,
Administrateur de la Compagnie des Chemins de fer de
P.-L.-M., de la Banque Impériale Ottomane et de la
Compagnie Algérienne, *Vice-Président.*

Delaunay Belleville (Robert), *, Administrateur général de
la Soc. Anonyme des Etablissements Delaunay Belleville.

Jameson (Robert), *, de la maison Hottinuer et Cie, Ban-
quiers Administrateur de la Cie, ptoir d'Escompte de Paris.

MM.

Mallet (Léon), de la maison Mallet Frères et Cie, Banquiers.
Neufilze (J. Dej), de la maison De Neufilze et Cie, Ban-
quiers.

de Peillerin de Latouche (G.), C. *, Président de la Cie Gé-
nératransatlantique. Adm. de la Cie des Chemins de fer
de Paris à Lyon et à la Médit., de la Banque de l'Algérie.

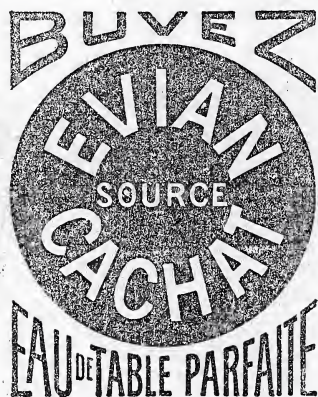
Thurneysen (Auguste), Vice-Président de la Cie des
Chemins de fer des Landes.

Vernes (Félix), *, de la Maison Vernes et Cie, banquiers.
Administrateur de la Compagnie du Chemin de fer du
Nord et de la Banque Impériale Ottomane

ASTHMATIQUES! LA Poudre Louis LEGRAS

calme instantanément les plus violents accès d'ASTHME,
la TOUX des VIEILLES BRONCHITES, L'EMPHYSÈME et
guérit progressivement. Résultats merveilleux.

La Boîte : 2 fr. 65 dans toutes pharmacies ou expédiée
franco par poste contre mandat de 2 fr. 80 adressés
à Louis LEGRAS, 14, rue des Lions, Paris 4^e.



CROIX HUGENOTES ANCIENNES

Reproductions Fac-Similé

Recommandées comme cadeaux de toutes circonstances
pour Dames et Jeunes Filles (PENDENT.FS)
Messieurs et Jeunes Gens (BRELOQUES)

I. CROIX DU LANGUEDOC

XVIII^e siècle avec c.l. bombée, h. 36 m/m poids 3 gr 5

Le plus beau spécimen connu.

OR CONTROLE, jaune mat. 60 »

II. AUTRES CROIX ANCIENNES or contrôle

1. Colombe bombée ou larme :

a) haut. 33 m/m poids 3 gr 7. 54 »

b) haut. 31 m/m poids 3 gr 5. 52 »

la même haut. 26 m/m. 46 »

c) haut. 29 m/m poids 3 gr. 50 »

haut. 22 m/m poids 3 gr. 44 »

3. Colombe bombée ou arme :

a) haut. 22 m/m. 48 »

b) haut. 18 m/m c. pl. ou l. 42 »

III. CROIX EN ARGENT

1. Croix du Queyras 17^e siècle :

Col. bomb. ou larm. 30 m/m. 9 50

2. Croix Genevoise, Colombe bombée

ou larme, haut. 30 m/m. 10 »

les mêmes, haut. 26 m/m. 9 50

3. Croix Ancienne

a) c. bombée ou l., h. 22 m/m. 9 50

b) col. pl. ou l., h. 18 m/m. 9 »

IV. CROIX EN MAILLECHORT

patine vieil argent

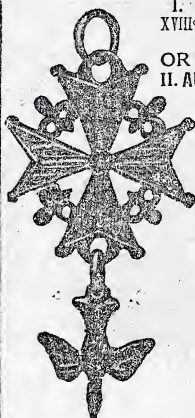
1. Croix du Queyras 17^e siècle :

Col. bomb. ou larme 30 m/m. 5 »

CROIX-ÉPIGLAS A CRAVATES

se font avec colombe plate ou larme, haut. 12 m/m.

a) en or, épig. or. 43 » | b) en arg. épig. arg. 10 »



CROIX DU LANGUEDOC

ROUGE ET BLANC SUPERIEUR

TABLES

1. TABLE ALPHABÉTIQUE

DES NOMS DE PERSONNES, DE LIEUX, ET DES PRINCIPALES MATIÈRES

QUE RENFERME LE TOME LXVIII (ANNÉE 1919)

du *Bulletin historique et littéraire de la Société de l'Histoire
du Protestantisme français*

A dresse aux desvoyez pour sortir
de l'Égypte romaine et parvenir
à la Canaan de la Vérité, 106.

Adrien VI, 214; 239.

Agen (le gravier d'), 146.

Agié et son neveu, 142.

Alais (baron d'), 27. (Paix d'), 87.

Alard (Pierre), past., 58.

Alaret, 42.

Albigeois, 102 ss.

Albret (Jeanne d'), 168 ss.

Alençon, 213.

Allier (Raoul), 83, 164, 303.

Allenmünster (couvent d'), 195.

Altorf (camp d'), 253.

Amboix de Larbont (général d'), 83,
88, 163.

Amerbach (Basilius, Bruno et Jean),
195.

Amon (marquise d'), 158.

Amsterdam (Eglise Wallone d'), 173.

Andelot (d'), 93.

Andersen (Otto), 87.

Andler (Charles), 317.

André (Jean), 135.

Andrée (Maître), 198.

Angoulême (Marguerite d'), 198.

Anjou (duc d'), 93.

Anrich, 272.

Aquitaine, 190 ss.

Arande (Michel d'), 182.

Arbussi ou Arbussy (past. : prof. à
Montauban, 110.

Argenterie, paroisse de Notre-Dame,
près Montpellier, 133 n.

Armagnac (cardinal d'), 10.

Armand (Jacques François), 53.

Arnould, 219.

Arndts (Berta), 86.

Arpajon (baron d'), gouv. de *Millau*;
18 n.

Aubrais (d'), 27.

Audaux (seigneur d'), 168.

Augsbourg, (confession d'), 257.

Autin (Albert), 245.

Babincourt. Voy. Vavincourt, 104.

Bacalan (de), 39 ss.

Bainville (Jacques), 251.

Bale (Ecu de), 181.

Balguerie (Jean-Pierre 1731-1806)
(Isaac, Pierre et ses fils), 42.

Balzac (de), 14 n.

Baour (Pierre), grand-père de Pierre H.,
42.

Baqueman (Pierre Jacques de), 39.

Barbète (Suzanne de), ép. de Bosco, 102.

Barrès, 316.

Barthès, 43, 50.

Bas (famille), 292-298.

Bastide (pasteur Jean), (1626-1631), 26,
100; 104.



- Baum (Adolphe et J. W. ou G.), 272.
 Baux, 42.
 Bayonne, 157 ss.
 Baysselance (Timothée), 42.
 Béarn, 168.
 Beaugency, 93.
 Beauvais, 176.
 Beda, 198.
 Begoule (Mr), 286 ss.
 Belcastel, 10.
 Bellarmin (cardinal), 229.
 Benfeld, 255.
 Benoit, 221.
 Benrath (Dr Karl), 69 ss.
 Bentzien, 40.
 Béranger, 142, 344.
 Bérault (Josias), 93.
 Berget (Pau), voy. Ragatz, 139.
 Bergerac (traité de), sept. 1577, 20.
 Bergholz, 322.
 Beringnier (Dr.), 254.
 Bernard (Jean), M^e appréteur, 111.
 Bernouilli, prof. (G. A.), 317.
 Berreté, procureur, 150.
 Berquin (Louis de), 63, 179.
 Bersier (E.), past., 89.
 Bertholène (sieur de), 18 n.
 Berthault (past. à la Haye), 88.
 Bertrand (Georges), ép. Barbète (Suzanne de), ensuite : Fargues (Jeanne de...), leurs fils Jacques et Gabriel, 102, autre Jean 110, autre : consul, 113.
 Bes-e, 221.
 Bethmann (J. J. de), 40.
 Bétrines (prédicant), 134.
 Bez (Samuel), pasteur morave, 290 n.
 Bère, 321.
 Béziers, 101.
 Bibliothèque de la Société, 83, 165, 307.
 Blaurer, 267 n.
 Blumenau, 257.
 Bochar d (avocat), 200.
 Boehmer (prof.), 64 n.
 Boé (Pierre), pasteur morave, 282 et 290 n.
 Boëtou (capitaine), 127.
 Bohain, 299.
 Bois, 217.
 Bommel-sur-la-Meuse, 70.
 Bommelius (Henri).
 Bonnous fils, past., 1660-1674, 100, 107.
 Boubernat, 20.
 Bonet-Maury (G.), 164, 305, nécr., 175.
 Bonnafe (François), ses fils Étienne, Jean, 42.
 Bontoux, pasteur (1604-1617), 100, 104.
 Bordeaux (Histoire des Religioneux de), 1758 1789, 35 ss.
 Borgeaud (Charles), 88.
 Bornossio. Voy. Brouosse, 207 n.
 Bosc (Étienne), 135.
 Bosc ou Bosco ou Bosques (de), pasteur, 100 et 102.
 Bossart. Voy. Boussart, 210.
 Bossuet, 219.
 Bos* (Ch.), 168.
 Both, famille, 47.
 Boucherie, famille, 42.
 Boudet (Jacques), 42.
 Bounoux, 296.
 Bourg-Bolmens, 140, 142, 324.
 Bourges, 213.
 Bourgougnon (Guillaume), 110.
 Boulroux, 5.
 Boussart, voy. Bossart, 210 n.
 Boussois, 303.
 Bovet (Jacques), 322.
 Boyer, 42, 50. — (Dr. Jean), 109. — (Antoine), 110. — (Guillaume), 111. — (Étienne) ancien syndic du cons., 112. — 'prédicant, 131.
 Boynet (Jean Sarrau de...). — Voy. Sarrau, 38.
 Brant (*Annales de*), 274.
 Brantôme, 92 ss.
 Briçonnet (évêque Guill.), 183.
 Brie (la), 293.
 Brière, 293.
 Brimart, 27 ss.
 Broca, 43.
 Broquies (sieur de), 12 ss., 21.
 Brouosse ou Bornossio, 207 n.
 Bron (Jean), 110.
 Brunfels, 264.
 Bruestlein (Jean), 261 n.
 Bucer (Martin), 72 ss., 197, 252, 257, 264.
 Buchmann (J. J.), pasteur morave, 290 n.
 Bude, 214 n.
 Bugenhagen, 212.
 Bühler (Sibald). Chroniques de..., 273 n.
 Buisseyzon (Église de), 103.
 Buisson (Ferdinand), 306, 317.
 Bujac, 43.
 Burète, 42.
 Bussierre (Théodore de), 272.
 Cabantous (past.), 137.
 Cabrol (C^{te}), 122.
 Cadier (Gustave, Léon), 168.
 Caillieur ou Caylus (rocher de), 135.

- Cajetan (cardinal), 227.
 Caldier (Claire), 31 (Barthélemy et Jean), 111.
 Calvin, 5; portrait, 163; le Nicodémisme, 245; d'après G. Goyau, 309; la prédestination, 319.
Calvinisme hollandais (Genève pépinière du), 320.
Camarès (Pont de), 10.
Cambrui, 84.
Cambresis, 291.
 Cameron (Jean), pasteur, 164.
Camisards, guerre des, 126 ss. Origines, causes et conséquences, 238.
 Canaye (Jean I), ép. Marg. Gobelin, 192 (Jean II), 190 ss.
 Capelle (amiral von), 254.
 Capiton (Wolfgang), 197, 249, 265 ss.
 Cartencas (cap :), 31.
 Carlier (Catherine), 135.
 Caroli (Pierre), 194, 198.
Carouge, 311.
 Carrière (P.) de Saint-Affrique, galérien, 129. — (Jeanne), 135.
 Casalis (Léon), 143.
 Cassagnaz, 141.
 Castaing, 43.
 Castelnau (de) de Lézéou, 8.
Castres, 101.
Catelet (Le), 296.
 Catelpas de), 12.
 Calinat, 127.
Caussade, 113.
 Cavalier (Henri), past., 37. — (Jean), 127. — (*Mémoires de*), 243.
 Cayla ou Chayla (Du), abbé, 126.
Caylar (Le), 191.
 Caylus (baron de), sénéchal de Rouergue, 11 ss, 20 ss.
 Cazeaux. Voy. Durack, 149.
 Cère (David), 111.
 Cestat (Philémon), past., 15, 72, 100.
 Chalcédoine (concile de), 228.
 Chambrier (M^{me} A. de), nécr., 174.
 Chamier (past.), 26.
Chap, 110.
 Chapel (prédicant), 131.
Chapelle-Faucher (La), 93.
Champoléon (comm. de), 186.
 Chapuzei (Marie), V^{ve} de Jean-Nicolas de Lisleferme, 39.
Charenton, 105 (Véron, curé de...), 220.
 Charles Quint, 269.
Chartrons (les), 283.
Chatelard (le), 186.
 Chatoney (E.), 88.
 Cheminée, 302.
 Chevalier (J.), 317.
 Chiron, père et fils, 142.
 Clamageran, 43.
 Claude (Jean), pasteur, 100, 219, 307, 326.
 Cleisz (Th.), past., 242.
 Clément VII, 211, 239.
 Clemenceau, (G.), 243.
 Clerval (Alexandre), nécr., 174.
 Clichtou (Josse), 175.
 Cochet (Louis), 295.
 Coc (Anemond de), 77, (Hugues S^d du Chatelard), 184.
 Colck (Marie), ép. 1738 Ferrière (Jean I^{er}), 44.
 Coliguy, 4^e centenaire de sa naissance, 88 ss. — sanguinaire, 163. — (Louise de) princesse d'Orange, 172.
 Cologne (Samuel), 111.
 Colomb, réfugié, 324.
 Colomb, 142.
 Colonia, médecin, 206.
 Colonna (Vittoria), 85.
 Comba (E.), 64 n.
 Combe t ou Combettes, 282.
Compagnie des Pasteurs de Genève, 12.
Competières, 312.
Compièrre, 1.
Concile de Trente 239.
Concorde Wittemberg (La), 269.
 Conde, 21, 21, 92.
 Conflans (M. de), 161.
Conférence de Fontainebleau (La), 161.
 Constans (Bernard) pasteur, 1562 et 1577, 8, 100.
Constitution pénale de 1529 à Strasbourg, 239.
 Cop (G. Guillaume), 195.
 Coquerel (A. Hanase) père, 293.
 C. bière, 42.
 Coteloup, 141.
 Cornus, 10, 133.
 Cornusson (seigneur de), 14 n.
 Corvon (Ch.), 325.
 Cosandey (Mgr.), 312.
 Cosard, 289.
 Coste (C.), 119.
Courcy le-Château, 301.
 Couderc, 42.
 Coulin (Étienne), 322.
 Courmal (Jean), 135.
 Courras, réfugié, 142.
 Court (Antoine), 130. — (de Géb. lin), 38.

Courtois famille, 135, 292, et 293.
 Coussine, capitaine, 30.
 Coustine (David), 111.
 Couturier, armateur, 157.
 Couve (B.), past., 326.
 Crussol (Jacques de), 93.

Dacheux (chanoine), 272.

Daillé, 219:

Dalgas (Jean Marcel Enrico Mylius), 322.

Dardier et Dardier-Peyre (famille) 109, n. et 110.

Daugars, pasteur, 301.

Daullé (Alfred), nécrologie, 96.

Dauphin, 207.

Dauphiné (Farel en), 183 ss.

David, bourgeois syndic du consistoire de Saint-Affrique, 111.

Déclaration des droits de l'homme (La), 244.

Delaporte 292. — (Charles), 297.

Deleuran, 323.

Delor, 141, 324.

Delors père et fils, réfugiés, 142.

Démocratie moderne (Les vraies origines de la), 243.

Denck (Jean), 273 n.

Denis (Daniel), 302.

Denkinger (H.), pasteur, 167.

Deruaz (Mgr.); 312.

Desclaux de Lacoste (Pierre) et de Latanné (Pierre-Paul), 40.

Désert (Le) près Montbrechain, 302.

Desmond, 43.

« **Determinatio** » (pamphlet de Farel), 201 ss.

Doloy (Pierre-Joseph), 302.

Dordrecht, 176.

Douen (O.), 181.

Doumergue (E.), 243, 317.

Drac (vallée du), 186.

Dreyfus (publications relatives à l'affaire), 303.

Dubouche (M^{re}), 283.

Du Chesne (sieur de la Violette), 170.

Ducos (Carrière de Daniel) transmise par J. Christophe... à J. Danie (1729-1831)... 113 ss et 276 ss.

Ducros (David), bourgeois de Saint-Affrique, 111.

Dulieu, 147.

Duluc (Guionne, ép. Jacob Ducos), 143.

Dumon, réfugié, 141.

Dunant (Henri), 313.

Duperron, 164.

Duplessis Mornay à Fontainebleau, 164.

Duproix (famille), voir aussi Courtois. 292 et 296.

Durack (Voy. Cazeaux), 142.

Dussumier (Jean-Pierre, Antoine et Etienne), 42-44.

Dutens (Louis), 1775, 53.

Duthil (famille), 42.

Ehrhardt, 317.

Eglises de la Barrière, 304.

Emeric (ancien de l'Eglise de Nérac), 143.

Engel (Charles), 261 ss., n.

Epernon (duc d'), 24, 27.

Erasmus, 179 ss.

Erichson (Alfred), 265 n., 272.

Espagne, 161.

Espalion, 10.

Espine (Jean de l'), 171.

Esschen (Jean van den), martyr, 77.

Etauls (de l'), 14 n.

Este (Eléonor d'), 86.

Exposition biblique en 1919, 325.

Fabre (famille), 42. — (Bernard), 111 — (Jacques), 135.

Fabre (Jules), 83, 164, 293, 305.

Fabri (Jacques). — Voy. Lefèvre d'Etaples), 183.

Fabry (Mlle), 33.

Farel (Guillaume), 75 n. et 179 ss. — (Antoine ép. Anastasie d'Orcières), 186.

Fargniers, 301.

Fargues, 317.

Fargues (Jeanne de), ep. de Bosco. 1587, 102.

Faurie (Arnaud de), 168.

Fayot (past.), 92.

Fechter (Dr. A.), 195 n.

Ferdinand de Hongrie (roi), 254 ss.

Féret (l'abbé), 220 n.

Ferras, réfugié, 142.

Ferrière, famille, 1704-95, 44 et 45.

Ferron (Pierre-Henri-Sylvestre de), 39.

Ficker (Jean), professeur, 275.

Figeac, 104.

Fillon (B.), 214 n.

Firn, pasteur, 266 n.

Fischbacher (M. G.), nécr., 174.

Flary le Martel, 301.

Flottard (consul), 148.

Fois (pays de...), 106, 191 n.

Fontaine (Michel-Jean), 294.

Fontarabie, 162.

Fougerais (Mlle), 48.
 France (capitaine), 22.
 Fourtellot (Marguerite), ép. Jean II Ferrière, 44.
Francfort (foire de), 212, 325.
 François (pasteur), 137.
 Frédéric IV (Danemark), 322.
 Fredericia (Église de), 307.
Frènes, 198.
 Frères (Églises des...). — Voy. *Moraves*, 148 et 200 n.
 Frezeau de la Frezelière (Charles-Madeleine), év. de la Roch., 80.
Friedrichsdorf, 325.
 Fries (Laurent), 204 n.
 Fries, pasteur morave, 282 et 290 n.
 Friquet, 142.
 Frizon, 221.
 Froment (Chronique de), 186. — (Paul), pasteur, 302.
 Fulcran Rey, 125.
 Fuzier (Paul), 88.
 Gail, proposant, 134.
Galdy (Louis), réfugié, 138. — Laurent, Louis, Jacques, 139 n.
 Gal-Ladevèze, pasteur, 305.
 Galland (A.), commissaire du roi, 105.
 Galtier (de), 28 n.
 Galtier (Jean), M^{re} chirurgien, 111.
Gap (évêque de), 184.
 Garrigues (Jean), 110.
 Garrisson, famille, 50.
 Garve, pasteur morave, 291 n.
 Gauthier, 216.
 Gaylingen (Eppelain de), 268.
 Gebwiler (Jérôme). — Voy. *Gnadfrou*, 205 n.
 Geen (baron van), 250.
 Geiler, 272.
 Genet, sénateur, 326.
Genève, 170, 307, 320 (*Siège de la Soc. des Nations*), 166.
 Gentillot, famille, 42.
 Georges l'apôtre, 222.
 Géraud (Charles), littérateur 1775, 42.
 Géraud (Robert), pasteur 1569-72, 100.
 Gerbel (D^r Nicolas), 253.
 Gerber (Erasme), 252.
 Gerbert (Camille), 273.
 Géréon Sailer (D^r), 265.
 Gérold (Théodore), 273 n.
 Gibert, past., 1760, 36; — adjoint au maire de St-Quentin, 91.
 Girbal (Françoise), 135.
 Girodon, député du Clergé, 235.

Gnadfrou. — Voy. Gebwiler (Jérôme) 205.
 Godel, doyen, 1523, 207.
 Gollh, pasteur morave, 290 n.
 Goulart (Simon), 170.
Gournay (Fort de), 172.
 Goyau (Georges), 307.
Gramzow, 322.
Grand miroir du Monde de J. du Chesne, 172.
Grand ordinaire des crestiens, 164.
Grands Jours du Languedoc, 1628, 119.
 Granier (G.), pasteur, nécrol., 384.
 Graupach (Regula de). — Voy. Grumbach et Strauff, 210.
 Grenier, réfugié, 142.
 Grenier (Jean de), du Carla, 39.
Grenoble, 187.
 Gressier, 42.
 Gros (Samuel), 111.
Grossiten, 322.
 Grou, avocat, 200.
 Grumbach (Regula de). — Voy. Graupach et Stauff, 210 n.
 Gruner (E.), 88.
Guerres de religion (les prot. à la veille des), 238.
Guerre des Paysans, 1525, 250.
 Guestier, famille, 1725-1847, 42.
 Guillaume II, empereur, 91.
 Guiraud (Mlle), 139.
 Guiscard (marquis de). — Voy. La Bourlie (l'abbé de), 127.
 Guissonnier (Jean), march. drap., 110.
 Guybert (Jehan), son procès, 197.

Hacquerville (Nicolas de), conseiller au Parlement, 199.
Halle, 108.
 Hanauer (l'abbé), 262 n.
Hargicourt, 291.
Haut-Rouergue (Marche du), 59.
 Hèbles (François d'). — Voy. Las Ribes et Bertholène, 18 n.
 Hédion, 249, 264.
Hendaye, 162.
 Henri IV, 108.
 Herminjard, 181 et 193.
 Herrenschwand, 52.
Hesse (Philippe de), landgrave, 265.
 Heyer (H.), 181. — nécrologie, 335.
 Hoen (Cornelis Hendrix de), 73 ss.
 Hoffet (Ch.), 273 n.
Hollande (La reine de) en 1919, 163 249.
 Hollard (Moïse), pasteur, 322.

Hubert (Conrad), 270 n.

Huguenots (Les), sous l'Édit de Nantes (en norvégien), 87.

Hugues (Edmond), 163, 326.

Hugwald (Ulrich), 195 n.

Hyacinthe (le père), 309.

Illustrations. — Fac-similé du titre de la Summe de l'Esriture sainte de 1523, 66. — Les statues du maire de Saint-Quentin et de Coligny, au bas du monument de Theunissen, d'après une photographie, 90. — Vue du Vieux Pont de Saint-Afrique, d'après une photographie, 113. — Vue du Gap au commencement du xvii^e siècle, d'après Tassin, 184. — Gap, la place Jean Marcellin, d'après une photographie, 189. — Fac-similé du titre du pamphlet de Farel contre la Sorbonne, 203. — Vue du temple de Nauroy, d'après une photographie, 297.

Imbart de la Tour, 183 n., 317.

Inteim (l'), 264 ss.

Jacques de Navarre (sa fille), 33.

Jamaïque (Le Refuge à la), 138.

Jansénistes, 239.

Jansse (past.), 223.

Janssen, 260.

Jarillac de Lisleferme (Pierre-Romain-Nicolas), seigneur du Bosc, 39.

Jarnac (bataille de), 92.

Jaucourt (marquis de), 293.

Jauge (Etienne), 43.

Jausselin de Tasta, 39.

Jeanbon Saint André, 38, 83 et 165.

Jeancourt, 291.

Jésus (Compagnie de), 239.

Joli, past., 104.

Joly de Fleury, proc. gén., 216.

Jones (Léonard C.), 170.

Jouanet (Mme), 283.

Joubert, pasteur, 1569-1570, 100.

Journiac (de), 39.

Juillera, 293.

Jules II, 211.

Julien, 110.

Jung (André), 271.

Juvin, réfugié, 142.

Kaden (Michel van), 70 n.

Kenol, pasteur morave, 282.

Kingston, en Jamaïque, 138.

Kniebs (Nicolas), 262 ss.

Krop, pasteur, 163, 164 ss., 249, 315.

Kugk (M. J. van), 320.

La Bastide-sur-l'Hers, 323.

Labat (de Sérène et de Vivens), 39.

La Bourlie (l'abbé), marquis de Guiscard, 127.

La Brousse, 283.

Lacan (Jacques), 110.

Lacaune, 24, 103, 127.

La Chapelle-Faucher, 93.

Laffargue (famille), 43.

Laffon de Ladébat (André-Daniel), 40 ss., autre, 293.

Laffeur (Marie), prisonnière 1734, 135.

Lalanne (Mme), 288.

La Luzet (haute montagne de), 133.

Lambert d'Avignon (François), 70 n., 180 n.

La Magdelaine, capitaine, 32.

Lamy, 141.

Langon, 154.

La Noue (famille de), 170 ss.

Lenoy ou Launay (Marie de...), 172.

La Passe (1628), 32.

Laporterie (Jeanne), ép. Ducos (Jacob), 145.

Larcher (Paul), 302.

Laroche (M^{re}), 47.

La Rochelle (1778), 217 n.

La Rivière, prédicant, 131. — (Ribitus), 169. — (Magalon de), réfugiés, 141.

Larroque (Paul), 43.

Lartigue (Jeanne de), veuve de Montesquieu, 39.

La Sauvetat du Dropt, 107, 307 et 326.

Las Ribes (François Hèbles, sieur de Bertholène), capitaine, 18 n.

Lassalle (M^{re}), 285.

Lasserre (Anne), 135.

Latour de Lagravère, 39.

La Treine, 107.

Lansargues, 101.

La Vacaresse, 26 ss.

Laval-de-Bois-Dauphin (Henri IV. Marie de), évêque, 80.

Lazare ressuscité, drame latin, par Sapidu, 265.

Le Breton, sgr., 14 n.

Lefèvre d'Étaples, 63, 175, 179, 183.

Le Gay (Maitre), 198.

Legendre (ép. Ducos, Jeanne), 145.

Lehaucourt (Eglise de), 96.

Lelièvre (J.-W.), nécrologie, 335.

Lemoine (Collège du cardinal), 183.

Lempire, 291.

Lenz, 275.

Leon X, 211.

Le Plessis aux Tournelles, 170.

Leroux (Alfred), 62, 143.

Lescar (évêque de), 168 ss.
Lescazes (L.-J. de), 190 n.
Lespine (Jean de), 171.
Levergues, 301.
Liadou (Guillaume), 110.
Liberté de conscience en France (par Bonet-Maury), 176.
Liebrich (Aug.), pasteur, 273 n.
Liévin, inquisiteur, 199.
Limbourg, 171.
Livry (Seine-et-Marne), 199.
L'Isle-en-Jourdain, 21.
Lisleferme (Jean-Nicolas de) et (Véronique de), 39 ss.
Lizet (Pierre), avocat du roi, 165 et 198 ss.
Lodève, 101.
Lods (Armand), 88.
Loew, 305.
Loire, past. du Désert, 167.
London (S. Ex. Mr), ministre, 88.
Lorit (Henri), dit Glareanus, 195.
Loutschitsky (J.-V.), nécrologie, 335.
Louvain (version de), 221.
Loyola (Ignace de), 239.
Ludwig (Jacob), pasteur, 322.
Lumigny et Tonquin (Église de), 173.
Luré (Marie de), ép. Vaudray (Louis de), 170
Luther, 63, 179, 203, 239, 261 ss., 309.
Lyon (M.-G.), recteur de l'Académie de Lille, 91.

Mailhet (A.), 305.
Maillard (Th.), 167, 307.
Malet (Albert), son manuel, 92.
Mallet (baron), 293.
Manneville (Ch.), 192 n.
Manteyer (G. de), 184 n. et ss.
Marans (Deux n. c. de), 1685, 80.
Marbach, 270.
Marcet, recteur de la Bourse de Vevey, 141.
Marcillac (le comte de), 59.
Marguerite de Navarre et *Vittoria Colonna*, 85.
Marie, la Sanglante, 269.
Maroger (prédicant), 131.
Marron (pasteur), 83.
Martin (J.-J.), 322.
Masgranet (C.), consul, 119.
Matile pasteur, 292.
Mauburn (Jean), Augustin, 199.
Maurel père et fils (gendre de Rivière), 142.
Mauricet (Maitre), 198.
Mauvezin, 101.

Mazarin, 117 et n.
Mazurier (Martial), 198.
Meaux, 183, 197.
Médicis (Catherine de) et *Coligny*, 93.
Meister (Aloyse), 273 n.
Melun, 170.
Ménégoz, 318. — (Fernand), 88 ss.
Mensignac, 93.
Mercier (Jean), pasteur, 1568 à 1569 100.
Merillat (J.-J.), pasteur morave, 291 n.
Mermillod (Gaspard), évêque, 310.
Mesmes (Mr. de), 169.
Messe (La), 164, 208, **trouvée dans l'Écriture**, 219 ss.
Messines (pasteur), 84.
Meyer (Jacques), du Conseil des 13 262.
Michel-Ange et *V. Colonna*, 85.
Michel d'Arande, 182, 198.
Michel (Jean), 64 n.
Migault, pasteur du Désert, 167.
Migayron (Pierre), 111.
Miles Perrot, 190.
Millau (Aveyron), 7 ss., 100 ss.
Mingard, 50.
Minuti, 11.
Mirmand (Henri de), 174.
Missions bottées en 1643, 119.
Molcher (Menrad), 212.
Monflanquin, 1620, 100.
Moncassin (Guy de), pasteur, 1575-1592, 100.
Moncin (Béarn), la Réforme à, 168.
Monneaux, 295.
Monod (André), 84, 163.
Monod (Jean, Guillaume et Frédéric), 292 ss.
Monod (Gabriel), 238 ss.
Montalembert, 224.
Montandon, pasteur, 293.
Montargis, 207.
Montauban, 101.
Montbrehain, 295.
Montcassin (Marie de), fille de Fargues (Jeanne de), 102.
Montégut (baron de), gouv. de Saint-Affrique, 11.
Montgaillard, 104.
Montorsier (Antoine et Jeanne de), 184.
Montoux (David), 322.
Montpellier, 101, 128, 138.
Montpensier (duc de), 93.
Moralités polémiques ou la controverse rel. ds. l'anc. théâtre fr. 95.

Moraves. — Voy. **Frères** (Eglise des), 148 et 200 n.

Mouvans, 93.

Mouy (Louis de Vaudray, seigneur de), 170.

Moynier (Gustave), 315.

Mueg (Charles), du Magistrat de Strasbourg, 257.

Murasson, 103.

Murtau (Thomas Murner), 201 ss.

« **Le Musée** » de Bordeaux, 39.

Musée du Désert, 163, 305.

Musset (G.), 64 n.

Nairac (famille), 2 et 44.

Nassau (Louise-Juliane de), 172.

Nauroy, 143, Les Temples de, 290.

Nazon, pasteur, 137.

Nécessité du serment ordonné par l'art. XXI du titre X des décrets (par Jarlac de Lisleferme), 40.

Née, pasteur, 299.

Nérac, 143 ss.

Nicod, recteur de la Bourse de Vevey, 141.

Nicodémisme (La crise du), 245.

Nicolas V, 309.

Nicole, 219.

Nicolet (C.), pasteur, 323.

Nieuport, capitaine, 30.

Nîmes (1646), 107.

Norvège (notre histoire en), 87.

Noyon, 83, 84, 243, 291.

Nuremberg, 212.

Odoard, doyen, 206.

Oecolampade, 73, 195.

Olivetani (version d'...) révisée, 221.

Olivier-Desmont, pasteur, 37 et 48.

Ollier, 220.

Orange (Eglise d'...), 172.

Orcières (canton), 186.

Ordonnances sur la discipline militaire, 93.

Orthéz (Collège d'), 169.

Ortlieb, pasteur, 88.

Palanqui (Jean), 111.

Palmer, 317.

Palot (M.) 103 n.

Panat (de), 12, 22.

Pamiers, 103 ss.

Pannier (J.), 82, 142, 163, 173, 303, 305.

Prat, brigadier des armées du roi (M. de), 128.

Paris (consistoire en 1833), 293.

Parlier (Antonin), 110.

Pascal, 239.

Passage (Le), Espagne, 161.

Paul III, 239.

Pays-Bas (S. M. la reine des), 1919, 88.

Pelissier (Antoine), pasteur, 1564-50, 101 et 1752, 282.

Pellican 79, 181.

Pères, 15.

Périgord, 93 (Comte de), 217.

Perrot (Olivier), 197.

Pescara (Marquise de), 85.

Petit (Guillaume), évêque, 214.

Petit de Leburthe (Pierre-Hector), écuyer, 39.

Pètri, imprimeur, 195.

Petreius (Jean), imprimeur, 212.

Peyre (Jean), 110, 111.

Peyrusse, 10.

Picot (Émile), nécrologie, 95.

Pierre (David et Jacques 1662), 111.

Poehls, famille, 40.

Ponsoye (E.), pasteur, 92.

Pont de Montvert, 126.

Pont de Camarès, 1577 et 1582, 100.

Pougnard (dit Dezérit), pasteur, 36.

Pourtales (Guy de), 170.

Portas, réfugié, 142.

Port-Royal (Jamaïque), 135.

Poudensan (Manon), 288.

Poujol (pasteur), 306.

Pourtales (M^{me} Hubert de), 163.

Poyen, famille, 42.

Pradel (Ch.), 192 n.

Prades, réfugié, 141.

Prades, marchand réfugié, 142 et 324.

Prailles, 1744, 167.

Prédestination (La) d'après Calvin, 319.

Préneuf, pasteur du Désert, 168.

Provins, 170.

Proy (Zacharie), 302.

Prudhomme (A.), 184 n.

Prussiens (Les) dénoncés à l'Europe par une société de témoins et de victimes de leur invasion dans la province de Hollande, 83.

Puaux (Frank), 82, 83, 163, 164, 167, 178, 243, 245, 305, 324, 326, 329 n.

— (Madame), 335.

Quercy, 10, 131.

Rabaud (famille), 42, 50, (Paul), 37.

— (Edouard), 7-35 et 97-127, 334.

(le jeune), 294. — (de Saint-

Étienne), 60. — 164.

- Rabus, 270.
 Raemond (Florimond de), 190 n.
 Ragatz. Voy. Berger (Paul), 139.
 Rathgeber (Jules), 272.
 Rayssac (de), 11 n.
Réatmont, 24, 104.
Réforme (La) catholique, 238. —
 Échec de la Réforme en France
 au XVI^e siècle, 245. — **Réforme et**
Préréforme, J. Lefèvre d'Ét., 319.
 Reilhac (Jean et Pierre), 135.
Religion chrétienne par Mathieu Vi-
rel, 171.
 Rémiral (Antoine). pasteur, 1596,
 99, 100, 102.
 Renée de Ferrare, 85.
 Resch (Conrad), imprimeur, 195, 214.
 Reuss (Rodolphe), 82, 83, 163, 164,
 275, 305.
 Réveillaud, 326, ss.
Révocation (La) à Nérac, 146.
 Reynaud (Jean-Guillaume), 119.
 Ribitus (M^r Jean, dit de la Ribière
 D. M. — Voy. la Rivière, 169.
 Rieu (Jules-Charles), pasteur, 322.
 Rigaud, 288.
 Ringmacher, pasteur morave, 287 et
 290.
 Ritter (Eugène), 307 à 315.
 Rivière, réfugié, 142.
 Roberty (E.), pasteur, 326.
Rocquignies, 303.
 Rod (Edouard), 301.
 Rode (Hinne ou Jean), 72, 190.
 Roehrich (Timothée-Guillaume et
 Gustave), 271 et 273 n.
 Rohan (François de), 87.
 Roua (Jean de), jacobin, 193 n.
 Romier (Lucien), 242.
 Romillier (Guillaume), marchand,
 141.
Roquefrade, 105.
 Rosée, médecin, 206.
 Roubli (Guillaume), prêtre, 195.
 Roucayrol (Marthe), 135.
Rouergue, 8 ss et 97 ss.
 Rousseau (J.-J.), 315.
 Roussel (Arnaud), 191 n., 198 (Gé-
 rard), 182, n., 201.
 Rott (E.), 82, 83, 88, 163, 164, 305.
 Roufineau (M^{re} V^{re}), 164.
 Ruppel, 273 n.
 Saint-Affrique du Rouergue 7 ss
 (Anc. Égl. de), 97 ss.
Saint-Barthélemy (La) au Plessis-les-
Tournelles et Senlis, 170.
 Saint-Cyran, 309.
 Saint-Denis, 176.
 Saint-Estèphe, 274.
 Saint-Félix, 10, 104 (*de Sorgues*), 136.
 Saint-Gervais, 170.
 Saint-Izaire, château, 33.
 Saint-Jean du Bruel, 133.
 Saint-Lion en Guyenne-Gascogne, 101.
 Saint-Paul l'Ermite (Congrég. de.),
 199.
 Saint-Paul-Trois-Châteaux, 182 n.
 Saint-Quentin, 83 (Défense de...) 1357,
 88.
 Saint-Marcel-lez-Paris, 192.
 Saint-Martin (Égl. de) Bdle 195. —
 (au Grd. Marché Meaux), 198.
 Saint-Michel (collège), Meaux, 198.
 Saint-Paul (Église), 194.
 Saint-Quentin, 96, 215, 292.
 Saint-Rome-du-Tarn (1592), 12 ss.,
 100.
 Saint-Sébastien, 161.
 Saint-Servin, 128.
Sainte-Claire (religieuses de...) Ve-
Vey, 180.
 Sales (François de), 311.
 Salleneuve (Pierre de), avocat, 39.
 Salomon (Charles), 305.
 Salvan (Antoine) M. Cordier, 141.
 Sapidus. — Voy. Witz, 264 ss.
 Sarrau (Jean) de Boynet, 38.
 Sarrus (Isabeau), prisonnière, 135.
 Saulnier (E.), nécrologie, 335.
 Saurin (arr.-petit-fils de), 83, 282.
 Savoie (Louise de), 198. — (Pierre et
 Philippe de), 308.
 Schaffter, pasteur morave, 291 n.
 Schaeffer (Adolphe), pasteur, 261 n.
 Scheer, pasteur, 88 ss.
 Scherer (Edmond), 313.
 Schickler (Arthur de), 164.
 Schiep, pasteur morave, 291 n.
 Schmidt (Charles, professeur, 64 n.,
 175, 272. — (Frédéric-Jean), 271.
 — (Paul), past., 218.
 Schœll (Th.), 86, 248, 316, 320, 321.
 Schrader (Franz), 143, 290 n.
 Schulze (L.), 77 n.
 Schwartz, prédicant, 266 n.
 Schwedt, 322.
Séances du Comité 82, 83, 163, 164,
 305.
 Sébiville (Pierre de), 187.
- Sabonadière (Charles), 293.
 Sageran, 42.
 Sailer (Dr. Géréon), 265.

Sedan, 170, 223.

Ségur (Jean, comte de) Sgr. du Grd.
Puch, de la Louvrière, 39.

Selhofer (Arfacius), 210 n.

Senlis, 170.

Serain, 301.

Serre (Pierre) ou *Serres*, galérien,
(voir aussi *Sers*), 129.

Sers (Pierre) anc. past., 42 ss.

Sigal famille, 42.

Smalkalde, 279.

Société (La), bordelaise sous Louis
XV, 47.

Sohm (Walter), 270 n.

Solier (Marthe de), ép. *Vimielle* (Jean).
— (Pierre), 108, marchand, syndic du
Consistoire, 111.

Solvignac (de), 39.

Sommaire (Le), de la Sainte Écriture
ou *Manuel du chrétien*, 65 n.

*Somme chrestienne à très-victorieux
Empereur Charles de ce nom cin-
quiesme composée par François
Lambert Davignon* 1529, 70 n.

Somme de la théologie germanique,
70.

Somme (La), de l'Écriture Sainte,
63 ss. et 179.

Sottie du Monde, 308 n.

Spindler (Charles), 273 n.

Staehelin (W.), pasteur, 323.

Stauff. — Voy. *Graupach* et *Grumbach*,
210 n.

Strasbourg (1523), 194. — (La Réforme
à... 1530-1536), 257 ss.

Strœhlin (famille), 47.

Stuers (M. le chevalier de), 88.

Sturm (Pierre), 257. — (Jacques), 262
ss. — (Jean), 264.

Summe (La). — Voy. *Somme*..., 63 ss.
Sumène, 101.

T *Paillade*, lieutenant, 28.
Tancrou, 198.

Taquet (Honorat), pasteur, 96, 302.

Tarteyron (Jean), 1733, 43.

Taurines, lieutenant, 18 n.

Tauzia de Litterie, 39 et 47.

Téligny, 172 (Marguerite de...), 171.

Templeux-le-Guérand, 291.

Theunissen, statuaire, 92.

Ticheneyre (La), 151.

Tombeau des Hérétiques (Le), 222.

Tonneins (Eglise de), 37.

Toorenbergen (Dr. J.-J. van), 70 ss.

Toulouse, 104.

Tour de Constance, 129.

Tournay, 171, 294.

Tournon, 169.

Toussain (Pierre), 73, 79.

Toussaints du Plessis, 183.

Toussenil, capitaine, 30.

Traité de Bergerac, 1577, 20.

Traitement des pasteurs, 109 ss.

Trausch, chroniqueur, 273 n.

Treor (Hugues), ancien, 110.

Tréponts (faubourg de), 13 n.

Tricou (famille), 145, 148.

Troty-Loire, 301.

Truchasson, famille, 43, 50.

Turckheim (baron de...), 64 n.

Turettini (J.-A.), 309.

V *abres* (évêché de), 13. — (ville de), 20.
agabonds, pasteurs, 118 n.

Valdès (Jean de), 85.

Valeri (Mlle Jacques de), 33.

Valès (A.), 82, 88, 16, 163, 164.

Valetin de Boissière (Jean-Joseph),
39.

Vallière (Jehan), martyr, 194.

Valzergues (M. de), 10.

Vatin (Joseph, dit le Philosophe
Charles), 300 n.

Vaudray (Louis de), 170.

Vaux (Gilbert de), pasteur, 1562-1566,
7 et 100.

Vavin-court, pasteur, 1577-1580, 100.

Vendelles, 291.

Vénérable (La), Compagnie des past.
de Genève (1559), 114.

Vermandois (Le), 291.

Vermeil (E.), 317 ss.

Vernes (Louis et Charles), pasteurs
293, 326.

Vernejoul (de), famille, 39.

Véron (François), 164, 219.

Vevey (Suisse), 324.

Veyrassat (A.-S.), 324.

Veziens (de), 10 ss.

Viane, 24, 127.

Vidoue (Pierre), imprimeur, 214 n.

Viénot (J.), 83, 88, 178, 305.

Vieux Cévénol (Le), traduit en hol-
landais, 164.

Vigoureux (Le sieur) et sa femme,
1685, 80.

Villeneuve (Aveyron), 10.

Villefranche de Rouergue, 7.

Villette (Mr de), 1753, 285.

Vimielle (Jean et Pierre), pasteurs,
1677-1683, 100.

Vinard, pasteur, 91.

Virel (Mathieu), 171.

Virck (H.), 275.
Vittoria Colonna, 84.
Vivaraïs, 128.
 Vivian, réfugié, 141.
Von Weltlicher Oberkeit wie weit-
man ihr Gehorsam schuldig sei
 (Luther, 1523), 70 ss.
 Voltaire (auteur du *Vieux Cévenol* ?),
 164.
 Vos (Henri), martyr, 77.
 Vries (Herman de), 320.
 Vuarin, curé, 310.

Walincourt, 294.

Walther (J.), 273 n.

Watin (Louis-Joseph), 296.

Watson, 317.

Wayn (Gervais), 206.

Weiss (N.), 5, 79, 81, 82, 83, 88, 95,
 96, 137, 163, 164, 167, 175, 176, 214,
 243, 305, 317 ss., 326, 336.

Wencker (Jacques), 273 n., 274.

Wessel (Jean), 72, 196.

Wickram (Pierre), 205 n.

Wilhelmine (reine), 89.

Wilson, président, 5, 243, 319.

Windesheim (chapitre de), 199.

Winkelmann (Otto), 275.

Wissenburger (Wolfgang), 195.

Witt (Cornélis de), 82, 83, 88, 164.

Wittenberg, 184 (*Concorde de...*), 268.

Wittfoot (David), consul 56.

Witz (Jean). — Voy. Sapidus, 264 ss.

Wyss (Jean J.), 84.

Yollet (sieur), 20.

Zell (Catherine), 265 ss., 270.

Zevertsz (Jan), libraire, 71 ss.

Zilz (J.), pasteur, 322.

Zwingli, 73 ss., 197, 208 n.

2. TABLE ALPHABÉTIQUE

DES COLLABORATEURS AU TOME LXVIII

Bost (Charles), 167.

Cadier (G.), 168.

Leroux (Alfred), 35, 143, 276.

Pannier (Jacques), 170, 290.

Ponsoye (F.), 92.

Puaux (Frank), 177, 219, 243.

Rabaud (Édouard), 7, 97.

Reuss (Rodolphe), 257.

Réveillaud, 326.

Ritter (E.), 307.

Schmidt (Paul), 215.

Schœll (Th.), 84, 87, 245, 315.

Weiss (N.), 5, 63, 80, 82, 88, 95, 138,

140, 163, 174, 179, 238, 248, 251, 305,
 322, 334.

3. TABLE

GENÉRALE ET CHRONOLOGIQUE

1919

N. WEISS. — M. Wilson, Calvin et M. Boutroux	5
FRANK PU AUX. — Pour la Fête de la Réformation	177
N. W. — Séances du Comité, 17 décembre 1918, 25 janvier; 25 mars, 6 mai, 17 juin, 21 octobre 1919	82, 163 et 305

ÉTUDES HISTORIQUES

EDOUARD RABAUD. — L'ancienne Église de Saint-Affrique du Rouergue (Aveyron), 2 articles, 1561-1629.	7, 97
ALFRED LEROUX. — Histoire externe de la communauté des religionnaires de Bordeaux de 1758 à 1789.	35
N. WEISS. — Guillaume Farel. — Ses premiers travaux, 1521-1524.	179
R. REUSS. — La Réforme à Strasbourg (1530-1536). Troisième et dernier article suivi d'une Bibliographie.	257

DOCUMENTS classés par ordre chronologique.

Voy. aussi la *Correspondance*.XVI^e SIÈCLE

N. WEISS. — Le premier traité protestant en langue française : La Somme de l'Ecriture sainte. 1523.	63
---	----

XVII^e SIÈCLE

N. WEISS. — Deux nouveaux convertis de Marans (Charente-Inférieure), le sieur Vigoureux et sa femme (1685-1695).	80
N. WEISS. — La chasse à l'égoïsme après la Révocation à Lausanne (Vevey) en 1688.	140 et 324
N. WEISS. — Un réfugié de Montpellier à la Jamaïque.	138

XVIII^e SIÈCLE

ALFRED LEROUX. — Souvenirs des deux Ducos (1729-1831), carrière de Daniel D. transmise par J. Christophe D. à J. Daniel D.	143 276
PAUL SCHMIDT. — Les étapes de la tolérance à la fin du XVIII ^e , d'après trois lettres inédites.	215

XIX^e SIÈCLE

JACQUES PANNIER. — Les temples de Nauroy, à propos d'une requête adressée en 1852 au Consistoire de Paris.	290
--	-----

MÉLANGES

FRANK PUAUX. — La Messe trouvée dans l'Écriture.	219
--	-----

CHRONIQUE LITTÉRAIRE ET COMPTES RENDUS CRITIQUES

TH. SCHOELL. — Jean J. Wyss. Vittoria Colonna, Leben, Wirken, Werke. — Otto Andersen. — Huguenotterne under des nantiske Edikt.	84
N. WEISS. — Trois articles de la Revue historique : La Réforme catholique. — Les protestants français à la veille des guerres civiles. — Origines, causes et conséquences de la guerre des Camisards.	238
FRANK PUAUX. — Les vraies origines de la Démocratie moderne.	243
TH. SCHOELL et N. WEISS. — Albert Autin. L'échec de la Réforme en France au XVI ^e siècle. — Un épisode de la vie de Calvin. La crise du Nicodémisme, 1535-1545.	245
E. RITTER. — Georges Goyau. Une Ville-Église, Genève 1535-1907.	307
TH. SCHOELL. — A propos du quatrième centenaire de la Réforme, numéro exceptionnel de la <i>Revue de Métaphysique et de Morale</i> . — T. J. Krop. Huguenootsche en Calvinistische Stemmen et Laatste Oorlogsklangen. — H. de Vries. Genève, pépinière du Calvinisme hollandais.	315

CORRESPONDANCE ET NOTICES DIVERSES

N. W. — Le quatrième centenaire de la naissance de Coligny	88
E. PONSROYE. — A propos de Coligny, les représailles.	92
Genève siège de la Société des Nations. Lettres des présidents de la Société d'histoire et de la Vénérable Compagnie de Genève	166
CH. BOST. — Le premier synode du Désert assemblé en Poitou.	167
G. CADIER. — Prédication de la Réforme à Monein (Bearn) en 1561. — Une question à propos d'une lettre de Jeanne d'Albret	168
J. PANNIER. — La famille de La Noue et Simon Goulart	170
Entrevue de la reine de Hollande avec M. Krop	249
N. WEISS. — A propos des descendants de huguenots en Allemagne.	251
N. W. — Le deuxième centenaire de la fondation de l'Eglise réformée française de Fredericia. — La chasse à l'égoïsme, rectification. — La suppression du culte français à Friedrichsdorf. Commémorations (Exposition biblique et 2 ^e centenaire de la naissance de Jean Claude).	322
E. RÉVEILLAUD. — Aux protestants cévenols	326

NÉCROLOGIE

N. WEISS. — M. Emile Picot. — M. Alfred Daullé	95
— M ^{me} Alexandre de Chambrier. — M. G. Fischbacher. — M. A. Clerval. M. le professeur G. Bonet-Maury.	174
MM. les pasteurs G. Granier et E. Rabaud. — MM. H. Heyer. — J. V. Louts- chitsky. E. Saulnier, J. W. Lelièvre. — Madame Frank Puaux	334

